



RIVES COLONIALES

ARCHITECTURES, DE SAINT-LOUIS À DOUALA

Sous la direction de Jacques Soulillou

Collection Architectures traditionnelles
dirigée par Christian Seignobos

Monographie

RIVES COLONIALES

ARCHITECTURES, DE SAINT-LOUIS À DOUALA

Sous la direction de
Jacques Soulillou

Contributions de
Françoise Doutreuwe
Luc Gnacadja
Odile Goerg
Anthony Hyland
Thierry Lulle
Alain Sinou
Alan Vaughan-Richards

Editions Parenthèses / Editions de l'Orstom

Cet ouvrage est dédié à Alan Vaughan-Richards

Ouvrage publié avec le concours du
Ministère de la Coopération et du
Développement.

Copyright © 1993,
pour la conception, le texte,
les dessins et les photographies,
Editions Parenthèses,
72, cours Julien,
13006 Marseille — France
et Editions de l'ORSTOM, Paris.

ISSN 0291-4921
ISBN 2-86364-056-9

Photographies :

Sauf mention particulière, le crédit
des photographies est attribué aux
auteurs.

Archives de la C.F.A.O. (Paris) :
pp. 111g, 114h, 162, 241b, 98db,
111hg, 111bg, 96b, 97h, 98dh, 72,
74hg, 162, 241, 272b, 273.

Niels Bech : pp. 139, 142dh, 151h,
152, 154, 161bg, 161bd, 164.

The British Library : p. 143.

Eduardo Di Muro : p. 264hg.

Documentation française (Paris) :
pp. 101, 102, 177.

Juliet Highet : pp. 255, 258, 266,
267b.

Museum für Völkerkunde (Berlin) :
p. 247h.

National Maritime Museum
(Londres) : p. 246.

Archives Parenthèses : pp. 123, 124.

Public Record Office (Richmond) :
pp. 67, 68, 70, 73, 75.

Vincent Richman : pp. 216, 219bd,
221, 222d, 224b, 226bg, 226d, 231,
234b, 236g.

Les auteurs :

Françoise Doutreuve est architecte.

Odile Goerg est maître de
conférences en histoire
contemporaine à l'université de
Strasbourg II.

Luc-M.C. Gnacadja, architecte,
dirige un bureau d'études à
Cotonou.

Anthony D.C. Hyland, architecte, a
professé de 1961 à 1978 au Ghana.
Il enseigne à l'école d'architecture
de l'université de Newcastle upon
Tyne.

Thierry Lulle, architecte et
urbaniste, a mené des études sur les
pratiques et représentations
spatiales en particulier au Togo. Il
poursuit des travaux
d'anthropologie urbaine en
Colombie.

Alain Sinou, architecte-urbaniste,
docteur en sociologie, est chargé de
recherche à l'ORSTOM.

Jacques Soullillou, docteur en
philosophie, a travaillé au
Cameroun et au Nigeria de 1980 à
1987. Il est, depuis 1991, chargé de
mission aux Services culturels
français à New York.

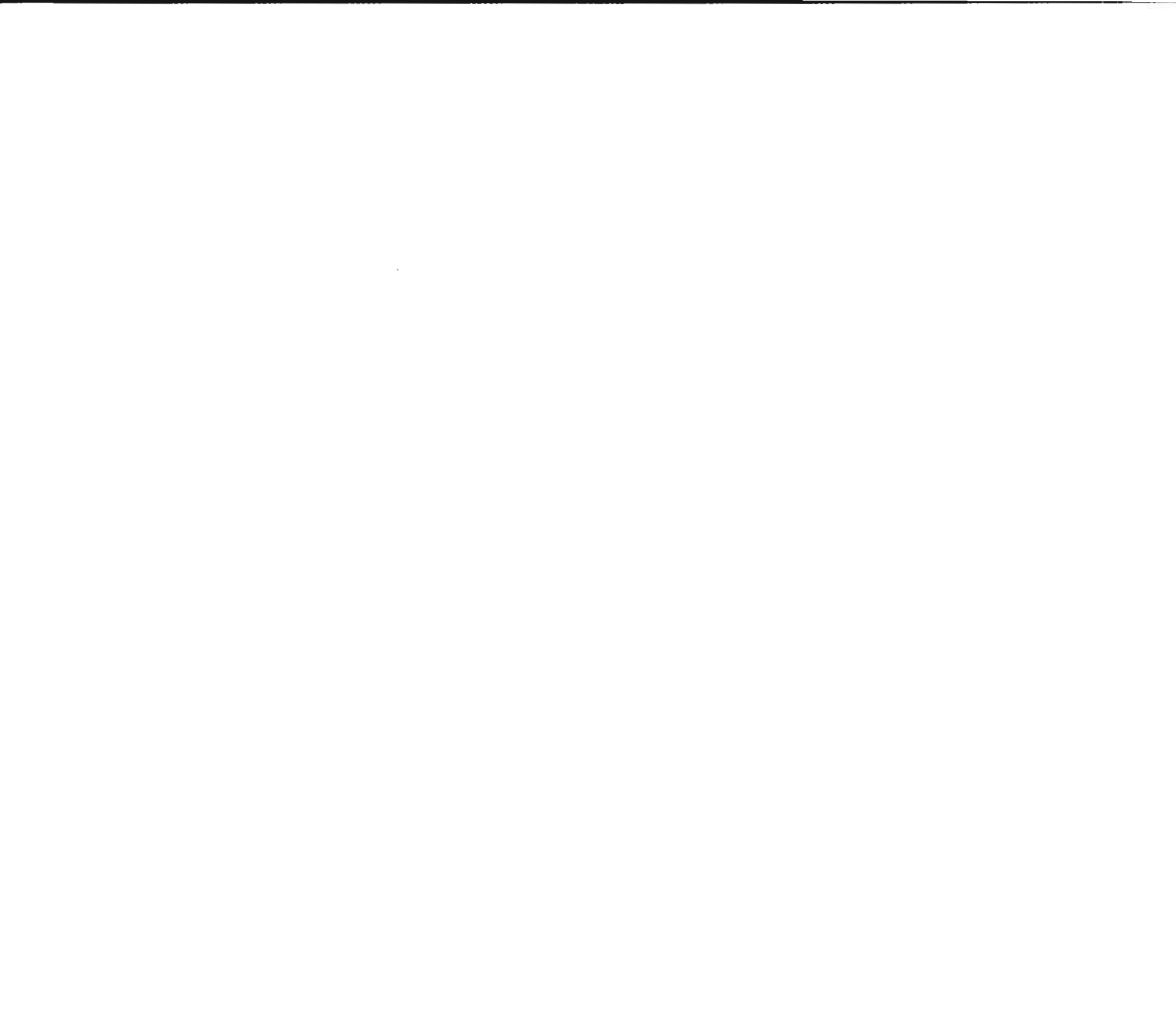
Alan Vaughan-Richards
(1925-1989), architecte, était
spécialiste en architecture tropicale.
A partir de 1961, il travaille à Lagos
où il dirigeait son agence
d'architecture.

Les articles consacrés à la Gambie,
au Ghana et au Nigeria ont été
traduits de l'anglais par
Irène Lambert.

Table

11	Avant-propos <i>par Jacques Soulillou</i>
15	La côte de Saint-Louis à Douala : Une perspective historique <i>par Odile Goerg</i>
31	Le Sénégal <i>par Alain Sinou</i>
63	La Gambie <i>par Anthony Hyland</i>
79	La Guinée Conakry <i>par Odile Goerg</i>
105	La Côte d'Ivoire <i>par Françoise Doutreuwe</i>
135	Le Ghana <i>par Anthony Hyland</i>
171	Le Togo <i>par Thierry Lulle</i>
207	Le Bénin <i>par Luc Gnacadja</i>
243	Le Nigeria <i>par Alan Vaughan-Richards</i>
289	Le Cameroun <i>par Jacques Soulillou</i>
315	Bibliographie

Rives coloniales
architectures,
de Saint-Louis à Douala



Avant-propos

par Jacques Soulillou

Ce livre retrace l'histoire des formes et des modèles architecturaux qui, depuis la fin du ^{xv}^e siècle, période à laquelle les Portugais établirent leurs premiers comptoirs, jusqu'aux indépendances des années 1950 et 1960, coexistèrent et/ou se succédèrent le long de la côte de l'Afrique de l'Ouest de l'embouchure du fleuve Sénégal jusqu'à Douala, sur les rives du Wouri. Pendant près de quatre siècles cette côte a été soumise à une série d'impacts de provenances très diverses parmi lesquelles on retiendra :

— Impact de la présence européenne — portugaise, hollandaise, anglaise, française, danoise... — dont les implants architecturaux vont du château fort médiéval à l'immeuble de rapport en béton précontraint en passant par la maison préfabriquée.

— Impact européen indirect en provenance du Brésil véhiculé par les esclaves affranchis revenus s'installer sur la terre de leurs ancêtres apportant avec eux des savoir-faire et des styles architecturaux inédits. Un phénomène semblable eut lieu à partir de l'Amérique du Nord avec pour point de chute le Libéria.

— Influences orientale et nord-africaine dont le vecteur principal est l'Islam.

— Influences intra-africaines avec pour sources le Libéria ou le Togo.

Tous ces apports interagissent plus ou moins profondément avec l'architecture vernaculaire africaine au sens strict. A cet égard, on ne soulignera jamais assez combien les notions d'influence ou d'impact doivent être manipulées avec prudence tant elles recèlent d'équivoques et de malentendus lorsqu'on examine de plus près la manière dont certains mo-

dèles architecturaux importés prirent pied dans le contexte culturel africain. On sait par exemple que les maisons préfabriquées venues d'Angleterre aux XVIII^e et XIX^e siècles, achetées par des chefs ou commerçants Efik du Vieux Calabar (Nigeria) pour être installées dans leur *compound*, n'étaient en fait pas habitées par leurs acquéreurs. Ces monuments de la fonctionnalité et de l'efficacité, résultats d'une intégration socio-industrielle puissante, se voyaient vidés de leur contenu, réduits à un signe pur renvoyant à la position sociale de leur détenteur. De concrète, la «fonctionnalité préfabriquée» était devenue symbolique. Une forme déterritorialisée à l'extrême comme peut l'être le préfabriqué se trouvait reterritorialisée au service d'une tout autre finalité.

Dans ce cas, l'interaction entre une forme architecturale exogène et une société africaine prend d'abord l'allure d'une capture : la maison est exposée comme un trophée ; puis vient une phase au cours de laquelle elle exerce progressivement une influence (matériaux, procédés de fabrication, toiture, fenêtre, etc.). Elle est pour ainsi dire peu à peu digérée et diffuse dans le corps social tout entier. C'est moins semblait-il la présence du modèle en lui-même qui constitue le point de départ d'une séquence de transformations qu'un élément qui en est détaché, comme la toiture par exemple. Le passage du végétal au métal sous forme de tôles ondulées met fin à une certaine organisation sociale du travail parce qu'il ne nécessite pas un renouvellement aussi fréquent que la couverture végétale et libère du temps, enfin parce qu'il suppose une épargne et un système monétaire.

Dans le prolongement de cette remarque, on sera sensible au déploiement des séries, séries exubérantes des escaliers, des encadrements de fenêtres ou des porches qui recoupent des types. Mais il n'y a pas nécessairement adéquation entre tels éléments des séries et tel type de bâtiment administratif ou de maison individuelle. Cette rigidité typologique existe mais elle est un cas limite pris dans un ensemble plus vaste où les clivages sont plus flous, les séries sont décalées par rapport aux types où on pensait les trouver — tel escalier monumental à l'arrondi complexe se trouve accolé à tel bâtiment administratif par ailleurs dénué de toute recherche formelle.

L'architecture coloniale souffre d'une mauvaise image. A la fois auprès de ceux dont le pays a subi la tutelle coloniale parce qu'elle évoque ce passé, et auprès des architectes pour lesquels elle rime, entre autres maux, avec standardisation et planification bureaucratique. On veut bien lui reconnaître quelques mérites techniques mais pas architecturaux au sens

créatif du terme. Dans tous les cas on la crédite d'une certaine unité formelle ou typologique.

Le premier enseignement, le plus palpable, des études qui suivent est de montrer que cette unité n'existe pas ; certains types de bâtiments ont bénéficié d'une visibilité plus large parce qu'ils entraient en résonance avec un certain imaginaire colonial.

Cet ouvrage révèle une très grande variété typologique qui va bien au-delà de la maison à véranda : forts de la côte ghanéenne qui font de ce rivage lointain un prolongement de l'économie politique médiévale européenne ; architecture palatiale au Nigeria en particulier qui combinent des apports étrangers (portugais) et un agencement spatial indigène ; multiples formes d'architecture vernaculaire en provenance de l'Europe, de l'Afrique du Nord, ou de l'Amérique latine, suffiraient à montrer que l'image traditionnelle de l'architecture dite coloniale est loin de couvrir la complexité des formes architecturales de la côte africaine. Ce livre aura atteint son but s'il réussit à ruiner définitivement l'image monolithique de l'architecture coloniale pour ouvrir le champ à une recherche attentive aux micros formations architecturales, à leurs articulations aux systèmes de représentations dits traditionnelles et aux modèles de large diffusion territoriale catalogués de coloniaux.

L'acception traditionnelle du concept d'architecture coloniale enveloppe une équivoque entre un sens restreint et un sens élargi. Dans ce second sens on ouvre grand les portes : colonial renvoie alors à tout ce qui a pu être bâti par les nations européennes ou influencé par elles sur le continent africain depuis les premiers contacts.

Pourtant, le château fort érigé sur un promontoire comme à Elmina ou sur une plage comme à Ouidah ne peuvent être catalogués de coloniaux que par un abus de langage même si leur architecture est importée, pour la bonne et simple raison qu'ils n'exerçaient qu'une fonction défensive. Le fort est lié à la traite et au comptoir et son influence «idéologique» est très limitée géographiquement. La mise en place du système colonial avec son ambition d'un contrôle extensif de l'espace le rendra obsolète. Au sens restreint l'architecture coloniale s'apparente à une transplantation artificielle dont le paradigme pourrait être la maison préfabriquée. Mais le préfabriqué est le moins propice à transmettre l'idéologie coloniale de l'ordre et de la solidité simplement parce qu'il s'agit d'une architecture essentiellement précaire, «jetable», trop en avance sur son temps en quelque sorte. C'est entre deux ana-

chronismes architecturaux, le fort médiéval et le préfabriqué que se situerait «le colonial».

La faillite est moins celle d'une pensée architecturale que d'un système qui en est le fondement. Combinaison de savoir-faire techniques et de principes idéologiques inspirés en grande partie du mouvement hygiéniste qui se constitue en Europe dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, l'architecture coloniale, au sens géopolitique, pourrait être qualifiée d'élémentaire comme pouvait l'être la physique antique, autrement dit elle se soucie de l'air, du feu, de la terre et de l'eau.

De l'*air* parce que longtemps on a cru qu'il était le grand véhicule d'effluves, porteuses de germes invisibles et autres miasmes au premier rang desquels la malaria, le «mauvais air» précisément. Cette architecture se fixera pour tâche prioritaire de le faire circuler. Un air qui stagne est aussi nocif qu'une eau qui croupit.

Du *feu* parce qu'il menace non seulement l'édifice individuel mais aussi, par contagion, le quartier, la ville entière et donc l'ordre social lui-même. Lorsque l'Europe entend de bâtir en Afrique des villes à son image — elle n'invente pas la ville contrairement à une idée reçue —, elle a encore le souvenir des grands incendies qui ravagèrent ses cités. Inlassablement l'administration rappellera aux administrés leurs devoirs en matière de prévention du feu.

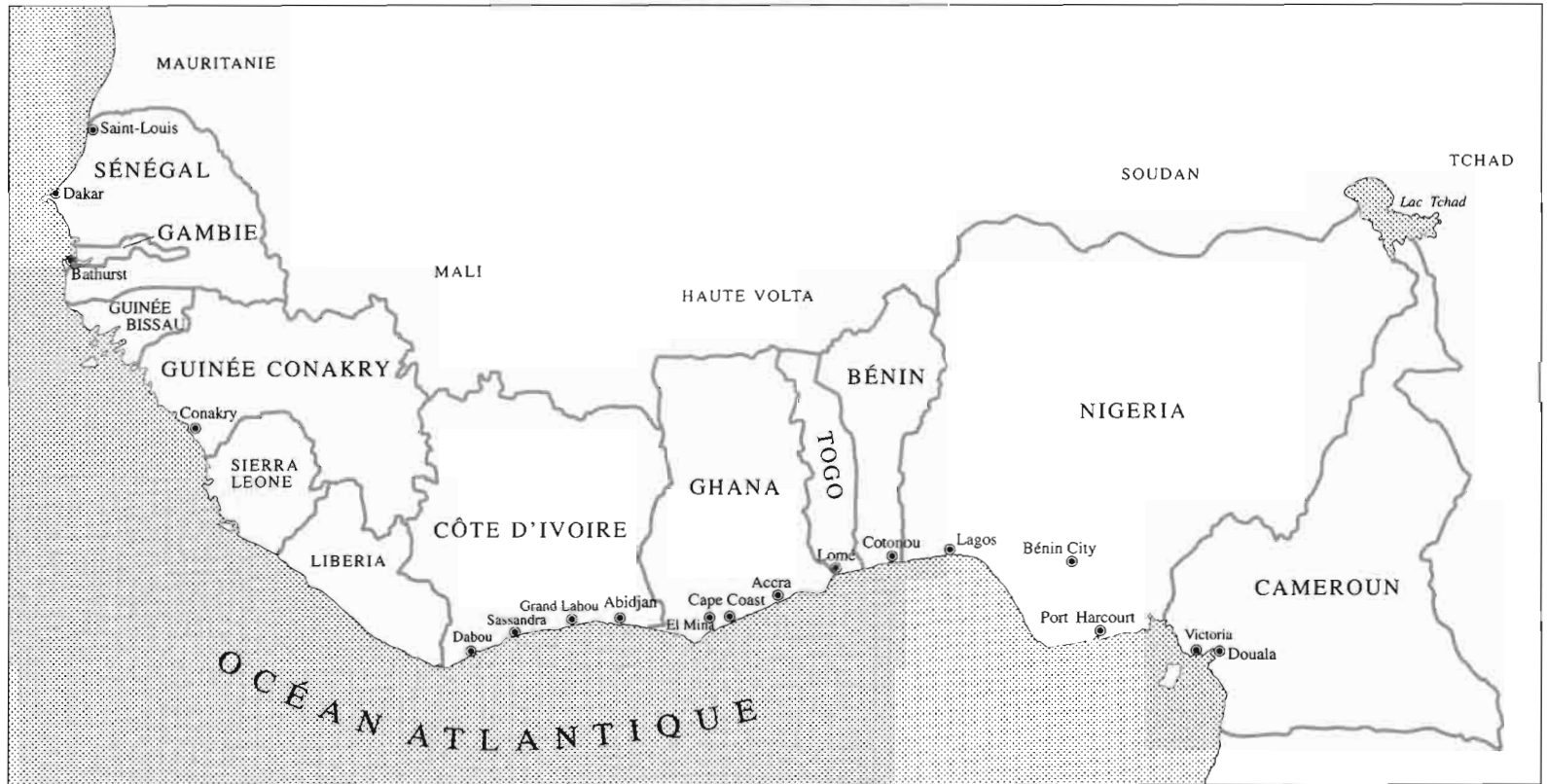
De la *terre* car elle n'est pas que le socle inerte sur lequel se dresse l'édifice mais aussi, et peut-être surtout, le creuset d'où remontent insidieusement l'humidité qui pourrit, les insectes et les rongeurs qui menacent la stabilité de la structure. Alors, à l'encontre de la règle de gravité qui commandait jusqu'alors le lien pondéral du bâtiment à la terre, cette architecture s'efforcera de s'en détacher par le biais des pilotis.

De l'*eau* enfin, déjà présente dans l'air et la terre mais qui, en l'espèce, du marécage, de la lagune, prend un visage plus menaçant qu'il convient de rectifier. Et les hommes eux-mêmes n'échappent pas aux conséquences de cet «élémentarisme» : sur quoi se base-t-on pour justifier la ségrégation spatiale qu'à intervalles rapprochés on voit se mettre en place à Dakar, Lagos, Port Harcourt, Douala, sinon sur le fantasme d'une contamination possible par l'air — «leur» air et le «notre» ne sauraient se mélanger ? Sur quoi se base-t-on pour imposer la «durcification» de l'habitat indigène par le relais de lois foncières, de réglementations commerciales et fiscales et de «déguerpissements» musclés, sinon sur la crainte du feu ? Bien sûr on pourra toujours considérer ces recomman-

dations comme autant de «prétextes» destinés à justifier une domination et l'imposition de l'ordre colonial. Sans vouloir minimiser la part de cynisme que peuvent contenir effectivement certaines de ces «directives» on commettrait une erreur en ne les appréciant que comme un simple paravent de la mainmise coloniale. Elles s'articulent à une conception d'ensemble des rapports de l'homme à la nature qui, à la différence des sociétés sur lesquelles elles opèrent, n'est pas fondée sur l'échange et l'équilibre avec l'environnement mais sur le contrôle et l'extraction des richesses. L'importation massive des matériaux et des modèles suffirait amplement à le prouver.

Reprenant les deux mots d'ordre hygiéniste fondamentaux — circulation et différenciation fonctionnelle des organes aussi bien de la cité que du bâtiment —, elle projette sur la société indigène un ensemble de problématiques importées auxquelles elle répond par un ensemble de solutions de même nature. Un des leviers de ce contrôle passe par une véritable mise en scène du pouvoir colonial à la fois dans l'aménagement de l'espace et l'image extérieure que le bâtiment colonial veut offrir de lui-même : symétrie, rigueur, solennité. Par architecture et urbanisme conjugués le pouvoir pratique une espèce de suggestion de l'ordre, comme si la vue de ce spectacle devait convaincre le colonisé que là se dresse le bien.

Ainsi, dans son journal de bord à la date du 26 décembre 1491, Colomb qui a décidé de laisser un groupe d'hommes sur Hispaniola discute de l'utilité de construire une forteresse «avec un grand soin et un grand fossé» alors même qu'il avoue être convaincu qu'au plan militaire cela ne sert de rien puisque les populations de cette île lui paraissent fondamentalement inoffensives. Mais cette bâtisse trouve moins sa justification dans l'utile militaire que symbolique dont il attend plus d'effets : «Toutefois il est sage que cette tour soit faite et qu'elle soit comme doit être un fort, les possessions de Vos Alteesses étant si éloignées et les Indiens devant connaître le génie de vos sujets et ce qu'ils peuvent faire, afin qu'avec amour et crainte ils vous obéissent.»



La côte de Saint-Louis à Douala :
Une perspective historique

par Odile Goerg

La côte qui relie le Sénégal au Cameroun s'étend des franges sahariennes au domaine de la forêt ombrophile : des milieux naturels, mais aussi des sociétés et organisations politiques extrêmement divers, caractérisent par conséquent ces régions. En fait, le monde extérieur ignorait tout ou presque d'elles avant les contacts directs découlant des expéditions portugaises. L'intérieur de l'Afrique occidentale, en revanche, était connu par le biais des Arabes. Ceux-ci, présents en Afrique du Nord depuis le ^{viii}e siècle, pratiquaient un commerce actif avec la zone sud-saharienne, pourvoyeuse d'or et d'esclaves en échange de sel, tissus, métaux... De nombreuses chroniques — dont celles d'al Bakri (^{xi}e), al Idrisi (^{xii}e), Ibn Battuta (^{xiv}e)... — décrivent les partenaires commerciaux — royaume du Ghana, du Mali puis du Songhaï —, les modalités d'échange, les villes, les habitants... Elles véhiculent l'image d'une Afrique intérieure riche en or, voilée dans une aura de mystère : la localisation des mines est tenue secrète, leur accès jalousement gardé par les différents Etats africains qui contrôlent le trafic de ce métal sans en assurer souvent la production.

Plus rares étaient les informations concernant la zone côtière : seules quelques bribes transparaissaient lorsque les échanges commerciaux mettaient en relation les sociétés du littoral et celles des régions fréquentées par les Arabes, notamment lors des razzias d'esclaves. Les marchands, actifs dans la mer Rouge et l'océan Indien bien avant l'hégire, n'avaient en effet pas résolu le problème technique que pose la navigation le long de la façade atlantique¹ : l'impossibilité de remonter du Sénégal vers le nord du fait des vents et courants contraires. L'étendue des zones connues diffère donc beaucoup entre les deux côtes de l'Afrique : jusqu'au cap Juby, au large des Cana-

1. Les Arabes la contrôlent de Lisbonne à Safi (ouest de Marrakech) au ^{viii}e siècle.

2. Par voie de terre, elles s'arrêtaient à l'embouchure du Sénégal sur la côte atlantique, soit environ à 16° de latitude nord.

3. Elles étaient connues dès l'époque romaine (II-III^e siècles) : montées sur des vergues obliques, elles permettent de luvoyer pour remonter les vents contraires.

4. D'origine chinoise.

5. Lors des voyages par mer l'on donnera ce nom, à tort, à un fleuve débouchant plus au nord ; de là vient l'appellation «Rio de Oro» désignant l'ancien Sahara espagnol.

6. Il existe par ailleurs deux témoignages directs succincts : lettre de Touat (nord du Hoggar) en 1447 par le génois A. Malfante et arrivée présumée en 1470 du florentin Benedetto Dei à Tombouctou : tous deux cherchaient les marchés de l'or (Mauny, R., *Les siècles obscurs de l'Afrique noire*, Paris, Fayard, 1970, p. 211).

7. Pour les plantations sucrières au Portugal et dans les îles de l'Atlantique.

ries, pour la façade atlantique (28° de latitude nord)², jusqu'au cap Delgado, au sud de Kilwa en Tanzanie actuelle, à l'est (10° de latitude sud).

Ce contraste dans les connaissances ne va cesser qu'avec les perfectionnements techniques des XII^e et XIII^e siècles, appliqués peu à peu par les navigateurs européens : gouvernail d'étambot — assurant une plus grande précision dans les manœuvres —, voiles triangulaires dites «latines»³ dont seront équipées les caravelles mises au point vers 1440, boussole⁴ et astrolabe permettant de se situer et de se diriger par tous les temps. Jusqu'à cette époque, les Occidentaux étaient tributaires du savoir arabe, acquis par le biais de la communauté juive du Maghreb. L'accès à certaines informations est attesté au XIV^e siècle par la représentation du Sénégal — dénommé Riu del Or⁵ —, de l'empereur du Mali («roi des nègres de Guinée»), de la ville de Melli ou Mally... sur l'Atlas catalan de 1375⁶ mais reste très partiel jusqu'à la publication en 1526 — donc postérieurement aux Grandes Découvertes — de la *Description de l'Afrique* de Léon l'Africain.

Les progrès techniques rendirent possible les voyages d'exploration. D'autres facteurs les expliquèrent : ambitions commerciales, fin de la Reconquista et prosélytisme religieux. Les motivations étaient en effet variées. Les Européens désiraient prendre de revers le commerce arabe pour s'approvisionner directement en or et se procurer par la même occasion des grains, des esclaves⁷ ou de la gomme. Les chevaliers portugais cherchaient de nouvelles aventures, de nouvelles terres, après l'expulsion des musulmans de leur pays tandis que la bourgeoisie naissante se trouvait à l'étroit dans le territoire national. Parallèlement s'exprimait la volonté d'étendre le royaume chrétien face à l'Islam, de convertir d'autres nations. En Afrique l'on cherchait à s'allier au légendaire «prêtre Jean», localisé en Ethiopie ; son existence justifiait les efforts accomplis par les Européens devant la menace de l'expansion ottomane.

La zone convoitée fut longtemps appelée globalement «Guinée», écrit de diverses façons. Recouvrant d'abord toute l'Afrique de l'Ouest, ce terme fut peu à peu limité au seul littoral («le golfe de Guinée») puis à trois colonies, française, portugaise et espagnole. Son origine est ancienne mais controversée. On le trouve dans les écrits arabes, repris par le cartographe majorquin Abraham Cresques en 1375, sous la graphie de «Ginuia». Diverses étymologies sont proposées : «el guenouya» signifierait le nègre et «ganouya» la terre des noirs. Pour d'autres,

comme Léon l'Africain, il s'agirait d'une déformation de Djenné (ancienne ville malienne) ou encore de celle de Ghana, premier empire dont eurent connaissance les Arabes. Ascendance confuse donc mais postérité certaine de ce mot : la « guinée » désignera aussi bien la nouvelle monnaie d'or frappée en Angleterre en 1663 que des cottonnades, généralement bleues, provenant des Indes orientales et utilisées dans le commerce africain.

L'initiative est aux Portugais

Une première phase, allant de 1291 à 1434, permit de reconnaître les archipels et la côte atlantique, progressivement jusqu'au cap Bojador doublé en 1434 par Gil Eanes. Ceci constitua une date charnière car cet exploit impliquait la maîtrise de la navigation : dorénavant les navires pouvaient revenir en Europe. L'initiative était désormais aux Portugais, prenant la suite des navigateurs génois et vénitiens. L'impulsion de Henri le Navigateur (de 1421 à sa mort en 1460) mais aussi des initiatives privées furent déterminantes.

De 1434 à 1475 toute la zone étudiée dans cet ouvrage⁸ allait être reconnue. Quelques étapes jalonnent ces voyages d'exploration :

- 1444 : Nuno Tristao au « pays des Noirs »,
- env. 1450 : remontée du Sénégal et en 1455-1456 de la Gambie par Diogo Gomes et Ca da Mosto,
- 1460 : Pedro de Sintra en Sierra Leone,
- 1470-1471 : exploration des côtes du Libéria au Ghana actuel par Soeiro da Costa,
- 1472-1474 : découverte par Fernando Po de l'île qui portera son nom,
- 1473-1474 : Lopo Gonçalves longe les côtes qui vont du Cameroun au Gabon.

Il faudra encore plus de dix ans pour que le cap de Bonne Espérance soit franchi par Bartolomeu Dias et autant avant le voyage décisif de Vasco de Gama (1497-1499).

Ces expéditions coûteuses s'avérèrent rapidement profitables pour les Portugais qui obtinrent du pape le monopole du commerce avec l'Afrique. Ils avaient réussi, en effet, à court-circuiter les commerçants arabes, à attirer vers la côte les produits qui remontaient vers le nord et à les acheminer en Europe à des coûts bien moindres que ceux du commerce transsaharien. En 1469, le roi du Portugal affirma le commerce de Guinée pour 5 ans à Fernao

9. J. de Barros (intendant des Maisons de l'Inde et de Mina), *De Asia*, 1522, livre II, cité par Coquery-Vidrovitch, C., *La Découverte de l'Afrique*, Paris, Gallimard, 1965, p. 108.

8. Nous laissons donc de côté le cas intéressant du Congo, royaume chrétien au XVI^e siècle.

10. Ca Da Mosto, *Relation de voyages à la Côte Occidentale d'Afrique*, 1457, pp. 68-73 (extraits), cité par Coquery-Vidrovitch, C., *op. cit.*, p. 97.

Gomes, à charge pour lui de faire progresser la connaissance des côtes de 500 lieues. C'est lui qui « fut si diligent et fortuné en cette découverte et sa traite que tout de suite, en janvier 1471, il découvrit, dans la région dénommée aujourd'hui la "Mina", la traite de l'or⁹ ». Il fut anobli et mit dans ses armoiries trois têtes de noirs portant des boucles et un collier d'or.

Le renversement des flux marchands reporta le pôle commercial de la Méditerranée à l'Atlantique, ce qui suscita des bouleversements politiques et sociaux importants sur la côte.

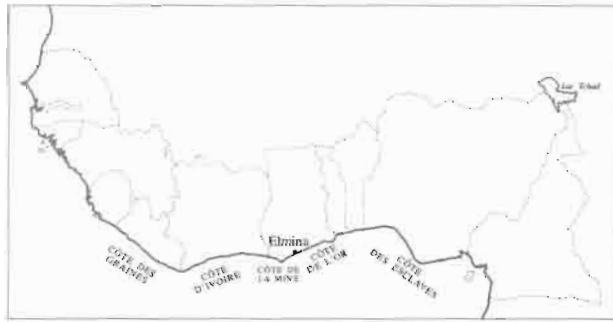
Les premiers voyageurs nous ont laissé des témoignages sur les sociétés et les organisations politiques au moment des Découvertes. Ainsi en 1455 Ca Da Mosto rendit visite au Damel du Cayor et décrivit le royaume du Djolof (Sénégal), à l'autorité assez lâche, dont ce pays dépendait :

« Celui-ci n'est pas comparable à ceux [les royaumes] de notre Chrétienté, car il est habité de pauvres gens et sauvages ; il n'y a aucune cité mais des villages garnis de maisons de paille car ils ne connaissent pas l'art de les fabriquer en maçonnerie, parce que la chaux leur fait défaut et ils ne sauraient faire la brique.

Le roi n'a pas le revenu assuré des daces et gabelles ; mais les seigneurs, pour se maintenir en grâce, lui font présent, chaque année, de quelques chevaux qui sont fort recherchés, car le nombre en est faible ; et on y trouve quelque bétail, tel que vaches, chèvres, des légumes, millets et autres choses semblables. Ce roi vit encore des pillages qu'il fait de plusieurs esclaves sur le pays, comme sur ses voisins, dont il se sert de plusieurs manières, et surtout pour faire cultiver ses possessions ; de plus il en vend un grand nombre aux Azanaghes et marchands arabes qui arrivent sur ses marchés avec chevaux et autres choses. Il en délivre aussi aux chrétiens depuis qu'ils ont commencé à contracter marchandise sur ces pays¹⁰. »

Vers 1530-1550, cette province du Djolof fit sécession, suivie du Waalo, exemple de bouleversement politique lié au commerce atlantique : la participation directe à celui-ci renforçait les Etats côtiers qui pouvaient ainsi se procurer des armes.

En 1485, les Portugais entrèrent en relation avec le royaume du Bénin (actuel Nigeria), qui connut son apogée au XIV^e siècle. Ses célèbres bronzes à la cire perdue bénéficièrent de l'importation directe de laitons ; de nouveaux thèmes furent introduits, comme celui de la représentation de Portugais.



11. F. Valentim, *Description de la côte occidentale d'Afrique*, 1506, cité par Rivière, Cl., «Le long des côtes de Guinée avant la phase coloniale», in *Bulletin IFAN* (Paris), XXX-B, 1968, p. 731.

12. Vilar, P., *Or et monnaie dans l'histoire*, Paris, Flammarion, 1974, pp. 57-74.

Des récits de marchands, de chevaliers... complétèrent peu à peu la connaissance de cette région d'Afrique. Deux caractéristiques en limitent cependant la portée : d'une part la capacité plus ou moins grande à analyser sans parti pris des sociétés fort différentes des leurs, d'autre part la faible profondeur spatiale concernée par ces sources. La cartographie en témoigne : alors que les moindres implantations côtières sont localisées, l'intérieur du continent reste d'un vide remarquable jusqu'au XVIII^e siècle et même au XIX^e siècle, rempli bien souvent d'animaux mythiques, de montagnes et peuples imaginaires...

D'un trafic diversifié à l'essor de la traite atlantique des esclaves

La diversité des produits importés d'Afrique est exprimée par les dénominations adoptées par les Européens, marquant une spécialisation sectorielle plus ou moins poussée.

Les contemporains en témoignent aussi :

«Les marchandises qui viennent de là sont les esclaves, l'or et les dents d'éléphants. Les Portugais y apportent des chevaux, de l'étain, des perles de verre et de cornaline, des bracelets, des pagens de coton et des pagens de couleur rouge¹¹.»

La malaguette (ou maniguette) était une épice fort appréciée en Occident, connue sous le nom de faux poivre, tandis que l'ivoire tenait une place de choix dans la sculpture européenne. C'est l'or cependant — dont l'Afrique était la principale source d'approvisionnement par l'intermédiaire des commerçants arabes — qui avait tant suscité l'intérêt des Portugais¹². Les contacts directs par la côte rapprochaient les Européens des zones aurifères et diminuaient ainsi le coût du métal indispensable aux échanges avant l'importation de l'or puis de l'argent d'Amérique. Pour le commerce, les Portugais fondèrent en 1481-1482 le fort de Saint-Georges de la Mine (Elmina / La Mina), première construction européenne en Afrique qui dut susciter beaucoup d'étonnement :

«Le roi décida donc de faire construire cette forteresse et fit armer une flotte de dix caravelles et de deux hourques qui transportèrent des pierres, des tuiles, du bois ainsi que tous les autres matériaux et approvisionnements nécessaires à 600 hommes dont 100 ouvriers chargés de cette construction et 500 soldats [...] Cet ouvrage se fit si

rapidement qu'en vingt jours l'enceinte du château atteignit une hauteur convenable et le donjon son premier étage. Cette forteresse fut appelée Saint-Georges en raison de la singulière dévotion que le roi avait envers ce saint ; puis en l'an 1486 le roi lui accorda le statut de cité ¹³».

Ce métal était aussi acheminé vers les escales de Séné-gambie. Ceci correspondait aux grands placers aurifères : Bambouk sur la Falémé, Bouré-Siéké sur le Haut-Niger et pays ashanti.

Dès les premiers voyages, quelques habitants — maures puis noirs — avaient été ramenés au Portugal soit à titre de curiosité, soit dans l'espoir d'obtenir des renseignements sur leurs pays d'origine, soit dans un but lucratif : l'infant Henri percevait le quint des bénéfices sur leur vente, compensant ainsi quelque peu les dépenses engagées pour les expéditions. Zurara estime que, de 1434 à 1448, 927 «infidèles» ont été transportés : un deuxième front de commerce des esclaves était ouvert, après celui du Sahara et de la côte orientale. Les esclaves servaient d'objets d'échange, sur la côte même, dans le commerce de l'or : achetés au Bénin, ils étaient revendus à La Mina pour servir notamment de porteurs. D'autres furent également achetés pour peupler les îles du Cap Vert et de Sao Tomé où des plantations sucrières avaient été créées au début du xvi^e siècle sur le modèle de celles de la Méditerranée, préfigurant l'organisation économique du Nouveau Monde.

Dès le xv^e siècle, le monopole théorique des Portugais fut contourné par des navires étrangers (espagnols et flamands) mais c'est surtout à la fin du xvi^e siècle, après le déclin des puissances ibériques ¹⁴, que s'imposèrent les Hollandais, les Britanniques ¹⁵ puis les Français. L'enjeu était désormais clair : avoir accès au marché lucratif des esclaves, participer à la traite atlantique.

La traite atlantique

La découverte des Amériques, le génocide des communautés indiennes, l'idée d'utiliser de la main-d'œuvre africaine, adaptée aux conditions tropicales et réputée plus résistante, allaient être à l'origine de la traite atlantique. Un minimum de dix millions de personnes fut transporté en près de quatre siècles ¹⁶. La zone étudiée contribua de façon importante à ce trafic : 80 à 85% de 1711 à 1780, puis 60% de 1780 à 1810 selon les travaux de

17. Curtin, P.D., «The atlantic slave trade 1600-1800», in Ajayi et Crowder, *History of West Africa*, Londres, Longman, 1971, tome I, pp. 240-268, voir les tableaux pp. 267 et 268.

13. J. de Barros (intendant des Maisons de l'Inde et de Mina), *De Asia*, 1522, livre III (cité par Coquery-Vidrovitch, C., *op. cit.*, pp. 111-114) ; le roi mentionné est Jean II (1481-1495).

18. Trois rouleaux de vagues qui s'écrasent constamment sur la plage et requièrent des techniques de navigation particulières.

14. Voir l'annexion du Portugal par l'Espagne (1580-1640) et la défaite de l'Invincible Armada en 1588 devant la flotte anglaise.

15. Leur premier voyage attesté date de 1553.

19. Gayibor, N., «Les villes négrières de la côte des esclaves au XVIII^e siècle», in *Processus d'urbanisation en Afrique*, Coquery-Vidrovitch, C. (ed.), Paris, L'Harmattan, tome I, 1988, pp. 50-58.

16. Il s'agit d'un recensement des esclaves débarqués outre-atlantique d'après les journaux de bord des négriers ; cette estimation est encore sujette à caution (cf. Coquery-Vidrovitch C., *Afrique noire : permanences et ruptures*, Paris, Payot, 1986, pp. 32 sq) et n'inclut pas les morts lors de la capture, avant l'embarquement...

Curtin ¹⁷. Son rôle déclina encore par la suite au profit de la zone sud-équatoriale, notamment du Mozambique. La part respective des différentes portions de la côte varia également.

Deux techniques de traite existaient : la «troque sous voiles» et l'approvisionnement dans des comptoirs fortifiés appartenant à des compagnies commerciales. La première, forme de cabotage permettant de constituer peu à peu la cargaison humaine, convenait aux nations contrôlant peu de comptoirs fixes ou voulant contourner les monopoles commerciaux. L'échange se faisait à partir du navire même ou dans des rades lorsque la barre ¹⁸ n'empêchait pas l'accostage. Il était plus aléatoire pour les négriers et entraînait une mortalité élevée parmi les esclaves stockés à bord ou dans des barracons de fortune jusqu'à ce que le bateau ait fait son plein ; ceci pouvait durer une année. Quant à la concentration des esclaves dans des postes fixes, elle était plus rentable pour les marchands et elle épargnait davantage les «marchandises».

On dénombre 43 de ces centres de stockage et de redistribution entre le Sénégal et l'Angola ; 32 d'entre eux sont concentrés entre le Cap des Trois Points (ouest du Ghana) et Ouidah, sur environ 500 km. Si l'on y ajoute les lieux de traite de la Séné-gambie, la quasi-totalité de ces comptoirs est localisée dans la zone littorale étudiée. A contrario 3000 km de côte en sont exempts avant la période coloniale : ceci s'explique par des raisons géographiques (côte inhospitalière, mangroves, lagunes...) ou politiques (hostilité des populations ou refus des Etats). Quelques centres, des îles notamment, concentraient les esclaves avant leur réexportation vers l'Amérique : Arguin, Saint-Louis, Gorée, les îles du Cap Vert, Cacheo, les îles de Los, Elmina, Cape Coast, Ouidah, Calabar, Sao Tomé, Fernando Po... La distribution des sites européens précoloniaux évoqués dans cet ouvrage est par conséquent fort inégale. A ces forts, il convient d'ajouter quelques constructions de moindre envergure, souvent temporaires — les barracons — édifiées dans des zones fréquentées moins assidûment comme la côte au sud du Sénégal ou l'implantation d'escales de traite le long des fleuves comme à Podor au Sénégal.

A Ouidah, par exemple, étaient juxtaposés trois forts au début du xviii^e siècle : Fort William (anglais), Fort Saint-Louis de «Grégoy» (français) et Fort Saint-Jean Baptiste d'Ajuda (portugais) ¹⁹. A son apogée, avant son annexion par le royaume d'Abomey en 1728, c'était le port négrier le plus important de la côte malgré les diffi-

cultés du site : Ouidah était situé à 5 km environ de la mer et le lieu de traite — Savi, capitale du royaume Houèda — à 10 km plus au nord, ce qui multipliait les ruptures de charge. Il continua à jouer un rôle non négligeable mais amoindri du fait notamment de la stricte surveillance des activités imposée par l'Etat d'Abomey : la réglementation et le coût accru poussèrent les Européens à aller s'approvisionner ailleurs.

A Accra également trois forts cherchaient à attirer les négriers :

«Les Anglais, les Danois et nous [les Hollandais] avons ici chacun un fort, et ils peuvent passer pour trois des meilleurs de toute la côte. Chaque fort a son village particulier et chaque village son nom, mais le nom général qu'on leur donne est Accra²⁰.»

Les forts étaient l'objet de convoitises. Ainsi Elmina fut pris par les Hollandais en 1637 et Saint-Louis du Sénégal, fondé en 1638 par les Français, passa deux fois sous contrôle anglais de 1758 à 1783 et de 1809 à 1817.

Ces zones de contact entre commerçants européens et africains formaient de véritables enclaves où évoluait une société spécifique dans laquelle des femmes — les *signares*²¹ — jouaient un rôle important d'insertion des négriers étrangers dans le milieu africain. Leurs enfants étaient souvent envoyés en Europe pour faire des études²².

Pour les esclaves, ces lieux étaient bien évidemment au contraire synonymes de mort, de désespoir... Les conditions de détention et parfois de travail — en attendant le prochain navire — y étaient très dures, l'espace exigu²³, la discipline de fer ; les révoltes se terminaient par une répression exemplaire. Ainsi à Gorée :

«Cinq cents esclaves ont comploté pour massacrer les Blancs. Ils sont trahis par un enfant [...]. Rentrés du travail, les esclaves sont encerclés, enfermés et bien goupillés. Le lendemain, ils comparaissent tous. Mais le procès est intenté contre les deux ou trois meneurs qui étaient chefs dans leur pays. Les deux chefs, loin de nier le fait ni chercher des faux-fuyants, répondirent avec hardiesse et courage que rien n'était plus vrai, qu'ils devaient ôter la vie à tous les Blancs de l'île, non pas par haine pour eux, mais bien pour qu'ils ne puissent s'opposer à leur fuite²⁴.» Ils furent exécutés.

La traite des esclaves se faisait sous l'égide de compagnies à charte, disposant d'un monopole commercial pour une zone côtière ou un produit donnés. Ces compagnies trafiquaient soit pour leur propre nation — approvision-

25. La Compagnie portugaise de Guinée s'engagea par exemple en 1696 à livrer «10 000 tonnes de nègres».

26. Voir par exemple l'ascension au XVI^e siècle du flibustier John Hawkins qui fut promu chevalier et mit dans ses armoiries «a demi-more in its proper colour bound with a cord».

20. W. Bosman, *Voyage de Guinée*, 1705, cité par Coquery-Vidrovitch, C., 1965, *op. cit.*, p. 149.

27. Coquery-Vidrovitch, C., 1986, *op. cit.*, pp. 32-42.

21. Terme employé au Sénégal ; on les nomme *senoras* en Gambie, *nharas* en Guinée Bissau ; l'étymologie commune est le portugais *senhora* ; ceci s'applique à des femmes riches et influentes.

22. Brooks, G.E., «The signares of Saint-Louis and Gorée : Women entrepreneurs in XVIII^e c. Senegal», in *Women in Africa : Studies in Social and Economic Change*, Hafkin, N.J. et Bay, E.G. (éd.), Stanford, 1976.

23. La maison des esclaves de Gorée en témoigne.

24. Pruneau de Pommegorge, *Description de la Nigritie*, 1789, cité par Ki-Zerbo, J., *Histoire de l'Afrique noire*, Paris, Hatier, 1972, p. 215.

28. Barry, B., *Le royaume du Waalo, le Sénégal avant la conquête*, Paris, Maspéro, 1972.

nant les colonies américaines ou antillaises -, soit pour le compte de l'Espagne qui ne pouvait suffire à ses besoins ; elle accordait des *asientos* (contrat) à des marchands étrangers, flamands, génois, portugais²⁵ puis anglais. La prépondérance dans le trafic passa des Portugais (mi xv^e - mi xvi^e siècle) aux Hollandais (mi xvi^e — début xvii^e siècle), aux Français (seconde moitié du xvii^e siècle) puis aux Anglais, sans oublier les Brandebourgeois et les Danois : les rapports politiques et économiques en Europe se reflétaient en Afrique. Trafic risqué mais aux profits élevés, il fit la prospérité de maintes familles²⁶ ou villes telles Bordeaux, Nantes ou Liverpool.

En Afrique, l'exportation de millions de personnes — 2/3 d'hommes estime-t-on — entraîna des bouleversements importants sur le plan démographique aboutissant au mieux à la stagnation (perte d'environ 80 à 100 millions si l'on cumule les esclaves exportés, les morts au cours des guerres de capture, le déficit des naissances...) ²⁷. Elle influença aussi l'évolution politique (multiplication des conflits, naissance d'Etats négriers) et sociale (hiérarchisation accrue, évolution des normes judiciaires pour satisfaire les besoins de la traite, accroissement de l'utilisation interne des captifs). En ce qui concerne l'Afrique de l'Ouest, on constate l'augmentation du poids démographique et politique de la côte, intermédiaire obligée pour la traite, au détriment de l'arrière-pays, zone de razzia. Ainsi le plateau Niger-Bénoué (Middle Belt du Nigeria) est caractérisé actuellement par des densités faibles tandis que des sites-refuges ont permis à d'autres populations d'échapper aux chasseurs d'esclaves (pays dogon au Mali, régions coniagui et bassari en Guinée...).

Près de la côte — parfois en réaction à des poussées esclavagistes —, s'édifièrent des Etats négriers : royaume aashanti, royaume d'Abomey, cités-Etats du delta du Niger... Ils vendaient des esclaves contre des armes — garants de leur pouvoir — de la pacotille, des tissus... Plus à l'intérieur, aussi, s'opposaient sociétés razzies et Etats prédateurs (théocratie du Fouta-Djalon au début du xviii^e siècle, empire de Samori Touré à partir de 1865). L'Islam — présent mais minoritaire antérieurement — connut alors un regain d'influence en réponse au malaise et aux bouleversements suscités par la traite. Il servit d'idéologie à ceux qui s'opposaient non pas à l'esclavage en tant que tel mais à l'exportation outre-atlantique. En Sénégal par exemple plusieurs «guerres des marabouts» se succédèrent aux xvii^e et xviii^e siècles opposant les tenants de l'Islam et le pouvoir local²⁸.

Le royaume ashanti — fondé vers 1695 par Osei Tutu — contrôlait les mines d'or et s'étendit progressivement jusqu'à la côte, atteignant Accra en 1742 et Cape Coast en 1807. Il fournissait en esclaves les forts européens.

Le royaume d'Abomey, fondé au milieu du ^{xviii} siècle, est un exemple caractéristique de ces Etats négriers puisque la traite des esclaves y fut monopolisée par l'Etat. Le roi Tegbessou (1740?-1774/75) créa à Ouidah la charge de Yovogan («chef des blancs»), notable servant d'intermédiaire avec les étrangers. Ce commerce permit d'accroître la poussée expansionniste et de consolider le pouvoir d'Etat. Des expéditions annuelles pendant la saison sèche étaient opérées aux dépens des sociétés voisines, Mahi, Nago, Yoruba ²⁹...

L'exportation outre-atlantique d'esclaves était ainsi, en fait, l'aboutissement de toute une chaîne d'échanges, impliquant la participation, à différents niveaux, de la population africaine : soldats, artisans, commerçants, représentants des pouvoirs locaux ou marins capables de traverser la barre ; leur collaboration était souvent indispensable de même que celle des pilotes locaux devant guider les navires dans certains estuaires. Tout un monde vivait par conséquent de la traite et de la présence européenne : des Africains, Afro-Brésiliens, métis servaient d'intermédiaires pour ce trafic ; ils acquirent une position à part qu'ils conservèrent parfois pendant la période coloniale.

De l'interdiction du trafic des esclaves à l'essor du commerce légitime

La fin du ^{xviii} siècle vit se développer le mouvement abolitionniste mettant en avant des arguments philanthropiques. Ceci, parallèlement aux intérêts réels du capitalisme naissant ³⁰, aboutit à l'interdiction de la traite par les pays européens — entre 1804 et 1815 — puis de l'esclavage : à partir de 1831 dans les colonies britanniques, en 1848 dans les colonies françaises et en 1865 aux U.S.A. L'application ne fut pas immédiate tant du fait de la demande en esclaves (le Brésil fut le dernier pays à abolir ce système en 1888) que de la poursuite de l'offre sur les côtes africaines : le passage au commerce licite ne pouvait être que progressif tant la traite des esclaves, connue sous

le nom de commerce triangulaire, était intégrée à l'économie africaine et mondiale.

Deux méthodes cherchèrent à accélérer le processus de transition : les croisières maritimes et la répression à proximité des sites de traite. La marine britannique, après avoir passé des accords avec le Portugal, l'Espagne et la Hollande, effectua des missions de surveillance le long de la côte ouest-africaine. La France ³¹ et les Etats-Unis secondèrent quelque peu cette entreprise. Les saisies de cargaison ainsi que l'encouragement au retour en Afrique aboutirent à la création de Freetown en 1787 — 95 000 Africains environ y furent libérés de 1810 à 1861 ³² — et à la fondation du Libéria vers 1820 ³³.

Au total la répression militaire — concernant surtout le golfe de Guinée — aurait permis la libération de 160 000 personnes environ. Parallèlement, l'esclavage interne s'accrut souvent, faute de débouché extérieur ou, paradoxalement, pour compenser la baisse des cours ; à l'exportation, la traite connut une recrudescence dans certaines zones — au sud de l'équateur surtout — et prit alors la forme d'un commerce interlope aux conditions précaires : le cas du Rio Pongo dans les Rivières du Sud (actuelle Guinée) en est un bel exemple ³⁴. Cette évolution entraîna des expéditions terrestres de répression, se soldant par des destructions de captivités mais aussi de villages. Elle aboutit également à la signature de traités incluant l'interdiction de la traite des esclaves :

«Les chefs Nallous du Rio Nunez s'engagent à faire venir à la côte et à livrer aux troqueurs français à prix débattu la plus grande quantité possible d'or, cire, peaux, ivoires et autres produits du pays. Ils reconnaissent que le seul bon commerce est celui qui se paye par l'échange des produits de la terre contre d'autres bonnes marchandises et que la vente des esclaves est un trafic mauvais et criminel ³⁵.»

Ce glissement inaugura peu à peu l'ère de l'ingérence européenne, l'habitude de faire appel aux *avisos* nationaux pour résoudre un conflit avec les autorités locales.

En fait le corollaire de l'abolition de ce commerce — imposée aux Africains — fut la recherche de produits d'exportation de remplacement, permettant aux Etats et sociétés engagés dans la traite, de perpétuer leur pouvoir. Ceci ne pouvait se faire du jour au lendemain et supposait toute une réorganisation économique et sociale. Il y eut forcément une phase de transition, d'adaptation entre l'interdiction de la traite et son arrêt effectif qui ne se généralisa que dans les années 1840-1850. Les esclaves

31. Une croisière de répression fut créée en 1818 mais elle ne fut active que de 1822 à 1830.

32. Peterson, J., *Province of Freedom, A history of Sierra Leone, 1787-1870*, Londres, Faber & Faber, 1969.

33. Il faut ajouter Libreville au Gabon, hors de la zone étudiée.

29. D'Almeida-Topor, H., *Les amazones, une armée de femmes dans l'Afrique précoloniale*, Paris, Rochevignes, 1984.

34. Goerg, O., «Deux modalités d'adaptation à l'abolition de la traite atlantique : le Rio Nunez et le Rio Pongo (actuelle Guinée)», in *De la traite à l'esclavage*, Danet, S., (éd.), Paris, Société française d'Histoire d'Outre-Mer, 1988, tome 2, pp. 557-573 ; Person, Y., «La traite clandestine et la côte des Rivières», in *Bulletin de liaison des professeurs d'histoire et de géographie d'Afrique et de Madagascar*, 1974, pp. 49-71.

35. Traité du 27 mai 1845, art. 3 (cité par Goerg, O., *Commerce et colonisation en Guinée, 1850-1913*, Paris, L'Harmattan, 1986, p. 35).

30. Williams, E., *Capitalisme et Esclavage*, Paris, Présence Africaine, 1968, p. 354 (1^{ère} édition : 1944).

n'avaient pas été le seul produit d'exportation — on échangeait parallèlement de l'or, des peaux, des produits de ravitaillement pour la traversée... — mais ce n'est que vers 1830-1840 que le vrai produit de substitution s'imposa. La révolution industrielle en Europe avait en effet accru les besoins en corps gras pour lubrifier les machines, éclairer les maisons ou fabriquer du savon et plus tard de la margarine. L'Afrique, productrice d'arachides et d'huile de palme, pouvait répondre à cette demande en réorientant sa production et ses circuits commerciaux.

La zone du delta du Niger prit tôt ce tournant économique à l'initiative du roi de Bonny, Opubu le Grand (1792-1830), qui mena de front le commerce des esclaves — jusqu'en 1840 environ — et l'exportation des produits du palmiste. Les mêmes pirogues, armées de petits canons, qui auparavant sillonnaient les différents bras du delta à la recherche d'esclaves, transportaient les jarres d'huile. Cela valut bientôt à la région le surnom de «Rivières de l'huile».

Le cas du royaume d'Abomey est également intéressant dans ce contexte. Sous le roi Gezo (1818-1858), après une phase de marasme économique et de difficultés politiques, le pays réussit sa reconversion commerciale. Là aussi, trafics des esclaves³⁶ et de l'huile de palme furent poursuivis parallèlement mais le second s'affirma peu à peu, notamment sous la pression européenne, après un blocus de plusieurs mois en 1851-1852. En 1841 les frères Régis, armateurs de Marseille, se firent accorder la concession de l'ancien fort français et le droit d'y négocier contre le paiement de redevances annuelles. En 1851, un traité de commerce signé avec la France leur donna un quasi-monopole pour le commerce de l'huile. La production était assurée à la fois dans le cadre de petites propriétés paysannes — sur lesquelles le roi détenait un droit éminent et percevait des taxes — et de grandes exploitations utilisant de la main-d'œuvre esclave. Les esclaves razzés — notamment d'origine yoruba — trouvèrent ainsi peu à peu un autre débouché. Le *tokpo* ou ministre de l'agriculture veillait au respect de la réglementation sur la culture des palmiers. L'essor de l'exportation de ce produit suscita un mouvement artisanal et commercial diffus pour la transformation et l'acheminement de l'huile vers la côte. Les femmes jouèrent un grand rôle dans ces domaines tandis que les hommes restaient prépondérants dans le travail agricole proprement dit (soins des arbres, cueillette). Ceci eut des conséquences sur le système agricole dans son ensemble, avec notamment la généralisa-

tion de la culture du manioc encouragée par les Afro-Brésiliens.

Ce bouleversement dans les traditions d'Abomey n'alla pas sans résistance — de l'aristocratie traditionnelle quelque peu écartée, des esclaves dont un complot fut dénoncé en 1855 et utilisé contre le roi — et la fin du règne fut troublée. Le tournant économique avait cependant marqué le royaume.

En Sénégal — au climat tropical à longue saison sèche — l'arachide devint peu à peu le principal produit d'exportation, dans les années 1840 en Gambie et 1860 au Sénégal³⁷. D'origine américaine, cette plante avait été intégrée au cycle culturel comme condiment. Son exportation supposait le passage à une production sur une vaste échelle et la participation de toute la société. Au Sénégal par exemple, l'essor réel de cette culture fut postérieur au protectorat imposé en 1871 à Lat Dior, Damel du Cayor³⁸. La construction du chemin de fer reliant Dakar à Saint-Louis (1882-1885) ouvrit un nouveau front de colonisation agricole : les exportations de «pistaches de terre» passèrent de 50 à 150 000 tonnes de 1885 à 1890. La confrérie mouride³⁹ joua au XX^e siècle un rôle déterminant dans l'encadrement et l'essor de cette production ; ceci permit aux marabouts de s'affirmer par rapport aux élites dirigeantes antérieures, aux *tyeddo* (guerriers) déchus notamment⁴⁰. Ailleurs, les modalités d'extension de la culture de l'arachide furent diverses, le plus souvent dans le cadre des exploitations paysannes locales sans changement technologique fondamental. L'emploi de main-d'œuvre esclave dans des plantations européennes comme Richard Toll dans la vallée du Sénégal avait échoué.

D'autres produits complétaient les chargements selon les régions : bois de charpente de Sierra Leone⁴¹, peaux, ivoire, gomme arabique des marges sahariennes — marginale à la fin du XIX^e siècle — et caoutchouc de liane (produit de cueillette) à partir des années 1880, c'est-à-dire au début de l'ère coloniale.

La domination coloniale

Le passage au commerce légitime alla de pair en effet avec la mainmise coloniale, marque d'une importante modification des rapports politiques et économiques mondiaux ; localement, cette évolution correspondait à la volonté de contrôler la production des matières premières

37. Brooks, G.E., «Peanuts and colonialism», in *Journal of African History* (Londres), XVI-1, 1975, pp. 29-54.

38. La résistance reprit plus tard et Lat Dior mourut dans un combat en 1886.

39. Son fondateur, Amadou Bamba, mourut en 1927 ; sa confrérie avait tout d'abord été marquée par l'opposition au pouvoir colonial et persécutée comme telle.

36. Le négrier F. da Souza, nommé cha-cha à Ouidah, obtint le monopole du commerce des esclaves ; il avait contribué à la prise de pouvoir par Gezo et mourut en 1849 à moitié ruiné. L'exportation continua de façon prospère jusqu'en 1830 environ.

40. Copans, J., *Les marabouts de l'arachide*, Paris, Le Sycomore, 1980, pp. 75 sq.

41. Jusque dans les années 1860 où le déboisement est pratiquement achevé (la forêt secondaire est peu intéressante) et où le fer entre en concurrence avec le bois pour la construction des navires.

exportées et donc de faire pression directement sur les instances dirigeantes. Le changement fut cependant très progressif et insidieux : signatures d'accords interdisant la traite des esclaves, traités d'exclusivité commerciale compensée par le paiement d'une rente, protectorat jouant sur les rivalités locales, cession d'un terrain pour l'installation d'un poste... tout ceci s'accompagnant d'une méconnaissance des fonctionnements politiques mutuels. Il en découlait une déformation — involontaire — ou une manipulation — consciente — des institutions de pouvoir révélée notamment par l'ambiguïté du vocabulaire employé, qui ne revêtait pas le même sens pour les deux parties en présence. Dans ce contexte, les Européens n'hésitaient pas à changer d'alliés selon les impératifs commerciaux du moment. Ainsi dans le Rio Nunez (Rivières du Sud), les Français traitèrent avec les Nalu tant que l'arachide, cultivée par eux, fut le produit d'exportation dominant, puis privilégièrent les Landuma, en amont, lorsque le caoutchouc et les peaux, venant du haut-pays, devinrent plus intéressants⁴².

Souvent la domination fut en fin de compte imposée brutalement, par une conquête militaire, comme dans le cas du royaume d'Abomey, du pays ashanti ou du Bénin.

L'abolition de la traite des esclaves et la mainmise coloniale impliquèrent aussi un changement radical des partenaires commerciaux : l'élimination progressive des commerçants africains ou métis et l'implantation des sociétés européennes. Le cas de Gorée l'illustre bien. Pour la plupart traitants, c'est-à-dire intermédiaires entre les Européens et les détaillants africains dans les escales, les «habitants» de l'île désiraient étendre leur zone de trafic ; ils réclamèrent de nouveaux comptoirs et une protection accrue. Deux missions d'exploration furent organisées en 1837 et 1838, dirigées respectivement par Dagorne puis Bouët-Willamez : elles attirèrent l'attention sur le golfe de Guinée des maisons de commerce de Marseille et de Bordeaux, intéressées respectivement par l'arachide et l'huile de palme. Ce furent elles, en fait, qui bénéficièrent des actions entreprises sous l'impulsion des Goréens⁴³. L'exportation vers l'Europe supposait en effet la réorganisation des réseaux marchands et l'existence de liens bancaires et industriels.

La côte témoigne bien de ces changements commerciaux et politiques par une nouvelle répartition des pôles de croissance : affirmation de Dakar aux dépens de Gorée ; essor de Freetown, naissance de Conakry et déclin des escales des Rivières du Sud en Guinée française, ruine

d'Elmina, prééminence de Lagos sur Badagry et Calabar, création de Douala... Cette évolution allie un phénomène de concentration des sites urbains et d'abandon d'anciennes localisations côtières, correspondant au redéploiement commercial ainsi qu'à des choix politiques.

Désormais, à partir des années 1880, l'Afrique de l'Ouest — Libéria excepté — entrait dans l'ère coloniale. Il ne s'agit pas ici de relater l'histoire de la mainmise coloniale découlant de motivations nationalistes (rivalités impérialistes, esprit de revanche pour la France après la perte de l'Alsace et de la Lorraine...) et d'intérêts économiques (recherche de débouchés et de matières premières) mêlés : elle dépasse largement le cas de la côte ouest-africaine. Commerçants, missionnaires et explorateurs (Mungo Park à la fin du XVIII^e siècle, René Caillié en 1827-1828, Barth mi XIX^e siècle...) avaient ouvert la route ; militaires et administrateurs suivirent, précédèrent parfois. Ces divers agents coloniaux marquèrent le nouveau paysage urbain, chacun à leur façon : un poste militaire, une église-mission, des factoreries... furent autant de lieux d'expression du pouvoir européen (politique, religieux, économique) et d'attraction de la population. La côte, soumise à des pressions diverses liées à la restructuration économique et à la présence européenne, fut la première zone dominée. Soumise à cinq puissances coloniales (Portugal, Espagne, France, Grande-Bretagne, Allemagne) et à l'influence américaine au Libéria, morcelée en treize pays auxquels s'ajoute l'île de Fernando Po, elle garde jusqu'à nos jours la marque du pouvoir européen dans le tracé même des frontières. Les exemples les plus frappants en sont la Gambie, le Togo et le Dahomey, langues de terre constituant l'arrière-pays de comptoirs littoraux à partir desquels se fit la conquête.

Deux puissances contrôlaient l'essentiel de la côte : la France et la Grande-Bretagne. Les colonies françaises furent organisées en une fédération, créée en 1895 : l'Afrique Occidentale Française (A.O.F.) ayant sa capitale à Dakar. La structure en était hiérarchique : le gouverneur général dirigeait l'activité des lieutenants-gouverneurs et coordonnait leur action, notamment au niveau législatif en conformité avec des décrets émanant directement du chef de l'Etat français. Chaque colonie conservait cependant une certaine autonomie, en particulier budgétaire, mais contribuait aux dépenses communes par le versement de toutes ses taxes douanières au budget général depuis 1905. A partir de cette date, l'impôt personnel — la capitation, payée par tous les habitants sans tenir

42. Voir, pour cet exemple, Goerg, O., 1986, *op. cit.*, pp. 17 sq.

43. Sane, O., *La vie économique et sociale des Goréens entre 1817 et 1848*, Dakar, 1978 ; Schnapper, B., *La vie politique et le commerce français dans le golfe de Guinée de 1838 à 1871*, Paris, 1961.

compte de leurs revenus — fut la ressource principale des budgets locaux. L'échelon administratif inférieur était constitué par les commandants de cercle, secondés par les chefs de canton et de village. Certaines villes étaient dotées d'un statut particulier comme les Quatre Communes du Sénégal, dont la législation reprenait la loi municipale métropolitaine de 1884, ou les Communes mixtes créées au début du ^{xx}^e siècle et dirigées par un administrateur-maire nommé. Plus tardivement, après la Seconde Guerre mondiale, des Communes de plein exercice furent instaurées, donnant à la population locale un rôle actif plus important. A l'A.O.F. s'ajoutèrent après le traité de Versailles les mandats sur le Togo et une partie du Cameroun pour compléter l'emprise française sur la côte ouest-africaine.

L'administration coloniale britannique présentait un caractère moins centralisé. Chaque gouverneur correspondait directement avec le ministère des Colonies (*Colonial Office*) à Londres et avait une marge de manœuvre plus large que son homologue français, notamment en matière législative. En 1900, la Grande-Bretagne possédait six colonies sur la côte ouest-africaine ; en 1914 la structure définitive fut acquise avec la fusion des deux protectorats Nord et Sud ⁴⁴ du Nigeria. Les quatre territoires (Gambie, Sierra Leone, Gold Coast et Nigeria) étaient divisés en «colonies», la zone littorale contrôlée anciennement, et «protectorat», l'hinterland annexé à la fin du ^{xix}^e siècle. Dans les colonies, les Africains étaient des sujets britanniques, bénéficiant de certains droits politiques comme la participation aux Conseils législatifs ; leur influence restait cependant limitée car ces conseils disposaient d'une majorité gouvernementale ; de plus, leurs membres ne furent partiellement élus que dans les années 1920. Dans les protectorats, prévalait le système de l'administration indirecte, laissant aux chefs locaux l'essentiel des pouvoirs, sous la surveillance des commissaires de district ; les habitants y avaient le statut de «personnes protégées», excluant par exemple le droit d'entrée automatique en Grande-Bretagne.

Au-delà de la variété des pays colonisateurs et colonisés, l'idéologie présentait des similitudes au niveau économique : les territoires devaient avant tout satisfaire les besoins de la métropole, offrir des débouchés privilégiés et protégés, accroître le prestige national. Dans ce but étaient encouragées ou imposées des plantes précises, parfois inadaptées aux régions ou dangereuses en tant que monocultures comme l'arachide dans la zone sahélienne. Ces matières premières agricoles provenaient soit de la

45. L'étymologie renvoie au terme *wolof* désignant l'hivernage (saison des pluies).

44. La zone de Lagos avait été intégrée en 1906 au protectorat du Sud Nigeria.

cueillette comme le caoutchouc, soit le plus souvent de l'économie paysanne. Les systèmes de culture restèrent pratiquement inchangés mais les producteurs furent intégrés dans l'économie monétaire, notamment par le biais du paiement de l'impôt (capitation dans les colonies françaises, *hut tax* dans les zones anglaises). Cette obligation fiscale entraîna des migrations de travail entre les régions peu favorisées ou offrant peu de produits d'exportation et celles qui permettaient d'obtenir des revenus monétaires : ainsi se mit en place le *navétanat*, déplacement de main-d'œuvre entre les zones arachidières du Sénégal et leur arrière-pays ⁴⁵. L'incitation administrative fut souvent décisive dans ce cas. De même, des agriculteurs de la zone forestière de Guinée s'employèrent dans les plantations bananières de Moyenne Guinée à partir des années 1930. Plus tard, les paysans de Haute-Volta vinrent chercher du travail dans les plantations de café et de cacao de Côte d'Ivoire.

Pour drainer ces matières premières, des régimes douaniers favorisant les métropoles furent instaurés. L'essentiel des bénéfices était rapatrié, sans souci d'investissement productif sur place, qui ne soit lié à l'économie d'exportation. Les artisans locaux virent généralement leurs activités décliner du fait de la concurrence des produits d'importation tels les tissus ou les objets en métaux. Les petits commerçants disparurent ou acquirent une position de dépendance par rapport aux firmes européennes ou aux Libanais et Syriens venus dans le sillage des colonisateurs. L'économie dans son ensemble se trouvait ainsi contrôlée par l'extérieur qui fixait les objectifs selon ses propres intérêts. Dans quelques rares cas, les Africains réussirent à acquérir des positions économiques importantes comme les planteurs de cacao en Gold Coast (Ghana) qui contrôlaient l'essentiel de la production.

Intégrée à des ensembles nationaux en construction, la façade atlantique joua ou non un rôle économique moteur selon les périodes et les pays. Simple débouché des matières premières de l'intérieur (caoutchouc de Guinée jusqu'en 1913...) ou zone de production prospère (arachides du Sénégal, bananes de Guinée à la fin des années 1920, cacao de Gold Coast, huile de palme du Nigeria...), la côte participait désormais à un mouvement économique plus vaste : les revenus du commerce extérieur devaient satisfaire les besoins de tout un territoire, selon le principe de la répartition fiscale. Cependant la logique de l'économie coloniale extravertie continua à privilégier le littoral. Zone de contacts séculaires, il retint plus l'atten-

tion des colonisateurs et concentra les investissements : toutes les capitales des Etats côtiers sont situées au bord de l'océan. Celles-ci cumulaient des fonctions administratives et économiques en tant qu'entrepôts commerciaux, ports et embryons de zones industrielles. C'est de là que partaient tous les tronçons ferroviaires, formant un réseau désarticulé, n'assurant pas la liaison des pays entre eux. Leur fonction était en effet d'assurer l'acheminement des produits de l'intérieur (arachides, bananes, coton... ou minerais) vers les marchés occidentaux et de diffuser à la montée un nombre limité de marchandises européennes (tissus, sel, outils, alcools...). Du fait des possibilités d'emploi et de leur prestige, les capitales drainèrent peu à peu la population de l'intérieur, ce dont témoigne la macrocéphalie actuelle des réseaux urbains africains.

Vers les indépendances

L'après-guerre accentua encore cette tendance. Il fut marqué par une volonté d'investissement dans les colonies en réponse à la participation des colonisés au second conflit mondial et aux revendications croissantes qui allaient aboutir aux indépendances. Dans les colonies françaises, ce mouvement prit la forme du FIDES, Fonds d'Investissement pour le Développement Economique et Social (loi du 30 avril 1946⁴⁶). Il impliquait un changement fondamental par rapport à la période antérieure, caractérisée par la loi de 1900 sur l'autonomie financière des colonies : sous ce régime, la métropole n'intervenait que pour garantir les emprunts faits par les différents territoires. Désormais elle participait aux investissements d'équipement outre-mer pour 55% du budget prévu. La Caisse Centrale de la France Outre-Mer jouait un rôle fondamental de gestion des crédits et d'avance aux territoires qui devaient assumer 45% des dépenses, ce qui aboutit rapidement à leur endettement. Les investissements du FIDES furent surtout consacrés aux infrastructures de communication, notamment aux ports. On mit aussi l'accent sur les équipements collectifs (hôpitaux, marchés, écoles...) ou l'habitat destiné aux fonctionnaires africains ; ceux-ci disposaient de ressources monétaires stables et constituaient une catégorie socio-politique qu'il était important de s'allier en vue du transfert des pouvoirs. Ces efforts de construction concernèrent en priorité les capitales⁴⁷. S'imposa aussi la nécessité de réelles politiques urbaines : l'essor démographique de l'après-guerre

rendait urgente l'application de plans d'aménagement des villes et en particulier des capitales. Par ailleurs, certaines découvertes de gisements miniers (bauxite en Guinée, diamant et fer en Sierra Leone...) relancèrent les activités portuaires et transformèrent rapidement l'économie de certains pays en marginalisant la production agricole.

C'est dans le cadre de cette réorganisation économique, d'amorce d'industrialisation mais aussi de problèmes sociaux accrus que les pays africains accédèrent, les uns après les autres, à l'indépendance entre 1957 et 1975.

Plusieurs étapes institutionnelles marquèrent ce processus en A.O.F. : création en 1946, au sein de l'Union française, d'assemblées territoriales élues ; loi-cadre Defferre de 1956 élargissant les pouvoirs locaux (rôle accru des assemblées qui élisent un conseil de gouvernement dont les membres ont le titre de ministre) sous le contrôle d'un gouverneur — devenu chef du Territoire — nommé, puis référendum de 1958. La Guinée fut la seule colonie d'Afrique française à répondre NON à l'adhésion à la «Communauté» franco-africaine et acquit en conséquence immédiatement son indépendance, la France retirant tous ses fonctionnaires et investissements. Auparavant, en 1956, avait été proclamée la République du Togo — dont la qualité de territoire sous tutelle impliquait d'emblée l'accession à l'autonomie. La France y conserva certaines prérogatives jusqu'à l'indépendance le 24 avril 1960. En mai 1957 le Cameroun (également sous mandat — français et britannique —) obtenait un statut analogue, après la répression du mouvement insurrectionnel de Ruben Um Nyobé.

Dans les autres colonies, les revendications étaient généralement exprimées par des partis politiques tel le Rassemblement Démocratique Africain (RDA), créé à Bamako en octobre 1946, avec Félix Houphouët-Boigny comme président. Cependant, rapidement, se multiplièrent les associations politiques du fait des différences de tendances et d'intérêts parmi la population africaine ou des intrigues de l'administration coloniale.

En Afrique anglophone — dont le caractère administratif plus décentralisé a été souligné —, la Gold Coast fait figure de précurseur. En juin 1949 Kwame Nkrumah fonda le *Convention People's Party*, face à l'*United Gold Coast Convention* plus modéré (1947). En juin 1951, sortant de prison, il forma le premier cabinet de son pays et prit le titre de Premier ministre en 1952. L'indépendance fut acquise le 6 mars 1957 après divers conflits portant sur la place des chefs et les divisions régionales. Le Nigeria

46. Décision de principe prise lors de la Conférence de Brazzaville en 1944.

47. Il y eut aussi certains programmes de production agricole comme au Cameroun sous l'égide la Société d'économie mixte C.F.D.T. créée en 1949 ; celle-ci développa la culture industrielle du coton.

conserva également une structure fédérale dont le premier dirigeant fut Nnamdi Azikiwe.

Devant le refus du gouvernement de Salazar d'envisager des réformes profondes dans les colonies portugaises, celles-ci menèrent une guerre de libération nationale à partir des années 1960 sous la direction du PAIGC (Parti Africain pour l'Indépendance de la Guinée et du Cap Vert), fondé en 1956 par Amilcar Cabral notamment. Elles furent les dernières à accéder à l'indépendance.

Cette longue période de l'histoire de l'Afrique — des premières relations avec les Européens au xv^e siècle aux indépendances — a laissé des traces dans l'architecture de la côte ouest-africaine. Malgré des ressemblances certaines entre les bâtiments ou les choix d'urbanisme, la spécificité du mode de contact avec les Européens, les modalités de la conquête ainsi que les particularités de la domination coloniale sont autant de facteurs qui contribuent à expliquer les différences de pays à pays.

Brève chronologie

Premiers contacts

- 1434 Gil Eanes double le cap de Bojador.
- 1442 Le pape donne aux Portugais le privilège du commerce d'Afrique.
- 1444 Nuno Tristao au «pays des Noirs» (Sénégal).
- 1448 Une forteresse est construite au banc d'Arguin.
- 1450 Ca da Mosto atteint l'embouchure du Sénégal, de Gambie et de Casamance.
- 1469 F. Gomes obtient le monopole du commerce de Guinée pour 5 ans.
- 1471-1479 Exploration jusqu'au cap Lopez (sud du Gabon).
- 1482 / 1486 Les Portugais fondent Saint-Georges de La Mina (Elmina).
- 1485 Premiers contacts entre le royaume du Bénin (apogée aux XIV^e et XV^e siècles). Les Portugais s'arrogent le monopole du commerce.
- 1520 / 1530 Début de la traite atlantique des esclaves.

L'ère de la traite des esclaves

- 1610 env. Formation des chefferies fon (Allada, Abomey, Porto-Novo, Ouidah).
- 1627 Compagnie néerlandaise des Indes occidentales (jusqu'en 1674 ; une deuxième lui succède).
- 1628 Le royaume d'Abomey conquiert Ouidah.
- 1630 Fondation du royaume Agni par des émigrants ashanti.
- 1643 Choix de l'île de N'Dar comme site de Saint Louis du Sénégal.
- 1664 Compagnie des Indes occidentales (française), liquidée en 1672.
- 1672 Royal Company of Africa.
- 1673 Compagnie du Sénégal (qui contrôle Arguin, Saint-Louis, Gorée, Joal, Portudal, Rufisque...) jusqu'en 1681 puis scission Compagnie du Sénégal / Compagnie de Guinée.
- 1677 Gorée pris aux Hollandais par les Français.
- Fin XVII^e siècle. Essor des Cités-Etats du delta du Niger.
- 1700 env. Guerre civile au Bénin.
- 1719 / 1769 Compagnie des Indes (France).

Vers le commerce licite

- 1787 Fondation de Freetown.
- 1796 Guerre opposant le Fouta Toro (vallée du Sénégal) et les Maures, le Cayor, le Waalo.
- 1804 Interdiction de la traite par le Danemark.
- 1807 Interdiction de la traite par la Grande-Bretagne.
- 1808 L'Etat britannique prend le contrôle de la colonie de Sierra Leone (Freetown).
- 1815 Les grandes puissances interdisent la traite des esclaves au Congrès de Vienne (mais l'application reste à préciser) ; ceci est confirmé par la France en novembre.
- 1818 Avènement du roi Gezo à Abomey.
- 1830 env. Les frères Lander reconnaissent le cours du Niger.

- 1831 / 1837 Interdiction de l'esclavage dans les colonies britanniques en plusieurs phases (esclaves de la Couronne, esclaves privés).
- 1847 République du Libéria.
- 1848 Interdiction de l'esclavage dans les colonies françaises (après la tentative révolutionnaire de 1794 à 1802).
- 1850 Les Anglais rachètent les forts danois de Gold Coast.

La mainmise coloniale

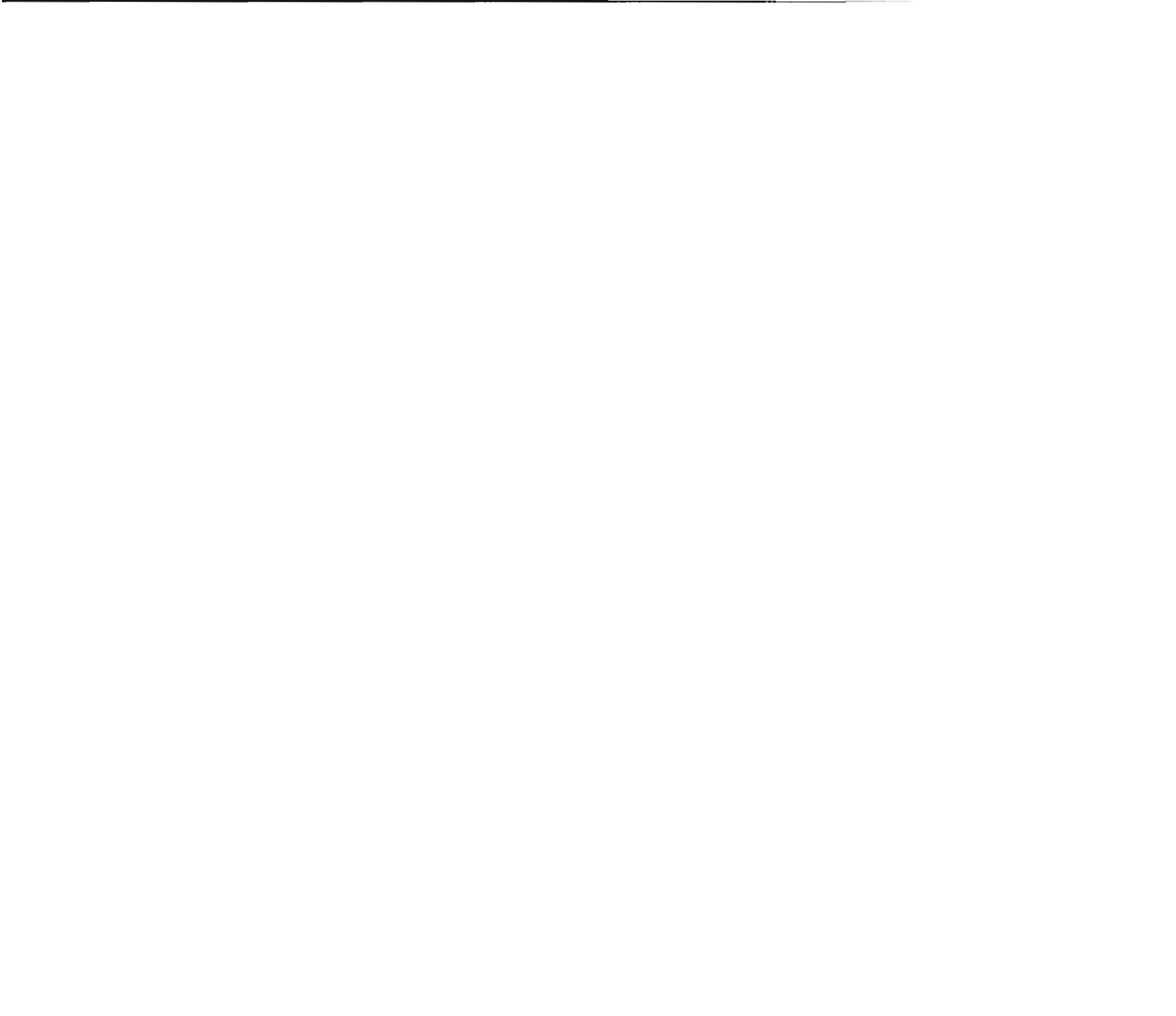
- 1857 Fondation de Dakar.
- 1861 Lagos, colonie britannique (protectorat en 1851).
- 1862 Début de la lutte de Lat Dior contre les Français au Sénégal.
- 1863 Nouvelle descente des Ashanti sur la Côte de l'Or.
- 1865 Interdiction de l'esclavage aux Etats-Unis.
- 1874 Sac de Koumassi (Kumasi) par les Anglais.
- 1878 Accord entre la France et le roi Glélé (Abomey) sur Cotonou.
- 1884 Congrès de Berlin.
- Protectorat allemand sur le Cameroun (accord avec les chefs de Douala) et le Togo.
- 1888 Le pays yoruba devient protectorat britannique.
- 1894 Résistance et reddition du roi Béhanzin (Abomey).
- 1895 Création du Gouvernement général de l'A.O.F.
- 1896 Protectorat britannique sur l'intérieur de la Sierra Leone.
- 1897 Expédition punitive contre le Bénin ; protectorat ashanti.
- 1901 L'Ashanti (Gold Coast) devient colonie britannique.
- 1912 Unification du Nigeria (Lugard, gouverneur général).
- 1920 Partage des anciennes colonies allemandes (Togo, Cameroun).
- 1943 William Tubman élu président du Libéria

Vers les indépendances

- 1946 Création du Rassemblement Démocratique Africain (R.D.A.) à Bamako, apparenté au P.C.F. jusqu'en 1950.
- 1949 Fondation du C.P.P. (Convention People's Party) par Nkrumah en Gold Coast.
- 1956 Loi-cadre Defferre.
- Fondation du PAIGC.
- 1957 Indépendance du Ghana (Gold Coast).
- 1958 Référendum dans les colonies de l'Union française.
- Indépendance de la Guinée française.
- 1^{ère} conférence des Etats indépendants d'Afrique à Accra.
- Assassinat de Ruben Um Nyobé, dirigeant de l'Union des Populations du Cameroun (UPC fondé en 1948).
- 1960 Indépendance du Cameroun, Togo, Côte d'Ivoire, Dahomey, Nigeria, Sénégal.
- 1961 Indépendance de la Sierra Leone.
- 1965 Indépendance de la Gambie.
- 1974 Indépendance de la Guinée Bissau.
- 1975 Indépendance du Cap Vert.

Le Sénégal

par Alain Sinou



Le temps des comptoirs

L'histoire des établissements européens au Sénégal débute au ^{xv}^e siècle. Les navigateurs portugais longent les côtes du continent à la recherche de produits pour l'Europe. Après avoir suivi les côtes désertiques du Sahara et contourné un premier cap, qu'ils nomment cap Blanc ¹, ils découvrent des côtes habitées puis un fleuve, le Sénégal, et enfin un cap rocheux, qu'ils appellent cap Vert, en raison de la végétation qui le couvre.

Ne trouvant pas ces produits, ils continuent leur route plus au sud d'où ils rapportent des épices et de l'or ; les côtes sénégalaises restent une escale obligée depuis l'Europe. Le développement du commerce de l'or au ^{xvii}^e siècle attire la venue d'autres commerçants, hollandais, suédois, danois, anglais qui supplantent les premiers. A cette activité se substitue au ^{xviii}^e siècle, le commerce des esclaves envoyés dans les plantations des Antilles et d'Amérique latine.

Le long des côtes sénégalaises, les principaux comptoirs fondés sont Rufisque, situé sur la presqu'île du Cap vert, Gorée, une île à proximité, et Saint-Louis, à l'embouchure du fleuve Sénégal. Pendant plusieurs siècles, ils sont sous l'autorité de diverses nations européennes et sont dirigés par de nombreuses compagnies commerciales. D'autres comptoirs, fondés par des Portugais, comme Joal ou Albreda ont une activité réduite et une existence plus éphémère ².

Les comptoirs sont généralement situés à l'intérieur des villages côtiers ou à proximité, lorsque les chefs locaux autorisent l'installation des traitants, ce qui leur assure en contrepartie d'importants revenus. Ils sont de préférence

1. Situé aujourd'hui en Mauritanie.

2. Un comptoir sera fondé par les Français à la fin du ^{xviii}^e siècle à l'intérieur du continent le long du fleuve Sénégal, Saint Joseph, mais il sera abandonné peu après.

fondés sur des sites présentant des qualités de défense naturelle pour faire face aux éventuelles révoltes des populations locales mais surtout pour se protéger des attaques des navires des autres compagnies commerciales et des pirates. La traite n'est pas un commerce régi selon un code de bonne conduite. Les compagnies n'hésitent pas à occuper par la force les comptoirs de leurs concurrents ³.

En raison de la faiblesse des moyens défensifs, l'histoire de ces lieux est une longue suite de batailles et aussi d'occupations successives par des troupes des nations européennes. Le développement du commerce et le manque de sites protégés naturellement sont conjointement les causes de l'édification d'«habitations fortifiées» par les compagnies. Celles-ci constituent jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, le seul investissement en terme de construction. L'économie de traite repose sur le prélèvement en Afrique d'une force de travail ; dans ce contexte, construire des logements ou des équipements publics, ou même dessiner une voirie, et organiser l'installation des habitants, est dénué de sens.

La nécessité de se défendre conduit les traitants à se fixer sur des îles, qui présentent d'autres qualités. Elles constituent des territoires aisément repérables et naturellement limités. Isolées de la «barbarie» par la mer, elles protègent les navires qui mouillent à proximité. Ces qualités sont appréciées par les navigateurs inquiets face aux rivages rectilignes, sablonneux, et inaccessibles en raison de la barre. Une île évoque aussi un navire ancré ; souvent les navigateurs cherchent à y reproduire les règles de la vie maritime. Les Européens s'installent sur une île à l'embouchure des fleuves Sénégal et Gambie ; elles sont de plus situées sur des axes naturels de navigation d'où sont acheminées les productions de l'intérieur du continent.

La construction d'une habitation fortifiée dépend de l'importance du commerce. Lorsque celui-ci est faible, les négociants préfèrent loger dans des maisons louées aux Africains, où ils installent leur «comptoir».

Les forts sont de forme rectangulaire ou carrée, protégés aux angles par des bastions circulaires ou triangulaires munis de canons. Leur puissance rend inutile la construction de hautes murailles ; des murs de faible hauteur mais renforcés par des talus en terre s'avèrent plus efficaces ⁴. Ces principes reproduisent en les simplifiant des systèmes défensifs en vigueur en Europe et déjà appliqués dans les colonies des Antilles ou d'Amérique Latine.

3. Walckenaer, C.A., *Histoire générale des voyages*, Paris, Lefèvre, 1826-1831.

4. Cf. Fonds DFC Sénégal, Aix-en-Provence, Archives nationales, Section Outre-Mer.

5. Jore, L., «Les établissements français sur la côte occidentale d'Afrique de 1758 à 1809», in *Revue d'Histoire d'Outre-Mer* (Paris), t. LI, 1964.

Les forts sont construits par différentes puissances européennes qui n'ont ni les mêmes usages ni les mêmes enjeux en Afrique. Aussi est-il impossible de définir un modèle unique. Le fort de Saint-Louis aux murailles de briques cuites est le plus élaboré. L'île de Gorée, rocheuse et en partie surélevée, constitue un rempart naturel et pendant longtemps seuls quelques murets de pierres seront ajoutés. Dans d'autres petits comptoirs côtiers les «habitations fortifiées» se distinguent des autres constructions par la seule présence d'une enceinte de pieux de bois.

A ces principes défensifs s'ajoutent d'autres règles spatiales d'ordre économique et social. Ces fortins font avant tout fonction de magasin (pacotille, armes, esclaves...) et la majorité des bâtiments sert d'entrepôts. En outre, quelques employés de la Compagnie y demeurent. La disposition des édifices est souvent définie selon les usages des militaires. La fonction de chaque bâtiment et de chaque pièce est précisée et les regroupements d'individus se font selon leur statut voire leur grade. Les hiérarchies sociales tentent d'être marquées spatialement et les mélanges évités ou réduits au maximum. Les militaires essaient d'imposer une discipline par ces dispositifs spatiaux déjà mis en place dans les casernes en Europe. Ils souhaitent produire un certain ordre dans ces terres lointaines et incontrôlées.

L'accroissement du commerce de traite se traduit par le développement de nombreux comptoirs. A Saint-Louis, le fort est rapidement entouré par une multitude d'habitations, construites par les Africains attirés par la traite et ses retombées économiques. Ils édifient des «pailloles» semblables à celles des villages d'où ils proviennent. En outre, les traitants européens et métis, plus nombreux eux aussi, se fixent dans ces quartiers plutôt que dans le fort souvent exigu. Ils créent de nouveaux lieux de commerce et s'y sentent plus libres de leur mouvement et de leur activité.

Au XVIII^e siècle, Saint-Louis et Gorée comptent plusieurs milliers d'habitants, mais l'essor du commerce et la stabilité de la population restent néanmoins très relatifs. La concurrence d'un nouveau comptoir, l'arrêt de l'acheminement d'esclaves ou encore la faillite d'une compagnie, détournent immédiatement les navires négriers et entraînent parfois en quelques mois le départ d'une partie de la population. Les comptoirs, notamment ceux où peu d'investissements matériels sont effectués, peuvent être alors temporairement ou définitivement abandonnés ⁵.

De plus, la population n'est pas stable tout au long de l'année. Le commerce « triangulaire » est rythmé par les alizés qui facilitent le voyage depuis l'Afrique vers l'Amérique. Pendant quelques mois, les navires se suivent, amenant dans leur sillage une multitude de négociants et d'intermédiaires, puis, pendant le reste de l'année le comptoir vit au ralenti et n'y demeurent que ceux qui ont les moyens d'assurer leur survie de manière permanente.

Enfin, les négociants qui fondent des comptoirs ont comme tout bagage leur savoir-faire et n'ont pas pour projet de s'établir de manière durable ; leur conception du comptoir est celle d'un campement que l'on utilise le temps de faire transiter des produits.

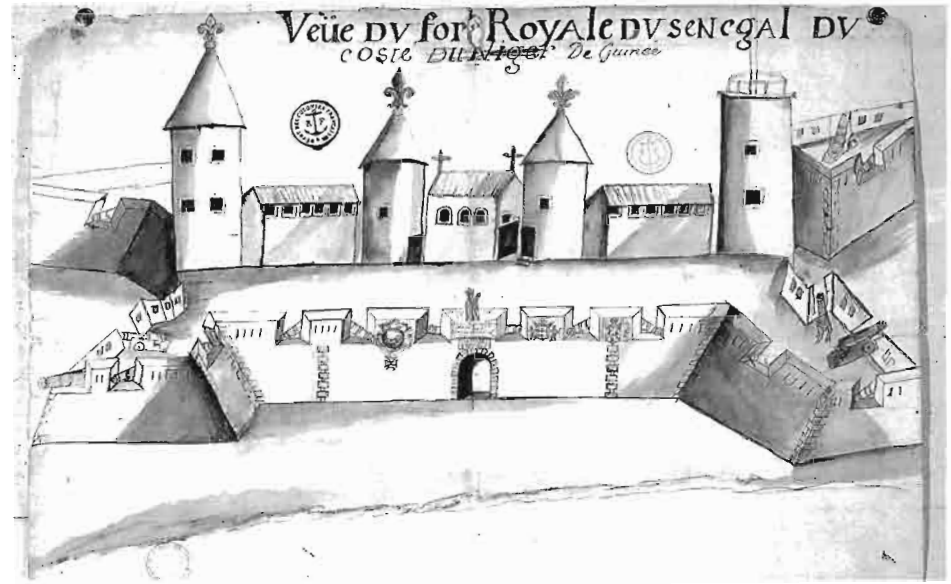
En dépit de l'aspect lucratif de ce commerce, les Etats européens n'y sont pas directement présents. La traite est entre les mains d'individus et de compagnies qui achètent au roi le privilège de contrôler ce trafic dans une région. Le continent africain apparaît comme une terre située hors des contraintes de l'Etat, voire hors la loi ⁶.

Les négociants français ne s'implanteront de manière durable en Afrique qu'à partir du milieu du ^{xvii}e siècle. Ce retard par rapport aux autres pays d'Europe a plusieurs causes : une tradition de commerce maritime faible et surtout l'exclusivité accordée par le roi à une seule compagnie de traite, qui empêche toute concurrence et amène la faillite régulière des compagnies. Les établissements français pour la plupart concentrés le long des côtes sénégalaises sont, en comparaison avec les comptoirs des côtes de l'Or ou des Esclaves, de petits postes régulièrement abandonnés ou cédés à d'autres puissances, à la suite de conflits ou de traités.

Saint-Louis du Sénégal

La première île choisie par les Français en 1633 dans l'embouchure du fleuve Sénégal ne peut être attaquée par surprise par des navires ennemis ou par les bandes de pillards maures, mais elle est fréquemment inondée en saison de crues. Aussi, dix ans plus tard, les Français déménagent sur une autre île mieux protégée — située à proximité — N'Dar, qu'ils baptisent Saint-Louis en l'honneur du roi régnant ⁷.

La compagnie française y fait immédiatement édifier une « habitation fortifiée ». Un plan dessiné à la fin du ^{xvii}e siècle ⁸ met en évidence une enceinte rectangulaire renforcée aux quatre coins par des bastions où sont installées des batteries de canons. Cette muraille abrite plusieurs bâtiments où sont enfermés les esclaves, les denrées et les



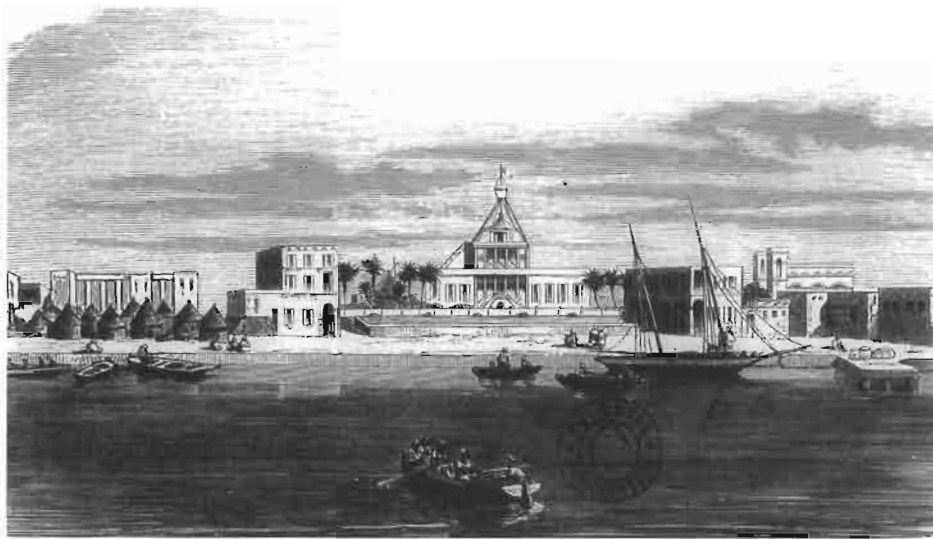
Saint-Louis, le fort, dessin de la fin du ^{xvii}e siècle.

6. Contrairement à la colonisation de l'Amérique menée directement par les nations européennes, l'Afrique n'intéresse pas les gouvernants. Elle n'est qu'un réservoir de main d'œuvre dont l'exploitation est livrée à des compagnies privées. Ce continent n'est pas comme « la nouvelle Espagne », le lieu d'un projet social ; il est seulement une escale où sont implantés des relais commerciaux.

7. Ly, A., « Origine et site de Saint-Louis », in *Notes africaines* (Paris), n° 53, 1953.

8. Cf. Fonds DFC Sénégal, Aix-en-Provence, Archives nationales, Section Outre-Mer.

Saint-Louis, le fort, gravure de la première moitié du XIX^e siècle.



9. Camara, C., *Saint-Louis du Sénégal*, IFAN, Dakar, 1968, p. 39.

10. Cultru, P., *Premier voyage du sieur de La Courbe fait à la côte d'Afrique*, Paris, Champion Larose, 1913.

11. Villaut, N.S. de B., *Relation des côtes d'Afrique appelées Guinée*, Paris, 1669.

12. Walckenaer, C.A., *op. cit.*

marchandises et où logent les employés de la compagnie et la garnison. Les officiers résident à l'étage où une pièce est réservée à la chapelle. Un jardin borde l'ensemble où sont essayées quelques cultures. Il est situé au centre de l'île, en bordure du fleuve.

Le fort est construit pour l'essentiel en matériaux locaux : briques de terre crue pour les murs, chaume pour les toits. Seules quelques pièces de bois pour les huisseries et le mobilier sont apportées par les navires. La simplicité constructive résulte d'une part des faibles moyens financiers, d'autre part de l'absence de volonté d'investir sur place. Les traitants se contentent de parer au plus pressé et utilisent des techniques anciennes comme par exemple la cuisson des coquillages pour produire de la chaux.

Le fort est entouré de nombreuses habitations réparties sur l'île au nord et au sud, formant deux quartiers distincts. Selon certains récits⁹, le nord abrite plutôt les musulmans tandis que le sud est occupé par les «gourmettes», c'est-à-dire les Africains catholiques. Plusieurs négociants européens y résident en compagnie d'Africaines, avec lesquelles ils sont mariés à «la mode du pays», pratique fortement critiquée par les gouverneurs. Afin de réduire cette mixité, certains d'entre eux tentent de réunir tous les Européens à l'intérieur du fort mais leur court séjour anéantit généralement leurs efforts. La muraille du fort que le gouverneur La Courbe reconstruit, est de nouveau en ruine deux ans plus tard¹⁰. Les habitants ne craignent ni la «barbarie» des populations de la région, ni les attaques des navires d'autres compagnies. Ils refusent d'être soumis à l'autorité d'un gouverneur. Néanmoins, les représentants de l'administration continuent de critiquer ce désordre social et spatial : à Rufisque qui compte, au milieu du XVIII^e siècle, selon Villaut, environ deux cents maisons¹¹, la chaleur est rendue responsable de «la vie insupportable» ainsi que l'odeur du poisson séché par les Africains «qui répand une mortelle infection». Vers 1700, Loyer souligne que toutes les maisons dans ce comptoir sont bâties de roseaux et de feuilles de palmier¹².

Si les comptoirs du Sénégal abritent au cours du XVIII^e siècle guère plus d'un millier d'habitants, le personnel de la compagnie évolue selon les aléas du commerce entre quelques dizaines et une centaine de personnes. En matière d'aménagement, peu de choses sont faites. Les fortifications sont, selon les époques, plus ou moins bien entretenues ; certains bâtiments construits par l'administration sont affectés à de nouveaux services : à Saint-Louis, un bâtiment du quartier sud est transformé en

hôpital, c'est-à-dire alors en un lieu où sont enfermés les contagieux. En revanche, les quartiers d'habitation se développent. Les «chaumières» sont de plus en plus nombreuses. En outre, certains négociants européens prospères et quelques traitants se font édifier des maisons en briques cuites. Une briqueterie est créée par l'administration pour encourager cette pratique. Les gouverneurs voudraient transformer le paysage du comptoir qui rappelle trop celui des villages africains et les pratiques de leurs habitants. Ces maisons à toit plat, parfois à étages, présentent dans cette optique bien des qualités : elles ne s'enflamment pas aussi facilement que les cases en paille, et font même fonction de pare-feu lors des incendies ; elles rappellent par leurs formes la métropole et leur construction suscite des échanges économiques (matériaux importés, main-d'œuvre spécialisée...). Cependant leur coût limite l'extension de cette pratique nouvelle.

L'île de Gorée

L'île de Gorée située face au Cap Vert et occupée successivement par les Portugais, les Hollandais¹³, les Anglais et les Français, fait l'objet de nombreux projets d'aménagement comme en attestent les représentations graphiques : plus d'une trentaine de plans et vues sont dessinés ; certains sont des copies de documents plus anciens, d'autres ont un caractère original.

Ces dessins, largement diffusés en Europe dans les récits de voyage et dans les encyclopédies, sont généralement réalisés par des officiers en poste dans la place. Les plans sont présentés tantôt comme des projets, tantôt comme des relevés de l'état existant, et proposent tous une vision ordonnancée de l'espace¹⁴.

Pendant la première moitié du XVIII^e siècle, la majorité des plans insistent sur les systèmes défensifs. Au lieu de centrer le dispositif sur la construction d'un fort ou d'un bastion, ils proposent d'entourer l'ensemble de l'île (qui mesure 900 m de long sur 300 m de large environ) d'une ligne de fortifications.

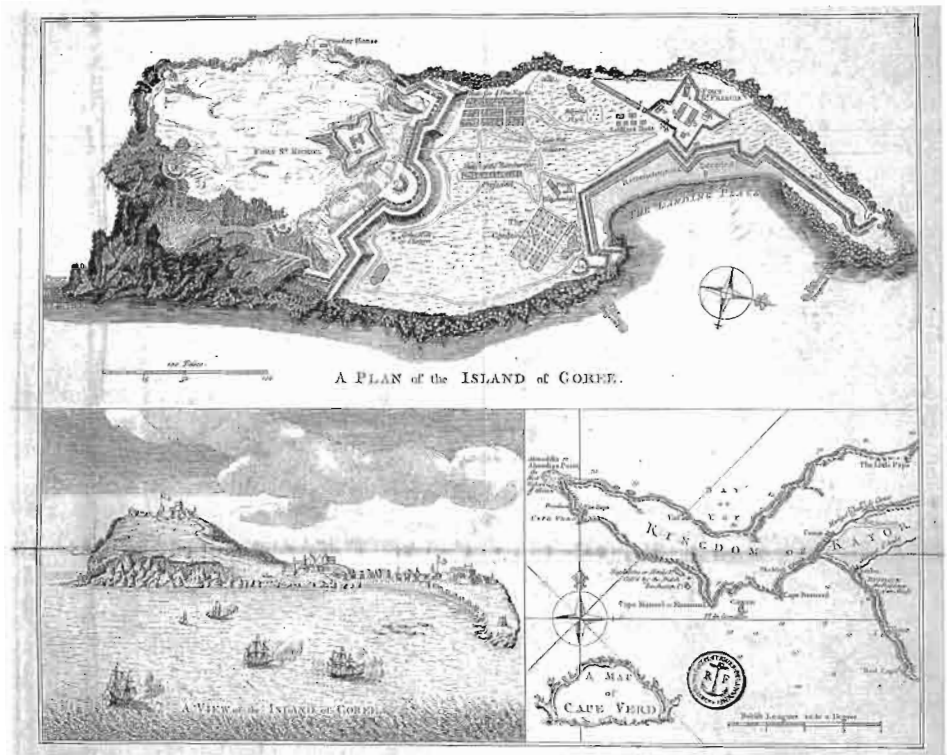
Le caractère purement projectif de ces plans est facilement identifiable, étant donné la diversité de propositions présentées. Par ailleurs, les récits qui décrivent l'île à cette époque insistent sur le mauvais état général des fortifications et notent que seuls quelques talus ont été dressés et quelques fossés creusés¹⁵. Enfin, les occupations successives de l'île par les Anglais et les Français soulignent aussi la faiblesse du système défensif.

13. Ce sont les Hollandais qui lui donnent le nom de *Good Rée*, bonne rade.

14. Cf. fonds de plans du Bureau d'architecture des Monuments historiques, Dakar.

15. Adamson, M., *Histoire générale du Sénégal*, Paris, Claude J. B. Bouche, 1757.

Plan de l'île de Gorée au XVIII^e siècle.





Vue générale de Gorée.



L'île de Gorée, vues du XIX^e siècle.

16. Boufflers, S.J., *Correspondance 1778-1788*, Paris, Plon, 1875.

17. L'île ne possède pas de source.

18. Boufflers, S.J., *op. cit.*

19. Les habitants des tapades ne se verront pas reconnaître les mêmes droits fonciers que ceux qui résident dans des maisons en «dur» c'est-à-dire construites en pierres ou en briques.

Si l'administration locale souhaite réaliser ces projets, la population s'y oppose, n'y voyant comme à Saint-Louis guère d'intérêt. Certains négociants souhaitent même que soient détruites les défenses et que soit supprimée la tutelle d'une nation afin de transformer le comptoir en port franc et de développer le commerce. En 1779, cette position est partiellement reprise par les autorités qui font de Gorée un «simple comptoir» et décident de détruire les fortifications. L'année suivante, les Anglais qui occupent l'île, vendent aux habitants les portions de remparts existants et les autorisent à construire à même la côte, à la condition que les murs en bordure de mer soient percés de meurtrières¹⁶.

Cette mesure s'explique par l'accroissement de la population dans le comptoir et marque un certain désengagement des autorités, ainsi que l'abandon d'une organisation de l'espace centré sur un système défensif. Cette orientation n'est cependant pas reprise par les autorités françaises qui réoccupent l'île quelques années plus tard. De nouveaux projets de fortifications sont alors dessinés, même si dans la réalité, dès que se présente un navire ennemi, la garnison locale consciente de l'extrême fragilité de son statut capitule généralement immédiatement¹⁷.

Si ces plans ne possèdent finalement pas réellement d'enjeu stratégique, ils permettent en revanche de lire l'évolution du comptoir. Après 1740, ces documents graphiques indiquent les zones d'habitation sur l'île à la manière des lotissements contrairement aux précédents qui se contentent de dessiner quelques cases pour marquer la présence de constructions. Ce détail indique que l'administration tente de réguler l'occupation foncière, auparavant laissée à la libre initiative des traitants. Ce projet s'amorce seulement vers 1760 et débute par un recensement des habitations sur l'île.

Si Gorée vers 1770 ne possède aucun bâtiment public civil et n'est occupé que par «des mauvaises tapades [palissades] couvertes de chaume exposées au milieu des vents impétueux qui y règnent à un embrasement général¹⁸», les plans dessinés à cette époque proposent un ordonnancement régulier du sol. Ce quadrillage n'est encore qu'imaginaire et marque la volonté des autorités de contrôler l'économie locale. Ne pouvant y parvenir par la force, plusieurs gouverneurs demandent que soit inventorié l'ensemble des maisons, tapades et enclos¹⁹. A cette occasion, l'administration commence à définir l'emprise des voiries et donc du domaine public. Il faudra plusieurs

dizaines d'années pour que ce projet aboutisse, comme en témoigne un arrêté en 1843 qui tente encore de réglementer l'alignement de la voirie.

Là encore, ces quelques efforts en matière d'aménagement prennent difficilement forme. En revanche, les habitations prolifèrent. Les cases de paille sont toujours plus nombreuses et des maisons en dur apparaissent à la fin du XVIII^e siècle. Quelques-unes existent encore aujourd'hui, par exemple la maison des esclaves et la maison adjacente. Leur plan rend bien compte de l'organisation sociale. Le premier étage était réservé au maître. Bien ventilé grâce à une double ouverture des pièces et protégé du rayonnement direct du soleil par une véranda, c'est la partie noble de la maison. Au rez-de-chaussée, vivent les domestiques et les esclaves. Tous ne peuvent loger dans les pièces en dur qui sont destinées aux esclaves en partance pour l'Amérique ; les cases de paille servent à loger le personnel.

Jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, peu d'opérations d'aménagement ont lieu dans les comptoirs. Le pouvoir royal a d'autres préoccupations. Le comptoir se développe spatialement sous l'impulsion des négociants et des traitants qui imposent leurs règles aux représentants de l'administration, peu présents et peu motivés. A partir du XIX^e siècle apparaissent des projets de colonisation de cette côte qui nécessitent des infrastructures plus lourdes et plus permanentes que ces établissements précaires.

Un urbanisme naissant

Il faut attendre la reprise des comptoirs de Saint-Louis et Gorée par les autorités françaises en 1816²⁰ pour que l'Etat commence à intervenir dans les affaires locales et pour que l'aménagement de l'espace dépasse le stade du projet. Saint-Louis compte vers 1800 environ huit mille habitants dont un millier d'Européens.

Les premières mesures de l'administration nouvelle consistent d'abord à tenter d'ordonner l'espace existant. Le *Bulletin administratif* de la colonie rend compte de toutes ces mesures destinées à rendre les rues plus salubres, à aligner les habitations, à fixer l'assise foncière des occupants... En 1828, une commission est créée pour établir le « plan définitif » de Saint-Louis et ordonne la destruction de nombreuses paillotes qui encombrant l'espace public. Les habitants s'opposent violemment à cette mesure et l'administration est obligée de temporiser. Ces

premières réglementations urbanistiques ne suffisent pas de toute façon pour réaménager la place.

Les lotissements

L'augmentation de la population, notamment à Saint-Louis, souligne les inconvénients du site, choisi à l'origine pour ses qualités défensives. Seule une portion de l'île est protégée des hautes eaux mais lors de crues violentes, l'ensemble de l'île est sous les eaux. Ces inondations dégradent les habitations, particulièrement les fondations des maisons en pierres ou en briques dont la reconstruction est nettement plus coûteuse que celle des cases en paille. Les autorités qui veulent encourager ce type de construction, sont dès lors amenées à envisager l'assainissement des zones habitées.

Par ailleurs, l'île reste isolée du continent et ne possède ni cultures ni source d'eau potable. Les habitants du comptoir sont dépendants pour leur approvisionnement des accords passés avec les chefs africains installés sur la terre ferme qui leur apportent certains produits et autorisent la circulation des marchandises sur leur territoire. Conscients de ce pouvoir les souverains augmentent le prix des taxes et des produits ; de plus ils n'arrivent pas toujours à répondre à la demande d'une population de plus en plus nombreuse.

Pour résoudre ces problèmes, les autorités envisagent d'étendre le comptoir sur les rives du fleuve où pourraient être cultivées les terres. Le premier projet remonte aux années 1800 ; il est alors encouragé par le gouverneur Blanchot qui achète aux souverains locaux certaines terres destinées à accueillir les nouveaux arrivants et le surplus de population de l'île. Les habitants répugnent alors à s'y installer. Ils jugent ces terres peu fertiles car trop souvent inondées et craignent en y émigrant de ne pas bénéficier des mêmes avantages que la population de l'île, par exemple la protection militaire. Le seul établissement dépendant du comptoir et installé hors de l'île est alors le village de pêcheurs africains situé sur la Langue de Barbarie²¹.

L'idée est reprise en 1837 par le gouverneur de Saint-Louis qui fait dessiner le plan d'une ville nouvelle, Saint-Philippe de Sor, située sur la rive continentale du fleuve face à Saint-Louis²². La ville nouvelle dont l'appellation associe le nom du monarque régnant en France et celui du lieu-dit, est composée d'un ensemble de lots groupés en carrés, séparés par des rues orthogonales. Son centre est occupé par une vaste place ; d'autres places de plus petites

20. Occupés jusqu'alors par les Anglais.

21. Une mince bande de sable entre le fleuve et la mer.

22. Série L. 3. Archives nationales du Sénégal.

tailles sont disposées régulièrement dans la ville. Certains terrains sont réservés à la construction d'édifices publics. Le plan en forme de grille est alors la règle et rappelle les villes nouvelles fondées en d'autres continents à la même époque, ou en Europe quelques siècles plus tôt²³. Le plan s'organise à partir d'un module de base, un carré de quarante mètres de côté, répété selon deux axes orthogonaux. La trame ne prend pas en compte la topographie ; elle ignore notamment la contrainte locale que constitue le niveau des plus hautes eaux du fleuve.

Comme sur certains plans de Gorée au XVIII^e siècle, une liste de noms de personnes accompagne le document graphique et énumère les individus ayant établi une demande de terrain. Celui-ci est accordé gratuitement à condition d'être cultivé. A chaque nom correspond un lot qui est numéroté et borné. Après plusieurs années, tous les lots sont attribués mais, en réalité, peu d'entre eux sont occupés. Les concessionnaires craignent de s'y installer, ils ne veulent toujours pas s'adonner à l'agriculture, et préfèrent vivre du commerce. En requérant des parcelles, les familles saint-louisiennes ne cherchent qu'à se prémunir contre une extension future et contre les projets de l'administration qu'elles mettent en échec. Finalement l'opération est interrompue et seuls quelques terrains sont occupés le long du fleuve. Néanmoins, ces principes d'établissement seront repris avec succès quelques années plus tard.

La population de Saint-Louis continue de croître et dépasse vers 1840 la dizaine de milliers d'habitants, confinés dans le centre de l'île. La densité de population rend encore plus aléatoire le respect des alignements et la matérialisation de l'espace public. En outre, elle se traduit par une densification de l'habitat notamment en paille, sujet régulièrement à des incendies dévastateurs.

En 1843, l'administration fait établir un plan d'extension au nord de l'île dans les zones non inondables²⁴. Ce document, réalisé par le service des Ponts et Chaussées, fixe les conditions d'affectation et la taille des concessions de terrain : les requérants sont autorisés à occuper gratuitement les lots si, dans un certain délai, ils mettent en valeur le site, c'est-à-dire s'ils remblaient les parties marécageuses ou inondables, s'ils enclosent leur terrain et y construisent une habitation.

Faute d'avoir les moyens de viabiliser ces terres, l'administration fait exécuter cette tâche par les habitants qui acquièrent en échange un titre foncier. L'octroi gratuit du sol est compensé par le travail de viabilisation. Ce régime

23. Seules les appellations des rues et des places « d'Orléans », de « Nemours », « Joinville », etc., plus communément du nom de personnalités du royaume, la distinguent d'autres documents graphiques.

25. Par la suite, ces parcelles seront souvent louées à de nouveaux émigrants.

24. Série 3G, 3, Archives nationales du Sénégal.

26. M'Bayes, S., *Le Conseil privé du Sénégal de 1819 à 1854*, thèse de l'Ecole des Chartes, Paris, 1974.

favorise les riches commerçants dont les nombreux domestiques exécutent les travaux. Aussi le nouveau quartier est majoritairement occupé par ce groupe qui étend à peu de frais son emprise foncière²⁵.

L'intervention de l'administration est financièrement minime et présente l'avantage d'ordonner le développement spatial de la ville en contraignant les nouveaux occupants à respecter les réglementations d'alignement et en fixant précisément leur propriété. Les conflits survenus dans les premiers quartiers de Saint-Louis ou à Gorée lors des tentatives d'application des arrêtés sur la voirie sont ainsi évités. A la fin de l'année 1849, les autorités décident de fonder le village de N'Dar Tout, dit « petit Saint-Louis » sur la Langue de Barbarie. Ce projet de lotissement est analogue au lotissement du nord de l'île. Des lots de terrains sont concédés selon un plan qui reproduit le système de la grille orthogonale ; les occupants acquièrent un titre de propriété après avoir prouvé la mise en valeur du terrain concédé.

Le site, dans la mesure où il est considéré par les autorités comme une extension officielle du comptoir devient rapidement attractif. Il présente aussi l'avantage de recevoir les brises marines et d'être nettement plus frais que l'île pendant la période d'hivernage. Certains riches commerçants de Saint-Louis acquièrent des terrains afin de se construire des résidences où ils vont s'installer pendant quelques mois. En quelques années, le quartier se peuple et la Langue de Barbarie jusqu'alors habitée par quelques pêcheurs se « civilise ». Ceux-ci profitent d'ailleurs de la situation. Leur village est à cette occasion reconnu comme partie de la ville bien qu'il ne fasse pas l'objet d'une opération de lotissement ou d'alignement.

L'extension de Saint-Louis ne se limite pas à cette partie du territoire. Le projet d'installation à Sor, sur l'autre rive, est repris. Elle commence d'ailleurs à se peupler de *Bambaras*, c'est-à-dire en fait d'anciens esclaves venus de l'intérieur du continent auxquels les Saint-Louisiens refusent l'installation dans l'île. L'administration voit dans cette population une main-d'œuvre pour développer l'agriculture et assurer l'indépendance alimentaire du comptoir.

En leur accordant des terrains et quelques primes symboliques, elle espère développer des cultures maraîchères. En 1849, quelques concessions sont officiellement attribuées et, en 1852, est établi un plan du village de Bouëtville à Sor où l'accès au sol dépend de la volonté de l'occupant de s'adonner à l'agriculture²⁶.

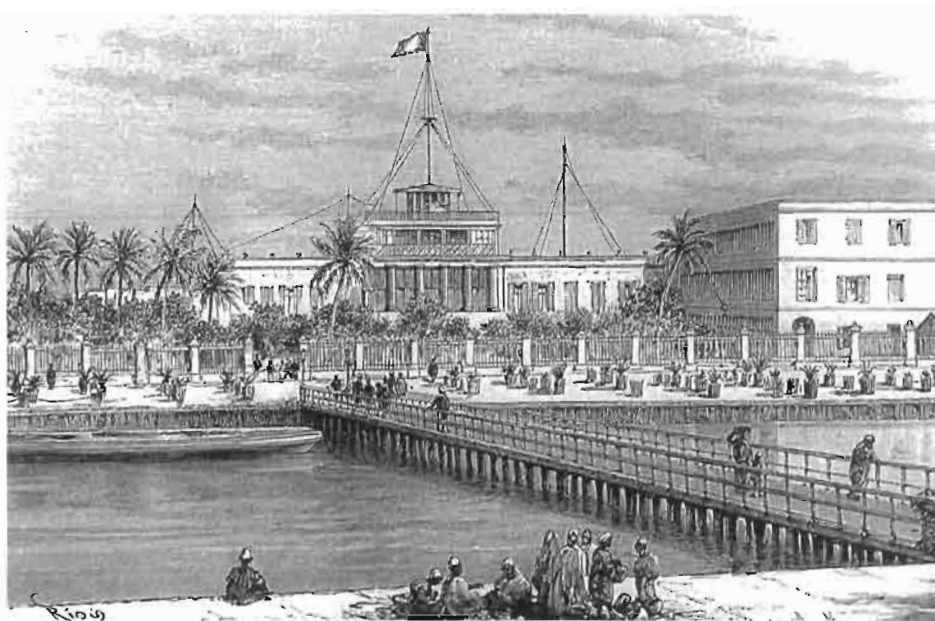
Les équipements

— Le fort

Le développement de Saint-Louis se traduit par son accroissement spatial mais aussi par de nouveaux modes de défense. Dès la fin du XVIII^e siècle, l'administration critique la faiblesse des défenses de Saint-Louis. Le gouverneur Lauzun, qui s'y installe en 1779 considère que tirer un coup de canon depuis le fort risquerait de le détruire totalement, tant les murs sont en ruine et peu entretenus. Plutôt que d'encourager sa réparation, il souhaite renforcer les batteries existantes et en construire de nouvelles. Les habitations, parfois à étages, entourent le fort et risquent d'obstruer les lignes de tirs ou de devenir des cibles. Progressivement, les autorités reportent les postes de défense à l'extérieur du comptoir, au nord et au sud de l'île et sur la Langue de Barbarie. Cette dispersion apparaît plus adaptée pour contrer une attaque. Elle réduit également les frais. Les nouveaux postes se limitent à de petites constructions, parfois de simples pontons supportant les canons.

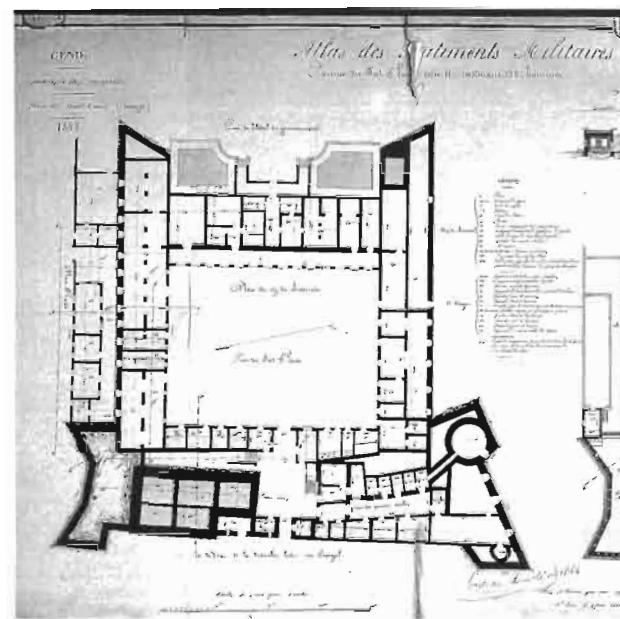
Parallèlement, plusieurs projets visant à loger les troupes sont dessinés vers 1820²⁷. L'un propose d'aménager dans l'enceinte du fort une caserne destinée aux soldats. En 1830, un terrain adjacent au fort, entre celui-ci et le fleuve, est retenu pour recevoir la future caserne. A cette occasion, une réorganisation complète du site est envisagée. Le terre-plein entouré de maisons particulières et des murailles en ruine du fort doit être remplacé par une place aux formes ordonnées, définie par deux casernes, par la façade de l'hôtel du gouvernement et la rive du fleuve. Un nouvel espace administratif et militaire se substituera à l'espace fermé du fort. Les autorités ne s'isolent plus derrière des murailles mais s'affichent dans le comptoir ; l'idéal du château-fort ou du navire a disparu.

La dispersion des lieux d'activités de l'administration s'accompagne d'une production architecturale plus adaptée aux fonctions nouvelles. Au fort bâti avec le temps et à ces formes irrégulières, se substituent des édifices dont les plans sont issus de catalogues conçus en France, comme par exemple ceux des batteries, composées d'un bastion en demi-lune bâti en pierre et renforcées par des talus en terre. Pour les casernes, le Génie reprend les plans utilisés pour Cayenne et l'île de Bourbon (La Réunion) caractérisés par la présence de galeries séparant les pièces d'habitation de l'extérieur et servant de couloir.



27. Fonds DFC, 94, pièces 309 à 315.
Aix-en-Provence, Archives
nationales, Section Outre-Mer.

*Saint-Louis, le fort, vue de la
seconde moitié du XIX^e siècle.*



*Saint-Louis, plan du fort,
XIX^e siècle.*



L'église catholique de Saint-Louis.

28. Fonds DFC. 86, pièce 180, Aix-en-Provence, Archives nationales, Section Outre-Mer.



29. Série P, III, Archives nationales du Sénégal.

La mosquée de Saint-Louis.

Elles évitent l'exposition directe au soleil et assurent une meilleure ventilation.

— *Les établissements religieux*

Les prêtres dont la présence est attestée dans les comptoirs dès le ^{xvii}e siècle, sont souvent des négociants d'esclaves et leur œuvre de christianisation reste limitée. La quasi-totalité de la population est musulmane ; seule une minorité de blancs et de métis sont théoriquement catholiques. A Saint-Louis, une pièce du fort sert alors d'église. L'absence de pratiques religieuses dans les comptoirs est sévèrement critiquée en France. Pour pallier cette carence, sont envoyés au début du ^{xix}e siècle non plus des prêtres isolés mais des représentants de congrégations religieuses qui sont dotés d'un idéal d'évangélisation et qui ne s'intéressent pas au commerce.

Sous leur impulsion, les habitants catholiques de Saint-Louis se cotisent pour bâtir une église ²⁸. Le bâtiment, en briques, est inauguré en 1828. Première église d'Afrique de l'Ouest, elle est aussi un des premiers bâtiments publics civils élevés hors de l'enceinte du fort. Elle reste cependant située face à celui-ci dans le quartier sud, considéré comme le quartier des chrétiens. Son architecture rappelle avec de plus petites proportions d'autres édifices religieux édifiés à la même époque en France. Sa monumentalité s'exprime par des colonnes et une avancée d'inspiration néo-classique, et non par un grand volume, les matériaux utilisés ne le permettant pas.

Si les congrégations religieuses sont à l'origine de la construction de l'église, l'édification d'une mosquée à la même époque résulte d'une autre logique. En 1828, à la suite de demandes répétées, l'administration, soucieuse de composer avec la population musulmane de l'île, autorise la construction d'une mosquée sur un terrain situé au nord. En outre, elle propose un plan qui reprend des éléments architecturaux très hétéroclites : de forme carrée le bâtiment est dominé par une coupole «arabo-byzantine», et entourée de colonnades et d'arches plutôt gothiques ²⁹.

Ce projet n'est toutefois pas retenu et le bâtiment finalement édifié entre 1847 et 1848 par les musulmans suit les prescriptions d'un plan qui est une réplique à plus petite échelle de l'église. Les clochers deviennent des minarets ; les signes de l'Islam se limitent à des arcades et à des embryons de coupoles posées au sommet de chaque tour, autant d'éléments repris à l'architecture d'Afrique du nord. L'administration qui veut produire une certaine monumentalité et des traces durables de son action ne s'inspire pas de l'architecture locale. Les cases de paille, les

maisons de terre trop chétives et trop éphémères à ses yeux, ne sont considérées que comme une expression de la primitivité des mœurs des Noirs et ne sauraient être valorisées.

— Les édifices de l'administration

L'administration coloniale marque sa présence par des édifices militaires et aussi par de nouveaux bâtiments civils. Le Palais du gouvernement général, remarquable par sa façade — là aussi d'inspiration néo-classique — n'est qu'un agrandissement d'un ancien bâtiment du fort. En revanche, le palais de Justice, élevé en 1841, est situé à l'extérieur du fort, dans le quartier nord. Le droit français se manifeste dans des lois, mais aussi dans des rituels qui prennent toute leur dimension seulement dans un espace adapté, ce qui explique la construction d'un tel édifice ordonné autour d'une cour au fond de laquelle est situé un escalier permettant d'accéder aux salles d'audience.

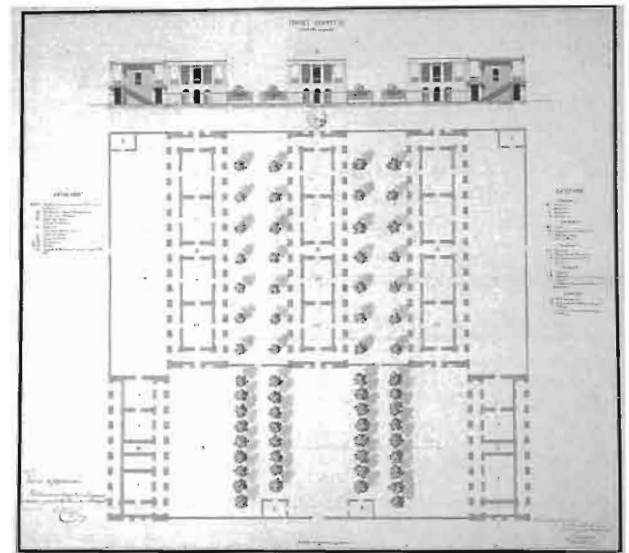
L'hôpital est l'équipement le plus ancien des comptoirs. Dans les premiers forts, certaines pièces sont aménagées à cet effet en raison d'épidémies particulièrement meurtrières. La seule protection consiste alors à isoler les malades pour tenter de réduire les risques de contamination. Initialement, l'hôpital est réservé aux militaires. Il ne s'agit pas d'un hôpital général accueillant les indigents et les malades, mais d'un espace destiné à protéger la santé d'une population indispensable. Les nombreuses critiques formulées vis-à-vis de ce système aboutissent, à Saint-Louis, à l'abandon de plusieurs pièces destinées à cet effet et à la réunion de toutes les activités dans un bâtiment situé le long du fleuve dans le quartier sud³⁰. Malgré les nombreuses demandes des gouverneurs, ce n'est qu'en 1826 qu'un projet d'agrandissement partiel est accepté : il prévoit la démolition d'un pavillon, la construction d'une cuisine, d'un office et la création d'un quai pour diminuer les risques d'inondations. La proximité du bâtiment par rapport au fleuve permet d'évacuer les cadavres directement par voie d'eau, sans avoir à traverser la ville. En 1829, est présenté un projet de logement pour officiers malades, évitant ainsi de les mélanger aux soldats, ainsi qu'un projet de clôture pour réduire les va-et-vient incessants entre l'hôpital et l'extérieur.

L'augmentation de la garnison et l'encombrement des salles poussent les autorités à envisager son agrandissement. En 1841, sont achetés le terrain et la maison jouxtant l'hôpital ; ce bâtiment peut accueillir une quarantaine de malades supplémentaires. Plutôt que de bâtir



Le palais du gouvernement général au début du siècle.

30. Fonds DFC, dossiers 82 à 86. Aix-en-Provence. Archives nationales, Section Outre-Mer.



L'hôpital, plan et élévation, milieu du XIX^e siècle.



L'hôpital, la cour intérieure.

L'hôpital, vue extérieure.



de nouveaux édifices, l'administration préfère louer ou acheter des bâtiments privés, opérations moins coûteuses. Leur nouvelle fonction ne se traduit pas par une modification de l'organisation spatiale. L'important est alors de loger les malades pour les isoler du reste de la population.

En 1851, un nouveau projet d'agrandissement de l'hôpital est établi. Son organisation spatiale a pour but de séparer les différentes catégories de malades. Au rez-de-chaussée, doivent être reçus les blessés ; le premier étage est destiné aux malades atteints de maladies vénériennes et de dysenteries ; enfin le deuxième étage accueille les fiévreux, dont les émanations doivent pouvoir s'envoler à l'air libre sans contaminer les autres malades et les environs. Quant aux officiers, ils logent dans des pièces réservées. Les travaux se dérouleront lentement par manque de moyens et en raison de l'importation de matériaux provenant de France (pierres et briques, chaux hydraulique) et des îles Canaries (pierres). Les briques produites localement sont utilisées uniquement pour les murs non porteurs.

Ce n'est que dans les années 1860 qu'est envisagée une reconstruction complète, plus conforme aux principes hygiénistes. A cette occasion, un programme est défini afin que cet espace s'accorde mieux avec les règles de fonctionnement d'un hôpital. De nombreux bâtiments doivent être détruits, notamment les anciennes maisons particulières annexées. Le projet s'organise autour d'une vaste cour et prévoit que la quasi-totalité des édifices soient entourés de galeries. L'ensemble offre un paysage plus régulier et plus ordonné.

Autour des bâtiments qui subsistent encore aujourd'hui, se trouvent des constructions plus récentes. Pendant longtemps la question de la salubrité publique en raison de la présence de manière endémique de nombreuses maladies a été primordiale pour les autorités locales tant d'un point de vue social que d'un point de vue économique et la majorité des interventions d'aménagement se réfèrent à ce problème.

L'habitation

Si ces équipements modifient le paysage de Saint-Louis, ils n'ont cependant guère d'incidences sur sa composante première, l'habitation. Dans ce domaine plus que dans tout autre, les autorités sont confrontées à des pratiques qui ne s'accordent guère avec leur vision du monde.

Le paysage des comptoirs au début du XIX^e siècle n'est plus composé seulement de huttes de paille dominées par quelques rares maisons à étages. Les maisons en «dur» se font de plus en plus nombreuses. Elles sont habitées par les familles de riches traitants qui logent à l'étage, le rez-de-chaussée faisant office de magasin. En 1828, deux cents maisons en briques sont dénombrées à Saint-Louis ; dix ans plus tard, on en compte 320 dont 229 à étages. Néanmoins, l'habitation la plus répandue reste la paillote.

Les premières mesures visant à réduire leur nombre datent des années 1800³¹. Le gouverneur Blanchot établit un arrêté où les habitants de l'île sont astreints de clôturer leurs terrains par un mur en maçonnerie afin de réduire la propagation des incendies. Blanchot espère ainsi encourager la construction en briques. Il n'impose cependant pas de bâtir les maisons avec ce matériau, considérant que peu nombreux sont les habitants du comptoir qui en ont alors les moyens. Si cette mesure était appliquée sévèrement, elle entraînerait le départ d'un trop grand nombre d'habitants du comptoir et ruinerait son économie.

En 1826, la question est abordée sous un autre angle, l'arrêté de Blanchot n'ayant pas eu d'effet³². Le gouvernement propose d'instituer un impôt sur l'habitation pour accroître les ressources de la colonie. Afin de favoriser la construction en briques, certains suggèrent de n'imposer que les cases de paille ; d'autres préfèrent exempter d'impôt pendant plusieurs années les habitants qui ont construit des maisons en briques, conservant ainsi le principe d'un impôt pour tous. Finalement, seules «les maisons à loyer» sont imposées. L'année suivante, un violent incendie qui détruit plusieurs centaines de cases dans l'île fait ressurgir le débat. Certains membres du gouvernement proposent de créer un village réservé aux Noirs qui n'ont pas les moyens de bâtir en briques et qui ne seraient pas autorisés à demeurer dans le centre de la ville³³. Un autre mode d'intervention est alors imaginé. Dans l'impossibilité de modifier l'habitat existant, les autorités suggèrent d'intervenir uniquement dans les zones sinistrées par les incendies ou les inondations. Aussi proposent-ils une réglementation pour la reconstruction des cases : une commission fixe à trois mètres la hauteur maximale des cases et à deux mètres la distance minimale entre deux cases. En outre elle interdit la construction de cases carrées — cette forme favorisant la juxtaposition — et considère que toute case bâtie à moins de dix mètres d'une maçonnerie doit être détruite.



Saint-Louis, escalier dans une cour.

31. *Bulletin administratif du Sénégal*. Saint-Louis, 1805 à 1820.

32. Série 3G. 3. Archives nationales du Sénégal.

33. Un notable métis suggère de les installer dans le nord de l'île tandis qu'un fonctionnaire européen voudrait les voir déménager sur les rives continentales du fleuve. Ce projet n'est pas retenu ; il risque de susciter des révoltes violentes ou des départs massifs.

Détail de modénature à
Saint-Louis.



34. Ce système ne s'avère guère plus efficace. Les habitants touchent les primes en prétendant avoir détruit des cases qui n'existent pas.

35. Le recensement de 1848 nous apprend que sur 3237 constructions dénombrées dans l'île, on compte 2917 cases.

L'obligation de construire en briques est abandonnée, les habitants refusant d'investir dans ce type de construction pour le logement de leurs esclaves. A la contrainte se substitue alors l'encouragement par un système de primes. En 1830, elles sont attribuées aux habitants qui détruisent des cases en paille et à ceux qui élèvent des constructions en briques³⁴.

Les opérations de recensement sont également utilisées pour favoriser le respect des mesures. En dénombrant le nombre exact de maisons en «dur» et de cases dans chaque concession, il est théoriquement possible de repérer si les habitants se conforment à ces règles et d'imposer la destruction des nouvelles cases³⁵.

Le bilan de toutes ces mesures s'avère largement négatif, les incendies sont toujours aussi nombreux et dévastateurs, mais l'échec n'est pas total. Il permet l'expérimentation de différentes procédures et l'évaluation de leur efficacité. En 1843, de nouveaux textes concernant la salubrité publique reprennent certaines des prescriptions. De plus, le débat sur cette question s'amplifie dans le comptoir et les habitants sont de plus en plus nombreux à s'y intéresser et à intégrer les critiques formulées sur l'habitat de paille. Cet état d'esprit facilitera l'œuvre de futurs gouvernants qui tenteront de résoudre cette question en utilisant la force et non plus l'incitation.

Si la construction en briques est posée comme modèle par l'administration, la composition spatiale des bâtiments reste à l'initiative des habitants. Ceux-ci édifient le plus souvent des maisons en rez-de-chaussée moins coûteuses que celles à étages. Les plans ne sont pas à l'origine adaptés aux conditions climatiques locales : pièces nombreuses et peu aérées ; fenêtres de petite taille n'assurant pas une bonne ventilation. Les négociants répètent d'abord les principes des maisons bâties par les Européens qui ont eux-mêmes reproduit les usages de leur pays d'origine.

Seuls les matériaux tiennent compte de la situation locale. Les murs sont en briques, tantôt cuites, tantôt séchées, selon les moyens, et sont recouverts de chaux produite à partir des coquillages, qui permet de les lier. Les toitures sont plates et recouvertes d'«argamasse», mélange de terre et de ciment de chaux. Quant au bois utilisé pour les supporter, il provient généralement des roniers. Les matériaux importés comme la pierre des Canaries ou le bois d'Amérique sont réservés aux bâtiments administratifs. Peu à peu des modifications apparaissent dans certains bâtiments et témoignent d'un souci d'adaptation

au climat : les ouvertures s'agrandissent ; les pièces deviennent de plus en plus grandes, s'ouvrent sur deux côtés assurant ainsi une meilleure ventilation ; des galeries s'élèvent sur les façades sud afin de protéger les pièces d'habitation du rayonnement direct du soleil.

Les maisons en briques aux formes massives contrastent avec le paysage des cases de paille, mais elles ne sont pas toujours plus confortables. L'air pénètre difficilement dans toutes les pièces, souvent très chaudes. Les modes de construction et les matériaux tolèrent mal la violence du rayonnement solaire et des pluies qui fissurent les toits et les murs et laissent pénétrer l'eau. Si ces édifices ne sont pas encore fonctionnels et confortables, ils constituent néanmoins les signes d'appartenance de l'habitant à l'élite sociale de la communauté du comptoir.



Encadrement de porte à Saint-Louis.

Une capitale : Saint-Louis

Au milieu du XIX^e siècle, les comptoirs ne sont plus tous des espaces limités à des forts autour desquels s'agglutinent, dans des cases, les populations indigènes. Des réglementations de salubrité publique, des procédures foncières, des équipements nouveaux sont apparus. Néanmoins ces places restent isolées les unes des autres et du reste du continent.

Au cours de la deuxième moitié du XIX^e siècle, les rapports socio-économiques se transforment radicalement en Afrique noire. Le Sénégal est l'une des rares contrées où l'autorité française est reconnue et peut constituer un lieu de colonisation. Sa conquête territoriale est menée par le gouverneur Faidherbe qui commence par occuper le royaume côtier du Cayor, dont dépend théoriquement la presqu'île du Cap Vert. Cette conquête sera étendue ensuite aux royaumes situés à l'intérieur du continent. En même temps que s'effectue la conquête territoriale, des investissements importants sont réalisés pour permettre l'exploitation agricole, principalement la culture de l'arachide au Sénégal. La puissance publique finance des travaux d'équipement centrés sur des réseaux de communication reliant les différents pôles économiques. Au Sénégal, une voie de chemin de fer entre Saint-Louis et Dakar est construite en 1880 et dessert les zones de plantation.

Dans les comptoirs, les négociants noirs et métis perdent leur pouvoir au profit des maisons de commerce, notamment bordelaises dont la venue est favorisée par l'administration. La population augmente régulièrement, l'activité économique se développant et attirant de nombreux ruraux. Ceux-ci servent de main-d'œuvre mais leur nombre pose de nouveaux problèmes : la question de la cohabitation des différentes communautés devient un thème de réflexion pour les édiles. Au fur et à mesure que la population s'accroît, les Européens, toujours peu nombreux, craignent de ne pouvoir contrôler l'installation des Africains. Cette situation suscite la recherche de solutions, notamment spatiales destinées à assurer la « paix blanche » et donne une spécificité aux modalités d'aménagement des villes coloniales.

Lorsque Faidherbe devient gouverneur de la colonie, Saint-Louis, malgré ses débordements sur les rives du fleuve, reste centré sur une île à laquelle on accède grâce aux services de piroguiers africains. Dès 1856 est édifié un pont entre l'île et la lagune de Barbarie afin de pouvoir

Saint-Louis, l'ancien camp militaire.



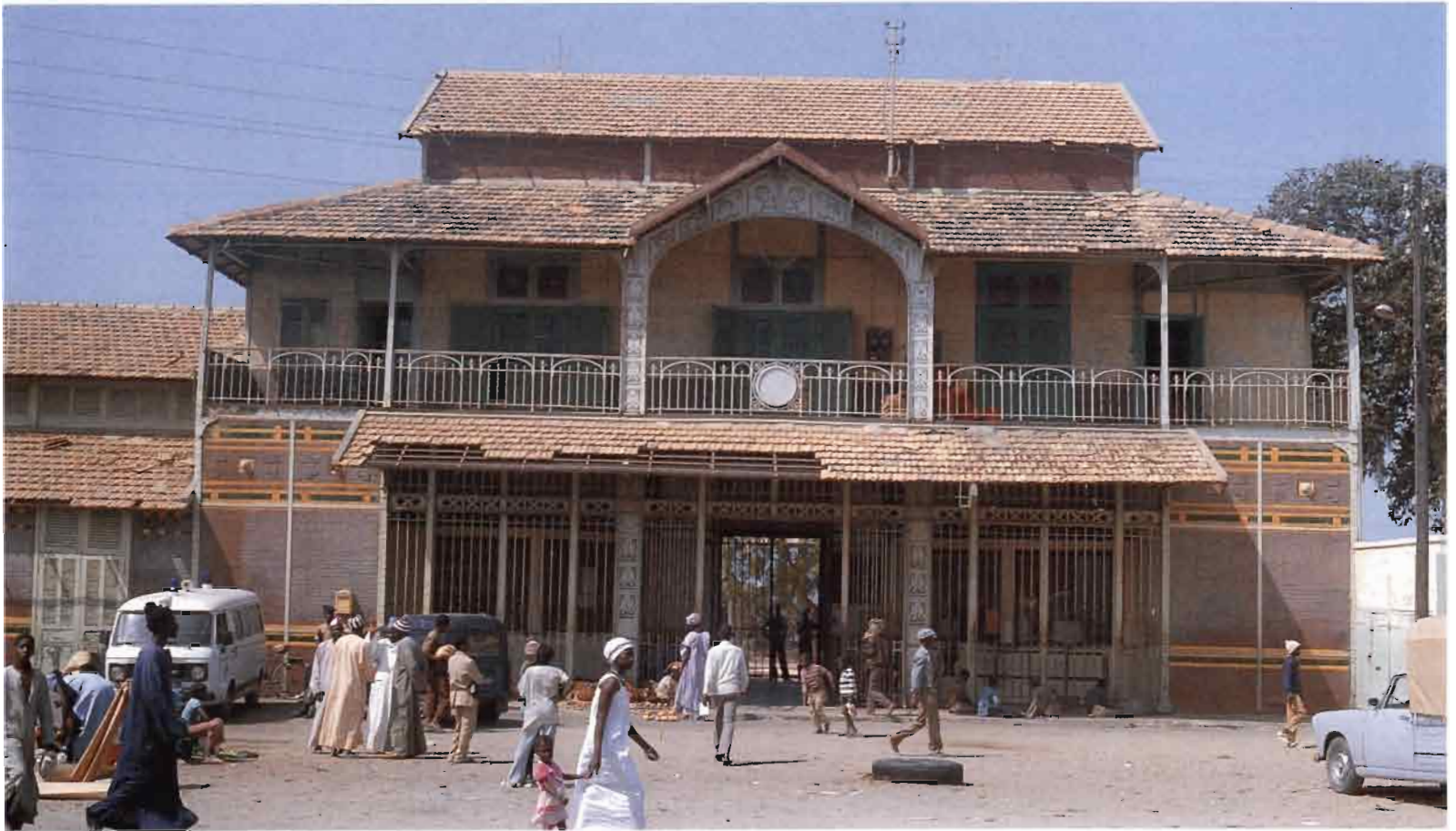
repousser, grâce à l'intervention rapide de la troupe les bandes de pillards qui volent le bétail ³⁶.

Ce premier lien avec le continent est insuffisant ; cette terre est désertique et isolée. Le pont ne suffit pas à renforcer les relations commerciales avec la population de l'intérieur. En 1858, un service de bac contrôlé par les autorités est inauguré ; il relie l'île à la rive continentale du fleuve. A cette opération s'ajoute la construction de ponts et de tours de garde sur cette rive souvent inondée. La circulation des biens et des personnes vers Saint-Louis est ainsi facilitée. L'ouverture vers l'extérieur se concrétise finalement en 1865 par la construction d'un pont de bateaux de 600 m sur le grand bras du fleuve.

Le développement ordonné de l'espace se heurte à la configuration du site. Le sol sablonneux est instable. En, outre, certaines parties de l'île sont inondables ; d'autres deviennent des mares à la saison des pluies. Aussi, les quelques rues tracées sont régulièrement recouvertes par le sable, seules les cases émergent sur cette île ingrate. Afin de donner au sol une «consistance», plusieurs opérations sont décidées. Certaines dépressions inondables sont comblées. Les principales rues sont recouvertes d'une couche de gravats et de gravillons unis dans un mortier de ciment. Des cocotiers sont plantés le long des rues ; ils présentent aussi l'avantage de matérialiser verticalement les tracés. A l'image des platanes ou des marronniers bordant les rues des cités françaises, ils sont autant de mâts de civilité qui déterminent visuellement des axes sur cette île encombrée d'habitations. Des trottoirs sont aussi édifiés le long des principales voies et concourent à renforcer la matérialisation de la rue. Enfin, des becs de gaz sont installés le long des principaux axes.

Si ces opérations de voirie induisent des régularités, elles visent aussi une certaine séduction. Ces avenues déterminent en effet des perspectives ombragées et offrent un nouveau spectacle destiné à émerveiller les citadins et notamment les Africains ; les lumières de la ville qui illuminent pendant la nuit l'île contrastent avec les «ténèbres» de la brousse.

Il ne suffit cependant pas de matérialiser les rues existantes ; encore convient-il d'en produire de nouvelles, notamment le long des berges du fleuve alors occupées par les habitants. En proposant de viabiliser les rives, le gouvernement veut supprimer les nombreux dépôts d'ordures qui y sont amassés, mais aussi contrôler le commerce local ; ces rives privées forment autant de ports privés et l'administration ne peut connaître les mouve-



Saint-Louis, la gare.

ments de marchandises. En créant des quais publics, l'île est mieux protégée des crues et la circulation de navires est mieux contrôlée.

Malgré ses alignements virtuels, l'île ne présente pas un paysage ordonné. La majorité des habitations sont des «chaumières», des bâtiments en paille ou en chaume ; les constructions rectangulaires en briques restent cernées par des grappes de paillotes qui, aux extrémités de l'île et dans les quartiers des rives du fleuve, constituent le seul type d'habitat.

En engageant la «bataille de la paillote», Faïdherbe veut supprimer un facteur d'insalubrité pouvant provoquer des incendies qui risquent de réduire à néant les investissements : casernes, écoles, hôpital. L'originalité de sa démarche repose dans la méthode utilisée. Le système coûteux et inefficace des mesures incitatives à la destruction est supprimé et la force est employée. Chaque année, à la manière des campagnes militaires, un certain nombre de rues du centre de l'île doivent être nettoyées de leurs paillotes. En sept ans, dix-sept rues sont débarrassées de ces constructions qui cependant, continuent à se développer dans les zones non touchées par les arrêts³⁷.

37. Cette bataille, dont on en trouve encore des traces dans le *Journal Officiel du Sénégal* en 1870, n'atteindra qu'au début du XX^e siècle son objectif et ce type d'habitat perdurera pendant longtemps dans les autres quartiers de Saint-Louis.

38. «En descendant la côte d'Afrique, quand on a dépassé l'extrémité sud du Maroc, on suit pendant des jours et des nuits un interminable pays désolé, c'est le Sahara, "La grande mer sans eau". Les plages du désert ont cinq cents lieues de long, sans un point de repère pour le navire qui passe, sans une plante, sans un vestige de vie. Les solitudes défilent avec une monotonie triste, les dunes mouvantes, les horizons indéfinis, et la chaleur augmente d'intensité chaque jour. Et puis enfin apparaît au dessus des sables, une vieille cité blanche plantée de rares palmiers jaunes, c'est Saint-Louis du Sénégal, la capitale de la Sénégalie. Une église, une mosquée, une tour, des maisons à la mauresque. Tout cela semble dormir sous l'ardent soleil, comme ces villes portugaises qui fleurissaient jadis sur la côte du Congo. [...] On s'approche et on s'étonne de voir que cette ville n'est pas bâtie sur la plage, qu'elle n'a pas même de port, pas de communication avec l'extérieur. La côte basse et toujours droite est inhospitalière comme celle du Sahara, et une éternelle ligne de brisants en défend l'abord aux navires. On aperçoit aussi ce que l'on avait pas vu du large sont d'immenses fourmilières humaines sur le rivage, des milliers et des milliers de cases de chaume, des huttes lilliputiennes aux toits pointus, où grouille une bizarre population nègre. Ce sont deux grandes villes Yolofes, Guet N'Dar et N'Dar Toute qui séparent Saint-Louis de la mer.» Pierre Loti, *Le roman d'un spahi*, Paris, Calmann Lévy, 1967.

La capitale de la colonie voit son équipement s'améliorer. Progressivement, de nouvelles rues sont tracées, des écoles, un hospice civil sont construits. Le plus souvent, ces bâtiments rappellent dans leur organisation et leurs formes les modèles en vigueur en France. A partir des années 1870, Saint-Louis subit la concurrence de Dakar, le nouveau port de la colonie. La majorité des investissements en matière d'édifices publics y sont concentrés et les projets concernant Saint-Louis sont pour la plupart des agrandissements ou des réfections de bâtiments existants. Le centre de la ville s'orne cependant de quelques bâtiments nouveaux, l'Hôtel du Conseil général et la mairie, finalement édifiée en 1888, où s'installent ces instances dotées alors d'un plus grand pouvoir. Enfin, en 1897, le pont de bateaux qui relie l'île au continent, est remplacé par un pont métallique dessiné par Gustave Eiffel et destiné initialement à la traversée du Danube.

Si les administrateurs rêvent d'une ville limpide et ordonnée, les chaumières continuent à pulluler hors du cadre toujours décrit, et la population continue à être décimée chaque année par les épidémies de fièvre jaune et de malaria, limitant ainsi les possibilités de développement. La volonté de vider la ville de tous les signes d'insalubrité aboutit paradoxalement à une nouvelle représentation de Saint-Louis qui n'est guère plus flatteuse. Les voyageurs qui la visitent ne s'émerveillent pas devant des rues vides et alignées, mais relèvent l'ambiance funèbre qui y règne et qui contraste avec les foules bruyantes et colorées des quartiers africains. A vouloir trop bien faire, les autorités produisent une image de ville endormie, sans activité, associée aux épidémies, aux fièvres et qui renforce les représentations négatives de la colonie. La population en France est particulièrement sensible à une littérature romanesque s'alimentant de l'exotisme et produisant des images bien plus marquantes que celles des panégyriques officiels. Saint-Louis, symbole de l'Afrique coloniale, devient dans ces récits, une cité lointaine perdue dans les sables et les fièvres, comme se plaît à la décrire Pierre Loti, qui y demeure quelques mois en 1873³⁸.

Une ville nouvelle : Dakar

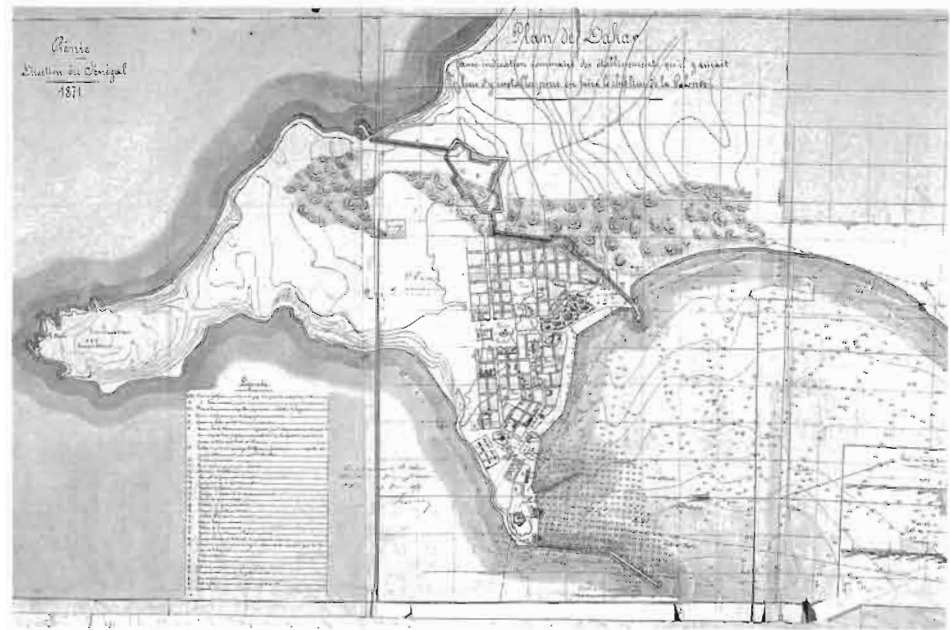
L'autorité coloniale est souveraine dans la presqu'île du Cap Vert seulement dans l'île de Gorée. La disparition de l'économie de traite entraîne un déclin momentané de ce comptoir qui se reconvertit dans le négoce de la gomme puis de l'arachide. L'espace fait défaut sur cette petite île pour accueillir les entrepôts et les locaux de l'administration ; les nouveaux venus s'agglomèrent dans des habitations dont la densité augmente sans cesse. De plus, cet établissement, comme Saint-Louis, est sous la dépendance totale du continent et donc des chefs locaux pour son ravitaillement en eau potable, en alimentation, en bois, en matériaux de construction.

Malgré l'étroitesse du site, l'administration craint de s'installer sur la terre ferme, «terre des fièvres et de la barbarie». En 1765, le gouverneur de Gorée acquiert auprès du souverain local, le Damel du Cayor, le village de Dakar et les îles des Madeleines. Cette annexion a pour but non pas de préparer la fondation d'un établissement, mais simplement de faciliter le commerce. Ce n'est qu'en 1845 que se dessine l'idée d'aller occuper cette presqu'île. En 1857 la troupe prend officiellement possession du territoire de Dakar pour faciliter la circulation des biens et des personnes sur cette terre et éviter notamment le pillage des navires qui échouent sur les rivages.

A peine la troupe débarquée, les Goréens s'empres- sent de louer ou d'acheter des terrains aux habitants de Dakar et y édifient rapidement des entrepôts. Nombreux sont ceux qui cherchent à occuper un maximum de surface dans l'unique but de spéculer. En 1862, afin de freiner cette pratique, le gouverneur Pinet-Laprade établit un vaste plan de lotissement pour la ville, où le sol est affecté de fonctions précises : des terrains sont réservés pour les édifices publics ; les zones le long de la côte, sur une largeur de 81 m, sont destinées à être des réserves foncières et doivent être vidées des constructions en paille et en terre ; les autres terrains situés à l'intérieur du périmètre de l'agglomération et déterminés par la trame orthogonale des rues dont même la largeur est définie précisément, peuvent être affectés à des particuliers selon le régime de la propriété foncière établi selon les règles du Code civil³⁹.

Cette organisation de l'espace vise notamment à éviter que ne se reproduisent les conflits apparus à Gorée ou à Saint-Louis. Dakar ne doit plus être un lieu subordonné aux intérêts des particuliers. Ce projet est unanimement critiqué par les Saint-Louisiens et les Goréens qui ne sou-

Dakar, plan de lotissement de 1871.



39. Charpy, J. (documents réunis par), *La fondation de Dakar*, Paris, Larose, 1958.



*Dakar, le marché Kermel
(1910-1920).*

40. L'agglomération nouvelle, pendant longtemps, se limite à un tracé. Pendant vingt ans, le plan de Pinet-Laprade suffira pour absorber le développement de Dakar.

haitent pas l'édification d'une ville concurrente. Plutôt que de s'y installer et de se plier aux réglementations, les habitants à l'étroit dans l'île émigrent vers l'ancien comptoir de Rufisque qui voit sa population et son activité augmenter fortement. Il devient alors le principal centre de commerce de la presqu'île du Cap Vert. En revanche, les lots régulièrement piquetés de la ville de Dakar ne se remplissent pas ⁴⁰.

Le projet de ville ne se limite pas seulement à un plan, il prévoit l'édification de bâtiments destinés à abriter de nouveaux services, principalement militaires : caserne de cavalerie, caserne de gendarmerie, quartier disciplinaire et hôpital. Comme à Saint-Louis, les officiers du Génie reproduisent les modèles des atlas de constructions militaires. Ce projet de ville vise à renforcer la présence française dans la région en favorisant l'installation des colons et en réduisant la crainte de l'épidémie. Pour cela les administrateurs manquent d'outils. En proposant d'établir des canalisations le long des rues, en orientant les voies en fonction des brises, en implantant les édifices militaires et sanitaires dans les « zones les plus salubres », Pinet-Laprade ne fait que reprendre des principes anciens similaires aux recommandations de Vitruve.

Ce type de mesures n'offre guère de nouveauté par rapport à celles réalisées à Saint-Louis ; même le plan directeur de Dakar n'est pas sans rappeler à bien des égards le plan de la ville nouvelle de Saint-Philippe de Sor dessiné une quarantaine d'années plus tôt. Seule la prise en compte du site dans la composition du plan l'en distingue. Ce souci ne résulte pas d'une réflexion plus élaborée sur

*Dakar, la cathédrale
soudano-byzantine
construite à la fin des années
trente.*



la fondation des villes mais il est simplement lié aux reliefs différents des sites. Quant aux investissements en matière de construction, ils restent concentrés dans les bâtiments militaires et dans quelques équipements.

En revanche, ce projet a une autre ambition, celle d'un développement à l'échelle d'une région. La ville doit être implantée sur une côte où existent déjà deux centres économiques, Gorée et Rufisque. Le dessein de l'administration ne consiste pas seulement à créer un port et quelques équipements mais à réorganiser l'économie agricole en la centrant dans cette ville ⁴¹.

42. La population augmente alors rapidement, elle passe de 6 000 habitants en 1887 à 8 300 en 1891 pour atteindre 18 000 habitants en 1904.

41. Pinet-Laprade imagine même la suppression de Rufisque et veut imposer plus lourdement les commerçants de ce comptoir pour favoriser leur émigration vers Dakar.

Le développement de Dakar ne débutera réellement que grâce à la construction d'une voie de chemin de fer reliant la ville à Saint-Louis et permettant l'acheminement des productions locales vers le port ⁴². Si l'activité de Rufisque se met à diminuer, celle de Saint-Louis jusqu'aux années 1920 se maintient grâce au fleuve. La suprématie de Dakar est définitivement établie lorsque la ville devient la capitale de la fédération de l'AOF en 1904. Elle bénéficie alors de la majorité des investissements d'infrastructure qui permettent principalement de construire un grand port.

Dakar, la gare construite vers 1910.



La ville coloniale modèle

La coexistence des groupes sociaux et raciaux dans la ville devient au début du ^{xx}^e siècle un des thèmes majeurs de réflexion des aménageurs coloniaux. L'idée d'isoler spatialement les groupes sociaux en fonction de leur niveau d'intégration se traduit par la division de l'espace urbain en une zone réservée aux indigènes et une zone destinée aux Blancs et aux «évolués». Les premiers, exclusivement de race noire renvoient à une Afrique d'avant l'arrivée des Blancs, sauvage et dangereuse ; les seconds sont les agents directs et indirects de la civilisation. Les uns «continuent à s'entasser dans des cases insalubres» et représentent un danger pour les autres qui se conforment progressivement aux règles de la société occidentale, telle qu'elle est phantasmée par les idéologues progressistes.

Dans un premier temps, jusqu'au début du ^{xx}^e siècle, les mesures en matière d'urbanisme visent uniquement à séparer ces deux communautés. La ville coloniale est composée des quartiers européens où logent également quelques auxiliaires africains, auxquels se greffent les villages «indigènes», repoussés à l'extérieur. L'idée de séparer les communautés dans la ville s'accorde avec l'économie locale. Les ressources financières consacrées à ces contrées restent limitées ; aussi est-il nécessaire de les dépenser avec parcimonie. S'ils veulent produire en Afrique les signes et les codes de la nation française, les autorités réalisent qu'il leur est impossible de transformer la totalité de la ville.

A partir des années 1910, l'accroissement des activités et de la population dans certaines villes amène l'administration à modifier ses positions. L'extension des villages Indigènes tout autour de la ville blanche pose divers problèmes. Cette population pourrait se révolter contre l'autorité coloniale ; pour certains la ville blanche apparaît cernée par la «primitivité», pour d'autres elle risque d'être atteinte par les miasmes émanant de ces quartiers.

La crainte de l'épidémie n'est pas simplement médicale ou sociale ; une épidémie bloque l'économie urbaine⁴³. La ville contaminée est alors isolée militairement du reste du territoire afin de limiter les risques d'extension de l'épidémie et les marchandises comme les hommes ne peuvent plus circuler. Enfin, la disproportion de plus en plus grande entre les quelques rues rectilignes des centres européens et les villages indigènes met en évidence les limites du projet assimilationniste de colonisation. Le modèle à suivre en terme d'établissement n'a

44. Dans ce contexte, l'administration envisage de mettre fin à la coexistence de deux formes d'urbanisation et de transformer les modes d'accès au sol et d'occupation de l'espace dans les villages indigènes entourant les centres urbains. Les premiers projets sont imaginés pour les villes nouvelles des régions de plantation d'arachide au sud de Dakar mais les premières opérations d'envergure sont menées dans cette ville.

guère d'incidence auprès de l'ensemble de la population⁴⁴.

La division sociale de la population au niveau de l'espace urbain n'a toutefois pas dans les colonies françaises d'Afrique et particulièrement au Sénégal la même force et l'incidence que dans les colonies anglaises ou belges. On ne peut à proprement dit y parler de ségrégation raciale comme cela fut réalisé en Afrique du Sud. Par exemple, la libre circulation entre les quartiers reste possible même si elle n'est pas encouragée : à Saint-Louis, certaines rues où demeuraient les Européens étaient interdites aux Noirs à l'heure de la sieste. Il n'y a pas non plus de production d'équipements distincts selon les races (transports, loisirs).

La pensée coloniale française évitera toujours — et notamment au niveau de l'organisation de l'espace —, de s'appuyer sur le discours racial d'autant qu'il peut être en contradiction avec certaines lois édictées dans les colonies au ^{xix}^e siècle tels que le régime du Code civil et la loi communale de 1885. De plus, le développement avant la phase de colonisation d'une classe commerçante métis puis noire dans les comptoirs limite cette possibilité. Ainsi, à Dakar comme à Saint-Louis, malgré la création de quartiers indigènes, de nombreux Africains font valoir leurs droits fonciers et continuent à résider dans les vieux quartiers où logent les Européens. Enfin, la colonisation française n'est pas une colonisation de peuplement. La population blanche qui reste très faible numériquement a besoin de nombreux intermédiaires africains pour faire fonctionner l'appareil et ne peut donc en même temps les repousser hors de la ville.

43. Pulvéris, «Une épidémie de fièvre jaune à Saint-Louis en 1881», in *Bulletin de l'IFAN* (Dakar), série B, xxx, n° 44, 1968.

La ville indigène : la Médina de Dakar

L'idée de déplacer les établissements des Africains apparaît dès la fondation de Dakar. En 1858, certains villages Lebou sont évacués pour que les Européens puissent s'installer. Cette pratique est reproduite à plusieurs reprises au cours du XIX^e siècle mais se réalise sans trop de heurts car elle ne concerne qu'un nombre limité de personnes. La nouveauté de l'opération de la Médina réside dans l'importance du déplacement envisagé.

L'épidémie de peste de 1914 dans les quartiers où résident des Africains est l'argument invoqué. Dans un premier temps, l'administration veut établir des cordons sanitaires autour des zones touchées par l'épidémie mais leur dispersion dans la ville désorganise totalement la circulation et l'économie. Rapidement, toute la ville est déclarée sinistrée. Le projet de déplacer la population indigène dans la périphérie est alors envisagé afin de réduire dans la ville les risques de propagation de l'épidémie⁴⁵.

Les premières mesures concernent l'habitat. A l'intérieur d'un périmètre, toutes les maisons en matériaux précaires — bois, paille, carton — doivent être détruites ; quant aux maisons en «dur», elles seront seulement désinfectées. Les habitants des premières ne pourront demeurer sur place que s'ils reconstruisent en matériaux durables, sinon ils seront expulsés dans le nouveau quartier. Les médecins considèrent en effet que les rats qui véhiculent le bacille sont plus nombreux dans les maisons en matériaux précaires que dans celles en maçonnerie. La violence des protestations conduit le Gouverneur général à revenir sur certaines mesures : les Lebou peuvent demeurer dans la ville s'ils reconstruisent en matériaux durables. Finalement, un grand nombre d'Africains restera sur place et le quartier de la Médina accueillera principalement les migrants récents et les citadins ne possédant pas de titres fonciers⁴⁶.

L'opération de la Médina est un exemple de la doctrine coloniale sur la ville. Elle précise aussi l'organisation des quartiers indigènes. Ce type de quartier est désormais défini selon les principes du lotissement appliqué dans les quartiers européens. Le plan respecte une trame orthogonale qui marque les emprises des parcelles et des rues. Les occupants sont nominalement désignés et acquièrent un permis d'occuper reconnu par l'administration. Ce titre, réservé aux Africains, est cessible à un tiers à condition qu'il soit indigène, et ne permet pas à l'administration de «déguerpir» le quartier sans verser d'indemnité aux occu-

pants. De ce fait, seule la construction en matériaux précaires est tolérée afin de limiter les éventuelles indemnités. Enfin, les bâtiments édifiés ne sont qu'à usage exclusif d'habitation ; ces quartiers ne sauraient concurrencer les quartiers commerciaux.

La Médina sera progressivement agrandie avec le développement de Dakar. Ce quartier ne représente plus aujourd'hui qu'une petite partie de l'agglomération mais symbolise encore une certaine forme d'urbanisation.

45. Betts, «The Establishment of the Médina in Dakar», in *Africa*, vol. XLI, n° 2, avril 1971.

46. A la fin des années 1920, la population de la Médina compte 8 000 personnes ; 20 000 Africains continuent à résider dans les anciens quartiers de Dakar. Cf. Seck, A., *Dakar métropole ouest africaine, mémoire IFAN, Dakar, 1970*.

Dakar, baraque coloniale des années 1900-1910.



L'Institut Pasteur sur le plateau de Dakar.



47. Royer, J. (textes réunis par), *L'urbanisme aux colonies et dans les pays tropicaux*, Paris, 1932-35.

La ville blanche : le plateau

L'implantation des citadins dans la ville blanche est autrement plus réglementée que dans les quartiers indigènes où l'administration française n'opère pas de regroupements particuliers, ethnique par exemple. Dans cette portion de ville, les aménageurs tentent d'appliquer le principe de séparation spatiale des activités et des communautés, déjà parfois appliqué à une échelle plus réduite dans certains comptoirs, par exemple le quartier de la mission ou celui de «l'escale» où se réunissent les traitants⁴⁷.

L'administration civile d'une part et l'administration militaire d'autre part sont les principaux acteurs de l'aménagement de ces quartiers auxquels s'ajoutent parfois les missions religieuses qui occupent souvent de vastes terrains. Religieux et militaires, bien que peu nombreux, impriment fortement leur marque dans ces quartiers et encouragent une extension horizontale. Leurs domaines ne sont souvent peuplés que de quelques dizaines de personnes. Les fonctionnaires civils, loin de remettre en cause leurs privilèges en matière d'implantation, cherchent à les imiter en revendiquant de vastes parcelles. Peu à peu se constituent dans les villes coloniales des quartiers réservés aux fonctionnaires européens, à vocation essentiellement résidentielle et possédant un paysage et une ambiance spécifiques. Des villas aux plans issus des catalogues alors en vigueur, sont construites dans de grandes parcelles, généralement regroupées par quatre formant ainsi un «carré», unité de base des plans des lotissements. Ces maisons au début du xx^e siècle ne se distinguent guère les unes des autres. Elles reprennent les principes d'organisation spatiale des logements militaires. Aussi, lorsque des bâtiments publics sont édifiés dans ces quartiers (école, dispensaire...) ils sont souvent semblables aux maisons d'habitation.

Cette homogénéité n'est pas toujours remarquable tant les édifices sont rapidement masqués par la végétation. Le paysage de la ville blanche renvoie à celui des cités-jardins et évoque un parc urbain où seraient disséminées régulièrement des habitations. Faiblement peuplé, ce quartier est peu fréquenté et se distingue des autres espaces urbains par le silence qui y règne.

La position sociale privilégiée des fonctionnaires civils et militaires se traduit dans l'espace urbain. Leurs résidences sont le plus souvent regroupées sur un terrain surélevé considéré comme plus salubre qui domine la ville, à l'image de l'acropole gréco-romaine, d'où l'appel-

lation de «plateau». A Saint-Louis, le sol uniformément plat ne permet pas d'isoler cette population sur un monticule. En outre, l'ancienneté du peuplement de l'île oblige l'administration à composer avec les habitants. Les fonctionnaires sont systématiquement regroupés dans les quartiers nouvellement lotis dans le nord de l'île et dans le quartier de Sor. A Dakar, la création d'un plateau est d'autant plus facile que le site s'étend sur un promontoire. En même temps que se développe la Médina à l'extérieur de la ville, s'étend au nord le nouveau quartier réservé aux Européens.

La maison à véranda

La ville coloniale ne se caractérise pas seulement par son organisation spatiale. Elle possède un modèle d'habitat spécifique que l'on remarque principalement dans les quartiers où demeurent les Européens. La maison à véranda symbolise le mode de vie du colon même si à l'origine, elle n'est destinée qu'à quelques groupes de la population blanche. Au Sénégal, Dakar, plus que Saint-Louis déjà fortement urbanisé à la fin du XIX^e siècle, est le lieu où se développe le plus ce type d'habitation, notamment sur le plateau.

La maison à véranda apparaît à la fin du XIX^e siècle comme une réponse à diverses préoccupations dans les colonies. En premier lieu, elle répond dans son organisation aux exigences des climats tropicaux. En outre, elle est en conformité avec les réglementations hygiénistes. Enfin, elle est facile à mettre en œuvre. Plus globalement, elle permet d'imprimer un style particulier à l'habitation coloniale et a valeur de modèle. Elle se distingue d'une part de l'habitat métropolitain d'autre part de l'habitat vernaculaire.

Les ingénieurs qui conçoivent ce modèle ne se réfèrent pas particulièrement au contexte africain. Pour résoudre la question de «l'habitat tropical aux colonies», ils cherchent des solutions dans ce qui a été déjà produit dans d'autres colonies, espagnoles en Amérique latine, anglaises en Asie. La présence de vérandas tout autour des corps d'habitation dans ces pays leur semble une solution adéquate. D'abord destiné aux militaires, ce type de construction est ensuite étendu aux édifices civils, à usage public et privé, en même temps qu'il est affiné.

Les pièces d'habitation, toutes alignées, s'ouvrent systématiquement sur deux côtés afin d'assurer une bonne ventilation ; leurs dimensions oscillent entre quatre et cinq mètres de côté et leur forme est généralement un

*Modèle de villa coloniale
«Placimbo» pour le Sénégal
dans les années vingt.*



carré. Le volume du bâtiment diffère principalement en fonction du nombre de pièces juxtaposées. En même temps, le bâtiment est surélevé afin de renforcer la protection contre l'humidité et les insectes.

La standardisation de la construction est favorisée par son mode de production : l'édification de voies de chemin de fer entraîne l'utilisation de ce métal dans la construction. Les entreprises productrices cherchent à étendre leurs exportations et proposent des solutions constructives pour les colonies faisant appel à ce matériau. Des fermes et des poteaux importés en morceaux de France sont montés sur place. La recherche de nouveaux marchés pour les entreprises françaises est un facteur décisif de transformation. Les producteurs de tuiles de Bordeaux et de Marseille investissent les colonies. Progressivement, les toits plats en « argamasse » mal adaptés au rayonnement du soleil et à la violence des précipitations sont remplacés par des toits en pentes recouverts de tuiles romanes puis mécaniques. Ces différents matériaux, produits en France, permettent d'éviter de former une main-d'œuvre très spécialisée. Seuls des manœuvres sont nécessaires pour monter les édifices. La maison à véranda, réservée aux employés européens de l'administration, devient au début du ^{xx}e siècle le symbole de l'architecture coloniale. A Dakar, la quasi-totalité des édifices construits dans les quartiers commerciaux du port puis sur le plateau se réfèrent à ce modèle même s'ils ne le respectent pas en tous points.

Le paysage régulier du plateau ne séduit cependant pas tous les habitants et les visiteurs. L'architecture standardisée et les trames orthogonales des lotissements produisent un paysage quelque peu monotone. Ces formes impriment un ordonnancement militaire qui n'a pas grand chose à voir malgré les tuiles roses des toits, avec le paysage des villes du midi de la France, que de nombreux colons aimeraient retrouver. A partir des années 1910, les administrations civiles plus sensibles que les militaires à ces critiques tentent de modifier cette image en encourageant la production d'un habitat visuellement plus diversifié ⁴⁸.

La similitude des villas tient dans sa fonction d'origine. Les militaires qui ont les premiers fait appel à ce type d'habitat ne cherchaient qu'à réaliser un abri salubre pour les troupes, facilement démontable pour pouvoir être transporté. La reproduction de cette forme dans les villes ne s'accompagne pas immédiatement d'une réflexion sur les nouvelles fonctions qu'elle doit accueillir, d'où son uti-

lisation à des fins de logement aussi bien qu'à des fins professionnelles.

L'évolution et la diversification du modèle sont l'œuvre d'une administration civile qui considère que le projet de colonisation ne peut se satisfaire de considérations stratégiques à court terme. Pour avoir une incidence dans le long terme, il doit être accompagné de mesures visant à modifier les mœurs des colons et des colonisés. En offrant aux fonctionnaires européens un cadre d'habitat plus « confortable », l'administration cherche à imprimer dans la ville, des figures de la civilité bourgeoise et familiale que ne véhiculaient guère les troupes.

Cette volonté se traduit à partir des années 1920 par un encouragement à faire venir dans les colonies des ménages. Jusqu'alors, la population blanche était quasi exclusivement masculine. L'arrivée de femmes et d'enfants est conçue comme un moyen d'assagir un monde de célibataires, encore faut-il leur offrir un cadre susceptible de leur convenir et les atteler à cette tâche. En visant à transformer en de coquettes villas des logements de fonction, l'administration espère modifier le mode de vie des Blancs dans les villes qui s'organisent alors plus autour de la fréquentation des bars et des bordels que sur celle des églises.

Progressivement les villas construites se distinguent les unes des autres. Si leurs modes d'organisation et de construction continuent à s'accorder avec les prescriptions hygiénistes (surélévation, orientation, ventilation...), leurs formes renvoient à un imaginaire petit bourgeois. Elles sont généralement plus grandes afin d'accueillir la famille tout entière et d'offrir à la femme un vaste espace d'occupations domestiques. Néanmoins l'épouse ne saurait se fatiguer sous ces « climats pénibles », elle bénéficie d'une nombreuse domesticité pour les tâches de base qui lui permet de consacrer son temps à la promotion d'un art de vivre colonial. Elle assure l'ordre domestique dans la ville blanche et peut ainsi s'identifier aux maîtresses de maison de la bourgeoisie française.

Ce type de villa ne se contente plus d'être une suite de pièces alignées toutes identiques. Les pièces selon leurs fonctions sont de tailles différentes — un salon ne saurait devenir une chambre à coucher. Outre la véranda qui s'élargit, devenant une sorte de salon extérieur ouvert sur le jardin (peut-être en référence avec les demeures des propriétaires terriens du sud des Etats-Unis), des circulations internes apparaissent, limitant les contacts directs entre les pièces et préservant ainsi leur « intimité ». En

48. Série 4p, pièces 102 à 170, Archives nationales du Sénégal.

outre, salles de bains, cuisine et réserves sont plus vastes et plus nombreuses.

Les différents membres de la famille possèdent leurs territoires propres dans la villa, régentée par la maîtresse de maison. La domesticité occupe un «quartier réservé» et circule uniquement dans certaines zones et à certains moments, afin d'éviter des contacts inopportuns avec les maîtres. Boys, cuisiniers, gardiens et jardiniers sont généralement localisés dans des pièces de services situées à l'arrière de la villa ou dans des annexes au fond du jardin dans lequel ils pénètrent par un accès particulier. La villa coloniale a aussi ses quartiers indigènes. Le paysage symétrique et régulier des premiers logements coloniaux disparaît au profit d'édifices centrés sur une façade principale ouvrant sur les espaces de réception ; l'arrière de la maison étant généralement l'espace de travail des domestiques.

Quant à la véranda, qui auparavant entourait l'ensemble du corps d'habitation, elle est souvent en partie occupée par certaines pièces, cuisine, salle de bains, remise qui limitent la circulation périphérique. Toutes ces modifications produisent un nouveau paysage, plus irrégulier, aux formes moins massives. En outre, chaque villa se différencie de sa voisine, ne serait-ce que par les motifs des balustrades. L'idéologie pavillonnaire a atteint les colonies.

Le décorum colonial

Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, l'administration reproduit dans les colonies le style «du vainqueur», c'est-à-dire qu'elle y fait construire des édifices semblables à ceux de la métropole. L'hôtel de ville de Dakar est une réplique parfaite de ceux édifiés en France de même que les casernes ou les batteries. Mais cette forme de monumentalité ne s'accorde pas avec le développement d'un discours et d'une pratique urbanistique spécifique dans les colonies ; en outre ce type de bâtiment s'avère coûteux à réaliser et mal adapté au climat. Malgré le désir de certains, Saint-Louis et Dakar ne seront jamais Vesoul ou Saint-Flour ; toute volonté de reproduction à l'identique apparaîtra toujours comme un mauvais plagiat.

Néanmoins, malgré les critiques, cette tendance demeure et prend parfois certaines formes particulières. Des signes de style néo-classique (frontons, colonnes balustrades, frises...) sont appliqués sur les façades principales des bâtiments coloniaux de prestige (la Chambre de Commerce de Dakar par exemple construite vers 1910). Cette orientation se réfère aux pratiques gréco-romaines,

puis plus tard anglaises, dans leurs empires respectifs pour se justifier.

Ce choix ne fait toutefois pas consensus et n'est guère compatible avec le type de bâtiment construit dans ces colonies. La petite taille des édifices s'accorde mal avec les signes de l'architecture néo-classique. Ces deux tendances subsisteront mais, à partir des années vingt, la majorité des constructions se réfèrent à une autre démarche architecturale, le néo-régionalisme qui s'accorde avec la volonté d'imprimer une sociabilité petite bourgeoise dans les villes coloniales. Le courant néo-régionaliste, particulièrement présent dans l'architecture des stations balnéaires françaises, est repris par les édiles coloniaux qui aimeraient voir le plateau de Dakar présenter le même charme que la ville d'hiver d'Arcachon. Des similitudes existent entre les cités coloniales du Sénégal et les stations balnéaires du sud de la France : des sites maritimes, un climat agréable, une population de passage oisive et fortunée... De plus, les colons sont souvent originaires des villes de Marseille et de Bordeaux ou des régions avoisinantes où sont installées les maisons de commerce traitant avec l'«outre-mer». En produisant un paysage urbain analogue, certains aménageurs espèrent que l'espace colonial africain associé encore aux fièvres malignes perdra son caractère dangereux au profit d'une image de lieu de villégiature, plus susceptible de séduire les colons et les investisseurs. Quant à l'ennui qui peut y régner, mis en valeur par tout une littérature coloniale, il deviendra matière à repos du corps et de l'esprit qui résisteront ainsi mieux au climat et aux tentations.

Dans ce contexte, l'administration commande à des architectes spécialistes du genre en France ce type d'édifice. Peu à peu, des maisons néo-gasconnes, néo-basques et néo-provençales apparaissent sur le plateau de Dakar. Les mimosas qui entouraient ces villas au bord de la Méditerranée sont remplacés par des bougainvilliers ou des lauriers. Parallèlement sont construits à proximité de ces villas des équipements de loisir et sont créés de nombreux clubs où les colons se retrouvent pour occuper leur temps. Progressivement, leurs itinéraires dans la ville se limitent aux trajets entre les villas, les tennis, les quartiers administratifs et les gares souvent situées à proximité. Il devient possible de vivre dans ces villes en ne rencontrant comme Africains que des domestiques et finalement d'ignorer rapidement l'existence d'une autre population vivant dans d'autres quartiers où jamais les colons ne se hasardent.

*Dakar, l'immeuble principal
de la CFAO au début du siècle.*



Si l'habitat des Européens se rapporte aux courants néo-régionaux français, ils n'en est pas de même pour les bâtiments publics de Dakar construits au début du ^{xx}e siècle. L'idée de se référer à un modèle existant demeure mais celui-ci n'est pas toujours trouvé en métropole. Si le palais du Gouverneur général rappelle certaines préfectures de province, d'autres bâtiments en ville renvoient à des formes plus originales trouvées dans les territoires conquis.

En Afrique noire, les administrateurs sensibles à la volonté d'imprimer un style colonial inspiré de l'architecture locale se heurtent à l'absence de monumentalité (contrairement à l'Afrique du Nord, modèle dans ce domaine). Il leur est difficile de transformer une case en paille en un monument imposant ; en outre, le caractère éphémère des constructions édifiées en matériaux qui se dégradent rapidement, ne permet pas de se référer à l'histoire pour trouver un modèle architectural. Aussi, jusqu'aux années 1920, les édifices publics sont dotés d'une décoration arabisante, faute d'autre support esthétique. La présence de la religion musulmane dans cette région légitime ce déplacement. A Dakar, les galeries des bâtiments publics s'ornent d'ouvertures qui reprennent les formes rondes des fenêtres et des portes des palais arabes.

Certains architectes appelés sur place tentent de se référer à des formes architecturales locales. Les mosquées du delta du Niger et les maisons des riches commerçants des anciennes villes du Mali servent de modèle ornemental à plusieurs édifices coloniaux. Si cette tendance s'affirme particulièrement dans la ville de Bamako, il se manifeste aussi à Dakar où plusieurs édifices «néo-soudanais» sont élevés. Néanmoins, l'inspiration décorative coloniale restera indécise dans cette ville comme en témoigne la cathédrale construite à la fin des années trente au style qualifié de «soudano-byzantin» au moment de sa construction.

*La Chambre de Commerce
de Dakar construite dans les
années 1910.*



Le Grand Conseil de Dakar.



*Commissariat de police du
quartier de Sor à
Saint-Louis.*

*Le bâtiment de l'IFAN au sud
de Saint-Louis.*



Du colonial à l'international

Les maisons à vérandas, si elles sont adaptées au climat tropical, ne le sont guère au cadre urbain. Au fur et à mesure que Dakar se développe, l'espace dans le centre se fait rare et la construction sur de vastes parcelles de bâtiments ayant au mieux un étage devient de plus en plus difficile. En outre, les maisons à vérandas, dévoreuses d'espaces, sont relativement coûteuses. La véranda n'est pas un espace d'habitation à part entière et les pièces utilisables de manière permanente pour le logement ou une activité professionnelle n'occupent qu'une surface restreinte de la maison. De plus, il est difficile d'augmenter le nombre de pièces sans remettre en cause les principes de ventilation, telle que la double ouverture des pièces. Ce type d'édifice ne peut que s'étendre dans une seule direction.

Ces caractéristiques deviennent rapidement pesantes et l'administration recherche pour les grandes villes des systèmes plus fonctionnels⁴⁹. Après avoir rogné sur les dimensions des vérandas qui n'entourent progressivement qu'une partie du corps d'habitation, solution de toute façon limitée, est envisagée l'introduction dans les colonies d'autres modes de construction. L'emploi du béton réservé aux métropoles occidentales va permettre d'élever en hauteur les bâtiments. Quant à la ventilation, elle sera assurée artificiellement par des climatiseurs, comme cela est déjà le cas dans les constructions d'Amérique du Nord.

Béton armé et climatiseurs vont en quelques années bouleverser le paysage urbain. À partir des années cinquante, des immeubles de grande hauteur apparaissent dans le centre de Dakar, notamment autour de la place de l'Indépendance alors place Protet. Certains sont à usage d'habitation, d'autres à usage de bureaux, comme le «Building administratif» situé face au palais du Gouverneur général, aujourd'hui palais présidentiel, et qui réunit tous les services du gouvernement. Ces immeubles de grande hauteur (autour d'une dizaine d'étages) se distinguent cependant de leurs cousins européens par la présence sur les façades principales de pare-soleil et d'ouvertures en claustra. Ces éléments évitent la climatisation de tous les espaces intérieurs, en particulier ceux de circulation repoussés comme dans les maisons à vérandas à l'extérieur des pièces d'habitation. Ils affectent un style particulier à ces édifices remarquables aussi par la présence systématique en dessous des fenêtres des climatiseurs parallélépipédiques. Ces bâtiments, repères visuels,

renforcent encore l'opposition entre la ville «blanche» où ils sont en majorité situés et la ville indigène faite de constructions pour la plupart en rez-de-chaussée.

Les derniers signes d'une architecture tropicale disparaissent dans les années soixante. La réduction du coût de l'énergie pousse alors à la climatisation intégrale. Les façades des immeubles deviennent identiques à celles des bâtiments construits en Europe à la même époque. La crise de l'énergie et la remise en cause d'un style international uniforme fait porter aujourd'hui un nouveau regard sur l'architecture coloniale. Même si elle symbolise encore pour beaucoup les privilèges d'une minorité, elle reste un exemple d'adaptation aux conditions climatiques locales que de rares sociétés contemporaines ont réussi à approcher.

49. Dakar compte en 1946 presque 200 000 habitants.

La Gambie

par Anthony Hyland

Les Portugais furent les premiers Européens à découvrir la voie maritime vers l'Afrique occidentale. Des marins portugais avaient commencé à explorer la côte saharienne de l'Afrique du nord au milieu du ^{xv}^e siècle, bien avant l'expulsion des Maures hors d'Espagne et la prise de Constantinople par les Turcs. Vers 1462, ils avaient dressé la carte de l'embouchure du fleuve Gambie. Si l'espoir de découvrir la route des Indes les poussait toujours plus loin vers le sud, ils étaient néanmoins prêts à saisir toutes les opportunités de faire du commerce en chemin. Dans la région du fleuve Gambie, ils avaient trouvé des conditions de négoce idéales, comme il n'y en avait nulle part ailleurs sur la côte occidentale de l'Afrique. Un estuaire protégé et un cours d'eau profond et lent permettaient aux bateaux, tirant quatre mètres et demi d'eau, de pénétrer deux cent cinquante kilomètres à l'intérieur des terres. En amont, autour des sources du fleuve, se trouvaient des montagnes riches en or; sur ses rives, fermes, sablonneuses et richement boisées, vivaient des petites communautés d'éleveurs. Leurs produits — des peaux, du café, du poivre et autres épices, de l'ivoire en provenance des troupeaux d'éléphants de l'arrière-pays — étaient très recherchés par les premiers marchands européens, comme l'était l'or, apporté de l'intérieur par les marchands mandingues.

Dans les premiers temps, le commerce entre les Européens et les indigènes était pacifique. Les nouveaux venus jetaient l'ancre au milieu du fleuve, en face d'un village, et demeuraient sur le bateau le temps qu'il fallait pour conclure une affaire. Parfois, ils s'établissaient en petites communautés, ici ou là, le long du rivage; les Portugais d'abord, mais aussi les juifs chassés du Portugal après 1486. Cette année, le roi du Portugal, Jean II, avait édicté

1. Meek C.-K., *Europe and West Africa*, Londres, 1940.

2. Gray, J.-M., *History of the Gambia*, Cambridge, 1940.

Les ruines de Fort James sur l'île James.



que tous les juifs de son royaume qui refusaient de devenir chrétiens seraient déportés vers les côtes de la Guinée. Des milliers furent ainsi envoyés sur la côte occidentale de l'Afrique et forcés de s'y établir¹.

L'arrivée la plus massive de Portugais dans la région du fleuve Gambie eut lieu au xv^e siècle. Des établissements furent créés et l'on bâtit des églises pour les communautés chrétiennes, desservies par des prêtres itinérants venus des monastères des îles du Cap Vert. Les juifs, quant à eux, furent probablement abandonnés à leurs propres moyens. Mais, avec le temps, la région perdit son attrait face aux nouvelles possibilités offertes par les plantations du Brésil et par le commerce lucratif des Indes, bien plus tentants que l'agriculture de subsistance et le petit commerce de la Gambie. Le flot des immigrants s'amenuisa progressivement jusqu'à ne plus être qu'un mince filet, qui finit par se tarir un jour, et on suppose que vers 1700 les descendants des premiers colons s'étaient complètement fondus dans la population indigène et que toute trace visible de la culture européenne et de la religion chrétienne avait été recouverte². Quelques restes physiques de ces premiers établissements européens sous les tropiques subsistent toutefois, sur les rives nord et sud du fleuve. Près de Bintang, à Gereeja, petit village situé à quelque soixante kilomètres à l'intérieur, sur la rive sud du fleuve, on trouve les fragments d'une construction européenne, dont on dit qu'elle avait été une église portugaise, datant probablement du xvi^e siècle.

Fort James

La compétition de plus en plus grande au xvii^e siècle entre les marchands des divers pays européens créa des tensions et donna lieu à quelques conflits ouverts. Des comptoirs fortifiés furent construits le long du fleuve, près des villages avec lesquels les marchands avaient eu jadis des rapports sereins. Mais ces postes ne pouvaient nullement empêcher la libre circulation des bateaux. Le contrôle total du commerce fluvial ne pouvait être assuré qu'en fortifiant l'île James, une petite base précaire située à quelque trente kilomètres de l'embouchure du fleuve. Cette île, qui n'en était pas une mais plutôt un banc de sable d'environ un hectare, s'élevant à peine au-dessus des eaux à marée haute, était inhabitée et d'ailleurs difficilement habitable ; mais elle se trouvait plus ou moins au milieu du fleuve et, de là, on pouvait, à l'aide d'un seul

canon, avoir la maîtrise des deux voies navigables et empêcher la remontée des gros navires de mer. Elle fut achetée dans ce but à un chef indigène, en 1651, par une compagnie appartenant à des Baltes germaniques au service du duc de Courlande³.

Les hommes de Courlande se mirent sur le champ à construire des fortifications. Les premières, en bois et chaume sur des fondations en grès, furent vite remplacées par une structure durable, en pierre, qui est un modèle d'ingénierie militaire⁴. Le fort eut une histoire mouvementée. Pris et repris plusieurs fois il tomba aux mains des Anglais en 1661. Rebaptisé «Fort James», il demeura en leur possession, de façon presque ininterrompue, jusqu'en 1778, date à laquelle il fut assiégé et détruit par les Français. Dès lors, l'île fut abandonnée et on laissa le fort tomber complètement en ruine.

Heureusement, nous ne manquons pas de documents montrant ce qu'étaient l'île et le fort durant les cent trente-sept années d'occupation anglaise. Les inconvénients du site ont dû apparaître très vite aux occupants et la situation n'a pas changé. Les dimensions fort réduites de l'île⁵ : cette position très basse et l'absence totale d'eau potable (le fleuve subit la marée et son eau est salée), à l'exception de l'eau de pluie que l'on pouvait recueillir, la rendaient extrêmement vulnérable. Le fait qu'elle ait pu servir si longtemps est dû, dans une grande mesure, au savoir-faire et à la prévoyance de l'ingénieur qui a conçu le fort et supervisé sa construction : le major Fock, qui fut aussi le premier gouverneur du fort. Bien que construit en hâte et réparé, consolidé, voire reconstruit plusieurs fois, la structure de base du fort est restée la même, ainsi que son emplacement, qui ne pouvait être meilleur. En revanche, la forme, la structure, l'emplacement des bâtiments auxiliaires — casernes et baraquements, magasins, ateliers, batteries — ont beaucoup changé avec les différentes garnisons, la transformation des négoce et le mouvement des rivages.

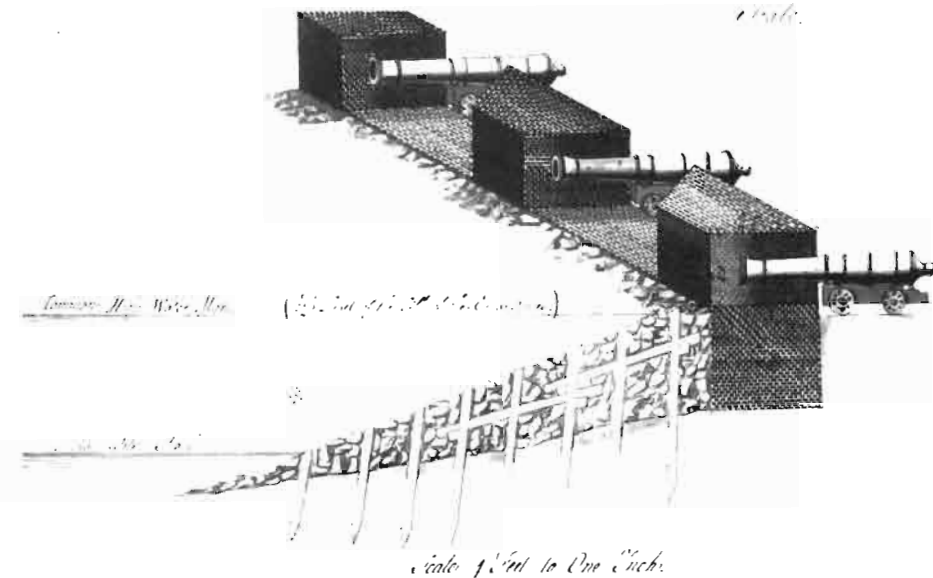
L'île et son fort ont fait l'objet de plusieurs études offrant des plans plus ou moins précis. L'étude que nous avons utilisée est celle réalisée par Justly Watson en 1755.

Une brève description du fort et de son aménagement, tels qu'ils étaient au milieu du XVIII^e siècle, nous permet de déchiffrer les ruines d'aujourd'hui. L'île se présente comme un triangle aplati dont le sommet est orienté vers le sud-ouest, c'est-à-dire vers l'embouchure du fleuve. Le fort est situé plus ou moins en son centre, avec sa face nord-est proche de la rive nord-est, quelque peu en retrait

3. Le duc, qui régnait sur un territoire correspondant approximativement à l'actuelle République de Lettonie, voulait accéder au marché d'Afrique occidentale.

4. Lawrence, A.-W., *Trade Castles and Forts of West Africa*. Londres. 1963, pp. 250-253.

Fort James, coupe et détails établis par Justly Watson en 1755.



5. A peine un hectare de terre au-dessus des flots à marée haute.



par rapport au sommet sud-ouest du triangle qui, au XVIII^e siècle, était marqué par une batterie circulaire. Le point d'accostage se trouvait, comme aujourd'hui, sur le côté nord-est, protégé, de l'île, près du point nord. Le bras principal du fleuve longe le sud de l'île. Le sol, sur toute la surface de celle-ci, s'élevait peu au-dessus du niveau de l'eau à marée haute.

Le tracé du fort était presque carré, avec des bastions aux quatre angles, correspondant aux points cardinaux. Ces bastions étaient polygonaux mais leurs sommets, habituellement pointus, étaient biseautés, ceci probablement afin de réduire le volume du bâtiment et d'éviter de construire sur le rivage, en dessous de la ligne de flottaison.

Les bastions s'élevaient à quelque 5,4 m au-dessus du niveau du sol, à l'exception du bastion à l'ouest, qui était légèrement plus haut. Entre eux se trouvaient des murs-rideaux, de même hauteur, contre lesquels s'appuyaient, sur trois côtés, de solides plates-formes d'une largeur de 5 m, s'élevant à une hauteur d'environ 3 m. Une vaste citerne en pierre, divisée en deux compartiments, avait été construite entre les bastions du nord et de l'est, contre la face externe des murs-rideaux, pour recueillir l'eau de pluie.

L'extrémité nord de l'île était défendue par une batterie circulaire basse sur laquelle se trouvaient plusieurs canons. Le sommet sud-ouest de l'île était protégé par un dispositif similaire, appelé la batterie ouest. Les deux étaient liées par un mur d'enceinte auquel se trouvaient adossés une batterie intermédiaire et deux bâtiments distincts ayant servi de baraquements, de dépôts et d'ateliers. La partie de l'île regardant vers l'aval, en direction de l'embouchure du fleuve, présentait au monde sa face la plus fortifiée. Un autre mur d'enceinte, moins solide, liait la batterie ouest à la pointe est de l'île. Plusieurs dépôts étaient accolés à lui. A l'extrémité est de l'île se trouvait un bâtiment en pierre, à un seul niveau, comprenant deux grandes pièces qui servaient de logement provisoire pour les esclaves attendant l'embarquement. Les esclaves du fort logeaient, dans des cases circulaires situées entre ce bâtiment et le bastion est. Les parties les plus vulnérables des rives étaient protégées contre l'érosion par des rangées de pilots en bois de palme enfoncés dans le sable des berges en dessous de la ligne haute de flottaison.

L'entrée du fort se trouvait à l'endroit le plus éloigné du lieu de débarquement. Pour atteindre la porte extérieure le visiteur devait longer les murs et les bastions. S'il

pénétrait par la porte du mur sud-est, il devait traverser un bâtiment à deux étages, construit à côté et au-dessus du mur d'enceinte, et entrer dans une petite cour, au centre du fort. Là, il y avait deux autres rangées de bâtiments à deux niveaux, se faisant face au nord-ouest ou au nord-est. Toutes deux étaient adossées à des plates-formes collées au mur d'enceinte ; des plates-formes suffisamment larges pour que l'on puisse construire, au premier niveau, contre le mur, une rangée de chambres séparées des immeubles à deux étages de la cour par un espace étroit, probablement un passage à ciel ouvert.

Le quatrième côté de la cour intérieure était partiellement occupé par une tour de quatre étages, à côté de laquelle une volée d'escalier conduisait à la plate-forme du premier étage adossée au mur-rideau du sud-ouest. De cette plate-forme, le visiteur pouvait accéder à n'importe quelle partie du fort car elle était au même niveau que les plates-formes collées aux murs-rideaux au nord-est et au nord-ouest du fort, et de là des escaliers conduisaient aux salles du premier étage des trois rangées de bâtiments qui entouraient la cour centrale, ainsi qu'aux bastions est, ouest et nord⁶. Sous le sommet pavé du bastion est se trouvait une chambre à poudre voûtée. Les bastions est, ouest et nord étaient liés par des chemins de ronde formés par les toits plats des salles bâties contre le mur-rideau. Tous les bastions étaient armés de canons.

Après sa destruction, en 1778, de nouvelles études ont été menées, probablement en vue d'une éventuelle réutilisation de l'île et une reconstruction du fort. Celles-ci montrent combien le travail de destruction des Français avait été efficace : des mines avaient été placées sous chaque bastion ainsi qu'à la base du mur extérieur de la citerne, entre les bastions nord et est, et sous les murs-rideaux du nord-ouest et du sud-ouest. Les explosions ont ainsi soufflé des pans entiers de mur dont les gravats, mêlés de sable, ont formé des monticules à l'extérieur de l'enceinte. Les bâtiments qui entouraient la cour centrale ont également été minés. Les toitures et les étages supérieurs se sont effondrés et de grands morceaux de mur ont été emportés. L'étude Fiddes, effectuée en 1783, montre bien l'ampleur des dégâts. La conclusion de tous ces constats a montré sans doute combien les coûts de reconstruction seraient élevés, aussi n'a-t-on jamais entrepris ce travail. L'île a pourtant été occupée à nouveau, à plusieurs reprises, une dernière fois en 1829, quand la garnison s'installa dans des abris construits au milieu des ruines. A cette occasion, on entreprit de nouvelles études

6. L'accès au bastion sud n'était possible qu'à partir du bastion ouest, par le chemin de ronde sur le mur-rideau du sud-ouest.

du fort et de son site, mais, après la fondation de Bathurst, sur l'île Banjul en 1816, et la construction du fort Bullen, à Barra Point en 1832, le contrôle fluvial à partir de l'île James devenait superflu et celle-ci fut définitivement abandonnée.

Après avoir pris le fort James et s'être ainsi assuré le contrôle du commerce fluvial, les Anglais devaient s'établir aussi sur la rive nord, en face de l'île, car le fort n'était sûr que s'il était approvisionné en permanence en eau potable, légumes et fruits. Les quelques ruines sur le site appelé aujourd'hui San Domingo, sont tout ce qui reste de cet établissement anglais sur la rive nord sans lequel la communauté insulaire n'aurait pu survivre. C'est le Jillifree (de Juffure) que Mungo Park avait visité et décrit dans son *Voyage à travers les districts intérieurs de l'Afrique*⁷. Là se trouvait le puits dont on tirait l'eau nécessaire aux habitants de l'île quand la pluie ne couvrait pas leurs besoins ; là se trouvait aussi le cimetière où bon nombre d'Anglais furent enterrés. Là, les commerçants britanniques rencontraient leurs homologues africains et

traient les affaires. C'est également là que ceux qui étaient fatigués ou souffrants venaient se reposer et se faire soigner.

Sans la bienveillance des Mandingues, leurs voisins du village de Juffure, les Anglais n'auraient pu maintenir leur base riveraine de Jillifree. Le livre de Alex Haley, *Roots*⁸, publié en 1977, a attiré l'attention sur Juffure, qui est devenu un lieu touristique. On a toutefois découvert, depuis, que le village où le héros de *Roots*, Kunta Kinteh, fut capturé pour être vendu comme esclave n'est pas celui que l'on peut voir aujourd'hui, mais un établissement plus ancien, qui se trouve à environ un kilomètre à l'est de l'actuel village et un peu plus à l'intérieur que les pseudo ruines de San Domingo⁹.

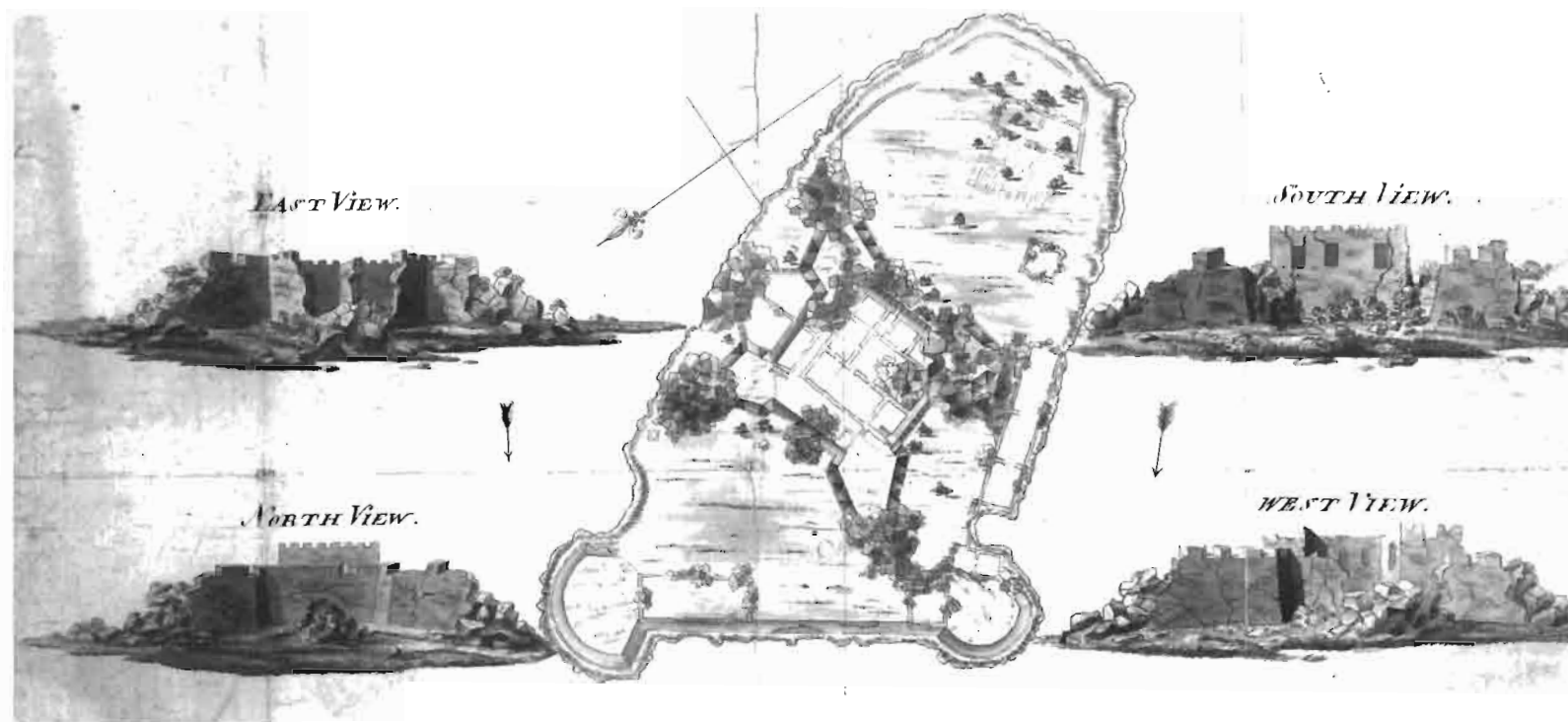
Vers la fin du XVIII^e siècle, la région côtière de cette extrémité occidentale de l'Afrique fut le théâtre d'un long combat pour le pouvoir entre les Anglais et les Français, en vue du contrôle du commerce maritime. A cette époque, la présence portugaise était devenue insignifiante et les Hollandais s'efforçaient surtout d'assurer leur préémi-

8. Haley, A., *Roots*, New York, 1976.

9. Galloway, W., *James Island, a Background, with Historical Notes on Juffure, San Domingo and Albreda*, Banjul, 1978.

7. Park, M., *Travels into the Interior of Africa* [1799], Londres, 1963, p. 3.

Le Fort James et l'île James, relevé de James Fiddes en 1783.



nence sur la Côte d'Or, à deux mille kilomètres de là, à l'est. En 1765, le gouvernement britannique déclara la côte entre le Sénégal et le fleuve Gambie une province anglaise : la Sénégalie, première colonie anglaise d'Afrique, fut organisée selon le modèle des colonies d'Amérique du Nord, mais elle fut de courte durée. En effet, en 1778, les Français ripostèrent, s'emparant en même temps de l'île James et de l'île Saint-Louis, sur le fleuve Sénégal, siège de la nouvelle colonie britannique. L'année suivante, les Anglais reprirent l'île James mais ne purent jamais récupérer Saint-Louis. En 1783, un traité de paix entre les deux puissances confirma la division du pouvoir.

Après la destruction du fort James, les Anglais continuèrent à faire du commerce à partir de Jillifree, qui demeure un comptoir anglais important jusqu'à la fondation de Bathurst (1816) sur l'île de Banjul. Quant aux Français, ils n'étaient pas prêts à abandonner leur part de marché sur le fleuve Gambie et ils s'efforcèrent par tous les moyens de maintenir une présence française dans la région, malgré le traité. Ces rivalités inter-européennes mises à part, l'histoire des établissements riverains illustre plusieurs siècles de coopération afro-européenne. On sait peu de chose sur le premier établissement portugais, ce Santo Domingo qui donna son nom aux ruines de Jillifree. On pense que le site se trouvait quelques kilomètres à l'est de l'actuel village de Sika.

Albreda (ou Albadarr), où il y a aujourd'hui le débarcadère, a été associé à la présence française pendant au moins deux siècles. Tout comme Juffure/Jillifree, il s'agissait de deux établissements très proches l'un de l'autre : le français sur la rive du fleuve et le mandingue plus à l'intérieur. Au XVIII^e siècle, Albreda n'avait pas une grande importance ; c'était plutôt une épine dans la peau des Anglais qui contrôlaient de facto le commerce fluvial. Après la destruction du fort James (1778), le rapport de forces entre les Anglais et les Français était plus équilibré et les deux communautés continuèrent à faire du négoce côte à côte en une compétition souvent acharnée. Ce n'est que vers 1840 et le début de la culture d'arachides que Albreda prend de l'importance, à un moment où les Anglais avaient le plein contrôle sur le fleuve. Les Français, en revanche, avaient la haute main dans le commerce d'arachides, la majeure partie des exportations allant vers la France.

L'Albreda riveraine, ou ce qu'il en reste, est la petite ville marchande française type du XIX^e siècle. Rien n'en



*Ancien bâtiment de la CFAO
à Albreda.*



évoque mieux l'aspect et l'atmosphère que le siège décrépit de l'ancienne CFAO (Compagnie française d'Afrique occidentale) dont l'image reproduite sur carte postale est l'une des plus populaires de la région. L'immeuble, bâti dans les années quarante au bord de l'eau, en pierre et en briques, sur deux niveaux, est tout en longueur, avec deux galeries à arcades orientées vers l'ouest, l'une en rez-de-chaussée et l'autre fermée, au-dessus.

Moins remarqué parce que plus délabré est l'ancien immeuble Maurel & Prom, une construction basse, en terre battue, plus proche du débarcadère. Tel qu'il est aujourd'hui, sans toiture et en fort mauvais état, il est insignifiant. Pourtant, il occupe une position géographiquement et historiquement centrale dans la ville et pourrait, s'il était restauré, jouer un rôle important dans sa revitalisation. Plus loin des berges se trouvent les restes d'autres bâtiments de la période française. Quelques-uns sont le long de la rue qui remonte du débarcadère, d'autres, eux aussi à l'abandon, se trouvent plus loin à l'ouest. Maintenant tous ces vestiges d'une époque révolue sont très dispersés et donnent une impression de désolation mais, au milieu du XIX^e siècle, quand Albreda était florissante et animée, ils devaient donner, vus du fleuve, une image de ville marchande prospère, pareille à celle d'autres agglomérations similaires érigées le long du fleuve.

*Le palais de l'administration
et la caserne à Bathurst au
début du siècle.*



10. L'actuel Banjul.

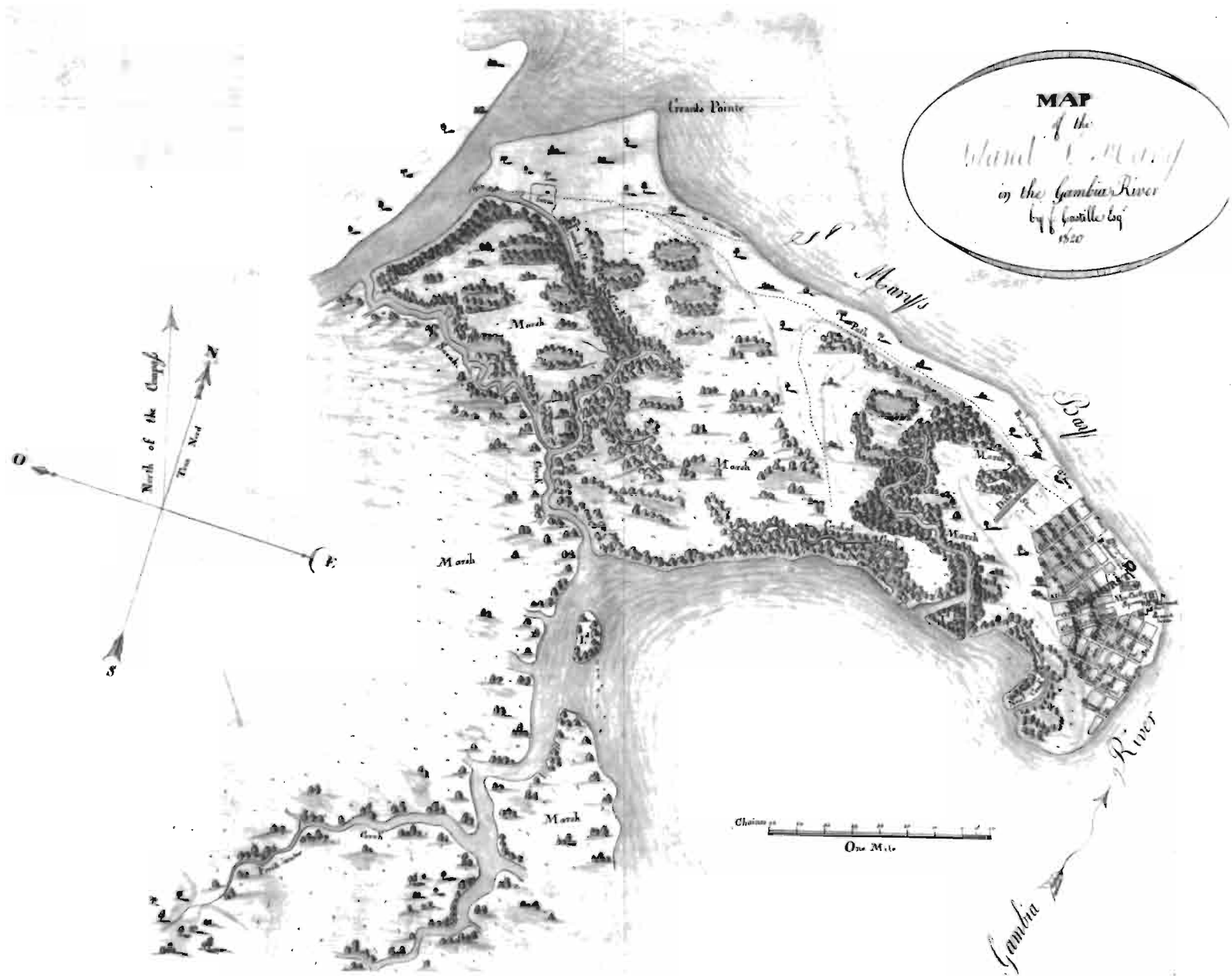
Bathurst

Avec le temps, elles perdirent toutes leur importance commerciale et politique, surtout après que l'on eut bâti la ville de Bathurst¹⁰. Destinée à devenir la capitale de la nouvelle colonie britannique de la Gambie et portant le nom du secrétaire aux colonies, Lord Bathurst, elle devait être une ville modèle. Le site choisi était l'île Banjul, rebaptisée par les Anglais St-Mary's Island. La ville devait se développer sur un tracé parfaitement orthogonal, avec des rues principales orientées nord-sud, dont la plus importante, Wellington Street, en front de mer à l'extrémité est de l'île. À l'extrémité nord, les rues principales conduisaient à une place d'armes, qui allait devenir une «grande place» : le McCarthy Square, au-delà duquel se sont développés d'autres quartiers, également sur un tracé en damier.

Les plus vieux édifices publics se trouvent dans la partie la plus ancienne de la ville, à côté ou au sud de la place McCarthy. Bien que la plupart aient été conçus pour l'armée — la puissance de la présence militaire étant la condition *sine qua non* de l'instauration et du maintien du pouvoir colonial —, ce sont de beaux bâtiments. Reconvertis à des fonctions civiles, ils finirent par représenter l'Etat.

Le plus important et le plus ancien — il a l'âge de la ville — en façade sur la place McCarthy abrite les bureaux et le secrétariat du gouvernement. Destiné à l'origine au quartier général de l'armée coloniale, il fut conçu dans un style classique à l'italienne. Avec ses galeries à arcades et son articulation virile des volumes, il établit un modèle qui sera suivi dans la conception d'autres édifices telles la «State House» (ancienne résidence du gouverneur et aujourd'hui celle du président de la République et siège du gouvernement), la cour des magistrats et la cour suprême, les douanes et le Royal Victoria Hospital. En chacun d'eux, le classicisme italianisant est dépouillé à l'extrême ; ensemble cependant, ils confèrent une certaine noblesse et une certaine homogénéité à un centre-ville qui par ailleurs avait été constitué par des bâtiments commerciaux et religieux. Les divers maîtres d'œuvre de ces derniers se sont tous efforcés, non sans succès du reste, de reproduire le modèle créé par les architectes des premiers édifices publics. Banjul est l'illustration, à une échelle modeste, des principes urbanistiques néo-classiques du début du XIX^e siècle, que l'on retrouve sur d'autres continents dans

*Plan de Bathurst par
J. Castille, 1820.*





*Ancien immeuble Miriam et
C^{ie}, Wellington Street,
Banjul.*



*Maison du XIX^e siècle à
Banjul.*



*Ancien bâtiment des frères
Maurel, Wellington Street,
Banjul.*

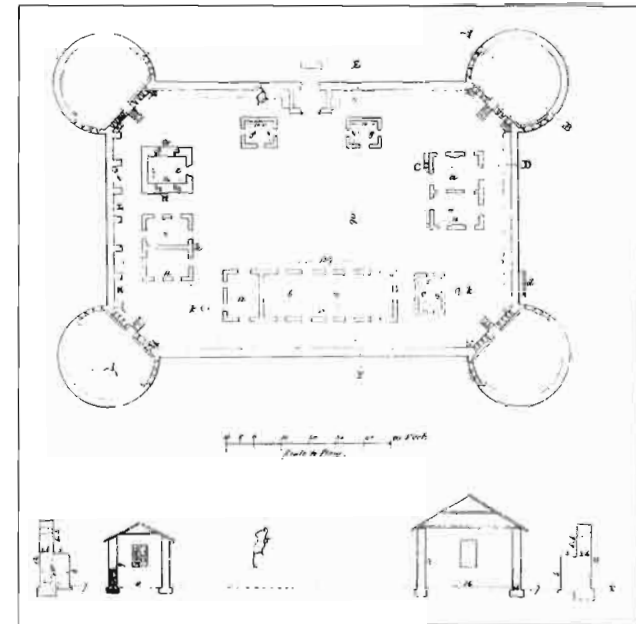
les centres-villes de Washington, de Calcutta et d'Adélaïde.

Aujourd'hui encore Banjul est une petite ville dont la population, qui en 1973 était de quarante mille habitants, a peu augmenté. L'une des raisons de cette stagnation est l'exiguïté de l'île, séparée du continent par une étroite bande de terre et une vaste étendue de marécages inhabitables. La majeure partie de la population urbaine de la Gambie se trouve sur la terre ferme, à quelque dix ou quinze kilomètres à l'ouest de Banjul, dans la conglomération péri-urbaine qui a englouti des établissements anciens tels Bakau, Fajara et Serekunda. Dans cette nouvelle aire urbaine, on ne trouve plus qu'un seul des bâtiments publics contemporains de ceux du vieux Bathurst : la Cape House de Bakau, aujourd'hui maison d'hôtes de la présidence. Bien que de dimensions assez réduites — son extension est récente —, il avait, et il a encore, fière allure dans son enceinte fortifiée qui domine la mer.

La défense de Bathurst avait une importance capitale au cours des premières années de son existence. Les Niumi, qui vivaient sur l'autre rive du fleuve, ont opposé une résistance farouche à la colonisation britannique au cours de la troisième décennie du XIX^e siècle. En 1825, ils se soulevèrent et attaquèrent la ville. Des troupes françaises furent envoyées du Sénégal pour venir en aide aux assiégés et bâtirent, sous la direction du commandant Louvel, un petit fort à l'ouest de Bathurst, qui devait permettre de surveiller les bras de mer et les criques par lesquels on aurait pu s'attaquer à la ville. L'année suivante, en 1826, les Anglais installèrent une garnison à Barra Point, de l'autre côté du fleuve, dont les canons couvraient aussi bien l'embouchure du Gambie que le territoire des Niumi. Cela permit aux Anglais de consolider leur présence sur la rive nord du fleuve : une bande de terre d'environ un mille de largeur, qui avait été cédée cette année même à l'Angleterre par le roi des Niumi.

Quelques années plus tard, quand la garnison fut mise en déroute par les habitants de Essau, on commença à construire une fortification plus solide¹¹ et il est en effet fort probable que le fort Bullen ait été construit cette année-là, après la déroute de la garnison. Le fort bâti est presque identique au fort dessiné : le volume, les dimensions sont les mêmes, seul l'aménagement intérieur est différent. Sur le dessin, les logements et les dépôts sont dans des bâtiments séparés, situés dans la cour intérieure, et les accès aux bastions sont tous identiques. Dans le bâti-

Le Fort Bullen à Barra Point, plan et coupes, 1832.



11. Dessin daté de 1832, Archives publiques de Londres, intitulé «Plan d'un fort ou construction à Barra Point sur le fleuve Gambie».

ment construit, la plupart des logements et des dépôts sont adossés aux murs-rideaux et les accès sont tous différents les uns des autres. Sur le dessin, l'un des bâtiments de la cour intérieure est à deux niveaux, mais rien ne prouve aujourd'hui qu'il ait eu cette hauteur.

Une petite garnison a continué à occuper le fort jusqu'en 1870 quand, un poste fortifié à cet endroit n'étant plus d'aucune utilité, il fut abandonné. Dans les années 1920 et 1930 l'ancienne fortification devint un lieu de pique-nique des Bathurstiens. A la même époque, on construisit non loin de là, face à l'embouchure du fleuve, une hôtellerie. Pourtant, au cours de la Seconde Guerre mondiale, le fort retrouva un moment sa fonction initiale et on y installa à nouveau une garnison. Après la capitulation de la France, en 1940, la base navale française de Dakar présentait un réel danger pour les forces navales alliées de l'Atlantique ainsi que pour les troupes britanniques stationnées en Afrique occidentale. Une garnison fut donc postée à Fort Bullen, lequel fut équipé de moyens de défense modernes. On aménagea de nouveaux emplacements pour l'artillerie, on construisit dans l'un des bastions un bunker en béton armé ainsi que des dépôts de munitions supplémentaires. Une bataille navale eut lieu à la fin de l'année 1940 au large de Dakar et le fort essuya quelques obus. Ensuite les hostilités cessèrent dans cette région d'Afrique mais la garnison fut maintenue sur presque toute la durée de la guerre.

En tant que domaine colonial, la Gambie est loin d'avoir tenu ses promesses, autrement dit elle n'a pas eu la croissance économique escomptée par les Anglais. Le revenu de l'arrière-pays, une étroite bande de terre de part et d'autre du fleuve, large de dix kilomètres seulement et s'étirant sur quelque trois cents kilomètres vers l'intérieur, pouvait à peine subvenir aux besoins de la capitale, sans parler du développement des centres régionaux. Le commerce d'arachides, la principale ressource naturelle du pays, était aux mains des paysans africains pour ce qui est de la culture, et de marchands et d'entreprises français pour ce qui est de l'exportation.

Autre déception : le pays était musulman et l'est resté en majorité, malgré les efforts de christianisation. Le travail des missions n'a d'ailleurs pu s'effectuer qu'à une échelle modeste et n'a laissé que peu de constructions, excepté dans la capitale où la présence chrétienne est proclamée haut et fort par la cathédrale anglicane et la cathédrale catholique de rite romain, ainsi que par des temples méthodistes, wesleyens et béthéliens, datant de la première moitié du XIX^e siècle. Ces derniers sont des lieux de culte austères, bâtis dans un gothique dépouillé, généralement accompagnés de bâtiments résidentiels et scolaires.

Georgetown

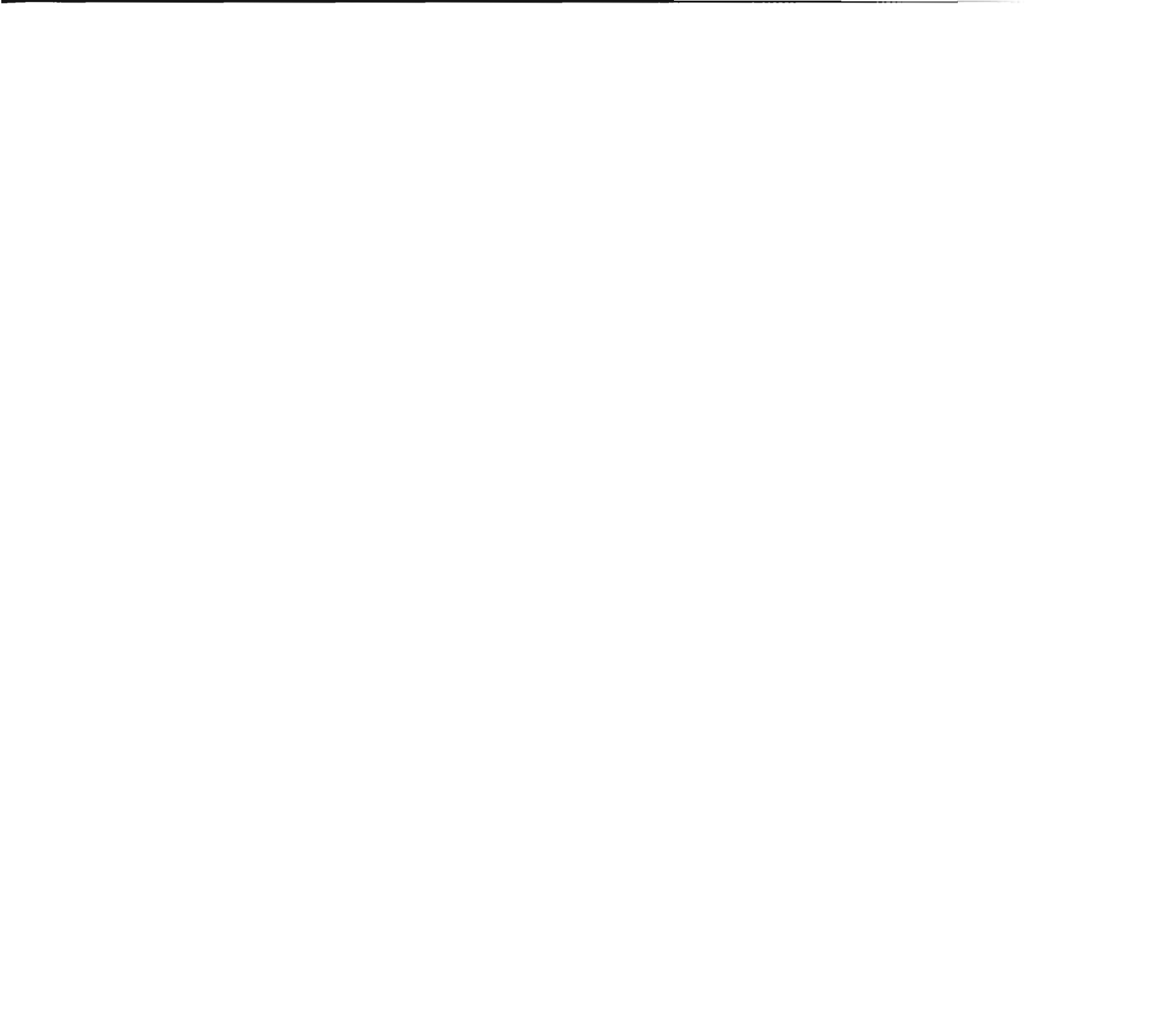
Georgetown, situé à trois cents kilomètres en amont, fut durant plus d'un siècle l'établissement colonial le plus important après Bathurst. Cherchant à protéger leurs commerçants et leurs fonctionnaires dans la région supérieure du fleuve, les Anglais négocièrent, en 1823, l'achat de l'île Lemain, à laquelle ils donnèrent plus tard le nom de celui qui fut un temps le gouverneur de la Gambie, puis celui de la Côte d'Or : McCarthy. Les autorités gouvernementales fournirent des terrains sur l'île aux esclaves libérés et des missionnaires méthodistes wesleyens y créèrent très tôt une mission, principalement dans le but de travailler avec ces anciens esclaves. Le temple qu'ils bâtirent en 1831 existe encore. Il est le plus ancien lieu de culte méthodiste d'Afrique occidentale à avoir survécu.

Georgetown se développa en tant que centre administratif et commercial. On y construisit la fameuse «Ecole des Chefs», un pensionnat pour les fils des chefs de tribu, qui devint la Armitage High School, la seule école secondaire-pensionnat de la Gambie. Le développement d'un réseau routier national a réduit progressivement l'importance de cette ville insulaire desservie uniquement par le trafic fluvial et liée à la terre ferme seulement par un bac. Aujourd'hui, Georgetown a gardé l'aspect d'une ville coloniale du début de notre siècle, avec l'aura ternie d'une noblesse appauvrie. Les carcasses abandonnées d'anciens établissements commerciaux et dépôts de marchandises sont l'une des caractéristiques de cette ville d'un autre temps.

Un grand effort a été entrepris dans les années cinquante pour préparer le pays à l'indépendance, indépendance qui fut acquise en 1965. Peu de bâtiments publics ont été ajoutés au parc du XIX^e siècle, qui continuait à être utilisé par l'administration alors que des écoles, des centres de formation, des hôpitaux, des immeubles de bureaux, des banques et des ambassades s'installaient rapidement sur les terrains non encore viabilisés de la capitale et se répandaient sur la terre ferme. L'aéroport militaire de Yundum fut agrandi et ouvert au trafic aérien en tant qu'aéroport international, avec des terminaux conçus par Fry, Drew & Partners. La communication de la Gambie avec le monde a changé, permettant le développement rapide du tourisme et de l'industrie hôtelière.

La Guinée Conakry

par Odile Goerg



Conakry, «la perle de la côte occidentale d'Afrique»¹

1. Bie, A. (administrateur), *Voyage à la côte occidentale d'Afrique, de Marseille à Conakry*, Conakry le 20 mai 1899 (archives privées), p. 29.

2. Rivière, C., «Le long des côtes de Guinée avant la phase coloniale», in *Bulletin I.F.A.N.* (Paris), série B, n° 2, 1968, pp. 727-750. Bour, C. (commandant de cercle), «Les dépendances du Sénégal ; les Rivières du Sud», in *Revue maritime et coloniale* (Paris), 1885, pp. 26-84. Bouet - Willaumez, E., *Description nautique des côtes de l'Afrique Occidentale comprises entre le Sénégal et l'équateur (1838-1845)*, Paris, 1849.

3. Rivière, C., *op. cit.*, p. 743 ; de même René Caillié, de passage dans le Rio Nunez en 1827, se contente de signaler «une belle factorerie» alors qu'il décrit largement le cimetière européen (*Journal d'un voyage à Tombouctou (1824-1828)*, rééd. : Paris, Maspéro, 1979, tome I, p. 195).

4. Bah, I.L., *L'implantation coloniale à travers ses vestiges matériels, Le Rio Nunez 1850-1890*, mémoire de l'I.P.G.A.N., Conakry, 1969-70. Diallo, M., *L'implantation coloniale à travers les vestiges au Rio Pongo*, mémoire de l'I.P.G.A.N., 1969-1970.

La fréquentation par les Européens de la côte de l'actuelle Guinée est contemporaine des premiers voyages d'exploration. La toponymie en témoigne : ainsi le Rio Nunez tire-t-il son nom du navigateur portugais Nuno Tristao (xv^e siècle). Nombreux et anciens sont par conséquent les écrits décrivant cette région mais ils abondent plus en détails sur les habitants, les modalités du commerce, les données de la navigation... que sur les constructions². Plusieurs raisons à cela : l'absence d'installations fixes dans le cas de la troque sous voiles (échanges à partir des bateaux), la faible spécificité des constructions européennes ou tout simplement le manque d'intérêt des envoyés européens. Golberry par exemple signale sans plus de précision «une grande factorerie» aux îles de Los (1785-1787)³. Les recherches archéologiques n'ont fourni pour l'instant que quelques indications, peu précises toutefois pour les années antérieures à 1880⁴.

En fait, la Guinée ne présente ni forts prestigieux comme au Ghana, ni villes anciennes comme au Sénégal bien que cette zone ait joué d'emblée un rôle non négligeable dans la traite des esclaves et ceci jusqu'au milieu du xix^e siècle. Le commerce se faisait souvent au mouillage ou dans des «esclaveries» aujourd'hui disparues. Il n'y eut pas en effet de continuité sur le même site des différents cycles commerciaux caractérisés par l'existence d'un produit d'exportation dominant : esclaves, arachides, caoutchouc, bananes et finalement bauxite après l'indépendance. Ainsi les entrepôts édifiés lors de la traite atlantique, même imposants aux xviii^e et xix^e siècles, ne

sont plus que ruines aujourd'hui. En revanche, la ville de Conakry, capitale de la Guinée, offre un exemple très intéressant d'urbanisme colonial volontariste de la fin du XIX^e siècle, époque de construction des principaux bâtiments administratifs et commerciaux. Cette caractéristique explique l'accent mis dans cette étude sur la période coloniale et l'édification de la capitale.

Quelques aspects de l'architecture européenne avant la mainmise coloniale

Un bref bilan de la présence européenne opposerait le Rio Nunez, caractérisé par de «véritables forteresses»⁵ — soumis d'ailleurs à de fréquents pillages — et le Rio Pongo, foyer des négriers métis à partir du XVIII^e siècle. La forte implantation de ceux-ci, leurs liens avec les dirigeants africains ou leur participation directe au pouvoir assuraient une sécurité suffisante à leurs installations. Dominaient soit les Afro-Portugais (Fernandez, Gomez...), soit les Afro-Américains (Faber, Frazer, Lightburn, Wilkinson, Curtis...) ⁶. Conservant des relations avec la famille paternelle, parfois éduqués en Europe ou aux Etats Unis, ils imprimaient leurs marques à leurs habitations ⁷. Celles-ci étaient généralement construites sur les levées alluviales, en banco ou en briques, parfois à étages. Leur conception découlait des impératifs du commerce : les bâtiments entouraient une vaste cour dans laquelle les esclaves étaient parqués avant leur embarquement ; de médiocres hangars leur servaient d'abri tandis que des armes devaient dissuader toute révolte ainsi qu'en témoigne la description de la concession de Mme Lightburn : «Plusieurs caravanes de Peulhs et de Sarracolets occupaient la cour de l'habitation qui est flanquée à chacun des quatre angles d'un bastion recouvert, armé d'une pièce de canon en fonte ⁸.»

Divers édifices encadraient l'aire centrale : habitation, magasin, poudrière... Le rez-de-chaussée du bâtiment principal servait d'entrepôt, l'étage d'habitation ; ces fonctions étaient toutefois le plus souvent dissociées car les maisons à étages étaient rares. En cas de polygamie, les négriers se conformaient aux habitudes locales en construisant une maison pour chaque épouse. Le style de vie qu'on menait dans ces demeures s'inspirait également

5. Rivière, C., *op. cit.*, p. 740 : «telle cette citadelle Blanchard dont on voit les restes sur la rive droite».

6. Rodney, W., *A History of the Upper Guinea Coast, 1545 to 1800*, Oxford, Clarendon Press, 1970 ; voir chapitre VIII, «The rise of the mulatto traders».

7. Mouser, B.L., «Women slavers of Guinea-Conakry», in *Women and Slavery in Africa*, Robertson C.L. & Klein M.A. (éd.), Madison, University of Wisconsin Press, 1983, pp 320-339.

8. Archives nationales du Sénégal, 7G 12, rapport du capitaine Gaude du 27 avril 1859.

de l'Europe : repas à l'occidental, usage de couverts⁹... L'ère des négriers métis s'acheva au milieu du XIX^e siècle sous le coup de l'interdiction de la traite atlantique et de sa répression par la Marine britannique : le Rio Pongo fut l'un des derniers refuges de la traite interlope¹⁰. Ces commerçants ne réussirent pas à s'imposer dans le commerce légitime et furent rapidement écartés par les concurrents européens ou levantins.

La structure décrite — bâtiments autour d'une cour — se transmet des esclaveries aux factoreries tant que les caravanes furent accueillies directement par les commerçants, c'est-à-dire généralement jusqu'à la fin du XIX^e siècle. Les échanges se déroulaient selon un cérémonial établi, depuis l'accueil des porteurs jusqu'à la remise des cadeaux de départ¹¹. Ceci explique l'organisation spécifique de l'espace puisque les caravanes étaient logées sur place le temps des transactions. Le commerçant Ryff, à l'origine de la S.C.O.A.¹² avec Roth, en a laissé une description vivante : «Lorsque la caravane est débarrassée de ses produits, le maître de langue assigne aux individus un emplacement pour passer la nuit ; à cet effet chaque saison l'agent de factorerie fait construire des petites huttes couvertes de branches d'arbres ou de paille, afin d'abriter les indigènes ; ces huttes sont alignées par deux rangées et suivant l'importance de l'endroit il y a 50 à 200 compartiments ; dans chaque compartiment assez de place pour deux à trois individus. La natte qui sert d'emballage est étendue par l'indigène pour lui servir de lit¹³».

Par ailleurs, les îles de Los, celle de Matacong ainsi que divers centres dans la région de la Mellacorée furent aussi des lieux actifs de traite, générateurs de factoreries.

La localisation des comptoirs commerciaux fluctuait au gré de la conjoncture politique et économique. De plus ceux-ci étaient souvent temporaires et ne fonctionnaient que pendant la saison sèche, rendant compte de la faiblesse des investissements immobiliers. Les bâtiments furent édifiés pendant longtemps avec des matériaux du pays. Les terrains étaient loués aux interlocuteurs politiques ou «maîtres de la terre» locaux et des contrats passés pour la fourniture de pierres et de sable avec des commerçants ou des chefs. Les maisons occupées par les Européens ne se distinguaient par conséquent pas toujours par leur architecture ; le terme de «case» était d'ailleurs employé pour les désigner : «[...] quinze traitants dont les cases étaient ornées du bambou portant le petit lambeau de calicot blanc qui est leur enseigne¹⁴».

9. Mouser, B.L., *op. cit.*, p. 326.

10. Goerg, O., «Deux modalités d'adaptation à l'abolition de la traite atlantique : le Rio Nunez et le Rio Pongo», in *De la traite à l'esclavage* (Actes du Colloque international sur la traite des Noirs, Nantes, 1985, édités par S. Daget), Paris, Société française d'Histoire d'Outre-Mer et Centre de recherche sur l'histoire du monde atlantique, 1988, tome 2, pp. 557-573.

15. A titre de comparaison, une maison d'habitation construite à Conakry dans les années 1890 revenait généralement à 15 000 F (voir les Comptes définitifs de la Guinée française).

11. Pour une étude des méthodes de commerce voir : Goerg, O., *Commerce et colonisation en Guinée (1850-1913)*, Paris, L'Harmattan, 1986, notamment pp. 112-113.

12. Société Commerciale Ouest Africaine.

13. Ryff, F., «Les dépendances du Sénégal qui ont reçu ces jours-ci le nom officiel de Guinée française», conférence du 17 décembre 1891, Société de géographie de Berne, in *Separatabdruck aus dem XI Jahresbericht der Geographischen Gesellschaft von Bern für die Jahre 1891/1892*.

14. Coffinières de Nordeck, «Voyage au pays des Bagas et du Rio Nunez», in *Le Tour du Monde*, Paris, 1886, n° 51, pp. 273-304.

Ceci est valable pour les postes militaires installés dans les Rivières en 1865-1866 : celui de Boffa n'avait que trois pièces et n'était pas fortifié tandis que celui de Boké, édifié tout d'abord en banco, fut reconstruit en dur vers 1878. Parfois les bâtiments étaient même directement achetés ou loués aux autochtones comme la douane de Victoria (Rio Nunez) en 1867.

Ce n'est que dans la deuxième moitié du XIX^e siècle que briques, tuiles, bois ou structures métalliques... furent importés en quantité d'Europe du fait de la baisse des coûts du transport et du besoin de ballast pour lester les navires. Les constructions pouvaient alors atteindre des valeurs non négligeables : ainsi en 1878 Bosque acheta au commerçant Pastré dans le Rio Nunez une maison pour 20 000 F¹⁵.

A ces édifices commerciaux ou administratifs il convient d'ajouter les missions religieuses présentes dès le début du XIX^e siècle, notamment au Rio Pongo en liaison avec les familles eurafricaines ; elles étaient soit protestantes comme la Church Missionary Society ou la West Indian Mission, soit catholiques comme la Congrégation du Saint-Esprit.

Peu à peu, sous la double influence des données climatiques, des considérations hygiénistes et des impératifs fonctionnels se dégagèrent, dans les années 1880, les principales caractéristiques de l'architecture coloniale, appliquées à la Guinée : double plafond — pour ménager une circulation d'air —, véranda — pour éviter l'ensoleillement direct —, pièces traversantes, soubassement de pierres surmonté de murs en banco, briques ou bois... Certains de ces éléments — véranda circulaire, mur surélevé — étaient présents dans l'architecture locale, notamment susu. La végétation maîtrisée devint également un élément important du paysage, régulateur thermique, à l'échelle de la concession ou de la ville dans sa totalité. Ces éléments diffus, qui se mirent en place avant la mainmise coloniale, allaient s'affirmer, se préciser et s'enrichir dans le cadre de la création de Conakry.



Plan de l'île Tumbo au 1^{er} janvier 1900.

«Le sol est formé d'un conglomérat d'argile et de pierres ferrugineuses reposant sur une assise plutonique. La pierre ferrugineuse qui est la base du sol de l'île Tumbo est employée pour la maçonnerie [...] à bon marché ; elle existe à profusion dans l'île et le mortier y adhère très bien à cause des nombreuses cavités qui la pénètrent.» (Le chef des travaux publics Mouth, octobre 1893).

Architecture et urbanisme coloniaux à Conakry

Conakry, centre mineur, fut choisi comme lieu de résidence du commandant du cercle du Dubréka en 1885 puis comme chef-lieu des Rivières du Sud en 1890 et enfin comme capitale de la Guinée française en 1893. Le site était constitué d'une presqu'île — Tumbo — d'environ 3,5 km de long sur 1 km de large, séparée du continent par un gué. Un pont métallique fut construit à la fin du xix^e siècle mais ce n'est que vers 1950 que l'espace séparant Tumbo de la Terre Ferme fut remblayé. Cet emplacement, choisi volontairement pour son vide politique et commercial, permit aux administrateurs et ingénieurs des Travaux Publics de donner libre cours à leurs projets d'urbanisme, concrétisés par le plan cadastral de 1890. Ce sont ces derniers également — et non des architectes — qui conçurent les plans des bâtiments, jusqu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale en général.

La création *ex nihilo* de Conakry présente l'intérêt d'une conception d'ensemble ainsi que d'une certaine homogénéité. L'édification des principaux bâtiments se fit en trois phases, liées à l'évolution économique. La ville bénéficia d'importants investissements lors de sa fondation de 1890 à 1910 environ, subit ensuite le contre-coup de la crise du caoutchouc privant la colonie de sa ressource principale puis connut, après la Seconde Guerre mondiale, dans le cadre du FIDES¹⁶, un nouvel élan de la construction, marquant également son extension vers la banlieue.

La période de fondation

Rares étaient les constructions européennes sur la presqu'île de Tumbo au moment de l'installation du commandant du cercle du Dubréka en 1885¹⁷. Elles jouxtaient trois villages peuplés de Susu et de Baga — Conakry, Boulbinet et Tumbo — auxquels s'ajouta Krou-town, formé par des immigrants Kru connus pour leurs qualités de marins. Trois maisons de commerce étaient présentes au début des années 1880 : Colin, la Compagnie S.C.O.A.¹⁸ et la Compagnie Coloniale d'exportation (appelée plus tard Flers) qui avait repris les établissements Maillat. Elles occupaient de vastes terrains¹⁹ et possédaient les seules installations portuaires existantes. En 1885 s'installa la West African Telegraph Company de Freetown et l'envoyé français, Bayol, obtint la promesse

16. Fond d'Investissement pour le Développement Economique et Social (1947-1958).

17. Voir Goerg, O., «Conakry : un modèle de ville coloniale française ? Règlements fonciers et urbanisme, de 1885 aux années 1920», in *Cahiers d'Etudes africaines* (Paris), n° 99, XXV-3, 1985, pp. 309-335 (paru en 1986).

18. Héritière de la maison familiale Verminck cette société anonyme fut créée en 1881 (Compagnie du Sénégal et de la Côte Occidentale d'Afrique) puis acquit, en 1887, sa forme définitive : Compagnie Française de l'Afrique Occidentale, la célèbre C.F.A.O.

19. Voir la carte aux Archives nationales du Sénégal. 7G 3, 1889.

d'un terrain pour la construction du poste (clause additionnelle du 1 février 1885 au traité du 30 juin 1880). Les commerçants précédèrent donc les administrateurs et les militaires. Le premier résident — le Dr. Péreton — se trouva sous la totale dépendance matérielle de la Compagnie S.C.O.A. Il logea tout d'abord chez son gérant dont il décrit ainsi la factorerie : «La factorerie est très mal installée ; les bâtiments d'habitation mi-partie pierre et bois, trop près de la mer, sont salpêtrés et mal clos, il n'y a pas de vitre aux fenêtres qui ne ferment à peu près qu'avec des volets ²⁰.»

Puis il lui loua pour cinq ans «une grande case du pays, carrée, à toiture de zinc, presque une petite maison, comprenant deux petites pièces de deux mètres de large qui commandent, à droite et à gauche, une troisième pièce d'environ quatre mètres de largeur, le tout sur une profondeur égale à quatre mètres ²¹». On prévoyait en effet que la construction du poste puis de la résidence prendrait beaucoup de temps à cause de la mainmise incomplète sur la presqu'île (guerre de succession à la chefferie du Kaloum de 1886-1887, bombardement français en mai 1887), des difficultés pour l'approvisionnement en matériaux et des problèmes posés par le recrutement de main-d'œuvre qualifiée.

Le résident acquérait ainsi le minimum d'indépendance indispensable à sa fonction quoique son installation fût modeste, comme le montre l'ameublement qu'il souhaitait obtenir :

«un bon lit complet avec moustiquaire,
une table de nuit,
une toilette, aussi modeste que possible,
une petite glace,
une armoire pour mon linge,
une armoire pour mes vêtements,
une table-secrétaire pour mon cabinet,
un meuble, solide, fermant bien, pour mes papiers,
une table en bois blanc pour manger
et, au moins, une douzaine de chaises ²².»

Bien qu'un poste ait été construit entre temps, il occupa toujours cette habitation en 1889, date qui inaugure l'ère des chantiers à Conakry.

L'essentiel des bâtiments de Conakry fut édifié sous l'égide du lieutenant-gouverneur Ballay ²³ pendant le cycle du caoutchouc. De Ballay l'on écrivit qu'«il fit surgir du néant cette ville de Conakry qui est le joyau de la côte occidentale d'Afrique ²⁴». Eut-il quelque mérite personnel à cela ou était-ce avant tout une question de conjon-

25. A partir de cette date les taxes de douane sont versées au budget général de l'A.O.F.

20. Archives nationales de Guinée, 2B 2, rapport du 14 avril 1885 de Péreton au lieutenant-gouverneur à Gorée.

21. Archives nationales de Guinée, 2B 1, rapport du 15 juillet 1885, *ibid*.

22. *Ibid*.

23. Il fut envoyé en mission spéciale en 1890 puis en poste de 1891 à 1900 avec de nombreuses interruptions, l'interim étant assuré par le secrétaire-général Cousturier qui lui succéda comme lieutenant-gouverneur.

24. «Afrique française», éloge funéraire, *Bulletin du Comité de l'Afrique française*, 1902, p. 143.

26. Archives nationales du Sénégal, 7G 1/1, «peut-on fabriquer des briques et de la chaux, peut-on trouver du bois, de l'eau potable ?»

27. Le bois venait de France mais surtout de Norvège, d'Allemagne, des Etats-Unis... Peu d'importation d'Afrique même au début du XX^e siècle alors que la Sierra Leone exportait des bois de charpente au XIX^e siècle.

28. Ces produits venaient en priorité d'Angleterre et d'Allemagne vu le dynamisme de leur sidérurgie.

ture ? La genèse de Conakry bénéficia en effet de la prospérité liée à l'exportation du caoutchouc : le commerce extérieur passa de 8 millions de francs en 1890 à 30-40 millions de 1903 à 1913. Les revenus de la colonie progressèrent aussi du fait de l'augmentation des taxes douanières et de la généralisation de l'impôt de capitation en 1897 (78% des recettes en moyenne de 1905 ²⁵ à 1913). L'excédent budgétaire assuré dès 1891, alimentant la Caisse de Réserve, permit des investissements à long terme comme la construction du chemin de fer ou les infrastructures de Conakry. Furent bâtis l'Hôtel du Gouvernement, l'Hôtel des douanes, l'imprimerie, le marché central, deux prisons et deux hôpitaux successifs, des maisons d'habitation... ainsi que de nombreux établissements commerciaux. Administration et commerce résumaient en effet les activités des Européens. Ceux-ci étaient le plus souvent logés par leurs employeurs, ce qui explique l'apparition tardive de maisons privées de facture strictement européenne.

Les matériaux de construction

La possibilité de trouver sur place les matériaux employés pour la construction était un des objectifs de la «Commission chargée d'explorer la côte au sud de Gorée à l'effet de déterminer un point convenable à l'établissement d'un comptoir commercial» en 1837 ²⁶. Ce souci, toujours présent, perdit cependant de son acuité du fait des facilités accrues d'importation des matériaux, notamment pour les implantations côtières. On le retrouve cependant dans les études du conducteur des Travaux, Couteau, chargé de la construction de l'Hôtel du Gouvernement et de la conception du plan cadastral. Du fait de la structure géologique (cuiasse riche en fer), l'on pouvait utiliser des pierres locales, généralement prises sur le rivage d'où l'on extrayait aussi du sable. Certains abus aboutirent à des effondrements côtiers — surtout à l'ouest — et il fallut réglementer dès 1898 les activités d'extraction. L'achèvement du boulevard maritime puis de la route circulaire en 1902-1903 permit de consolider et de stabiliser le littoral.

La plupart des matériaux étaient toutefois importée : tuiles plates de Marseille, carreaux de céramique, ciment, chaux, bois notamment pitchpin ²⁷, ouvrages en métaux et tôles ²⁸.

Comme souvent, l'inexpérience ou la volonté de faire de fausses économies aboutit à certaines catastrophes. Ainsi l'ancien commissariat, construit à la hâte en 1898, fut-il envahi par les termites malgré un soubassement en



Un exemple de construction en 1900 : l'église anglicane de Conakry.

Le premier temple protestant de Conakry et un groupe de Sierra-Léonais (1898).



29. *Rapport sur la situation générale de la Guinée française en 1902*, rédigé le 30 juin 1903, Paris ; voir p. 74. Aspc-I leurimont, *La Guinée française*, Paris, 1900, signale l'utilité des magnans (fourmis) contre les termites mais l'impossibilité de les acclimater à Conakry (voir p. 81).

30. Goerg, O., «Conakry : un modèle de ville coloniale française ?», *op. cit.*, pp. 326 sq.

31. Bie, A., *op. cit.*, p. 42.

32. *Ibid.*, p. 46.

33. Duminy, J., *Expertise de réhabilitation et restructuration de Conakry I ; rapport de synthèse (mission 1985-1986)*, Paris / République de Guinée, Agence Coopération Aménagement, juin 1986 (cf. photographie p. 9).

pierres d'un mètre 40 de haut : en 1902, toutes les structures en bois furent remplacées par du fer, matériau idéal mais plus cher ; le plafond et la toiture furent également refaits ²⁹.

Très rapidement, les matériaux de construction servirent à délimiter des zones d'habitat à Conakry : «aucune concession ne saurait être rendu définitive si les bâtiments qui y sont édifiés ne sont construits en pierres ou en briques» (article 5 de l'arrêté du 14 septembre 1901) ; les techniques locales n'étaient que tolérées : torchis, pisé, briques crues, toits en chaume, «mode dangereux et peu sain de couverture» (article 7). La législation de 1905 consacra cette politique en exigeant une valeur minimale décroissante des bâtiments : 7,5 F par m² pour la première zone, 4 F pour la deuxième et 1,5 F pour la troisième dite «zone indigène ³⁰». Cette forme de ségrégation spatiale, au fondement théorique plus social que racial — mais les deux critères se recoupaient du fait du système colonial — marqua le paysage urbain en différenciant fortement les quartiers.

Dès avant cette réglementation, les moyens financiers des propriétaires conditionnaient l'état des constructions, marquant le paysage urbain de la côte ouest (quartier administratif et commercial) à l'intérieur des terres : «Les avenues sont bordées de maisons d'habitation en maçonnerie, surtout vers le centre, ou de petits chalets en bois, et enfin de cases ³¹.»

Ce sont les deux premiers types de construction qui nous intéressent ici bien que, comme le note le même administrateur : «Les indigènes eux-mêmes se mettent de la partie et bon nombre font construire de jolies maisons d'habitation en briques, aux toitures de tuiles ou de tôles ondulées, avec de larges vérandas soutenues par des colonnes d'un style arabe du plus gracieux effet ³².»

La construction en bois sur un socle de maçonnerie est souvent une première étape, moins onéreuse et techniquement plus simple. Le premier temple protestant, édifié dans les années 1890, en est un exemple. Ce type de bâtiment disparut peu à peu mais certains exemples subsistent jusqu'à nos jours ³³. Les constructions plus prestigieuses avaient recours aux pierres, briques, armatures en fer (fermes Moisant), prônées par l'administration.

L'évolution architecturale des maisons de commerce

Le début de la période coloniale connut de rapides transformations des méthodes commerciales, surtout dans la capitale, point d'aboutissement de toute une chaîne d'échanges : la fonction d'accueil des porteurs disparut peu à peu, entraînant d'importants changements dans la conception même des factoreries.

Les premiers établissements de Conakry étaient conçus pour loger les caravanes de porteurs, ce qui explique la taille importante des concessions demandées : elles dépassent souvent 1500 m² — et parfois bien plus dans un but également spéculatif — contre 280 à 900 m² pour les concessions privées. Tout s'organisait autour d'une vaste cour comme le montre le schéma de la maison Gautier ou l'étendue de la concession de la maison Colin dont les bâtiments en pierres, à toits de tôles ne comportent qu'un rez-de-chaussée. Bié décrit ainsi la concession de la C.F.A.O., « aspect de caravansérail enfoui sous bois, [...], petit parc composé d'arbres d'essences diverses ³⁴ ». Ces concessions incluaient un dépôt, un magasin de détail, un caravansérail — espace d'accueil des porteurs et d'entrepôt des marchandises — et parfois un bâtiment d'habitation indépendant du magasin.

La lutte de l'administration coloniale pour la monétarisation — et donc la fin des échanges directs, produits contre marchandises — et l'imposition du modèle capitaliste des échanges commerciaux mit fin à ces pratiques. Des caravansérails publics furent construits à l'entrée des villes (vers 1883 à Boké, en 1899 à Conakry à 5 km environ du centre commerçant), suscitant souvent des protestations de la part des commerçants ³⁵. Peu à peu les produits furent concentrés près des lieux de récolte par des traitants, ce qui mit fin aux longs déplacements des caravanes. L'évolution des pratiques commerciales se traduisit par les transformations architecturales des comptoirs commerciaux dont la fonction principale fut celle d'entrepôt de produits à exporter et de marchandises à vendre, de redistribution aux traitants.

Aux vastes concessions fermées succédèrent des bâtiments à étage donnant directement sur la rue : magasins et entrepôts occupent le rez-de-chaussée tandis que les habitations sont à l'étage car la ventilation y est meilleure ; une véranda entoure l'édifice, lieu de circulation et de repos. Des variantes sur ce thème bientôt classique se développèrent comme la fermeture de la véranda. Les



Plan de Conakry en 1906.

34. *Ibid.*, p. 32.

35. Goerg, O., *Commerce et colonisation en Guinée (1850-1913)*, *op. cit.*, p. 262, citation d'une lettre de protestation.



Colin et C^{ie}, maison de détail.

36. Bie, A., *op. cit.* p. 44.

37. Archives nationales du Sénégal,
2G 1/40, rapport d'ensemble de
1899, rapport sur Conakry.

maisons de détail — qui se créèrent à la même époque — ont des proportions moins imposantes. Celle du commerçant Colin est architecturalement intéressante : bâtiment d'angle, toiture à quatre pentes, parement de briques et de pierres, balcon de fer forgé...

Ces nouveaux édifices commerciaux bordaient surtout le 3^{ème} boulevard, aboutissant au port, surnommé le boulevard du commerce «qui n'a pas moins de 30 m de large sur une longueur d'environ un kilomètre. De larges trottoirs bordent cette rue, de splendides maisons à étage, toutes neuves, lui donnent une apparence toute moderne ³⁶,»

Ce quartier de négoce fut desservi à partir de 1897 par une voie Decauville, totalisant 9,7 km en 1902. La prééminence économique de Conakry était alors définitivement affirmée, comme le montre le bilan des installations commerciales ³⁷ : 15 grandes factoreries d'une valeur supérieure à 50 000 F, 17 factoreries moyennes ou succursales, 75 maisons de traite, 1 marché, 23 magasins, caravansérail et hangars.

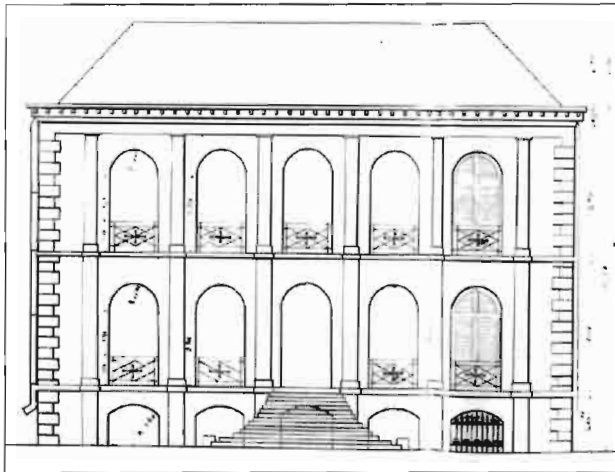
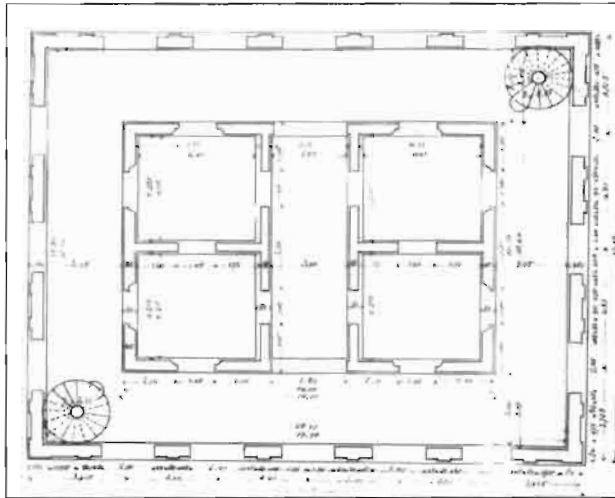


*La rue du commerce au
début du siècle.*

*Conakry, vue panoramique
ancienne.*



*Hôtel du gouvernement :
plan de l'étage,
façade.*



38. Archives nationales, section Outre-Mer (Aix-en-Provence), Guinée, carton XII, dossier 2, pièce 1 (rapport du conducteur des travaux Couteau du 23 octobre 1889).

39. Monnier, M., *Mission Binger, France Noire*, Paris, 1894 (écrit en 1892) ; il la décrit ainsi : «un palais de gouverneur, façon de villa flanquée de lourdes arcades» (p. 27).

Quelques bâtiments remarquables

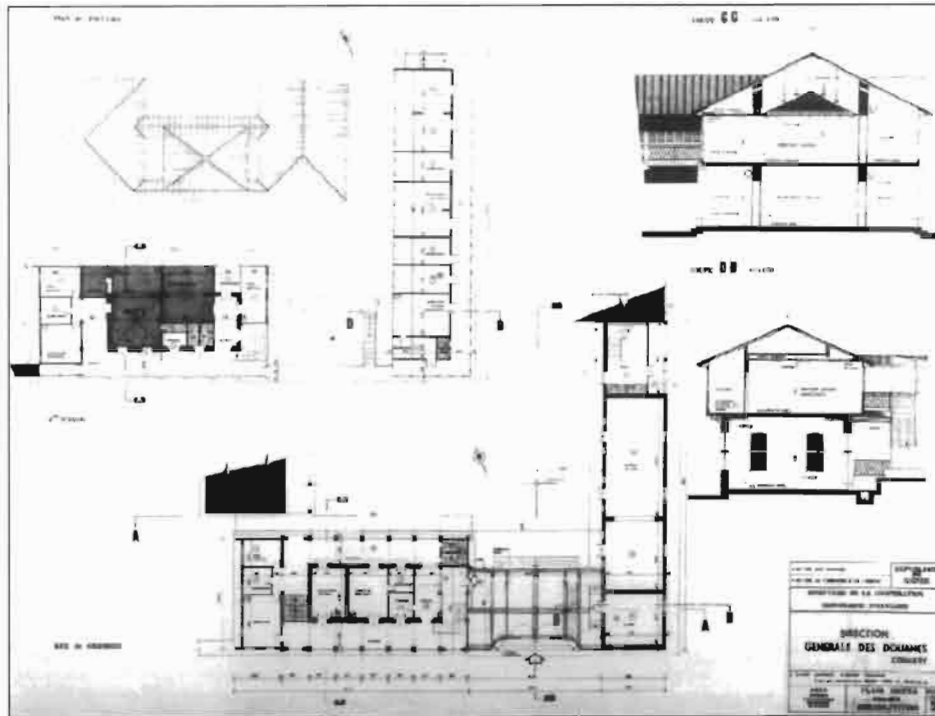
— L'Hôtel du Gouvernement

Ce fut le premier édifice imposant de Conakry : il fallait en effet représenter dignement la France et impressionner la population : «Les indigènes sentiront l'autorité et la respecteront davantage en voyant une construction plus grandiose et plus en harmonie avec le grade du haut-fonctionnaire qui l'habitera ³⁸.»

Les travaux furent menés d'octobre 1889 au mois de mai suivant, grâce au travail d'ouvriers qualifiés venus du Sénégal et de Sierra Leone. En fait la bâtisse n'était pas totalement achevée et suscita de nombreuses critiques liées à sa conception hâtive ou à son style ³⁹ : elle dut être agrandie et améliorée par la suite. Il était indispensable cependant que le lieutenant-gouverneur ait rapidement une résidence digne de son rang. Le bâtiment originel avait 21,15 m sur 17,05 m pour une hauteur de 15,64 m. Il était recouvert de tuiles. Les planchers étaient constitués de poutrelles en fer avec un remplissage de briques «Arnaud» : il fallait en effet éviter l'emploi du bois car «les termites innombrables qui infestent ce pays ne tarderaient pas à l'attaquer». Des ouvertures pratiquées dans le soubassement, fermées par des grilles et non des vantaux en bois, permettaient d'établir un courant d'air constant au dessous de l'hôtel. De même, l'aération des combles était prévue par la construction d'un lanterneau et de dix châssis ouvrant en fonte. Dès 1892 deux ailes furent ajoutées et terminées en 1893. L'édifice, entouré d'un vaste jardin, donnait à l'arrière sur la mer.

L'Hôtel du Gouvernement fut détruit en 1984, après la mort de Sékou Touré dont il avait été la résidence.





Hôtel des douanes, relevés.

L'Hôtel des douanes au début du siècle.



L'Hôtel des douanes, façade et détail.

— *L'Hôtel des douanes*

Il fut construit de 1895 à 1899. Bâtiment imposant, symbole de l'activité économique extravertie, il présentait les principales caractéristiques architecturales mises en place à cette époque : pilastres dégagant un espace de circulation au rez-de-chaussée, vérandas sur lesquelles ouvrent les différents bureaux à l'étage — elles furent rapidement pourvues de vantaux en bois —, toit à quatre pentes... De belles ferronneries (balustrades, escaliers, consoles...) remplissent à la fois un rôle fonctionnel et esthétique.



— L'hôpital

Les préoccupations sanitaires furent d'emblée présentes dans la politique coloniale, dans le souci notamment de préserver les vies européennes⁴⁰. Un premier hôpital — ouvert en février 1894 — fut construit près de l'Hôtel du Gouvernement selon un modèle architectural simple ; il était «formé de deux grands pavillons séparés, à étages, aux toitures de tuiles rouges, ceints de larges vérandas à balustrades de fer forgé⁴¹». Ne répondant plus aux besoins et mal situé, il fut désaffecté à la fin du siècle. Le deuxième, toujours en service actuellement⁴², fut édifié à plus d'un kilomètre du centre européen, en bord de mer également, dans une zone à peine défrichée. Sa construction dura de 1899 à 1902 ; il comprenait quatre grands pavillons reliés entre eux par des passerelles, formant passage couvert. A cela s'ajoutaient quatre bâtiments de dépendances (un à l'entrée, les cuisines et bains, une morgue et un pavillon de désinfection). Peu après le tout fut complété par une bâtisse pour les contagieux. La description du «pavillon des officiers» nous en précise l'organisation intérieure :

«Le pavillon des officiers est divisé, au premier étage, en sept chambres de malades et un cabinet réservé à la sœur des salles. Trois chambres, pour malades de la première catégorie, sont à un lit ; les quatre autres, destinées aux malades de deuxième catégorie, sont à deux lits.

Le mobilier de ces chambres est aussi simple que possible. On s'est contenté d'y mettre les meubles indispensables, pour ne pas diminuer le cube d'air et permettre un nettoyage aisé. Les lits sont en fer ; ils sont facilement démontables, ce qui permet de les laver et de les désinfecter rapidement. Le matériel de literie est entièrement neuf. Les autres meubles sont, pour chaque chambre, une table de toilette et une table de nuit, toutes deux à dessus de marbre, une table en pitchpin, une grande glace, un grand service à toilette, un fauteuil et deux chaises cannées. Il n'y a ni tapis, ni rideaux ; les descentes de lit sont remplacées par des nattes en paille fine⁴³.

Des modifications successives furent effectuées comme le «persiennage» des vérandas, généralement clôturées, ce qui permettait de gagner de la place. Ceci fut fait dans la plupart des autres bâtiments coloniaux⁴⁴. Il fut appelé «Hôpital Ballay», en mémoire «des bienfaits rendus pendant dix ans à la colonie (arrêté local du 10 mars 1902) par l'ancien lieutenant-gouverneur, médecin, mort au poste de gouverneur du Sénégal durant l'épidémie de fièvre jaune en 1902. Comme dans les autres colonies, il

40. La mortalité était élevée au début de la période coloniale : ainsi sur les trois sœurs de la Congrégation de Saint Joseph de Cluny arrivées en 1893, deux moururent en 1894.

41. Bie, A., *op. cit.*, p. 33.

42. Hôpital Ignace Deen, du nom d'un des premiers médecins africains.

L'hôpital : un ensemble de quatre grands pavillons reliés entre eux par des passerelles.

L'hôpital : l'escalier Eiffel.



43. *Rapport sur la situation générale... en 1902*, p. 32.

44. Ainsi à l'école laïque construite en 1899 : les deux galeries de 3 m de large fut fermées en 1902 à la demande de la direction du chemin de fer qui les occupaient.

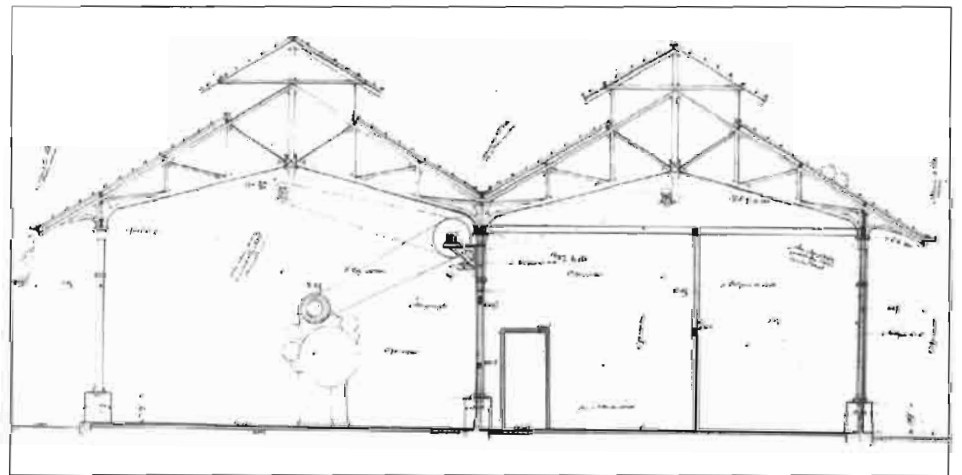
La Mairie, vue ancienne.



Hangars ferroviaires.



Hangars ferroviaires, coupe sur la charpente des entrepôts.



comportait une section européenne — les quatre pavillons décrits — et une section indigène [*sic*], édifée en dehors de l'enclos. Il faut attendre les années 1950 pour voir la construction d'un hôpital supplémentaire, à Donka, en banlieue.

— *Les marchés*

Un premier marché couvert fut construit en 1896 (lot 20 du plan cadastral) mais il fut rapidement trop petit du fait de la croissance de la population urbaine, passant d'environ 300 habitants en 1885 à plus de 10 000 vers 1910. «Le marché, vaste construction à hautes arcades, malgré ses grandes dimensions, ne suffit pas à contenir la foule des vendeurs et des acheteurs qui sont obligés de s'installer en plein vent sur la place ⁴⁵.»

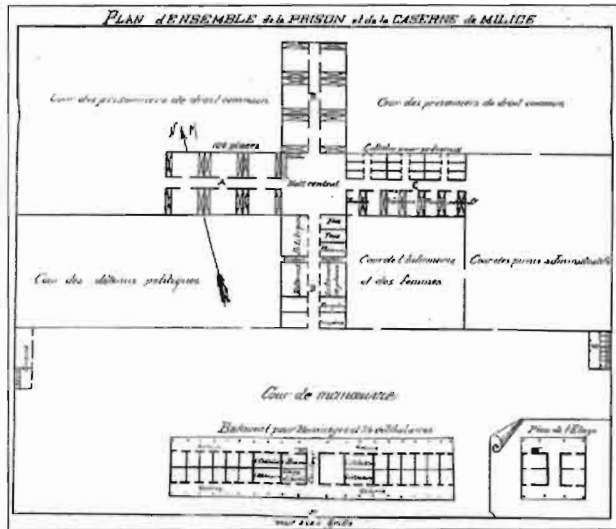
Son architecture était assez simple : sorte de hangar ouvert à la pluie, toiture de tôles, piliers ornements en béton, pans de bois. A signaler cependant des pavillons circulaires (kiosques), à la conception plus originale. A partir de 1900, on construisit un second marché, destiné également aux menus échanges quotidiens ; il était situé loin du centre administratif, le long de la route du Niger, grand axe de pénétration dans la presqu'île. Il comprenait deux halles sur piliers et assises en béton, mal protégées pendant l'hivernage. Edifié au cœur des quartiers africains, encore peu lotis, il attira rapidement de nombreux vendeurs et l'on dut construire un troisième bâtiment — identique — en 1924. L'ensemble restait cependant peu satisfaisant et la décision de construire un nouveau marché fut prise en 1937 par la commission municipale : «La ville de Conakry n'a pas de marché digne d'elle. Il convient de pourvoir à cette situation tant pour des raisons esthétiques que d'hygiène ⁴⁶.» Un appel d'offre fut lancé en 1939, les premières propositions étudiées et un crédit affecté à cette dépense, mais le conflit mondial vint interrompre tous les projets. Ainsi, malgré l'exiguïté de ce marché, signalée dès les années 1930, ce n'est qu'en 1954 qu'un nouveau bâtiment fut construit, sur le même emplacement, dans le cadre du FIDES.

45. Bie, A., *op. cit.*, p. 44.

46. Archives nationales de Guinée, 2D 308, procès-verbal de la réunion de la commission municipale du 5 mai 1937.

*Le marché construit de
Conakry, vers 1900.*





La prison et la caserne de la milice, plan d'ensemble.

Conakry, le commissariat de police.

47. Rapport sur la situation générale... en 1902, pp. 49-50.



— La prison et la caserne de la milice

Comme dans le cas de l'hôpital, la prison fut édiflée par deux fois, de façon d'une part à l'agrandir, d'autre part à l'éloigner du centre européen. Bâtie sommairement en 1891-1892 (lot 25), elle fut déplacée vers l'est. On lui adjoignit une caserne. Celle-ci comportait : «un pavillon central à étage placé dans l'axe du terrain à 5 m en arrière de l'alignement de la 11^{ème} avenue au lot n° 86. Ce pavillon comprend trois pièces au rez-de-chaussée, un magasin pour les effets, un bureau pour le commissaire régisseur et une salle de garde. A l'étage, 4 pièces servant de logement. Deux galeries de trois mètres de largeur règnent sur les grandes façades tant au rez-de-chaussée qu'à l'étage. Ce bâtiment est entièrement en maçonnerie : les planchers de l'étage sont en fer et béton avec carrelage en ciment ; la couverture en tôles ondulées sur charpente en bois ; l'aération est obtenue par des œils-de-bœuf dans les pignons et par des lucarnes.

Deux ailes font suite au bâtiment central, mais ne comportent pas d'étage, elles sont également en maçonnerie, aires bétonnées et cimentées, galeries de 3 m sur les façades (grandes), couverture en tôles. Chaque aile comprend 12 chambres pour ménages et deux grandes pièces pour les célibataires. La longueur totale de ce bâtiment est de 76 m : il est orienté est-ouest ⁴⁷».

— Les villas

Parallèlement à l'édification des bâtiments administratifs, les pouvoirs coloniaux se préoccupèrent de loger leurs employés. Ces logements de fonction — attribués selon une stricte hiérarchie dépendant du grade — étaient souvent situés sur le lieu de travail, au-dessus des bureaux ; c'est le cas au Jardin d'Essai, à la Direction des Travaux Publics... Cependant de nombreuses villas indépendantes furent aussi acquises ou construites par l'administration tandis que certains colons, des commerçants notamment, édifiaient d'autres maisons. Les archives notariales nous en décrivent certaines, ainsi lors de la vente de deux immeubles — datant des années 1890 — par Jean Pougnaud, entrepreneur des Travaux Publics, à la colonie de la Guinée française en 1902 : une maison en pierres et tuiles de 18,5 m sur 11,5 m (située lot 59, parcelle 3) comportant un rez-de-chaussée à 1,60 m du sol et un étage ; chaque niveau comprenait 3 pièces et une galerie carrelée. La cuisine et les w.c. se trouvaient dans des dépendances recouvertes de tôles. L'autre villa comptait

cinq pièces en rez-de-chaussée et une galerie (lot 7 parcelles 2 et 4) ⁴⁸.

Ces deux exemples résument en fait bien les caractéristiques architecturales car les modèles étaient simples, souvent répétitifs : rez-de-chaussée surélevé, véranda perennée ou non, pièces traversantes donnant sur la galerie... La plupart des villas étaient constituées d'un seul rez-de-chaussée ; le nombre de pièces était réduit ce qui correspondait aux données démographiques des Européens : majorité d'hommes seuls (70% avant 1914), nombre d'enfants limité. Trois pièces constituaient la structure classique de l'habitat européen : un salon, une salle-à-manger et une chambre. Cependant les galeries — de 3 m de large en moyenne — procuraient un espace supplémentaire qui fut utilisé par la suite, ce qui limitait en revanche leur rôle dans la ventilation de la maison. La conception de ces villas — dont le plan se retrouve dans d'autres milieux coloniaux tropicaux — faisait preuve d'un souci d'adaptation climatique même si l'orientation optimale n'était pas toujours respectée ou si leur entassement sur le même lot empêchait une bonne circulation de l'air.

Les villas de l'administration — aux noms évocateurs — étaient généralement groupées :

- lot 3 «La Jeunesse» (construit avant 1900) ;
- lot 7 «Plaisance», «les Bambous» (avant 1900) ;
- lot 25, «les Scarcies», «les Iris», les Palmiers» et les «Hibiscus» construites vers 1910 ⁴⁹ ;
- lot 59, «Belle Brise» (avant 1900), «les Flamboyants», «les Rosiers», «les Iles», «Beau Rivage», «les Jardins» (avant 1915) ;
- lot 8, «Les Cyclamens», les Jasmins», «les Antigones», «les Bougainvilliers», «les Mimosas» (vers 1915)...

Elles étaient toutes situées dans la première zone, quartier commercial et administratif. Rares sont celles qui subsistent jusqu'à nos jours : les villas de la pointe sud-ouest (lots 7 et 59) ont été détruites pour faire place à la «Cité des Nations», construite en vue du sommet de l'O.U.A. prévu pour 1984 mais qui n'eut pas lieu du fait de la mort de Sékou Touré. De la même façon, les maisons de la cité du chemin de fer furent démolies après 1984.

A ces villas destinées aux Européens correspondait une version simplifiée pour le reste de la population, généralement connue sous le nom de *casa* ; elle comportait plusieurs bâtiments donnant sur une cour rectangulaire où s'organisent de nombreuses activités domestiques. Limitée à un rez-de-chaussée, souvent basse

48. Archives nationales, section Outre-Mer (Aix-en-Provence). Notariat de Guinée, volume de 1902, n° 8.

Hôtel des travaux publics, avec un étage qui sert de logement au chef de service.



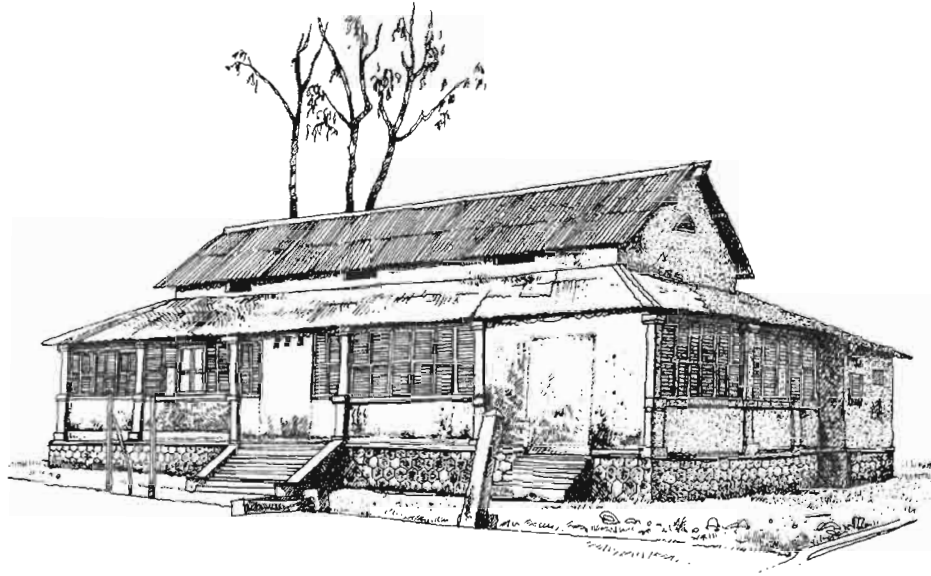
Logement de l'adjoint.



49. Archives nationales, section Outre-Mer (Aix-en-Provence). Agence de la France d'Outre-Mer, carton 377, dossier 41 bis, urbanisme (2), bâtiments civils avant 1945 ; tableau 10 colonie de la Guinée qui récapitule les dépenses effectuées depuis 1875 pour les constructions administratives.

Logement de l'administration.





Villa les Iris.

Villa Cyprès, 1936.



Villa Cynos et Cybèle, 1936.



Villa Almamyra «casa».

pour lutter contre les forts vents, la maison comprenait une véranda servant d'entrée et ponctuée par des pilastres ; cette galerie fut souvent persiennée, bouchée par des claustra ou même murée pour augmenter l'espace habitable. L'existence d'un soubassement ou d'un double toit pourvu d'une ouverture sur le pignon sont aussi des caractéristiques héritées de l'influence européenne.

L'entre-deux-guerres ne fut pas une période de grande activité pour la construction : les principaux bâtiments administratifs étaient déjà construits et la stagnation économique limitait les ressources de la colonie. Les cours du caoutchouc de cueillette, principal produit d'exportation de la Guinée, s'étaient en effet effondrés en 1913. Cette crise commerciale eut des conséquences directes sur la ville de Conakry, centre de concentration et d'exportation du caoutchouc. Sa population connut une croissance limitée ; elle se maintint autour de 10 000 jusqu'au milieu des années 1930 puis atteint les 30 000 environ au moment de la Seconde Guerre mondiale. Les ressources procurées par d'autres produits agricoles, l'or ou les divers impôts furent avant tout consacrées à l'équipement de Conakry : électrification, amélioration du port et construction d'un entrepôt frigorifique pour les bananes ; celles-ci constituèrent le nouveau et principal produit d'exportation à partir des années 1930, ce qui relança l'économie guinéenne.

L'administration continua cependant à construire des logements pour ses fonctionnaires, comme la villa «Rose» à étage (1936), la villa «Cérès» (1930) ou celles édifiées sur le lot 35 vers 1925-1930 reprenant les plans antérieurs. Le camp des gardes, datant de 1937, fait en revanche preuve de plus d'originalité de même que la maison construite face à la poste, s'inspirant du style balnéaire, très dégradée actuellement.

De façon générale l'on peut noter l'introduction progressive de quelques variantes, liées notamment à l'évolution des systèmes d'aération (ventilateur) ou des matériaux de construction comme l'utilisation des claustra pour faciliter la circulation de l'air ou comme mode de fermeture des vérandas. Celles-ci restent un élément architectural important, même si l'on observe une plus grande diversité des plans : la véranda n'est plus forcément continue et peut être réduite à l'état de balcon.

A signaler aussi la construction de la Chambre de Commerce en 1934-1936 par la société des Grands Travaux Africains.



Ville «rose» construite en 1936 pour deux fonctionnaires.



Villa «Escale de Guinée».

C'est de cette période également que date la cathédrale de Conakry édifiée de 1932 à 1937, avec des fonds collectés en partie avant la grande crise économique. Les Grands Travaux Africains en assurèrent le gros œuvre sur les plans de M. Wulfleff. Elle ne présente guère d'intérêt au niveau architectural : la structure est classique (plan cruciforme, coupole à la croisée du transept, clocher

La cathédrale, chantier vers 1935.

externe...) sans réel souci d'adaptation aux conditions climatiques ou aux données culturelles locales. Parallèlement, les bâtiments de la Ferme Saint Antoine — Mission Catholique —, datant de la fin du ^{xix}e siècle, furent démolis et remplacés par ceux de l'archevêché actuel, édifiés au début du vicariat de Mgr. Lerouge (1920-1949).



Le FIDES et la reprise des investissements immobiliers (1946-1958)

Un changement d'état d'esprit marqua les lendemains de la Seconde Guerre mondiale. Des réflexions sur l'urbanisme, amorcées avant la guerre, aboutirent à la conception d'un plan directeur de Conakry par les architectes Lods et Le Caisne en 1949. Par ailleurs les ressources du FIDES furent consacrées en priorité aux infrastructures. La construction immobilière reçut ainsi une nouvelle impulsion prenant en compte la croissance démographique de la ville et l'extension de l'habitat vers la banlieue qui fut englobée dans la définition administrative de Conakry peu avant l'indépendance⁵⁰. Avec plus ou moins de bonheur dans les réalisations, l'on fit désormais appel à des architectes. Les fonds du FIDES, procurés à 55% par la métropole et 45% par la colonie qui dut emprunter, permirent la construction d'un deuxième hôpital, d'un nouveau marché... d'un lycée, du bâtiment de l'IFAN (Institut français d'Afrique noire), d'un nouveau Palais de Justice... ainsi que de maisons d'habitation destinées aux fonctionnaires européens, notamment en banlieue, à Camayenne, ou à une clientèle plus large, notamment africaine. Dans ce dernier cas, elles obéissent surtout à un impératif financier : réduire le coût au maximum grâce, notamment, à l'établissement de maisons-type, ceci aux dépens de l'originalité architecturale. La Société Immobilière de Guinée (SIG, constituée en 1952) se spécialisa dans ces bâtiments. Le recours à des éléments préfabriqués, réalisés en partie sur le chantier même (parpaing creux en béton vibré, charpente métallique) accélérera la construction. La toiture était constituée d'une dalle de béton nervurée, couplée sur place et ancrée par son poids : ceci nécessitait par la suite moins d'entretien que les tôles ondulées⁵¹.

L'après-guerre vit la construction des premiers immeubles à plusieurs étages, conservant souvent les balcons mais sans que ceux-ci jouent le même rôle climatique. L'utilisation des ventilateurs puis de plus en plus des climatiseurs modifiait en effet les données de la construction. Les exemples les plus célèbres sont les «Jumelles» de Boulbinet, l'immeuble de «l'Urbaine et la Seine» (Grands Travaux de l'Est) ou celui de la société «La Paternelle». Les «Jumelles» ont été réalisées par l'entreprise Monod, sur un plan de Le Caisne et des frères Arsène-Henry



Conakry, bâtiment scolaire construit dans les années cinquante.

50. Sur cette nouvelle politique d'urbanisme voir le dossier de presse aux Archives nationales, section Outre-Mer (Aix-en-Provence), Agence de la France d'Outre-Mer, c. 377 d.42 bis : extraits du journal *La Guinée française* (Conakry), 1948-1949, notamment une interview de Le Caisne («Modernisation de Conakry», 29 mai 1948 et 8 juin 1948).

51. Archives nationales de Guinée, dossier 3 Z1 sur la SIG, 1952-1956 ; rapport sur la SIG/CCFOM à Conakry (1953-1955), non paginé, Paris / République de Guinée, Agence Coopération Aménagement.



Immeuble «La Paternelle».



*Un exemple de l'architecture
des années cinquante : les
deux tours de Boulbinet
destinées au logement des
fonctionnaires.*

(architectes) avec la collaboration de l'ingénieur Wilenko ; il s'agit de deux tours de 10 étages en front de mer destinées au logement de fonctionnaires. Les principales caractéristiques techniques sont les suivantes : ossature métallique noyée et béton collaborant ⁵². Elles furent conçues de façon à assurer la meilleure aération possible et à limiter l'ensoleillement tout en favorisant la luminosité.

— L'hôpital

Construit en banlieue, et non plus dans la presqu'île, le nouvel hôpital occupait un terrain de 17 ha. La conception finale résulte de la fusion des deux premiers projets classés : celui de Lods, Le Caisne et l'ingénieur Bodiansky (1^{er}) et celui de Aynès et Thierrart (2^e). L'on peut noter, comme ailleurs, la volonté de limiter l'ensoleillement au maximum par l'orientation des bâtiments et d'assurer une bonne ventilation des chambres en tenant compte du sens des vents dominants. Pour les principaux services, le choix fut fait d'un monobloc, ce qui réduisait les circulations ainsi que les surfaces utilisées — dans une vaste enceinte où devaient être construits divers logements de fonction. A ce bâtiment général de 5 étages s'ajoutaient un bloc chirurgical de 3 étages, une maternité, un pavillon pour tuberculeux — soit en tout plus de 500 lits — ainsi que des annexes. Quatre catégories de malades étaient prévues, opposant notamment Européens et Africains ; ceux-ci disposaient théoriquement de services de restauration distincts que le projet classé premier nomme « alimentation ancestrale » et « alimentation européenne ». L'entreprise française Violamer fut chargée des travaux de décembre 1956 à 1958 ⁵³. Ce nouvel hôpital, inauguré cinquante-six ans après l'hôpital Ballay, allait enfin pouvoir offrir des soins médicaux plus adaptés aux besoins de la population qui avait quintuplé depuis 1902.

— Le marché

C'est un exemple particulièrement intéressant de l'effort accompli pour concilier l'esthétique et la fonction. Il est l'œuvre de l'architecte Le Caisne et de l'ingénieur Bodiansky, de l'école du Corbusier. On s'efforça de l'adapter aux besoins des divers commerçants africains tout en assurant sa rentabilité pour la municipalité : « L'emplacement choisi (celui de l'ancien marché) est une place triangulaire longée par la principale artère de la ville. Au Nord de la place, dans la pointe, se répartissent

52. Le Caisne, R., « Les conditions de l'architecture en Afrique tropicale », in *Techniques et Architecture* (Paris), 1953, n° 5-6, pp. 45-48.

53. *Chronique d'Outre-Mer* (Paris), n° 34, avril 1957, pp. 40-41.

Le marché de Conakry inauguré en 1954.



les vendeurs de fruits sous les arbres. Les grands paliers de l'amphithéâtre serviront aux marchands de tissus et autres denrées, pendues à des traverses ou étalées sur des nattes. La coursive supérieure est réservée à des boutiques carrelées, protégées de moustiquaires et surveillées : denrées alimentaires. Au-dessous : loges pour les petits vendeurs ; face à la grande rue, ils pourront continuer leur trafic de nuit, réplique du système actuel d'étalages : de petites tables éclairées de bougies ou de lampes à pétrole ⁵⁴.»

La construction était entièrement en béton armé. «Le marché affecte en plan une forme de lentille avec l'extrémité coupée à 45° environ. L'édifice est divisé en trois parties par deux points de dilatation. Le marché a deux faces principales, l'une dirigée au nord et l'autre au sud. Les deux pignons sont parallèles au 7^{ème} boulevard et à la 9^{ème} avenue. La façade principale nord donne accès sur toute sa longueur au marché proprement dit et affecte la forme de gradins disposés en amphithéâtre. La façade sud donne accès au rez-de-chaussée à une série de boutiques et magasins ainsi qu'à deux passages qui relient le marché, d'une part, par deux escaliers, aux boutiques, et d'autre part aux couloirs latéraux desservant le dépôt. [...] La surface couverte représente approximativement 2000 m². La couverture du marché est divisée en deux parties distinctes : la toiture proprement dite et un large lanterneau. Le voile mince de ces deux éléments de l'ouvrage est soutenu par une poutraison transversale, chaque poutre prenant appui sur le pare-soleil des façades. L'écoulement des eaux des toitures est assuré d'une part par la pente des dalles formant chéneau dans l'axe longitudinal du bâtiment, et d'autre part par des gargouilles conduisant l'eau dans des caniveaux sur des égouts ⁵⁵.»

Le marché, inauguré le 6 février 1954 par le gouverneur Parisot, était présenté à cette date comme «le plus vaste et le mieux conçu de l'A.O.F.». Il sert toujours de marché central, parallèlement à celui de Madina, en banlieue, construit en 1957, couvrant une surface de 3700 m² mais dont l'architecture est nettement moins recherchée.

Les investissements réalisés dans le cadre des deux plans du FIDES et l'essor économique lié à l'exportation des produits miniers (fer et bauxite) contribuèrent à modifier et moderniser quelque peu l'aspect de Conakry. En fait, les marques de ces changements dans le paysage urbain restèrent très ponctuelles et le processus spécifique de l'indépendance de la Guinée — acquise dès 1958 à la suite du célèbre NON au référendum — vint interrompre

de nombreux projets. La période qui suivit (1958-1984) fut caractérisée par la faiblesse des investissements immobiliers publics, hormis quelques exceptions notoires comme le Palais du Peuple, l'Institut Polytechnique, la grande mosquée de Camayenne... Conakry se trouve être ainsi paradoxalement un conservatoire — très dégradé — de l'architecture coloniale alors que bien souvent les témoins de celle-ci ont disparu dans les autres villes africaines. C'est actuellement que se font les nouveaux choix architecturaux en Guinée, ce qui suppose une réflexion par rapport à un patrimoine ambigu parce que colonial. L'architecture peut en effet être perçue comme le symbole de la colonisation et, partant, de l'injustice de ce système. En témoigne ce texte : «L'architecture "sent le colon" à forte dose : la toiture en tuiles rouges ; les murs jadis blancs, maintenant de couleur isabelle foncé ; un immense escalier en forme de pyramide mène à une large véranda ⁵⁶.»

La destruction des bâtiments de l'époque coloniale peut alors fonctionner comme le rejet du souvenir de cette domination.

54. Extrait de *Techniques et Architecture* (Paris), 1953, n° 5-6, voir p. 65.

56. Monemembo, T., *Les crapauds-brousses*, Paris, Seuil, 1979, p. 16 ; l'auteur est né dans le Fouta-Djalon en 1947.

55. «Le grand marché couvert de Conakry», *Industrie et Travaux d'Outre-Mer* (Paris), n° 9, août 1954, p. 490.

La Côte d'Ivoire

par Françoise Doutreuwe

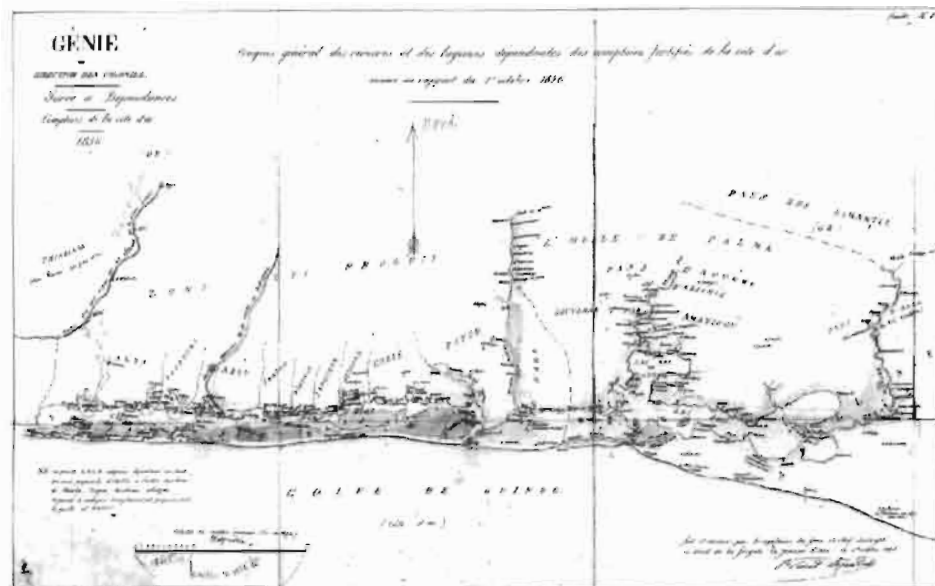
Une côte délaissée

Les commerçants et voyageurs européens fréquentaient la côte du Golfe de Guinée depuis le ^{xv}^e siècle. Toutefois, de San Pedro à Assinie, la future Côte d'Ivoire resta longtemps à l'écart du trafic maritime.

Lorsque le rivage n'était pas hérissé de dangereux écueils comme à San Pedro où ils furent la cause de nombreux naufrages, la côte basse et sableuse était défendue par la barre, succession d'énormes rouleaux déferlants. Les difficultés de l'accostage, jointes à la réputation peu hospitalière de ses habitants que l'on disait anthropophages, tout incitait les commerçants européens à s'implanter ailleurs, là où les contacts étaient plus aisés.

C'est ainsi que jusqu'au ^{xix}^e siècle, les grands marchés de l'or et des esclaves se tinrent dans d'autres lieux. Toutefois, des échanges commerciaux réguliers furent instaurés à partir du ^{xvii}^e siècle par les Hollandais et les Anglais à Jacqueville, ou par les Français à Assinie. Les transactions avaient lieu à bord des navires et portaient sur des marchandises venues de l'intérieur du pays par les routes commerciales anciennes. Les habitants de la côte servaient d'intermédiaires et échangeaient des bois de teinture, du caoutchouc, de l'ivoire, du coton tissé, de la malaguettes, quelques esclaves, un peu d'or, contre de la pacotille et des fusils, poudre, tabac, tissus. Mais ce n'était qu'un commerce d'appoint, irrégulier, tandis que les marchandises les plus recherchées : esclaves, or, restaient l'apanage des grands marchés de l'est et du nord.

C'est seulement au début du ^{xix}^e siècle que s'ébaucha le début de la prospérité commerciale de cette partie de la côte. L'abolition de la traite des esclaves obligea les



Croquis général des rivières et des lagunes dépendantes des comptoirs fortifiés de la Côte d'Or, 1856.

Fort Nemours à Grand-Bassam et Fort Joinville à Assinie.

Gravures extraites de C^d Frey, La côte occidentale d'Afrique, vues, scènes, croquis, 1890.



1. Familier ; construites en matériaux importés et considérés comme non périssables : briques, parpaings, ciment, tôle ondulée.

négociants à rechercher d'autres ressources. L'énorme besoin en corps gras engendré en Europe par l'essor industriel et le nombre toujours croissant des machines, aggravé par la diminution du nombre des baleines déjà trop pourchassées, conduisit les négociants à s'intéresser à l'huile de palme. C'est ainsi qu'ils découvrirent les ressources ivoiriennes, encore inexploitées.

Les maisons «à l'européenne» des Jack-Jack

Rapidement, les Alladian, ou «Jack-Jack» comme on les nommait alors, servirent d'habiles intermédiaires entre les bateaux anglais et les habitants de l'intérieur du pays, les tractations se faisant toujours à bord des bateaux. Ces traitants s'enrichirent très vite.

Gbeugre Nimba, le premier, eut l'idée de commander aux Anglais une maison préfabriquée en bois, «à l'européenne», avec des vitres de couleur aux fenêtres. Elle fut posée à même le sable. Ses amis l'imitèrent ; mais le bois était périssable, et bientôt des maisons «en dur¹» firent leur apparition. Ce sont celles dont les ruines, au milieu des cocotiers, parsèment encore la plage de Jacqueville aujourd'hui, témoins d'une splendeur passée.

Augustin Boduy Yessoah construisit sa maison vers 1890, à l'intérieur du village, dans l'enceinte de la concession familiale. Il fut le seul à ne pas s'installer en bordure de mer ; c'est peut-être la raison pour laquelle sa maison s'est mieux conservée que les autres, exposées trop directement au vent de la mer. Les transactions commerciales se faisaient au rez-de-chaussée, dans la boutique, mais aussi dans la salle à manger contiguë. Les commis et la famille étaient logés dans les trois chambres. A l'étage, quatre autres chambres desservies par une galerie à arcades encadraient un double salon décoré notamment par une fresque représentant un paquebot anglais. La cour contenait les annexes.

Tout le village participa à la construction du gros œuvre en extrayant des moellons de la lagune. Ces pierres furent liées au mortier de ciment, chaux et sable ; le ciment, contenu dans de petits barils, était importé de Dakar, ainsi que les briques d'encadrement des portes et fenêtres. Toute la charpente en pin du nord et les planchers furent amenés par bateau d'Europe. Avant l'écroulement de la toiture, la famille a pu récupérer quelques

objets de l'aménagement intérieur qui était luxueux pour l'époque : verres de couleur aux fenêtres, carreaux de céramique décorée sur le sol du rez-de-chaussée, fresque sur les murs, meubles, bibelots et vaisselle venus d'Europe.

Premières installations à terre

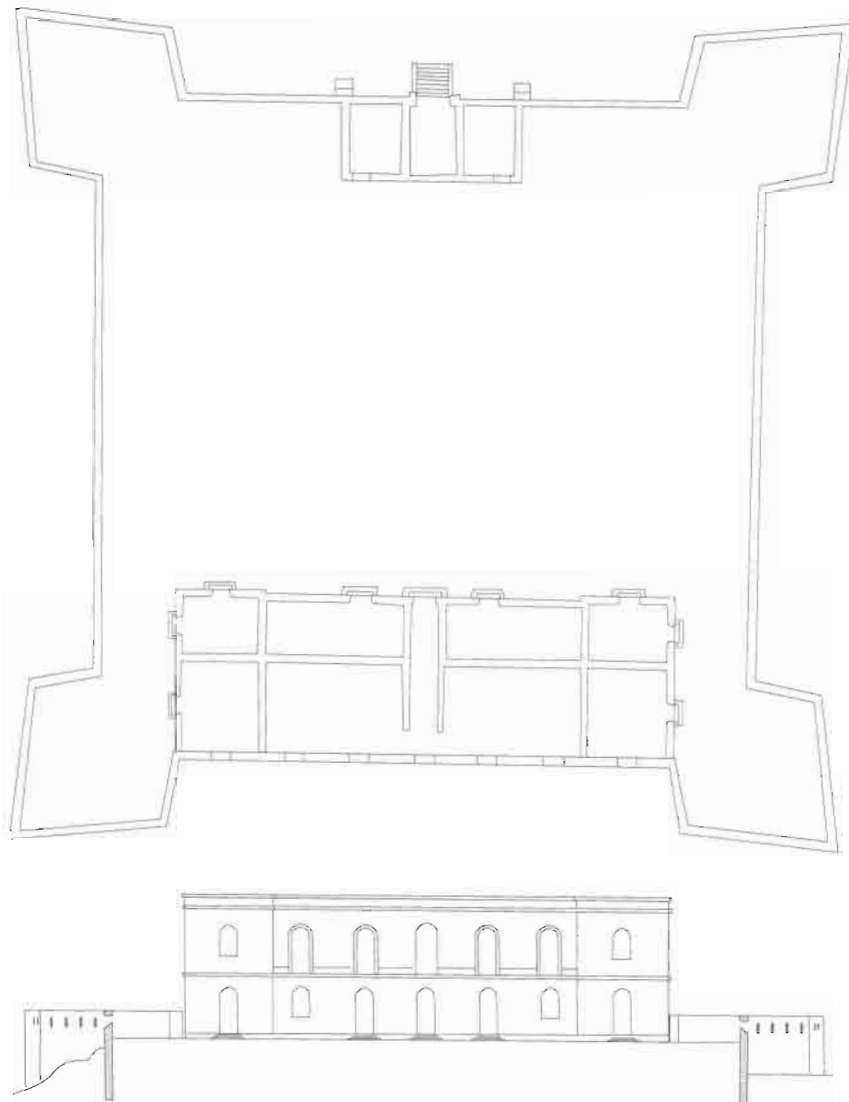
Les forts militaires

Pour contrecarrer le commerce anglais, beaucoup trop florissant à leur goût, les Français construisirent deux forts en 1843, l'un à Grand-Bassam, l'autre à Assinie qui devaient permettre aux factoreries de s'installer à terre en toute sécurité. Les rondins et la terre battue de leur structure n'ont pas résisté au temps, mais les plans et les gravures qui nous en restent révèlent une architecture un peu «far-west». En examinant ces documents, et l'ambiance qui s'en dégage, on comprend mieux l'aventure que représentait alors pour ces commerçants européens une installation sur la côte africaine. Après la longueur et les périls du voyage en voilier, le débarquement en baleinière à travers la barre, le risque principal restait à courir : la fièvre jaune, qui en 1857 par exemple, tua 32 européens sur les 50 qui se trouvaient alors en Côte d'Ivoire, 10 autres étant rapatriés... Dans ces conditions difficiles, les comptoirs vivaient.

Les postes de douane français implantés à Jacqueville et Grand-Jacques, n'avaient pas beaucoup gêné les Anglais, c'est pourquoi il fut décidé de bâtir un fort à Dabou, un peu en retrait sur le bord de la lagune. Sa construction débuta en 1855, entièrement en maçonnerie. Les effectifs de la garnison ne dépassaient pas 27 personnes. Dès 1870, il fut désarmé et abandonné, après avoir été occupé quelques années par la factorerie Verdier. L'effet d'intimidation escompté sur les Anglais s'était avéré inexistant. Plus tard, le fort, réarmé en 1895, attaqué et pillé, fut toutefois remis en état. Il est encore occupé aujourd'hui par les bureaux de la sous-préfecture.

Le plan du projet d'origine, signé par Faidherbe en 1854, avait été réalisé avec quelques changements. Toutefois la composition d'ensemble, très simple, a été conservée : elle comprend une cour carrée entourée de quatre bastions d'angles, bordée par un bâtiment principal à un étage au nord, deux bâtiments annexes en rez-de-chaussée à l'est et à l'ouest, une porterie au sud qui surplombe la lagune. Le bâtiment principal a été fortement modifié

*Dabou, fort Faidherbe ;
relevé et reconstitution de
l'état d'origine.*



par des adjonctions successives destinées à agrandir les locaux des bureaux, tandis que la porterie n'a pratiquement pas été touchée. Le mur d'enceinte et les bastions en moellons apparents ont été abaissés et surmontés d'un couronnement en ciment peu esthétique.

Les constructions civiles

Si les forts défensifs de la côte eurent un rôle à jouer dans les premières années de l'implantation française, ils furent rapidement désaffectés.

Le point de départ véritable des futures villes coloniales fut l'ensemble des installations destinées à assurer les deux fonctions essentielles de cette implantation : commerce et administration.

Les premiers bâtiments administratifs, tels que les douanes, et les autres services indispensables — postes, infirmeries... — étaient des baraques en bois préfabriquées venues par bateau, montées sur des plots de maçonnerie, avec des toits « en paillote » comme l'on disait à l'époque. Seule la « paille », qui était plutôt du « papo »² selon des photos anciennes, était prise sur place. Les habitations des fonctionnaires préposés étaient construites de la même manière.

Ces premières constructions sommaires étaient bien à l'image des hésitations de la France à s'installer vraiment sur cette côte. À cette époque, les grands principes de l'architecture coloniale étaient déjà bien établis : pièces centrales entourées d'une large véranda, opposition des portes face à face pour favoriser la circulation de l'air, surélévation sur pilotis pour éviter les remontées d'humidité.

Cependant la vie n'était pas facile pour cette poignée d'Européens en 1890, isolés loin de chez eux dans un climat qui leur était hostile. Le Père Gorju décrit Grand-Bassam : « La partie qui constituait le centre de la ville était recouverte d'une brousse presque impénétrable entrecoupée de marigots aux odeurs pestilentielles »³.

Quant aux comptoirs, installés avec prudence par les grandes compagnies commerciales, ce n'étaient que des baraquements provisoires. Malgré des avantages fiscaux importants, peu de maisons de commerce françaises se sentaient assez courageuses pour aller braver ces cieus inconnus et surtout, la tenace concurrence anglaise. Devant ce peu d'empressement, les négociants étrangers furent autorisés à s'installer dans les comptoirs français en 1858.

Les factoreries n'étaient construites « en dur » que lorsque la position d'une maison de commerce semblait

bien affermie, et qu'elle avait pu implanter tout un réseau de sous-factoreries dans l'intérieur du pays.

Les stocks de marchandises, poudre, fusils, tabac, outils, étaient entreposés dans des rez-de-chaussée massifs aux épais murs de maçonnerie de pierres, ou de briques importées. Les petites fenêtres étaient garnies de barreaux de fer contre les voleurs. L'étage, en maçonnerie plus légère et entouré d'une galerie de bois supportée par des poteaux constituait l'habitation. Un grand terrain environnant était utilisé comme dépôt, et une quantité de petits bâtiments annexes, cuisines, cabinets, entrepôts, ateliers, de construction sommaire, complétaient le dispositif d'ensemble.

Une plantation modèle

La Maison Blanche d'Elima illustre bien l'architecture privée de cette époque, c'est l'un des rares bâtiments de cette période précoloniale qui subsiste encore. Ses ruines surplombent la lagune Abi en un site aujourd'hui isolé et superbe.

Fondé en 1882 par Arthur Verdier⁴, le domaine d'Elima fut le terrain d'essai des premières plantations de café, puis de cacao, et de la première exploitation de bois. Tout un village de travailleurs environnait la Maison Blanche. La première école à l'européenne de Côte d'Ivoire y fut ouverte en 1887.

Murs de maçonnerie massive soutenue par d'épais contreforts, charpente métallique et couverture de tuiles mécaniques, la Maison Blanche dominait de sa présence imposante les champs et les vergers, l'embarcadère, l'école, l'infirmerie, la scierie, la tuilerie, l'embarcadère, le petit train Decauville et le village, tout un petit monde vivant en autarcie et pouvant se suffire à lui-même. Mais son influence s'étendit parfois beaucoup plus loin : ainsi l'infirmerie joua longtemps le rôle d'ambulance régionale.

Aujourd'hui, la toiture s'est écroulée et les pluies pourrissent les beaux planchers épais de l'étage ; chaque saison des pluies rouille davantage les débris incongrus des machines émergeant de la brousse. Le projet d'installer un musée du café et du cacao dans la Maison Blanche restaurée se réalisera-t-il un jour ?

2. Matériau de couverture constitué de folioles de palme pliées en deux et agencées sur des baguettes. On les dispose horizontalement et à recouvrement comme des rangées de tuiles.

4. Arthur Verdier sera quelques années plus tard le premier Résident de Côte d'Ivoire, c'est-à-dire le représentant officiel de la France en Côte d'Ivoire.

3. Gorju, P.J., *La Côte d'Ivoire chrétienne*, Lyon, Imprimerie Paquet, 1912.

*La poste à Assinie au début
du siècle.*



*La première poste de Côte
d'Ivoire à Grand-Lahou,
vers 1900.*



*La douane à Assinie au
début du siècle.*

«L'âge du fer» (1893-1910 environ)

Après la création de la Côte d'Ivoire, le 10 mars 1893, la nouvelle colonie vécut les différentes étapes de l'implantation française. Les premiers essais d'administration urbaine n'eurent lieu que dans les postes où les commerçants jouaient un rôle important, tout effort d'urbanisation étant freiné par l'idée constante de profiter des ressources du pays sans investir.

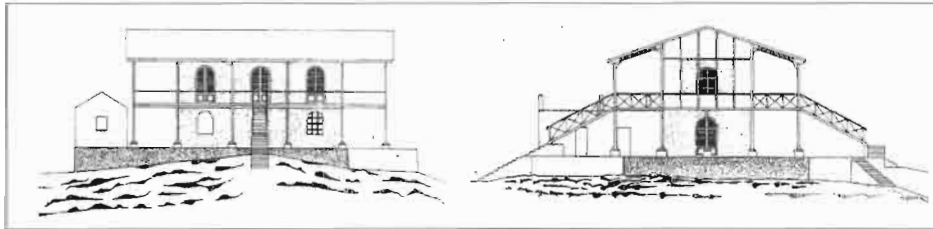
Les nouveaux arrivants, fonctionnaires et militaires furent tout d'abord logés comme autrefois dans des préfabriqués de bois à toitures de paille ou de «papo». Toutefois, sous ce climat chaud et humide, le bois pourrissait vite. La présence de termites et autres insectes destructeurs rendit nécessaire l'établissement de constructions plus durables.

A cette époque en France, l'architecture de fer était en plein essor. C'est en 1893 que survint le premier arrivage de bâtiments démontables à structure métallique, à destination des postes de douane de la côte ivoirienne. Tabou, Sassandra, San Pedro en reçurent chacun un. Il est probable que le futur Palais du Gouverneur de Grand-Bassam fit partie de la même cargaison.

A San Pedro, les ruines du bâtiment sont encore visibles au sommet d'un piton aux pentes boisées. Il fut la résidence de l'administrateur colonial à partir de 1895. L'habitation se composait de trois travées égales sur deux niveaux. Les murs étaient en moellons hourdés à la chaux. Le plancher avait une structure entièrement métallique comme la charpente. Des poteaux métalliques supportaient la véranda périphérique. Deux escaliers extérieurs en fer permettaient l'accès à l'étage.

L'ancienne résidence du Commandant de cercle à Sassandra est de provenance identique. Perchée sur une colline à la pointe d'une presqu'île qui commande le débouché du fleuve Sassandra dans l'Océan, le site est très représentatif du goût de l'époque pour les implantations en hauteur chaque fois que cela était possible ; on jugeait en effet que l'air y était plus salubre, et l'on comptait sur l'effet psychologique créé par cette situation dominante sur les quartiers indigènes étalés en contrebas ; enfin, la surveillance des environs était facilitée par cette position stratégique.

Le bâtiment a subi d'importantes adjonctions — une importante terrasse en béton armé — et la structure a été



San Pedro, pavillon de douane, relevé et reconstitution des façades nord et ouest.

Ancienne résidence du commandant de cercle à Sassandra, état transformé en 1980.



enrobée de maçonnerie, mais on peut imaginer l'aspect d'origine. Le corps central du bâtiment était à trois travées comme à San Pedro ; les murs étaient en petites briques rouges montées à la chaux ; un décor de pilastres de style dorique se voit encore en haut des façades sous la toiture de la véranda à structure métallique qui entourait le bâtiment ; la charpente comprenait des fermes parallèles en poutres métalliques composées et des pannes en fer en double té. Les annexes se trouvaient à proximité. Le bâtiment est aujourd'hui abandonné.

La structure et les aménagements du Palais du Gouverneur de Grand-Bassam sont plus raffinés que ceux des autres «maisons démontables».

Le plan est classiquement rectangulaire, à quatre travées sur deux niveaux entourés d'une véranda. L'ensemble est surélevé d'une hauteur de deux mètres environ. Toute l'ossature est en fer. Les poteaux verticaux sont des poutres en treillis de 50 cm de largeur, qui arment deux cloisons de briques séparées par un vide d'air. Les briques sont posées sur chant pour la cloison extérieure, à plat pour la cloison intérieure. L'air aspiré sous le bâtiment par des orifices ménagés entre les briques à intervalles réguliers circule ainsi librement entre les deux parois. L'évacuation de l'air réchauffé s'effectuait à l'origine par un lanterneau de faîtage, et en partie haute des pignons.

À cette ventilation interne de la structure s'ajoute celle des portes persiennées placées face à face dans chaque pièce, la façade principale s'ouvrant aux brises marines.

Peu de temps après la construction, l'ossature fut entièrement habillée de maçonnerie formant une rangée d'arcades à chaque étage. Pour trouver une symétrie et créer une entrée centrale, problème difficile dans un bâtiment à quatre travées, le poteau métallique du milieu fut coupé et l'opposition des rythmes des arcs du rez-de-chaussée et de l'étage n'est pas sans intérêt.

Enfin, deux pavillons furent accolés sur l'arrière pour installer des sanitaires ; une grande terrasse en blocs de latérite apparents taillés à la façon des meulières et un double escalier monumental ornèrent le devant. Des bâtiments annexes, un petit théâtre, un jardin à la française complétèrent l'aménagement du premier gouvernement colonial de la Côte d'Ivoire, transformé récemment en Musée du Costume Ivoirien.



Grand-Bassam, la Résidence transformée, vers 1930.

A droite, les bureaux.

La résidence du gouverneur à Grand-Bassam, l'entrée monumentale ajoutée vers 1930.





*Grand-Bassam, la Poste et
la Douane au début du siècle.*

La Poste et la Douane de Grand-Bassam furent installées dès 1895 dans deux pavillons préfabriqués à structure de fer et murs de briques, montées sur un lit de moellons comme fondations. Les rez-de-chaussée étaient le bureau de Poste et l'entrepôt de la Douane. Plus tard, les galeries furent persiennées, les escaliers extérieurs supprimés et les deux bâtiments réunis par un pavillon en maçonnerie à deux étages. C'est ainsi qu'il se présente aujourd'hui, extrêmement délabré.

Tout à côté, l'ancienne Chambre de Commerce fut construite la même année mais connut un destin différent. Toujours occupé et entretenu, ce bâtiment possède la même structure d'origine que la Poste et la Douane, mais élégamment habillée de piliers et d'arcades en maçonneries, surmontées d'un remplissage en briques espacées de manière à former des sortes de claustra. C'est le logement de l'évêque de Bassam.



*L'ancienne Chambre de
commerce de
Grand-Bassam, vers 1980.*

L'avènement du béton armé

Avec l'instauration d'un service des Travaux Publics en 1897, chargé d'équiper les Postes de façon moins sommaire, la création de wharfs métalliques fut décidée en priorité, le débarquement étant souvent très périlleux à travers la redoutable barre. L'importation de grandes quantités de matériaux de construction en fut grandement facilitée. C'est ainsi que dès 1910, le fer et le bois furent pratiquement abandonnés pour les structures, exceptées les charpentes. Le béton armé, moins sensible à l'air marin et nécessitant beaucoup moins d'entretien fut très vite adopté partout sur la côte.

Les tôles, les briques, la chaux, le ciment, les tuiles mécaniques et les carrelages, de même que la peinture, la quincaillerie en cuivre ou en laiton, les meubles venaient de France. Il y eut très peu d'efforts pour utiliser les ressources locales. Les Pères de la Mission catholique de Moossou, à côté de Grand-Bassam, lancèrent une tuilerie-briqueterie. Ils croulèrent vite sous les commandes mais leur débit était trop faible pour les satisfaire. Comme personne ne les imita, les importations continuèrent comme par le passé ⁵.

Jusqu'en 1950, la disposition des bâtiments coloniaux subit très peu de variations. Les principes d'organisation restèrent toujours les mêmes :

- pièces d'habitation accolées les unes aux autres munies de portes opposées à battants persiennés ;
- véranda entourant le bâtiment ;
- soubassement assez haut pour éviter tout contact avec le sol ;
- hauteur sous plafond élevée ;
- de petits orifices en haut des murs laissaient échapper l'air chaud.

L'architecture coloniale de Côte d'Ivoire est d'un style généralement austère. «Le principe décoratif, sans faire tout à fait appel à un décor classique utilise néanmoins couramment colonnes, pilastres, entablements, corniches, etc. Le style métro ou modern-style a été sans influence en Afrique, non plus que le style fleuri de l'exposition de 1900 ⁶.»

Les villes de la côte qui avaient été les premières créées, entamèrent une période de déclin dès que l'intérieur du pays fut conquis et équipé d'un réseau routier, et surtout d'une voie ferrée aboutissant à Abidjan. L'activité commerciale se porta aussitôt le long de ces axes, et la minuscule agglomération d'Abidjan commença sa fou-

7. Assinie fut engloutie dans la mer, lors d'un déplacement de l'embouchure de la lagune Abi, en 1942. Il n'en reste rien aujourd'hui.

5. De même en 1905, une seule scierie, la scierie Dubert, pouvait fournir des bois de charpente, mais en quantité insuffisante. D'ailleurs les bois étrangers, en particulier les pins du Nord étaient préférés aux essences locales.

6. Collette Bernard, *La conservation, la protection et la sauvegarde du patrimoine architectural historique de Côte d'Ivoire*, Paris, UNESCO, 1978.

droyante expansion. Dès 1920, les anciennes villes actives de la côte comme Assinie ⁷, Jacqueville, Sassandra, Grand-Lahou, et bientôt Grand-Bassam déchu de son rôle de capitale, s'étaient vidées de leurs activités ; désormais elles n'étaient plus que de petites bourgades somnolentes et désœuvrées.

Trois hauts-lieux de l'architecture coloniale du début du siècle (1893-1920 environ)

Grand-Bassam et Grand-Lahou, Bingerville dans une moindre mesure, ont en commun d'avoir conservé presque intact le visage de ces villes coloniales d'avant les années trente.

Grand-Bassam, capitale depuis 1893, devint rapidement le port le plus actif de la colonie. Toutes les grandes maisons de commerce y étaient représentées. Le wharf, dès 1897, facilitait le chargement des marchandises, huiles de palme, billes de bois. En 1903, le marécage avait été comblé, et dès 1908, les chaussées de coquillages furent goudronnées. Cependant, le transfert de la capitale administrative à Bingerville fut effectué en 1900, malgré la résistance des commerçants. Il paraissait plus économique à l'administration de déménager la capitale, plutôt que d'assainir la ville de Grand-Bassam, ravagée à plusieurs reprises par de terribles épidémies de fièvre jaune. Sur sa lancée, la ville resta prospère, mais le coup de grâce lui fut donné en 1927, par la création du wharf de Port-Bouët, destiné à desservir Abidjan où se trouvait déjà la tête de ligne du chemin de fer.

Le plan de la ville coloniale, dite «Quartier France», reflète bien les principes urbanistiques de l'époque. Le cordon lagunaire qu'elle occupe définit sa largeur. Le quartier administratif fut doté d'une trame orthogonale à larges mailles, définissant de grandes parcelles où s'implantèrent tous les services nécessaires au fonctionnement d'une capitale. Le quartier du commerce se développa à l'est. On distingue nettement le losange de l'ancien fort Nemours, dont l'orientation des côtés détermine un changement de direction de la trame urbaine. Les grandes compagnies européennes, implantées les premières, obtinrent d'immenses terrains. Les petits commerçants s'installèrent plus modestement sur des parcelles réduites ; il s'agissait de Libanais, d'Européens, d'Africains.

*La Palais de justice de
Grand-Bassam au début du
siècle.*



*Le grand escalier du Palais
de justice de Grand-Bassam
côté mer.*

Une partie de cet escalier est écroulé
depuis 1981.

Tout à côté de l'ancienne embouchure de la Comoé, aujourd'hui ensablée, se trouvait le village des Africains, employés et manœuvres, aux maisons bâties sur le sable en côtes et feuilles de palmier-raphia, aux parcelles exiguës. La ville étant bloquée à l'est par l'embouchure, le quartier résidentiel se développa vers l'ouest.

Grand-Lahou fut abandonnée en 1975 sur ordre administratif. On craignait qu'elle ne subit le même sort que l'ancienne Assinie, engloutie par la mer lors d'une réouverture brutale du cordon littoral. La catastrophe ne se produisit pas, c'est pourquoi l'on peut visiter aujourd'hui les restes mélancoliques de l'ancien comptoir prospère que fut Grand-Lahou jusque vers 1915. Il s'en fallut de peu qu'elle ne devint le chef-lieu du territoire en 1895. Binger y songea un moment, mais la fonction échut à Grand-Bassam. Le premier plan de lotissement date de 1904. Le village Avikam fut déplacé vers l'est et, en 1905, on comptait déjà dix grandes maisons de commerce européennes bien implantées.

Sur le plan de 1917, on reconnaît le quartier administratif et ses immenses parcelles, à côté du quartier des commerçants qui s'étend jusqu'à l'embouchure. Le village Avikam fut déplacé par la suite encore plus loin vers l'ouest, de l'autre côté du cimetière pour laisser plus de place à la ville européenne qui prospérait. Cependant, les efforts d'infrastructures consentis par l'administration portaient seulement sur l'amélioration de l'acheminement des produits commerciaux: un phare, un wharf, une chaussée remblayée en coquillages reliant le wharf à la lagune furent installés ; mais en 1924, les marécages n'étaient toujours pas comblés, et toute l'eau potable devait être amenée en pirogue depuis l'autre côté de la lagune.

Grand-Lahou qui comptait 6600 habitants en 1910 (dont 53 Européens) n'en avait plus que 5500 en 1916 (dont 25 Européens). Le déclin s'amorçait déjà, il n'était plus question d'y investir, et si la fiction d'une ville active était maintenue, en réalité, son rôle était devenu presque uniquement administratif.

Le quartier France de Grand-Bassam et le vieux Grand-Lahou offrent, sur ces sites de cordons lagunaires bordés de cocotiers, le charme des ruines dans un beau paysage. Ce patrimoine est néanmoins difficile à préserver car la dégradation du béton armé est très rapide et le climat marin est le plus destructeur qui soit.

Bâtiments administratifs et équipements.

— Grand-Bassam

Le Palais de Justice fut le principal centre d'administration de la Justice en Côte d'Ivoire, de 1911 à 1954. Ce rôle important était parfaitement exprimé par les dimensions imposantes du bâtiment, la rigueur de son architecture et le sobre classicisme de son décor de pilastres et moulures en béton. Mais ce bâtiment exceptionnel est implanté en bord de mer, exposé au climat marin ; les armatures ont complètement rouillé, faisant éclater le béton, causant des dommages irréparables à la structure ⁸.

L'hôpital, construit en 1918 en béton armé, avec une couverture en tuiles mécaniques sur charpente en bois, remplaça un premier bâtiment datant de 1905 devenu trop petit. Il est abandonné ; quelques familles sans logis l'occupent, mais son état de délabrement est inquiétant.

Le Cercle de l'Union date de 1910 environ. La structure en Béton armé repose sur un soubassement de 80 cm. La couverture fut en tuiles, remplacées par de l'éverite. Le Cercle faisait partie de tout un ensemble d'aménagements destinés à distraire la petite société coloniale de l'époque : tennis, jardin public ombragé de cocotiers, et un peu plus tard cinéma et manège de chevaux de bois ⁹.

L'église et le presbytère datent de 1910 environ. Les tuiles et les briques nécessaires à la construction provenaient de la briqueterie des Pères de Moossou qui fonctionnait depuis 1901 et procurait aux missions la plus grosse part de leurs ressources. Ces bâtiments harmonieux aux arcades et piliers soulignés par le rose des briques, aux murs peints en blanc éclatant, aux toitures bien entretenues, forment un violent contraste avec l'environnement, mélancoliquement vétuste et délabré.

Les marchés furent abrités par plusieurs bâtiments successifs ; ceux que l'on peut voir actuellement ont été construits en 1934, en béton armé. Le «marché à la viande» paraît avoir été l'extension d'un bâtiment plus ancien, rallongé sur le devant et pourvu d'une façade semblable à celle de l'autre bâtiment dans un souci d'unité de style. Un artiste bassamois en a redécoré la façade ; l'intérieur sert de salle des fêtes.

*L'ancien hôpital de
Grand-Bassam.*



8. Le gouvernement ivoirien avait cependant envisagé de la restaurer, malgré les frais énormes qu'entraînerait une reconstruction partielle à l'identique, la restauration de certaines parties, galeries, escaliers, n'étant plus envisageable.



9. Le bâtiment a été prêté à une coopérative de céramistes qui y a installé ses ateliers et un magasin de vente.

L'église de Grand-Bassam.

Grand-Lahou, exemple de volets persiennés et allèges à balustre ajouré.



Grand-Lahou, l'ancienne résidence.

— Grand-Lahou

Grand-Lahou n'était pas une capitale, et les bâtiments administratifs que l'on peut y voir aujourd'hui furent presque tous construits à partir de 1915, en série, avec la même technique. Une structure de poteaux en maçonnerie de briques ou de béton armé délimite une galerie qui entoure cinq ou six pièces accolées. Ces pièces s'ouvrent sur la galerie par deux portes persiennées dont l'une donne sur l'«arrière» et les annexes, l'autre sur l'«avant» et la mer. Les fondations sont presque inexistantes, le sable formant un très bon support. Le remplissage des murs entre poteaux est de 20 à 25 centimètres d'épaisseur, y compris les enduits de chaux et de ciment. Lorsqu'il y a un étage, des fers en «double té» verticaux renforcent les refends.

La charpente est toujours en bois, probablement fournie par la scierie de Grand-Lahou. Les plafonds sont en lambris peints en gris comme l'étaient aussi les persiennes. Les toitures étaient recouvertes de tuiles mécaniques ou de tôle ondulée. Les sols sont revêtus de carreaux rouges de Marseille. A l'étage, traditionnellement réservé à l'habitation, la galerie était persiennée. Les portes ont souvent une double fermeture : intérieure par des portes vitrées, extérieure par des volets persiennés. Les bureaux étaient installés au rez-de-chaussée.



Les annexes et services étaient dispersés vers le fond du terrain généralement très vaste. Une allée de cocotiers reliait chaque bâtiment à la mer toute proche.

L'ancienne résidence et les bureaux du Commandant de Cercle furent construits entre 1907 et 1917. Une grande terrasse fut ajoutée face à la mer, et sur l'arrière, une petite annexe à étage servait de cuisine et d'office, reliée par une passerelle à la salle à manger.

Un lot de trois bâtiments identiques abritait : l'un le tribunal coutumier avec un logement à l'étage, le second la justice de Paix et la gendarmerie, le troisième le bâtiment des consultations de l'hôpital. Le terrain de l'hôpital s'étendait de la mer jusqu'à la lagune et comprenait aussi une maternité, des salles d'hospitalisation, et l'ancien lazaret aux murs de moellons, l'une des plus vieilles constructions de Grand-Lahou.

L'école drainait toute la région ; en 1912, c'était la deuxième école de la colonie pour le nombre d'élèves, juste après Bingerville.

Des logements en longues bandes s'étiraient de part et d'autre du cordon lagunaire destinés aux douaniers, puis aux gardes et aux fonctionnaires. Ces petits logements étaient faits pour des célibataires ou des couples sans enfants ce qui était le cas le plus fréquent.

Avec la Poste et la Douane, la prison très redoutée au temps du travail forcé, le centre culturel et le marché complétaient l'équipement de la ville.



*Grand-Lahou, le tribunal
face à la mer.*

*Bingerville, le Palais du
Gouverneur.*



*Bingerville, le Séminaire
St-Augustin.*

— Bingerville

Bingerville devint capitale en 1900. A peine créée, elle était déjà condamnée à ne rester qu'un petit centre administratif. Elle n'eut jamais de vie économique. Dans un premier temps, quelques maisons démontables y furent édifiées, puis des travaux de voirie furent entrepris, enfin des bâtiments de pierre et de brique commencèrent à sortir de terre, si bien que cette installation qui devait être provisoire devint «définitive», jusqu'en 1934, date du transfert de la capitale à Abidjan.

Le Palais du gouverneur dont la construction débuta en 1905 est sans doute le plus bel édifice colonial ivoirien aujourd'hui. Ce furent les troupes du Génie qui exécutèrent les travaux. Les façades semblent inspirées par celles des demeures coloniales de La Nouvelle Orléans. La construction dura sept ans ; toutes les persiennes, les huisseries, la charpente avaient été fabriquées en France, transportées par cargo jusqu'à Grand-Bassam, puis en pétrole sur la lagune, jusqu'au débarcadère, et enfin à dos d'homme jusqu'en haut de la colline.

Le sapin avait été choisi pour la charpente, car on pensait que c'était un bois que les termites n'attaquaient pas. Certaines poutres portent la mention «Paoli-Marseille-Bassam». Par ailleurs, les Ebrié étaient requis pour transporter sur leur tête, dans des paniers, les blocs de latérite extraits des carrières voisines, à trois kilomètres de là.

Le Gouverneur Angoulvant y emménagea en 1913. Son logement comprenait, au premier : véranda, vestiaire, salle de billard, salle à manger ; au second étage : bureau du Gouverneur avec cabinet adjacent, chambre à coucher avec petit salon attenant et cabinet de toilette, encore deux chambres avec cabinets de toilette, magasins et lingerie. De petites constructions annexes contenaient la cuisine, l'office, l'écurie.

Deux bâtiments simples de part et d'autre de la majestueuse entrée servaient de bureaux et de logements du personnel européen. D'immenses jardins aménagés entouraient l'ensemble.

Le gouverneur Reste quitta Bingerville en 1934 pour Abidjan. La «Maison aux cent portes» comme on l'appelait autrefois fut alors occupée par le Foyer des Métis, transformé plus tard en Orphelinat de Côte d'Ivoire. Parfaitement entretenu, ce magnifique bâtiment n'a pas été dénaturé par sa nouvelle affectation.

Le Séminaire St-Augustin forme aussi un ensemble assez intéressant. Les missions Catholiques savaient en général choisir des sites remarquables, et combiner élé-

gamment architecture coloniale et éléments d'architecture religieuse. Les longues rangées d'arcades aux arcs brisés ont des allures de cloître ; les claustra de ciment ajouré sont habilement utilisés pour alléger l'aspect de l'étage (tout en assurant la ventilation de la galerie). Une chapelle très contemporaine, bâtie en 1957 par l'architecte Ducharme, s'allie très bien aux bâtiments qui s'étagent sur trois terrasses descendant vers la lagune Ebrié.

Les quartiers résidentiels

A Grand-Bassam, le nombre des Européens fut beaucoup plus élevé que dans les autres villes de la côte lorsqu'elle était capitale, ce qui nécessita la création d'un petit quartier de villas pour loger les fonctionnaires du gouvernement. L'architecture est en général des plus simples. La résidence du commandant des douanes en constitue un bon exemple.

Il faut par ailleurs signaler la jolie maison du docteur Lattier à Grand-Lahou, tout à fait dans le style des villas balnéaires de la côte française.

Les Maisons de commerce

Tout à côté, à l'abri de l'administration, s'étaient installées les maisons de commerce. Elles offraient tissus, sel, pacotille et alcools contre le caoutchouc, l'huile de palme, le bois et l'ivoire.

Les grandes factoreries se composaient de vastes entrepôts en rez-de-chaussée, avec le logement à l'étage. L'architecture est simple, fonctionnelle, sans fioritures. La concession pouvait être très grande et servait à la manutention et l'entreposage des marchandises, avec une multitude de petits bâtiments annexes, souvent en matériaux précaires.

Les petites entreprises particulières plus modestes, se partageaient le terrain restant. Des négociants enrichis, Européens, Libanais, Africains, édifiaient des immeubles en béton armé, avec des techniques et une main-d'œuvre locale, qui font preuve d'une imagination, d'un souci du décor souvent étonnants ¹⁰.

La maison Aka Lambert à Grand-Lahou en est un bon exemple avec ses colonnes doubles à chapiteaux décorés de fleurs de lis, ses balcons au décor exubérant, ses faux appareils de pierre en bossage. L'étage était entièrement meublé à l'europpéenne.

Très remarquables aussi à Grand-Bassam la maison Nouma, avec le souple décor de fleurs en béton armé de



La résidence du commandant des Douanes de Grand-Bassam.



La maison du docteur Lattier à Grand-Lahou.

¹⁰ La plupart de ces constructions se situent entre 1900 et 1930.



*Le bâtiment de la Woodin
& C^e à Grand-Lahou.*



*La maison Aka Lambert à
Grand-Lahou.*

*La maison Ganamet à
Grand-Bassam.*





Dans le quartier du commerce à Grand-Bassam.



son balcon, et la splendide maison Ganamet, qui malheureusement tombe en ruine. L'éclectisme de la décoration produit un effet très original et la composition de l'ensemble reste réussie.

Mais à Grand-Bassam, il faut aussi se promener dans le quartier par les rues sablées pour admirer la Place Commerciale, avec un très bel ensemble dont certains entrepôts sont encore utilisés, la BCA, ancienne banque, l'ancien Hôtel de France, les maisons Varlet, Kétouré, et bien d'autres...

Les Travaux publics

Toutes ces maisons de commerce n'auraient pu prospérer sans le gros effort d'équipement des ports consenti par l'administration coloniale. On a vu à quel point la vie économique de la colonie dépendait des accès par la mer et du réseau ferroviaire et routier. Il fallait également des ponts pour traverser les lagunes et les rivières.

La priorité du Service des Travaux publics, créé en 1897 fut de faciliter l'accostage des bateaux par des wharfs qui s'étendraient au-delà de la barre, évitant le transfert en baleinières, long et dangereux. Le premier fut celui de Grand-Bassam, en 1901. D'autres suivirent, à Grand-Lahou et Tabou, Bingerville, Jacqueville. D'abord en bois, puis en métal, tous furent détruits par les tempêtes dès qu'ils restèrent sans entretien, à l'exception de celui de Sassandra, superbe avancée de 200 m dans la mer. Il avait succédé à un wharf en bois qui avait très vite pourri, et à un premier wharf métallique qui n'avait résisté que trois ans. Construit en 1939 et 1942, il fut sauvé de justesse de l'envoi à la ferraille grâce à l'initiative d'un sous-préfet.

Un élément essentiel pour la navigation fut l'installation de phares. En 1898, le premier avait été placé à San Pedro, passage très dangereux pour la navigation, où la côte était d'ailleurs semée d'épaves. Il faut s'imaginer ce que pouvait être la difficulté d'approche de ce rivage rocheux et parsemé d'écueils qui s'avançaient très loin en mer, comme à l'ouest, ou bas, plat et rectiligne, sans aucun amer et défendu par la barre comme dans la partie centrale et à l'est. Entre 1900 et 1915, tous les ports avaient leur phare.

Un autre problème qu'eut à résoudre le service des Travaux Publics était le franchissement des rivières. Au début des bacs assurèrent les traversées importantes, des ponts de bois les petits franchissements. A partir de 1930, les premiers ouvrages définitifs sur les fleuves importants commencèrent à apparaître. Les premiers ponts furent

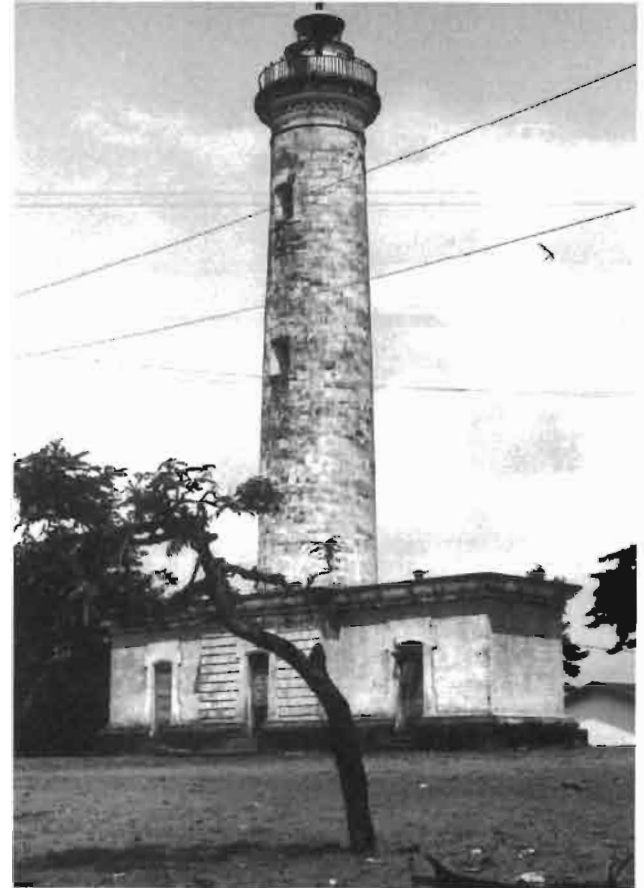
métalliques : pont sur l'Agnéby à Dabou par exemple en 1931-1932 ; un pont flottant fut construit pour Abidjan en 1928, le sol étant de vase molle jusqu'à 40 m de profondeur.

Mais le type de pont le plus utilisé par la suite entre 1930 et 1945 fut le pont à voûtes en béton non armé. Les voûtes reposent sur le rocher ; elles sont coffrées sur des cintres en bois et travaillent en compression. «Les voûtes en béton non armé sont un type d'ouvrage essentiellement colonial, tant à cause de leur prix que de leur facilité d'exécution et de leur faible entretien¹¹.»

L'un des plus beaux est le pont de Gaoulou sur la Sassandra, construit en 1938. Il fait un coude au milieu de la rivière. Le premier tronçon est supporté par un arc de 45 m de portée, nécessaire à cause de la grande profondeur de la rivière à cet endroit-là. Le tablier est en quelque sorte suspendu à cette arche, tandis que le deuxième tronçon est formé de plusieurs voûtes de 26 m supportant le tablier posé par dessus.

Le service des Travaux Publics joua toujours ce rôle d'auxiliaire dans la vie économique de la colonie. Mais bientôt, une grande part de ses efforts allait se concentrer sur les aménagements de ce qui allait devenir Abidjan, aidant au développement de la future métropole.

11. Prunet, J., *Cours de routes et pistes dans les pays neufs*, Paris, Eyrolles, 1948.



Le phare de Grand-Lahou.



La wharf de Sassandra en 1981.



Plan d'Abidjan vers 1933.

L'essor d'Abidjan (1920-1960) ou les débuts des temps modernes

Depuis 1899, la ville d'Abidjan, petit chantier isolé, s'était accrue dans un élan particulièrement dynamique. Dès 1920, après bien des tractations et des hésitations, le principe fut admis d'en faire la capitale administrative de la Côte d'Ivoire, et les grands travaux commencèrent. Le gouvernement s'y transporta en 1934 lorsque les constructions furent suffisamment avancées.

Ce fut le début de l'énorme expansion de la ville, déjà lancée par le chemin de fer et le développement du port, et la fin du rôle économique de toutes les autres villes de la côte, y compris Grand-Bassam la prospère. Les autres villes avaient entamé leur déclin. C'est donc à Abidjan que l'on bâtit à partir des années vingt, et il n'est donc pas surprenant d'y trouver la quasi-totalité des réalisations importantes jusqu'en 1960, date de l'Indépendance, limite de notre champ d'étude.

Abidjan vers 1930

Le site de la ville coloniale d'Abidjan, le Plateau, forme une sorte d'éperon enveloppé par les bras du réseau lagunaire. Dès le début, les maisons de commerce s'étaient installées dans la partie sud-est, face à l'île de Petit-Bassam qui permettait de rallier le wharf d'embarquement de Port-Bouët. Sur la moitié ouest et du nord au sud on trouvait : les camps militaires, les installations du chemin de fer, l'immense terrain du Palais du gouverneur surplombant majestueusement les quais marchands et la lagune.

De grands travaux de terrassement furent nécessaires pour aménager les quais et créer la route de corniche (boulevard lagunaire) qui longeait le Plateau par l'est en desservant le quartier des maisons de commerce, et remontait ensuite par Cocody pour gagner Bingerville.

Deux «quartiers indigènes» avaient été créés avec une trame réduite (40 × 40 m renfermant 4 concessions) par rapport à celle du Plateau (100 × 100 m dans le quartier administratif). On les distingue nettement sur le plan de 1932, nettement écartés de la ville européenne, l'un au nord, Adjamé, l'autre au sud, Treichville.

Comme ailleurs les quartiers africains étaient denses, très peuplés. Les bâtiments du quartier européen disposaient de grands espaces, souvent aménagés et plantés. Pas de ville coloniale sans jardin public ; pas de rue sans

alignements de manguiers, de flamboyants ou autres amandiers de Cayenne pour assurer de l'ombre aux passants. Ces arbres devenus immenses lorsqu'ils ont survécu donnent son visage spécifique à la ville coloniale. La végétation, que les Africains aiment peu dans leurs villes est ici élevée au rang d'institution : toute construction allait de pair avec des plantations. Il est vrai qu'à l'époque, on croyait fermement que sortir tête nue au soleil était courir à une mort certaine... Dans ces conditions, l'ombre était plus qu'un luxe une nécessité, même si l'amélioration du décor faisait partie des préoccupations des aménageurs.

Le centre d'Abidjan est désormais célèbre par son gigantisme architectural, et sa couronne de banlieues est immense. Mais la ville a toujours eu depuis ses débuts des plans directeurs d'urbanisme, ce qui lui évita sans doute la plupart des graves problèmes que connurent d'autres «villes-champignons».

Les Bâtiments administratifs

Dès 1924, des projets pour un Palais de gouverneur et quatre bâtiments administratifs avaient été commandés au cabinet Jaussely et Olivier, spécialisés dans l'architecture coloniale. Jusqu'alors, tous les bâtiments étaient conçus par le service des Travaux Publics, signe évident du peu de prestige que le gouvernement de l'A.O.F. voulait accorder aux équipements de ce pays ; tout devait y être réalisé à l'économie.

C'est donc la première fois que l'on voit apparaître la signature d'un architecte pour des projets en Côte d'Ivoire, preuve d'une évolution de l'«image de marque» de cette colonie qui ne cessait de prospérer.

L'ère des grands travaux préparant le transfert du gouvernement à Abidjan s'ouvrit en 1931 par le Palais du gouverneur, finalement confié à l'architecte Baudoin qui résidait à Abidjan. Deux concurrents seulement s'étaient présentés au concours ! L'énorme bâtisse rococo fut édifiée en deux ans. Sa décoration et ses installations étaient d'une richesse exceptionnelle pour la Côte d'Ivoire¹².

Le terrain attribué au gouverneur était immense. De grands jardins furent aménagés à l'ouest, sur l'éperon qui domine le chemin de fer et la lagune. Les bureaux se trouvaient à l'est. Après l'Indépendance, le Palais, symbole du pouvoir colonial fut détruit, et la Présidence, immeuble sans caractère, construite sur le même emplacement.

Quatre autres immeubles commencèrent à sortir de terre en 1932. C'étaient les bureaux du gouvernement et les archives, l'habitation du Secrétaire général, les services

Abidjan, la Palais du gouverneur.



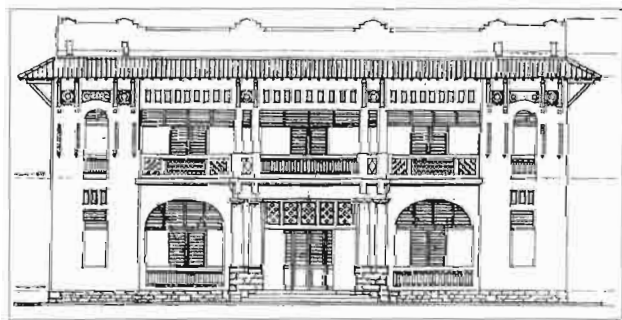
12. A titre indicatif, sa réalisation coûta 4 731 449,25 francs en 1932. L'indice INSEE du coût de la construction n'existait pas encore à cette époque, mais si on actualise ce prix avec l'évolution du pouvoir d'achat du franc, on obtient : 12 632 969 francs, ce qui n'est pas très cher pour environ 3500 m² bâtis, sans compter l'entresol ; l'on obtiendrait en effet un prix de : 3609 F/m² de plancher.



Le bâtiment du Trésor.



*L'ancienne habitation du
Secrétaire général.*



du Domaine et du Trésor. Les projets du cabinet Jaussely et Olivier furent réalisés pour un montant de 12 500 000 francs de l'époque¹³. Ces quatre bâtiments en béton armé, aux toits de tuiles mécaniques, ont subi peu de transformations hormis les persiennes de galeries souvent remplacées par des fenêtres vitrées et des climatiseurs, ou des claustra. Dans tous les cas, les vides entre les balustres des allèges ont été bouchés au ciment.

Equipements divers

L'Imprimerie Nationale existe toujours, avec la même fonction. Ses locaux, aux façades marquées par le style des années trente, n'ont pas changé extérieurement depuis leur construction en 1929-1930.

Le Collège Notre-Dame-du-Plateau, fondé en 1930, s'implanta sur deux lots de 100 x 50 m. Par la suite, sa surface fit plus que doubler et les bâtiments ne cessèrent de s'étendre. L'architecture, harmonieuse et confortable, est bien celle des établissements religieux de l'époque coloniale. Les bâtiments offrent un panorama assez complet de tous les styles d'architecture qui se succédèrent en Côte d'Ivoire depuis 1930. Au début, ils sont à corps central, constitués de pièces en enfilades, bordés de chaque côté par une galerie à arcades en plein cintre. Les ouvertures sont fermées par des persiennes. Après 1952, les entreprises ne voulurent plus construire d'arcades (coffrages trop chers) et édifièrent des bâtiments plus lourds, ventilés par les claustra de ciment qui faisaient alors leur apparition. Les bâtiments à arcades sont couverts de tuiles mécaniques, les autres de tôle ondulée.

A l'origine de l'actuel Musée, un petit centre artisanal avait été créé et installé dans une ancienne salle des fêtes, bâtie hâtivement en matériaux de mauvaise qualité pratiquement sans fondations. En 1943, une succursale de l'IFAN¹⁴ fut fondée en Côte d'Ivoire.

C'est alors que furent bâties les annexes et surtout le grand bâtiment en U, qui reste l'une des rares constructions coloniales de la côte inspirée de l'architecture africaine. Le toit était couvert de chaume, remplacé aujourd'hui par de la tôle ondulée. La sculpture des piliers qui soutiennent l'auvent, due à l'artiste Niamian Konan, est d'une grande qualité.

Le Musée national de Côte d'Ivoire a conservé ses locaux d'origine, récemment agrandis et restaurés.

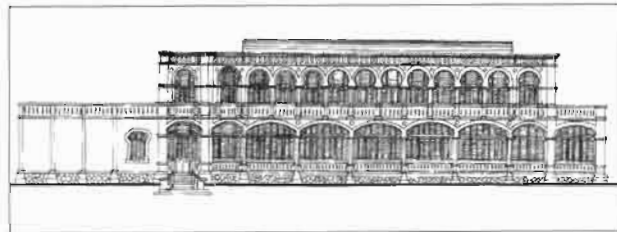
L'Agence ivoirienne de Presse, et le Foyer des Journalistes — bien que démolis en 1981 pour l'édification de la Cathédrale Notre-Dame —, méritent d'être cités, car ils

13. Ce qui représente 33 375 000 francs en 1988.



14. Institut Français d'Afrique Noire, dont le siège était à Dakar ; rebaptisé : Institut Fondamental de l'Afrique Noire après l'indépendance.

Abidjan, le collège
Notre-Dame-du-Plateau.



Abidjan, le bâtiment de la direction de la RAN.

étaient les derniers témoins d'un ensemble représentatif des débuts d'Abidjan. Leur construction date de 1910-1915, le style est comparable à celui des maisons de Grand-Bassam. C'est là que s'installa le nouveau gouvernement de Côte d'Ivoire juste après l'Indépendance, en 1960 : un des bâtiments renfermait les bureaux, l'autre était la résidence du président Houphouët-Boigny.

Les bâtiments du chemin de fer

Dès que la décision fut prise de construire une ligne de chemin de fer, en 1903, la RAN (Régie Abidjan-Niger) commença à bâtir sur les vastes terrains qui lui avaient été attribués, à l'ouest du Plateau. Les travaux commencèrent par toute l'infrastructure d'ateliers, bureaux, hangars et logements du personnel.

Ce «quartier de la RAN» n'a pas beaucoup changé depuis sa construction, et les bâtiments ont presque tous gardé leur fonction d'origine. Il reste aujourd'hui l'ensemble le plus cohérent de l'époque coloniale à Abidjan ; à l'écart de la circulation embouteillée du reste du Plateau, tout est là pour restituer l'ambiance d'autrefois.

La direction de la RAN de style néo-mauresque, aux proportions élégantes, est l'un des plus anciens et des plus beaux bâtiments coloniaux de Côte d'Ivoire. La véranda périphérique a été fermée comme souvent, pour agrandir les bureaux en vitrant les arcades et en installant des climatiseurs qui forment saillie dans les arcades et les allées, sans parvenir à enlaidir complètement les façades. Ce fut l'un des effets pervers les plus courants qui accompagnèrent l'arrivée de la climatisation artificielle que de permettre la transformation des vérandas en pièces d'appoint, puisqu'on pouvait désormais se permettre d'ignorer les dispositifs nécessaires à une climatisation naturelle.

Les Services généraux datent de 1930 ; l'architecture en est assez austère ; elle faisait déjà largement appel aux claustra ; noter là aussi les fenêtres occultées et les climatiseurs en saillie dans les allées.

La première gare du Plateau fut remplacée vers 1930 par la gare actuelle d'Abidjan-Lagune. L'architecture en est résolument moderne pour son époque.

Quant aux logements des employés européens de ce petit monde du chemin de fer, ils étaient regroupés dans des villas par un, deux, trois et même quatre appartements selon le grade de l'employé. Peu modifiées, les différents modèles forment une gamme bien représentative des styles d'architecture coloniale en vigueur alors. Tous furent bâtis entre 1910 et 1935.

On peut suivre sur les plans de ces villas l'évolution qui se dessina dans l'utilisation de l'espace habitable. La conception coloniale traditionnelle, pièces centrales entourées d'une large véranda, ne disparut pas brutalement, mais se transforma petit à petit, par étapes successives. Dans les immeubles les plus anciens, les services — cuisines, office, w.-c., salles de bains —, étaient relégués dans des annexes au fond du terrain. Puis les offices, les salles de bain furent intégrées à l'espace de l'arrière de la véranda, tandis que les cuisines étaient logées dans des appentis avec entrée indépendante.

Peu à peu, les vérandas des murs pignons se virent baptisées sur les plans de l'époque, «salle à manger», «salon», ou «chambre», en limitant l'espace par des cloisons. A la fin du processus, la véranda qui entourait les pièces centrales, obscures et fraîches, était entièrement utilisée en salles à manger, salles de bains ou même chambres. La véranda était ainsi récupérée en tant qu'espace habitable, la «place perdue» devenait fonctionnelle.

C'est à ce stade qu'apparut tout naturellement le plan de type moderne, semblable à celui des villas d'aujourd'hui. Le plan s'était libéré, mais les façades n'avaient que peu évolué, et il fallut attendre les années cinquante pour que se généralise l'architecture «moderne», avec ces jeux de lignes verticales et horizontales en façade, la généralisation des toitures en terrasse et des claustra de ciment ajouré.

Une étude comparative des surfaces attribuées aux logements nous apprend qu'elle varie beaucoup (selon le grade en principe). Ainsi la superficie d'un appartement comprenant un salon-salle à manger, une chambre, véranda et services, peut varier de 52 m² à 156 m², la moyenne se situant entre 100 et 150 m². Ceci représente la taille courante d'un logement abidjanais du Plateau.

Quelques dimensions habituelles :

- chambres : 4 à 6 m de profondeur sur 3,5 à 5 m de largeur ;
- surface moyenne d'une pièce en position centrale : 18,5 à 22 m² ;
- largeur de la véranda : 2,7 à 3,3 m ;
- hauteur sous plafond : 3,5 à 4,2 m.

15. Archives nationales de Côte d'Ivoire, dossier 1097.

16. Archives nationales de Côte d'Ivoire, dossier 1190.

17. Archives nationales de Côte d'Ivoire, dossier 1190.

Les logements des fonctionnaires

Dès 1930, le service des Travaux Publics commença à bâtir pour loger tous les nouveaux fonctionnaires de la capitale. Les projets étaient soumis à l'approbation du gouverneur.

Le gouverneur Reste critiqua sévèrement un projet d'immeuble pour quatre logements de célibataires, en 1931 : «Ce genre de bâtiment ne tient aucun compte de l'individualité des occupants qui vivent les uns sur les autres. Cette existence en phalanstère ne peut qu'amener des brouilles et de la mauvaise humeur dont le bien du service risquerait trop de souffrir. Vous prie tenir compte de cette remarque pour l'établissement des plans des futurs logements¹⁵». Le service des Travaux Publics sut attendre, puisque au moins huit immeubles de ce type qui existent encore aujourd'hui, furent construits.

En 1932, le gouverneur Bourguine critique à son tour les austères projets qu'on lui soumet : «Rien n'a été prévu dans le devis de particulier pour différencier ces bâtiments. Il faut absolument éviter de donner à Abidjan l'aspect monotone d'un coron minier... quelques carreaux de couleur sur la façade ne suffisent pas à modifier l'aspect uniforme des bâtiments.» Sa critique allait jusqu'au choix des matériaux : «Je ne veux pas de chapes en ciment lissé, toujours mal exécutées, ni de carreaux de ciment qui se désagrègent, mais des carreaux d'Aubagne premier choix, et des carreaux de grès pour les chefs de service¹⁶ !»

La conception en plan des bâtiments évolua comme décrit plus haut à propos du quartier RAN. Les grands principes de la climatisation naturelle étaient désormais bien établis ; il semble cependant qu'une controverse ait eu lieu au sujet du persiennage des galeries. Le chef des Travaux Publics était contre et s'en expliqua à plusieurs reprises, certains occupants s'étant plaints d'entrées d'eau lors des fortes pluies : «Il nous a toujours semblé préférable d'aérer les locaux et de les bien ventiler, plutôt que construire des étuves pour éviter quelques entrées d'eau¹⁷.»

Les matériaux, quant à eux, étaient peu variés : souassement en moellons de latérite, ou en agglomérés de ciment, planchers en béton armé. Les toitures étaient couvertes en tuiles mécaniques, ou en terrasses. La tôle n'était plus utilisée que pour les dépendances et les habitations des communs.

Les sols étaient en carreaux rouges d'Aubagne, les cloisons en briques creuses de 5 cm d'épaisseur ; la

Abidjan, la Cour suprême.



18. Soit entre 234 000 et 468 000 francs en 1988, selon l'évolution du pouvoir d'achat du franc.

Abidjan, les bâtiments annexes de la Chambre de commerce.



19. Ce qui fait en 1988 : 58 740 F pour le type A, et : 33 375 F pour le type B.

charpente pouvait être en bois locaux, niangon ou bossé, puisque plusieurs scieries fournissaient désormais la ville.

Le prix d'un logement variait entre 100 000 et 200 000 francs en 1930, selon sa taille ¹⁸.

La Cour Suprême et la Chambre des Comptes, conçues en 1932, ont une architecture tout à fait traditionnelle, on les croirait plutôt datées des toutes premières années du ^{xx}e siècle. Ces façades ont leur charme, elles ont été peu transformées, même si le plan a reçu quelques modifications. La véranda arrière a en effet été récupérée, comme cela s'est fait très souvent, pour agrandir les bureaux, mais la véranda de la façade sur rue a été conservée telle quelle, avec ses volets persiennés articulés en jalousies.

Chacun de ces bâtiments comprenait deux appartements avec un salon, deux chambres, une cuisine, un office et un débarras, ainsi que deux vérandas.

Logement des commis africains

Dans les quartiers réservés aux commis, l'administration construisit des logements de taille réduite et d'une architecture simplifiée. A Anoumabo, six bâtiments à quatre logements furent construits en 1932 pour «commis indigènes du cadre local» (type A), ainsi que deux «bâtiments à huit logements pour indigènes» (type B), plus sommaires.

Chaque logement de type A comportait trois pièces de 4 × 4 m chacune, une véranda de 2 m de large, une cuisine de 3 × 2 m, soit pour chaque logement une superficie d'environ 65 m².

Les murs étaient en agglomérés de ciment de 0,15 ou 0,10 m d'épaisseur, la charpente en niangon, la couverture en tôle ondulée goudronnée pour éviter la rouille.

Le prix de revient d'un logement de type A en 1932 était de 22 000 F environ, celui d'un logement de type B de 12 500 F seulement ¹⁹. En comparant ces prix avec celui des logements pour Européens, on peut conclure que les logements de commis, s'ils ont des superficies qui correspondent à peu près à celle des HLM d'aujourd'hui, étaient deux à trois fois moins étendus que ceux des fonctionnaires français, à nombre de pièces égal. Quant à leur prix, il est de cinq à seize fois moins élevé, pour les exemples que nous avons pu relever.

Le quartier commerçant

C'est le quartier commercial qui encaissa le formidable choc de l'expansion économique de la Côte d'Ivoire. Il reste peu de choses des anciennes maisons de commerce implantées dans la moitié est du Plateau. «Au pied des tours récentes subsistent des témoins de l'activité commerciale du début du siècle qui sont des bureaux, magasins, entrepôts ou logements. On peut distinguer deux secteurs : l'un, au nord de la zone des tours, va de la Pyramide à l'Hôtel du Parc (Bd Botreau-Roussel, avenue Chardy), l'autre plus animé encore est au sud (avenue Noguès, avenue de Gaulle). On y remarque des immeubles de grand caractère. Il faut ardemment souhaiter que des mesures de protection appropriées soient intégrées dans le plan général d'urbanisme de la ville ²⁰.»

La Chambre de Commerce est un des rares organismes qui apprécie ses vieux locaux et semble décidée à les conserver. Le bâtiment date de 1926 ; étendu et modifié à plusieurs reprises, il reste néanmoins tout à fait homogène, si l'on fait abstraction de l'auvent disgracieux installé devant la façade principale.

Les murs épais de 40 cm sont entièrement en blocs de latérite. La couverture d'origine, en tuiles mécaniques fut remplacée par de l'amiante-ciment ondulée. En 1957, une grande campagne de travaux permit un réaménagement luxueux de l'intérieur. Les piliers porteurs de la grande salle du rez-de-chaussée furent supprimés pour gagner de la place, le plafond renforcé par des poutres métalliques. Tous les murs et les piliers restants furent lambrissés. La grande salle du premier étage possède un beau lustre.

Les bâtiments annexes de la Chambre de Commerce, tout proches, datent de 1946. La façade peu transformée est intéressante. Un escalier assez réussi a été greffé dans la cour intérieure.

Dans tout le quartier commercial du Plateau, les démolitions allèrent bon train dans les années soixante-dix et quatre-vingt et donnèrent lieu à de curieux effets de murs-rideaux surplombant de leurs trente étages les petits immeubles désuets noyés dans la végétation exubérante de leurs vastes jardins. La disparition du vieux quartier est à présent à peu près consommée, même si, en parcourant les rues, on découvre çà et là des vestiges quelque peu oubliés, désormais hors d'échelle dans ce «petit Manhattan» dont la Côte d'Ivoire fit la vitrine de sa réussite économique.



20. Collette, B., *op. cit.*

Réalisations des années cinquante dans le quartier commerçant d'Abidjan.



Cette poussée des tours, immeubles de bureaux, cette densification énorme du calme quartier du Plateau, cette adoption enthousiaste de l'architecture moderne et banale de style «international», ne furent possibles qu'avec la diffusion des techniques de climatisation artificielle, dans les années soixante. La Côte d'Ivoire nouvellement indépendante voulait se démarquer de l'image coloniale, et promouvoir un style exprimant sa richesse et son prestige. Alors que la pénurie d'énergie n'était pas encore à l'ordre du jour, peu importait — bien au contraire — que les murs-rideaux en verre et panneaux légers nécessitent d'énormes climatisations centrales. Abidjan, et plus spécialement le Plateau, tendrait désormais à ressembler au centre d'affaires de n'importe quelle métropole du monde.

21. Habitations traditionnelles.

Les campagnes gouvernementales contre les «taudis²¹» transformèrent aussi l'habitat. Rejetant l'architecture d'autrefois, la nouvelle bourgeoisie, puis les villageois, tentèrent désormais de bâtir des villas «en dur», symboles de la fortune et de la réussite sociale. Couvertes de tôle qui emmagasine la chaleur, bâties en parpaings, ces maisons n'expriment plus d'identité culturelle. Dépourvues bien souvent de tout caractère fonctionnel, elles représentent davantage des marques de prestige.

Il n'y a pas d'architecture contemporaine spécifiquement ivoirienne aujourd'hui. Mais si la synthèse est lente à se faire entre les acquis européens, qui ne peuvent plus être reniés désormais, et le fonds culturel du pays, rien ne dit qu'elle soit impossible ; peut-être mûrit-elle déjà dans la génération nouvelle des architectes ivoiriens ?

Le Ghana

par Anthony Hyland

1. Lawrence, A. W., *Trade Castles and Forts of West Africa*, Londres, 1963.

La Côte d'Or a été en contact avec l'Europe depuis que les navigateurs portugais ont commencé à explorer les côtes de l'Afrique occidentale, au ^{xv}^e siècle. De tous les pays africains sub-sahariens le Ghana est celui qui a la plus longue histoire de construction européenne. Dans un premier temps ce furent la richesse naturelle en or de ce pays et son littoral accueillant qui incitèrent les Européens à y installer des comptoirs ; puis, au ^{xvii}^e siècle, quand le commerce d'esclaves devient plus lucratif que celui de l'or, la continuité des investissements européens doit beaucoup au sens aigu des affaires des tribus côtières et à l'ambition agressive du peuple ashanti. En fait, le climat insalubre de la côte et les complexités du régime foncier akan n'étaient guère favorables à l'implantation des Européens et pourtant on trouve, dès 1700, des châteaux, des forts, et des comptoirs tout le long de la Côte d'Or. Sur les 43 principaux postes fortifiés inventoriés par Lawrence, dans une étude qui fait autorité, 32 se trouvent au Ghana ¹. Durant les 500 ans qui ont suivi la fondation de Elmina par les Portugais (1482), la construction européenne sur la côte a été en effet massive et la construction traditionnelle locale en a inévitablement subi l'influence.

Certes, on peut encore rencontrer sur le littoral ghanéen des villages de pêcheurs où la tradition indigène s'est maintenue intacte. On y trouve des maisons en bois de bambou et de palme, aux structures rudimentaires de poteaux et de poutres, aux cloisons en treillage de palme et aux couvertures en pétioles de palme ; ou, dans la ceinture de forêts, des villages aux huttes en clayonnage revêtu d'argile et aux toits de chaume ; mais de tels villages sont rares et reculés. La plupart de ceux d'aujourd'hui sont caractérisés par un paysage bigarré de toits en tôle ondulée tachés de rouille, par des galeries branlantes du côté de la

rue, de laquelle on entrevoit, ici ou là, par une porte ouverte, la cour intérieure, et par l'inévitable église d'un «gothique» extravagant. A première vue il est difficile de distinguer une tradition européenne particulière ou des influences architecturales autres que celles apportées au ^{xix}e siècle par les marchands et les missionnaires européens. En réalité, on se trouve devant un amalgame de traditions diverses ; aux modes de construction indigènes du Ghana méridional s'ajoutent d'autres en provenance d'une demi-douzaine de pays européens, que l'on peut détecter dans ce qui est devenu un véritable «vernaculaire intercontinental».

Pour les reconnaître, il faut le regard d'un archéologue car les différentes traditions ont pénétré par à-coups, sur une très longue période, et ont profondément imprégné l'environnement bâti du sud du Ghana, l'assimilation la plus subtile se produisant dans les anciens villages et villes du littoral atlantique. Un archéologue pourrait, en opérant une coupe dans le sol de l'un de ces établissements côtiers, discerner les différentes strates d'activité de construction correspondant à des périodes, historiquement vérifiables, d'activité commerciale, de prospérité, de développement, de changement ; il découvrirait sans doute que la plupart des couches les plus profondes et les plus anciennes sont portugaises.

Les Portugais furent en effet les premiers à explorer la côte occidentale de l'Afrique. Se trouvant eux-mêmes à l'extrême pointe sud-ouest de l'Europe, ils ont vite su tirer profit de leur position géographique au moment où la prise de Constantinople par les Turcs, en 1453, mettait en danger les voies continentales traditionnelles du commerce entre l'Europe et l'Inde. Vers 1462, les Portugais avaient déjà dressé une carte des embouchures du fleuve Sénégal et du fleuve Gambie et vers 1470 ils avaient atteint cette étendue côtière qui sera connue plus tard sous le nom de Côte d'Or. Là, contrairement aux côtes qui s'étendaient plus loin à l'ouest, qui donnaient sur des marécages sans fin et des lagunes, ils trouvèrent «un terrain solide et une succession de caps et de baies qui permettaient un mouillage sûr, toujours à proximité de quelque village de pêcheurs ou d'agriculteurs. Là, on pouvait aussi acheter de l'ivoire et les habitants portaient une profusion de parures en or, qui étonnaient les Européens vu qu'à cette époque l'or était rare dans toute l'Europe ²». Les Portugais se rendirent vite compte du grand potentiel économique de la région et appelèrent toute cette partie de la côte *a mina* (la mine). Une autre explication donnée

au nom de Elmina est que les Portugais auraient entendu des marchands arabes appeler cet endroit *El Mina*, qui voulait dire «le port».

Le fort d'Elmina

En 1481, le roi Jean II du Portugal, voulant assurer le monopole de son pays sur le commerce le long des côtes d'Afrique occidentales, envoya un corps expéditionnaire commandé par Diego da Azambuja bâtir une forteresse dans le pays *A mina*. Ce corps, composé de marins, de soldats et d'artisans, s'embarqua à Lisbonne le 12 décembre 1481 et arriva un mois plus tard au large des côtes de Elmina. Ils appelèrent le lieu où ils débarquèrent «le village en deux parties», car le village en question était coupé en deux par le fleuve Salé. Cette localité, que les Portugais connaissaient depuis 1470, présentait nombre d'avantages ; aussi fallait-il arriver à un accord avec le chef du village pour pouvoir y construire un fort. La permission leur fut accordée mais le rocher choisi par Diego da Azambuja était vénéré par les habitants et ils ne voulaient pas de construction à cet endroit. Azambuja imposa sa volonté par la force des armes et quelques années plus tard un imposant château fort s'élevait sur la hauteur. Consacré à Sao Jorge da Mina (Saint Georges de la mine), il fut la première grande construction européenne sous les tropiques et demeure encore, cinq siècles plus tard, l'un des plus beaux fleurons de l'architecture militaire de cette région d'Afrique. Son plan initial, tel que l'avaient tracé les Portugais, servit de modèle à nombre de forts-comptoirs, mais aucune de ces fortifications, ses rivales sur le plan politique et commercial, ne put égaler sa magnificence.

La construction commença le 21 janvier 1482 par le tirage de quelques-uns des gros rochers qui se trouvaient sur le site. Elle était dirigée par Diego da Azambuja lui-même, qui avait amené d'Europe six cents hommes, dont cent maçons et autant de charpentiers, ainsi qu'une flotte de navires chargés de bois de construction, de pierres taillées, de briques et de tuiles, d'une grande quantité de chaux et de tous les outils et clous nécessaires. L'élément principal du premier corps de bâtiment, érigé en 1482, était une massive enceinte quadrangulaire, sorte de tour avec une cour intérieure abritant une citerne revêtue de briques ³. Devant cette enceinte quadrangulaire se trouvait une vaste cour, entourée d'un mur d'enceinte qui

2. *Ibid.*, p. 31.

3. La citerne est l'unique élément de cette tour qui soit resté inchangé. Tous les autres ont été remaçonnés ou modifiés par des ajouts à différentes époques. La partie supérieure a été reconstruite par les Hollandais, qui lui ont ajouté un étage.

*Vue du château St.-George,
Elmina, à partir du
sud-ouest.*





Vue de Elmina, par Freire, 1546.

(*Portugaliae Munimenta Cartographica*, t. 1, pl. 75).

4. Dans l'*Atlas* du prince Eugène, datant de 1665, on peut voir un dessin représentant le mur ouest de la ville (reproduit dans Lawrence, A.W., *op. cit.*, pl. 10).

5. Les frères franciscains, qui y avaient officié en premier, avaient introduit le culte de saint Antoine de Padoue, qui perdit après le départ des Portugais au XVII^e siècle. Les fragments de la statue mutilée du saint firent longtemps l'objet d'une vénération particulière. Voir : Wiltgen, Revd. Fr. R.M., *A Gold Coast Mission History, 1471-1880*, Techny, 1956, pp. 48-49.

6. A la fin du XVI^e siècle, on installa à cet endroit une batterie (la «batterie française») face à l'embouchure du fleuve, défendant le port et la poterne couverte qui conduisait à la plage, et on construisit aussi un mur en terre battue qui fermait toute cette surface.

constituait la première ligne de défense. Vers 1483 on creusa un fossé dans la roche, sur le côté ouest du château, afin d'isoler le promontoire. Le fossé d'origine était probablement double, si l'on en croit les vestiges. L'extrémité nord du fossé extérieur formait un réservoir pour l'alimentation en eau des bateaux. Le corps central du château fut fortifié par des tours, qui ont toutes été reconstruites, ou remodelées, ou encastrées dans des constructions plus tardives réalisées par les Hollandais.

En 1486, le roi du Portugal accorda à Elmina le statut de ville, ce qui signifiait que l'établissement africain qui se trouvait à l'ouest du château fort, sur le même promontoire, devait avoir ses propres fortifications⁴. L'un des premiers bâtiments à se trouver à l'extérieur du château était l'église St-George, qui servait aux convertis de la ville ainsi qu'à la communauté portugaise⁵. Entre le château et le fleuve, là où se trouve maintenant la cour au bord de l'eau, il y avait une aire à multiples usages, utilisée en partie pour le commerce — on y dressait des tentes pour se protéger du soleil — et en partie comme cimetière. Là aussi on avait construit une citerne, qui allait être refaite par les Hollandais. Celle-ci et les autres de la cour intérieure pouvaient, ensemble, contenir l'eau nécessaire à deux cents hommes pour six mois⁶.

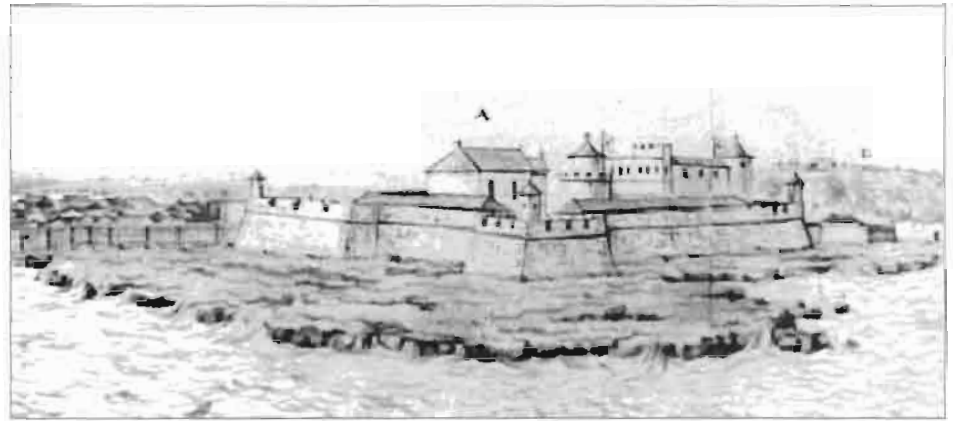
Après l'occupation de Elmina, les Portugais furent pendant un siècle les maîtres incontestés du négoce côtier. Vers 1500 ils avaient exploré les côtes africaines, découvert la route des Indes, et vers 1530 ils avaient commencé à coloniser le Brésil. Des comptoirs avaient été créés dans le bas Congo et en Angola, qui furent bientôt prospères. Mais le commerce avec l'Afrique occidentale commença à s'affaiblir après la fondation des nouvelles colonies des Indes et d'Amérique et l'intensification des échanges dans ces directions. Après un demi-siècle de prospérité Elmina perdit son importance en tant que centre commercial. Vers le milieu du XVI^e siècle, des marchands anglais, français et hollandais faisaient eux aussi régulièrement du commerce le long de la Côte d'Or, et ce malgré le soi-disant monopole des Portugais, qui d'ailleurs ne pouvaient pas grand chose contre ces concurrents. Le fort de Axim, qu'ils avaient bâti en 1508 à quelque cent cinquante kilomètres à l'ouest de Elmina, et celui de Shama, érigé plus tard, en 1560, à seulement quarante kilomètres à l'ouest, leur assuraient dans une certaine mesure le contrôle de cette partie de la côte, mais il fallait davantage pour décourager leurs concurrents. Pour ce qui est du commerce des Portugais, celui de l'or et de l'ivoire, — principales

exportations à partir de Elmina dans les premiers temps —, il fut bientôt relégué au second plan par la traite des Noirs.

A Elmina, l'extérieur du château subit des transformations entre 1550 et 1580, principalement dans le but de l'adapter aux nouveaux principes de fortification de la Renaissance. Des bastions furent construits aux quatre coins du château, les murs de la tour centrale furent renforcés, ainsi que les murs d'enceinte de la grande cour. Les tours intermédiaires qui avaient été bâties le long du côté nord-est du château (celui donnant sur la baie) furent démolies et les bastions devinrent les principaux éléments de défense. On construisit également des batteries sur le côté nord de la cour en bord de l'eau pour mieux dominer l'embouchure du fleuve et les lieux de débarquement ; ainsi qu'aux pieds du bastion sud, entre le fossé extérieur et la mer, afin de surveiller et de défendre l'arrivée le long de la côte. En 1596, année où Elmina fut attaquée pour la première fois par les Hollandais, l'église fut démolie pour des raisons de sécurité et on en bâtit une autre à l'intérieur du château, dans la grande cour, à l'extrémité donnant sur le large. Quelques années plus tard, autour de 1600, on élargit et renforça le bastion ouest afin de protéger la garnison des obus lancés par l'ennemi du haut de la colline St-Jago, de l'autre côté du fleuve. La poterne conduisant à la plage fut murée dans le but de renforcer la défense de l'entrée principale.

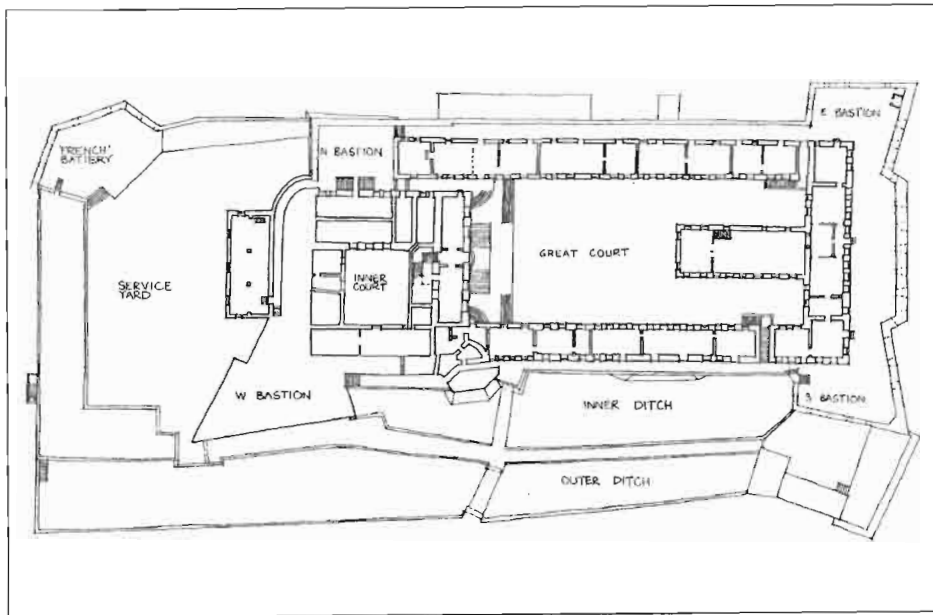
En 1612, les Hollandais bâtissent un fort à Mouri, à l'est de Elmina. En 1625, ils décident de prendre Elmina. Leurs trois assauts successifs sont repoussés par les Portugais, mais le bombardement incessant provoque des dégâts considérables⁷. En 1637 les Hollandais occupent d'abord la colline St-Jago sur laquelle ils hissent quatre canons et du mortier pour bombarder le château. L'attaque était soutenue par les navires mouillant dans la baie et au large et le château subissait un feu continu de trois côtés. Finalement, le 29 août 1637 les Hollandais s'emparèrent de Elmina où ils demeurèrent durant plus de deux siècles.

Dès qu'ils s'y établirent, les Hollandais entreprirent d'améliorer le système de défense, en renforçant la protection du côté de la terre contre d'éventuelles attaques venant de la colline et en réparant les importants dégâts provoqués par les bombardements. L'église portugaise fut transformée en local commercial et on lui ajouta un étage pour pouvoir loger davantage de gens. Dans le château, tous les planchers en bois du premier étage firent place à



Vue de Elmina par Frans Post, 1637.

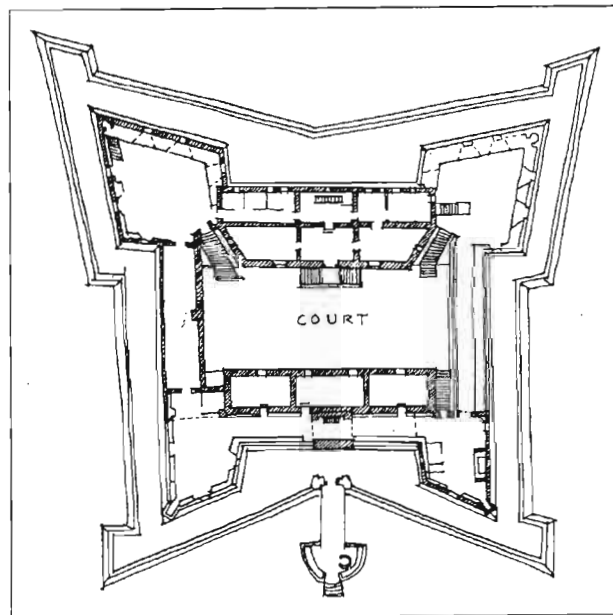
7. Un dessin de Frans Post, réalisé en 1637, quelques mois avant que le château ne tombe aux mains des Hollandais, représente Elmina vue de la mer (reproduit dans Lawrence, A. W., *op. cit.*, pl. 7a)..



*Château St.-George, Elmina,
plan du premier étage.*



*Vue de la grande cour du
château St.-George, Elmina.*



*Vue de la cour d'entrée du
château St.-George, Elmina.*

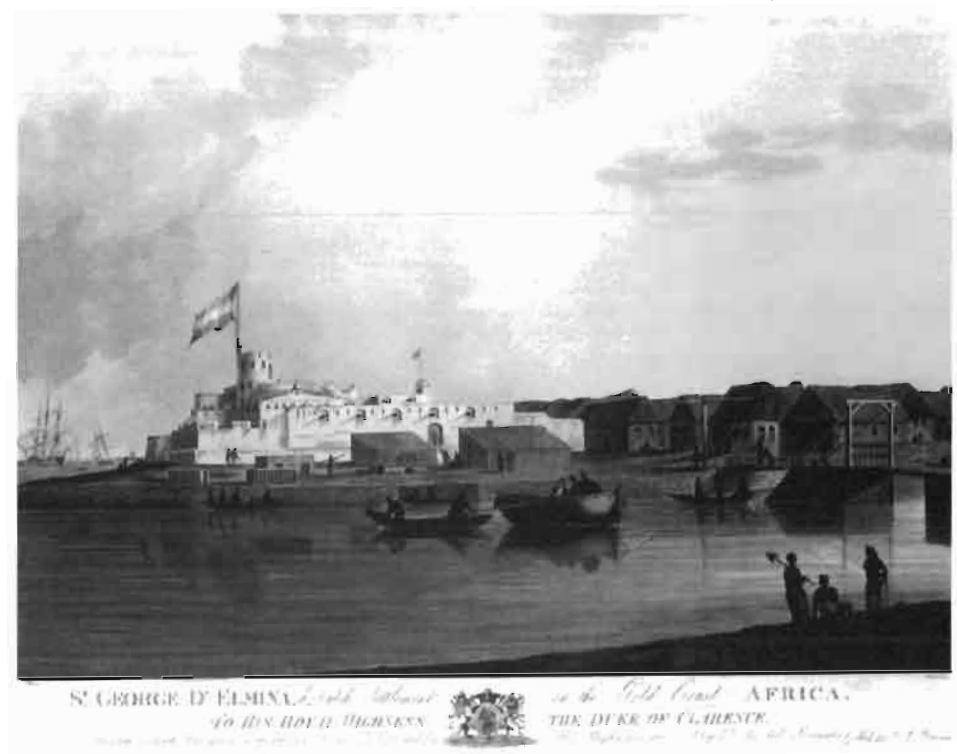


*Fort St.-Jago, Elmina, plan
du premier étage.*

des voûtes en briques. En septembre 1645, on construisit une cuisine à côté de l'ancienne église portugaise, une structure en appentis, au toit à une gouttière, abritant un énorme poêle pouvant desservir toute la communauté. Deux mois plus tard la grande cour fut recouverte de dalles de pierre. Une nouvelle chapelle, plus petite et plus sobre, fut érigée au sommet de la tour, dans la partie nord-est, à laquelle on accédait du bastion nord par une double volée d'escalier, et on coiffa cette même tour d'un étage au sud-ouest. On ajouta également une ceinture de pièces autour de la grande cour, dont le toit plat élargissait le chemin de ronde, créant ainsi un *continuum* en hauteur. Le corps principal fut entièrement reconstruit. Au sud-ouest on dégaga une grande pièce, la «salle du gouverneur», et au sud-est une autre, «la grande galerie», avec vue sur la grande cour. La tour sud fut surélevée par deux niveaux comprenant chacun une pièce, qui étaient les appartements privés du gouverneur. La cour au bord de l'eau fut clôturée et on y construisit quelques bâtiments. Au cours de la guerre anglo-hollandaise de 1666, l'amiral Ruyter, commandant de la flotte des Pays-Bas, installa pour un temps son quartier général à Elmina.

Plus important encore pour la sécurité du château était le renforcement de la colline St-Jago. Celle-ci fut d'abord entourée d'un mur en terre, puis cette fortification fut remplacée par le fort en pierre que l'on peut voir aujourd'hui. Appelé Coenraadsburgh par les Hollandais, il fut achevé en 1666. Le mur d'enceinte, la demi-lune en avant de la courtine, l'étage d'habitations sur le côté sud et d'autres extensions furent réalisés ultérieurement, à diverses époques. Cependant, dès 1666, Coenraadsburgh est un poste entièrement fortifié. Des arbres furent plantés sur les flancs de la colline et on aménagea des potagers à l'usage de la garnison et des navires de passage.

Vue de St.-George de Elmina, par Webster, 1806.



Terrasse et batterie du
château de Cape Coast.



Le fort de Cape Coast

Vers le milieu du ^{xvii}e siècle, les Portugais avaient été chassés de leurs établissements de la Côte d'Or et les Hollandais étaient maintenant en compétition avec les Anglais pour les marchés d'Afrique occidentale. Les Français, les Danois, les Suédois et les Brandebourgeois allemands étaient eux aussi activement engagés dans le commerce avec cette partie de l'Afrique et revendiquaient leur part de ce marché de plus en plus lucratif. A Cape Coast (dérivé du portugais *cabo corso*, ou «cape courte»), à quelque douze kilomètres à l'est de Elmina, les Anglais avaient réussi à prendre un comptoir suédois récemment créé, qu'ils entreprirent d'agrandir et de fortifier, et qui devint leur siège en Afrique occidentale, point de mire de leurs rivaux européens.

Le château de Cape Coast, qui pouvait se mesurer avec le château St-George pour ce qui est des dimensions et de la prouesse architecturale, domina lui aussi des siècles durant la ville qui poussait à l'ombre de ses murs. Ce château se dresse sur un pic rocheux à l'ouest d'une petite baie protégée, où un modeste cours d'eau se jette dans l'océan. Derrière le château, vers le nord, le terrain s'élève en une succession de crêtes et de vallées parallèles, sur lesquelles s'est étendue la ville de Cape Coast.

Tout comme le château St-George, le château de Cape Coast fut bâti en grès dur provenant de carrières locales, avec des parements en briques aux fenêtres et aux portes, et des voûtes en briques. Le plan du château se présente comme un polygone irrégulier dont l'élément majeur est une grande cour pentagonale donnant sur la mer, dont une face longue et deux courtes sont clôturées du côté du large par des murs-rideaux bas. Les deux faces côté terre sont entourées de bâtiments à trois niveaux. A chacun des cinq angles du pentagone se trouve un bastion polygonal. Entre les deux demi-bastions, très proches l'un de l'autre, situés à l'extrémité est du château, il y a la porte vers la mer, qui donne accès à la plage.

Derrière la rangée de bâtiments, sur le côté ouest de la cour, se trouve un saillant triangulaire dont la cour est divisée en deux par un mur transversal qui sépare la cour d'accès intérieure de ce qui est maintenant la prison, à l'extrémité ouest du saillant. Au ^{xix}e siècle on ajouta une cour d'accès intérieure en saillie vers le nord, en direction de la ville, ainsi qu'un clocher à horloge au-dessus de la porte séparant les deux cours. On aménagea également un escalier extérieur conduisant à la nouvelle entrée amé-

nagée au centre de la rangée nord de bâtiments. L'aménagement intérieur du château, tel qu'il se présente aujourd'hui, date dans sa presque totalité du XVIII^e siècle, mais les plans ont disparu. Un grand nombre de travaux de réaménagement et de réhabilitation ont été effectués au XIX^e siècle.

Les forts de Crevecoeur, James et Christiansborg

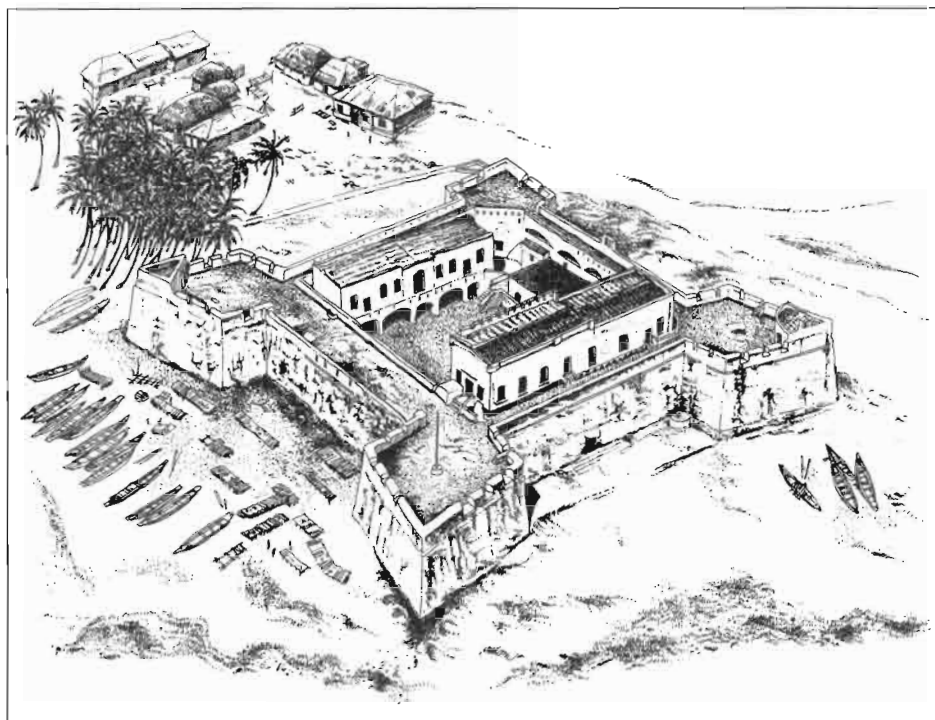
Trois grands forts furent édifiés sur la côte, à cent cinquante kilomètres à l'est de Elmina, sur une portion rocheuse qui s'étend entre deux lagunes et qui se trouvait alors à une journée de marche du Grand Accra, la nouvelle capitale du royaume ga. Les Ga, qui avaient quitté leur région d'origine autour du Grand Popo, avaient migré vers l'ouest et s'étaient établis dans ce qui est aujourd'hui le Bénin. De là ils contrôlaient le commerce avec l'intérieur, notamment avec le Akyem et le Akwapem, deux Etats en passe de devenir très puissants, ainsi que le littoral de Accra, qui était alors un lieu particulièrement propice au commerce. Les Hollandais, les Danois et les Anglais s'étaient d'ailleurs empressés de s'y établir dès le milieu du XVII^e siècle et de bâtir des comptoirs fortifiés, si rapprochés qu'ils étaient presque à portée de fusil l'un de l'autre. Le fort hollandais Crevecoeur et le fort anglais James n'étaient ni aussi imposants ni aussi importants du point de vue politique et administratif que les châteaux forts de Elmina et de Cape Coast mais le revenu annuel de leur commerce dépassait souvent largement celui des deux autres. Puis les Danois bâtirent Christiansborg, qui pouvait, lui, rivaliser en grandeur et magnificence avec les châteaux de Elmina et de la Côte d'Or.

Les marchands européens s'activaient tout le long de cette côte, de Assini, à l'ouest, où le fleuve Tano rejoint l'océan par un réseau de lagunes qui forment aujourd'hui la frontière entre la Côte d'Ivoire et le Ghana, à Ada, à l'est, situé à l'embouchure du fleuve Volta. Ils négociaient des accords commerciaux et la location de terrains avec les chefs locaux, établissaient des comptoirs et construisaient des forts pour défendre leur part de marché. Vingt-sept des forts bâtis le long des côtes ghanéennes ont survécu, mis à part les trois grands mentionnés ci-dessus. Sur ces vingt-sept, plusieurs sont aujourd'hui des sites archéologiques protégés, d'autres subsistent sous forme de



Le château St.-George et le fort St.-Jago, Elmina, 1665.

(Dessin extrait de l'*Atlas du Prince* Eugène, Vienne).



*Le fort William de
Anomabu, axonométrie.*

8. Batenstein, Butre (1656), Coenraadsburgh, Elmina (1665-1666), Gross Friedrichsburg, Princes Town (1683) et le fort anglais de Komenda (1686), où il fut le modèle le plus courant tout au long du XVIII^e siècle — les forts William, Anomabu (1753), Prinsenstein et Keta (1784) par exemple.

9. Parmi les exemples les plus illustres, on peut citer le Castillo de San Marco en Floride, bâti par les Espagnols en 1672, et le fort Manoel à Malte, conçu par des ingénieurs français en 1715.

fragments incorporés à des constructions plus récentes, d'autres enfin ne sont que des ruines abandonnées, recouvertes de végétation. Douze d'entre eux sont en bon état et servent à différents usages : le fort Ussher (l'ancien fort Crevecoeur), le fort James de Accra, le fort William de Anomabu, un bâtiment en briques du XVIII^e siècle particulièrement beau et bien conservé, sont des prisons ; d'autres sont devenus des hôtels restaurants, dont le plus grand et le plus spectaculaire est le fort St-Jago à Elmina.

Coenraadsburgh

Les forts les plus anciens sont d'origine portugaise, comme le fort St-Antonio de Axim ou le fort St-Sébastien de Shama, et leur plan a la caractéristique irrégularité médiévale, mais bon nombre de ceux qui furent bâtis aux XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles sont des modèles d'ingénierie militaire, en particulier celui bâti par les Hollandais sur la colline St-Jago, Coenraadsburgh, un exemple de mise en application conforme des principes de base des fortifications baroques. Coenraadsburgh servit à son tour de modèle dans la reconstruction d'anciens forts et la construction de nouvelles fortifications sur les côtes d'Afrique occidentale.

Bâti sur un plan rectangulaire, il avait deux bastions aux deux angles face à la terre ferme et deux demi-bastions plus bas aux angles du côté du château St-George et de la mer. Les bastions étaient reliés entre eux par des murs-rideaux d'une hauteur d'environ dix mètres qui entouraient une cour rectangulaire au-dessous de laquelle se trouvait une grande citerne recueillant l'eau de pluie. L'entrée avait été aménagée au centre du mur-rideau faisant face au château. Dans chaque coin de la cour une volée d'escaliers montait vers les bastions et le chemin de ronde qui permettait de passer de l'un à l'autre. Au sommet de chacun des quatre bastions se trouvait une échauquette, sorte de guérite accessible de l'enceinte et dans celle-ci on avait bâti contre le mur-rideau, derrière la porte d'entrée, une tour de guet carrée.

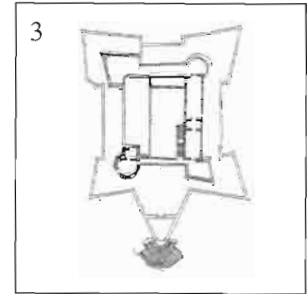
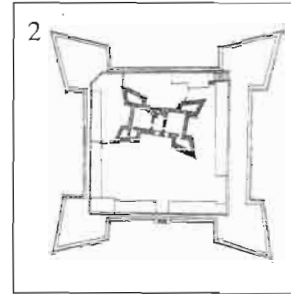
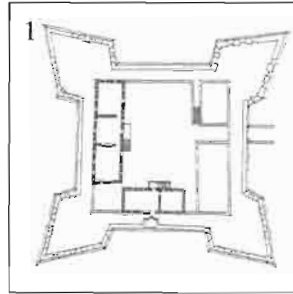
Le type de plan utilisé ici, avec une enceinte rectangulaire fermée par des murs-rideaux et protégée par des bastions et demi-bastions massifs à chacun des angles, est caractéristique des fortifications baroques. Il a été adopté non seulement dans la construction des forts de la côte d'Afrique occidentale⁸, mais également dans le reste de l'empire colonial⁹. D'autres forts similaires furent érigés

par les Hollandais en Inde occidentale et orientale ainsi qu'au Brésil.

A Shama les Hollandais remodelèrent le fort St-Sébastien au temps où Coenraadsburgh était en construction (1665). Deux bastions polygonaux en forte saillie furent ajoutés à deux angles opposés du bâtiment existant et aux deux autres des ouvrages flanquants, qui rappelaient les tours rondes de la période portugaise. En remodelant, sans doute à une époque plus tardive, le fort Amsterdam de Kormantin, les Hollandais employèrent la même formule, associant bastions polygonaux et tours flanquantes circulaires.

Les fortifications de Coenraadsburgh étaient pratiquement achevées en 1666 mais en 1671 on leur ajouta un mur d'enceinte plus bas qui suivait la crénelure des bastions et demi-bastions. Ce mur extérieur, qui avait sur presque toute sa longueur une hauteur de cinq à six mètres, comprenait pour le moins dix-sept mâchicoulis et un grand nombre de meurtrières. Il s'agissait de toute évidence de créer un espace clos bien protégé pouvant contenir en cas de conflit un grand nombre d'hommes en armes. La date de réalisation de ces travaux est inscrite sur le fronton de la porte de ce mur extérieur. L'actuelle demi-lune et le pont-levis qui donnent accès à la porte d'entrée extérieure ont été ajoutés au XVIII^e siècle ¹⁰.

La date de construction des bâtiments entourant la cour intérieure est inconnue. On sait en revanche que la tour de guet circulaire de cette cour a été remplacée en 1680 par la tour carrée que l'on peut voir aujourd'hui. Sa face externe touche le mur-rideau et elle chevauche au niveau du premier étage le chemin de ronde supérieur. Jadis elle dépassait celui-ci d'une hauteur de deux étages mais le deuxième fut démoli au XVIII^e siècle. Les bâtiments de la cour, eux, ont sans doute été construits à la même époque que la tour carrée : sur un dessin de Barbot datant de 1682, on voit le toit d'un bâtiment de deux étages derrière la cour. La rangée de bâtiments à un seul niveau qui se trouve du côté de l'entrée de la cour a probablement été construite à la même époque car Barbot affirme que le fort pouvait contenir le double de l'effectif normal de la garnison, qui était de 26 hommes, dont un gradé ¹¹. Les deux rangées de bâtiments étaient en pierre, avec des parements de briques aux fenêtres et aux portes, et un escalier, également en briques, conduisant à l'entrée qui donnait accès au premier étage du bâtiment à l'arrière de la cour. Toutes deux devaient probablement avoir à l'origine des toitures en tuiles, mais il n'en reste aucune trace.



1. Gross Friedrichsburg, Princes Town.

2. Le fort anglais de Komenda.

3. Le fort San Sebastian de Shama.



10. Ils ne figurent pas sur le dessin de Molster, 1724 (reproduit dans Lawrence, A.W., *op. cit.*, pl. 11b).

Perspective du château St.-George, avec une vue du fort St.-Jago, 1682.

Gravure de Kip d'après Barbot.

11. Barbot, John, «Description of Guinea», in Churchill, A.J., *Voyages V*, Londres. 1732, p. 34.

Les étages supérieurs et la superstructure ajoutée à deux des bastions ont été construits à la fin du XIX^e siècle par les Anglais.

Tout comme le château fort de Elmina, nombre de forts furent bâtis à proximité d'un village ou d'une ville ; d'autres, en revanche, furent érigés à quelque distance de l'établissement le plus proche, là où le site se prêtait le mieux à ce genre de constructions et où le mouillage était le meilleur ; mais tous «attiraient la population indigène, qui venait s'installer près des murs... des pêcheurs, des producteurs de sel, les équipages des canoës dont on se servait beaucoup pour la communication côtière, des agriculteurs, des maraîchers. Ici résidaient aussi, de façon temporaire ou permanente, des courtiers et des marchands indigènes, les agents des commerçants de l'intérieur et ceux qui faisaient la loi¹²». Le volume de cette population variait au gré des hausses et des baisses du commerce. En 1682, Elmina comptait environ 1200 habitations et Cape Coast environ 500¹³. Les Hollandais exerçaient un contrôle assez strict sur les établissements proches de leurs châteaux, levant des impôts et administrant la justice. Les Anglais en revanche préféraient laisser aux chefs locaux le soin d'administrer les établissements indigènes et allaient jusqu'à leur louer les terrains de leurs forts et de leurs châteaux. Ce n'est d'ailleurs qu'au début du XIX^e siècle qu'ils établirent un régime colonial sur la Côte d'Or.

La maison Richard Brew,
«Little Fort», Anomabu.



12. Davies, K.G., *The Royal African Company*. Londres, 1957.

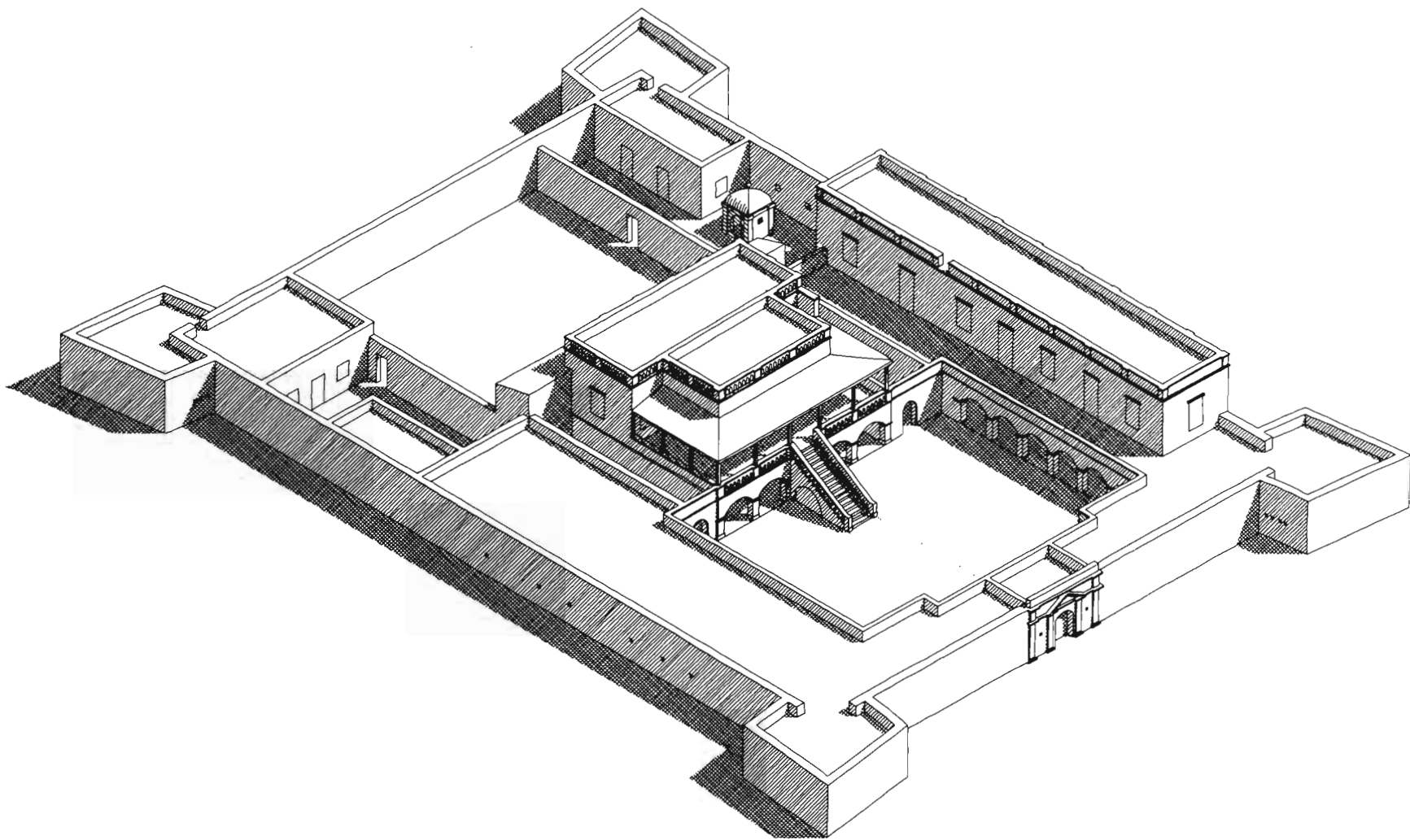
13. Barbot, John, *op. cit.*, p. 168.

14. Pour le plan de Little Fort, voir Priestley, M., *West African Trade and Coast Society*, Londres, 1969, p. 56.

Les résidences de marchands à l'époque de la traite

Entre temps, et tout au long du XVIII^e siècle, le commerce d'esclaves fleurit. Elmina et Cape Coast, Jamestown et l'Accra hollandaise, Christiansborg et Anomabu s'enrichissaient de la traite des Noirs. D'autres villes, qui fournissaient divers matériaux à la région côtière, sont elles aussi devenues prospères ; ainsi Dixcove, centre du commerce de bois et de la chaux. Les marchands européens s'établissaient sur la côte, épousaient les filles des chefs ou des commerçants locaux et entraient en compétition avec les firmes commerciales européennes. Richard Brew, établi à Anomabu, Samuel Bannerman de Jamestown, Governor Richter de Christiansborg, fondèrent chacun une famille qui allait se distinguer dans le commerce et l'industrie. La demeure de Brew à Anomabu, dont la construction commença en 1761, et l'établissement Richter et fils à Christiansborg, construite en 1809, voulaient rivaliser par leurs dimensions et leur magnificence avec les châteaux de la région, car ils étaient aussi rivaux en affaires. La résidence de Brew, appelée «le petit fort», était d'un style anglais assez fruste mais teinté de réminiscences palladiennes, avec des ouvertures en arc brisé dans les murs en moellons de roche aux parements de briques¹⁴. Une extension réalisée vers 1800 est plus imposante, avec de larges portes et fenêtres aux arcs en plein cintre et une grande galerie ouverte sur la côte sud, donnant accès aux pièces principales et flanquée aux deux extrémités de deux autres pièces en saillie. Ce type de plan allait s'imposer sur toute la Côte d'Or. On le trouve, dans son expression la plus simple, dans la villa danoise de Fredericks-gave bâtie vers 1800, sur la plantation de Dakobi, en bas de la colline de Akwapem, à environ vingt-cinq kilomètres au nord de Christiansborg. Un hall central s'ouvrait au sud sur une galerie ; aux deux extrémités du hall il y avait deux chambres à coucher carrées, communiquant chacune avec une pièce plus petite située, elle, aux deux extrémités de la galerie. La villa, aujourd'hui en ruine, est située sur le flanc escarpé de la colline, d'où l'on a une vue panoramique sur la vallée d'Accra. Un mur de soutènement entourait la cour arrière et un escalier raide à deux volées donnait accès à la galerie. Ce type de plan est encore le préféré des propriétaires terriens et des constructeurs locaux du Ghana méridional, où on en trouve une diversité de variantes.

*Richtersgard,
Christiansborg,
reconstitution.*



La ville d'Elmina

Elmina était la première ville de la Côte d'Or à avoir quelque ambition architecturale. La partie la plus ancienne de la ville, située sur un étroit promontoire entre la lagune de Benya et l'océan, se caractérisait par un paysage de maisons aux toits de chaume très inclinés, que Webster a si bien su rendre dans sa lithographie de 1806. En 1873, elle fut complètement rasée par les Anglais. Au cours du XVIII^e siècle, la ville était très dépendante du château, qui absorbait le gros de l'activité de construction des Européens. Au début du siècle, on en a reconstruit toute la partie donnant sur la mer, à l'exception de l'actuel mur-rideau extérieur. Les bâtiments qui entouraient la cour intérieure ont été démolis et on construisit un énorme réservoir souterrain pouvant contenir jusqu'à 60 000 gallons d'eau. Au-dessus du réservoir ont été édifiés de nouveaux bâtiments, à deux niveaux, tout le long de la cour, du côté de la mer. L'étage supérieur, qui donnait sur le chemin de ronde derrière le parapet du mur-rideau, devint plus tard l'infirmerie et on lui ajouta deux petites tours de chaque côté. A la même époque, on remodela le grand corps de bâtiment devant la grande cour et vers la fin du siècle on agrandit l'habitation du gouverneur, de la tour sud, en ajoutant une aile au-dessus de l'entrée principale du château.

Toujours au XVIII^e siècle, la cour près de la rive devint l'aire de maintenance du château en même temps que le principal accès des vivres et du matériel. Le grand bâtiment à trois niveaux érigé contre le mur-rideau de nord-ouest au cours du dernier tiers du XVIII^e siècle abritait à l'origine des ateliers¹⁵. Divers autres bâtiments comprenant des entrepôts de marchandises, une forge, une boulangerie, etc., furent bâtis à différents moments dans l'enceinte de cette cour. Des quais en pierre furent construits le long des berges pour faciliter le débarquement et l'embarquement de personnes et de biens. Enfin, vers la fin du siècle, on bâtit une jetée à l'embouchure du fleuve.

A la fin du XVIII^e siècle, la plus grande partie de la campagne s'étendant de l'autre côté du fleuve du sud de St-Joseph et Java Hill était cultivée. On y trouvait des plantations bien aménagées, des jardins maraîchers, dont quelques-uns étaient pourvus de pavillons et autres petites constructions, ainsi qu'un réseau routier bien défini¹⁶. On peut reconnaître certaines de ces anciennes routes sur l'actuel plan de la ville. Au XVII^e siècle, on avait

relié les deux rives du fleuve par un pont qui fut reconstruit au siècle suivant un peu plus haut. En 1799, il y avait plusieurs bâtiments entre le fleuve et l'endroit où la route bifurquait vers le fort, juste derrière, sur l'actuelle rue principale, se dressait une «chapelle romaine». Sur un promontoire du versant sud-ouest de la colline St-Joseph, dominant la mer, se trouvait un pavillon appelé Beekens-teijn ou Beckenstein, et au nord-est de la ville il y avait une grande demeure que l'on peut identifier comme étant l'actuelle Marblestone House, ou «Mount Pleasant».

Sur la carte de 1799, on voit Elmina telle qu'elle était dans les premières années d'administration du gouverneur Bartels, quand la ville était à l'apogée de sa prospérité et de son prestige. John Bartels, qui fut gouverneur de 1798 à 1804, avait été au service de l'administration hollandaise dans cette ville bien avant et s'était fait bâtir en 1786 une imposante résidence privée, «Mount Pleasant». On lui doit aussi de grands travaux de réfection du château et l'aménagement, en 1802, du cimetière hollandais. Ce dernier fut déplacé en 1806 au pied de la colline St-Joseph et organisé autour du caveau monumental des gouverneurs, de style néo-classique. La grande échelle du monument, qui a traversé les siècles, ainsi que la qualité des pierres tombales du cimetière, témoignent de la prospérité de la ville à cette époque.

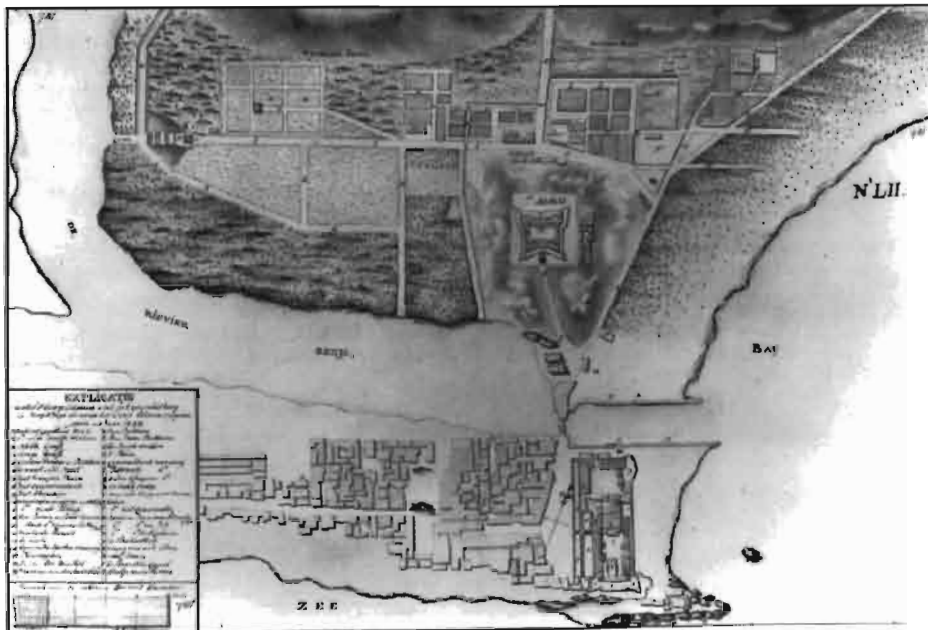
Cette prospérité s'explique difficilement. En effet, en 1796, quand l'armée napoléonienne occupa la Hollande, les établissements hollandais de la Côte d'Or restèrent fidèles à la couronne des Pays-Bas et furent coupés de leur pays durant plusieurs années. Qui plus est, bien que les Hollandais de la Côte d'Or eussent conclu un pacte de non-agression avec les Anglais à l'occasion de la guerre avec la France, ils étaient constamment harcelés par les alliés traditionnels des Anglais, les Ashanti, qui poursuivaient une politique expansionniste de plus en plus agressive sur la côte et qui, en 1807, assiégèrent les châteaux de Anomabu et de Cape Coast. Par ailleurs, l'abolition de la traite des Noirs par les Hollandais, en 1803, puis par les Anglais en 1807, contribua à accroître l'instabilité politique de la région côtière et le risque d'attaques de l'intérieur. Une tour de guet fut bâtie au début du siècle dans les «Government Gardens» et deux batteries défensives furent aménagées à la périphérie de la ville en 1810-1811 : la Veersche Schans du gouverneur de Veer à l'ouest, près du village de Bantuma, où la côte rocheuse fait place à une plage de sable fin, et Fort Beckenstein, sur le site de l'ancien pavillon du même nom. Cependant,

15. Il accueille aujourd'hui les salles de classe de l'école secondaire locale.

16. Celui-ci avait été tracé auparavant, comme le montre la carte de 1799.



*Cénotaphe du cimetière
hollandais, Elmina.*



*Carte de Elmina dressée par
T.C. Bergeman, 1799.*

*La maison Viala, la maison
Plange et Bridge House,
vues de l'autre rive de la
lagune, Elmina.*

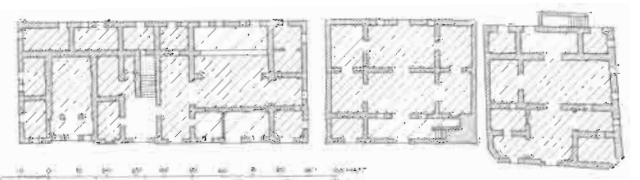
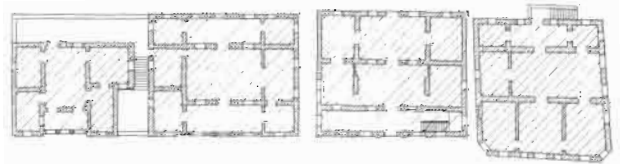


malgré l'instabilité politique et l'absence de contacts avec la Hollande, Elmina continuait à prospérer. Le commerce d'esclaves se poursuivait encore quelques années après que les Danois et les Anglais l'eurent interdit sur leurs territoires. Les habitants du château continuaient à prendre femme à Elmina et à fonder des familles mixtes, pour lesquelles ils bâtissaient des maisons le long de ce qui est aujourd'hui la Liverpool Street, et au-delà.

L'ensemble le plus remarquable de maisons de cette époque est la rangée bâtie au début du XIX^e siècle au bout de la Liverpool Street donnant sur le château. Elle comprend, en partant du pont : la Bridge House, la Plange House et les maisons jumelles Viala, suivies des tristes restes de la Simons House. Ces maisons apparaissent sur nombre de gravures et sont parmi les plus beaux fleurons de l'architecture civile du Ghana. Ne pas en tenir compte quand on étudie le château et le fort serait une erreur car elles contribuent, par leur échelle, leur homogénéité, par le charme et la distinction de leur architecture, à faire de l'aire du château et du fort un ensemble urbain unique.

A l'époque, ces maisons étaient bien plus belles qu'aujourd'hui. Elles avaient toutes un toit-terrasse protégé par des garde-fous. Bridge House avait un balcon central en saillie, à triple arcade, aux deux étages supérieurs, à la manière vénitienne. Les fenêtres en baie d'origine furent remplacées plus tard par les banales fenêtres rectangulaires encore visibles jusqu'à l'effondrement de Bridge House en 1989. Plange House, elle, a été dépouillée de toute sa décoration architecturale ; quant à la première des deux maisons Viala, elle n'a plus la double volée d'escalier semi-circulaire qui montait de la rue vers la véranda du premier étage. La maison Simons avait eu jadis le même escalier mais dans les années quarante, sa façade s'écroula suite à une explosion. Quelques années plus tard, la partie centrale de la toiture de la première maison Viala s'effondrait, entraînant le plancher du grand salon et créant ainsi, par accident, un patio. Les tuiles qui purent être récupérées furent utilisées pour la couverture de la loggia ajoutée à la gauche du bâtiment, dont les pilastres sont les restes d'une véranda qui avait été construite au début de notre siècle.

Le triste état de ces maisons qui avaient été autrefois un symbole de l'opulence de la ville, donne la mesure de son déclin. Aujourd'hui, ce qu'il en reste est délabré et sur-occupé, bien que la plupart des pièces soient inhabitables. Une partie de la Bridge House s'est écroulée en 1981. Pour éviter d'autres dégâts majeurs, il faudrait les



*Maisons de la rue de
Liverpool à Elmina, 1870,
reconstitution.*

La poste de Elmina, détail de l'entrée sur la façade.



réhabiliter d'urgence. La raison de ces dégradations réside vraisemblablement dans des difficultés économiques que le Ghana a connues au cours de ces dernières quinze années.

Lorsqu'un édifice se détache des autres quand on arrive devant Elmina en bateau : son énorme toiture le fait ressembler à une baleine échouée sur le rivage. Ce bâtiment, en bien meilleur état que le reste, est la Poste, le plus ancien et le plus somptueux des bureaux de poste du Ghana. Il se trouve dans la grande rue (High Street), à un endroit qui, au début du XIX^e siècle, quand il fut construit, devait être assez loin du centre de la ville. Quelques décennies plus tard, la défense était encore, comme en ce temps, un critère décisif dans le choix du site et de la conception architecturale d'une maison. Mount Pleasant, la résidence du gouverneur Bartels, qui occupait seule une butte en dehors de la ville, vers l'est, était assez bien protégée contre d'éventuelles attaques, ce qui n'était pas le cas de l'édifice qui est aujourd'hui la poste centrale de Elmina. A l'époque où il avait été bâti il devait paraître dangereusement exposé, mais cette confiance dont il semblait témoigner était en elle-même l'indice d'un changement. Son emplacement marque en effet le début d'une ère nouvelle dans l'histoire du développement économique de la Côte d'Or, l'avènement d'un temps de prospérité due en grande partie à la production de l'huile de palme.

La maison (la poste) fut bâtie en 1825 par Carl Henrik Bartels (1786-1850), fils du gouverneur John Bartels qui, à l'exemple de son père, établit son propre commerce. Sa résidence, sans doute également le siège de son entreprise, demeura la propriété de la famille pendant de nombreuses années. On ne sait pas si elle l'a jamais vendue, bien que l'on voit les autorités publiques en prendre possession de facto au début de la seconde guerre mondiale, quand la maison devient l'hôpital colonial. Depuis, son entretien est toujours assuré par le ministère de la Santé publique, qui en occupe encore la plus grande partie par une clinique et une maternité au premier étage et un service de sécurité sociale au rez-de-chaussée, où se trouve également un bureau de poste.

L'édifice, en façade sur la grande rue, est à deux niveaux. A l'arrière se trouve une cour du centre de laquelle un escalier monte au premier étage. La propriété est clôturée par un mur en pierre massive et une lourde grille en fonte de fer qui court le long de la grande rue. Divers petits bâtiments ont été construits à l'intérieur des

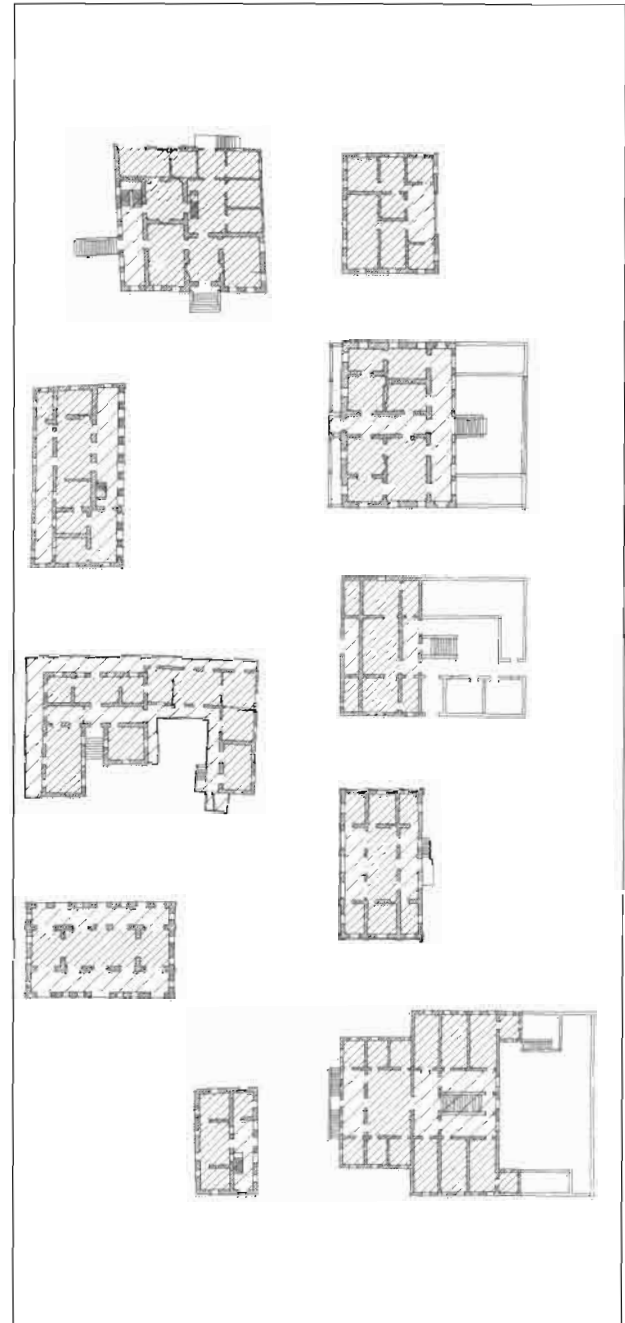
cours qui entourent la maison, dont deux ailes en rez-de-chaussée, contemporaines du corps principal, qui flanquent la cour arrière. La résidence a une largeur de deux pièces, à laquelle s'ajoute l'espace de la grande galerie à arcades de l'arrière. Elle est traversée de part en part par un corridor qui donne accès, des deux côtés, aux pièces d'habitation. L'escalier de la cour arrière, en dalles de marbre, conduit à cette galerie, qui a vue sur la mer. A l'étage, un corridor identique à celui du rez-de-chaussée conduit aux chambres ainsi qu'à un balcon qui surplombe le porche de l'entrée principale en façade sur la grande rue.

Les murs de la résidence sont en pierre de taille, avec sur toute la partie supérieure une rangée de briques intercalée entre chaque troisième assise de pierres. Tous les murs sont blanchis à la chaux. Le plancher et le plafond du premier étage sont en planchéage sur poutres de bois. La toiture est soutenue par des fermes en bois reposant sur les murs du premier étage. Celle d'aujourd'hui a dû sans doute être ajoutée ultérieurement car elle est recouverte de plaques en fibrociment ondulé. Les deux ailes en rez-de-chaussée avaient probablement à l'origine des toits en terrasse, — comme on en trouve ailleurs dans la ville —, auxquels on pouvait accéder à partir de la galerie du premier étage. Les toits penchés en fibrociment ont été ajoutés plus tard.

L'édifice est peu décoré, l'architecte préférant aux ornements surajoutés le rythme des proportions. La conception du portail est digne d'intérêt. Son volume vigoureux, souligné par de simples panneaux moulés et des salles encadrant l'entrée et soutenant le balcon du premier étage, signifie sans autre artifice le statut du propriétaire.

Ce ne sont là que quelques-unes des belles maisons en pierre que l'on trouve encore à Elmina. Certaines d'entre elles appartiennent encore à la famille du premier propriétaire, qui y habite toujours et continue à les entretenir. D'autres par contre sont à moitié en ruine. Certaines sont d'un intérêt historique et architectural certain et devraient être restaurées dans le cadre d'une opération de réhabilitation des quartiers historiques. Une initiative en ce sens, lancée il y a quelques années, n'a pu dépasser le stade de projet en raison de la paralysie qui frappait jusqu'ici l'économie du Ghana ¹⁷.

17. Bech, Niels and Hyland, A.D.C..
Elmina: A Conservation Study,
Kumasi, 1978, Copenhagen, 1982.



La ville de Cape Coast

Les établissements anglais avaient été administrés dès leur fondation, au xvii^e siècle, par une série de compagnies commerciales ; puis, en 1821, ils tombèrent tous sous l'autorité de l'Etat : ce fut le début d'une colonisation qui ne suscita, de part et d'autre, aucun enthousiasme. La raison invoquée par le gouvernement britannique était la nécessité de contrôler la navigation afin de mettre un terme à la traite des Noirs, ce à quoi il venait de s'engager. Mais l'annexion était aussi censée protéger la communauté anglaise locale contre les velléités impérialistes des Ashanti.

Les marchands anglais allaient vite déchanter car rien n'empêcha les Ashanti d'envahir la côte en 1823 et le premier gouverneur, Sir Charles McCarthy, perdit lui-même la vie au cours de la guerre qui s'ensuivit. La paix ne fut restaurée qu'après une ultime bataille à Kantamanso (1826) où les garnisons de Cape Coast, Anomabu, Accra et Christiansborg, soutenues par les troupes des Etats akans du sud qui résistaient à l'avancée des Ashanti, finirent par avoir le dessus.

Ce fut pour les établissements côtiers anglais le début d'une longue période de paix et de prospérité, pendant

18. Quasi Autonomous Nongovernmental Organization.

19. Ward, W.E.F., *A History of Ghana* (quatrième édition), Londres, 1967, pp. 262-264.

Vue de Cape Coast depuis l'océan, 1873.

laquelle Cape Coast commença à prendre l'apparence d'une capitale coloniale, même après que les autorités gouvernementales eurent cédé leurs prérogatives à un comité local de marchands nommé par elles : une première forme de Quango¹⁸. Après cette délégation des pouvoirs, en 1830, le gouvernement ne reprit le contrôle que treize ans plus tard, mais indirectement car les établissements britanniques faisaient en fait partie d'un protectorat régi par les autorités coloniales de Sierra Leone. Ce n'est qu'en 1874, après la victoire finale sur les Ashanti et la prise de Kumasi, que la Côte d'Or devint une colonie à part entière¹⁹.

Cape Coast commença à se développer et à croître après que la traite des Noirs eut été remplacée par le commerce d'huile de palme, de chaux, de copra et d'or, ce dernier à une échelle plus modeste. Le paysage architectural s'enrichit sans cependant jamais rivaliser avec celui de Elmina. Brodie Cruikshank, un fonctionnaire de l'administration britannique, nous donne un aperçu de ce qu'était la ville au milieu du xix^e siècle : « Au nord du château s'étend la ville de Cape Coast, composée en partie des maisons des Européens et en partie des maisons des indigènes, ces derniers entassés les uns sur les autres dans



le plus grand surpeuplement et sans considération d'éclairage, d'aération ni de facilité d'accès... Les gouverneurs anglais ont essayé, dans la mesure du possible, de créer ici une certaine régularité en faisant construire quelques bonnes rues. Ainsi se forme un grand espace libre en face du château, qui sert aux défilés des troupes. De cette esplanade part une rue large, perpendiculaire à l'entrée du château, bordée des deux côtés par des magnolias en parasol, qui traverse la ville du sud au nord, la divisant en deux parties égales. Elle monte en pente douce et continue de la porte du château jusqu'à la chapelle au sommet de la pente ; une chapelle austère, à la charpente robuste et solide, dépourvue de tout ornement architectural, qui appartient aux Wesleyens. Le gros des maisons européennes se trouve à l'ouest de la rue principale. Posées le long d'une côte légèrement pentue, en un front continu, interrompu çà et là par les murs en terre battue et les toits défrichés des habitations indigènes, elles forment, avec leurs murs propres blanchis à la chaux et leurs persiennes vertes, un ensemble pittoresque du plus bel effet, vu de la mer ²⁰».

La vie à Cape Coast ne s'arrêta pas comme elle s'était arrêtée à Elmina après que les Hollandais eurent quitté la Côte d'Or. Le développement économique se poursuivit, même après 1874, quand Accra devint la nouvelle capitale de la colonie. Pourtant, la ville garde, par certains côtés, son aspect de ville victorienne du XIX^e siècle, symbolisée par le buste de la reine Victoria, qui trône encore dans le parc portant son nom, à l'ouest du château.

Voici quelques caractéristiques des maisons les plus représentatives du type européen du XIX^e siècle, comme on en trouve encore dans des rues telles Garden Street, Commercial Street, Jackson Street, Coronation Street ou Beulah Lane : elles sont généralement à deux niveaux, bâties en briques crues ou, pour les plus riches, en briques cuites ou en pierre ; elles ont un toit plat en terre que l'on a recouvert ultérieurement par un toit en pente. Au rez-de-chaussée, la plupart des pièces sont des magasins, qui donnent directement sur la rue. Au premier étage se trouve une galerie fermée, ou véranda, souvent éclairée par une rangée de fenêtres en arcs surbaissés — une caractéristique de l'architecture de Cape Coast — qui donne accès à une série de chambres ou de salles. Les pièces des maisons les plus cossues sont de nobles proportions et, de ce fait, se prêteront facilement à un usage public ou commercial. Les façades sur la rue sont ornées d'une multitude d'éléments décoratifs, choisis avec goût :

architraves moulées aux fenêtres et aux portes, corniches, chapiteaux, pierres d'angle, etc. Les galeries saillantes en bois, si fréquentes dans d'autres régions, sont ici plutôt rares. Les galeries sont dans l'ensemble encastrées dans les murs en briques ou en pierre. Les maisons de Cape Coast sont en général solides, mais elles n'ont pas été bâties pour l'éternité. Elles sont menacées par ces ennemis de toujours que sont l'érosion et un drainage défectueux (particulièrement dangereux sur les terrains en pente), mais aussi, et de plus en plus, par ces nouveaux dangers que sont les promoteurs et la mise en valeur des terrains.

Government House, la résidence officielle du gouverneur, est l'une des plus anciennes demeures de Cape Coast à avoir résisté au temps. C'est un bâtiment de très grande qualité architecturale, qui abrite aujourd'hui une variété de services publics, mais il est en assez mauvais état. Il comporte trois étages et une large volée d'escalier qui monte du jardin vers l'entrée principale au premier niveau. Malheureusement la forme architecturale d'origine est occultée par les vulgaires vérandas, caractéristiques des bâtiments des Travaux publics, qui ont été ajoutées côté jardin. Les photos prises au siècle dernier, quand il était encore la résidence du gouverneur, montrent un édifice plutôt élégant, aux belles proportions, d'inspiration palladienne ²¹. A mon avis, la résidence n'est pas aussi ancienne, mais le fait qu'elle soit appelée parfois la maison Hope-Smith nous autorise à croire qu'elle était debout dans la seconde décennie du XIX^e siècle quand un Hope-Smith occupait le poste de gouverneur. L'histoire de cet édifice mérite des recherches plus approfondies.

Gothic House est un autre édifice qui a connu des jours meilleurs. Comme son nom l'indique, il est de style néogothique et, en tant que tel, l'un des rares échantillons d'architecture civile néogothique du Ghana. Par sa forme, il relève de la phase *Walter Scott* de ce style, autrement dit de la première période du *Gothic Revival* anglais, plutôt que de la seconde phase, plus correcte dans son archéologie du gothique. Gothic House est bâtie sur trois niveaux, sur un plan en T, avec l'entrée principale et les salons au premier étage. Mis à part ses fenêtres en arcs d'ogives et ses dossierets à caissons deux caractéristiques du néogothique, l'élément le plus frappant est l'imposante volée d'escalier qui monte à côté du porche d'entrée vers un belvédère d'où l'on accède par une terrasse à l'entrée principale. Le commanditaire, qui la fit construire au début du XIX^e siècle, est un commerçant anglais, James Dawson, qui avait épousé une femme de l'ethnie fanti.

20. Cruikshank, Brodie. *Eighteen Years on the Gold Coast*, Londres, 1853, vol. I, pp. 23-24.

21. Certains éléments stylistiques rappellent le «petit fort», de Richard Brew, à Anomabu, qui date, lui, de 1760.



*La maison du gouvernement
à Cape Coast.*

(Photographie datée de 1873, Musée
militaire de Kumasi).



Gothic House à Cape Coast

(Photographie datée de 1873, Musée
militaire de Kumasi).

22. Swanzy, Henry, «A Trading Family in the Nineteenth Century Gold Coast», in *Transactions of the Gold Coast and Togoland Historical Society*, vol. II, ii, 1956, p. 2.

23. *Documentation et restauration.*
Faculté d'architecture de Kumasi,
UST, 1970.

Les Dawson sont aussi associés à une autre demeure de Cape Coast, Swanzy Mills. Cet édifice massif, peut-être le plus imposant de la ville, qui se trouvait dans la Jackson Street, au pied de la colline Dawson, fut bâti vers 1840 par Elisabeth Jackson, l'une des filles de Dawson. Elisabeth s'était lancée dans les affaires et sa maison allait servir en même temps de résidence et de local commercial. Sa sœur Catherine, la plus remarquable des deux, qui allait devenir l'une des femmes les plus riches et les plus puissantes de Cape Coast, était mariée à l'époque à Frank Swanzy, ancien commandant britannique de Dixcove, puis l'un des marchands les plus en vue de Cape Coast et fondateur de la fameuse compagnie F. & A. Swanzy Brothers²². Swanzy se noya en 1853 et, sa sœur étant morte également, quelques années auparavant, Catherine épousa son beau-frère, James Jackson, et aménagea le siège de la compagnie F. & A. Swanzy Brothers dans la résidence de sa sœur. Elle-même avait fait bâtir Braeside House, puis une autre maison pour son propre usage, à mi-chemin du sommet de Dawson Hill, longtemps appelée la maison de Madame Swanzy.

Toutes ces demeures étaient luxueuses, mais aucune ne l'était autant que Swanzy Mills, un édifice à deux niveaux en pierre, aux parements de briques, couvert d'un toit-terrasse également en pierre. La firme F. & A. Swanzy Brothers l'acquit en propriété perpétuelle et libre du fils de James Jackson et lui ajouta des combles à charpente en bois pour y loger le personnel. L'immeuble fut repris par la United Africa Company, qui vendit ensuite le terrain à l'occasion d'un projet de mise en valeur. Swanzy Mills fut démoli la même année, mais fort heureusement on en avait fait le relevé détaillé deux ans auparavant²³. L'élément le plus intéressant de la façade sur Jackson Street était les galeries en retrait au rez-de-chaussée et au premier étage dans la partie est, avec des rangées d'arcs surbaissés portés par des colonnes doriques. La partie ouest, à l'arrière, côté cour, avait des galeries similaires. Le volume massif de Swanzy Mills, avec sa façade aux articulations fortes, avait du caractère et marquait le paysage urbain au pied de la colline Dawson. L'immeuble commercial de quatre étages qui le remplace est banal et totalement dénué d'intérêt.

Dawson Hill est l'une des aires les plus fascinantes de la ville. Une rue en pente raide conduit au sommet de la colline, coiffée d'un phare. Celui-ci avait été construit en 1835 au sommet du fort William, une forteresse bâtie en 1830, quand on aménagea une série de postes d'observa-

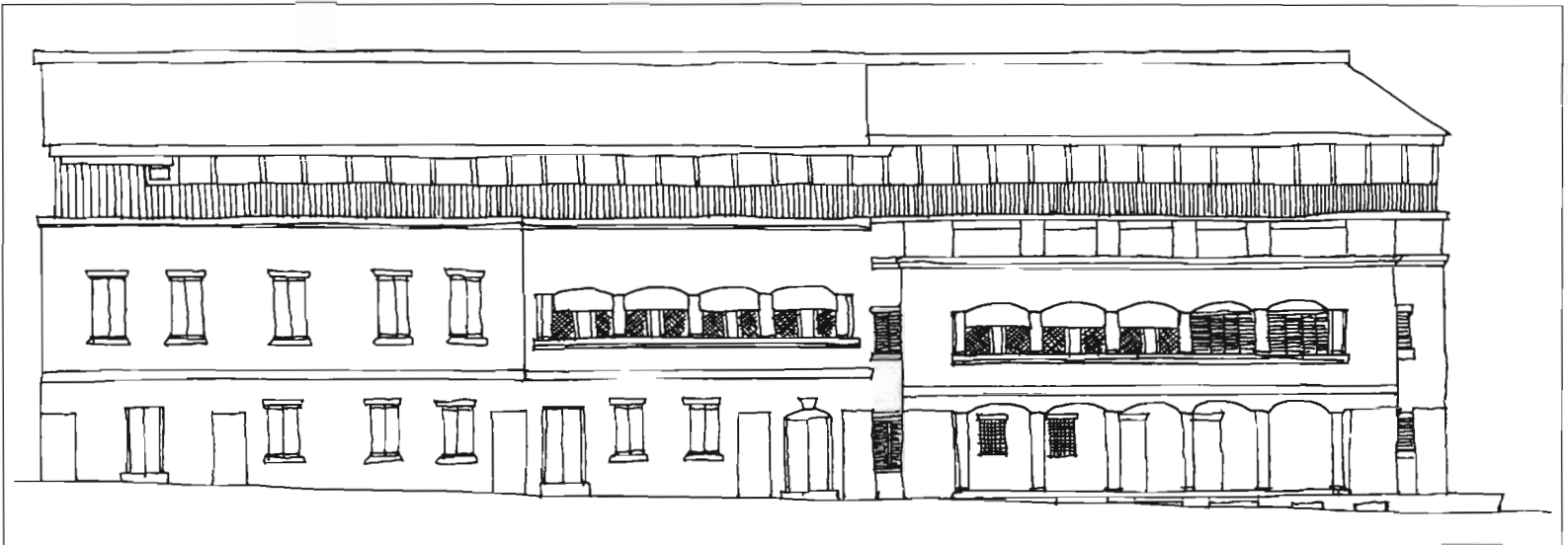
tion sur les hauteurs environnant le château. Sur les versants est et sud de Dawson Hill se trouvent plusieurs vieilles maisons reliées entre elles par un labyrinthe de sentiers et de ruelles. Coronation Street, l'une des rues les plus anciennes et les mieux préservées de Cape Coast, contourne la base de la colline au nord et à l'ouest. On y trouve une série de maisons individuelles à un ou deux étages datant pour la plupart du XIX^e siècle. Peu de quartiers de la ville restituent aussi bien l'atmosphère de l'ancienne capitale coloniale et, bien qu'aucun de ces bâtiments n'aient en soi un grand intérêt du point de vue architectural, l'ensemble mérite d'être sauvegardé. L'un des plus intéressants de ce groupe est l'hôtel Acquah's, qui se trouve au bout de la Commercial Street. L'immeuble fut bâti vers 1880, à l'époque où le commerce de l'or était en plein essor. Il est en briques, sur plan carré, à trois niveaux, chacun entouré d'une grande galerie ²⁴.

24. Après avoir été longtemps un hôtel, il devint, dans les années vingt, un couvent anglican puis un immeuble de rapport à plusieurs appartements, ce qu'il est toujours.



*Acquah's Hotel
à Cape Coast.*

Swanzi Mills à Cape Coast.

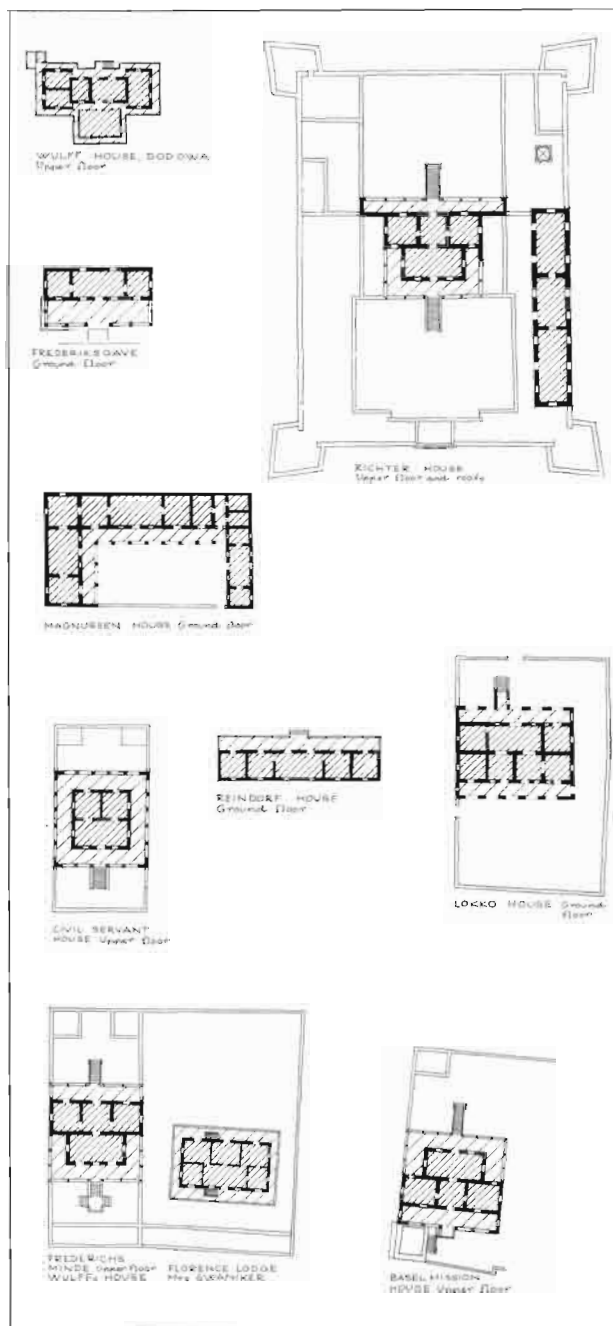


Les villes sous administration danoise

Après la guerre de 1823-1826 avec les Ashanti, le commerce fleurit également plus à l'est sur la côte, et vers 1840, toutes les villes sous administration danoise étaient en plein essor ; non seulement Christiansborg mais également Ada qui, à l'embouchure de la Volta, dominait le commerce riverain, et Keta, située encore plus à l'est. Au temps du gouverneur Carstensens (1842-1850), les Danois entreprirent une grande opération de logements pour leurs fonctionnaires²⁵. Malheureusement, le bombardement anglais de 1854, puis le tremblement de terre de 1862 ont détruit la plupart de ces maisons. Quelques rescapées ont récemment été inspectées et mesurées par des architectes danois. Malgré les diverses modifications intervenues au cours des années, il reste suffisamment d'éléments des premiers bâtiments, datant du milieu du XIX^e siècle, pour que l'on puisse reconstituer l'original : un plan simple, de lecture facile, une construction à deux niveaux, avec des logements au premier étage et des magasins à arcades en rez-de-chaussée, avec des galeries en façade et à l'arrière sur toute la longueur de la maison, séparées à l'intérieur par deux rangées de chambres. Dans certains cas, la galerie arrière pénètre dans le corps du bâtiment et entoure sur trois côtés la pièce principale. Comme la plupart des châteaux et des forts, ces maisons avaient, elles aussi, un toit en terrasse, que les propriétaires remplaçaient parfois, quand cela était possible, par des toitures basses à deux versants en tôle ondulée ou en amiante.

Ce type de maison fut adopté rapidement par les Africains les plus fortunés de la colonie danoise. On peut en trouver de nombreux exemples à Christiansborg et dans le Ghana oriental, en particulier dans l'Akwapem, une région vallonnée située à environ quarante kilomètres au nord de Accra. Dans certaines variantes de ce genre, les galeries du premier étage étaient soutenues par des colonnes en pierre.

25. Carstensens, Edward, *Indberetninger fra Guinea, 1842-50*, Copenhagen, 1964.



Maisons danoises, Christiansborg, plans du premier étage.

Le plan colonial type

Mais ce furent, d'une part, la mission de Bâle, qui s'était établie dans l'Akwapem, après avoir fondé en 1827 sa première base à Christiansborg, et, d'autre part, les autorités coloniales britanniques, qui avaient acheté en 1850 la colonie danoise, qui mirent au point le modèle du «bâtiment colonial type». Pour ce qui est du plan, l'innovation consistait à entourer la maison d'une galerie ou d'une véranda. Quant à la structure, son noyau est toujours en pierre ou en brique, généralement de la largeur d'une pièce et d'une longueur qui varie de une à quatre pièces ou davantage. Les galeries sont habituellement en bois, soutenues par des colonnes en briques stuquées ou parées de pierre, parfois aussi par des poteaux en bois ou des colonnes en fonte de fer. La galerie continue donnait lieu à diverses interprétations : c'était soit un simple balcon à balustrade, par lequel on accédait aux différentes pièces, soit encore une véranda vitrée, agrémentée de persiennes et de fenêtres à deux battants, prolongeant en «plan ouvert» l'espace de séjour. Les escaliers étaient généralement aménagés dans l'épaisseur de la galerie mais il en existait aussi qui étaient en saillie en angle droit vers l'extérieur et d'autres intégrés au corps même du bâtiment. Cette architecture convenait fort bien à la mission de Bâle, qui pouvait installer ses salles de classe et les magasins en rez-de-chaussée et garder l'étage pour les logements. Elle était par ailleurs appropriée au climat, aussi devint-elle un prototype maintes fois reproduit par les maçons et les charpentiers formés par les missionnaires.



Maison de la Mission de Bâle, Abetifi.

(Photographie datée de la fin du XIX^e siècle, Archives de la Mission de Bâle).



Les bâtiments de la Compagnie Commerciale de Bâle, Accra (démolis vers 1970).

La maison Anti, Mampong, Akwapem.

A partir de ce plan, d'une extrême simplicité, il était possible d'élaborer une infinité de variantes, par exemple autour d'éléments tels les balustrades, les faces d'avant-toit, etc. L'Akwapem — où s'étaient installés sous la protection de la mission de Bâle des immigrants venus vers le milieu du ^{xix}^e siècle des Indes orientales —, qui allait connaître une prospérité soudaine grâce aux plantations de cacaoyers, possède nombre d'échantillons de cette architecture. A la fin du siècle, ce type s'était d'ailleurs répandu sur tout le territoire de la colonie, adapté à diverses fonctions magasins, écoles, hôpitaux, résidences officielles, maisons privées, ainsi qu'à une forme de construction plus simple, à un seul niveau. Celle-ci aura la même galerie en continue, appuyée sur une plinthe haute, fermée par des jalousies et pouvant être cloisonnée au besoin pour créer des pièces supplémentaires. Les autorités coloniales adoptèrent ce dernier type, au plancher élevé à quelques pieds du sol et reposant sur des colonnes trapues qui, lorsque la véranda était fermée par des moustiquaires, ressemblait à une grande cage sombre.

Le vieux Accra possède plusieurs variantes de ce modèle dont deux particulièrement intéressantes à plus d'un titre. L'une est la Temple House de Jamestown (vers

*La place du marché à Accra
au début du siècle.*



1860), appelée ainsi en raison de sa colonnade monumentale de hauts fûts cylindriques du rez-de-chaussée, qui soutient une galerie dont la partie supérieure est fermée par un planchéage vertical. Le remplissage ultérieur de l'espace entre quelques-unes des colonnes et les brise-lumière de type «Naco» qui remplacent les fenêtres à guilotine d'origine, de style géorgien, ont quelque peu modifié son apparence. L'autre, également à Jamestown, est St-Edmund's House, bâtie en 1891 par Edmund Bannerman. Elle aussi a été rendue presque méconnaissable par des transformations et des ajouts, tel cet invraisemblable belvédère sur le toit et ces lieux communs du néo-classicisme que sont le portail et l'épistyle des fenêtres. Avec l'arrivée massive de Libanais dans les années vingt et trente se développe une variante levantine du style «italianisant», principalement dans les zones commerciales des grandes agglomérations : des bâtiments à fonctions mixtes, avec des magasins en rez-de-chaussée et des logements à balcons à l'étage, qui reviennent au plan plus fermé, plus introverti des habitations du ^{xviii}^e siècle. L'introduction de ventilateurs plafonniers électriques et de réfrigérateurs apporte des solutions nouvelles aux problèmes de climatisation des maisons, qui n'ont plus besoin d'être ombragées et ventilées comme auparavant.

Accra

Cape Coast demeure la capitale de la colonie jusqu'en 1874, mais Accra était devenue le principal pôle commercial bien avant, dès le milieu du siècle. Toutes deux avaient obtenu le statut de municipalité en 1858. Jamestown, basée sur le fort James, et l'Accra hollandaise, qui s'est développée autour du fort Crevecoeur, co-existaient difficilement, chacune avec son fort dominant le port de sa haute falaise, chacune avec son quartier «brésilien» qui avait accueilli jadis les esclaves libérés revenus du Brésil. Christiansborg se trouvait à un mille ou plus vers l'est, séparé de Accra par une étendue de terre non cultivée au milieu de laquelle les Anglais allaient bâtir plus tard Victoriaborg, la capitale administrative, avec son secrétariat, son inévitable club et ses diverses résidences officielles. Victoriaborg garda son caractère colonial jusqu'à ces dernières années : les Anglais ayant découvert qu'elle se trouvait au cœur d'une zone sismique, aucun gouvernement jusqu'à Nkrumah ne voulut plus y construire de grands bâtiments. Quelques-uns des vieux

bâtiments sont encore debout, tous plus ou moins délabrés. Ce sont des exemples typiques du modèle décrit plus haut, avec des galeries continues autour du premier étage.

Les églises

L'église la plus ancienne du Ghana à avoir survécu, mise à part l'église portugaise, et la chapelle hollandaise, du château St-George de Elmina, est celle, méthodiste, de Anomabu. Bâtie et consacrée en 1838, elle a subi maintes transformations depuis. Henry Barnes, un marchand mulâtre de Cape Coast, a été à l'origine de sa construction. L'Eglise méthodiste wesleyenne entreprit son œuvre missionnaire sur la Côte d'Or en 1835, quelques années après la mission de Bâle à Christiansborg. Contrairement à cette dernière, qui laissa la responsabilité de l'église et de la paroisse aux mains de missionnaires européens, pour la plupart des pasteurs suisses ou allemands formés aux métiers de maçons et de charpentiers à Bâle, la mission wesleyenne accepta dès le début la direction et l'initiative des chrétiens de la Côte d'Or, qui étaient dans un premier temps en majorité des mulâtres et par la suite des Noirs. Sous la conduite éclairée du révérend Thomas Freeman, un missionnaire mulâtre venu d'Angleterre en 1838, la jeune Eglise étendit rapidement ses activités dans toute la colonie (à l'exception des régions au nord et à l'est de Accra, qui restèrent jusqu'à la fin du siècle le domaine réservé de la mission de Bâle) et cette progression fut marquée par une vague de constructions d'églises et de missions ²⁶.

L'Eglise méthodiste wesleyenne établit son quartier général à Cape Coast où ses premiers bâtiments, groupés autour du Steadfast Hall ²⁷, formaient un ensemble caractéristique de la ville du XIX^e siècle. L'ensemble fut démoli en 1956 pour faire place à d'autres constructions ; aussi le seul vestige du passé méthodiste de Cape Coast est aujourd'hui l'église, consacrée en 1838, qui fut modifiée et embellie à plusieurs reprises entre 1918 et 1922. Celle d'aujourd'hui, avec sa tour élancée et sa flèche altière, a gardé son caractère gothique presque flamboyant. L'intérieur, avec une large nef entourée d'une galerie et de transepts, est un mélange de baroque et de gothique, œuvre de toute une série de maîtres d'ouvrage, peu qualifiés dans les disciplines architecturales, mais bons artisans.

Intérieur de la chapelle de la Mission de Bâle, Abetifi.

(Photographie datée de la fin du XIX^e siècle, Archives de la Mission de Bâle).



26. Bartels, F.L., *The Roots of Ghana Methodism*, Cambridge-Accra, 1967, p. 42.

27. Construit au début du XIX^e siècle par un marchand mulâtre des Barbades, John Chapman Grant, sur une hauteur à l'ouest du château.



Intérieur de l'église méthodiste de Cape Coast
(Photographie datée du XIX^e siècle).

*Eglise catholique romaine et
bâtiments de la Mission,
Elmina.*



L'église wesleyenne de Cape Coast allait devenir un modèle pour tous les lieux de culture méthodistes du pays et la construction d'églises, un domaine dans lequel allaient se former nombre d'artisans et de constructeurs. Beaucoup d'églises méthodistes du Ghana auront cette hardiesse, ce caractère flamboyant, notamment celles du centre de l'arrière-pays de Cape Coast, et elles doivent davantage à l'inspiration visionnaire d'un Thomas Freeman qu'au savoir et à la compétence des architectes de l'administration coloniale, tels ce H.F. Hedges, maître d'œuvre de l'église méthodiste de Accra, plus connue comme cathédrale wesleyenne, bâtie en 1916.

Les églises édifiées par la mission de Bâle étaient plus simples, plus austères et de dimensions plus modestes. La plus ancienne se trouve encore à Osu, la périphérie africaine qui s'est développée au nord de Christiansborg. Elle date de 1847 et servit elle aussi de modèle. Une large nef conduit à l'abside à l'extrémité est. A l'autre extrémité une tour étroite et une flèche effilée coupent le paysage des toits. Comme la plupart des ensembles bâtis par cette mission, l'église est flanquée d'une école et de la mission. Le tout constitue le point focal d'un quartier résidentiel ou «Salem» qui s'est formé autour. Dans les villes secondaires du Ghana méridional, Akropong, Begoro, Abetifi et autres, on trouve encore de ces «Salems» typiquement chrétiens où les constructions sont un mélange composite de techniques et d'éléments provenant d'Europe centrale : des toitures à bardeaux (souvent remplacés plus tard par de la tôle ondulée), des volets à battants, à lattes entretoisées, des balustrades et des avant-toits décorés, que recouvre aujourd'hui une patine plus que centenaire.

L'Eglise catholique romaine, qui avait fourni quelques siècles auparavant des prêtres aux établissements portuaires de la côte, et l'Eglise anglicane, qui avait fourni régulièrement des chapelains au château de Cape Coast et avait fait pression sur les autorités coloniales de cette ville pour que l'on bâtît des lieux de culte pour la communauté anglaise (Christ Church, 1865, aujourd'hui la cathédrale anglicane), s'engagèrent beaucoup plus tard dans l'œuvre missionnaire. En 1880, la Société des missions africaines, nouvellement créée, dépêcha deux missionnaires à Elmina, les premiers d'une longue série de prêtres et de sœurs venus d'Europe. Vers 1890, ils avaient érigé ici, sur une colline dédiée à saint Joseph, une mission comprenant une église et un couvent ; un ensemble d'inspiration

italienne, bien différent des missions protestantes avec lesquelles les Ghanéens s'étaient familiarisés.

Vers la fin du siècle, la mission catholique romaine déplaça son siège sur la Côte d'Or à Cape Coast où elle fit construire une mission sur la colline St-François, site de la future cathédrale.

Une première église anglicane fut bâtie à Accra en 1893 pour la communauté d'expatriés de la capitale. Elle fut dédiée à la sainte Trinité et son architecte, Sir Aston Webb, en fit une version simplifiée, presque rurale, du premier gothique anglais, avec une tour au nord-ouest et une flèche à couverture de bardeaux. Sa silhouette en grès doré, extrait sur place, auquel on avait donné un caractère brut, devait paraître assez incongrue même à cette époque. Aujourd'hui, dans son enclos ombragé encadré de grands buildings commerciaux, elle est une oasis au cœur d'une métropole moderne. En 1904, quand on nomma un évêque à la tête de l'Eglise anglicane de la Côte d'Or, l'église de la sainte Trinité fut élevée au statut de cathédrale : l'entreprise missionnaire anglicane était en cours ²⁸.

Cependant, en ce début du xx^e siècle, l'apport des missions en matière d'architecture commence à décliner, l'initiative dans ce domaine revenant désormais aux autorités coloniales.

28. Debrunner, Hans. W., *A History of Christianity in Ghana*, Accra, 1967, pp. 244-245.

Cathédrale anglicane de la Sainte Trinité, Accra.





La poste d'Accra.

Hôpital Korle Bu, Accra, bâtiments d'origine.



29. Moore, Decima, and Guggisberg, F.G., *We Two in West Africa*, Londres, 1909.

Les constructions gouvernementales

L'annexion du pays ashanti après la guerre menée contre ce peuple en 1900-1901 et la création, en 1901, d'un protectorat des territoires septentrionaux, augmentent non seulement la responsabilité mais aussi le pouvoir des autorités coloniales qui, grâce à la production croissante de cacao et d'or (cette dernière due aux compagnies minières européennes), se trouvent disposer de ressources suffisantes pour financer les services attendus de l'Etat. Les infrastructures d'un pays moderne furent construites entre 1900 et 1910 : un nouveau port fut ouvert au trafic maritime à Sekondi, dans les régions de l'ouest ; une voie ferrée fut construite entre Sekondi et Kumasi et une autre reliant Accra à la région de Akwapem, riche en cacao ; des préfets furent nommés à la tête des départements nouvellement créés, qui furent dotés de locaux administratifs, d'offices postaux, d'équipements hôteliers, de routes et de lignes télégraphiques. Des mesures sévères furent prises pour la première fois en matière de santé publique. Le système d'écoulement des eaux usées, les égouts, les décharges, furent soumis à un contrôle rigoureux et l'on procéda à l'aménagement de zones résidentielles européennes dans les principales villes. Les édifices publics récemment construits rivalisaient avec les établissements bancaires et les immeubles commerciaux pour embellir la capitale. Un exemple parmi d'autres est la poste centrale, ouverte au public en 1909, bâtie dans un style italianisant métissé d'éléments «moghuls», qui préfigurait le mélange de genres qu'un Lutyens allait pratiquer à la Nouvelle-Delhi.

La colonie allait connaître son âge d'or dans la décennie qui suivit la nomination, en 1919, de Sir Gordon Guggisberg au poste de gouverneur. Celui-ci avait une bonne connaissance de ce pays qu'il avait parcouru à pied en long et en large durant les six ans où il avait été préposé au cadastre ²⁹.

Entre la fin de la Première Guerre mondiale et la grande dépression de la fin des années vingt, le pays connaît une croissance économique sans précédent. Guggisberg voyait juste en matière de développement et savait de surcroît imposer son point de vue avec une remarquable ténacité. Ses trois réalisations majeures en tant que gouverneur de la colonie furent l'hôpital Korle Bu de Accra, le port de Takoradi et le collège Prince of

Wales de Achimota. Chacune d'entre elles était à une échelle qu'aucun de ses prédécesseurs n'aurait osé imaginer, chacune fut réalisée sans tenir compte des oppositions qu'elle pouvait susciter, dans un style approprié au climat chaud et humide des tropiques³⁰.

Le projet de bâtir un nouvel hôpital à Accra datait d'avant la Première Guerre mondiale, mais Guggisberg l'élargit en lui ajoutant un département d'enseignement médical, qui allait devenir, une génération plus tard, le noyau de l'école de médecine universitaire, et une organisation susceptible d'accueillir un jour un centre médical universitaire. Le chantier fut ouvert en 1920 et, en janvier 1921, Guggisberg posa la première pierre du futur hôpital, où les premiers patients furent admis en octobre 1923.

La construction d'un nouveau port en eau profonde à Takoradi était le principal projet du programme décennal de développement que Guggisberg présenta en 1919 au Conseil législatif. Ce port allait devenir le pivot du système de transport national, base même du développement économique du pays. Il devait par conséquent avoir une capacité plus grande que celle du vieux port de Sekondi qui se trouvait quelques kilomètres à l'est et dont le site ne se prêtait pas à l'élargissement et à la modernisation des installations portuaires. A Takoradi on pouvait envisager la construction d'une ville nouvelle qui, desservie par le port et la voie ferrée, deviendrait le catalyseur du développement industriel du pays. La ville allait être tracée sur un plan concentrique conforme aux principes des cités-jardins de Ebenezer Howard. Des intérêts à la fois politiques et commerciaux firent obstacle à ce projet, jugé par trop dispendieux, mais Guggisberg persévéra et les travaux purent commencer. L'opération fut achevée en 1928. La croissance de la ville confirma ses prévisions : elle est aujourd'hui la partie la plus importante de la conurbation Sekondi-Takoradi en même temps que la troisième ville du Ghana par le nombre des habitants et un grand centre industriel.

Un autre projet dû entièrement à Guggisberg est celui du collège de Achimota. Aujourd'hui le plus important établissement d'enseignement secondaire du pays, il fut, durant un quart de siècle, un lieu de formation à multiples niveaux qui allaient de l'enseignement primaire à la formation des enseignants et aux cours para-universitaires.

Bien que l'enseignement fût désormais sous la responsabilité d'un ministère de l'Education, il existait encore peu d'écoles publiques. La majorité des écoles apparte-

30. Wraith, R.E., *Guggisberg*, Londres, 1967.



Achimota College, Accra.



Bâtiment de la Cour Suprême, Accra.

naient aux diverses missions et dans les villes il existait aussi un petit nombre d'écoles privées laïques.

Les bâtiments du collège furent disposés sur les quelques centaines d'hectares du campus de manière concentrique : l'administration et les bâtiments scolaires au centre, entourés des dortoirs et des logements du personnel, puis, plus loin, des annexes et des terrains de jeu ; venaient ensuite la ferme et un village modèle pour le personnel jeune. L'auteur du plan-masse du campus et des bâtiments de style «italianisant» était le major Skinner, un architecte de Cambridge choisi par Guggisberg, qui avait aussi recruté les entrepreneurs et le personnel enseignant. En fait, toute l'opération, de l'idée initiale à sa réalisation et jusqu'à l'accueil des premiers étudiants en 1927 est le fait de Guggisberg, dont le collège est incontestablement l'œuvre majeure dans la colonie.

Achimota College devint le sommet du système éducatif de la colonie et son architecture un modèle pour les autres établissements scolaires. Les écoles publiques reproduirent ce style aux formes massives, austères et voûtées, et les missions firent de même, comme l'attestent le collège anglican Adisadel de Cape Coast et le collège méthodiste wesleyen de Kumasi.

Le mandat de Guggisberg prit fin en 1927 mais le style «italianisant» demeura en vogue jusqu'à l'époque de la Seconde Guerre mondiale, bien que l'on construisît moins en raison de la crise économique. Ce style se perpétua dans l'architecture des bâtiments publics, dont le plus prestigieux dans les années trente était sans doute la Haute Cour de Justice de Accra (1931). On recourait également à lui pour les maisons privées. Les commerçants et les professions libérales aimaient agrémenter leurs résidences de grands portiques semblables à ceux que l'on construisait sur les plantations du sud des Etats-Unis avant la guerre de sécession.



Résidence privée à Cape Coast.

31. Fry, E.M. and Drew, J., *Tropical Architecture in the Dry and Humid Zones*, Londres, Architectural Press, 1964.

Les réalisations d'après guerre

La Seconde Guerre mondiale marque une coupure dans l'histoire politique de la Côte d'Or : la présence prolongée des troupes alliées change le climat socio-politique. Des architectes et ingénieurs anglais servant dans l'armée britannique apportent leur savoir-faire professionnel et leurs vues sur l'architecture à une colonie sous-développée. Après la guerre, quand le pouvoir en Grande-Bretagne passe aux mains d'un gouvernement travailliste engagé dans la voie de la décolonisation, la Côte d'Or fait ses premiers pas vers l'indépendance.

Elle allait d'ailleurs retrouver rapidement sa prospérité d'autrefois, ses ressources naturelles, le cacao, l'or, le bois, la bauxite, le manganèse, étant fort demandées. L'administration coloniale de l'après-guerre lance un grand programme de construction d'infrastructures et de logements, qui fut poursuivi dans les années cinquante par le gouvernement de la période précédant l'indépendance, dirigé par Kwame Nkrumah. Quelques-uns des architectes anglais qui avaient servi pendant la guerre sur la Côte d'Or, dont Maxwell Fry, James Cubitt et Kenneth Scott, restent dans le pays et apportent une contribution importante à la transformation de l'environnement bâti qui se produit entre la fin de la guerre et l'indépendance. De tous ceux-ci, Maxwell Fry, nommé après la guerre conseiller d'urbanisme auprès du ministre délégué aux colonies d'Afrique occidentale, fut sans doute le plus influent. Membre actif des Congrès international d'Architecture moderne (CIAM) dans les années trente, il se fait ici le propagateur des idées du mouvement moderne que soutenaient Le Corbusier et Walter Gropius, et s'efforce de mettre en œuvre les deux principes fondamentaux du Modernisme, le fonctionnalisme et l'égalité sociale.

Fry et son épouse Jane Drew prêtaient un intérêt particulier au problème d'adéquation de l'architecture au climat et s'efforcèrent de créer des micro-climats agréables et sains à l'intérieur des bâtiments, aussi bien en Grande-Bretagne que dans les régions tropicales chaudes et humides ou torrides et sèches. Leur expérience dans ce domaine, acquise d'abord dans les années quarante en Afrique occidentale, puis aux Indes, au Moyen-Orient et dans d'autres régions tropicales, fut largement diffusée sous forme de publications, de conférences et de cours dans le monde entier³¹ ; mais leur savoir-faire trouve son expression la plus éloquente dans leurs multiples réalisa-

tions d'Afrique occidentale, qui donnent corps à leurs idées en même temps qu'elles s'efforcent de répondre aux besoins et aux aspirations naissantes des peuples décolonisés. Les écoles, les universités, les édifices publics, les banques, les bâtiments commerciaux et les logements qu'ils bâtirent, contribuèrent à transformer les villes, alors en pleine croissance, de l'Afrique occidentale britannique. Au Ghana leur contribution majeure, aussi bien pour ce qui est de la quantité que de la qualité, est la série, fort réussie, d'écoles secondaires et d'écoles normales qu'ils réalisèrent à travers tout le pays dans la décennie précédant l'indépendance. Le lycée wesleyen pour jeunes filles de Cape Coast en est l'un des exemples les plus éclatants.

Lorsque Maxwell Fry et Jane Drew se rendirent aux Indes, au début des années cinquante, ils s'associèrent à deux autres architectes britanniques, Philip Drake et Denys Lasdun, qui allaient diriger leurs agences d'Afrique occidentale durant les dernières années de transition vers l'indépendance. Au Ghana l'agence Fry, Drew, Drake & Lasdun réalisa plusieurs édifices publics et, lorsqu'elle se scinda, Drake et Lasdun continuèrent à exercer dans ce pays. L'une de leurs œuvres caractéristiques est le musée national de Accra, une réussite du Modernisme à l'échelle d'un petit bâtiment dont la coupole basse, en aluminium, couvre l'espace central d'exposition.

James Corbitt et Kenneth Scott, qui travaillèrent en tandem au cours des années cinquante, étaient de fervents adeptes du mouvement moderne en même temps que des professionnels talentueux et sensibles. A Kumasi, ils réalisèrent quelques beaux bâtiments universitaires de pure conception fonctionnaliste mais aussi le musée du centre culturel qui est un pastiche subtil de l'architecture traditionnelle ashanti.

32. Ce dernier est l'auteur de l'élégante bibliothèque centrale, l'un des édifices les plus appréciés de Accra.

Lorsqu'il acquit l'indépendance, en 1957, le Ghana avait les moyens d'offrir à ses citoyens les biens publics et les équipements promis par ses hommes politiques. Il avait à sa disposition des équipes d'architectes de la qualité de Fry, Drew & Partners, Drake & Lasdun, Corbitt & Scott, Nicholson & Borys³², ainsi que des personnalités de l'envergure de Charles Abrams et Otto Königsberger, experts mondialement connus et conseillers du gouvernement du Ghana en matière d'urbanisme et de logement. La réputation du leader pan-africain Kwame Nkrumah ne pouvait que bénéficier de la haute qualité de l'architecture des nouvelles institutions et des bâtiments publics du Ghana. Cette qualité, dans le contexte d'une prospérité croissante, attira une foule d'entrepreneurs de diverses nationalités, des hommes d'affaires, des ingénieurs, des architectes, qui apportèrent leur contribution au cadre bâti. L'extraordinaire essor du secteur du bâtiment accompagna une véritable explosion urbaine. Accra qui, en 1920, ne comptait que vingt mille habitants, atteint en 1960 les deux cent mille habitants, et elle n'est pas la seule à connaître une croissance que ni le gouvernement central ni les autorités locales n'étaient en mesure de maîtriser. Le surpeuplement, dû aux milliers de ruraux qui affluent vers les villes en quête de travail, l'encombrement et la congestion des centres-villes, la croissance de banlieues tentaculaires sont autant de caractéristiques que les villes du Ghana auront désormais en commun avec celles d'Europe, d'Amérique et d'autres régions du monde.

Les objectifs du mouvement moderne, tout comme ses réalisations architecturales, finirent par être déconsidérés pour diverses raisons. L'image pure du début s'obscurcit. Nombre de clients — voire de professionnels — ne partageant pas tous le souci de ces architectes pour l'efficacité fonctionnelle et l'égalité sociale. Au Ghana, un Harry Wiese, par exemple, conçoit l'ambassade américaine de Accra comme un lieu évocateur de relations formelles, comme la scène de ballets diplomatiques et, pour ce faire, associe des éléments et des matériaux traditionnels et modernes en un petit chef-d'œuvre.

L'université de Legon est, elle aussi, un exercice formel et idiosyncrétique. Son auteur, l'architecte chypriote Piers Hubbard, essaya de recréer l'ancien habitat méditerranéen aux fenêtres à volets et au patio ombragé dans le paysage de savane de la plaine de Accra. Son formalisme Beaux-Arts fige ces éléments organiques que sont les murs blanchis à la chaux, les persiennes en bois et les tuiles romaines, en même temps qu'il impose aux usagers,

universitaires et personnel administratif, une discipline et un mode de vie que ceux-ci trouvaient assez contraignants. L'université de Legon est peut-être une prouesse architecturale mais elle est loin d'être un modèle à suivre.

Avec un registre architectural exceptionnellement étendu, aux deux pôles duquel se trouvaient des personnalités aussi fortes et contrastées que Fry et Hubbard, avec un volume de constructions sans précédent sur l'ensemble du territoire, dans tous les domaines : public et privé, commercial, religieux et autres, le Ghana devient, après l'indépendance, un terroir fertile, propice à la formation d'architectes et de concepteurs indigènes. Certes, il existait déjà quelques professionnels autochtones, qui s'étaient formés ailleurs dans les années quarante et cinquante, mais au moment de l'indépendance le pouvoir de décision en matière d'architecture et d'urbanisme était aux mains d'architectes étrangers. La création en 1958 d'une école d'architecture dans le cadre de l'université de Kumasi allait permettre aux Ghanéens de prendre l'entière responsabilité du destin de l'architecture de leur pays.

Le Togo

par Thierry Lulle

«Cette maison est trop vieille ! Elle date du temps des Allemands. Il vaudrait mieux reconstruire du neuf à la place», me déclare Afiwa, l'une des habitantes de la concession où se trouve la bâtisse en question. Nous la visitons pendant qu'à l'étage, dans une grande pièce donnant à la fois sur l'une des rues les plus passantes du cœur de Lomé et sur une cour calme, une parente de mon guide, revendeuse de tissus, reçoit ses employées et fait le compte des recettes de la journée. Au rez-de-chaussée, quelques pièces sombres derrière d'épais murs qui supportent l'étage et ses vérandas en bois ; dans l'une d'elles, entassés, empoussiérés, les flacons, fioles et bouteilles du Docteur Anthony dont le père avait acheté la maison après le départ des Allemands. Il appartenait à l'une de ces familles de la bourgeoisie côtière, implantées à Aného puis à Lomé, qui travaillaient avec les commerçants européens. Cette maison, bien que fragilisée par le temps, est restée dans sa partie initiale quasiment intacte. Elle constitue l'un des meilleurs exemples de l'architecture coloniale allemande. Aussi les propos d'Afiwa peuvent faire l'objet d'une double interprétation : en référence à l'appréciation du coût important que nécessiterait une délicate rénovation ou bien en réaction au vestige d'un passé qu'elle considère comme révolu. Mais ce serait là une position bien marginale si l'on en juge au succès remporté par une exposition présentée dans le cadre du centième anniversaire de l'Amitié germano-togolaise en 1984 qui rassemblait diverses traces et des témoignages de ce même passé.

Complexité d'un rapport à l'histoire qui nous est apparue sous une autre forme, ailleurs sur le rivage togolais, à Aného, ville assoupie entre les bras de sa lagune brillante. «Mon père, le magistrat Rhodes, aimait s'accouder au

balcon de sa maison, quand le soleil se couchait. C'était comme s'il ne l'avait faite construire que pour ça : méditer et scruter l'horizon», me confie Moele, la gardienne d'une imposante demeure, bien assise au milieu d'un vaste terrain. Les pluies et les alizés l'ont peu à peu décolorée. Le toit de tôle est percé et les frises peintes en haut des murs intérieurs s'effacent. Même si le temps des Allemands sert de repère à la femme pour en dater la construction, elle ne ressemble guère à la maison précédente. Elle présente une étonnante diversité d'ouvertures comme pour mieux filtrer les vents marins et les lumières solaires. La façade arrière est toute lisse tandis que celle de devant est en creux et en bosses. La vieille femme en est amoureuse et peut-être un jour ses frères et sœurs, dispersés de Lagos à Abidjan s'entendront pour la restaurer, comme semblent vouloir l'entreprendre d'autres familles d'Aného. L'une d'entre elles était même sur le point, en 1985, de reconstruire à l'identique la maison familiale bâtie il y a soixante ans mais démolie deux ans plus tôt. Et tandis que ces initiatives privées se multiplient, l'Etat met progressivement en œuvre une politique de protection du patrimoine architectural togolais¹.

Ainsi, bien que ces ensembles bâtis soient à peine centenaires et peu spectaculaires et qu'ils n'aient pas été l'objet d'expérimentations particulières, ils n'en commencent pas moins à susciter diverses attitudes à l'égard de leur protection, qu'elles soient favorables ou non ou même plus paradoxales. Face à la diversité de ces réactions, quelles que soient les motivations qui les sous-tendent, il apparaît donc nécessaire de contribuer à une meilleure connaissance de cet ensemble architectural. Quelques travaux ont été entrepris dans ce sens au cours de la dernière décennie, inscrits dans diverses perspectives : ils présentent une analyse des espaces bâtis et urbains au service tantôt d'une histoire sociale et économique de Lomé, tantôt d'une élaboration de règles architectoniques et urbanistiques². Le parti adopté ici est celui, plus «visualiste», d'un repérage des différents types architecturaux en les localisant dans l'espace et dans le temps à travers la reconstitution de promenades urbaines faites dans les deux villes évoquées précédemment, Lomé tout particulièrement et Aného plus succinctement, et dans deux périodes successives : les colonisations allemande et française. Promenades que l'on peut supposer avoir été pratiquées et n'être donc pas aussi fictives...

Si certains concepts apparus ces dernières années dans le domaine de l'analyse spatiale (par exemple ceux de ty-

3. En ce qui concerne Lomé, ce genre textuel fut peu utilisé. *Le Guide Bleu de l'Afrique occidentale française* (Paris, Hachette, 1958) offre une description de cette ville qui tient en une seule page, occultant l'architecture afro-brésilienne et mentionnant de manière très floue celle des colons allemands et français.

1. Cette politique concerne également l'habitat vernaculaire.

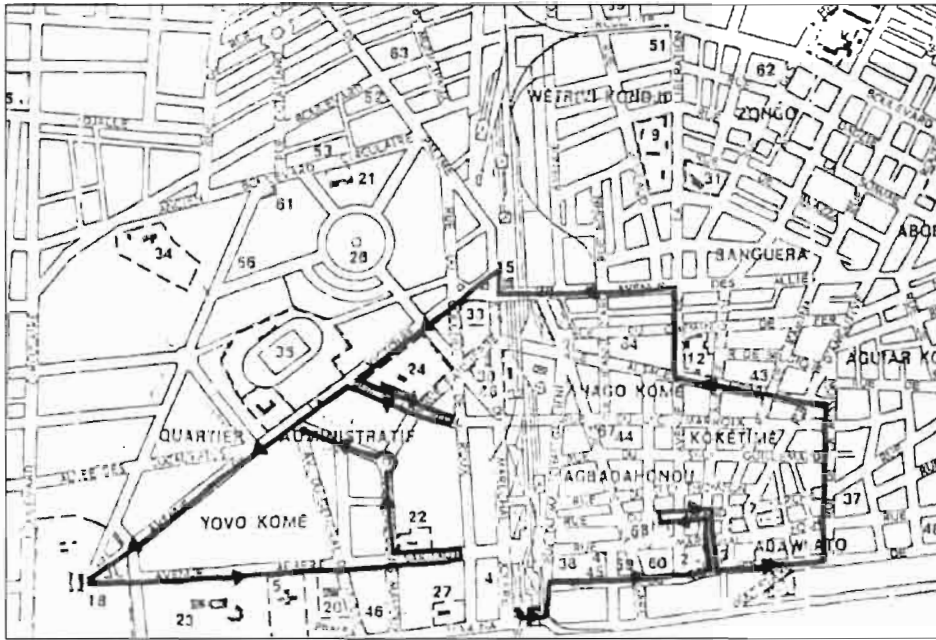
2. Voir notamment les travaux d'Y. Marguerat (en particulier *Lomé, histoire d'une ville, histoire d'une société*, Lomé, ORSTOM, 1988, multig.) ou de J. Bouillot («Analyses sur l'habitat» in *Plans d'urbanisme de sept villes du Togo*, Rome, Technosynthesis S.p.a., 1980).

pologie architecturale et de morphologie urbaine), figurent en arrière-plan de cette approche, ils ne sont pas directement utilisés. Il ne s'agit ni d'un inventaire systématique ni d'un essai d'histoire architecturale locale, mais plutôt, à la façon d'un guide urbain³, d'une invitation à la découverte des différents aspects de ce patrimoine. L'approche diachronique nécessite le recours à quelques données historiques mais elles n'auront pour seule fin que de contribuer à la compréhension de la constitution de ce patrimoine.

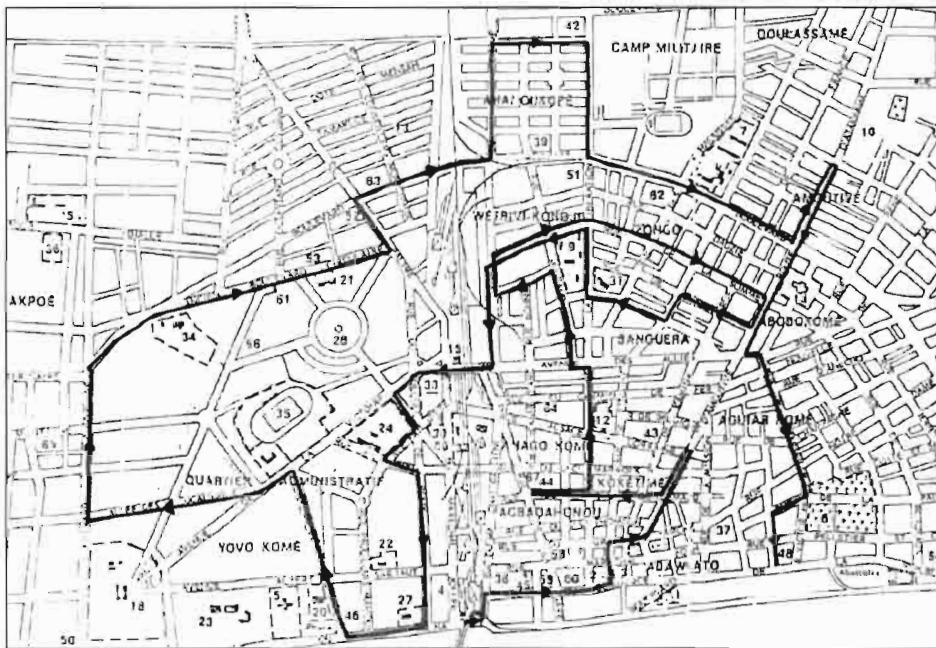
Ce mode de lecture de l'espace est facilité par une croissance urbaine essentiellement horizontale : lorsque le cœur de Lomé a changé, c'est par «remplissage» des espaces vacants mais très peu par «substitution». Ainsi ont eu lieu relativement peu de démolitions et de reconstructions (la stabilité foncière du centre-ville y étant directement liée) ou quelques transformations architecturales assez facilement identifiables; il s'agit notamment de la fermeture des vérandas avec l'installation de la climatisation électrique. Les deux parcours loméens sont des montages de séquences déterminées par la nature du tissu urbain : enceint par un demi-boulevard circulaire et par la plage au sud, il est divisé du sud au nord en deux parties distinctes mais de surface voisine et surtout ayant chacune leur homogénéité. L'une, la plus ancienne, située à l'est, est dense, occupée très tôt par les commerçants et missionnaires européens et par les autochtones. L'autre, très boisée, située à l'ouest, est celle de l'administration coloniale. Pour les deux promenades loméennes, l'enchaînement des séquences est comparable : l'arrivée par la mer, la vue panoramique du haut de la cathédrale (tout guide indiquait le moyen d'accéder à un tel point de vue), le quartier dit commerçant, le quartier colonial. La ville s'est peu étendue hors du boulevard circulaire durant l'époque coloniale et n'y seront faits que quelques détours ponctuels. Une seule promenade a été reconstituée à Aného, les deux périodes étant considérées ensemble.

Le rivage togolais avant 1884

Du XVII^e au début du XIX^e siècles, la petite partie de la côte du Golfe de Guinée qui allait devenir togolaise (moins d'une cinquantaine de kilomètres) s'est peuplée de diverses ethnies. Des Ewé, ultime rameau de grandes migrations qui ont sillonné toute cette région à partir de Notsé, des Adja, venus par le Mono et les lagunes, des



Itinéraire durant la période coloniale allemande à Lomé.



Itinéraire durant la période coloniale française à Lomé.

Guin venant de Christiansborg (Accra) et des Fanti (ou Mina) d'Elmina, puis des Ahoulans, pêcheurs établis sur la côte entre Quittah (Keta) et Grand-Popo. Ces populations s'établirent principalement à Petit-Popo (Aného), surtout autour du village de Glidji, à Porto-Seguro (Agbodrafo) et plus à l'ouest, sur la partie du rivage où allait naître Lomé, mais de manière plus dispersée et ponctuelle. Dans ce dernier secteur il s'agissait essentiellement de paysans et de chasseurs dont les activités étaient peu tournées vers l'océan. Dans le même temps, la traite négrière était pratiquée dans cette région par la plupart des Européens. L'arrière-pays de Petit-Popo était exploité plus particulièrement par les Hollandais et les Anglais. Bien que Petit-Popo et Porto-Seguro semblent avoir été moins «appréciées» que leurs voisines Quittah et Ouidah, les Danois, installés à Christiansborg, sont venus y construire une loge en 1772. Toutefois le récit qu'a fait le Dr. Paul Erdman Isert de sa visite en ces lieux a eu un impact suffisant au Danemark pour contribuer à la prohibition du trafic en 1803.

Durant le XIX^e siècle, le commerce de l'huile de palme est venu remplacer la traite négrière, d'abord entrepris par les Anglais puis par les Français et les Allemands. Petit-Popo continue alors d'être un centre d'échanges très actif. Entre-temps apparaissent de nouveaux acteurs qui jouent un rôle déterminant dans le développement commercial de la région : les métis, comme par exemple les fils de Francisco Felix de Souza, ancien commandant du fort portugais de Ouidah puis vice-roi de la même ville, qui fonde à Aného le quartier de Ajuda (Adjido). Mais aussi les esclaves libérés qui reviennent soit d'Amérique (les «Brésiliens»), à partir de 1835, soit de la Sierra Leone et s'avèrent rapidement d'habiles commerçants. Ces mêmes acteurs contribuent à l'implantation des missionnaires religieux. Les méthodistes et anglicans ont pu installer dans les années 1840 un poste à Aného, d'autant plus que l'une des familles les plus puissantes d'Aného, les Lawson, avait des liens avec la Sierra Leone. En 1835, la mission d'Allemagne du Nord, de Brême, s'installe en pays éwé (la région côtière et son arrière-pays) mais dans la partie située actuellement au Ghana et y font des études linguistiques poussées. Quant aux missions catholiques, elles s'implantent par l'intermédiaire des familles brésiliennes (aux noms de d'Almeida, Amorin, Campos, Olympio, etc.), avant que les missions Africaines de Lyon ne le fassent plus systématiquement, à partir de 1860. Trames missionnaires qui facilitent par la suite l'établisse-

ment des Allemands dans la région : en effet les commerçants allemands (plus précisément hanséates), qui pratiquaient un troc ambulante le long des côtes, s'allient aux missionnaires, bien que Français et Anglais y eussent déjà installé des factoreries.

En 1856 les missionnaires brémois qui se trouvent au Gold Coast cherchent à organiser leurs voyages côtiers en bateau, plus particulièrement en collaboration avec un commerçant brémois également, J.-K. Vietor, qui voit là l'occasion de mieux prendre pied dans la région. A la suite des guerres Ashanti, la Gold Coast est annexée par les Anglais (1874) qui appliquent à Quittah leur système douanier. C'est alors que les Vietor se tournent vers l'est et créent à partir de 1873 leurs premières factoreries à Aného, puis à Baguida, Agoué, Porto-Seguro et enfin Bè Beach à proximité d'anciens villages, Bè et Amoutivé, aujourd'hui quartiers de Lomé. Les commerçants autochtones avaient déjà opéré ce redéploiement sur cette partie de la côte qui, du coup, connaît un développement inattendu : en 1884, Aného et Lomé importeront deux fois plus qu'elles n'exporteront. Et ce qui n'était qu'un village (Bè Beach) commence peu à peu à devenir une ville où affluent des étrangers (Européens et commerçants de toute la côte comprise entre la Sierra Leone et le Nigeria) qui va devenir le lieu de rivalités.

Depuis qu'avec la guerre de Crimée les produits de base pour la fabrication de la bougie, du savon, du lubrifiant pour les machines, manquaient en Europe, l'huile de palme était de plus en plus appréciée. Aussi les Anglais et les Français puis les Allemands avaient des intérêts grandissants et concurrents sur la côte mina. Et l'enjeu devient suffisamment important pour que les puissances européennes prennent le risque de s'y affronter. Rivalité qui se superpose à celle des familles autochtones. C'est alors que, à la demande des commerçants allemands et de leurs associés menacés par les Anglais, le Dr. Nachtigal, ancien consul à Tunis, est envoyé par Bismarck. Il s'agit aussi pour le Reich de se doter de colonies. Le 5 juillet 1884, Nachtigal signe à Baguida un traité de protectorat sur le territoire situé entre Lomé et Porto-Seguro. Ce territoire s'élargit un an plus tard, après négociations avec les Français, à Porto-Seguro⁴, Glidji et Petit-Popo, tandis que les Anglais délimitent leur frontière avec la Gold Coast. Durant les quinze années suivantes, la colonie du Togo est constituée dans ses limites de 1914.

4. Ancienne terre éwé cédée à des Mina venus de Petit-Popo en 1835.

La colonisation allemande et ses espaces (1884-1913)

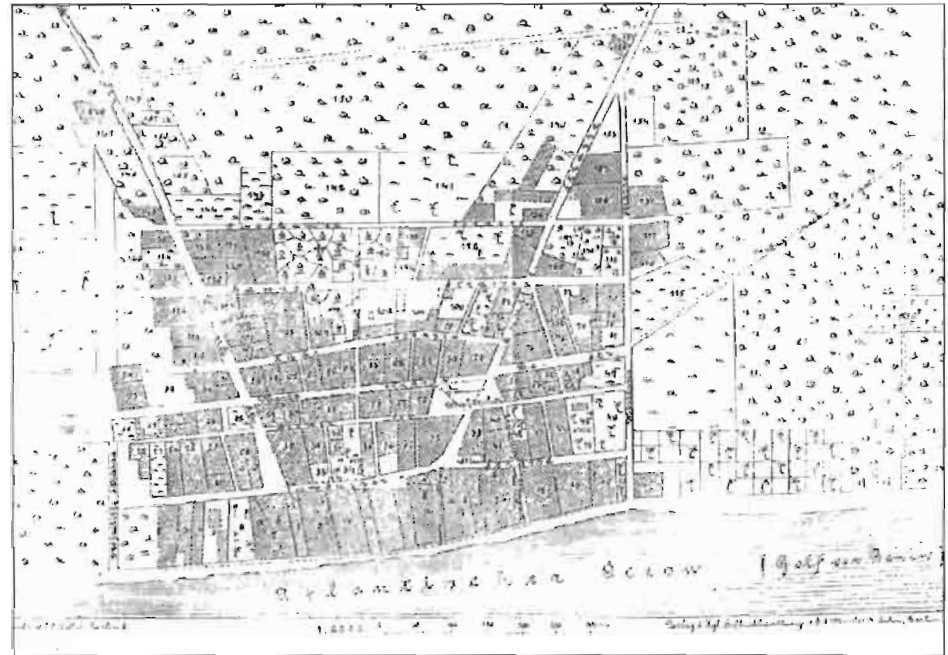
Ce sont les administrateurs coloniaux qui, pour une période de trente ans, consacrent la maîtrise allemande de ce petit territoire. Après avoir créé un poste administratif à Baguida en 1884, ils transportent leur chef-lieu à Aného en 1887 dans le quartier de Zébé qui domine toute la zone lagunaire et est situé en dehors des lieux d'habitation et d'activités des autochtones, mais aussi des commerçants et missionnaires allemands.

Pendant ce temps, à Lomé, se développent les factoreries européennes et des commerçants mina et anlo, provenant de Porto-Seguro, d'Aného ou de la Gold Coast et habitués aux pratiques monétaires, achètent quasiment pour rien la terre aux autochtones éwé. Les factoreries sont alors des hangars couverts de paille. De l'autre côté du cordon sableux, qui s'étend entre mer et lagune, les villages d'Amoutivé et de Bè sont constitués de cases traditionnelles en terre, couvertes elles aussi de paille.

Les premières descriptions de Lomé apparaissent en 1884 : celle de H. Zöller, journaliste, qui donne peu de détails sur l'architecture ⁵, celle de J.-K. Vietor, à peine plus précise ⁶, plus tard celle de E. Reclus qui s'attache à souligner les différences entre modes de vie européen et autochtone, dévalorisant le premier et valorisant le second notamment à travers l'architecture ⁷ : «Les cases en argile rouge sont des maisonnettes propres, peintes gaie-ment et quelques-unes se composent de deux étages», puis celle de l'explorateur C. von François (1888) : «Une agglomération de quatre cents cases [...] environnée par une brousse touffue ⁸». Et quelques années après (1892) celle du R.P. Shaeffer cette fois plus précise : «La ville se divise en plusieurs quartiers. Au bord de la mer se trouvent des comptoirs ; il y en a quatorze à l'heure actuelle. Vers l'ouest habitent des gens qui viennent du territoire anglais, et qui se sont établis ici. Vers le sud-ouest, ce sont les habitations des haoussa, de toutes petites huttes rondes ressemblant à des ruches d'abeilles. [...] La ville est organisée sur le modèle européen avec de larges rues. La rue du Marché est, jusqu'à présent, la plus belle, bordée de chaque côté par les comptoirs des marchands ⁹.» C'est qu'entre-temps la ville a changé et a été structurée.

En 1890, après un incendie qui avait détruit les trois-quarts des bâtiments, le premier administrateur de la ville, R. Küas réorganise cet ensemble urbain avec un qua-

Plan de Lomé en 1896.



5. *Das Togoland und die Slavenküste*, 1885.

6. *Geschichte und Kulturelle Entwicklung unserer Kolonien*, Berlin, 1915.

7. *Nouvelle géographie universelle*, t. XII, Paris, Hachette, 1887, p. 483.

8. C. von François, extrait de «Sans coup férir à travers le meilleur et le pire», traduction et commentaires de Amégan, K., in *Curt von François et le Togo*, 1981.

9. Cité par R.P.K. Muller, *Histoire de l'Eglise au Togo, Lomé*, Bon Pasteur, 1968.

drillage de rues traversé par deux axes obliques vers le nord-ouest (la route de Kpalimé) et le nord-est (la route d'Amoutivé). Suivent deux autres plans en 1891, ceux de Goldberg. Mais c'est en 1896 qu'est établi un plan plus précis à partir d'un recensement de chacune des 171 parcelles, des 948 maisons et cases et de leurs occupants. Lomé compte alors 2084 habitants (dont 31 Blancs). Ce recensement permet d'ailleurs de constater que la majeure partie de la ville est propriété de la bourgeoisie côtière (les Ahoulans, les Mina) mais aussi qu'une autre partie commence à l'être des Ewé d'Amoutivé. L'année suivante, elle devient capitale politique.

À partir de 1900, les Allemands cherchent à faire du Togo une «colonie-modèle». Différentes mesures économiques et financières sont prises. Puis, surtout sous le consulat du Comte Zech (de 1904 à 1910), est mis en place un réseau de communications permettant une exportation plus efficace des matières premières et donnant également à Lomé le statut de capitale économique. Il s'agit de la construction du wharf en 1900 (endommagé par un raz-de-marée en 1911, il est reconstruit en 1912), de routes vers Kpalimé et Atakpamé et surtout de voies ferrées vers Aného en 1905 («la ligne des cocotiers»), vers Kpalimé en 1907 et vers Agbonou en 1911 puis Atakpamé en 1913. En 1911, Lomé atteint 7000 habitants. Cette croissance est accompagnée d'une organisation foncière et spatiale, en même temps que des équipements sociaux sont mis en place.

En 1902 un *Grundbuch*, c'est-à-dire un livre foncier, est créé et deux ans plus tard un nouveau plan est dessiné dans lequel figure le quartier de l'administration coloniale. Symétrique du quartier commerçant par rapport à l'axe sud-nord que matérialise le wharf et le chemin de fer, ce nouveau quartier est vierge d'habitations et aucun autochtone n'est donc chassé (contrairement au cas de Douala). On y trouve le Palais du gouverneur. Construit en 1897 par le gouverneur Koehler, il est agrandi en 1902, puis 1905-1906 et les premiers bâtiments de l'administration, situés le plus au vent — les alizés venant du sud-ouest — dans une zone boisée en léger retrait par rapport à une côte qui s'érode facilement, devaient offrir les meilleures conditions climatiques et hygiéniques. En 1907 une ordonnance du gouverneur Zech, relative à la police des constructions, institue le permis de construire et le choix des matériaux contre les risques d'incendie. Un troisième plan est dressé en 1908 qui montre l'essor du quartier colonial et de son réseau de circulation interne et limi-

trophe. C'est alors qu'apparaît le projet d'un *Ringstrasse*, le futur boulevard circulaire. Mais figurent aussi sur ces deux plans (de 1904 et 1908) les nouveaux équipements situés aussi bien dans le quartier colonial (l'hôpital, par exemple) que dans le quartier commerçant (les établissements scolaires et de formation professionnelle). En 1911, un bilan est établi sur l'action entreprise depuis 1904 en matière d'assainissement et d'hygiène surtout en ce qui concerne le quartier commerçant. Puis on fait un nouveau plan de la ville en 1913. On cherche alors à séparer les lieux d'habitation des Européens de ceux des autochtones en regroupant les premiers dans le quartier administratif. Pour les seconds, on crée des extensions de la ville indigène qui s'est très rapidement morcelée sous l'impulsion d'un important dynamisme foncier (jamais retrouvé depuis), et qui assoit la position économique et sociale des notables, mina et ahoulans¹⁰.

10. Il y a eu entre 1896 et 1914 deux fois plus de transactions que depuis 1914.

Première promenade : Lomé en 1913

Le site où s'étale Lomé la rend difficilement visible lorsqu'on est au large de la côte : le rivage est plat et sablonneux, planté de cocoteraies apparues avec la naissance de la ville. Un plateau, dont le front est parallèle à la côte, est situé cinq kilomètres en arrière, au-delà de la zone lagunaire. Néanmoins, au tout début du siècle quatre édifices peuvent être vus. D'ouest en est : le Palais du gouverneur qui émerge de la végétation, le wharf et son sé-maphore avec la douane en arrière-plan, le clocher du temple et la cathédrale, plus évidente par sa hauteur ; palais, temple et cathédrale n'offrent pas de façade directe sur la mer, cette intention architecturale n'étant apparue que beaucoup plus tardivement. Les premier et dernier bâtiments sont à peu près équidistants du wharf dont le prolongement par le chemin de fer divise l'espace urbain en deux quartiers de surface équivalente mais de nature différente de par la densité de leur bâti et leurs fonctions. L'un, plus ancien, s'est d'abord constitué au coup par coup, l'autre, plus récent, est entièrement dessiné, organisé.

Imaginons l'arrivée d'un étranger par la mer. L'accès à Lomé se fait alors par le wharf. Depuis 1910 est rasé un important édifice où résidaient les gouverneurs puis, une fois construit le palais, les hauts-fonctionnaires. Le bâti-

ment des douanes — démolie en 1983 — fait face au wharf. Tout près, à droite, le clocher du temple évangélique, haut d'une quinzaine de mètres, plus bas que les tours de la cathédrale. Ce temple, construit en 1907, est d'une ornementation très sobre. Son clocher, à la différence de celui du temple d'Aného, est placé non pas au-dessus du porche d'entrée mais sur le côté. Si l'on y monte, on peut avoir un premier coup d'œil sur le wharf et la première rue de Lomé, la Hamburgerstrasse, devenue rue du Commerce, qui a été ré-alignée en 1903 ; parallèle à la plage, elle dessert les entrepôts des maisons de commerce. Le plus souvent une bâtisse à étage et véranda donne directement sur la rue tandis qu'à l'arrière se trouvent des hangars. La parcelle est clôturée de palissades. Dans la description de Lomé faite par H. Klose, l'auteur du plan de 1896, il y a un passage relatif à ces factoreries où il est dit, entre autres, que : «Ce sont souvent des maisons à deux niveaux : au rez-de-chaussée les magasins, au premier les logements. Le plus souvent, les bâtiments sont en bois importé préfabriqué d'Allemagne. Presque tous sont entourés de vérandas, souvent protégées par des persiennes bois ¹¹». On y trouve côte à côte les noms de grandes compagnies : Starcke, DTG, Gödett, Swanzy, Wallbrecht, DWH, Bödecker und Meyer, Luter und Seyfert, Bremer Faktorei, Woermann... Cette dernière factorerie est devenue, après de nombreuses transformations, le ministère du Commerce ; on retrouve sur le côté et à l'intérieur les arcades plein cintre qui supportaient un étage de bois. Ces compagnies sont installées des deux côtés de la rue et dans les rues parallèles suivantes. Quand elles s'agrandissent, elles déposent une demande de permis de construire où est présenté un plan-masse avec les bâtiments existants et projetés ainsi que quelques mots qui en précisent la fonction ¹². On trouve aussi, sur Hamburgerstrasse, face à face, un hôtel à l'architecture plus sophistiquée, la poste, le Kaiserhof, une banque et plus loin la mission catholique à côté de la cathédrale, construite en 1902, de style néo-gothique. C'est le frère autrichien J. Hopfer qui en a été le maître d'œuvre comme pour presque tous les bâtiments catholiques. Pour la cathédrale, il se serait inspiré de l'église de Steyl, d'où venaient les missionnaires catholiques. Les clochers actuels datent de 1940 et ont remplacé les initiaux qui avaient une couverture pleine. Le bâtiment de l'archevêché, adjacent, également reconstruit en 1940, n'a conservé que les arcades du rez-de-chaussée.



Façade de la cathédrale.



Vue latérale de la cathédrale.

11. Klose, H., *Togo unter deutsche Flagge*. 1899.

12. Cf. Archives nationales du Togo, FA 1/537.

La mission catholique adjacente à la cathédrale.





*Vues panoramiques sur
l'ouest de la ville de Lomé,
1908.*



Un Hôtel-restaurant, 1908.

*Une maison de commerce,
1908.*



C'est depuis les tours de la cathédrale, mieux encore que du temple, que l'on peut balayer du regard l'ensemble de la ville et comprendre sa morphologie. Si, en se tournant vers l'ouest, l'on aperçoit à l'horizon le Palais du gouverneur, le quartier colonial n'en paraît pas moins être une grande tache verte. En revanche, le quartier commerçant qui s'étend aux pieds de la cathédrale, bien que très planté, rassemble de nombreux bâtiments. On voit d'abord les plus volumineux, ceux qui ont un étage et souvent une véranda. Mais on distingue aussi des maisons basses et longues et quelques cases, celles qui, aux yeux des colonisateurs hygiénistes, étaient à proscrire, comme en témoigne ce passage d'un mémoire faisant état de l'assainissement de la ville en 1911 : «Souvent on voit dans une cour d'abord une toiture servant à donner de l'ombre et adossée quelquefois à la case. Après quelque temps, cette toiture sera suivie, d'un côté, d'un mur construit en lames de fer blanc de tonneaux à ciment ou en planches provenant de caisses ou en d'autres matériaux similaires, et petit à petit s'y ajouteront les autres murs ; plus tard ces matériaux sont remplacés par de la latérite et une toiture plus solide sera l'achèvement de la case. Sa construction se fait de façon si lente qu'on ne s'en aperçoit pas. De cette manière naît dans les cours un pêle-mêle de cases et de toitures-vérandas achevées et à moitié achevées, ce qui à un degré élevé est d'un effet contraire à l'hygiène ¹³.»

Mais c'est la maison à véranda, typique de toute architecture coloniale tropicale, qui nous intéresse ici. Ce principe spatial permet de protéger les pièces d'habitation du soleil. De plus, les pièces sont fréquemment «traversantes» donnant sur des espaces extérieurs couverts de deux côtés opposés, de telle sorte qu'elles sont toujours ventilées. Néanmoins le traitement architectural de ce principe peut être variable selon que le bâtiment est conçu par/pour une institution, une collectivité ou une famille. Différenciations qui se traduisent d'abord dans le volume (hauteur sous plafond, surface des pièces, vérandas plus ou moins profondes, pentes des toits à 2 ou 4 pans) mais aussi dans le traitement des ouvertures, des escaliers, dans le choix des matériaux utilisés pour les poteaux et les vérandas (bois ou pierre) et dans l'ornementation (chapiteaux des poteaux, balustrades, menuiseries en bois, etc.) laissant alors transparaître une référence stylistique plus ou moins affirmée. En reprenant le fil de la promenade, les différents cas possibles vont être mieux perceptibles.

De la cathédrale, on se rend Marktstrasse (rue du Grand Marché), deuxième rue parallèle à la Hamburger-

Maison d'habitation pour européen : la maison du docteur Anthony, 1908.



13. Archives nationales du Togo, «Assainissement de la ville de Lomé», 1911.

*La maison du docteur
Anthony : détails de la
balustrade, de la façade sur
rue et d'un pilier.*



*La maison du docteur
Anthony : vue de la façade
sur cour.*

strasse, tout près de son croisement avec la Zechstrasse (avenue de la Libération). On trouve là une imposante bâtisse à véranda. Construite avant 1904 par la firme allemande Oloff, elle a été vendue en 1924 comme «bien ennemi» et achetée par la famille Anthony qui en est toujours propriétaire. La véranda en bois repose sur des piliers massifs en dur aux socles et chapiteaux ouvragés. Il y en a également une sur la façade arrière, donnant sur la cour, mais aucune sur les pignons. Lorsque la véranda est périphérique, le toit est à quatre pans. Dans le cas présent la maison est rectangulaire et longue, et son toit est à deux pans. On trouve à l'étage quatre pièces, vastes et traversantes. Dans l'une d'elles, le plafond présente des corniches en stuc raffinées. Pour y accéder on doit franchir le passage qui, situé au milieu du rez-de-chaussée, conduit vers la cour. De là on prend l'escalier qui mène à la véranda arrière. Même si les balustrades des deux vérandas sont traitées de la même manière — le dessin du balustre plat en bois n'est pas sans rappeler ceux de certaines fermes du centre et de l'est de l'Europe —, la véranda de la façade sur rue joue davantage une fonction d'espace de représentation qui s'offre au regard des passants¹⁴. Un autre exemple de ce type de bâtisse se trouve non loin de celle-ci, sur la Bismarckstrasse (rue de la Gare). Depuis des adjonctions ont été faites au corps initial, sur le pignon orienté à l'ouest et dans la cour à l'arrière. C'est ce qui s'est passé le plus fréquemment à Lomé dans les maisons de ce type mais on peut les trouver encore relativement intactes dans certaines villes de l'intérieur du pays comme à Anié, ou à Agou, dans les plantations. Le toit «écrase» alors davantage le bâtiment et l'ornementation est réduite au minimum; les garde-corps n'y ont pas de balustres mais de simples croisillons de bois.

On peut voir de nombreux autres exemples de bâtiments à véranda ayant d'autres fonctions que celle d'habitation, montrant que celles-ci n'influent que très peu sur l'organisation spatiale, le système constructif. Si différenciation il y a, c'est par une «durcification» et une «monumentalisation» du système par la décoration qui permettent de donner au bâtiment une autre image. C'est le cas de certains bâtiments des missions ou des écoles construites par l'administration coloniale, qui étaient de tous, les plus élaborés.

En allant vers la plage, à l'est de la cathédrale, on trouve la *Regierungschule*, construite en 1904. La trame constructive de cette école repose sur le carré, avec cinq modules en façade et quatre sur les pignons. La structure

La Regierungschule, 1908.



14. Sur une photo du bâtiment prise avant le départ des Allemands, on voit deux Blancs poser.



La Regierungschule, façade et pignon transformé.

L'Ecole professionnelle de la mission catholique.

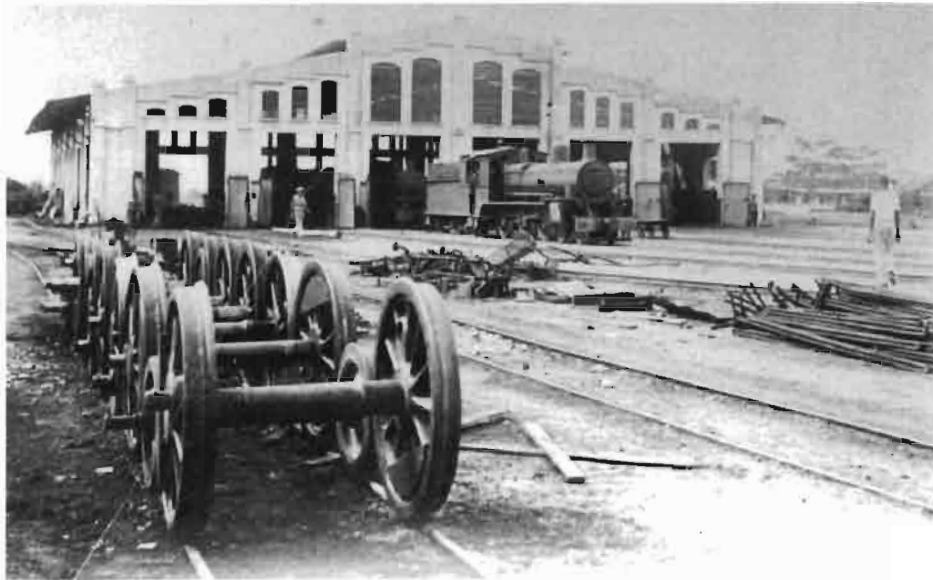


15. Actuel siège de la Société Nationale des Investissements où l'on trouve une qualité de finition voisine de celle de la «Regierungschule».

16. Cf. Archives nationales du Togo, FA 3/478.

17. Actuellement esplanade devant le magasin de la SGGG.

La gare, le service de la traction et le dépôt.



portant le toit est apparente en façade sur les deux niveaux, tandis que les arcades du rez-de-chaussée ne portent que l'étage. Son toit était surmonté d'un étage en retrait, ce qui explique l'inadéquation des pilastres à la couverture actuelle.

En remontant vers le nord de la ville, on peut voir les différents bâtiments des missions : celui des sœurs, rue de la Mission (avenue Maman N'Danida), que l'on apercevait du haut de la cathédrale à la limite est de la ville, puis, au croisement des Baguidastrasse (rue Aniko Palako) et Sulugastrasse (rue de Kamina), celui de l'une des écoles de la mission de Brême (il y en a également tout près du temple), celui de l'école Marius Moutet le long de la voie de chemin de fer. Tout près, à l'angle de la Zechstrasse (avenue de la Libération) et de la Baguidastrasse on trouve ceux des ateliers et de l'école professionnelle de l'archevêché. Leurs toits sont plus pentus, l'escalier (dans le cas du dernier) est protubérant. D'ordinaire il est soit intégré dans le corps même du bâtiment, soit le long de la véranda.

Enfin, sur la Sanguerastrasse (avenue du 24 Janvier), près de la place du Neumarktplatz (place de la Libération), on arrive au cours complémentaire ¹⁵. La trame constructive est cette fois de quatre sur huit modules, le toit est à quatre pans et la modénature équilibrée. Le traitement architectural des bâtiments financés, conçus et réalisés par l'administration coloniale, est nettement plus «abouti» que celui des bâtiments des missions, ce qui pose le problème des déterminants des maîtrises d'ouvrage et d'œuvre respectives.

La première séquence de notre itinéraire s'achève à la gare du chemin de fer. Celle-ci constitue en quelque sorte la «réplique» du wharf : située au nord, c'est une porte de la ville pour qui vient de l'intérieur du pays. Et, en même temps, elle ponctue la limite entre les quartiers est et ouest, car une fois franchie la voie ferrée, on se trouve dans Yovokomé. Cette situation de nœud urbain était, semble-t-il, déjà fortement ressentie. Plusieurs projets d'aménagement de ce secteur ont été faits. S'ils concernaient d'abord la construction du hall d'accueil, des hangars, des logements pour les employés, ils réorganisaient également l'espace environnant ¹⁶, alignant certaines rues et touchant largement le marché haoussa alors voisin ¹⁷. Le garage principal de la gare est une belle halle en structure métallique. Les logements sont des maisons individuelles sur un seul niveau avec une terrasse couverte sans traitement particulier. Quant au hall d'accueil, il a fait

l'objet de plusieurs transformations; en 1985 la toiture était refaite et les acrotères surélevés. Il est difficile de l'imaginer dans son état initial. Il en a été de même pour les autres gares construites presque toutes par les Allemands (Aného, Kpalimé, Agbonou et Atakpamé) mais il semble que l'on puisse cependant mieux y repérer le volume initial. Là encore, comme à Aného ou Agbonou, le bâtiment principal comportait des vérandas.

De la gare, on prend la direction du Palais du gouverneur en prenant la Franz-Friedrichstrasse (avenue de Sarakawa). Tracée entre 1904 et 1908, elle est large et dessert des équipements importants : l'hôpital puis l'administration centrale, bâtiments qui furent plusieurs fois projetés avant d'être érigés en 1908-1909. L'hôpital est le premier croisé¹⁸. Il s'agit en fait d'un ensemble de services : le bâtiment principal comportant les salles d'accueil des malades est entouré de pavillons aux fonctions diverses (pharmacie, morgue, blanchisserie, etc.). Les indigènes étaient soignés dans un pavillon distinct¹⁹. Et tout près de cet ensemble, on trouve le logement du médecin-chef²⁰ dont le rez-de-chaussée était cependant aménagé pour son activité professionnelle (laboratoire, réserve à médicaments, etc.). Bien qu'un premier plan-masse de l'ensemble, projeté en 1907, ait prévu pour l'hôpital lui-même quatre blocs identiques juxtaposés, deux seulement ont été construits, et différents l'un de l'autre (l'un de trois étages, l'autre de deux). Ils n'en reproduisent pas moins toujours le même principe de pièces traversantes desservies par des vérandas sur les deux façades (celle du sud-est aujourd'hui murée). Outre la différence de hauteur, c'est le mode d'articulation au corps principal des parties annexes qui n'est pas le même. Dans un cas, elles sont accolées directement au bloc et rassemblées en une petite tour (qui n'est pas sans rappeler l'une de celles du Palais du gouverneur), tandis que dans l'autre elles sont autonomes et reliées au bloc par une galerie. A en juger le détail et le graphisme des projets, l'hôpital était traité comme un bâtiment privilégié.

La maison du médecin-chef, en particulier, dénote le prestige que devait avoir une telle fonction dans une micro-société vivant en constante défensive sanitaire. Son agencement, bien que simple, basé sur la symétrie, est plus élaboré. Si l'étage réservé à l'habitation n'offre que deux pièces, elles sont vastes, traversantes, mais surtout isolées par un ensemble de vérandas très spacieuses, différenciées en sous-espaces plus ou moins valorisés et couvertes par un élégant jeu de toits. Les pièces de séjour, consti-

L'Hôpital, vue partielle vers 1920.

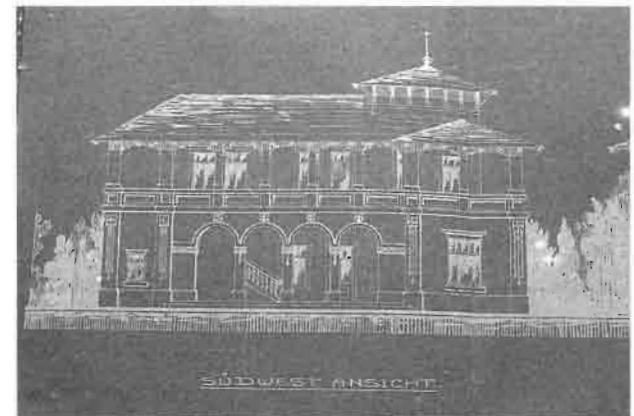


18. Actuel Ministère de la Fonction Publique.

19. Actuel Togopharma.

20. Actuelle Ambassade de France.

L'hôpital, façade de la partie ouest.



La maison du médecin-chef, façade, 1905.

*Le Palais du gouverneur,
façade principale.*



21. Cf. Archives nationales du Togo,
FA 1/173.

tuant le noyau central, reposent sur des poteaux qui, au rez-de-chaussée, subdivisent l'espace en différentes salles, elles-mêmes compartimentées autour d'un axe central. Ce niveau ne comporte aucune véranda mais un vaste perron et un hall profond. Le traitement des ouvertures, des colonnes, est assez soigné, la pente des toits faible. Si connotation stylistique particulière il y a, ce serait celle d'une villa d'une quelconque riviera méditerranéenne. Cette impression sera renforcée plus tard par les Français, tout en modifiant largement le bâtiment.

En reprenant la Franz-Friedrichstrasse, on arrive au bâtiment de l'administration qui présente beaucoup moins d'intérêt architectural. Il est assez important, sur trois niveaux, en équerre. Les nombreuses salles sont traversantes et desservies par des vérandas. Comme la plupart des bâtiments construits dans ce quartier, il est entièrement en dur. Il ne présente aucune ornementation particulière. Il fit l'objet de nombreuses discussions entre l'administration coloniale locale et celle de Berlin. On peut noter au passage les arguments utilisés pour justifier son édification. Il devait répondre non seulement aux insuffisances en espaces, mais aussi à celles du traitement climatique, les bâtiments administratifs étant mal protégés du soleil. Intervient à la même époque (1909) le projet de travaux ferroviaires qui entre en concurrence directe avec lui. La décision en revint à Berlin qui limita le projet initial sur la base de devis descriptifs et estimatifs détaillés, accompagnés de documents graphiques précis ²¹.

Puis on accède au Palais du gouverneur. C'est le bâtiment le plus imposant et le plus isolé. Sa construction fut entreprise dès 1897, sans plan ni financement. Elle fut reprise en 1902 et achevée en 1905-1906 sous la direction du premier architecte que comporta l'administration allemande, E. Schmidt. En 1904 certains éléments décoratifs étaient ajoutés : l'horloge sur l'une des tours, la rampe d'appui de l'escalier intérieur en ferronnerie commandée à Hanovre. Il est entouré d'une esplanade cernée d'une balustrade «grand siècle» légèrement surélevée. D'un volume cubique dont l'axe central est marqué par deux tours opposées, il n'est pas symétrique pour autant. Les deux façades principales sont d'angle : celle tournée vers l'est, où débouchent les deux avenues principales qui sillonnent le quartier (celle qui vient d'être empruntée et la Wilhelmsstrasse, actuelle avenue A. Sarraut, parallèle à la plage), et celle tournée au sud vers la mer. L'organisation spatiale, bien que l'échelle et les proportions en soient différentes, n'est pas sans rappeler celle de la maison du médecin-

chef : un noyau central dans l'axe des tours, et des terrasses et vérandas de part et d'autre, qui de niveau en niveau — au nombre de trois — se réduisent. L'ornementation y paraît plus sobre tout du moins en façade. Par exemple, il n'y a pas de traitement particulier des pilastres et des chapiteaux, et la surface des façades est lisse. Seuls les sommets des tours agrémentés de créneaux donnent à l'ensemble l'idée d'un fortin médiéval ou mauresque ²². Aux abords du palais ont été construites quelques maisons d'habitation pour fonctionnaires comparables à celles que l'on peut trouver près de la gare et qui ne présentent pas d'intérêt particulier. Quelques terrains de jeux avec tennis y ont également été aménagés.

La Wilhelmstrasse conduit à l'est vers plusieurs petits bâtiments d'administrations spécifiques : la prison de la région de Lomé ²³, celui de la ville de Lomé ²⁴, l'«Eisernes Haus ²⁵» qui était un vaste édifice métallique précédemment érigé à Zébé en 1888 pour servir de siège au gouvernement colonial, les Travaux Publics, les Douanes. A fonction plus technique se situait là aussi la maison de la télégraphie. Parmi les plus intéressants, signalons celui de la ville de Lomé : sur deux niveaux, avec portiques et vérandas périphériques, il est très comparable aux écoles vues dans le quartier commerçant, sans être aussi fini que certaines d'entre elles. Un peu plus loin, dans l'enceinte des Travaux Publics, mais donnant directement sur la rue, un petit bâtiment qui fut la résidence du chancelier, était assez remarquable avec son rez-de-chaussée à la maçonnerie ouvragée et son étage en bois rappelant plutôt cette fois la maison à véranda de la Marktstrasse. L'étage a été démoli au début des années quatre-vingt ; toutefois le rez-de-chaussée bien que transformé est encore debout.

En revenant sur ses pas et en prenant le Kurfürstens-trasse (rue P.L. Mahoux) vers le nord, on se dirige vers une zone où ont été construites, autour d'un rond-point, plusieurs maisons d'habitation pour fonctionnaires. Elles sont toutes d'un standing qui les rapproche de celui de la maison du médecin-chef : elles ont un étage et sont individualisées de par leur style. Il y en avait huit, construites vers 1908-1910. Quatre d'entre elles subsistent encore. La première, située à droite lorsqu'on débouche sur le rond-point, est la plus «classique» : très symétrique et équilibrée de composition, c'est une reproduction en miniature de l'école professionnelle. Cette maison, comme les suivantes, avait peu de pièces mais était très spacieuse. La seconde ²⁶ évoque, en revanche, nettement l'architecture allemande avec la pente de ses toits et la forme de ses ou-

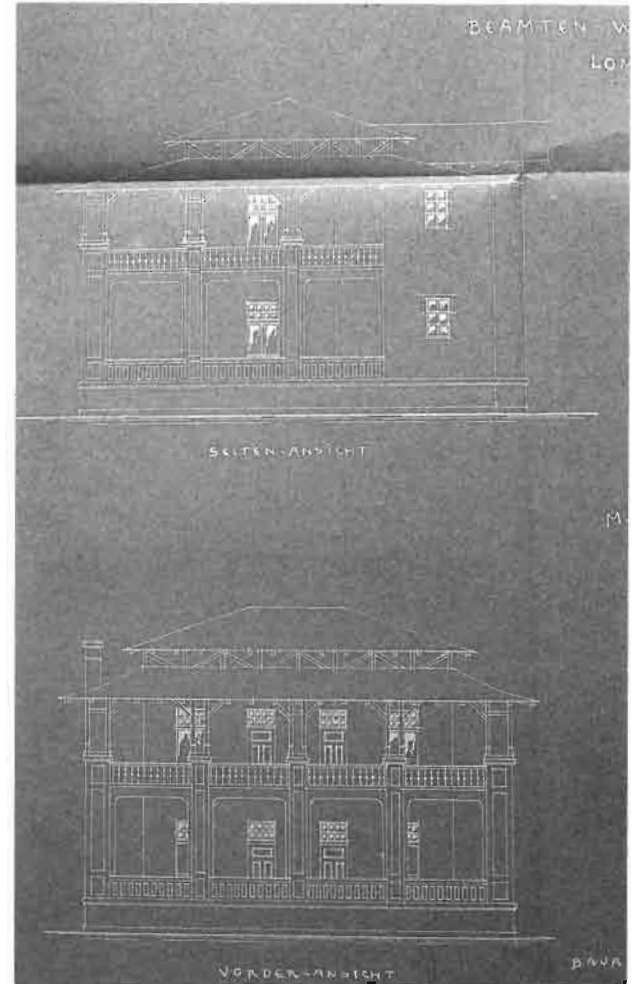
22. Ce palais dont les terrasses et vérandas ont été closes il y a longtemps a été restauré en 1982-1983 et sert à l'accueil des «hôtes de marque».

23. Disparue aujourd'hui.

24. Actuelle école de la Marina.

25. Actuel Ministère de l'Intérieur.

Maison pour fonctionnaire colonial, façades, 1908-1909.



26. Actuel INRS (Institut national de la Recherche scientifique).



Maison pour fonctionnaire colonial, vue contemporaine.

27. Actuel siège de la Troupe théâtrale Nationale.

28. Actuel Ministère de l'Aménagement rural.

Maison pour fonctionnaire colonial.

29. Sur le Mono, fleuve qui fait l'actuelle frontière entre le Togo et l'actuel Bénin.



vertures et de ses menuiseries. Elle se trouve au-delà du rond-point en rejoignant la Franz-Friedrichstrasse. Si l'on retrouve des volumes comparables entre le projet et le bâtiment existant, des différences très nettes apparaissent dans l'organisation intérieure. A peine plus loin sur l'autre côté de la voie est implantée une bâtisse plus massive²⁷, d'autant qu'elle est en toiture-terrasse avec des acrotères et comporte à l'angle une tourelle qui la monumentalise. Enfin le dernier bâtiment²⁸, orienté sur la Franz-Friedrichstrasse, rappelle plutôt un coquet pavillon de banlieue bourgeoise ou de station balnéaire.

Un peu plus tard, en 1910-1911, alors qu'il était envisagé par les Allemands d'amplifier le processus colonial et donc d'augmenter le nombre d'agents, un mémoire a été établi pour faire le bilan sur les nécessités et caractéristiques à respecter pour que ceux-ci soient logés «correctement». Il s'agissait de prévoir que le nombre de ménages irait en grandissant. Dans tous les cas, les maisons étaient conçues pour un seul ménage. Le premier objectif était de munir ces maisons de vérandas devant les chambres pour les protéger de la chaleur. Une réserve d'eau était prévue dans les greniers pour alimenter les toilettes, w.-c. et cuisine. Fondations et murs porteurs étaient construits en béton et les autres murs en pierre avec un mortier fait de chaux extraite à Tokpli²⁹. Seuls les planchers de l'étage étaient en bois tandis que l'escalier était en béton. Les préoccupations étaient essentiellement hygiénistes. Dans les archives allemandes figurent divers projets de bâtiments d'habitation non réalisés ou démolis depuis. Certains montrent des maisons très peu «tropicalisées» ou bien tout en bois, comparables à des «datchas» sur pilotis. A travers ces documents, il paraît évident que la hiérarchie administrative se trouvait traduite dans l'espace : les petites maisons à rez-de-chaussée, basses, économiques, parfois mitoyennes, sont groupées dans un secteur qui n'est pas le même que pour celles qui sont individuelles, ont un étage et surtout un minimum de cachet.

La présence française (1920-1960)

De 1914 à 1960, le Togo va connaître différents statuts. Après la capitulation des Allemands dès la fin août 1914, Anglais et Français occupent la «colonie-modèle» qui était alors en plein essor économique. Le territoire est réparti entre les deux occupants : aux Anglais le sud et l'ouest avec Lomé, aux Français l'est et le nord avec Aného. La période anglaise est peu connue. Bien que courte, cette occupation a joué un rôle important dans l'activité économique de la région. En 1920, après des tractations opérées dans le cadre du Conseil suprême inter-allié, une partie de la zone anglaise avec Lomé et les trois voies ferrées est attribuée aux Français. Le nouveau territoire ainsi délimité prend le statut de mandat jusqu'en 1945. En 1946, il entre dans une période dite tutélaire qui durera jusqu'en 1960.

La période mandataire (1920-1945) : gouverneurs et notables, bâtisseurs prolifiques

Durant une dizaine d'années, le pays connaît une intense activité économique jusqu'à ce que s'y fassent ressentir les retombées de la crise des années 1930. Cette période fut celle d'une autonomie administrative, politique et financière en grande partie élaborée sous le gouvernorat de Bonnacarrère (1922-1932). Si le passage d'une administration coloniale à l'autre se fait parfois difficilement, celle des Français ne remet pas directement en cause les «règles du jeu spatial» loméen définies par les Allemands : elle entérine les appropriations inscrites au *Grundbuch* et n'impose son système de concession, alors en vigueur partout en AOF que ponctuellement : à Wetrivikondji au nord de l'avenue des Alliés (avenue du 24 Janvier) et à Hanoukopé sur le champ de courses créé par les Allemands. Surtout elle prend appui méthodiquement sur les notables (mina, ahoulou et éwé) qui acquièrent de vastes étendues de terres à la périphérie de la ville. En cherchant à les associer à l'exercice du pouvoir, il s'agit de séduire les Loméens en surpassant leurs prédécesseurs. Une politique d'urbanisme dynamique est mise au point mais elle consiste davantage en un remplissage du plan allemand. Si très peu de bâtiments publics sont édifiés dans le quartier commerçant, davantage le sont dans Yovokomé. Il n'y a pas d'architecte qui ait un poste fixe dans l'administration et les travaux de construction sont conduits

30. La population est passée entre le début des années 1920 et les années 1930 de 5000 à 12 000 habitants.

31. Archives nationales du Togo, 2G2, Procès-verbal du 21 mars 1928.

32. Archives nationales du Togo, 2G2, Arrêté n° 127 du 17 novembre 1921.

33. Archives nationales du Togo, 2G2.

par les techniciens des chemins de fer. Un plan de la ville est établi en 1929 puis en 1931³⁰. Ce plan recense ce qui a été bâti depuis 1913 et présente la création de nouvelles rues qui, en fait, sont pour la plupart celles déjà projetées dans le plan de 1913. Avec la Seconde Guerre mondiale, les opérations d'aménagement urbain seront bloquées. De son côté, la bourgeoisie locale, en partie issue des Afro-brésiliens, après avoir profité de la spéculation foncière au moment de la naissance de la ville, construit beaucoup durant les années 1920. C'est ainsi qu'apparaissent de nombreuses maisons dites familiales sur des parcelles situées pour la plupart à l'intérieur du boulevard circulaire, autour du quartier commerçant. C'est à travers ces maisons que s'élabore et se développe le style afro-brésilien. Phénomène qui ralentit au cours des années 1930.

L'administration coloniale, toujours au nom de l'hygiénisme, produit de nouvelles réglementations qui ne font qu'accentuer le contrôle de la construction et une tentative de séparation entre l'habitat des autochtones et celui des Européens; le cas des Libano-Syriens a pu être abordé avec hésitation : «dans quelle catégorie fallait-il les ranger³¹ ?». Dès 1921, une première réglementation a été fixée concernant l'assainissement de la ville en général et la construction en particulier. Ainsi, après avoir imposé la demande d'autorisation de construire, elle instaure des modes d'occupation du sol et des normes d'habitation : distance minimale à respecter par rapport à l'alignement de la voie publique, surface bâtie définie à la fois en fonction de la surface de la concession et du nombre d'habitants, imposition de matériaux de construction «durs et durables», etc.³².

Dix ans plus tard, le gouverneur Bonnacarrère cherche à renforcer la division spatiale et sociale de la ville entre les deux quartiers est et ouest. Pour lui, il s'agit de rassembler les Européens dans le quartier colonial. Il envisage à cet effet de lotir des terrains situés au nord du boulevard circulaire et non encore aménagés, selon le principe de la concession, de même que certains quartiers situés au nord de la «vieille ville». Il est également préoccupé par le style des constructions occupées tant par les Européens que par les autochtones et demande au chef du Bureau d'Etudes de Lomé de dessiner quatre types d'habitat ayant, selon ses propres mots, le style «Porto-Novu».

En 1933, la procédure du permis de construire est mise à jour³³. Elle est plus précise et porte notamment sur les ouvertures des bâtiments, les mitoyennetés, les matériaux

de construction, les clôtures. Elle augmente la surface bâtie maximale (un tiers de la surface de la concession). A travers le contenu de ces articles et leur terminologie (par exemple, héritage pour terrain, lot ou parcelle), des données quasi culturelles du tissu urbain loméen semblent transparaître : des volumes et des formes communs — caractéristiques qui définiraient le soi-disant style «Porto-Novo» — à des bâtisses édifiées sur des terrains clôturés par des familles qui en resteront pour la plupart propriétaires jusqu'à nos jours (2/3 des parcelles du centre-ville n'ont pas changé de mains depuis 1914³⁴).

34. Voir Marguerat, Y., «Le capitalisme pervers ou cent ans de production de l'espace urbain à Lomé (Togo)», *Cahiers ORSTOM* (Paris), série Sciences humaines, vol. XXI, n° 4, 1985, pp. 451-460.

La période tutélaire (1946-1960) : de la véranda au climatiseur

Après 1946, le Togo est placé sous le régime de la tutelle de l'ONU qui instaure une vie politique nouvelle avec l'apparition de partis politiques locaux. L'autonomie est accordée en 1956 puis l'indépendance en 1960. C'est une période durant laquelle le pays connaît un essor économique sans précédent sous les effets d'investissements des crédits FIDES et de la croissance des cours des produits tropicaux. La population de la ville gonfle très rapidement : de 33 000 habitants en 1950 elle passe à 85 000 en 1958-1959. Lomé s'étend rapidement au-delà du boulevard circulaire : elle atteint les quartiers d'Amoutivé et de Bè, les cocoteraies situées à l'est et à l'ouest entre littoral et lagune sont loties ainsi que le plateau Tokoin, au nord de la lagune, sur lequel sont également construits de nouveaux équipements urbains (l'hôpital, l'aéroport, le camp militaire, le séminaire catholique, le collège Saint-Joseph).

En 1948, un plan d'urbanisme est projeté. On y retrouve les idées du progressisme fonctionnaliste tel qu'il s'est développé à travers le monde dans l'après-guerre. En 1950 sont recensés 1750 immeubles «en dur» et environ 600 cases indigènes. Il est alors envisagé la disparition de ces cases au fur et à mesure des constructions nouvelles et que soit créé un organisme de crédit immobilier. Dans le centre-ville, l'urbaniste Crouzat projette de déplacer l'axe du wharf - chemin de fer et de le remplacer par une zone d'équipements commerciaux le long d'une large avenue, un projet qui sera longtemps maintenu sans être réalisé. A ses yeux, Lomé doit devenir une «ville-jardin». Les nouveaux bâtiments témoignent de l'influence du mouvement moderne. C'est aussi la consécration du règne de la climatisation. Peu à peu les bâtiments administratifs puis d'habitation se modifient : les vérandas sont closes et les façades percées pour installer les climatiseurs. C'est aussi l'apparition locale des parpaings de ciment et le changement progressif de la physionomie de l'architecture autochtone avec la disparition des effets stylistiques. La toiture-terrasse est de plus en plus souvent adoptée.

Deuxième promenade : Lomé des années 1930 aux années 1950

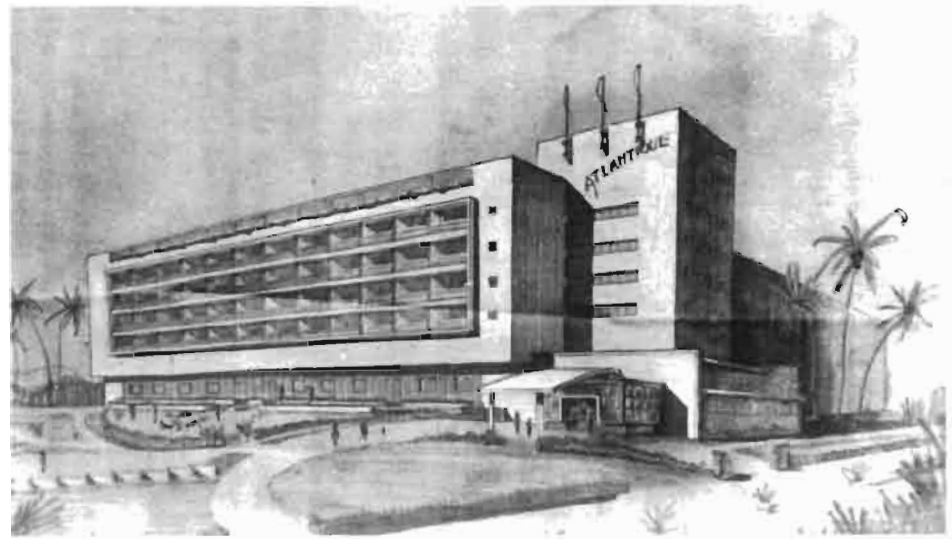
L'arrivée à Lomé se fait toujours par un wharf mais il a été reconstruit en 1926-1928 à côté de l'ancien. A partir de 1933, on trouve un phare de 25 m de haut. Le quartier ouest paraît plus dense et offre une façade de prestige sur la Marina. Ce sont des bâtiments publics qui ponctuent de taches blanches la masse de végétation de plus en plus touffue : la «maison commune», le palais de justice, le bâtiment du principal armateur anglais (la Elder Dempster) qui deviendra l'hôtel de ville, la Douane. C'est à la fin des années 1950 qu'apparaîtront plus à l'ouest, l'Hôtel du Bénin construit pour les fêtes de l'Indépendance et l'Assemblée nationale, toute en volumes cubiques et en pavés de verre. A l'est, les compagnies de commerce ont construit de nouveaux entrepôts ou ont agrandi les anciens.

On peut reprendre le même itinéraire que pour la période précédente, en direction de la cathédrale et du marché. Du temple, on voit que l'amorce de la rue du Commerce (ex-Hamburgerstrasse) s'est densifiée avec le bâtiment néo-mauresque de la compagnie des Chargeurs Réunis qui achète le terrain en 1928-1929 ; le bâtiment de la Woermann s'est transformé pour y loger la Poste; plus loin celui de la BAO (Banque africaine de l'Ouest), construit en 1928 et rasé en 1980. Du haut de la cathédrale on embrasse du regard les parties nord et est du quartier commerçant. Ces parties se sont aussi densifiées avec l'apparition et la prolifération des «maisons familiales» afro-brésiliennes à l'architecture fortement influencée par le baroque portugais transplanté au Brésil. Cette architecture est l'œuvre d'artisans bâtisseurs nago. Elle est plus épurée que celle du Nigeria. Toutefois, à la différence de la Gold Coast, les missionnaires ont joué ici un faible rôle dans la formation de la main-d'œuvre du bâtiment.

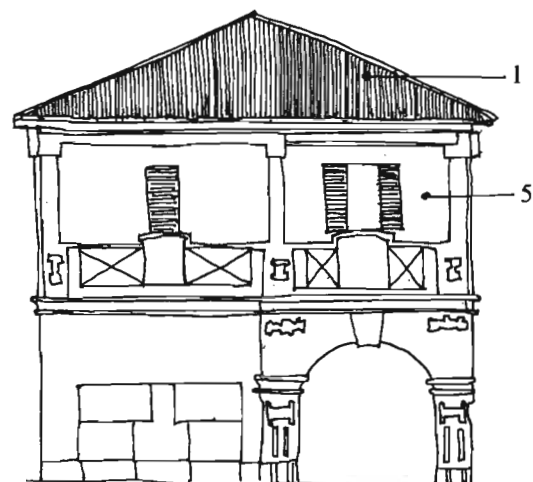
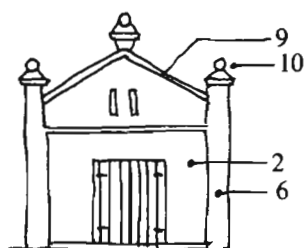
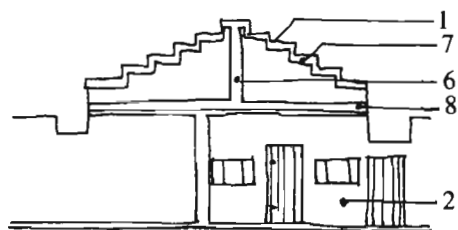
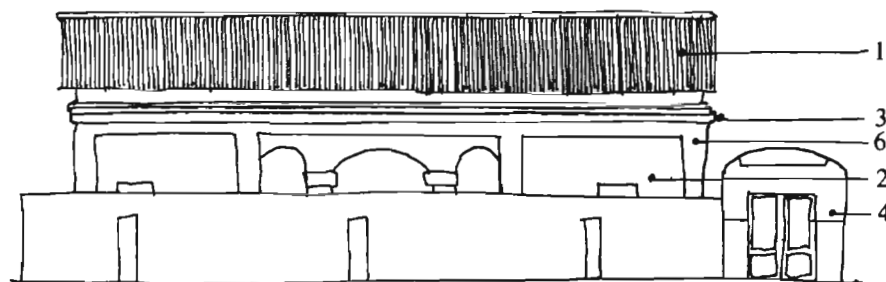
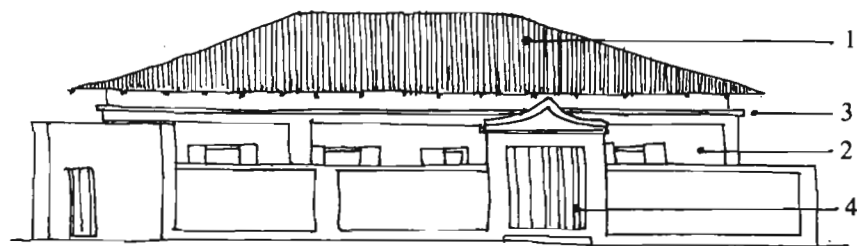
On peut établir une typologie de cette architecture (comme précédemment pour la maison à véranda) à partir de leur volume et de leur situation dans la parcelle. Nous distinguons d'abord deux types principaux selon l'implantation de la maison :

- elle a au moins une façade donnant directement sur la rue,
- elle est située à l'intérieur de la concession, qui est toujours clôturée, à la façon occidentale.

*Perspective du projet de
l'Hôtel du Bénin, 1958.*



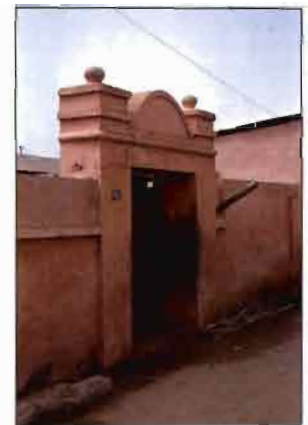
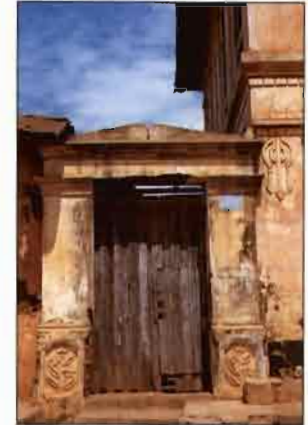
*Typologie constructive du
bâti afro-brésilien.*



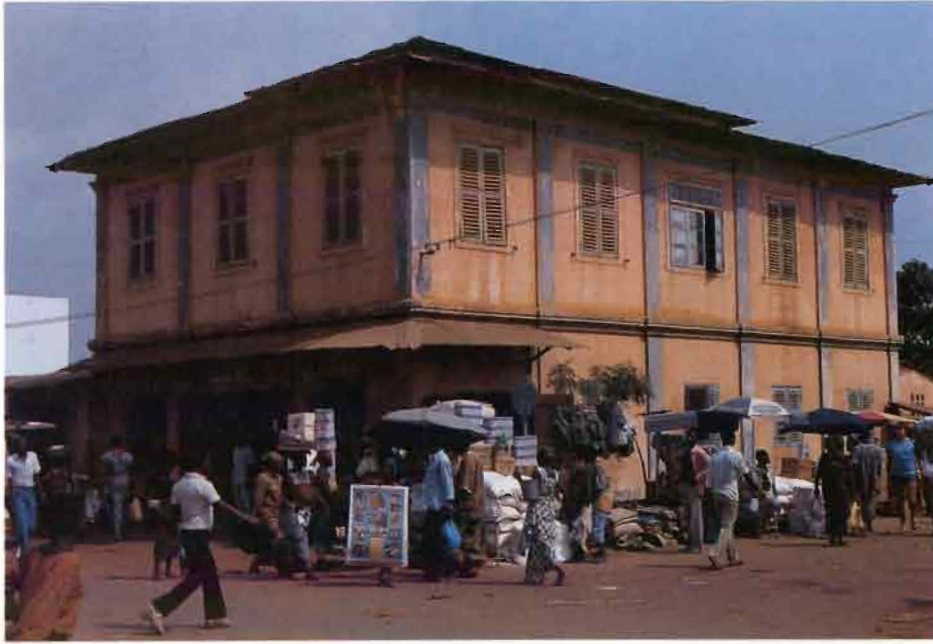
1. Toit en tôle ondulée. — 2. Mur de
brique enduite. — 3. Corniche. —
4. Portail. — 5. Mur ciment-sable.
6. Plate bande. — 7. Rampant de
pignon en escalier. — 8. Bandeau. —
9. Rampant de pignon. — 10. Pinacles.

Puis au sein de chacun de ces types, on différencie les maisons en rez-de-chaussée de celles à étage (jamais plus d'un). Les maisons à étage du premier type sont fréquentes dans le «vieux» centre. Leurs façades sont alors traitées en tant qu'élément de représentation. Plus souvent que les précédentes, les maisons d'un seul niveau jouent sur le couple «portail-façade» : lorsque le portail est imposant, la façade est en retrait donnant sur la cour, et, à l'inverse, si la façade s'offre directement à la rue, le portail peut se faire plus discret. Le traitement de la façade sur cour des maisons en rez-de-chaussée se fait principalement sur le mur pignon alors à redents ou bien chantourné, et dont le chaînage est souligné de corniches. Le portail, lieu du franchissement d'un territoire nettement délimité par une clôture en dur, est affirmé à l'aide d'une décoration qui rappelle parfois celle de la façade. Cette ornementation est également appliquée aux maisons du second type, qu'elles soient sur un ou deux niveaux.

D'une manière générale, tous types confondus, les corniches, bandeaux et pilastres sont mis en évidence le plus souvent par surépaisseur et par une couleur plus sombre que celle du mur (gris sur bleu, jaune sur rose, ocre sur jaune, etc.). Cette décoration reste simple si on la compare à celle qui est pratiquée au même moment au Dahomey et au Nigeria.



Exemples de portails.



Deux exemples de constructions afro-brésiliennes près du Grand Marché de Lomé.



Selon le rapport entre la longueur et la largeur de ces maisons quadrangulaires, les toits ont deux ou quatre pans de faible inclinaison. Des lucarnes y sont parfois percées. Les toits sont en tôle ondulée, les murs en adobes ou briques d'argile cuite ou séchée (prélevée dans les carrières qui échancrent le proche plateau de Tokoin) sont toujours enduits et peints. Certaines maisons à vérandas ont été «fermées» puis décorées de telle sorte qu'on finit par les confondre avec les afro-brésiliennes.

C'est dans plusieurs quartiers que l'on peut les observer de plus près : d'abord au cœur du quartier commerçant autour du grand marché et le long de la rue d'Amoutivé, puis plus au nord à Wetriwikondji, enfin en faisant quelques «excursions», en dehors du boulevard circulaire, le long des axes routiers principaux.

Dans le centre-ville, on trouve surtout des maisons à étage donnant directement sur la rue. Les pièces du rez-de-chaussée font souvent office de boutiques et de réserves tandis que l'étage est à usage résidentiel. Ces maisons sont très proches les unes des autres, l'espace les séparant n'étant occupé que par l'escalier extérieur qui mène aux étages et par le passage qui fait accéder à la cour située à l'arrière, invisible de la rue. Les rez-de-chaussée sont très rarement en retrait par rapport à la rue alors que les étages présentent parfois des loggias, couvertes ou non, ou bien des balcons. Quelques cas, exceptionnels, situés à des emplacements privilégiés visuellement (un angle de rue, par exemple), sont d'une étonnante diversité stylistique. L'un des plus remarquables est ce bâtiment situé à l'angle des rues d'Amoutivé et du Lieutenant-Colonel Maroix, avec des portiques de part et d'autre délimitant des passages largement fréquentés (configuration très rare à Lomé), une entrée principale placée à l'angle encadrée de deux colonnes à bossage cubique un sur deux qui pourraient rappeler celles de Ledoux ou même, avant lui, de Serlio, s'élevant jusqu'au toit et au sommet desquelles repose un fronton cintré à volutes à consonance baroque. Il fut construit en 1927-1928 par un pharmacien français puis occupé par le Centre culturel britannique. Ou bien cette maison, d'angle également, à toiture-terrasse, très sobre, de pierre blanche, mais où apparaît, discrètement sur l'acrotère, le dessin d'une volute. Clins d'œil aux architectures savantes comme sur la plupart de ces maisons aux pignons cintrés, aux frontons en volutes amorcés ou caricaturaux.

En s'éloignant de ce secteur, vers le nord, on trouve davantage de maisons situées au milieu de la concession. Du

Lomé, construction afro-brésilienne.





35. Appelée ensuite «Fréau-Jardin»
et actuellement place de la
Libération.



coup, elles comportent plus souvent des ailes ou des protubérances soulignant leur symétrie. Le pignon de l'aile est traité comme un fronton, que la maison ait un ou deux niveaux ; les protubérances font office de porche d'entrée au rez-de-chaussée ou bien sont couvertes d'un vaste balcon avec balustrade néo-classique. Elles peuvent aussi être fermées au profit de l'espace intérieur qui est alors une vaste pièce de séjour. On trouve ces maisons aux environs de la place des Fêtes créée en 1934³⁵, située au croisement de l'avenue de la Libération et de la rue des Alliés (rue du 24 Janvier), pourvue d'un kiosque à musique en 1934, ainsi que le long des rues du Champ de courses, de la Libération, de Paris, etc.

Si ces maisons, dans leurs volumes, leurs proportions, leur implantation, sont très proches de modèles occidentaux (de pavillons et villas péri-urbains), il ne faut pas oublier que d'une part les ethnies côtières construisaient depuis longtemps des cases parallélépipédiques couvertes de toits à deux pans, même si les matériaux étaient différents (terre et paille). Et que d'autre part certaines décorations de façade et surtout de portails véhiculent des motifs tout à fait locaux et originaux.

*Exemples de bâti
afro-brésilien à Lomé.*



*Maison de style
afro-brésilien à Lomé.*

*Le lycée Bonnacarrère,
devenu Ecole nationale
d'Administration.*



36. Il est aujourd'hui occupé par l'Ecole nationale d'Administration.

37. Actuelle Mairie.

38. Actuel ministère des Affaires étrangères.

39. Actuelle Fondation Eyadema.

40. Actuel ministère de la Justice.

C'est dans ce même quartier que l'administration coloniale s'est indirectement implantée avec différents services : un bâtiment pour accueillir le cours complémentaire organisé en 1921 qui par la suite devient un collège, le lycée Bonnacarrère qui sera pendant vingt-cinq ans le seul établissement secondaire du pays et dont l'architecture est très voisine de celle de l'école professionnelle construite par les Allemands, avec de vastes vérandas sur chaque niveau et périphériques³⁶ ; ou bien dès 1926 des logements pour les travailleurs du Chemin de Fer, situés le long de la voie ferrée, rue du Champ de Courses. On y voit deux types d'habitat correspondant à deux catégories d'ouvriers : d'un côté de la rue des maisons de plusieurs pièces, jumelées, avec une terrasse couverte, de l'autre un habitat en bande très rudimentaire avec une ou deux pièces par logement, n'ayant qu'une ouverture sur l'extérieur, semblables à des écuries que la proximité de l'ancien champ de courses aurait justifié... C'est également dans ce secteur qu'apparaît plus tard une architecture moderniste avec la Poste (1956-1957), le centre culturel³⁷ ou, moins affirmée et située à l'intérieur du boulevard circulaire, avec les magasins de la SGGG (Société générale du Golfe de Guinée).

En revenant au début de la rue du Champ de Courses puis en franchissant la voie ferrée, on se retrouve dans le quartier administratif, Yovokomé. Le tracé des voies principales n'a pas changé, mais quelques avenues parfois déjà projetées par les Allemands sont réalisées et de nouveaux bâtiments apparaissent : la Direction du Chemin de Fer³⁸, tout près de la gare, qui inaugure une nouvelle forme, non rencontrée du temps des Allemands, celle du toit-terrasse avec des acrotères décorés de frises à la grecque, qui n'est pas sans rappeler la tendance à un certain classicisme du mouvement «art déco» des années 1925.

En descendant vers la Marina, on trouve de nouveaux bâtiments hospitaliers achevés en 1923-1924 : un troisième bloc est adjoint à l'hôpital, une maternité est bâtie qui, d'un point de vue architectural, ne présente pas d'intérêt particulier. En 1933 une polyclinique est construite près du chemin de fer. De même pour les usines frigorifique et électrique (1926) qui complètent l'équipement de la ville.

Dès que l'on arrive sur la plage, les nouveaux bâtiments déjà vus à l'arrivée (datant des années 1925-1926) offrent une étrange image de la ville avec une architecture qui connote un certain exotisme oriental : la maison commune, le palais de justice³⁹ et l'hôtel de ville⁴⁰ ont sur

leur pourtour des vérandas avec des arcatures façon mauresque très affirmée, tandis que des ouvertures de même type se retrouvent sur la façade du bâtiment des Chargeurs Réunis. Transposition stylistique qui a de quoi surprendre dans une région où l'Islam est plutôt marginal... Comme déjà signalé plus haut, l'architecture de l'Assemblée nationale et de l'hôtel du Bénin viendra trancher nettement avec celle-ci.

Quelques logements d'habitation — beaucoup moins nombreux que ne l'a envisagé à un moment le gouverneur Bonnacarrère — ont été construits dans la partie ouest du quartier : rue des Eucalyptus, avenue de la Victoire (avenue de Sarakawa) et près de la gare. Ils sont tous sur un seul niveau, sans ornementation particulière, avec un séjour traversant au centre, et donnant sur une terrasse parfois couverte. Le toit, à deux pans, est en tuiles. Parfois les deux pignons sont surélevés avec redents et enserrrent le toit. C'est le cas en particulier de l'actuel siège de la FAO (avenue de Duisbourg).

En se dirigeant vers l'ouest, on débouche sur le boulevard circulaire, qui va maintenant jusqu'à l'actuelle rue de Calais. Sur sa rive extérieure ont été érigées quelques maisons afro-brésiliennes durant les années 1930, comparables à celles du centre-ville, qu'elles soient sur un ou deux niveaux.

En remontant le boulevard circulaire vers l'est, on croise le prolongement de la rue du Champ de Courses, qui mène au quartier de Hanoukopé. Celui-ci fut loti et concédé par l'administration à certains de ses agents autochtones à partir des années 1928-1930. Il s'agissait de 96 lots de 25 × 25 m. Les bénéficiaires devaient construire pour eux-mêmes et leur famille. En 1934, 25 lots supplémentaires devaient être créés mais la crise des années 1930 a freiné cette extension. Seuls 13 lots seront attribués en 1935. Si le parcellaire montre bien par sa voirie et la similarité de la surface des lots (625 m²) qu'il s'agit là d'une opération planifiée, le bâti reflète la variété du style loméen.

Enfin, en reprenant à nouveau le boulevard circulaire toujours vers l'est, on croise une autre radiale, la route d'Amoutivé. C'est sur elle que donne la maison du chef de ce village, belle bâtisse à étage édifée en 1939 avec les motifs locaux évoqués précédemment.

Plus tard, dans les années 1950, au-delà du boulevard circulaire apparaissent des maisons à toiture-terrasse. C'est notamment le cas route de Kpalimé, en se dirigeant vers l'hôpital, ou bien près de la plage, non loin de la

Regierungsschule, avec la maison de S. Olympio, premier chef de gouvernement du Togo indépendant. Elles concrétisent pleinement l'influence occidentale : toiture-terrasse donc, mais aussi pergolas et persiennes en bois qui évoquent n'importe quelle villa des années 1950 d'une station balnéaire méditerranéenne.

Tout près passe la ligne de chemin de fer en direction d'Aného, «la ligne des cocotiers». On va retrouver dans cette ville à l'activité ralentie depuis l'essor de Lomé divers aspects des architectures jusqu'à présent rencontrées mais parfois plus affirmées notamment en ce qui concerne celle des maisons familiales.

Le palais de justice de Lomé, vers 1920.





*L'école de la Mission
d'Aného.*

*Le temple évangélique
d'Aného, vers 1920.*



41. Archives nationales du Togo,
2G2, Circulaire du 23 mai 1932.

Troisième promenade : Aného, terminus de la ligne des cocotiers.

Le site d'Aného est à la fois plus complexe et plus beau que celui de Lomé, en grande partie à cause de sa lagune. Elle y est plus vaste, triangulaire et bloquée sur l'un de ses côtés par le littoral sablonneux. La ville s'étend tout autour en cinq quartiers. Nous ne visitons ici que ceux qui, groupés, se situent à l'entrée de la ville, de part et d'autre de la gare, entre la lagune et le littoral, et celui de Zébé, à la sortie de la ville en prenant la route qui mène vers Glidji et le nord.

C'est là que les Allemands s'installèrent en 1887, lorsque le Togo commença à recevoir une véritable administration. Ce site avait l'avantage, de par sa hauteur, de dominer toute la zone lagunaire et d'être moins humide. C'est sur ce promontoire que sont construits les bâtiments administratifs sur le modèle qui fut largement reproduit par la suite à Lomé : celui du bâtiment à un étage et à vérandas.

Les compagnies commerciales et missions religieuses, qui étaient présentes à Aného bien avant le régime du protectorat, s'étaient établies directement sur la côte entre l'océan et la lagune. C'est dans ce même secteur qui est en 1905 desservi par le chemin de fer, que l'on trouve, par exemple, le temple évangélique érigé en 1896. Les Allemands construisent alors certains équipements, sanitaires et scolaires, d'une manière plus élaborée (menuiserie bois des persiennes et balustrades, formes des maçonneries) que pour les bâtiments des missions; une constatation qui avait déjà été faite pour Lomé.

Entre 1914 et 1920, Aného redevient capitale mais il ne s'agit que d'une période transitoire, insuffisamment déterminante économiquement pour lui donner le dynamisme perdu par la concurrence du wharf de Lomé. Pourtant, durant la décennie suivante elle ne sera pas entièrement oubliée.

D'abord par l'administration coloniale française. Si peu de bâtiments administratifs ou de services sont construits, le commandant de cercle fait néanmoins en 1932 des recommandations aux propriétaires des bâtiments du centre de la ville et leur demande notamment d'entretenir leurs immeubles, de les badigeonner à la chaux et «à l'occasion à l'ocre jaune, grise ou rose», et de refaire les vieilles clôtures ⁴¹.



*Aného, l'Ecole régionale,
vers 1920.*



*Aného, la Polyclinique,
vers 1920.*



Aného, habitation construite en 1924.

Aného, habitation construite vers 1920.



Mais dans le même temps de nombreux notables loméens, originaires d'Aného, vont construire également dans le berceau familial. Dans la partie située entre la lagune et l'océan, vieux quartier très dense et aux ruelles étroites, on trouve certaines de ces maisons, parfois imposantes, à étage et offrant d'élégants pignons et frontons à volutes. On voit moins souvent qu'à Lomé le jeu des deux couleurs entre bandeaux et murs de remplissage mais les tons pastels restent dominants. Lorsque l'on se dirige vers le nord, quittant le littoral, on aperçoit quelques cas particuliers assez surprenants. Tout de suite, face au temple évangélique, une bâtisse blanche présente un volume qui n'est pas sans rappeler en miniature celui de certaines villas baroques italiennes. La réminiscence se confirme lorsque l'on pénètre dans la cour où s'offre la façade avant, symétrique, avec un corps central et deux ailes surélevées et ayant leur propre toit à quatre pans légèrement pentus. Les pilastres et corniches sont en surépaisseur, d'un dessin néo-classique.

Plus loin en s'approchant du stade, on découvre une imposante demeure, dont le volume semble s'inscrire dans un cube. Il s'agit de celle de ce fameux magistrat méditatif évoqué au début de ce texte. Son père avait été le boy d'un Anglais installé en Sierra Leone et qui, n'ayant pas de descendance, lui avait légué son nom de Rhodes et sa fortune. Venu s'établir à Aného pour y faire du commerce, son père y fonde sa famille et construit sur le littoral une maison à étage. Après le décès de son père au cours d'un séjour à Londres, il reprend avec ses frères le commerce puis émigre à Lagos pour y devenir juge. A sa retraite, au début des années 1920 selon les souvenirs de sa fille, il revient à Aného avec le projet de construire une maison à la place de celle de son père, devenue trop vieille. N'étant pas lui-même propriétaire du terrain, l'administration l'en empêche. Il décide alors de le faire sur un autre terrain, près de la voie ferrée et de l'actuel stade.

La porte principale, à deux battants, au fond d'un vaste perron, s'ouvre sur une salle profonde divisée en deux sous-espaces par deux colonnes plantées au milieu. En guise de corniches et de moulures, parfois remarquées dans d'autres maisons, il y a des frises peintes représentant des couronnes de fleurs. De part et d'autre de la salle, quelques pièces qui y donnent directement. Au fond une ouverture sur l'arrière de la concession. A droite un escalier dont le volume légèrement bombé anime la façade principale (un volume semblable en fait le pendant à gauche mais sur un seul niveau) et qui conduit aux cham-



La maison Rhodes, vue d'ensemble.



La maison Rhodes, la façade principale et l'escalier d'accès.





*La maison Rhodes, détail de
pilier et de balcon.*



*La maison Rhodes, la
façade arrière.*

bres et à un large balcon. La disposition des pièces est la même qu'au rez-de-chaussée. Chaque façade est traitée différemment par le jeu des ouvertures notamment. Mais celles de devant et de derrière s'opposent tout particulièrement, l'une en pleins et vides, creux et bosses, l'autre toute plane et percée de petites ouvertures. Toutes deux sont cependant surmontées d'un même fronton à redents, qui, dans le premier cas, est limité à la partie centrale du perron et de la loggia, et, dans le second cas, constitue un véritable pignon. Les murs sont en briques enduites, les planchers en poutres métalliques avec des hourdis eux-mêmes armés de claies perpendiculaires aux poutres. Les menuiseries en bois sont des persiennes avec parfois un panneau central à guillotine.

Le magistrat Rhodes est mort en 1946. Depuis la maison connaît le sort de celles aboutissant entre les mains d'héritiers qui, dispersés sur la côte, de Lagos à Abidjan, ou en Europe, en négligent l'entretien. La maison est aujourd'hui quasiment vide : seuls un lit, quelques chaises, une table, des livres jetés en vrac au sol, des tôles rouillées tombées du toit, des seaux pour les eaux de pluies... Le vent siffle et caresse la moiteur des murs. Toutefois, l'une des filles du magistrat en est la gardienne, ne serait-ce que pour protéger la chambre funéraire, petite pièce au rez-de-chaussée, où sont enterrés son père et sa tante, Anna, et où sont disposés quelques-uns de leurs objets personnels (un guéridon avec un service à thé, un fauteuil en bois).

Le passé des villes visitées est assez court (Lomé est apparue avec la colonisation allemande) et hétérogène puisque partagé entre deux régimes différents de par leurs expériences, interventions et pratiques, aussi bien à un niveau d'ensemble qu'à celui de l'urbanisme et de l'architecture. Les Allemands ont mené là une politique coloniale alors nouvelle par rapport aux autres colonisateurs européens. En trente ans, ils ont fait œuvre d'aménageurs de territoire dans ses limites, son armature et ses réseaux (à l'échelle du pays, mais aussi de Lomé) puis dans une moindre mesure d'architectes. Les Français avaient un «système» déjà élaboré et éprouvé par ailleurs qu'ils n'ont toutefois pas appliqué directement au Togo : ils ont eu à reprendre à leur compte un espace déjà structuré et fonctionnel dans lequel leur œuvre de bâtisseurs n'a pas été déterminante. Cette alternance s'est opérée également au Cameroun mais avec des effets différents dans la mesure où les enjeux économiques y étaient d'une autre ampleur. De même, la bourgeoisie autochtone aux pratiques spa-

tiales (foncières, immobilières et culturelles) spécifiques a fortement «investi» dans son cadre bâti, même si celui-ci semble moins sophistiqué que dans les villes plus orientales de la côte du Golfe de Guinée (Porto-Novo, Lagos, etc.).

Au-delà d'un inventaire rigoureux, une meilleure connaissance de ces architectures nécessiterait de se pencher sur d'autres aspects de sa production : les pratiques des maîtrises d'œuvre et d'ouvrage, les modèles constructifs et provenances des matériaux, ou bien les référents culturels d'organisation et les modes d'appropriation des espaces bâtis par les différents groupes sociaux ici en présence. Ces diverses approches permettraient de préciser les critères à partir desquels pourrait être définie la politique de protection de ce patrimoine qui soit la mieux adaptée.

Une autre lecture, quelque peu décalée par rapport à la problématique de la réhabilitation, devrait également pouvoir être entreprise : celle du rôle discret, méconnu, que joueraient ces bâtiments, en blanc et en pastels, dans la perception sensible d'un espace urbain qui laisse le plus souvent une impression plaisante, sans présenter les caractéristiques majeures qui s'y prêtent en général, sinon son réseau de circulation et l'équilibre du rapport entre ses espaces extérieurs et intérieurs. Autrement dit, en quoi un espace d'apparence «sans qualités monumentales» peut procurer le plaisir de la citadinité.

Le Bénin

par Luc Gnacadja

Une mosquée aux allures d'église baroque, une chambre de commerce dans la pure tradition de l'architecture musulmane, des résidences particulières à l'écriture exubérante conjuguant les styles de l'architecture brésilienne des ^{xvii}^e, ^{xviii}^e et ^{xix}^e siècles, le patrimoine architectural de la République du Bénin, issu des relations des royaumes côtiers avec les Européens et de la colonisation française est riche d'emprunts de tous ordres aux architectures qu'ont connues l'Europe et l'Amérique. Ces constructions ont surtout foisonné dans les hauts lieux de la traite que furent Ouidah, Porto-Novo, Grand-Popo, Agoué et Cotonou.

Compte tenu de l'importance que revêt l'aspect historique voire anecdotique dans l'installation de ces établissements, les architectures de cette époque sont présentées ville par ville autour d'une approche typologique (liée à la fonction des bâtiments) à travers laquelle les aspects diachronique, synchronique et architectonique sont abordés. Un essai de comparaison des modénatures et une réflexion sur la préservation de ce patrimoine sont proposés en conclusion.

Les Portugais furent les premiers Européens à prendre pied sur la côte dans la deuxième moitié du ^{xvi}^e siècle¹. Depuis la fin du ^{xv}^e siècle, ils contrôlaient à partir du château San Jorge Da Mina à Elmina (Ghana), toute la côte située plus à l'est entre l'embouchure de la Volta et celle du Niger. Cette partie de la côte alors appelée «Côte sous le vent» était d'un abord difficile parce que protégée par une barre que seuls les pêcheurs côtiers, souvent embarqués à Elmina, pouvaient franchir avec leurs pirogues. Le premier contact avec les Européens eut lieu sur la plage de Ouidah sous le règne du roi Kpassè du royaume

1. L'événement est souvent daté de 1556 ou de 1580.

2. Selon une anecdote de l'époque les premiers autochtones qui les virent les prirent pour des êtres de lumière ou de feu surgis de l'océan d'où le nom de *Zodjagué* — «le feu a accosté» — alors utilisé pour désigner de façon générique les Européens.

3. Situé dans l'actuel Nigeria.

Houèda de Savi, «ville-palais» située à 4 km environ au nord de Ouidah².

La «côte sous le vent» resta dépourvue d'intérêt jusque vers la première moitié du xvii^e siècle parce qu'on n'y trouvait ni or, ni épices, ni ivoire, et guère que des esclaves. Avec la découverte aux Amériques des mines de métaux précieux et l'apparition des grandes plantations, cette côte prit toute son importance. Ainsi émergèrent et prospérèrent les villes portuaires de Ouidah, Grand-Popo, Agoué, Godomey, Porto-Novo. A partir de la fin du xviii^e siècle, le commerce des cultures de traite (essentiellement palmistes et huile de palme) prit la relève de la traite négrière avec l'installation des représentations des compagnies commerciales européennes et l'émergence d'une bourgeoisie locale de négociants.

La situation géopolitique de la région au début de la traite a eu une grande influence sur l'implantation et l'évolution des comptoirs européens, et par conséquent sur la croissance puis le déclin des villes. Ouidah fut par excellence la ville de la période précoloniale ou esclavagiste ; elle sera relayée par Porto-Novo à l'ère des factoreries et de la colonisation puis enfin par Cotonou à l'indépendance.

Au moment des premiers échanges et jusqu'au début du xviii^e siècle, le cordon littoral était entre les mains de petits Etats plus ou moins dépendants des puissants royaumes de l'intérieur qu'étaient l'Oyo³ et le Danhomé, et pour lesquels leurs ports naturels servaient de débouchés pour le commerce avec les Européens. Avec l'accroissement de la traite, cette situation, qui faisait dépendre les activités commerciales des suzerains du bon vouloir des petits Etats côtiers, aiguïsa l'appétit expansionniste des premiers. Ainsi eurent lieu, sur l'itinéraire de Ouidah, plusieurs campagnes des rois d'Abomey (royaume du Danhomé). Elles aboutirent à la prise d'Allada en 1721, de Savi en 1727, de Godomey (ou Jaquin) en 1732 et à l'occupation de Ouidah à partir de 1741. Dès lors, les Européens n'eurent plus que deux interlocuteurs véritables : les rois d'Abomey et leurs cousins de Porto-Novo ; esclaves et produits agricoles furent alors concentrés à Ouidah et Cotonou pour le royaume fon du Danhomé, et à Porto-Novo avec Seme et Lagos comme débouchés maritimes de la lagune pour le royaume de Porto-Novo. Les rivalités entre ces deux royaumes faciliteront la colonisation française à la fin du xix^e siècle.

Ouidah

L'organisation de la traite nécessitait dans les «cités-palais» des royaumes côtiers et dans leurs ports une infrastructure solide et efficace destinée au regroupement des esclaves, au stockage des produits de la traite, à la résidence et à la protection des Européens. Les comptoirs s'implantèrent dans le voisinage immédiat des palais royaux et les forts furent construits non loin de la plage pour les établissements côtiers. Comptoirs et forts furent érigés au nom des souverains européens et regroupaient sous leurs bannières respectives les négociants des différentes nations.

Ouidah, ville rendue célèbre et prospère par le «commerce triangulaire», illustre ces architectures de la période précoloniale de la traite ; elle est surtout la seule de la côte du Bénin à en garder des vestiges.

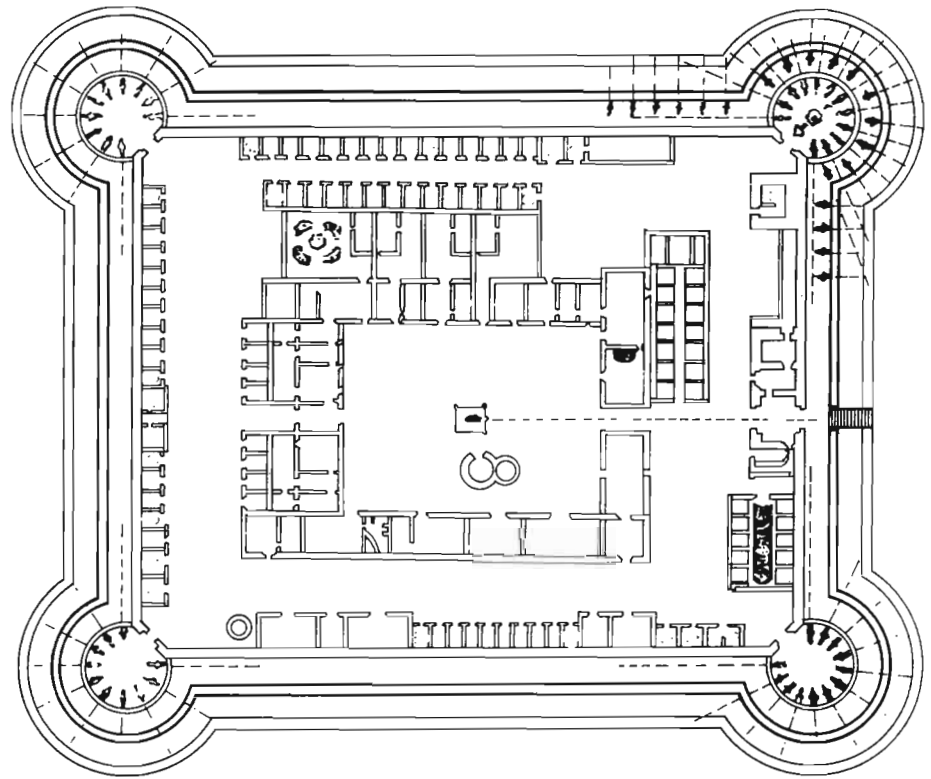
Les comptoirs

Les premières constructions érigées par les Européens étaient peu différentes, quant aux matériaux, de celles du palais royal de Savi à côté duquel elles furent réalisées. Contrairement aux constructions autochtones, circulaires pour la plupart, elles étaient essentiellement quadrangulaires, avec un étage parfois. Le comptoir de chaque nation comportait plusieurs bâtiments entourés d'un épais mur d'enceinte en terre de barre défendu avec des mousquets.

Il n'existe pas de vestiges de ces édifices ; les éléments d'information proviennent des récits et croquis d'époque dont le *Voyage du Chevalier des Marchais en Guinée, Isles Voisines et Cayenne* du Révérend Père Labat, entre 1725 et 1727.

Selon le plan dressé par le chevalier des Marchais en 1725, les comptoirs européens jouxtaient le palais royal. «Parmi ces comptoirs le français était le plus grand et le mieux bâti, disposant d'une cour rectangulaire fermée par des corps de bâtiments uniformes ; au milieu de la cour, un jardin potager avec quelques gros pieds d'orangers. Il y a un corps de logis au-dessus de la grande porte, et un corps de garde avec le pavillon de la nation. Il y a encore un jardin dans la basse-cour ; derrière le corps de logis du fond, une forge, des cuisines, des offices et les autres pièces nécessaires à une grande maison ⁴.»

La représentation du R. P. Labat renseigne sur l'architecture de ces comptoirs construits sur le même modèle



Plan du fort royal
Saint-Louis de Grégoire de
Ouidah.

4. Cf. Labat, J.B., «Voyage du chevalier de Marchais en Guinée en 1725» (1731), *Etudes dahoméennes* (Porto-Novo), XVI, 1966.

que le comptoir français avec des bâtiments quadrangulaires munis d'une couverture à deux pentes et un simple faitage. Ils furent bâtis avec de la main-d'œuvre et des matériaux locaux.

Le comptoir français était mitoyen du comptoir anglais et séparé du comptoir portugais par une rue. A l'époque une certaine convivialité existait entre les négociants des différentes nations.

Lors de la prise de Savi par les troupes danhoméennes du roi Agadja en 1727, les comptoirs européens furent pillés et incendiés et une quarantaine de commis capturés et emmenés à Allada⁵.

Les forts

Les forts furent construits pour combattre l'insécurité qui régnait à l'époque sur terre et dans la rade de Ouidah. Celle-ci était due aux querelles partisans entre les chefs locaux et les Européens ainsi qu'aux rivalités entre les nations européennes.

Pour assurer la neutralité de la rade de Ouidah, le roi Amar de Savi fit signer en 1704, par les Européens (Français, Anglais et Hollandais en particulier), un traité assurant le libre commerce sur terre et dans les eaux territoriales de Ouidah.

Néanmoins plusieurs nations européennes obtinrent des concessions pour la construction de leurs forts, sortes de bastions défendus par des canons et entourés de fortifications. Les forts anglais et portugais sont les seuls vestiges de cette architecture militaire.

— Le Fort français :

«Fort Royal Saint Louis de Grégoy»

Le Fort français fut le premier fort construit à Ouidah ; il fut aussi l'un des tous premiers réalisés pour le compte de la Compagnie des Indes Occidentales qui fut fondée en 1664 par J. B. Colbert⁶ pour organiser la traite négrière sur les côtes occidentales de l'Afrique.

En novembre 1669, sur ordre de Colbert, d'Elbée, commissaire de la marine royale, appareilla à la tête de deux navires *Justice* et *la Concorde*, pour la «côte sous le vent» afin d'établir un fort à Ouidah.

Le commissaire d'Elbée, sur la base des accords conclus avec le roi Hay-Ehouin de Ouidah, disposa d'un terrain, de cent hommes et de cent femmes comme main-d'œuvre — qui seront d'ailleurs les premiers occupants du quartier Ahouandjigo —, pour la construction du fort qui

fut achevée en février 1671. Il fut appelé «Fort Royal Saint Louis de Grégoy», Grégoy étant alors la transcription française de Gléhoué, autre appellation de Ouidah.

Le R. P. Labat le décrivait ainsi en 1724 : «il est composé de quatre bastions avec des fossés larges et profonds, sans chemin couvert, glacis ni palissades excepté un ouvrage en forme de demi-lune qui couvre la porte qui, outre les vantaux, se ferme avec un pont-levis. Il y a trente canons, montés tant sur les bastions que sur les courtines et principalement sur celles qui regardent le fort des Anglais. Les quatre corps de logis qui forment une grande place d'armes carrée, servent de magasins de logement pour les officiers et les garnisons et la captivité : c'est ainsi qu'on appelle le lieu où l'on garde les captifs en attendant le moment de les embarquer. Il y a au milieu de cette place une chapelle où l'on dit la messe quand il y a un aumônier⁷.»

Le premier directeur du fort fut Monsieur du Bourg, mais les relations entre lui, ses successeurs et les autorités locales, ne furent pas toujours cordiales surtout après l'administration de Ouidah par les rois d'Abomey à partir de 1741. Certains souverains d'Abomey — en particulier le roi Agonglo — estimèrent que le fort et ses dépendances étaient une possession du royaume. Plusieurs directeurs furent expulsés sur instruction du roi ; en 1791 le dernier directeur désigné par la compagnie des Indes Occidentales fut enlevé puis expulsé. Après un bref intérim assuré par l'ancien garde-magasin, le fort fut fermé et abandonné pendant près d'un demi-siècle. Ce manque d'intérêt semble lié aux événements révolutionnaires en France.

Un mulâtre nommé Titi, préposé à la garde du fort, y résida avec sa famille jusqu'à l'arrivée des frères Régis. En 1841 les frères Victor et Louis Régis obtinrent du roi Louis-Philippe l'autorisation de restaurer le fort et d'y installer à leurs risques et périls une factorerie. Il leur sera même refusé l'autorisation d'y arborer le drapeau français «à moins de le modifier en encadrant les trois couleurs par une large bordure blanche. De cette façon, en cas d'avanie infligée par l'étranger, l'honneur national n'est pas atteint⁸!»

La revue municipale de Marseille fait aussi état de quelques dimensions du fort : «Le plan général rectangulaire mesure 140 m sur 120. La terre argileuse du fossé de 5 m de largeur sur 4 de profondeur avait servi, lors de la construction, à édifier le mur d'enceinte haut de 5 m et épais de 1 m au sommet, revêtu d'un enduit au mortier de chaux. A chaque angle s'élève un bastion circulaire. On

5. Van Dantzig, A., *Les Hollandais sur la Côte de Guinée à l'époque de l'essor de l'Ashanti et du Dahomey, 1680-1740*, Paris, Société française d'Histoire d'Outre-Mer, 1981.

7. Labat, J.B., *op. cit.*

6. Contrôleur des Finances puis secrétaire d'Etat à la maison du roi et à la marine de Louis XIV.

8. Agbo, C., *Histoire de Ouidah du X^e au XX^e siècle*, Paris, Les Presses universelles, 1959, p. 29.

pénètre dans la cour du fort par un pont-levis face à l'est. Au centre un fortin sert de poudrière. Entre le rempart sud et une double ligne de superbes orangers, des baraquements sont affectés au logement du personnel européen et au comptoir. Au nord sont les magasins. À l'ouest, des cases rondes de chaume sont construites pour la milice indigène forte d'une cinquantaine d'hommes⁹»

Les murs d'enceinte, les constructions les longeant et les tourelles semblent n'avoir pas été fondamentalement modifiés, même si les locaux ont changé d'affectation. En revanche les corps de bâtiments au centre n'ont pas été restaurés mais tout simplement rasés.

Le fort français connut un regain de prospérité avec la Maison Régis. Il accueillit le 1^{er} janvier 1893, mais pour un court laps de temps, Alexandre d'Albéca, premier commandant de cercle de Ouidah : c'était pour Ouidah le début de l'administration française ; c'est sous cette administration que, pour des raisons demeurées obscures, l'administrateur Cuvillier, alors commandant de cercle, fit démolir le fort en 1908. Il fut mis à la retraite d'office par décret en date du 28 octobre 1909.

Il ne reste aujourd'hui du fort qu'une place transformée en jardin public avec un monument aux morts réalisé en 1933.

— *Le Fort Anglais : «Fort William's»*

Le fort anglais fut le deuxième construit à Ouidah au quartier Kindji, au sud-ouest du fort français. Sa construction est antérieure à celle du fort portugais (1721), elle est souvent citée dans les correspondances et mémoires portugais du début du XVIII^e siècle¹⁰ pendant les tractations pour la construction du fort portugais. Il aurait été construit en 1682 selon A. Van Dantzig.

«Le fort anglais est à l'est de celui des Français à une grande portée de fusil ; il est carré. Au lieu de bastion, ses angles sont couverts de boulevards avec des fossés, larges et profonds, sans palissades et sans chemins couverts. Il y a un pont-levis et vingt-six canons¹¹»

Le fort comprenait :

— un bâtiment à quatre ailes disposées en carré et délimitant une cour intérieure dont les murs extérieurs formaient l'enceinte ; cet édifice servait de logements et de comptoir.

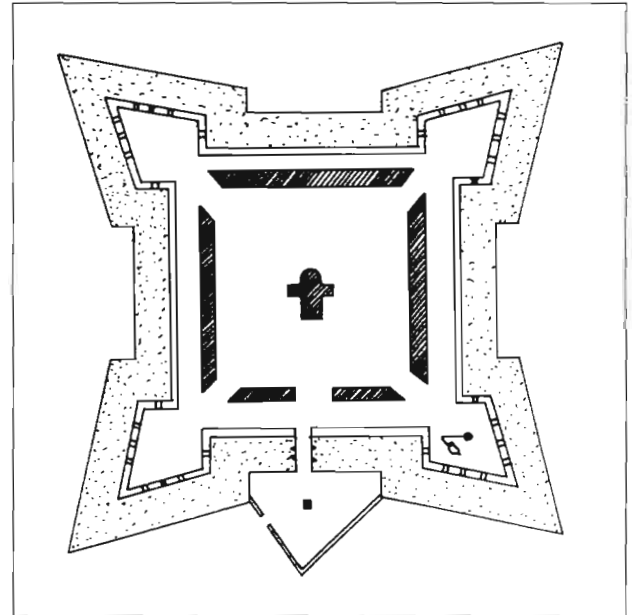
— un petit bâtiment central : la poudrière et quelques magasins au milieu de la cour centrale.

L'architecture du «Fort William's» de Ouidah semble avoir inspiré celle du fort du même nom construit

9. *Marseille*, revue municipale, 3^{ème} série, n° 76, 1969, p. 53.

10. Cf. Verger, P., in *Études Dahoméennes* (Porto-Novo), avril 1966.

11. Van Dantzig, A., *op. cit.* Le mot «boulevard» étant si utilisé dans son sens inusité aujourd'hui à savoir «ouvrages de madriers», «remparts».



Le fort William's de Ouidah.

quelques années plus tard dans la seconde moitié du XVIII^e siècle à Anomabu sur la «Côte de l'Or» (actuel Ghana).

Après plus d'un siècle d'exploitation, les anglais cédèrent le fort à la société allemande Goedelt de Hambourg qui en fit une factorerie, combla les fossés et transforma les bâtiments pour les besoins de ses activités. L'Allemagne perdit la Première Guerre mondiale et Goedelt fut expulsée des lieux au profit de la compagnie anglaise John Walkden.

— *Le Fort Portugais : Fort Cesarea San João de Ajuda*

La ville de Ouidah garde seulement des vestiges des forts anglais et portugais. Toutefois le fort portugais est le seul dont l'architecture militaire et défensive ait été conservée.

Situé à l'ouest de la ville, il a été construit en 1721 par le capitaine de vaisseau Joseph de Torres qui avait réussi le tour de force d'intéresser, avec des motivations différentes, le roi d'Ajuda (Ouidah), le vice-roi (à Bahia au Brésil) et le roi du Portugal à sa construction.

Une tentative malheureuse avait été faite en 1680 par la Compagnie Générale du Brésil pour construire à partir de l'Île de S. Thomé une forteresse à Ouidah¹².

De Torres décida le roi de Ouidah à adresser au roi du Portugal une lettre en date du 26 octobre 1720 pour l'aviser qu'il était prêt à accepter la construction à Ouidah d'une «factorerie érigée sur l'ordre de sa Majesté du Portugal». Le vice-roi, de Bahia, précisa que, pour faire respecter les embarcations battant pavillon portugais dans la zone, il fallait que cette factorerie fut une forteresse.

De Torres partit de Bahia le 12 juillet 1721 avec comme mission de prendre possession à Ouidah du site offert. Il fit construire «la maison de la factorerie avec 45 brasses [72 m environ] de longueur et quarante [64 m environ] de largeur. Plus de cinq cents personnes y travaillèrent pendant 30 jours effectifs, [...] il commença la construction d'une forteresse le 21 novembre, édifiant un fort rond en un lieu élevé avec capacité de 16 pièces d'artillerie. [...] Le capitaine entoura ce fort d'une muraille quadrangulaire de cent brasses [160 m environ] de long et quatre vingt [128 m environ] de large et huit palmes [1,50 m environ] d'épaisseur, et d'un fossé de vingt-deux [4 m environ] de large qui l'entoure, avec un pont-levis sous la porte¹³».

L'ensemble de la maçonnerie était au départ en pisé. La forteresse fut appelée «Cesarea» (Césarienne) en

l'honneur du vice-roi Vasco Fernandes César et dédiée à «Notre Dame de la Délivrance». Mais le fort devait être à l'époque moins imposant que ne le relate le mémoire car aucun des voyageurs qui visitèrent Ouidah peu après, ne fut frappé par son importance ; ainsi ni Des Marchais qui séjourna à Ouidah en 1725 ni Snelgrave en mars 1727 n'en font état¹⁴.

L'aménagement du fort se fera peu à peu au fil des arrivages de matériaux parcimonieusement fournis par bateau depuis Bahia. Mais la factorerie sera incendiée lors d'une attaque vers 1730. Un autre plan daté de 1759 préfigurait déjà l'aménagement actuel du fort avec dans les angles des tourelles de forme triangulaire armées de canons.

Le fort fut ravagé à nouveau par un incendie en 1961. Il fut transformé en musée historique en 1964 avec le bâtiment central comme salle d'exposition et connu plusieurs tentatives de restauration ou plutôt de réfection :

— la muraille et les tourelles d'angle en ruine, furent reconstruites avec des parpaings de ciment sans tenir compte ni de la texture de l'enduit ni de l'épaisseur originales des ouvrages ;

— les motifs décoratifs du pavillon central n'ont pas été intégralement repris ; les baies et balcons ont subi de profondes modifications.

Quelques améliorations ont été apportées en 1986¹⁵.

D'autres forts existèrent à Ouidah : en particulier les forts hollandais et danois. Il s'agirait plutôt de comptoirs défendus par quelques canons plutôt que de forts avec mise en place d'une véritable architecture militaire. Il ne reste aucun vestige architectural du «fort» hollandais dont l'existence est signalée en 1696¹⁶. Il en est de même des fortifications signalées ailleurs en particulier à Godomey (Jaquin).

Malgré la construction des forts à Ouidah, les directeurs des différents comptoirs européens continuèrent de résider à Savi jusqu'à la destruction de cette «cité-palais» par les troupes danhoméennes d'Agadja en 1727. Les Européens déménagèrent alors leurs comptoirs dans leurs forts respectifs de Ouidah ; cette ville, simple hameau (*gléhoué* ou «Maison des champs») au début de la traite, devint une ville florissante grâce à l'utilisation de sa rade comme principal port négrier de la côte du Bénin.

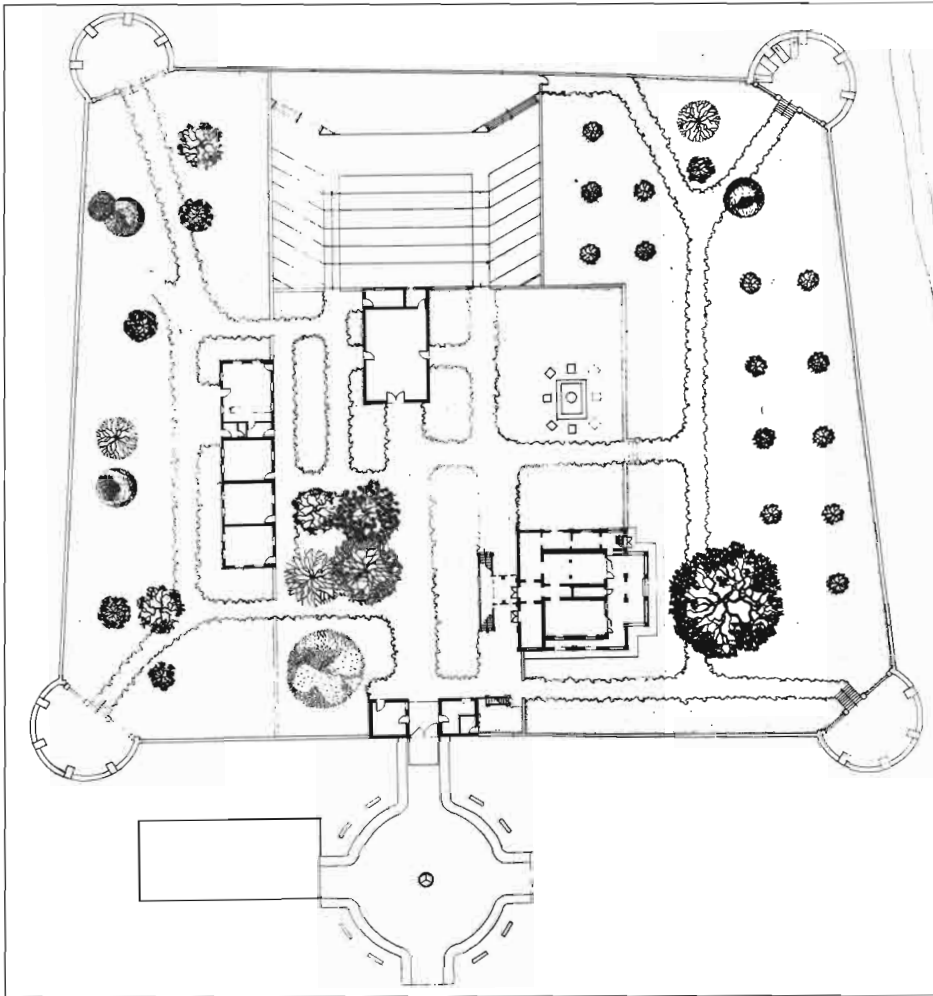
14. Verger, P., *op. cit.*

12. Verger, P., «Le Fort portugais de Ouidah», in *Études dahoméennes* (Porto-Novo), mai 1965, pp. 20 et 36. L'auteur a reproduit quelques croquis d'époque sur l'évolution du fort au XVIII^e siècle.

15. Une restauration générale du fort a été entreprise sur l'initiative du Ministère de la Culture avec la participation du Gouvernement portugais et de la fondation Calouste Gulbenkian, et fut achevée en 1990.

16. Van Dantzig, A., *op. cit.*

13. *Mémoire Da Fortaleza Cesarea...*, Ministère des Colonies du Portugal, vol. I, p. 162, cité par Verger, P., *ibid.*



*Plan du fort portugais de
Ouidah.*



*Elévations du bâtiment
central du fort portugais.*



L'ancien bâtiment de la CFAO.

17. Soumony, E., *Trade and Politics in Dahomey*, University of Ifé, 1983.

18. 150 % de bénéfice dans les cas les plus difficiles. Cf. Mondjannagi, A., *Campagnes et villes au Sud de la République populaire du Bénin*, Paris, Mouton, 1977.

19. Cf. *Marseille*, op. cit. La valeur du Franc n'est pas précisée mais le professeur Soumony avance la somme de 4 000 nouveaux francs pour le coût des travaux de restauration effectués par les Régis. Cf. Soumony, op. cit.

20. La maison Régis affréta jusqu'à dix navires sur cette ligne. Cf. *Marseille*, op. cit.

Les factoreries et maisons de commerce

Avec l'abolition de la traite des esclaves et le contrôle sévère en mer des navires par les marines européennes, Ouidah connût pendant la première moitié du XIX^e siècle un assoupissement qui fut de courte durée grâce au relais pris par des cultures de rente, le palmier à huile en particulier.

Le passage de la traite des esclaves au commerce de l'huile de palme fut rapide et facile à cause de l'existence de vastes palmeraies et de la fabrication artisanale de l'huile de palme. L'esclave aussi connût une mutation : jadis «produit» d'exportation, il devint un producteur de biens¹⁷.

Avec son utilisation dans la savonnerie et dans l'industrie mécanique européennes, l'huile de palme devint un produit d'exportation majeur vers les années 1840-1850. Deux célèbres négociants de Marseille, les frères Victor et Louis Régis en furent les vrais promoteurs sur la côte du Dahomey en l'introduisant sur le marché français après la mise au point d'une technique de décoloration de l'huile de palme. La rentabilité de l'entreprise¹⁸ incita très rapidement d'autres maisons commerciales marseillaises à s'installer, comme les maisons Fabre, Jules Lasnier, Latirgue et Compagnie.

Les premières compagnies qui s'installèrent, occupèrent les forts alors laissés à l'abandon. Le fort anglais (fort William's) fut d'abord occupé par la maison allemande Goedelt. Le fort danois au quartier Sogbadji fut acquis par la compagnie française Fabre. Le fort français de Ouidah, à l'abandon depuis près d'un demi-siècle, fut repris par les frères Régis :

«Le 5 octobre 1841 le capitaine Provençal, commandant *Le Syrien*, appareille avec une cargaison valant 299 500 francs et l'ordre de restaurer le fort. Le gros-œuvre est aisément radoubé par les travailleurs indigènes ; pour les logements et les magasins, des matériaux ont été apportés de France. Un maître charpentier et un forgeron procèdent aux montages exigeant du métier¹⁹.»

Ainsi se multiplièrent les factoreries qui, contrairement aux comptoirs, étaient des représentations commerciales propres à chaque société de négociants européens.

Le développement de la culture du palmier à huile fit littéralement exploser le volume des échanges entre l'Europe et la place de Ouidah avec comme conséquences²⁰ :

— l'installation autour du marché Zobé de nouvelles représentations commerciales comme SCOA, John Holt, Valla et Richard, Fabre et C^{ie}, CICA, GB. Ollivant, la CFAO aujourd'hui transformée en dépôt de brasserie ;

— l'émergence d'une bourgeoisie d'hommes d'affaires africains essentiellement issus de la classe des dignitaires du roi et surtout de la forte communauté afro-brésilienne constituée par une première vague d'affranchis venue dans les années 1820 avec les de Souza suivie d'une seconde vague après 1835. La ville leur devra cette floraison de résidences particulières et de magasins de vente dont l'architecture baroque évoque, jusqu'aux détails parfois, celle des édifices de Salvador de Bahia.

Le marché Zobé devint ainsi un véritable quartier d'affaires, mais aussi une zone résidentielle pour riches commerçants qui habitaient généralement l'étage au-dessus de leurs magasins ²¹.

Souvent construits par de riches négociants pour abriter leurs installations commerciales au rez-de-chaussée, ces bâtiments leur servaient également de résidence et étaient donc voulus prestigieux et richement décorés. A ce titre les maisons de commerce sont à Ouidah indissociables des résidences particulières.

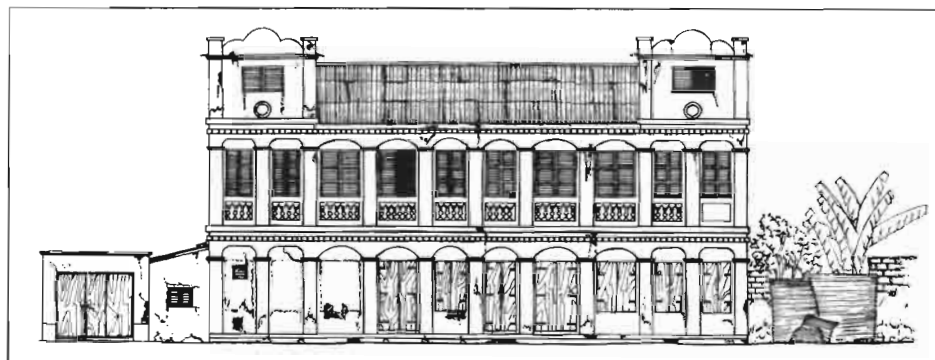


Une factorerie près de la place du marché.

21. La plage de Ouidah fut aussi un centre de transactions très actif avec des magasins et entrepôts dont il ne reste aujourd'hui que quelques pans de murs et de fondation.

Un bâtiment du type « Maison de Commerce » en face du marché Zobé.





*Maison à deux étages,
façade principale et vue du
pignon.*

Les résidences particulières

Ces constructions sont l'expression de l'art et du savoir-faire des artisans afro-brésiliens. D'essence baroque, leur architecture s'est enrichie d'éléments de décorations empruntés à l'art africain ; elle est essentiellement théâtrale, recherchant l'effet et le mouvement.

Maison à un étage pour la plupart, ces édifices étaient implantés et ouverts de plain-pied sur le trottoir pour la desserte des boutiques, magasins ou ateliers situés au rez-de-chaussée ; les jardins et cours étaient alors aménagés en arrière-cour (surtout lorsque la concession disposait, comme c'était souvent le cas, d'un accès sur une autre rue).

— Les fondations et murs sont en briques de terre cuite jointoyées au ciment, ou en terre argileuse malaxée après addition de poudre de coquilles d'huîtres.

— Les murs reçoivent un enduit en ciment et un badigeon de chaux teintée à l'ocre : c'est le «vieux rose» souvent reproduit par les artistes.

— Les faux-plafonds sont constitués de poutrelles de rônier, d'un voligeage en bambou recouvert de part et d'autre d'une couche de terre argileuse. Ils sont badigeonnés à la chaux blanche.

— Les portes et les fenêtres sont en bois massif avec panneaux pleins ou persiennes fixes ; les couvre-joints et les panneaux sont moulurés ou décorés avec des bas-reliefs. Dans les résidences cossues, portes et fenêtres sont munies de doubles vantaux : vantaux en bois à l'extérieur et carreaux vitrés à l'intérieur.

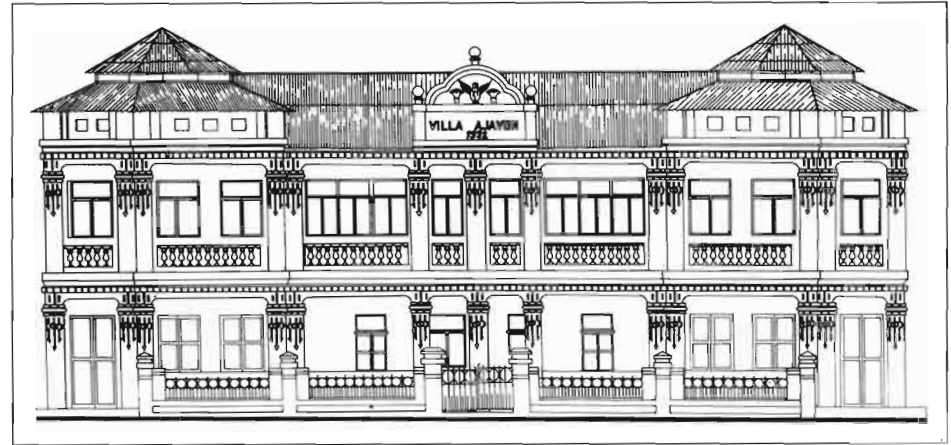
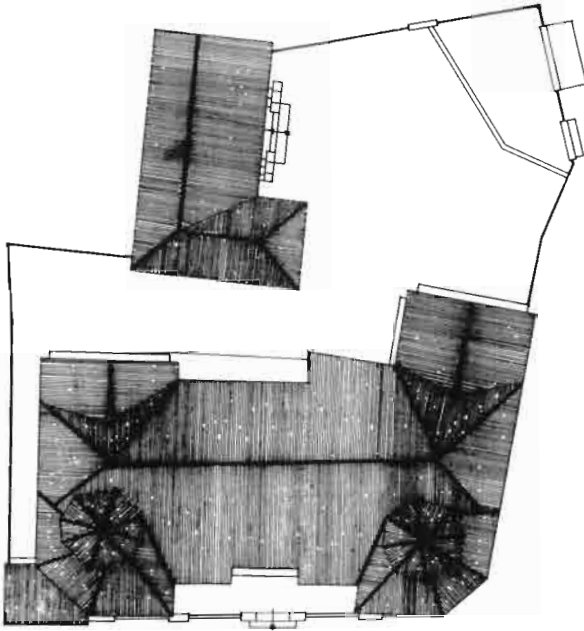
— En façade, les murs sont munis de frises à la hauteur du plancher et sur leur arase supérieure ; les poteaux, les encadrements de portes et de fenêtres sont ornés de moulures et de motifs décoratifs en bas relief.

— Les entrées centrales (portes ou portails) sont souvent marquées par des emphases, sortes de frontons triangulaires ou en demi-lune portant parfois le nom du propriétaire et la date de construction de l'édifice.

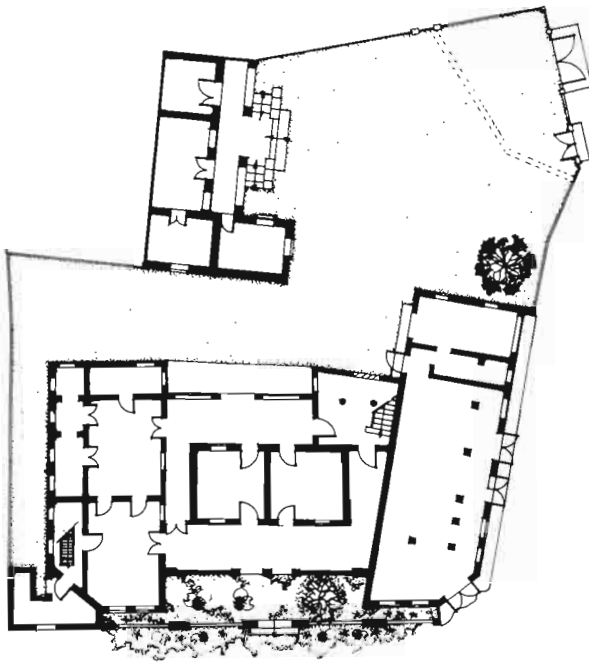
Signes de récentes réfections, les fenêtres en lames de verre orientales, apparaissent comme des incongruités sur ces façades dont l'architecture est perçue comme étant d'un autre âge. Les réfections sont ainsi faciles à repérer et sont caractérisées par :

— la réduction des grandes hauteurs sous linteaux des fenêtres de l'époque ;

— l'apparition de climatiseurs sur les façades, rendus nécessaires par la suppression des vérandas et coursives transformées en pièces habitables ;



*La maison Adjavon,
la façade principale.*



*La maison Adjavon,
plan de toiture et plan du
rez-de-chaussée.*



*La maison Adjavon,
vue d'angle.*

*La maison Adjavon,
construite en 1922.*



— le remplacement des planchers en bois par des dalles en béton armé, celui des balustrades en bois par des garde-corps métalliques ou en maçonneries.

Nombre de ces somptueuses demeures sont en ruine, témoins de la paupérisation de leurs propriétaires, de la dislocation de ces grandes familles et du déclin de leur ville.

L'architecture religieuse

La pénétration du christianisme sur la côte de l'actuel Bénin est aussi ancienne que l'entreprise commerciale européenne sur cette côte, mais elle est postérieure à l'influence de l'islam qui a rayonné de l'intérieur du continent à partir du nord et de l'est quelques siècles plus tôt.

Ces différentes communautés religieuses eurent à cœur de construire pour lieu de culte des bâtiments impressionnants par leurs dimensions pour émerveiller les autochtones.

Néanmoins, comparé à ce qui fut réalisé quelques siècles plutôt en Amérique Latine, l'Eglise catholique, qui est la première des Eglises chrétiennes au Bénin de par l'ancienneté et l'audience, se mit peu en frais pour produire des œuvres majeures. Les missionnaires constatant le succès auprès des autochtones de leurs premières grandes cases qui faisaient office d'églises, estimèrent peut-être que de grands édifices dépouillés aux allures parfois de hangars suffisaient à les impressionner. Dans cette sobriété, les œuvres les plus remarquables furent réalisées à Ouidah, Agoué et Porto-Novo.

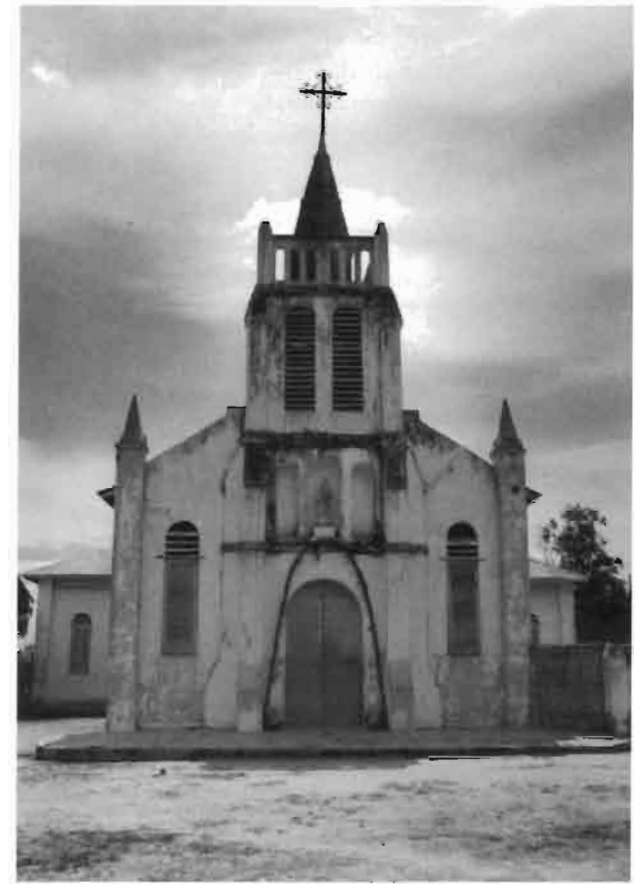
— L'Eglise de Ouidah

Les premiers missionnaires à s'installer sur la côte étaient des prêtres catholiques portugais qui arrivèrent à Ouidah en 1680. Ils bâtiront, entre autres édifices, une école où l'enseignement était dispensé en portugais à une quarantaine d'élèves. Cette tentative fut éphémère car les missionnaires furent décimés par les fièvres tropicales. L'influence du protestantisme s'est manifestée bien plus tard à partir du Nigeria avec les Anglais et du Togo avec les Allemands.

L'implantation définitive de l'Eglise catholique remonte au XIX^e siècle avec les Afro-Brésiliens comme principaux vulgarisateurs. Le 28 août 1860, la mission du Dahomey est érigée en vicariat apostolique par bref pontifical et le 14 avril 1861 un groupe de missionnaires fran-



Cour intérieure d'une villa à Ouidah.



Le temple de Ouidah.

La basilique de Ouidah

çais dirigé par le Père Borghero débarque sur la plage de Ouidah.

Les missionnaires furent reçus au fort français alors occupé par la maison Régis de Marseille puis s'installèrent jusqu'en 1865 au fort portugais alors vacant.

La première mission fut implantée à la limite ouest de la ville «à 1 200 m au moins du Fort portugais» au quartier Zomaï sur «un terrain de 100 m de côté environ, entouré d'un fossé profond sur trois côtés : est, sud, ouest. Du côté nord, entrée de l'immeuble, il n'y avait pas de fossé». Ces premières installations comportaient une maison à un étage bâti sur un rez-de-chaussée surélevé, une chapelle et un petit cimetière²².

Les missionnaires quittèrent ce quartier en 1871 et la mission de Ouidah sombra à nouveau dans la léthargie au profit de celle de Porto-Novo. En 1896 le gouvernement du protectorat octroya à la mission catholique la place de Jêgbé, ancienne place de réception de l'envoyé du roi d'Abomey, située au centre de la ville en face du temple aux pythons. Sur cet emplacement sera érigée l'église actuelle.

Sa construction fut entamée dès 1903 sous l'impulsion de Mgr. Dartois, vicaire apostolique. Elle fut achevée en 1909 et devint le 9 mai 1909 la première église consacrée du Dahomey.

C'est un édifice de conception néo-gothique marquée ici par un mouvement vertical et des percements en forme d'ogive. Son plan symétrique par rapport à l'axe de son unique nef est caractérisé par :

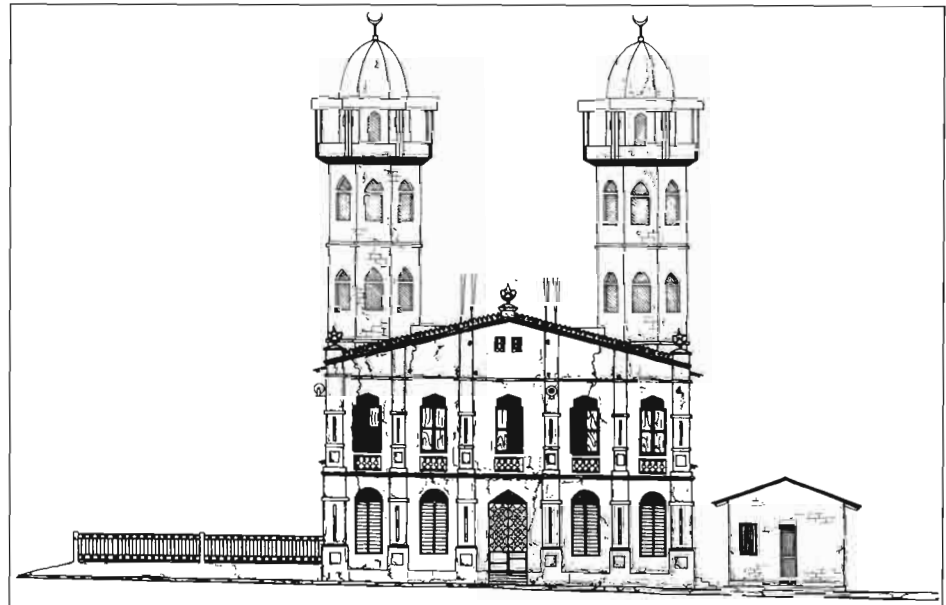
- une entrée principale encadrée d'une grande ogive à cannelures en gâble, et surhaussée d'un clocher,
- un faux transept qui lui confère une toiture en forme de croix,
- de grandes fenêtres ogivales latérales, à remplage et meneaux, surmontées de fenêtres circulaires décorées de vitraux,
- des murs renforcés par des contreforts avec des pinacles à gargouilles surhaussant la toiture et affirmant le mouvement vertical du bâtiment.

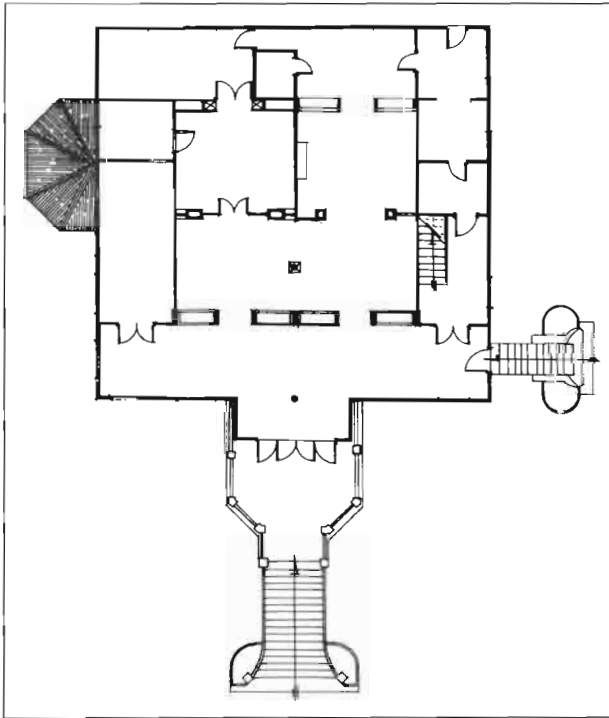
A l'intérieur, des colonnades à chapiteau en calice reprennent la structure de poutrelles métalliques qui porte le plafond en voûtes de bois lambrissé et disposé en croisées d'ogives. A l'entrée, le narthex est couvert par un plancher sur lequel siège la chorale ; l'autel est éclairé en arrière plan par une grande fenêtre ogivale, et séparé de la nef par une ogive.

Ouidah compte également nombre d'autres édifices religieux dont le vieux temple protestant construit en banco en 1905 et remplacé en 1953 par un nouveau bâtiment et la grande mosquée avec ses deux minarets encore en chantier au quartier Maro en 1990.

22. Cf. note de Mgr. Steinmetz, dans Agbo, C., *op. cit.*

La grande mosquée de Ouidah, façade.





*Plan de la résidence du
Commandant de cercle.*



*La résidence du
Commandant de cercle,
détail de la façade latérale.*

L'architecture coloniale : les bâtiments administratifs

Ouidah ne fut pendant la colonisation qu'un centre administratif de second ordre. L'administration coloniale, à son avènement en 1892, installa ses quartiers dans la partie est de la ville sur le plateau de Zomai, à côté du fort français toujours occupé par la maison Régis ; avec notamment la résidence et les bureaux du commandant de cercle, administrateur de la ville et de son arrière-pays, les bureaux des PTT et du Trésor, etc.

La résidence fut rapidement édifiée en 1894. Elle ressemble à ces bâtiments préfabriqués, conçus en plein âge d'or de l'architecture du fer en France et acheminés par bateau pour équiper les premiers postes des colonies. Ses deux étages sont portés par une structure métallique (poteaux, poutres et poutrelles) avec un remplissage en agglomérés de ciment pour les murs intérieurs et en béton pour les planchers. Les murs de façades sont constitués essentiellement de menuiseries persiennées. Le rez-de-chaussée est occupé par les services et dépendances de la résidence ; l'étage, desservi à partir de la cour par un escalier monumental, abrite les salles de réception. La couverture est en tôles ondulées et un lanterneau permet de ventiler les combles.

Cette bâtisse sert toujours de logement de fonction à l'administrateur de la ville.

En face de la résidence du Commandant de cercle furent bâtis les bureaux de son administration. Ici les murs sont porteurs et épais, faits de briques cuites. Les locaux sont en enfilade et une large véranda bordée de poteaux entoure le bâtiment. La charpente en bois présente quelque intérêt : elle comprend plusieurs noues. La couverture est en tôles ondulées. Les murs et les poteaux sont dépourvus de tout motif décoratif.

Cette architecture dépouillée et essentiellement fonctionnelle prend en compte un paramètre nouveau à l'époque mais propre à l'ère industrielle : la réduction des délais d'exécution.

*La résidence du
Commandant de cercle,
vue générale.*





*Ouidah, les anciens bureaux
du Commandant de cercle.*



*Ouidah, bâtiment colonial
préfabriqué.*



*Ouidah, l'ancien tribunal
transformé en école.*

Porto-Novo

Porto-Novo ne connut aucun fort ni comptoir regroupant les négociants européens par nationalités. Entrée tard dans le commerce des esclaves, pratiquement dans sa phase clandestine, cette capitale du royaume Goun, port fluvial sur le cours d'un fleuve dont l'embouchure est à Lagos, fut néanmoins prospère et devint une grande rivale de Ouidah grâce au système de la vente directe des esclaves. En effet celle-ci se faisait à Porto-Novo sans obligation de passer par les négociants du roi (contrairement à Ouidah). Ce système rendit plus compétitive la place de Porto-Novo et permit son rapide développement ²³.

Devant les appétits conquérants de ses voisins le roi de Porto-Novo tenta de s'appuyer sur les négriers. En 1775, il envoya une lettre au roi du Portugal où il vantait les avantages de la traite à Porto-Novo et demandait la construction d'une «maison forte», offrant de fournir la main-d'œuvre nécessaire aux travaux. Cette suggestion demeura sans suite. Il fit la même proposition à la France en 1780 par l'entremise du directeur du fort français de Ouidah ²⁴.

Dans son mémoire daté de 1791, M. Gourg, directeur du fort français, mentionne l'existence d'un projet de fort à Porto-Novo. M. Gourg rédigea ce mémoire à la suite de son expulsion par le roi Agonglo du royaume d'Abomey :

«M. le Directeur trouvera dans mes papiers et dans ma correspondance le projet d'établir un fort à Porto-Novo. Cet établissement me paraît indispensable. S'il est dans le cas de s'en occuper, il faut qu'il observe et garde le plus profond silence vis-à-vis des nègres du fort, parce qu'ils sont prévenus de cet établissement et qu'ils savent qu'il ne peut que leur être très préjudiciable. Il est même, je crois, de l'intérêt du commerce qu'il ait lieu, le fort de Juda tomberait nécessairement. Mais, ainsi que je l'ai annoncé, il ne faut pas songer à retirer les matériaux du fort de Juda, les nègres ne le souffriront pas, et la position du fort ne permet pas de chercher à tenter par la force ²⁵.»

Mais la France qui traversait une période d'instabilité n'accéda pas à cette demande.

23. En 1758, les esclaves s'y traitaient sur la base de 8 à 12 rouleaux de tabac alors que les enchères montaient jusqu'à 16 à Ouidah à la même époque. Cf. Verger, P., *op. cit.*

24. Verger, P., *op. cit.*

26. Cf. Akinjogbin, I.A., *Dahomey and its neighbours, 1708-1818*, Londres, 1967.

27. Le marché des esclaves était à l'emplacement des teinturiers dans le grand marché actuel.

25. Gourg, M., «Mémoire pour servir d'instruction au directeur qui succédera au comptoir de Juda», 1791, extrait du Mémorial de l'Artillerie de la Marine.

28. Simples appointements dont certains prirent l'allure de véritables wharfs. Quelques débarcadères furent reliés aux entrepôts par une voie ferrée : C^{ie} FAO et Armandon & C^{ie}.

Les factoreries et les maisons de commerce

Le royaume de Porto-Novo est entré en contact avec les Européens bien après celui de Savi. Les premières citations de cette ville dans les récits des voyageurs européens datent des années 1730.

Ici aussi les Portugais furent les premiers : chassés de la Côte de l'or par les Hollandais, ils étaient en quête de nouveaux sites pour leur commerce. L'appellation «Porto-Novo» leur serait due mais il n'y a pas unanimité sur la véritable signification de cette appellation et sur la date des premiers contacts ²⁶.

Ils eurent lieu vraisemblablement dans la seconde moitié du xviii^e siècle et probablement à Ekpè ou à Sèmè qui servaient de port maritime au royaume. Les transactions s'opéraient à Porto-Novo sur la place du marché devant le palais royal ²⁷ ; puis les produits de la traite étaient acheminés par voie lagunaire vers Sèmè qui sera par la suite relayé par les ports de Lagos puis Cotonou.

En 1810 les rois de Porto-Novo et d'Abomey envoyèrent chacun à Bahia auprès du vice-roi du Portugal des plénipotentiaires pour négocier pour le compte de leurs souverains respectifs l'exclusivité du commerce avec ce pays. Mais au cours de cette première moitié du xix^e siècle, le commerce de l'huile de palme prit la relève de celui des esclaves et, avec l'ère des factoreries, Porto-Novo parviendra à surclasser Ouidah.

Les frères Régis ouvrirent une représentation commerciale à Porto-Novo dix ans seulement après leur installation à Ouidah. Leur agent deviendra, à la signature du premier traité de protectorat avec la France en 1863, le premier consul français auprès du roi.

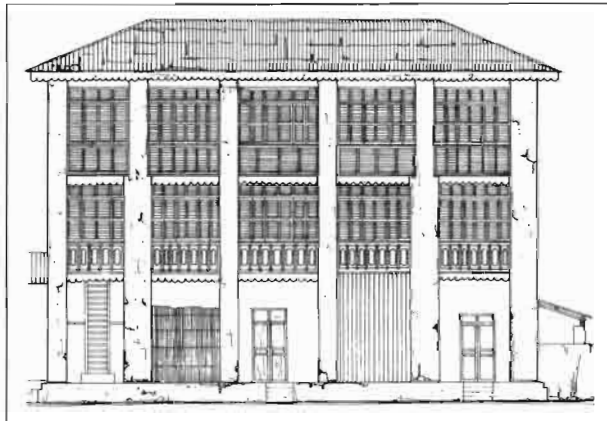
La ville comprenait deux secteurs pour le commerce : un secteur lagunaire et un secteur organisé autour du marché traditionnel. La lagune était alors l'unique voie par laquelle transitait tout le trafic, mais ses abords immédiats étaient marécageux et aucune factorerie ne put y être édifiée. Les négociants s'installèrent sur les terres stables avoisinant la berge, hors du lit de la lagune, sur des terrains cédés par le roi ou certains notables.

Les différentes installations commerciales étaient reliées à la lagune par des chemins sur talus aboutissant à des débarcadères ²⁸, ou à de petits canaux appelés *boaty* creusés dans la berge marécageuse et accessibles aux chalandes. Ces ouvrages étaient propres à chaque compagnie commerciale : on parlait de «pontons C^{ie} FAO», «pontons



Porto-Novo, l'avenue Doumergue.

Porto-Novo, façade d'un bâtiment construit par un riche commerçant vers 1895.



29. Cette concession donna au quartier, alors peu habité, sa vocation commerciale et le nom de son propriétaire : Kokoyé.

30. L'ensemble de la concession abrita les activités commerciales du fondateur jusqu'à sa mort en 1923. Il fut ensuite loué par l'administration coloniale pour abriter les services de «l'imprimerie du Gouvernement», avant de connaître plusieurs autres locataires dont un centre social depuis 1954.

John Holt», etc. ; il y avait à l'ouest de ce port fluvial l'apontement du gouvernement, relié au Palais du gouverneur par une avenue qui fut naturellement dénommée «avenue du Gouvernement» avant de porter le nom du gouverneur William Ponty.

Les représentations commerciales avaient une architecture plutôt hétérogène, due aux origines diverses des négociants. Les Afro-Brésiliens et les Portugais dont l'installation était plus ancienne, réalisèrent des constructions à l'architecture plus exubérante, image un peu plus riche, voire baroque, que celles d'Ouidah, et caractérisée par une profusion d'ornements, de moulures de volutes.

La communauté des intermédiaires du commerce fut agrandie par l'arrivée, vers 1885, de familles libanaises qui s'installèrent autour de la place du marché et en particulier sur l'avenue Doumergue.

Ils ne disposèrent ni de grandes concessions, ni d'apontements. Leur importance sur l'économie de la ville ira s'amenuisant avec l'arrivée des grandes compagnies françaises, anglaises et allemandes dont ils deviendront des distributeurs ou des sous-traitants. Ils réalisèrent des constructions en briques cuites, souvent à un étage, où logement, entrepôt et boutique étaient imbriqués.

L'un des rares édifices à deux étages de l'époque est l'œuvre d'un négociant originaire du pays mahi (à la lisière nord du royaume d'Abomey) et réfugié à Porto-Novo. Il fit construire ce bâtiment vers 1895 sur une grande concession située à 1 km environ au nord du marché et du palais royal et acquise quelques années plus tôt auprès d'une famille princière de Porto-Novo²⁹.

La structure du bâtiment est faite de gros poteaux en briques cuites. Les murs de refend et les cloisons sont, au rez-de-chaussée en briques cuites, et en panneaux pleins de bois au niveau des étages. Les planchers sont constitués de solives et de frises en bois massif ; la couverture est en tôles ondulées.

Les façades comportent, sur toute la hauteur des deux étages, et encadrés par les poteaux, de larges panneaux de menuiseries en bois massif, faites de fenêtres persiennées à vantaux ouvrants et d'allèges persiennées ou en panneaux pleins avec motif.

Ce dispositif permet le contrôle de la ventilation et de l'insolation des pièces par le jeu des persiennes et des vantaux ouvrants des fenêtres, supprimant ainsi la nécessité de construire la classique véranda périphérique, grande consommatrice d'espace, et propre à l'architecture coloniale³⁰.



*Maison de commerçant
afro-brésilien.*

*Maisons de commerce et
boutiques au voisinage du
quartier administratif de
Porto-Novo.*

*Maison de commerçant
afro-brésilien.*



Les compagnies commerciales européennes avaient besoin de vastes magasins pour le stockage des produits agricoles d'exportation, dont ils prirent peu à peu le contrôle de la commercialisation. Ils édifièrent donc des bâtiments utilitaires dont l'architecture était dénuée de toute prétention esthétique.

— Les installations de la CFAO

L'emplacement dans le quartier Hondji de la concession de la CFAO (Compagnie Française d'Afrique Occidentale) apparaissait déjà sur des plans datés du début du ^{XX}^e siècle ³¹ :

— projet d'assainissement des abords de la lagune établi en 1909,

— plan de la ville de Porto-Novo dressé en 1913.

La concession s'étendait jusqu'à la lagune et comprenait deux vastes entrepôts, des installations pour le traitement et le conditionnement des produits, et un bâtiment à étage avec au rez-de-chaussée les espaces de vente et des logements à l'étage. L'ensemble des installations était relié à l'apportement de la CFAO par une voie ferrée.

Le bâtiment principal (à étage) a été réalisé avec des pierres provenant de la région des plateaux située un peu plus au nord de la ville ; le soubassement est en briques, les poteaux et l'ossature des escaliers et du plancher haut du rez-de-chaussée sont en fer, la toiture en tôles ondulées.

Les autres bâtiments ont été construits en briques de terre cuite.

A l'origine, les trois parties du rez-de-chaussée étaient affectées à la vente en gros de riz, autres vivres, tissus et toiles. Il y avait un grand magasin de stockage des produits agricoles et, entre autres, un local pour le stockage des matériaux de conditionnement. Il existait aussi, derrière le grand entrepôt, un enclos qui servait de jardin potager ³².

31. Archives national du Sénégal, Dahomey, série P. 157-158, 1906-1913, Dakar, citées dans Sinou, A., Oloudé, B., *Porto-Novo: ville d'Afrique noire*, Marseille, Parenthèses, 1988, p. 175.

32. Après le départ de la CFAO de Porto-Novo vers 1930, la concession a été rachetée par un notable de la ville, l'écrivain Paul Hazoume, et a connu plusieurs affectations dont celles de collège d'enseignement puis d'école primaire. Aujourd'hui, l'ensemble est promis à la démolition.

33. Cet espace de transition est aussi une constante de l'habitat traditionnel dans le vieux centre ; il donne alors accès à la cour centrale et est le lieu où l'on vient accueillir l'hôte de marque avec les libations d'usage.

Les résidences particulières

Porto-Novo a été au ^{XIX}^e siècle une ville marchande très cosmopolite où, malgré le brassage des différentes communautés, transparaissait dans l'habitat une répartition en deux grandes zones :

— autour du vieux centre, au nord du palais royal et du marché (quartier Itagogo par exemple) se trouvaient les résidences des notables et riches commerçants originaires de la région ;

— la bourgeoisie métisse et certains commerçants originaires d'autres contrées s'étaient installés au quartier Oganla, autour de la mission catholique et à l'est de la zone administrative.

Les influences sur l'architecture de cet habitat sont aussi de deux ordres : l'influence européenne transmise à travers les villas de fonction des cadres de l'administration coloniale et, plus ancienne, typique et significative de cette époque, l'influence afro-brésilienne véhiculée par les esclaves affranchis et revenus du Brésil, et les descendants de la communauté portugaise. Leur volonté affirmée de vivre comme leurs anciens maîtres, leur statut d'intermédiaires et d'interprètes de la puissance coloniale en ont fait des modèles pour ceux qui voulaient faire montre d'une certaine richesse.

La maison afro-brésilienne est caractérisée au plan spatial par une succession de pièces s'ouvrant les unes sur les autres, dans une construction à un ou deux niveaux, avec une toiture à quatre pans au moins et plusieurs noues parfois. Elle est généralement construite directement à la limite de la rue, même quand le rez-de-chaussée ne sert pas de boutique, avec vue directe par de grandes fenêtres munies de jalousies.

L'entrée est marquée par un portail décoré d'un fronton portant la date de la construction, le nom et parfois la devise ou l'emblème du fondateur. Cette entrée donne sur une sorte de vestibule souvent sans mobilier qui commande les accès aux pièces de réception ou à la cour intérieure ³³.

La modénature est inspirée de l'architecture baroque et les couleurs vives des crépis (ocre, jaune, rouge, orange) confèrent à l'ensemble son cachet brésilien. Le bois est utilisé à profusion pour toutes les menuiseries, charpentes et faux-plafonds avec un souci de décoration que l'on retrouve dans le mobilier (buffet, armoires, lits, etc.).

Cette boiserie, largement entamée par les xylophages, pose de grands problèmes d'entretien aux descendants et

*Maison d'un riche
commerçant, cour intérieure*



*Maison d'un riche
commerçant, décor intérieur
et mobilier.*

constitue la première cause de la dégradation de cet habitat. La seconde est la désaffection des héritiers pour ce type de patrimoine qui les contraint à conserver un certain mode de vie. De plus, la maison devenue familiale, appartient à tout le monde et en réalité à personne quand il s'agit d'engager les frais d'une restauration. Néanmoins, il en existe en assez bon état, du fait précisément de l'attachement des héritiers à leurs «reliques».

Progressivement, cette influence afro-brésilienne va disparaître, même au niveau du savoir-faire des artisans et sera remplacée par un autre label de standing : l'habitat moderne de type européen, avec une transition dans la première moitié du xx^e siècle, par l'influence de l'architecture coloniale des résidences de fonction. Ici, le bâtiment, un simple rez-de-chaussée, est implanté au centre de la parcelle, devant un jardin d'agrément. Son plan prend en compte les prescriptions des services coloniaux de la construction qui d'ailleurs faisaient exécuter des plans-type : soubassement surélevé, grande hauteur sous plafond, présence de véranda et ventilation transversale par des ouvertures disposées en vis-à-vis. Il y a ici différenciation d'une «cour de service» avec un bâtiment séparé pour le logement des domestiques.

Ce style s'est répandu en particulier à l'ouest de la zone administrative (quartier Houenlinda par exemple). Avec l'apparition de la climatisation artificielle et, pour réduire les coûts de construction, la véranda va devenir une simple terrasse ; la hauteur des pièces et le nombre des ouvertures seront réduits.

L'architecture religieuse

De toutes les capitales de la traite sur la côte du Bénin, Porto-Novo est la plus influencée par l'Islam dont l'essor est associé à celui du commerce. En effet, bien que fondamentalement animiste, la population a été en contact avec l'Islam bien avant le xix^e siècle par le biais des marchands islamisés d'origine haoussa et yoruba, venant du Nigeria. Aussi son implantation comme nouvelle religion vers le milieu de ce siècle au sein de la population, grâce à l'importance grandissante de ces communautés, se fera-t-elle avec moins de heurts et de frictions avec les prêtres animistes qu'à l'heure du christianisme.

La communauté musulmane connut un nouveau souffle avec la conversion de certains Afro-Brésiliens ; nombre de ces derniers l'étaient déjà au Brésil, bravant en cela l'interdit de leurs maîtres, l'Islam étant pour eux la religion de la révolte, de la libération³⁴.

Ces Afro-Brésiliens, plus instruits et riches, tenteront de contrôler voire de diriger l'ensemble de la communauté ; mais, perçus comme des immigrés et des assimilés (par la civilisation occidentale donc chrétienne), ils rencontreront de farouches oppositions qui se traduiront par une scission du groupe. Chaque sous-groupe disposait de ses propres lieux de prière et s'efforçait d'obtenir la suprématie et la direction de la communauté. Ces rivalités s'exacerberont d'abord autour de l'édification de la première mosquée centrale de la ville vers 1880.

— La mosquée centrale

Peu après son arrivée sur le trône en 1848, le roi Sodji, devant la multiplicité des groupements de musulmans dans la ville, désigna un imam comme chef spirituel unique de toute la communauté et lui attribua, à proximité du palais royal, un terrain pour la construction d'une mosquée pouvant regrouper les croyants. Une première mosquée fut édifée sur ce site vers 1880. Son voisinage dans ce centre commercial avec les compagnies anglaises John Holt et John Walkden fut une des causes de sa reconstruction sur un autre site : les employés européens de ces maisons de commerce se plaignirent au roi de la grande gêne que leur causaient les appels du muezzin et sollicitèrent le déplacement de la mosquée.

Mais, la construction d'une nouvelle mosquée plus grandiose, pour répondre à l'attente des croyants de plus en plus nombreux, était déjà envisagée par la communauté musulmane. Celle-ci ne consentait pas pour autant à détruire l'ancienne. Elle ne se résolut à sa démolition qu'à cause des travaux d'ouverture de voies projetés par les autorités coloniales dans la zone en 1910 ; la mosquée était sur l'emprise de l'une de ces voies. Ceci hâta le démarrage des travaux de construction de la nouvelle mosquée centrale sur un terrain, don d'un Afro-Brésilien, qui jouxtait le marché central par le nord.

Avant l'établissement du projet définitif, une délégation fut envoyée à Lagos pour visiter la principale mosquée de cette ville³⁵. Ainsi, comme celui de Lagos, le nouvel édifice porte la marque de l'architecture brésilienne, en particulier de celle des églises de San Salvador de Bahia.

Démarrés avec, entre autres contributions, une subvention de l'administration coloniale, les travaux évoluèrent au coup par coup, au gré des donateurs ; les crises au sein de la communauté occasionnèrent plusieurs interruptions du chantier. Les autorités durent en 1925, après de

35. Il s'agissait de la mosquée Shitta.

34. Cf. Verger P., *Flux et Reflux de la traite des nègres entre le golfe du Bénin et Bahia de Todos os santos du XVIII^e au XIX^e siècle*, Paris, La Haye, Mouton, 1968.

vaines tentatives de réconciliation, prendre la direction des travaux.

L'ouvrage ne fut réellement achevé que vers 1935, mais la mosquée demeurera constamment en chantier avec de multiples et importantes extensions, notamment à partir de 1950.

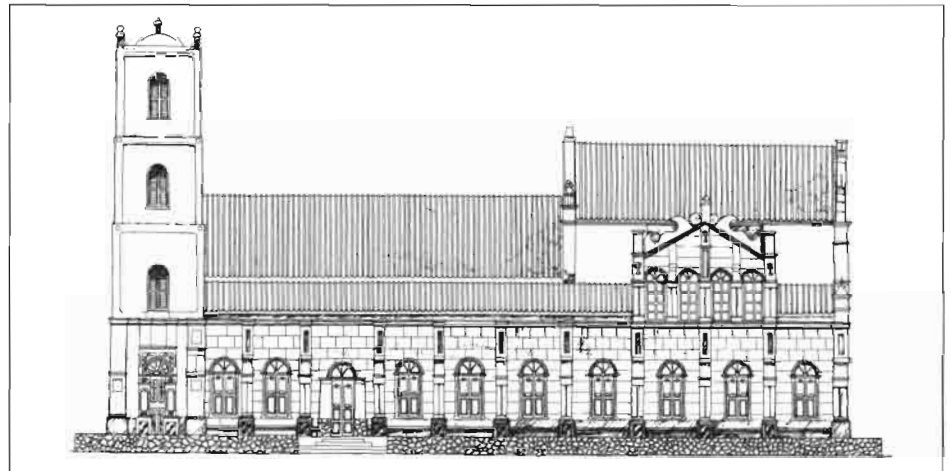
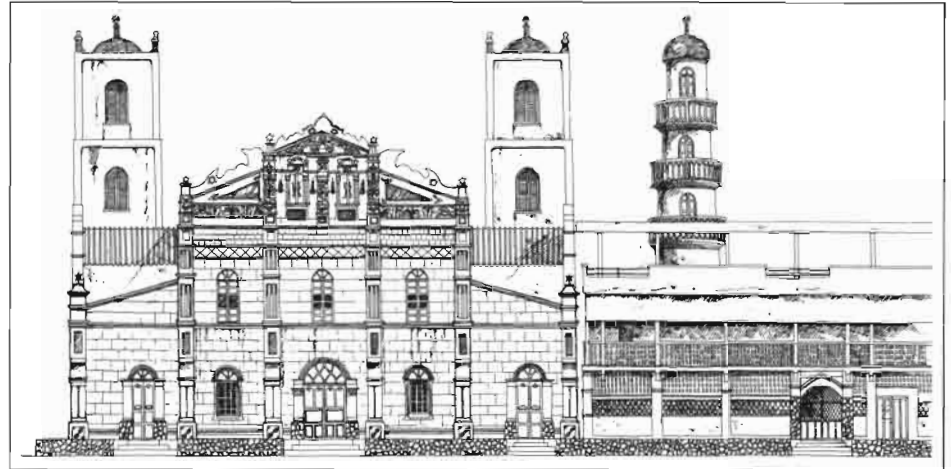
En 1990, elle se présente avec trois minarets et s'étend sur deux étages, avec une surface totale de planchers de plus de 3 700 m² revêtus de carreaux :

— La partie ancienne, réalisée en briques de terre cuite, comporte deux minarets ; sa salle de prière s'étend sur deux niveaux : le rez-de-chaussée et la mezzanine. L'ensemble est pris sous une grande voûte imprimée de motifs composés d'étoiles et d'écriture arabe. Cette voûte est recouverte à l'extérieur d'une couverture récemment restaurée en bacs aluminium. La façade sud est constituée d'une large galerie bordée d'une rangée de colonnes ouvragées, surmontées d'arcades plein cintre.

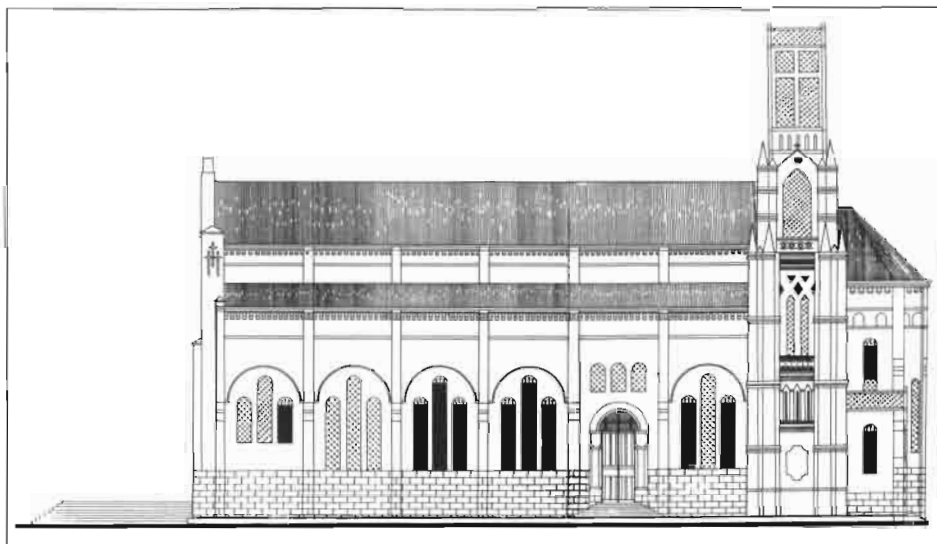
— Les extensions, de type «architecture moderne», s'articulent autour d'un patio ; l'ensemble masque la façade sud de la partie ancienne. Ces extensions s'élèvent sur deux étages et ont été réalisées globalement en deux phases : la partie est avec un minaret presque dans l'alignement des deux premières, et la partie ouest, la plus récente.

La communauté musulmane a aujourd'hui une place prépondérante dans la ville par le nombre et la richesse de ses membres ; le commerce reste leur activité principale. Leurs nombreuses et substantielles souscriptions volontaires permettent d'assurer l'entretien de cet important patrimoine dont la partie ancienne demeure le fleuron de l'architecture afro-brésilienne de la ville.

Le démarrage des travaux de construction de la grande mosquée de Porto-Novo a aussi incité la communauté catholique à mettre en chantier son projet de construction d'une nouvelle église plus importante en 1925. Est-ce aussi par réaction que son architecture fut si différente ?



Porto-Novo, La grande mosquée, façade principale et façade latérale.



La cathédrale de Porto-Novo, façade latérale.



Porto-Novo, l'entrée d'une petite église.

— La cathédrale de Porto-Novo

L'installation de missionnaires chrétiens remonte au milieu du ^{xix}^e siècle. Les protestants ont commencé leurs activités d'évangélisation à partir de Lagos et de Badagry, avant de s'installer en 1851 en plein cœur de la cité, au quartier Houèzoumè, près du marché. Leur action connut néanmoins une éclipse de 1867 à 1871, à cause notamment des conflits avec les chefs religieux traditionnels. Ils construisirent en 1924, à la place de leur premier établissement, un temple dénommé «cité de Grâce».

L'implantation des catholiques s'est réalisée à partir de Ouidah en 1861, avec les missionnaires de la congrégation de Lyon.

Ils s'établirent à la périphérie ouest de la ville, au nord des installations portuaires des maisons de commerce et ouvrirent une école dès 1865. Malgré les oppositions des chefs religieux traditionnels, une chapelle put être édiflée en 1877, sur un terrain donné par le roi. En réalité, le souverain ne passait outre l'avis de ses dignitaires que par nécessité diplomatique : sauvegarder ses bonnes relations avec les commerçants européens afin d'obtenir leurs appuis et ceux de leurs nations respectives dans le bras de fer qui l'opposait au roi d'Abomey.

Les premières constructions des missionnaires catholiques étaient essentiellement en nervures de palmier. Autour de cette mission s'organisera la cité «blanche» avec les représentants des maisons de commerce et de l'administration coloniale, les Afro-Brésiliens qui, vers la fin du ^{xix}^e participèrent à la construction d'un lieu de culte plus important et en matériaux plus résistants.

La construction d'une église imposante, dont la capacité d'accueil serait en rapport avec l'importance et la notoriété acquise par la communauté catholique, ne fut envisagée que vers 1920. Les travaux commencèrent en 1925 sous la direction du Père Aupiais en mémoire duquel une statue fut édiflée et scellée en face du clocher de la nouvelle bâtisse.

Ils furent achevés en 1940 et l'église inaugurée en 1942 par une cérémonie d'ordination de prêtres originaires du pays. Elle fut dédiée à la Vierge Marie et devint une église épiscopale. Le parti architectural fut probablement de réaliser un bâtiment impressionnant par sa taille et non par la richesse de sa décoration. Un autre savoir-faire a été ici mis en œuvre ici, celui de l'agencement des pierres et de l'emploi du béton. La modénature, bien que d'origine européenne, ne se rapporte pas à un ordre ou un style

particulier même si l'on relève quelques réminiscences de l'art roman.

C'est une église à nef unique, construite sur un plan symétrique, mais avec une tour excentrée qui sert de clocher. Sur le parvis, trois grandes portes percent l'écran de la façade et permettent d'accéder au narthex.

Deux rangées de poteaux, imposants par leur taille et reliés par des arcades plain-cintre, séparent la nef de ses vaisseaux latéraux et supportent la toiture en feuilles de zinc. L'ancienne chaire, entièrement en bois, est bien ciselée. Les murs sont percés d'ouvertures plus hautes que larges, terminées chaque fois par un arc. Les claustras de ces ouvertures ont été remplacés, lors de récents travaux de réfection, par des lames de verre orientables sur des châssis Naco.

Les bâtiments administratifs

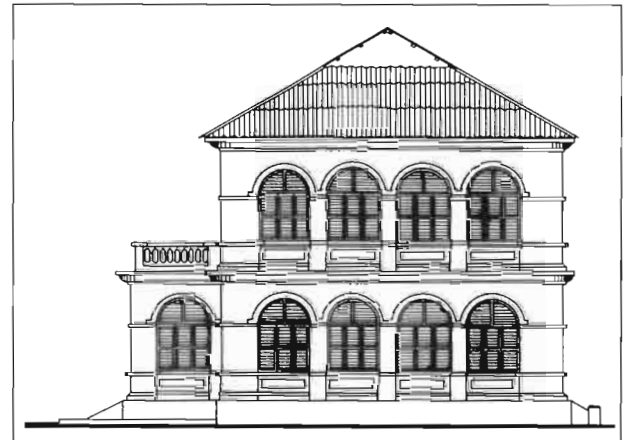
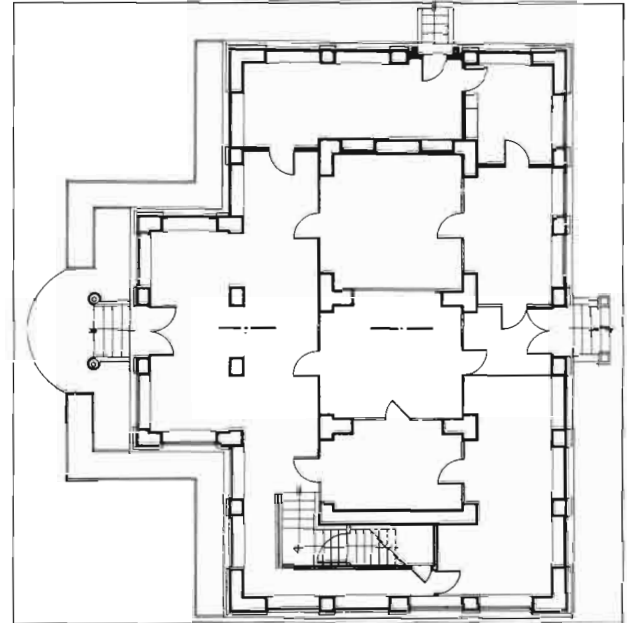
Porto-Novo a été la capitale du Dahomey et est encore aujourd'hui, bien que la plupart des centres de décision aient été transférés à Cotonou, la capitale administrative du pays. Elle a donc abrité toute l'administration centrale de la colonie et a bénéficié, à ce titre, de la réalisation de nombreux équipements.

Le quartier administratif s'est développé à l'ouest de la cité des rois, sur un plateau alors libre de toute habitation. Les premières constructions furent des casernements pour l'armée qui, avec Porto-Novo comme base arrière, devait conquérir le royaume d'Abomey en 1892 puis pacifier le nord du pays.

Ainsi donc, l'architecture produite par la puissance coloniale sera d'abord le fait des militaires, selon une conception déjà éprouvée aux Antilles françaises et au Sénégal, qui aboutit à l'exécution de plans-type pour les colonies. La contrainte essentielle fut la création d'un confort climatique naturel, en trouvant des solutions à la chaleur et à la moiteur caractéristiques des tropiques ; mais les préoccupations hygiéniques furent tout aussi importantes :

- pièces en enfilade avec des ouvertures en vis-à-vis sur des parois opposées pour assurer un maximum de ventilation,
- véranda sur tout le pourtour du bâtiment pour la protection contre les rayonnements directs du soleil,
- orientation adéquate du bâtiment tenant compte de la course du soleil et des vents dominants,
- grande hauteur sous plafond dans les locaux,

Un bâtiment public dans la zone administrative, plan et façade.



— surélévation dans certains cas du rez-de-chaussée par un soubassement en pierres. Ce dernier point fut surtout observé à Cotonou.

Le bois et le fer comme matériaux de structure furent assez rapidement abandonnés au profit de la brique cuite, de la pierre et enfin du béton. Les tuiles, les feuilles de fibrociment et la tôle de zinc s'utilisaient souvent, même après l'apparition de la dalle en béton à laquelle une légère couverture en tôles servira souvent d'étanchéité et de création de combles ventilés pour assurer l'isolation thermique.

L'étage, en général destiné au logement du chef de service, était quant à la distribution des pièces, construit à l'identique du rez-de-chaussée.

Malgré cette codification des constructions, quelques variations sont repérables au niveau du vocabulaire de cette architecture. Les bâtiments sont, pour la plupart, inspirés de l'architecture des pavillons de campagne avec pour toute décoration des linteaux en arc (plein cintre ou anse de panier), des lambrequins ouvragés avec des arceaux, une toiture à pans multiples munie d'un dispositif de ventilation. La forme des linteaux à l'étage est en général différente de celle du rez-de-chaussée.

Quelques rares bâtiments portent des réminiscences du classicisme avec des façades rigoureusement symétriques, décorées de balustres, de moulures et de frontons.



L'ancien Hôtel de ville de Porto-Novo.

L'hôtel du chef de service des douanes.

Pendant les deux premières décennies de la colonisation, l'administration a réalisé un programme important d'équipement dont la résidence du gouverneur, construite en 1912 mais offrant peu de particularité, l'hôpital municipal, à l'origine réservé aux militaires et conçu comme un casernement, qui a été réaménagé et agrandi.

L'école primaire supérieure Victor Ballot, construite en 1913, puis transférée dans de nouveaux locaux en 1952, deviendra, après l'indépendance, le lycée Béhanzin. Un projet d'hôtel du chef de service des douanes fut établi en 1913 et réalisé peu après.

L'administration sera obligée, pour satisfaire ses besoins en locaux, de louer des bâtiments auprès de riches commerçants qui investissent leurs bénéfices dans la construction (IFAN et Imprimerie du gouvernement par exemple).

La citée «blanche» contrastera avec le reste de la ville par sa faible densité, ses larges rues ombragées, ses jardins et places publiques plantés et bien entretenus.

Aujourd'hui, ce patrimoine abrite encore des services administratifs ; son entretien est sommaire et il souffre de tous ces réaménagements et extensions qui le dénaturent souvent.



Grand-Popo et Agoué

La traite eut aussi Grand-Popo et Agoué comme rades commerciales sur la partie ouest de la côte du Bénin. Ces deux cités voisines, génériquement appelés «Popo» par les Européens, devinrent des villes secondaires d'enca-drement de la colonisation avant de sombrer dans une lé-thargie qui perdure encore.

Les relations commerciales de cette région avec l'Eu-rope étaient déjà bien établies au XVII^e siècle, avant donc l'entrée en lice de Porto-Novo. Dans son journal daté du 5 juin 1660 et cité par A. Van Dantzig³⁶, Jasper Van Heu-sen parle d'un comptoir construit par les Hollandais à Popo où ils pratiquaient surtout le commerce des armes à feu. Le R. P. Labat³⁷, décrivant le site comme une île, indique la présence d'un petit comptoir français (réduit à une seule case) tenu par deux commis qui dépendaient du directeur du comptoir de Ouidah. Il s'agit probablement de Grand-Popo qui a encore aujourd'hui une configura-tion de presqu'île prise entre la mer et l'un des bras du fleuve Mono.

Sa rade, plus sûre parce que éloignée des centres ner-veux de la région, a longtemps servi à l'économie de traite avec plusieurs succursales de compagnies installées à Ouidah puis à Porto-Novo et Cotonou.

Ils étaient regroupés au quartier Gbecon, à côté du marché central et face à la plage.

L'architecture de ces constructions s'apparente à celle observée à Ouidah : maisons à un étage construit en briques cuites avec le plancher en bois.

De ce quartier, il ne reste aujourd'hui que quelques bâtiments inhabités, qui seront à leur tour engloutis par suite de l'érosion côtière, phénomène amorcé à la fin des années cinquante et qui est très actif à Grand-Popo.

A son avènement, l'administration coloniale s'est ins-tallée à l'ouest de ce quartier avec des équipements aujourd'hui désaffectés et en ruine (bureaux de la subdi-vision administrative, résidence de l'administrateur, tribu-nal, etc.). Une rue principale traversait toute la ville et menait au quartier Gbecon. Les bâtiments de l'école sont semblables à ceux de certaines écoles de Ouidah et de Cotonou, construites à la même époque.

Les premières missions catholiques et protestantes, construites en bordure de la plage, ont été emportées par la mer, de même que la première école qui était un bâti-ment à un étage.



36. Van Dantzig, A., *op. cit.*, p. 213.

37. Labat, J.B., *op. cit.*

*Ecole primaire de
Grand-Popo.*

On retrouve ce type de construction à
Ouidah et Cotonou.

*Construction abandonnée en
bord de mer à Grand-Popo.*





*Résidence particulière à
Agoué.*

38. La chapelle fut édifée à l'emplacement du mémorial à J. d'Almeida.

39. Devenue trop exiguë, elle fut presque entièrement démolie en 1988 dans le cadre d'une opération d'élargissement de sa nef.

La rade maritime d'Agoué, à cause de sa proximité avec celle de Grand-Popo (une quinzaine de kilomètres), ne fut jamais aussi florissante que sa voisine, dont elle apparaissait comme une annexe. La ville elle-même était surtout une zone résidentielle où s'installa et s'illustra la petite bourgeoisie commerçante de la région dont une importante colonie afro-brésilienne (Olympio, d'Almeida, etc.).

Agoué est surtout l'un des berceaux de la chrétienté au Bénin. Une première chapelle fut construite en 1835 par Joachim d'Almeida de retour du Brésil³⁸.

L'église actuelle a été mise en chantier en 1880 ; construite en forme de croix latine avec un transept au niveau de l'autel et un clocher à l'entrée dans l'axe de la nef, sa réalisation ne souffrit pas d'interruption³⁹.



Eglise d'Agoué

Cotonou

Cotonou est la ville coloniale par excellence ; sa création dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, résulta des multiples rivalités et des compromis entre les royaumes et les puissances intéressés par la traite dans la région. Ainsi, d'un simple village de pêcheurs à l'embouchure du fleuve Ouémé, l'administration coloniale a fait de Cotonou le port de la colonie sur l'Atlantique et par suite la capitale économique et la ville la plus peuplée de la colonie du Dahomey.

La vocation commerciale de Cotonou remonte au règne du roi Gezo du royaume d'Abomey qui chercha, par cette rade, à contourner le blocus dont Ouidah faisait l'objet à cause du trafic clandestin de la traite négrière. Avec son ami et grand négrier Francisco de Souza, ils fondèrent un village d'esclaves sous la responsabilité de Yêkpê Zinsou, escorte d'esclaves du roi. Mais ce commerce était déclinant et cette rade fut surtout celle du commerce des produits du palmier à huile.

Soucieuse de se soustraire à la pesante tutelle des douanes anglaises pour le transit par Lagos, les grandes compagnies commerciales avaient peu à peu opté pour la rade de Cotonou au XIX^e siècle avant la conquête coloniale et obtinrent en 1864 une cession de la plage.

Néanmoins, la vocation commerciale ne connut pas de prime abord un développement spectaculaire, Mgr. Steinmetz ne dénombra en 1892 que cinq succursales de compagnies commerciales installées à Ouidah ou à Porto-Novo (entre autres Fabre, Régis, Béraud et Bauchellin).

Un wharf fut projeté pour faciliter les opérations portuaires et le débarquement des troupes ; sa construction, débuta en 1891 et il fut ouvert au trafic commercial le 7 mai 1893.

A partir de 1899, les navires pouvaient accoster à Cotonou au rythme d'un navire par mois. De ce fait la ville commença à se développer autour du wharf et le long de la plage sur la rive ouest de la lagune. Les constructions furent pour la plupart essentiellement de type « architecture utilitaire » sans autres prétentions esthétiques : grands hangars servant d'entrepôts aux établissements commerciaux alors installés à Porto-Novo, résidences des Européens, agents et représentants de commerce.

La ville européenne se développa d'abord vers l'ouest dans une zone située entre la plage et la voie ferrée me-



Deux bâtiments administratifs à Cotonou.





*Eléments de modénature de
la période coloniale sur la
côte du Bénin.*

nant au wharf, le quartier dit «indigène» étant implanté au nord de cette voie.

En 1902 fut construite une mairie, la chambre de commerce déménagea de Porto-Novo en 1920, et intégra une sorte de mosquée surplombant la mer ; cette architecture de type mauresque apparaît encore aujourd'hui comme une exotique incongruité dans cet environnement de grandes bâtisses disgracieuses.



*Cotonou, Hôtel de la plage,
façade et vue intérieure, 1934.*



*La Chambre de Commerce
de Cotonou.*



— *La capitale de la Colonie du Dahomey*

La rivalité des trois principales villes du sud du Dahomey pour le choix de la capitale de la colonie remonte à 1893, année où les autorités s'interrogèrent sur le site idéal d'une capitale. Plus tard, après l'annexion d'Abomey, le gouvernement de la colonie hésita longtemps avant de se fixer un chef-lieu définitif. Porto-Novo était tenue pour insalubre ; Cotonou, plus en position centrale sur la cote et plus neutre eu égard aux oppositions dans la région, n'était encore qu'une petite agglomération entourée de marécages et sans équipements. Ouidah ne fut pas retenue bien qu'elle abritât l'état major du corps expéditionnaire français chargé de la pacification de tout le pays après la chute de Béhanzin.

Pour des raisons essentiellement géopolitiques telles que la suzeraineté d'Abomey sur Ouidah et la résistance passive de certaines grandes familles de dignitaires du royaume, l'accord de protectorat de la France avec le royaume de Porto-Novo, etc., et compte tenu des infrastructures immobilières déjà en place, Porto-Novo l'emporta. Mais à partir de 1940 et malgré un site extrêmement plat et marécageux, Cotonou rivalisera avec la capitale grâce notamment au chemin de fer opérationnel en 1929 et, assurant la liaison avec Porto-Novo, la construction du pont de Cotonou en 1930. A partir de la construction du pont de Porto-Novo en 1938, la ville amorcera une longue phase de déclin. Il se cristallisera à travers le transfert progressif et constant des activités économiques⁴⁰ puis des fonctions politiques vers Cotonou.

La construction du port en eau profonde à partir de 1959 permettra à Cotonou de définitivement éclipser Porto-Novo.

Ainsi, Ouidah première ville de la côte du Dahomey à entrer en contact avec les Européens, premier centre d'évangélisation et de scolarisation, a depuis la colonisation souffert de la désaffection de ses fils, désaffection qui accélérera son déclin, n'en faisant qu'une ville assoupie, ne s'animant que sporadiquement lors des enterrements et des cérémonies cultuelles.

Porto-Novo a su, malgré le poids grandissant de Cotonou, continuer à profiter de ses liens commerciaux multi-séculaires avec le Nigeria, et à se trouver une nouvelle vocation de ville-dortoir.

40. De 34 000 tonnes en 1895 le trafic du port lagunaire de Porto-Novo chute à 6 700 tonnes en 1940 alors que Cotonou passait de 12 000 à 146 000 tonnes.

Le Nigeria

par Alan Vaughan-Richards

Les Portugais

La ville de Bénin

Grâce à ces innovations que constituaient la voile latine et la boussole, les caravelles portugaises purent atteindre Bénin en 1482. Des relations diplomatiques furent établies avec le roi de Bénin et des missionnaires furent dépêchés sur place, ils baptisèrent une partie de la population locale et lui apprirent à lire et à écrire. Une «fabrique» (comptoir) fut établie en 1482, mais elle fut abandonnée en 1520. On en installa d'autres, principalement pour le commerce du poivre et de l'ivoire, puis pour le commerce d'esclaves destinés aux plantations créées à Sao Tomé et ensuite aux Amériques. Les Portugais contrôlaient les 2000 milles de la côte guinéenne, sur laquelle ils prétendaient, au XVI^e siècle, avoir la juridiction exclusive, bien que ce droit eût été maintes fois mis en cause, notamment par des navigateurs interlopes d'autres nationalités. L'un d'entre eux, un Hollandais, décrivit ainsi la ville de Bénin :

«La cité semble fort grande, quand on y pénètre, on s'engage dans une grande et large rue, non pavée [...] qui va tout droit, sans tourner ; [...] on pense qu'elle fait un mille de longueur [un mille hollandais = 6,5 km]. A la porte par laquelle je suis entré à cheval, j'ai vu un rempart très haut, de terre très épaisse, avec un fossé très large et profond, mais qui était à sec et plein de grands arbres [...]. Au-delà de cette porte, il y a une grande suburbs ; lorsqu'on est dans la grande rue sus-mentionnée, on voit beaucoup de rues larges sur les côtés de celle-ci, qui vont aussi tout droit, mais dont on ne voit pas le bout à cause

Carte de côte de Guinée, de
la Gambie au Gabon, par
Jan Jansson, 1652-1658.



de leur grande longueur [...]. Les maisons de cette cité sont en bon ordre, l'une à côté de l'autre et de la même hauteur, comme le sont les maisons en Hollande, des maisons comme en ont les gens de qualité [...] avec deux ou trois marches pour monter et, devant, comme une sorte de galerie où on peut se tenir au sec ; laquelle galerie est nettoyée chaque matin par leurs esclaves, et l'on y étend une natte pour que les hommes s'asseyent dessus. Dedans, leurs chambres sont carrées, ayant au-dessus un toit qui n'est pas fermé au milieu, auquel endroit la pluie, le vent et la lumière entrent, et c'est là qu'ils reposent et mangent leur viande ; mais ils ont aussi d'autres endroits, des cuisines et autres pièces.

La cour du Roi est très grande, ayant dedans beaucoup de grandes places carrées, avec tout autour d'elles des galeries où on monte toujours la garde. J'ai tant pénétré dans la cour que j'ai traversé quatre de ces grandes places, et où que je tournais mon regard je voyais des portes et encore des portes, pour aller à d'autres endroits. [...] Il semble que le Roi eût beaucoup de soldats, et aussi des gentilshommes qui, lorsqu'ils viennent à la cour, montent des chevaux.»

Les civilisations que les Portugais et d'autres Européens rencontraient le long des côtes africaines n'étaient pas bien différentes des leurs qui sortaient à peine du moyen âge.

La demande d'esclaves augmenta rapidement au XVII^e siècle et le monopole des Portugais céda sous la pression de la compétition croissante des Français, des Anglais et des Hollandais. Les marchands d'esclaves recherchaient des artisans qualifiés, des menuisiers et des forgerons, pour lesquels on pouvait obtenir un bon prix en Amérique du Sud où ils bâtissaient de belles villes. Les navires, eux, jetaient l'ancre loin des villages indigènes où les marchands négociaient l'achat d'esclaves avec les chefs locaux. Ce commerce qui, jusqu'alors, se faisait vers le nord, à travers le Sahara, s'orientait maintenant vers le sud, traversant des forêts tropicales peu habitées et des marécages pour atteindre les communautés marchandes de la côte.

Lagos

Les Portugais connaissaient la lagune du Lagos, le «Lago de Curamo» et son entrée, le «Rio de Lagos». Cependant, la ville de Lagos n'est pas mentionnée dans les premiers documents. La raison en est peut-être la suivante : bien que l'explorateur portugais Sequesta ait dé-

couvert «une île en partie submergée, entourée d'une mangrove plus ou moins profonde», où les caravelles allaient par la suite faire une brève escale pour être carénées, les bancs de sable rendaient l'accostage difficile et dangereux et les marchands préféraient mouiller à quelque distance des côtes.

Whydah (Ouidah), puis Badagry, devinrent les principaux points de contact avec le vieil empire d'Oyo car, la forêt tropicale s'arrêtant là, on pouvait utiliser des chevaux pour le transport des hommes et des biens.

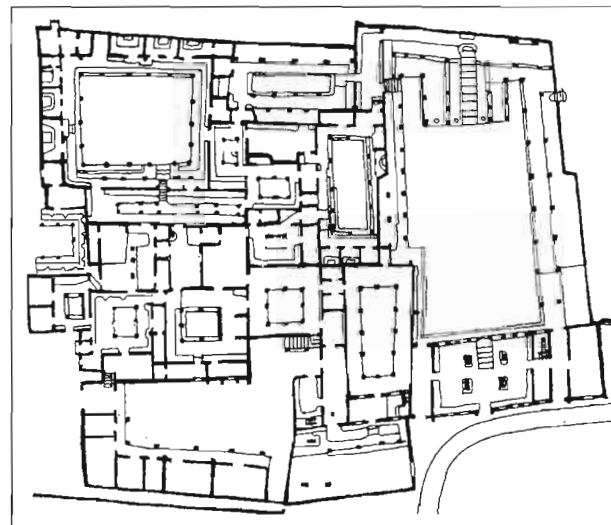
Les îles Iddo et Eko (Lagos) avaient été aménagées et cultivées par des Awori Yoruba venus de Isheri qui se trouvaient à quelque vingt kilomètres au nord. Ils pensaient être en sécurité sur ces îles mais, au milieu du ^{xvi}e siècle, elles faisaient déjà partie de l'empire de Bénin.

En 1603, Andreas Josua Ulsheimer, le médecin allemand d'un navire hollandais, décrit Lagos comme une grande ville-frontière de l'empire de Bénin, entourée d'une palissade. Un autre voyageur, Adams, dans le récit qu'il fit des périples effectués entre 1786 et 1800, écrit ceci :

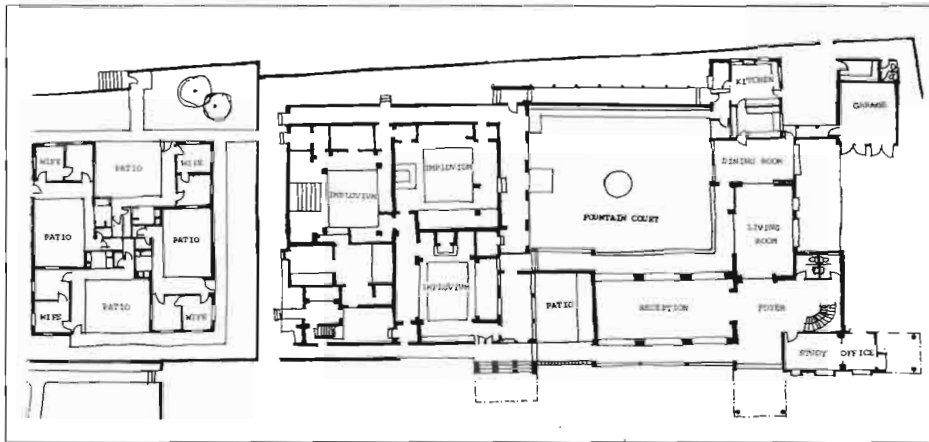
«La ville de Lagos est bâtie sur un banc ou une île qui semble avoir été formée dans le lac Cradoo (Ikorodu) par des remous ou des tourbillons après que la mer et les pluies saisonnières sont venues à bout de la frontière qui le séparait de l'océan. L'île est de dimensions réduites, située à environ quatre milles de la mer, et son sol n'est qu'à un pied au-dessus de l'eau à marée haute ; le lac étant si peu profond que seuls les navires de dix ou quinze tonnes peuvent s'approcher de la ville. Un intense trafic d'esclaves avait lieu ici [...] et les gens de Lagos ont toujours préféré être des marchands et non des courtiers. C'est pourquoi ils s'en vont en canoë à Ardrah (Porto Novo) et à Badagry, ainsi que dans les villes situées à l'extrémité nord-est du lac Cradoo, pour acheter des esclaves, de la toile de Jaboo (Ijebu) et autres articles de consommation courante. Les biens nécessaires à la vie de tous les jours sont ici abondants et bon marché [...]. Ce sont ces gens (les Jaboo) qui envoient à Lagos et à Ardrah cette toile que les marchands portugais du Brésil achètent pour leurs marchés, et qui est fort prisée par la population noire.»

Lagos acquit une place importante dans la région à la fin du ^{xviii}e siècle, grâce à l'oba Akinsemoyin et à sa façon habile de conduire les affaires de la ville. Alors qu'il était en exil à Badagry, il se lia avec des marchands portugais qui faisaient aussi du commerce d'esclaves et, lorsqu'il put retourner à Lagos, il les amena avec lui et leur accorda le

Plaque en bronze représentant l'entrée du Palais de l'oba de Bénin.



Plan général du Palais de l'oba d'Akure.



Palais royal de l'oba de Lagos, plan général d'après un relevé de 1891.

Maison portugaise dans le quartier brésilien de Lagos.



monopole du commerce de sa ville. Ce sont eux qui introduisirent le style portugais dans l'architecture locale. Ils offrirent à l'oba des tuiles et des colonnes pour la reconstruction de son palais qui avait été bâti selon la tradition de Bénin. Les autochtones, les marchands d'abord, puis la noblesse, finirent par adopter les arcades et les tuiles de toiture qu'ils ajoutèrent à leurs *compound* traditionnels, tout en évitant soigneusement de paraître vouloir rivaliser en magnificence avec le palais de l'oba, car pour un défi pareil ils encourageaient la peine de mort. Les tuiles présentaient plusieurs avantages : elles étaient plus résistantes et plus durables que le chaume qui devait être remplacé fréquemment, et elles offraient une meilleure protection contre les nombreux incendies provoqués par le maniement imprudent du feu de bois dans les cuisines et par le goût immodéré des habitants pour les feux d'artifices et les armes à feu. Les marchands portugais s'installèrent autour du Campos Square, dans une aire que l'on a appelée depuis «la ville portugaise». Leurs maisons simples, à un seul niveau, alignées le long de rues bordées d'arbres, rappelaient les villes provinciales du Portugal.

Le chef Oloye Daniel Contad Taiwo (alias Taiwo Olowo), fils de Oluwole, l'olofin de Isheri, arriva à Lagos en 1843 pour apprendre le tressage des paniers. Il apprit vite ce métier et s'établit à son compte. Le chef Faji lui fit don d'un terrain sur lequel il bâtit son *iga*, le siège de la famille, dans une rue qui allait porter son nom. Cette *iga* est un exemple typique de l'influence portugaise : une façade à arcades et, à l'arrière, un *compound* traditionnel.

Des restes de maisons portugaises, plus précisément de demeures des XVIII^e et XIX^e siècles ayant appartenu aux marchands d'esclaves brésiliens, se trouvent le long de la côte, dans des localités comme Epe où l'oba Kosoko s'était réfugié en 1852 pour échapper aux Anglais, et Lekki, son port. Bon nombre de ces maisons ont été pillées. Les briques et les tuiles que l'on avait fait venir de l'étranger ont été enlevées et réutilisées dans des constructions plus récentes. Les cocotiers élancés qui dressent leurs troncs souples à côté des ruines, prouvent que les nouvelles espèces de plantes introduites par les Portugais, telles le maïs et le manioc qui allaient devenir des ressources naturelles de base, étaient des valeurs plus solides et plus durables que leurs marchandises.

Les marchands

Dans la région du delta, où des Etats-cités prospères, Calabar, Warri, Bonny et Brass, s'étaient constitués et fournissaient des esclaves de l'intérieur, les marchands anglais durent, après l'interdiction de la traite des Noirs en 1807, se convertir au «commerce licite», dont le principal produit à l'exportation était l'huile de palme. Celle-ci était fort recherchée par l'industrie européenne naissante pour la lubrification, l'huile minérale n'étant pas encore exploitée, ainsi que pour la fabrication du savon et des bougies. Alors que les esclaves étaient une cargaison facile à constituer et à charger, il n'en était pas de même des produits «licites». Pour ceux-ci, les bateaux devaient souvent rester ancrés des mois entiers dans quelque port en attendant de réunir la quantité nécessaire. Le commerce à terre était effectué par des indigènes et une *comey* — taxe à l'exportation — était payée aux chefs locaux. Aux premiers temps du commerce maritime, les navires jetaient l'ancre, enlevaient leur mât de hune et couvraient le pont de nattes de raphia, le transformant en une échoppe flottante. L'équipage descendait à terre, ne laissant à bord que les préposés au commerce. Cette pratique est à l'origine des pontons flottants, car il ne fallait pas que les navires en état de tenir la mer restent longtemps inactifs. Dans les endroits relativement sûrs, on créait des postes côtiers ou *beaches*, pour lesquels on utilisait les constructions existantes.

En 1831, les frères Lander vinrent en Angleterre en annonçant que le fleuve Niger déversait ses eaux dans le delta. En 1834, McGregor Laird mit en service le premier bateau métallique de mer à vapeur qui remonta le Niger, mais cette expédition coûta la vie à plus d'un tiers des Européens qui y prirent part. Une autre expédition, entreprise vingt ans plus tard sous la direction de Baikie, a soigneusement étudié le Niger et fondé un port commercial à Lokoja. Vers 1857, le *Dayspring*, le bateau à vapeur de Laird, dont le second était le lieutenant Glover, remonta le fleuve jusqu'à Jebba. Cette fois-ci, grâce à la quinine, il n'y eut pas de victimes parmi les Européens.

Rassuré par les bons résultats de ce voyage, le gouvernement britannique signa un contrat avec Laird pour le déplacement annuel dans cette région de l'un de ses navires marchands. L'ère du monopole des intermédiaires africains des Etats côtiers était révolue. La compagnie maritime anglaise African Steam Co. avait déjà créé, en 1852, un service régulier de bateaux à vapeur. Ainsi les



La marina de Lagos vers 1900 avec les maisons de commerçants.

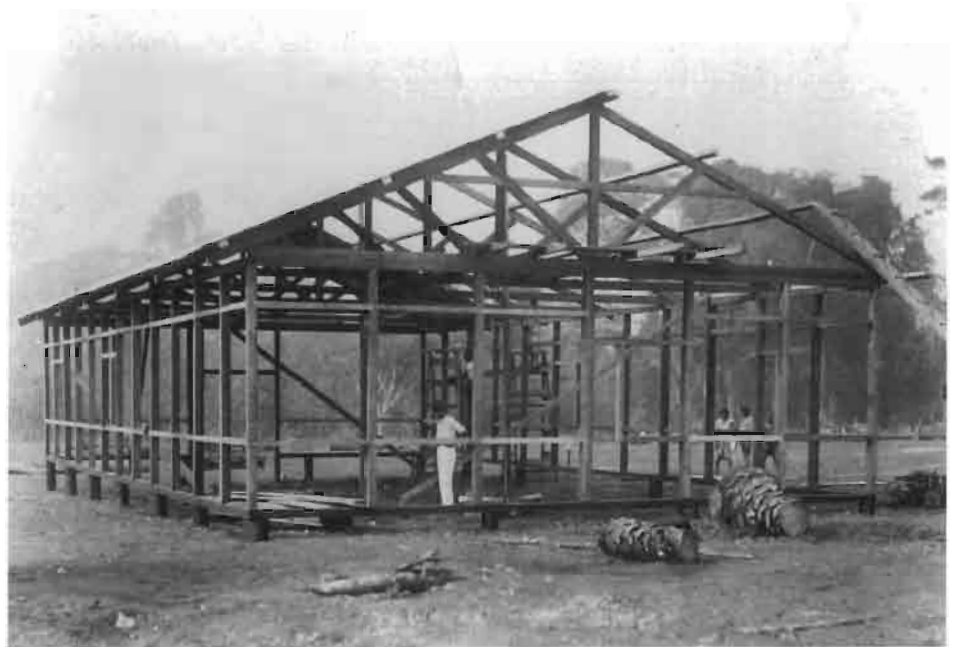
L'intérieur d'un magasin préfabriqué à Opobo en 1907.



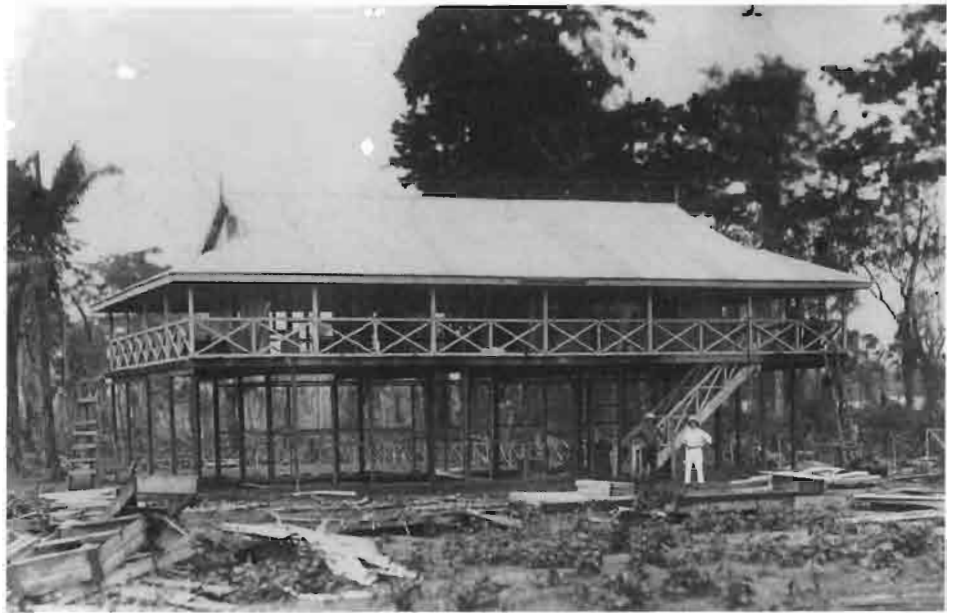


*Perspective d'une maison
préfabriquée par l'entreprise
John Holt and C^{ie}, datée du
18 décembre 1881 à
Liverpool.*

*Construction à un seul
niveau avec charpente en
bois.*



*Construction à deux
niveaux ; le rez-de-chaussée
comporte des solives en
acier, l'étage est en bois et la
couverture est en métal
galvanisé.*





*Maison préfabriquée en bois
destinée à un chef à Opobo.*



Intérieur d'une maison de commerçant à Opobo en 1907.

Rue commerçante à Lagos vers 1900.



marchands ne devaient plus posséder ou louer un bateau. Bientôt de nombreuses compagnies ouvrirent des comptoirs le long du fleuve, malgré l'hostilité, parfois violente, des riverains encouragés par les Etats de la côte.

En 1851 le gouvernement britannique intervint à Lagos, à la demande des missionnaires, pour mettre fin à la traite des Noirs et pour ouvrir le Yorubaland au commerce «licite». Un consulat fut créé, les marchands portugais et brésiliens chassés et d'autres Européens prirent leur place : Italiens, Allemands et, bien sûr, Anglais. Certains d'entre eux «bâtirent d'énormes maisons, qu'ils décorèrent dans presque toutes les pièces de sols en mosaïque de marbre ainsi que de peintures des meilleurs maîtres italiens modernes [...] la plupart d'entre elles entourées de beaux jardins, aménagés avec goût.» Les marchands remplirent souvent la fonction de consul entre le décès du titulaire et son remplacement.

Le capitaine John Washington, seul commanditaire d'une enquête sur l'expansion du commerce britannique dans la région, notait dans son rapport de 1860 : «Une preuve des plus satisfaisantes du fait que le commerce licite avait eu pour effet immédiat d'arrêter la traite des Noirs. Les chefs des régions voisines d'Abeokuta qui, quelques années auparavant avaient vendu leurs esclaves et ceux qu'ils avaient capturés pour 4 livres chacun sur les marchés de la côte, afin qu'ils soient vendus de l'autre côté de l'Atlantique comme de bonnes occasions, ont par la suite racheté les restants pour 12 livres chacun, ayant eux-mêmes besoin de main-d'œuvre pour leurs plantations de coton et pour la fabrication de l'huile de palme.»

Grâce à la ténacité de George Goldie Taubman, quatre firmes commerciales fusionnèrent en 1879, constituant la United African Company qui devait mettre fin à la compétition. La compagnie contracta des accords avec les chefs des deux côtés du fleuve Niger, ce qui permit à la Grande-Bretagne de déclarer à la conférence de Berlin de 1884 que le territoire de l'actuel Nigeria septentrional appartenait à sa sphère d'influence et d'intérêt.

L'un des problèmes auxquels les Européens se trouvaient confrontés en permanence sur les côtes occidentales de l'Afrique était le manque de matériaux pour les constructions en dur. Sur la Côte d'Or (Ghana), on trouvait bien de la pierre, mais elle était trop friable pour être coupée en blocs rectangulaires. Le calcaire était rare mais on pouvait fabriquer du mortier en brûlant des coquillages. Quant au bois africain, il était soit trop dur et lourd, soit si tendre que les termites en venaient facilement à

bout. On dut donc importer ces matériaux d'Europe et de grandes quantités de briques arrivèrent sous forme de lest dans les navires. De la tôle ondulée avait été exportée vers les colonies dans les années 1820, mais elle ne fut utilisée à grande échelle pour les toitures que lorsque la galvanisation devint un procédé économique, soit une trentaine d'années plus tard. Un autre problème était celui de la main-d'œuvre qualifiée. Les artisans et les surveillants que les diverses compagnies faisaient venir d'Europe étaient souvent peu compétents et ne connaissaient pas les conditions locales.

La demeure typique d'un marchand était en briques d'importation, avec des portes, des fenêtres et la charpente du toit en pin de la Baltique et le toit lui-même en tôle ondulée. Si la maison était à plusieurs niveaux, les sols et les cloisons des étages étaient également en pitchpin, auquel les termites ne s'attaquent pas. Habituellement, la boutique se trouvait au rez-de-chaussée et le logement à l'étage. A l'arrière, dans le *compound*, étaient entreposés les fûts, faits de douves cerclées qui contenaient l'huile de palme. On y trouvait aussi des magasins où l'on gardait les marchandises importées.

Vers 1820 on commença à exporter, d'Angleterre vers les colonies, des maisons préfabriquées, les *knock-down buildings* (bâtiments démontables) et dix ans plus tard arrivaient sur le marché les «maisons portables pour l'exportation», en fonte de fer et toits de tôle ondulée.

Le palais de fer du roi Eyambo de Calabar fit sensation à Liverpool. Sa structure devait être entièrement en acier mais, le coût étant trop élevé, une grande partie du premier étage fut construite en bois.

Les esclaves libérés en mer par la marine anglaise et déposés à Freetown reçurent dans cette ville une éducation britannique. Ceux qui sont revenus au Nigeria ont constitué l'élite lettrée du pays. Avec d'autres indigènes riches, ils ont bâti des maisons dans le style promu par les marchands étrangers.

Quand on put se procurer plus facilement des briques et des blocs de ciment, on construisit tous les murs avec ces matériaux. A partir de 1930, le béton armé remplaça petit à petit le bois dans la construction des sols.



Maison allemande sur la marina de Lagos acquise par la société anglaise Elder Dempster & C^{ie} après la Première Guerre mondiale.



Les bureaux de Elder Dempster & C^{ie} à Lagos.



La cathédrale anglicane de Lagos ; vue extérieure et détail intérieur.



Les missionnaires et l'architecture religieuse

Christianiser le continent noir était le but avoué des Portugais et le commerce se justifiait par l'aide apportée aux missions. Des bulles papales avaient placé ces dernières sous la responsabilité des rois du Portugal qui avaient le privilège dans la nomination d'ecclésiastiques en même temps qu'un droit exclusif sur les revenus des nouveaux territoires et celui, non moindre, d'empêcher les autres Européens de faire du commerce avec ces pays.

Les missions qui s'étaient établies dans le golfe de Bénin au ^{xv}^e siècle disparurent faute d'appui et de persévérance, et tombèrent dans l'oubli ; aussi les commerçants anglais qui arrivèrent trois siècles plus tard furent bien surpris de découvrir à Warri une croix et d'autres objets de culte catholique.

En 1772, le premier président de la cour, Mansfield, décida que le droit anglais ne pouvait en aucun cas valider l'esclavage et cette décision conduisit à la suppression de la traite des Noirs par les Anglais. En proie à un militantisme croissant, les diverses Eglises chrétiennes se tournèrent vers l'Afrique occidentale qui était à leurs yeux « le repaire de la sauvagerie, de la misère et du crime. »

Vers la fin de la troisième décennie du ^{xix}^e siècle, un certain nombre d'esclaves libérés, originaires de Sierra Leone, retournèrent au Yorubaland. Encouragés par les bonnes nouvelles qui leur étaient parvenues grâce à l'intensification du commerce entre Badagry et Freetown, des créoles Aku (Yoruba) partirent pour Lagos et Abeokuta. Malheureusement, un groupe de trois cents, dévalisés en route, perdirent tous leurs avoirs avant d'arriver à Lagos. Plus de cinq cents rapatriés s'installèrent à Abeokuta, où l'on ouvrit une mission en 1845. Trois ans auparavant, un missionnaire méthodiste, Thomas Birch Freeman, avait construit une mission à Badagry : le premier bâtiment à deux étages du Nigeria. Freeman était un bon menuisier, comme nombre d'autres missionnaires, mais les missions employaient aussi des artisans du Libéria et de Sierra Leone.

Le prestige des missionnaires de la Church Mission Society (CMS) et des baptistes, arrivés plus tard, s'est considérablement accru lorsqu'ils prirent une part active, en 1851, à la défense d'Abeokuta contre l'agression du Dahomey. La CMS était suffisamment optimiste pour en-

visager la possibilité d'étendre ses activités à d'autres régions.

C'est en grande partie grâce à sa pression et à son influence que les Anglais ont été amenés à prendre Lagos en 1851. Le révérend Golmer s'empresse d'y ouvrir une mission l'année suivante. Il séjourna dans une grande «nègrerie» abandonnée jusqu'à ce qu'on eut monté sur le site choisi la maison en bois préfabriquée dans laquelle il avait vécu à Badagry. Golmer avait été précédé à Lagos par James White, un catéchiste indigène, né au Sierra Leone de parents Yoruba, qui conduisit le premier service religieux sur l'île, dans le palais de l'oba, et ouvrit la première école.

L'expédition de 1841 vers les sources du Niger avait été financée par la «Société pour l'abolition de la traite des Noirs et la civilisation de l'Afrique», dans le but de promouvoir le commerce avec l'arrière-pays, de créer une ferme modèle et de conclure des accords avec le chef local. Schon et Crowder, les missionnaires de l'expédition, devaient conduire cette politique «de la Bible et de la charrue». Crowder, dans sa jeunesse, avait été pris comme esclave en 1822 au cours des guerres Yoruba et embarqué sur un bateau qui fut intercepté par la marine anglaise. Libéré, il fut conduit à Freetown et admis dans une école de la CMS. Se montrant fort doué, on l'envoya à Londres où il suivit les cours de l'école paroissiale de Islington et prit le nom d'un membre éminent de la CMS avant de devenir évêque du Nigeria. Bien que la ferme achetée par les membres de l'expédition à l'Ata de Iba pour en faire une exploitation modèle ne donnât pas les résultats escomptés, et que plus d'un tiers des cent quarante Européens qui avaient participé à cette aventure y eussent laissé leur vie, elle fut un moment important, marquant le début de l'implantation des missionnaires au Nigeria. En 1854, la Niger Mission entreprit une expédition, fort réussie, sous la direction du Dr. Baikie. Cette fois-ci, grâce à la quinine, il n'y eut point de victimes parmi les Européens.

En 1847, Hope Waddel et un groupe de chrétiens de la Jamaïque arrivèrent à Calabar avec l'intention de fonder la mission de l'Eglise d'Ecosse. A cette époque, l'exportation d'esclaves avait sensiblement diminué à la suite des interventions de la flotte anglaise.

Par ailleurs, les missions construisaient des églises et des écoles qui furent très fréquentées par les esclaves qui se convertissaient pour redevenir libres. Contrairement aux marchands qui ne s'intéressaient qu'aux profits que

*Eglise à Aragbiji d'influence
brésilienne marquée.*



La cathédrale sur Broad Street à Lagos.



l'on pouvait tirer en exploitant le système social existant, les missionnaires, eux, étaient animés par la conviction profonde qu'ils devaient changer de fond en comble le mode de vie des Africains et les convertir tous au juste idéalisme victorien. Celui-ci impliquait le retour aux principes fondamentaux du christianisme, auxquels correspondait, dans le domaine du bâti, le style gothique. Nos missionnaires oubliaient, ou peut-être ne savaient-ils pas, que l'élément caractéristique de ce style, l'arc brisé, avait été emprunté par les Croisés à l'Islam.

On le trouvait alors, comme aujourd'hui, dans la plupart des églises, bâties petit à petit, au cours des années, au gré des ressources disponibles. Les écoles paroissiales et les salles d'œuvres devaient sans doute être construites dans le même style, mais là où les terrains étaient chers ces dernières n'étaient que de simples hangars et la maison du pasteur ne se distinguait en rien des maisons des marchands. Les premières églises et celles de l'arrière-pays furent généralement bâties en terre et chaume. Quand les moyens le permettaient, on avait recours à des matériaux d'importation.

L'église anglicane Christ Church de Lagos, érigée en 1867 devant «l'île Alapako», devait être le bâtiment le plus imposant du front de mer. Elle fut remplacée en 1925 par l'actuelle cathédrale, conçue par un autochtone, J. Bagan Benjamin C. E. qui est également l'auteur de l'église de Ebute-Ero. Toutes deux sont des édifices néo-gothiques, ornés de motifs d'inspiration brésilienne.

En 1852, le révérend Gomer fonda l'église Saint-Paul de Lagos, érigée, semble-t-il, sur le lieu où se trouvait jadis la «nègrerie» dans laquelle avait séjourné l'archevêque Crowder. L'actuelle église, en briques d'importation et à la toiture en tôle ondulée, a subi plusieurs restaurations. Le premier édifice, bâti en 1880, était de style néo-gothique. La paroisse, un bâtiment de deux étages, a été démolie en 1978.

Les méthodistes wesleyens arrivèrent sur l'île en 1854 et construisirent un grand temple en bambou de 55 pieds sur 35. Le temple Tinubu, bâti en 1861, une bâtisse austère aux fenêtres en angle aigu, à laquelle on a ajouté ultérieurement une tour, a été remplacé en 1956 par le bâtiment à voûte que l'on peut voir aujourd'hui. Le temple Olowogbowo, bâti en 1919, en a remplacé également un autre, qui avait été construit en 1880. Des murs dépourvus d'ornements et blanchis à la chaux, des fenêtres simples en arc brisé, un seul vitrail représentant le fondateur, une

fine armature métallique sont caractéristiques du style austère wesleyen.

La présence baptiste à Lagos remonte à 1855 et à l'arrivée dans cette ville de Joseph Harden, un Noir américain devenu missionnaire après avoir acheté sa liberté. Quelques années auparavant le conseil aux missions de la convention baptiste avait envoyé dans la région le révérend T.J. Nowan, qui fonda en 1850 une mission au Yorubaland. Là il allait bientôt se retrouver seul car les autres missionnaires furent rapatriés en raison des guerres intertribales locales et du manque de fonds, qui n'arrivaient plus des Etats-Unis où avait éclaté la guerre civile. Pour pouvoir subsister et poursuivre son travail de missionnaire, Nowan monta une briqueterie sur l'île de Iddo. En 1875, le conseil baptiste aux missions dépêcha le révérend David, qui bâtit le lieu de culte actuel avec des briques et du bois qu'il fit venir d'Amérique.

Quant aux catholiques, leur première mission arrive de Whydah (Ouidah) en 1863, mais pour deux ans seulement. En 1869, la Société des missions africaines acheta une petite maison sur Broad Street et construisit une première église en bambou. Grâce aux efforts incessants de l'infatigable père Borghero, et aux Agudas, anciens esclaves brésiliens rapatriés qui se regroupèrent autour de lui, les fondations de la cathédrale purent être posées en 1878 et le bâtiment terminé en trois ans seulement. En 1883, le maître d'ouvrage, Francisco Nobre, lui ajouta des tours. L'actuelle cathédrale, construite en 1933, a été le premier grand projet réalisé à Lagos par les architectes Cappa et d'Alberto.

L'architecture musulmane

Beaucoup de Yoruba étaient musulmans, mais à Lagos, où cette religion fut introduite sous le règne de Adele, entre 1776 et 1780, on l'interdit plus tard. Elle connut un renouveau dans la seconde moitié du XIX^e siècle et, vers 1881, on comptait 14 000 musulmans sur un total de 42 000 habitants, 21 mosquées, 8 autres lieux de culte et 39 écoles islamiques. Les premiers pèlerins lagosiens à se rendre à la Mecque revinrent en 1884, après deux ans d'absence.

Au début, la communauté musulmane employa tous les maçons de la région qui à cette époque étaient des Brésiliens. L'une des plus belles mosquées de Lagos est la Shitta, bâtie en 1894, qui porte le nom de Mohammad Shitta Bay. La splendide mosquée centrale, bâtie en 1913 en style brésilien, a malheureusement été démolie et remplacée par un bâtiment «ultra moderne», dont les fondations furent posées en 1973, et qui allait devenir l'exemple le plus marquant de l'influence arabe. Avant, la plupart des mosquées semblent avoir été conçues par des bâtisseurs qui n'avaient pas très bien compris les descriptions qu'on avait faites d'un style qu'ils n'avaient jamais vu.

*La mosquée centrale de
Lagos construite de 1908 à
1913 dans un style
d'influence brésilienne.
La mosquée a été détruite en 1980.*



*La mosquée Shitta,
construite en 1894.*



*Le palais du Bale de Lagos,
vue intérieure.*



*Le palais du Bale de Lagos,
les arcades.*



Les Brésiliens

Au Brésil, les Africains pouvaient participer librement à des activités d'animation sociale telles la danse et la musique, entre autres en jouant de la guitare. Les esclaves, que leurs maîtres autorisaient à travailler pour de l'argent, pouvaient en garder une partie qu'ils déposaient dans une banque, laquelle leur avançait la somme nécessaire pour acheter leur liberté une fois qu'ils avaient accumulé la moitié du montant requis. Lagos était la porte d'entrée dans le Yorubaland pour les esclaves libérés qui retournaient au pays.

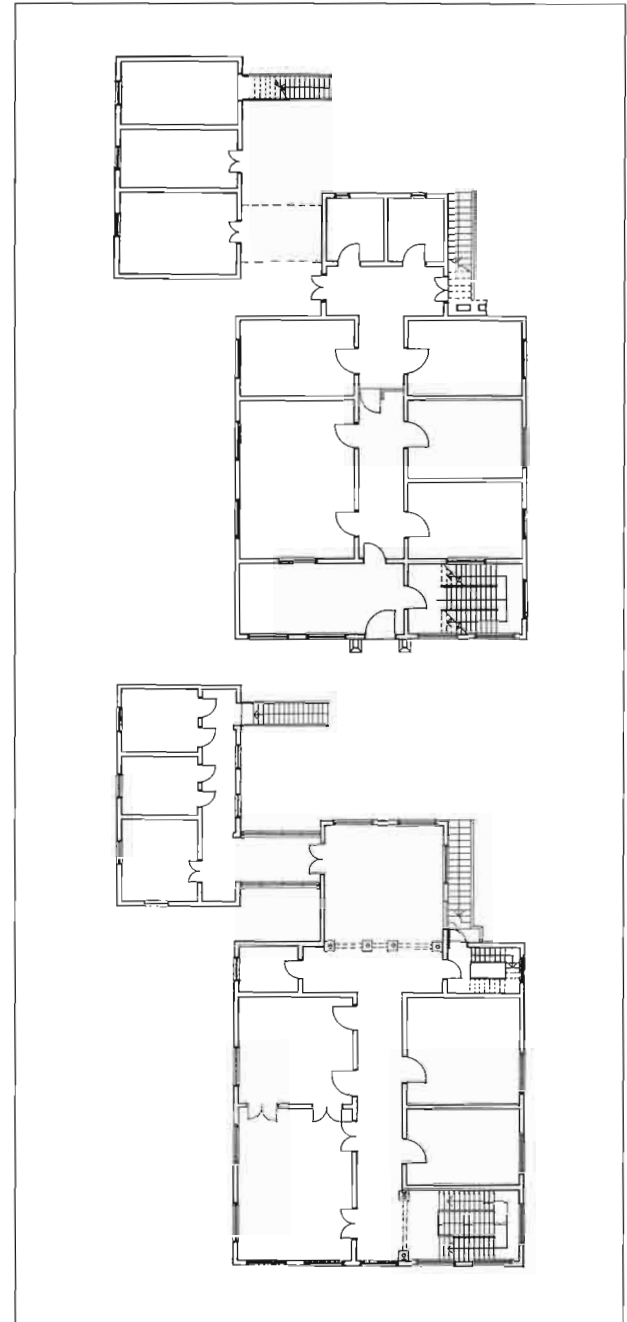
En 1847, l'oba Kosoko dépêcha son homme de confiance, Tapa Oshodi, en Amérique du Sud avec un message pour les esclaves libérés : «Soyez libres de revenir à la maison !» ; mais quand les premiers rapatriés débarquèrent à Lagos, lui-même en avait été chassé par Akitoye. Campbell, le premier consul britannique, informa son gouvernement que cent trente familles brésiliennes s'étaient plaintes d'avoir été dévalisées pendant le règne de Kosoko et que ceux qui avaient tenté de s'opposer ou de s'enfuir avaient été massacrés sans pitié.

Les rapatriés s'installèrent à Lagos dans l'ancien quartier portugais, autour de Campos Square, et furent appelés Agudas, d'après «Popo Agudas», le nom d'origine du quartier. Vers 1880, la population de Lagos comprenait 3221 Brésiliens, 1553 Sierra Léonaisiens et 111 Européens sur un total de 37 458 habitants. Les Brésiliens organisaient des fêtes costumées, avec des masques hauts en couleurs, représentant des poissons, des oiseaux, des chevaux, des taureaux, qui culminaient en une parodie de corrida.

Au commencement, après leur retour, les rapatriés vivaient dans des maisons en terre, mais en 1857, un Sarde, du nom de Scala, monta une fabrique de tuiles et de briques à l'endroit où se trouve aujourd'hui le parc municipal, bien que l'on importât encore des briques de bonne qualité. Les habitants commencèrent sans doute par modifier l'aspect des façades, laissant les *compound* à l'arrière tels qu'ils étaient. Puis, quand la ville devint plus prospère, ils bâtirent des maisons plus hautes dans ce nouveau style.

Au Brésil, les esclaves apprenaient un métier et ils bâtirent de magnifiques maisons sous la surveillance de Portugais. Les rapatriés avaient retenu le système brésilien d'apprentissage avec l'intention de l'appliquer chez eux dans la formation de leurs enfants. Cependant, étant

Maja House sur Garba Square à Lagos, conçue en 1890 par Herbert Macauley.





*Maja House, escalier
intérieur.*

*Maja House, la façade sur
Garba Square.*





*Maison brésilienne
représentative du style
ornemental dit «fleur de
Lagos».*



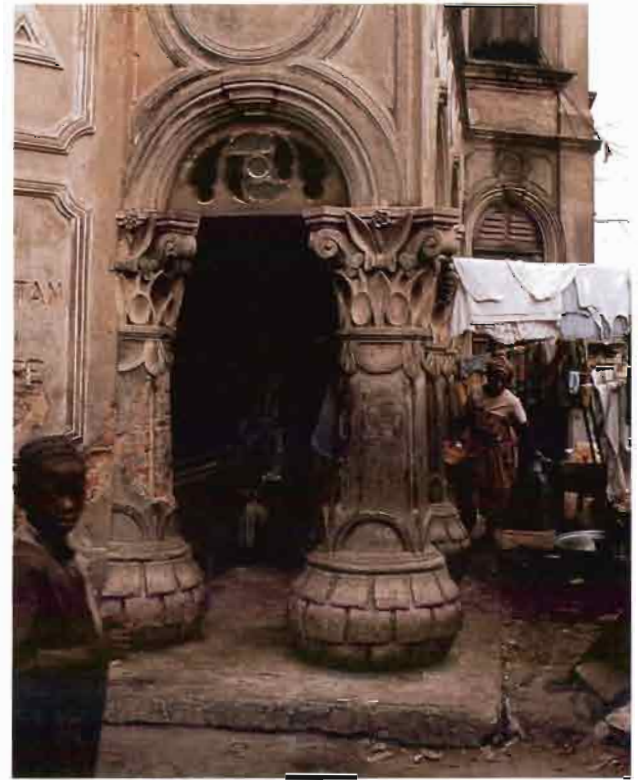
*Maison brésilienne de 1890
avec motifs «fleurs de
Lagos».*

*La maison Fred Williams à
Lagos.*





*Ebun House construite en
1913 par A.W.V. Thomas.*



*Ebun House, détail d'un
angle.*



*Maisons brésiliennes près de
Ebun House.*

donné que les apprentis avaient coutume d'adopter le nom de leur patron, il est difficile de savoir lesquels des bons artisans de Lagos au nom portugais étaient des esclaves rapatriés.

Le senhor Lazaro Borges da Silva et le senhor Francisco Nobre étaient deux des maîtres maçons les plus connus, dont les services étaient recherchés non seulement à Lagos mais sur toute la Côte d'Or (église catholique de Elmina) et au Dahomey (la cathédrale de Ouidah). Le gouverneur McCullum, lui-même officier du génie, fut si impressionné par le travail de Nobre à la cathédrale qu'il organisa en 1889, avec le ministère des Travaux publics de Londres, l'envoi en Angleterre de jeunes Lagosiens doués pour une formation professionnelle. Un autre maçon illustre est João Baptist da Costa, qui construisit la mosquée Shitta et entreprit la construction de la mosquée centrale, qui fut achevée par l'un de ses élèves, Sanusi Aka.

Le menuisier-ajusteur le plus réputé était Balthasar, auquel on doit la majeure partie des boiseries et l'autel de l'église de la Sainte-Croix. C'est lui qui sculpta le siège du gouverneur, Sir Alfred Maloney. Son élève, Isaac A. Cole, créa une école de menuiserie et d'ébénisterie. Parmi les peintres de l'époque, les plus connus sont Robert et Walter Paul Siffre.

Joann Shaw a identifié trois phases dans le développement de ce qu'on appelle «le style brésilien». Au cours de la première, c'est-à-dire depuis 1850, quand s'amorce le retour du Brésil, et jusqu'à la fin des années quatre-vingt, on prête une attention particulière à la finesse du détail. La caractéristique de la phase suivante est, selon elle, «la fleur de Lagos», un petit motif floral sculpté dans le plâtre alors qu'il est encore mouillé, que l'on trouve surtout sur les montants des fenêtres cintrées. La troisième serait la phase «jardin du paradis», illustrée par les motifs floraux baroques de la mosquée Shitta et de la Mosquée centrale, récemment démolie.

La maison la plus «bahienne» de celles qui ont survécu est sans doute la «Waterhouse», rue Kakawa. Bâtie en 1880 dans le quartier brésilien, elle est une réplique de la maison de Esan da Rocha de Bahia, au Brésil. Da Rocha naquit à Ilesha et apprit à lire et à écrire à l'école d'une mission avant d'être kidnappé à Lagos et envoyé comme esclave au Brésil. Après avoir racheté sa liberté, il revint dans son pays vers 1870 et fut l'un des premiers rapatriés à demander aux autorités le droit d'acheter de la terre et de s'établir à Lagos. La maison qu'il y bâtit a subi nombre

Scène de rue à Badagry.



*Construction d'influence
brésilienne à Badagry.*



de transformations dans le temps mais elle est restée la maison de la famille, les descendants respectant les dernières volontés de Esan transmises à son fils, Candido, qui n'était qu'un enfant lorsque son père revint à Lagos.

Le style «brésilien» s'est maintenu dans les aires plus populaires de Lagos jusqu'en 1960. A cette époque les artisans qui y avaient œuvré étaient tous morts et la jeune génération n'était pas suffisamment intéressée par leur savoir-faire pour le perpétuer.



*Maison brésilienne
à Bénin City.*



*Détail d'une maison à
Badagry.*

Maison du «colonial surveyor» à Lagos.



La colonie et le protectorat de Lagos

Vers le milieu du XIX^e siècle, les Anglais avaient installé un consulat à Fernando Po pour le golfe de Bénin et le Biafra, qui n'était pas une vraie base mais plutôt un point d'appui. Les autorités britanniques étaient d'accord avec les organisations humanitaires sur le fait que le blocus des escadres («cercueil») préventives ne pouvait pas à lui seul mettre fin au commerce d'esclaves, malgré l'efficacité croissante des bateaux à vapeur.

Hope Waddel notait, en 1846, que «Bonny, très proche de la mer et reliée aux grands cours d'eau de l'Afrique centrale, bénéficiant aussi d'un mouillage étendu et sûr, était devenue le centre du commerce d'huile comme elle l'avait été du commerce d'esclaves». Lagos, lui, se prêtait difficilement à un blocus en raison des passages peu profonds entre les bancs de sable, qui menaient dans un véritable labyrinthe de criques. Quand Ouidah, Badagry et les autres villes plus accessibles par voie de mer devinrent trop dangereuses pour les négriers, les esclaves, fournis en nombre croissant par les guerres des tribus Yoruba, furent expédiés à l'étranger à partir de l'île. Palmerston, le ministre des Affaires étrangères britannique, écrivait à ce sujet : «Si Lagos, au lieu d'être un repaire de négriers devenait un port de commerce légal, il pourrait être un débouché important pour une grande partie de l'arrière-pays. Au lieu d'être un antre de barbarie, il serait un foyer de civilisation ¹¹.»

Des querelles internes pour la succession au trône de Lagos allaient fournir en 1851 aux Anglais le prétexte d'une intervention armée. Après l'assaut, la ville était, aux dires de Scala, un marchand qui s'y rendit peu après, «une masse informe de ruines». Akitoye devint oba après avoir signé l'habituel accord par lequel il s'engageait à abolir l'esclavage, à mettre fin aux sacrifices humains et à autoriser le commerce «licite» ainsi que la venue des missionnaires. Un consulat anglais fut créé en 1852 et les marchands anglais et européens commencèrent à affluer. Suivirent quelques années de relative tranquillité au cours desquelles de nombreux Saro et des rapatriés du Brésil s'installèrent à Lagos, où les marchands «licites» prenaient la place des marchands d'esclaves portugais et brésiliens expulsés.

En 1853 arrive à Lagos le consul Campbell, qui s'installe temporairement dans la mission du missionnaire

Golmer, sur le front de mer, jusqu'à ce que l'on eut achevé la construction, en matériaux préfabriqués, du nouveau consulat, le «Ile Ajele», comme l'appelaient familièrement les habitants. Campbell avait à sa disposition un petit bateau à vapeur armé, le HMS *Brune*, doté d'un équipage de 25 marins, qui mouillait dans la lagune, mais sans une garde consulaire son pouvoir était limité. Après sa mort, survenue en 1859, le poste fut occupé par une série de consuls intérimaires.

En juin 1861, l'île de Lagos fut placée par décret sous protectorat anglais et l'oba Docemo dut se plier sous la menace des canons du vaisseau de guerre *Prometheus*. Le premier gouverneur arriva en 1862 et deux compagnies du régiment des Indes occidentales furent stationnées à Lagos.

Burton, alors consul du golfe de Bénin et de Biafra, qui vint de Fernando Po pour l'annexion, fit une description mordante de la ville de Lagos qui, à l'époque, comptait quelque trente mille habitants : «L'emplacement de la ville, à 4 milles du point d'accès par la mer, est détestable, mais malheureusement il n'y en a pas de meilleur sur un bon nombre de lieues. [...] Au premier regard on dirait que l'on a fait un trou dans la forêt de palétuviers qui longe la côte, où des fourrés et une jungle épaisse, garnie d'arbres touffus, de hauts palmiers et d'une masse enchevêtrée de verdure fétide, poussent dans une profusion terrifiante. Le sol est un peu plus élevé à l'intérieur, là où se trouve le champ de courses [...]. La maigre rangée de bâtiments européens qui occupe la meilleure position, face à l'eau, comprend : d'abord le Comptoir français, joliment entouré de jardins ; puis un grand bâtiment prétentieux, peint en blanc et jaune pâle, construit récemment par M. Carrena, un marchand sarde ; à ce qu'on dit, il tombe déjà en ruine ; puis la maison de la mission wesleyenne ; la fabrique Hamburger ; la chapelle wesleyenne, avec plus de cinq fois sa surface de terrain ; le consulat anglais, pareil à celui de Fernando Po, c'est-à-dire un cercueil couvert de tôle ondulée, une morgue en planches qui accueille une fois l'an un consul mort ; la maison de la mission catholique, dont le *compound* envahi par les herbes et les ronces avait jadis donné lieu à tant de querelles, et qui servait d'église aux Blancs ; une autre fabrique sarde ; une maison haute, au toit en ardoise, bâtie par M. McCosky, et, tout au bout, un autre établissement de la firme Hamburger, qui tient une grande partie du commerce local : ce ne sont là que les points marquants du paysage, entre lesquels se trouvent intercalés des bâti-

ments plus modestes [...] et ce front étroit est adossé à une grande ville indigène, invisible de la mer et tournée, elle, vers le lac Ikrodu.»

John Whitford relate comment, quelques années plus tard, l'administration britannique avait «nettoyé les plages des misérables huttes indigènes et les avait détruites sur une grande distance vers l'intérieur, faisant place à une large promenade. [...] Comment elle avait aussi démoli des centaines de cases derrière la promenade afin d'ouvrir de larges rues pour laisser passer la brise marine. A la suite de quoi des commerçants ont bâti des magasins en brique le long de la promenade, face à la lagune, avec des logements luxueux à l'étage, ouverts à la merveilleuse et vivifiante brise [...] On a régleménté les marchés [...], mis sur pied une force de police, organisé l'armée ; on a aménagé un champ de courses, bâti des écoles, des tribunaux, la résidence du gouverneur, des casernes et, pour finir, on a aménagé un cimetière (très actif).»

Le gouverneur Freeman signa beaucoup d'ordonnances. Celle du 4 mars 1864 stipulait que «cette ville sera gouvernée selon la loi anglaise». L'année précédente les marchands européens lui avaient envoyé une lettre dans laquelle ils demandaient, «premièrement, que les maisons indigènes de la ville soient couvertes dans un certain laps de temps avec des matériaux moins combustibles que ceux employés maintenant, et nous recommandons des nattes de bambou, comme celles qui sont fabriquées à Calabar et, deuxièmement, que tous les bâtiments se trouvant entre le front de mer et la première rue parallèle à celui-ci soient couvertes d'ardoises, de tuiles, de bardeaux ou de feutre.» Ces suggestions furent incluses dans «l'Ordonnance pour une meilleure protection de la ville de Lagos contre les incendies». Les habitants ne la prirent pas en bonne part, aussi leur apprend-on peu après que : «Son Excellence (Freeman) s'absentant pour quelques mois, souhaiterait que la population de la ville n'ait ni cause ni raison de mécontentement pendant son absence, et entendu qu'il avait pu constater qu'en de nombreux endroits de la ville les maisons et les locaux s'effondrent faute de protection adéquate contre la pluie, et sachant que l'on ne peut se procurer les nattes de Calabar en nombre suffisant [...], a retardé de six mois la mise en application de l'Ordonnance n° 8 du 9 avril 1863. En faisant cette concession, son Excellence pensait sans doute à l'esprit sédition des habitants de Lagos.»

L'Ordonnance du 8 octobre 1862, révisée le 8 août 1863, portait que «l'aménagement de la ville de Lagos en

Grandes rues, Rues et Chaussées, ayant constaté qu'il est opportun et nécessaire que les rues actuelles [...] soient élargies afin d'améliorer la santé des habitants et que la ville soit organisée en blocs d'habitations distincts, afin de contrôler la propagation destructrice du feu. Le Gouverneur aura la latitude de décider de temps en temps de l'emplacement des rues, des routes et des chaussées, ainsi que de la démolition de bâtiments là où cela sera nécessaire, et d'indemniser dûment les propriétaires comme décidé par l'Inspecteur colonial et les personnes désignées par le propriétaire.»

En 1877, un grand incendie provoqué par la décharge d'un fusil au cours des funérailles de la mère d'un marchand connu, Hotonu, détruisit deux églises, une chapelle, trois mosquées, entre mille et deux mille maisons et autres locaux, mais ne fit que cinq victimes. La ville acheta par la suite une pompe à incendie à vapeur qui était gardée dans le poste de pompiers situé sur la marina, à côté de la résidence du gouverneur. La proposition de faire couvrir les logements des habitants les plus démunis de tôle ondulée, contre un remboursement à tempérament, fut rejetée par l'administration ; en revanche il fut décidé que les plaques de tôle pour les toitures seraient exemptées de taxes à l'importation. Malgré toutes ces mesures, Payne dénombrera quarante incendies majeurs à Lagos dans la période 1859-1892.

En octobre 1863, «tous les propriétaires de terrains marécageux se trouvant dans la ville, entre l'esplanade et les rues des bas quartiers, sont priés de les assécher.» Puis, en février 1864, «la route qui longe la rivière sera mise en réfection [...]. Ladite route sera bien entretenue sur une largeur de 60 pieds. Tous les propriétaires riverains de cette route devront mettre en état les chemins qui mènent de leur terrain à la rivière et empiler ou enfoncer des pieux dans les berges comme requis par l'Administrateur.» Depuis, chaque administration effectua, pour le meilleur ou pour le pire, des travaux de mise en valeur, ou autres, sur le front de mer.

Ces initiatives furent suivies de mesures d'une plus grande portée car, en 1866, tous les établissements anglais d'Afrique occidentale furent placés sous la dépendance du gouverneur de Sierra Leone, et Lagos n'eut plus que des gouverneurs adjoints, dont le plus connu est J.H. Glover.

En juillet 1864, une ordonnance permit de contracter un emprunt de 1000 livres dans le Royaume-Uni pour construire une nouvelle prison, un autre, également de

1000 livres, pour une jetée pour le débarquement de passagers et de biens, une autre enfin de 1500 livres pour un dépôt de munitions. Une autre ordonnance, datant du mois de mai 1869, concerne le règlement des requêtes relatives à la terre, aux successions et à la jouissance de propriétés, validant dans certains cas les titres de propriété. Les terrains devaient être dûment clôturés et nettoyés.

La ville de Glover fut érigée sur un tracé en damier à Ebute Metta, en 1867, après l'arrivée d'un flot de réfugiés chrétiens fuyant les persécutions dont étaient victimes les missionnaires et les convertis de Abeokuta. Quand la paix fut enfin revenue et que l'on eut construit un chemin de fer, qui facilitait la communication inter-régionale, la construction de bâtiments publics se ralentit à Lagos car il était question de déplacer la capitale. L'alternative envisagée pour des raisons de salubrité était Ibadan. Mais, en 1905, le protectorat du Nigeria méridional fusionna avec la colonie du Lagos et la capitale devint un phare pour toutes les villes du *hinterland*, qui s'efforceront de la suivre dans la mesure de leurs possibilités.

La ville yoruba traditionnelle avait en son centre le palais de l'oba, entouré des chefs de quartiers et de leurs gens. Ces chefs, habituellement les descendants des plus vieilles familles de la ville, déployaient des activités sociales et juridiques dans les limites de leurs quartiers. L'unité spatiale de base d'une famille était le *compound*. Quand certains membres de la famille devenaient prospères, ils aménageaient leur part de terrain et y bâtissaient des maisons en hauteur, morcelant ainsi le *compound*. Mabogunje attribue, peut-être à tort, la disparition de celui-ci et d'autres formes d'organisation spatiale de la ville traditionnelle, tels les quartiers, à l'engouement pour le nouveau style architectural des Brésiliens. La construction de rues plus larges, coupe-feu et mieux adaptées à un trafic plus intense, accéléra cette transformation.

Les édifices publics furent d'abord construits en matériaux d'importation, voire en éléments entièrement préfabriqués, comme l'étaient les maisons des marchands et des missionnaires. En 1859 on construisit à Ebute Metta un four à briques et la demande était suffisamment forte pour que la mission baptiste américaine suive l'exemple et construise une briqueterie à Iddo, en 1863. Les autorités firent de même, en 1896, sur le continent. Au commencement, les fours étaient chauffés au charbon de bois, dont la production devint une industrie secondaire prospère.

Le bois local commença à être exploité et exporté à la même époque, avec l'arrivée en provenance de l'étranger de scieurs et menuisiers qualifiés. Les constructeurs locaux n'employaient pas de scies mais des haches et des herminettes.

Comme les besoins des autorités allaient croissant, elles achetèrent davantage de propriétés. C'est ainsi que l'imposante fabrique Banner Frères devint, en 1887, le Trésor public et la Douane, devant lesquelles on construisit une jetée sur pilotis pour le chargement et déchargement des bateaux. En 1890, on acheta une maison sur Broad Street pour l'avocat de la reine et une autre, à Wesley Street, pour le médecin en chef de la colonie.

La plupart des travaux d'aménagement étaient effectués par les Travaux publics. Le terrassement du front de mer se poursuivit année après année. En 1885, on bâtit une nouvelle maison d'arrêt, un modèle du genre, avec des voûtes en briques pour empêcher les évasions car les prisonniers se creusaient facilement un chemin à travers les toits en chaume et les murs en terre de l'ancienne prison, bâtie dix ans auparavant. Puis, en 1887, on construisit sur la lagune, à quelque distance du front de mer, un marché couvert sur pilotis à vis, système qui fut appliqué également à la construction de latrines et de laveries. Il fut aussi question de bâtir de la même façon, sur l'eau, un hôpital pour les maladies infectieuses.

Vers 1888, la résidence officielle du gouverneur — en matériaux préfabriqués — se trouvait dans un état de délabrement avancé mais, bien que les nouveaux plans eussent été approuvés en 1890, le travail ne commença que trois ans plus tard pour s'achever le 31 décembre 1894. Lorsqu'il fut nommé au poste de gouverneur, en 1899, McGregor écrivit qu'on l'avait «installé dans une demeure deux ou trois fois plus grande que la résidence de Brisbane. C'est un bâtiment nouveau, qui a coûté 25 000 livres, qui a quatre chambres à coucher, mais ni bibliothèque ni salle de bains ! J'ai droit à 52 livres de glace par jour, à un maître d'hôtel, dix serviteurs, des jardiniers, la lumière électrique, une machine à vapeur, un cheval, des porteurs, trois chaloupes, et ainsi de suite.» La machine à fabriquer la glace et la machine à vapeur avaient été installées, en 1895, dans un bâtiment en briques qui se trouvait derrière le département des Travaux publics. L'élégante demeure du gouverneur-adjoint, voisine de la résidence, fut construite en 1906.

L'hôpital colonial, derrière l'ancienne résidence, s'étant délabré lui aussi, les autorités reprirent, en 1895, le

*Résidence du premier
secrétaire du gouvernement,
construite en 1906 sur la
marine de Lagos.*



*Maison d'un officier du
département des travaux
publics construite à Lagos
en 1895.*



*Lagos, la Bank of British
West Africa, 1905.*

terrain de la compagnie française Régis Aine pour y bâtir un nouvel édifice. Les structures temporaires importées s'avérant parfaitement adaptées à la fonction du bâtiment, il fut décidé de leur donner un caractère permanent et d'ajouter un bâtiment central construit de la même façon.

Les principaux travaux entrepris en 1896 par les Travaux publics furent l'extension de la maison d'arrêt, la construction d'un nouvel hôpital, de nouvelles casernes, l'installation de la lumière électrique, l'installation de lignes télégraphiques (sur deux milles) et de lignes téléphoniques (sur onze milles). Le tout, y compris des travaux de moindre envergure, coûta 60 000 livres.

Les nouveaux immeubles de la Bank of British West Africa (1905), le siège de la firme Elder Dempster (1913) et nombre de belles demeures démontrent la prospérité économique de cette époque. Par chance, au moment où l'on découvrit que l'agent porteur de la malaria était le moustique anophèle, le gouverneur, McGregor, était docteur en médecine. Il lança aussitôt une campagne musclée contre l'insecte et, en 1902, partit pour la Hollande afin d'étudier la manière dont on pouvait contrôler le fléau par des canaux à eau salée. Malheureusement, Lagos ne devint ni l'Amsterdam ni la Venise des tropiques. Les travaux d'assèchement des marécages se poursuivirent. En 1899 on avait construit pour cela un chemin de fer conduisant de Bar Beach, où l'on chargeait les wagons de sable, à Kokomaiko, où on les déchargeait sur les terrains inondés. On essaya, faute de locomotives, d'utiliser les mulets pour tirer les wagons, mais cette tentative donna de piètres résultats. En attendant de recevoir les engins mécaniques commandés en Angleterre, on remplaça par des esclaves ces animaux récalcitrants. Le canal que McGregor fit creuser pour drainer les marécages était peut-être une réminiscence d'Amsterdam. Quoi qu'il en soit, on gagna beaucoup de terre sur les marais. En 1909, il y eut 3000 concessions de terrains asséchés. Plus tard, le bateau vasier «Sandgrouse» permit de dégager une grande surface qui fut appelée *the golf links*, ou «relais du golf». Des travaux similaires furent effectués en 1911 à Alakoro et Elegbata et l'année suivante à Okesuna.

Par l'ordonnance (amendement) sur la ville et la santé, rendue publique en 1908, le Conseil pour la santé publique devint un organisme administratif, responsable de l'application des règlements en matière de construction, qui seront publiés deux ans plus tard. Des inspecteurs sa-

nitaires, responsables auprès d'officiers de la santé publique, furent mis en place en 1902.

Le réseau routier fut mis en état et agrandi. En 1907 il y avait dans le pays plusieurs milliers de bicyclettes alors que peu d'années auparavant il n'y en avait que deux ou trois. Le nombre des voitures augmentait lui aussi et l'ordonnance sur le trafic routier de 1913 visait à mettre un frein à l'exubérance des automobilistes lagosiens.

La construction des ponts Carter et Denton et l'installation des premières dizaines de kilomètres de voie ferrée, en 1895, allaient avoir une importance considérable pour le développement de Lagos. La pression des commerçants pour que la ligne soit prolongée sur l'île demeura sans effet. En revanche, les autorités firent installer une ligne de tramway à vapeur qui, partant de Iddo, courait le long du front de mer et revenait dans le centre par des rues plus petites. Lorsque le chemin de fer arriva à Abeokuta, on put se procurer plus facilement du granit pour la construction du port ; le dragage du littoral avait déjà commencé.

Dans les protectorats anglais, l'ingénieur municipal (District Engineer) était responsable de l'aménagement physique et on attendait de lui qu'il fût capable de résoudre n'importe quel problème de construction. Nombre d'ingénieurs avaient servi dans l'armée, dans le corps des Royal Engineers.

«Le duc de Wellington, Conseiller général aux Ordonnances, est satisfait d'instruire que la pratique de l'architecture fera désormais partie des études des officiers subalternes du génie, et qu'il a approuvé la proposition du général Mann de faire suivre ces cours dans cet établissement (Chatham), et d'employer ceux dont les aptitudes et l'habileté technique ainsi que la connaissance des aspects pratiques de l'architecture sont reconnus par le Corps, afin qu'ils prêtent leur concours à la mise en pratique de sa branche d'activité en tant que professeur d'architecture appliquée.» Cette décision, qui entra en vigueur le 15 novembre 1825, avait pour but d'assurer aux officiers du génie en poste dans les colonies une bonne connaissance de l'architecture.

L'amélioration des conditions de vie suscita des réactions variées dans la population locale. En 1895, des chefs de tribus de Lagos marchèrent vers la résidence du gouverneur en portant des lampes traditionnelles qui, disaient-ils, étaient meilleures pour eux que les lampes électriques. Cette même année, le révérend Tugwell envoya une lettre à l'Oba, aux chefs et aux anciens de Lagos



Lagos, le Memorial Hall au début du siècle.



Lagos, l'immeuble Russell au début du siècle.

au sujet du taux de mortalité trop élevé des habitants, qu'il attribuait aux agissements malveillants des guérisseurs et des adorateurs de Shango et à leurs effets nuisibles sur la ville. Les chefs appelèrent à un grand rassemblement à Enu-Owa pour débattre des moyens de réduire la mortalité. Les autorités du culte Sango s'engagèrent à examiner la question, réfutèrent les accusations et adressèrent une lettre au clergé lui demandant d'organiser une semaine de prières. Tugwell réagit en déclarant qu'il attribuait ce taux élevé de mortalité au surpeuplement, au manque d'eau potable et de drainage, ainsi qu'à la saleté de la plupart des petites rues de la ville où s'amoncelaient les détritiques, les ordures, les immondices.

Il parla de la nécessité de remblayer la partie nord de l'île et s'attaqua aussi aux médecins indigènes, qui selon lui n'avaient aucune connaissance des règles d'hygiène. En conclusion, il attribuait le funeste taux à la colère de Dieu, vu qu'il était le même pour les infidèles, les musulmans et les chrétiens, ainsi que pour toutes les classes sociales.

Le protectorat de la côte du Nigeria

Vers la fin du ^{xvi}^e siècle, les Etats-cités s'étaient tous constitués et le delta était devenu le marché d'esclaves le plus important d'Afrique occidentale. Le plus puissant de ces Etats nouveaux était Bonny dont la suprématie commerciale était basée sur une organisation militaire qui s'appuyait sur de redoutables canoës de guerre, dont quelques-uns étaient armés de canons à l'avant, à l'arrière et au milieu et pouvaient contenir un équipage de cent quarante personnes.

Bonny protégeait farouchement son négoce, essayant d'empêcher les marchands européens d'approcher les courtiers en esclaves de l'arrière-pays. Un accord conclu entre Okrika et Bonny interdisait aux marchands du premier de s'établir sur la côte et à ceux du second de pénétrer dans la zone d'intérêt de Okrika à l'intérieur du pays. Bénin et le vieux Calabar qui possédaient chacun son *hinterland*, se trouvaient en dehors de la sphère d'intérêt de Bonny, mais quand ce dernier devint un gros exportateur d'esclaves, le vieux Calabar se convertit au commerce d'huile de palme.

Le nombre des Européens qui s'établissaient dans le delta augmentait, aussi dut-on trouver un moyen de régler les conflits avec la population locale. On créa à cet effet les «cours d'équité». La première, établie par traité en 1826, siégea à Bonny dans un immeuble qui servait d'église et de club aux Européens, dont la plupart vivaient encore sur l'eau. Tous les agents européens étaient membres de cette cour à laquelle participaient également le roi et les chefs locaux quand la question à traiter concernait la communauté africaine. Les délits étaient punis d'une amende. La cour ayant beaucoup de succès, on en créa d'autres à Akassa, à Bénin, à Brass, dans le vieux et le nouveau Calabar, et plus tard à Opobo.

Le vieux Calabar était composé de plusieurs petits Etats-cités, chacun gouverné par un roi ou un chef et un conseil : Duke Town, Creek Town, Old Town et Obutong. Ce qui unissait les notables était leur appartenance au même culte secret de la société egbo. Chaque ville était composée de quartiers et de maisons. Duke Town, par exemple, comprenait le Cobham Town, le Henshaw Town, etc. Olfert Dapper parle, en 1686, d'un village palissadé, Calabarie qui allait progressivement entrer dans la sphère d'influence britannique. Les «fabriques» anglaises du Calabar ne ressemblaient à aucun autre comptoir d'Afrique occidentale. Elles étaient construites sur les rives du Calabar et chacune était dotée d'une vieille cloche de bateau qui sonnait les heures, comme en haute mer. Old Town fut détruit en 1856 sous le prétexte qu'avait été transgressée, à la mort du chef Willy Tom Robbins, la loi interdisant le sacrifice humain.

Les Anglais avaient fondé en 1827 une colonie à Fernando Po à laquelle ils mirent fin en 1834, ne voulant pas payer à l'Espagne la somme de 100 000 livres pour l'île. Un consulat y fut cependant maintenu. Dans ces années critiques, le Consul pour les golfes de Bénin et de Biafra était un certain Beecroft qui, entre 1849 et 1854, occupa le poste de directeur des Travaux publics et autorisa la construction de maisons préfabriquées importées d'Angleterre.

Le consulat britannique fut transféré en 1872 de Fernando Po au vieux Calabar qui devint le siège du nouveau Old Rivers Protectorate. Vers 1879, Goldie Tupman avait fait fusionner les plus grandes firmes commerciales et créé ainsi la United African Company, juste à temps pour qu'à la conférence de Berlin (1885), le Niger soit présenté comme une zone d'intérêt britannique ; ce qui eut pour conséquence la constitution de la Royal Niger Company

qui installa son siège à Asaba et sa base portuaire à Akassa.

En 1893, le Oil Rivers Protectorate devint le Niger Coast Protectorate (protectorat de la Côte du Niger), gouverné par un consul général responsable auprès du ministère des Affaires étrangères.

La Royal Niger Company allait se faire beaucoup d'ennemis dans la région. Le ressentiment éclata au grand jour en 1895 quand Brass attaqua Akassa. Le gouvernement britannique envoya McDonald enquêter sur place et son rapport eut un grand impact car on retira à la RNC son privilège et son territoire qui s'étendait jusqu'à Idah, fut inclus dans le nouveau protectorat du Nigeria méridional, dont la capitale était Calabar.

La fusion, en 1906, du protectorat de Lagos et de celui du Nigeria méridional, avec Lagos pour capitale, se fit au détriment de Calabar, dont le déclin commença alors pour prendre fin soixante-dix ans plus tard, quand la ville devint la capitale du nouveau Cross Rivers State.

Dans le Nigeria précolonial, le territoire du vieux Calabar s'étendait du delta du Niger et des rives est du fleuve, descendant le long de la côte du golfe de Biafra jusqu'à la frontière du Cameroun et, vers le nord, jusqu'à Ogoja et Obudu.

Le *compound* traditionnel est le meilleur exemple de l'architecture indigène du vieux Calabar. Les habitations des classes moyennes et élevées étaient, semble-t-il, en tout point supérieures à celles des autres pays de cette région d'Afrique ; non seulement pour ce qui est du mode de construction, de l'agencement compact et solide des matériaux, mais aussi par la qualité d'une architecture qui évoque la stabilité et la résistance par la précision de l'exécution. Les habitations étaient en fait des *compound*, c'est-à-dire un ensemble de bâtiments individuels reliés par des cours et constituant une sorte de labyrinthe de connexions. Les maisons étaient situées autour de cours intérieures carrées, centres de la vie familiale. La maison du maître était facile à reconnaître car elle était plus grande et occupait une position dominante dans la hiérarchie des bâtiments reliant les cours.

Chaque épouse habitait avec sa progéniture sa propre maison qui faisait face à la cour principale. L'ouverture pour l'entrée et la sortie étaient protégées par une natte tressée qui était mise en place le soir et maintenue par des bâtons calés par la fourche d'un pieu enfoncé à la verticale. Celui-ci faisait partie de la structure porteuse soutenant le toit au centre et dans les angles. Les parois étaient

faites d'un treillage de branches liées avec des lanières en écorce d'arbre. Le treillage était enduit de mortier de terre et l'entrelacs de bambou de la toiture était couvert de chaume tressé. Les maisons avaient des galeries profondes et les murs étaient souvent étayés des deux côtés, sans doute pour les rendre plus résistants aux tempêtes. C'est pour cette même raison que l'on ajoutait des bâtons supplémentaires pour maintenir les nattes des portes. À l'intérieur, les murs et le sol étaient polis avec un pigment jusqu'à ce que la surface reluisse comme une céramique.

Les logements individuels étaient bâtis sur un plan rectangulaire. La prépondérance des toits en dos d'âne dans les régions du delta et du vieux Calabar s'explique par le fait que l'on peut difficilement obtenir des formes rondes ou coniques avec le chaume de palme ; en revanche, dans les régions du nord, à Ogoja, où les toits sont recouverts d'herbe, les huttes étaient fréquemment circulaires. À Calabar cette espèce d'herbe était rare ; de plus le climat humide et peu ensoleillé ne permettait pas une telle toiture qui aurait vite pourri. Dans ces conditions, les nattes tressées, avec leur rigidité caractéristique et leur texture dense et résistante, étaient une solution plus appropriée.

La maison, les passages et le patio formaient un tout indissociable dans la manière de construire un *compound* traditionnel. La maison offrait un abri pour dormir, cuisiner et entreposer ; les cours étaient le lieu des activités à l'extérieur ; quant aux passages, ils liaient entre eux les différents registres de la vie communautaire. Cette configuration facilitait l'extension des *compound*. D'ailleurs une certaine flexibilité était indispensable dans une culture où la famille élargie était l'élément de base de la structure sociale et la cause d'une croissance démographique extrêmement rapide. La maison traditionnelle satisfaisait les besoins d'abri et de foyer familial en même temps que les exigences spirituelles et culturelles. Chaque *compound* avait son autel ainsi qu'un terrain cultivable à proximité. Chacun était une entité auto-suffisante, où s'accomplissaient toutes les fonctions de la vie, y compris les dévotions et les sacrifices à la mémoire des ancêtres. Les processus de la vie étaient contenus dans des limites bien définies et l'interaction sociale était sous-tendue par un modèle communautaire d'activités partagées, ainsi que par l'idéal d'intégration de la société occulte *ekpè*.

Les principes de base de la construction traditionnelle se retrouvent dans les premières architectures des missionnaires ainsi que dans l'architecture publique.

Le commerce avec l'Angleterre amena au vieux Calabar une série de maisons préfabriquées, importées comme des articles courants qui firent leur apparition dans la colonie à la fin du XVIII^e siècle. Les premières «maisons anglaises en bois» datent de 1785. Il existe aussi des documents sur des maisons préfabriquées en bois plus récentes, du XIX^e siècle, aux toits en chaume qui avaient appartenu à des «barons» indigènes du commerce. Les maisons préfabriquées à structure de bois ou métallique allaient devenir bientôt un symbole de statut social en tant que produit d'importation de luxe et preuve de relations privilégiées avec les Européens. La demande augmenta avec le développement du commerce extérieur. Suivant l'exemple du grand duc Ephraïm (1814-1834), chaque potentat efik, chaque marchand prospère firent construire une maison préfabriquée à un ou plusieurs étages dans leur *compound* comme signe de richesse et de pouvoir. Cet engouement fut à l'origine du développement, au Royaume-Uni, d'une industrie de composants. Des scieries, des fonderies, produisaient pour l'exportation, non seulement vers Calabar et la côte occidentale de l'Afrique, mais pour toutes les colonies. Tout ceci conduisit à une révision des méthodes traditionnelles de construction, surtout concernant les toitures.

Les Efik, le groupe dominant du vieux Calabar, manifestèrent leur désir de suivre les Anglais sur ce terrain. Puisque les chefs du commerce achetaient des maisons préfabriquées, qu'ils laissaient d'ailleurs inoccupées dans la cour au devant de leur *compound*, le reste de la population voulait s'offrir au moins quelques composants préfabriqués : de la tôle ondulée pour les toitures, des fenêtres, des portes, des plafonds et des éléments de décoration. L'influence de la nouvelle tendance se faisait sentir d'abord dans les *compound* de la classe marchande, où l'on remplaçait les toits de chaume des bâtiments traditionnels par des plaques de tôle ondulée. Les classes moyennes firent de même pour donner une image de bien-être. Le mélange typologique qui s'ensuivit témoigne d'un changement des valeurs générales et du goût pour tout ce qui était associé aux nouvelles cultures étrangères. La transformation des valeurs matérielles sur la côte africaine allait se poursuivre sur deux siècles.

Alors que l'activité des missionnaires eut peu d'impact sur l'architecture, la législation allait avoir, quant à elle, une influence active et directe sur le destin de l'architecture et de l'urbanisation. Les grands bénéficiaires de ce

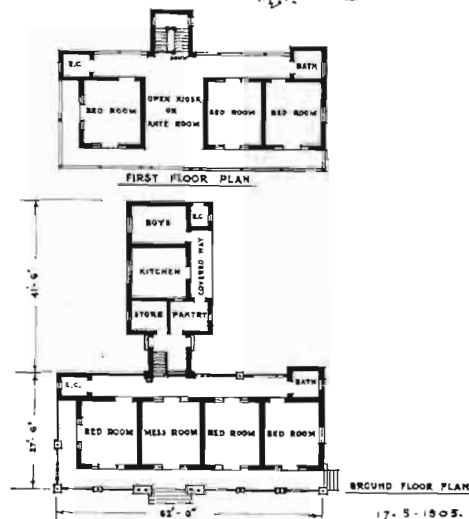
changement de société seront les industriels anglais et les sociétés commerciales de la côte occidentale de l'Afrique.

L'influence étrangère sur l'architecture locale se manifesta donc d'abord dans la construction des toits. Ceux pourvus d'un arêtier que l'on pouvait réaliser avec du chaume, étaient très populaires et largement utilisés comme alternative à l'habituel toit en dos d'âne. Les premiers missionnaires avaient mis, eux aussi, ce genre de toiture sur leurs bâtiments. La tôle ondulée apportait des possibilités nouvelles de flexibilité. Il était possible maintenant de faire des jointures dans les gouttières et la géométrie du toit changea pour comprendre les configurations nouvelles de volumes intersectés. Ce dernier aspect est important car les *compound* allaient bientôt se rétracter, au lieu de s'étendre, et ajouter des annexes aux corps de bâtiments existants, comme par exemple un porche en façade dont le toit devait entrer dans le continuum de l'ensemble des toitures. On vit la nouvelle configuration des toits dans quelques maisons privées dont les murs avaient été construits selon les méthodes traditionnelles. L'usage des fenêtres préfabriquées dans les maisons traditionnelles est dû aux missionnaires de la région de Calabar. Avant leur arrivée, celles-ci n'avaient que de petites ouvertures en haut et en bas des murs pour une ventilation somme toute minimale. Les maisons préfabriquées introduisirent le concept de fenêtre préfabriquée, que les missionnaires adaptèrent aux méthodes de construction indigènes. Un exemple de cette sorte de métissage est la maison que Charles Owena bâtit pour Mary Slessor à Ekengo, dans l'Etat du Cross River. Les constructeurs locaux adoptèrent ce nouveau composant qui fit longtemps l'effet d'un greffon fonctionnel mal intégré : le processus de construction n'avait pas été modifié pour l'accueillir. L'ossature en treillage de bambou des murs était exécutée comme d'habitude, mais on prévoyait quelques ouvertures en posant l'enduit de terre. Le treillage était ensuite découpé aux dimensions des fenêtres, dont la pose semblait ne pas avoir été préméditée mais faite après coup. Plus tard, la pose des fenêtres devint obligatoire dans les colonies, surtout dans les aires urbaines. Les nouveaux codes et règlements de construction comprenaient les dimensions standards et les positions optimales. D'autres éléments préfabriqués — portes et montants de portes, croisillons, etc. — influencèrent à leur tour la construction traditionnelle.

Les influences allaient dans les deux sens car les colons adoptèrent puis intégrèrent dans leur architecture des élé-

1 LAGOS 2ND CLASS REST HOUSE FOR 6 MEN

SCALE: 20 FT. TO 1 IN.



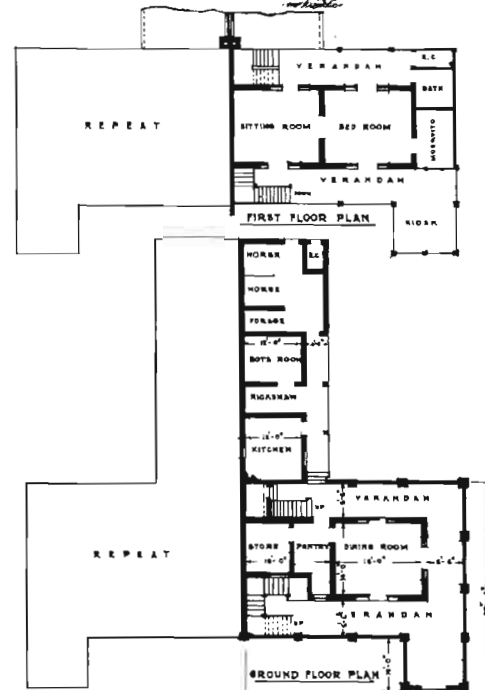
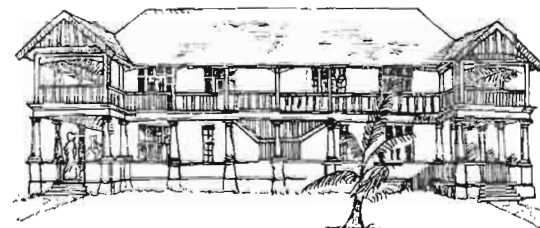
Plans de constructions dans
le quartier du gouvernement
à Lagos.

1. Habitations pour six
personnes ; plan daté du
17 mai 1905.

2. Habitations pour jeunes
officiers mariés ; plan daté
du 6 mai 1908.

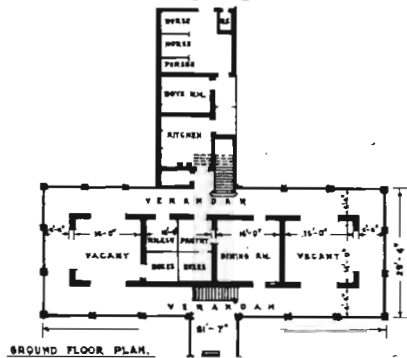
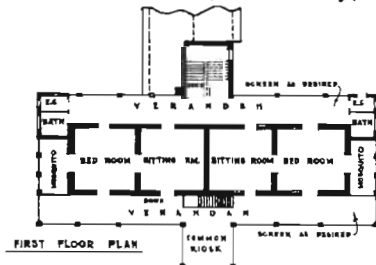
2 SUGGESTED QTRS. FOR JUNIOR MARRIED OFFICERS

SCALE: 16 FT. TO 1 IN.



3 LAGOS SUGGESTED QUARTERS FOR 2 NOS. JUNIOR BACHELORS

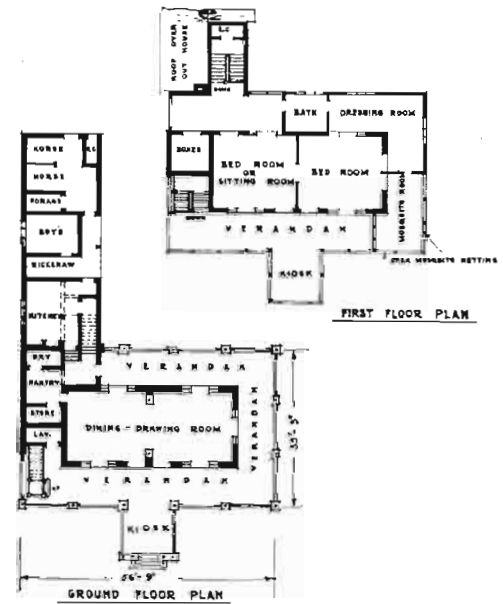
SCALE: 80 FT. TO 1 IN.



3. *Habitations pour célibataires ; plan daté du 6 mai 1908.*
4. *Proposition d'habitation pour les chefs de service ; plan daté du 19 octobre 1911.*

4 SUGGESTED QUARTERS FOR HEADS OF DEPTS

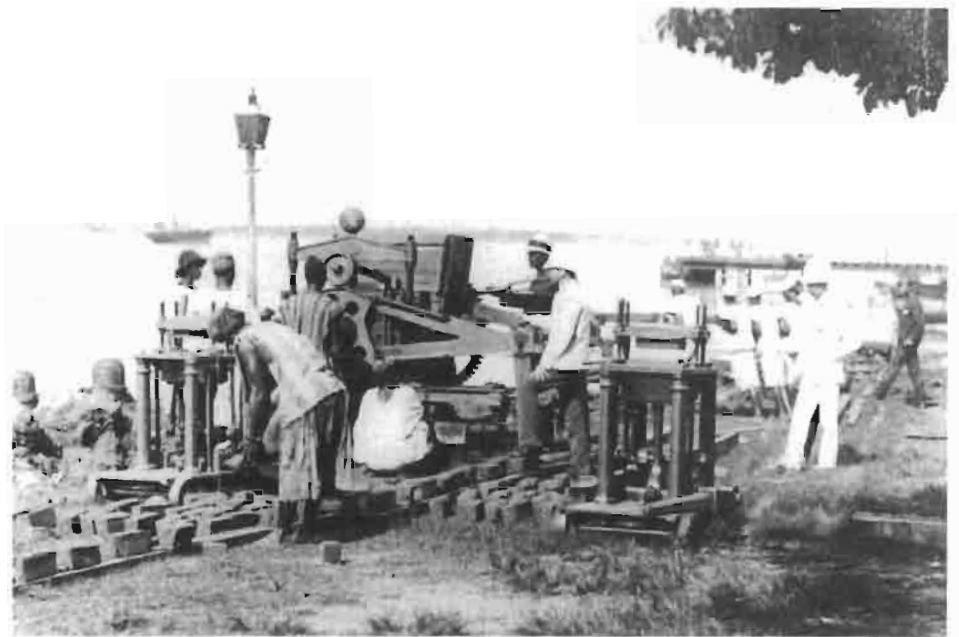
SCALE: 20 FEET TO 1 INCH.



ments de la tradition locale. Quelques-uns des premiers bâtiments publics préfabriqués, administratifs ou autres, eurent d'abord un toit de chaume. Ce fut le cas de la vieille bibliothèque et de l'ancienne résidence de Calabar. On ne connaît pas les raisons de ce mélange de modes de construction mais on peut les imaginer : les colons avaient sans doute reconnu les qualités climatiques des toitures traditionnelles, comme le prouve aussi l'usage de nattes indigènes comme faux-plafonds isolants dans des bâtiments faits de composants préfabriqués (l'ancienne résidence de Calabar et la résidence du révérend Westgarth à Ibaku Itan). D'autres adaptations ont été tentées, mais la plupart n'étaient que des improvisations, des solutions *ad hoc*, qui furent abandonnées dès l'arrivée de nouveaux éléments que l'on croyait meilleurs.

Les préfabriqués firent place aux constructions en dur. Dans un premier temps les deux modes de construction coexistèrent séparément, parfois associés dans un même bâtiment, dont la partie inférieure était en maçonnerie et la partie supérieure en bois, dans le très populaire pin de Scandinavie. Les ouvrages de maçonnerie eurent une grande influence sur l'architecture de la région. Les premières briques furent transportées sous forme de lest par les navires qui arrivaient d'Europe. Déchargées à Calabar, elles étaient utilisées à la construction de missions et de bâtiments officiels. Plus tard, on créa des briqueteries à Calabar même et dans d'autres régions pour répondre à une demande croissante. L'usage de briques d'argile séchée pour les habitations de la nouvelle élite africaine est une conséquence directe de la construction en briques des Européens. Ce mode de construction, différent de celui en treillage de branches et en torchis (clayonnage) revêtu de boue, précède la construction en briques de ciment qui est aujourd'hui la plus répandue. La maçonnerie apporta aussi le plâtrage de ciment. Les artisans locaux acquirent de nouvelles compétences et se lancèrent dans des innovations en matière de décoration. Les maçons qualifiés de la région essayèrent de reproduire en ciment tout ce qui était venu à l'époque de l'architecture préfabriquée, par exemple, les colonnes moulées de la tradition classique, les pilastres, les balustrades. Les ouvrages de maçonnerie acquirent un caractère rustique et on leur ajouta un grand nombre de décorations en relief, exécutées en plâtre.

L'une des influences les plus importantes fut sans doute celle du processus d'urbanisation qui commença dans la haute période de colonisation. La maison tradi-



Briquetterie à Lagos à la fin du XIX^e siècle.

tionnelle perdit sa capacité d'expansion. La nouvelle législation qui soutenait l'urbanisation ne pouvait être favorable à l'existence d'une ferme à proximité du logement. Ces exploitations étaient l'habitat naturel des moustiques anophèles, responsables de la fin lamentable et prématurée de tant d'aventures coloniales en Afrique occidentale... La relation étroite entre la maison et la ferme, qui faisait du *compound* traditionnel une entité auto-suffisante, fut rompue. L'habitat subit une double compression car la configuration triadique, maison-passages-cour, disparut elle aussi à l'époque où les constructions en maçonnerie s'imposèrent. Une nouvelle forme émergea, plus proche de la boîte, conçue en fonction de critères tels que la compacité et le coût. D'ailleurs, avec les changements socio-économiques de la société africaine, la construction de logements devint une activité économique en soi : une situation qu'on était loin d'imaginer quand on bâtissait dans le vieux Calabar à l'époque précoloniale.

Le Nigeria unifié

L'unification du Nigeria se fit le 1^{er} janvier 1914. Sir Frederick Lugard, ancien délégué de la Couronne pour le protectorat du Nigeria septentrional, fut rappelé de Hong Kong pour en être le gouverneur général.

Lugard exprima ses vues sur l'architecture et l'aménagement dans un ouvrage intitulé *Double mandat en Afrique occidentale britannique* :

«Les caractéristiques d'une maison bien adaptée au climat tropical ont fait l'objet de beaucoup de controverses et d'innombrables expériences. A mon avis, les maisons devraient être construites si possible avec un étage, où se trouveraient le séjour et les chambres à coucher, ces dernières surtout. Au rez-de-chaussée, il y aurait la salle à manger, le bureau et les magasins. L'habitude des firmes commerciales de loger leurs employés au-dessus des dépôts de marchandises est à déconseiller en raison des émanations nuisibles à la santé. La tendance à élargir les galeries, à les fermer et à les utiliser comme séjours et aires de repos rend les pièces de l'intérieur sombres et peu accueillantes ; de plus, leur toit léger n'offre pas toujours une protection suffisante contre la chaleur du soleil. Les sols, eux, devraient être recouverts de linoléum qui peut être lavé facilement et qui a aussi l'avantage d'empêcher les odeurs et les courants d'air de monter par le plancher. Les maisons devraient être orientées de manière à ce que

le soleil, passant au-dessus d'elles d'un bout à l'autre, comme cela se produit au cours des saisons, ne rende pas les galeries de devant et de derrière intenables à tour de rôle. Les fenêtres devraient être basses et les portes à demi vitrées [...]. La question de la ségrégation des Européens et des indigènes mérite d'être abordée ici. Nous avons appris que les germes de malaria, et parfois de la fièvre jaune, sont présents dans le sang de la plupart des indigènes, en particulier des enfants. Leurs cases sombres et leur environnement insalubre favorisent les moustiques qui transportent ces maladies. Par conséquent, les médecins conseillent fortement aux Européens de ne pas dormir à proximité des indigènes afin d'éviter toute contagion. [...] Là où la ségrégation est compatible avec le travail et le devoir, les firmes commerciales, tout comme les autorités publiques, ont le devoir moral de ne pas exposer leurs employés à une infection qui peut être évitée.

C'est pour cette raison que les nouveaux établissements humains seront divisés en réserves pour Européens et réserves pour indigènes, séparées par une zone non résidentielle, débroussaillée et dés herbée, de 440 yards de largeur. Il sera interdit aux Européens de coucher dans la réserve des indigènes et à ces derniers de résider dans le quartier européen à l'exception des domestiques et autres employés indispensables.

La ceinture de terre vierge qui sépare les deux quartiers est un moyen efficace de lutter contre les feux de brousse et les incendies, si fréquents dans les régions sèches qui se déclarent dans les huttes et les enclos inflammables des indigènes, lesquels abritent aussi des rats et autres vermines. Cette ceinture peut servir de lieu de récréation, de terrain pour les défilés, pour le chemin de fer, pour les chantiers des travaux publics, ou encore pour des cimetières ; et même pour y construire des immeubles, dans lesquels ne coucheront ni les Européens ni les indigènes ; à condition toutefois que ces bâtiments ne deviennent des relais pour les incendies, ni des nids de moustiques [...]. Il faudrait qu'il soit parfaitement clair que le but poursuivi n'est pas la ségrégation raciale, qu'il s'agit en fait de séparer deux niveaux de vie. Le gentleman indien ou africain qui adopte le niveau de vie plus élevé de la civilisation, et qui souhaite la protection contre les infections que procure la ségrégation, sera tout aussi libre que l'Européen de vivre dans la réserve civilisée, et tout aussi bienvenu, à condition de ne pas amener avec lui une trop nombreuse suite [...]. Afin qu'il n'existât point de raisonnement valable d'affirmer que les fonds publics sont dépensés

de manière abusive, pour le quartier des Européens, il serait utile de prélever des taxes séparément pour chaque réserve et d'en dépenser chaque montant pour la réserve respective. D'autre part, toute subvention accordée à la ville par les autorités publiques devra être utilisée au bénéfice des deux parties, sans discrimination.»

Lugard avait fait préparer les plans pour le déplacement de la capitale de Lagos à Yaba (quartier situé au nord de la ville de Lagos actuelle). La Première Guerre mondiale qui éclata huit mois après l'unification arrêta net l'opération.

Lugard avait appliqué dans les provinces du nord un mode de gouvernement indirect par nécessité, mais avec un succès considérable qui l'incita à employer la même formule dans le sud. Les systèmes sociaux étant différents dans les deux régions, les résultats le furent aussi. Des administrateurs britanniques furent imposés aux chefs locaux et à leurs conseils, apparemment afin de les initier aux principes de gouvernement britanniques. Ce mode de gouvernement permettait certes de faire respecter la loi et l'ordre, mais il ne se prêtait guère à la modernisation des villes et à l'amélioration des conditions de vie en milieu urbain, surtout là où ce milieu n'était pas traditionnellement homogène. En 1917, un décret sur les villes (*Township Ordinance*) classifie les agglomérations urbaines en villes de première, de seconde et de troisième catégories. La seule ville du premier groupe était Lagos qui allait être administrée par des fonctionnaires nommés par le gouverneur, assistés par un conseil municipal. Dans les provinces du sud, la deuxième catégorie était représentée par des villes comme Aba, Abeokuta, Calabar, Enugu, Ngwo, Forcados, Ibadan, Itu, Onitsha, Opobo, Port Harcourt, Sapele et Warri. Quelques-unes de ces villes — Abeokuta, Forkado, Ibadan, Itu et Opobo — furent rayées de la liste en 1936, soit parce qu'elles étaient administrées uniquement par des indigènes, soit parce qu'elles avaient été reléguées au troisième rang et étaient administrées seulement par des fonctionnaires nommés par le gouverneur.

Port Harcourt

Le transport par train vers Lagos de produits du Yorubaland ayant donné de bons résultats, on envisagea de desservir de la même façon les aires très peuplées à l'est du Niger, riches en palmiers à huile. La nécessité de transporter le charbon découvert à Enugu Ngwo en 1912 était une raison de plus pour que les autorités commencent à

chercher un lieu approprié pour un terminus avec «des eaux profondes et un terrain élevé qui puisse être relié à la terre ferme».

Lugard inspecta personnellement les ports existants : Itu, Onitsha, Warri, Sapele, Oron, Calabar et Okrika. Seul ce dernier semblait réunir les conditions nécessaires, malgré une zone de mangroves entre la côte et le large. Envoyé pour compléter l'étude, le lieutenant Hughes examina des rapports sur un petit bras de mer plus en amont et découvrit ainsi une étendue de 1400 m de falaises hautes de 15 m, couvertes de végétation, encadrant un canal de 60 m de largeur et 16 de profondeur. Dans cette aire, appelée par les indigènes Ukwu Ugbakiri, ne se trouvaient que trois huttes primitives de pêcheurs.

Les travaux préliminaires commencèrent en 1913 par la déforestation des falaises et la construction d'un camp de base. L'année suivante on construisit un débarcadère temporaire pour les matériaux du chantier. Enfin, en 1915, les plans furent approuvés et le nouveau port reçut le nom du secrétaire aux Affaires coloniales de l'époque, Lord Harcourt. Malgré de sérieux retards provoqués par le déclenchement de la Première Guerre mondiale, le tronçon initial de la voie ferrée menant de Port Harcourt à Aba fut mis en exploitation le 1^{er} janvier 1916 et au mois de juin de la même année, la première cargaison de charbon de Udi fut chargée sur le «Sir Hugh» et transportée vers Lagos. Dans son rapport au ministère des Colonies, Lugard écrivit : «Il faut espérer que la conception, qui a fait l'objet de beaucoup de réflexion et de discussions, aura pour résultat un port et une ville modèles».

Au-delà de cette portion de hautes falaises s'étendaient des mangroves et des criques de marée. L'emplacement de la ville dont les ingénieurs de la voie ferrée nord-est devaient dresser les plans était un étroit promontoire. Les docks allaient être placés sur sa face nord et, de là, la voie ferrée devait suivre des pentes d'une déclivité appropriée au type de locomotive employé. Après avoir choisi l'emplacement des dépôts de marchandises et de la gare pour passagers, les concepteurs décidèrent de créer pour la future population européenne une cité-jardin, au vent, à l'ouest du promontoire. Le quartier des indigènes et le marché allaient, eux, être construits sur un tracé en damier à un mille de là, de l'autre côté de la voie ferrée.

La zone libre débroussaillée, la soi-disant «zone neutre» qui devait impérativement séparer les deux établissements, allait être utilisée pour les loisirs et les parades

militaires en même temps que pour l'infrastructure ferroviaire.

Letchworth, la première cité-jardin complètement intégrée construite selon les plans de Ebenezer Howard, datait de 1904, mais les ingénieurs de la North-Eastern Railway lui préféraient sans doute le Bournville de Rountree et le port Sunlight de Lever, autres tentatives de l'époque d'améliorer les conditions de vie urbaine où cependant les classes sociales étaient séparées les unes des autres. Dans une société coloniale où les officiers de première et de seconde classes fréquentent des clubs séparés, il n'est pas surprenant que le plan de Port Harcourt ait été conçu ainsi, surtout si l'on pense aux idées de Lugard sur la ségrégation des quartiers indigènes.

Au début de l'année 1916, la plupart des tracés des deux zones avaient été effectués et on avait entrepris la construction en dur des maisons. Les terrains destinés aux marchands furent mis aux enchères.

Des agents de la protection du territoire recrutaient la main-d'œuvre nécessaire à la construction du chemin de fer. Dans un premier temps les chefs locaux devaient forcer les gens à aller travailler à Port Harcourt car les indigènes se méfiaient des Blancs après une série d'expéditions punitives. Plus tard, ils y allèrent de plein gré, attirés par des salaires de 9 pences par jour, auxquels s'ajoutait une indemnité journalière de 3 pences. Des affiches collées à Lagos les encourageaient à venir et bientôt on vit arriver des gens de tout le Nigeria et des pays avoisinants, y compris du Sierra Leone. Port Harcourt eut donc dès le début une population hétérogène où dominaient les communautés de l'est, en particulier les Ibo et un nombre respectable de marchands syriens et indiens.

De 1916 à 1939 la croissance de la ville s'effectua suivant le plan initial. Le réseau d'alimentation en eau potable fut achevé en 1926 et l'installation de l'électricité en 1929. Dès 1918 avait été constitué un conseil municipal, ancêtre du service d'urbanisme et d'aménagement de Port Harcourt. En 1921 le conseil donna un nom aux rues et aux avenues qui, jusqu'alors, portaient un numéro. Cette même année, les travaux publics prirent en main l'entretien de la voirie dont la responsabilité allait par la suite revenir aux autorités locales.

Le colonel Rowe, délégué aux territoires (Commissioner for Lands), proposa en 1927 au secrétaire des provinces du sud de dresser les plans d'un établissement indigène à Diobu qui se trouvait alors en dehors de la ville, afin d'éviter la croissance désordonnée des villages.

En 1929 les limites de la ville furent reculées vers le nord pour inclure l'aire comprise entre la rive du Flechi et la baie d'Amadi. Walker, le responsable pour l'aménagement urbain, prépara en 1930 un plan d'urbanisation des zones sud-ouest de la ville qui n'eut pas de suite, ces opérations n'étant pas jugées nécessaires dans l'immédiat.

Les marchands des villes riveraines, Bonny, Brass et Opobo, étaient attirés à Port Harcourt par les possibilités de contacts plus directs avec les producteurs de l'arrière-pays. L'exode de Bonny commença avec le départ, entre 1916 et 1920, des marchands d'huile puis des commerçants africains. Le ministère de la Marine, du Télégraphe, et d'autres organismes publics, connurent le même sort ; tout comme les douanes et le consulat, car aucun vapeur ne venait plus mouiller dans ces parages. Le bâtiment du consulat fut désassemblé — il était en composants préfabriqués — et monté à Port Harcourt où il devint la résidence du gouverneur.

De beaux bâtiments préfabriqués, à structure porteuse métallique et aux toits en tôle ondulée, furent érigés le long de l'actuelle Azikiwe Road. La majorité d'entre eux reproduisaient les modèles standard en briques du ministère des Travaux publics, mais bientôt ce matériau allait être remplacé par le ciment. Les briques ou blocs de ciment pouvaient être moulés sur place à l'aide d'un outillage simple et l'assemblage était en même temps plus rapide et moins coûteux.

Port Harcourt et Lagos étant les centres de commerce qui avaient survécu à la grande dépression des années trente, ils poursuivirent leur croissance au détriment des villes de l'*hinterland*. Pour les nouveaux venus elles n'étaient que des lieux de travail, comme le notait en 1936 Mme Leith-Ross : « Personne ne prend racine à Port Harcourt et personne ne voudrait y finir sa vie. Les gens viennent pour faire de l'argent et ne songent pas à s'y installer pour de bon. Le *township* indigène est encore plus déprimant que le reste. [...] Les voies sont larges mais sans arbres, les maisons répondent aux normes réglementaires mais la beauté et le confort sont absents. [...] Les rues sont pleines d'hommes en gilets élimés et shorts sales, le chef couvert d'un feutre informe, vaquant à leurs affaires entre les wagons de marchandises ou les cargos, entre les camions et les barils d'huile de palme. »

Lagos

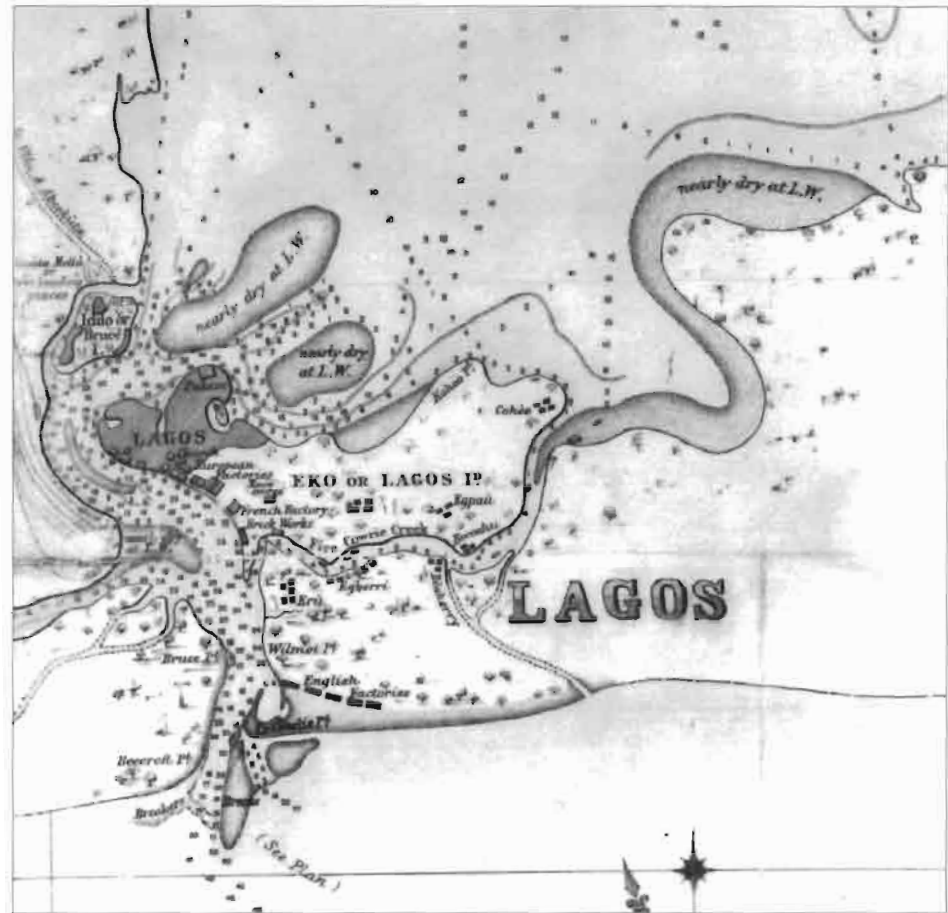
A Lagos, le dragage et la construction des digues se poursuivirent durant la guerre, malgré le manque de charbon, de matériaux de construction et de main-d'œuvre. Vu qu'il était difficile de construire des voies ferrées en direction de Wilmot Point et d'autres localités de l'île, c'est Apapa qui fut choisie pour les grands aménagements portuaires. Les opérations commencèrent en 1914. La gare de Ebute Metta fut rénovée pour répondre aux exigences des futures activités portuaires. L'aménagement d'un nouveau quai pour le transport du charbon, commencé en 1921, fut interrompu par une série de grèves. La centrale électrique de Iddo fut inaugurée en 1923 et l'ancienne centrale de Ajele fut mise hors service. Les Ijora, installés sur les lieux, furent délogés et l'on bâtit d'agréables *compound* de type brésilien pour les chefs.

A partir de 1919, on commença à dresser les plans d'aménagement de Ikoyi et en 1923 la première tranche du programme de logements était achevée. Le projet Yaba de lotissement de l'aire comprise entre le parc Rowe et l'hôpital psychiatrique, élaboré par Albert J. Thompson Friba, fut approuvé par les autorités de la ville (en la personne de F.M. Baddelye) en 1927. Un nouveau pont Carter, conçu par Coode & Partners, fut ouvert à la circulation automobile. En 1933, le nombre de véhicules enregistré à Lagos était de six mille.

L'aspect des immeubles changea : il devint plus fruste et les ouvertures plus petites. L'usage des briques de ciment et celui, parcimonieux, du béton, y étaient sans doute pour quelque chose.

La plupart des épouses des colons européens venaient rejoindre leurs maris dans les territoires d'outre-mer mais les enfants restaient au pays où ils étaient placés dans des pensionnats. C'est pourquoi la majorité des logements n'avaient qu'une seule chambre à coucher. La cuisine, avec son fourneau à bois fumant, se trouvait dans un appartement lié à la maison par un court passage couvert. A partir de 1890, il devient de plus en plus facile de se procurer de la glace et quand dans les années trente l'usage des réfrigérateurs commença à se répandre, chaque maison avait, outre son nouvel appareil, sa vieille boîte frigorifique revêtue de zinc, dans laquelle on avait toujours gardé sous des sacs mouillés les boissons, le beurre en conserve et d'autres aliments. Un garde-manger couvert de gaze était accroché au plafond, hors d'atteinte des rats ; d'autres avaient les pieds immergés dans des boîtes en fer-blanc remplies de pétrole pour éloigner les termites.

Plan de Lagos, d'après un dessin du lieutenant John W.H. Glover en 1859.



L'eau courante fut introduite à Lagos en 1913 et bien-tôt d'autres villes la réclamèrent aux autorités publiques. Les toilettes en terre battue étaient de règle. Dans les maisons à étages, une volée d'escaliers à l'arrière de l'immeuble permettait d'accéder au trou par lequel on enlevait et changeait les seaux. Nombre d'Européennes, tranquillement assises sur le siège du *thunder box*, la «boîte à tonnerre», eurent un choc quand, sous leur postérieur même, une main attrapait le seau : des vidangeurs masqués, munis de lanternes, venaient chercher les seaux, les posaient sur leur tête et les transportaient jusqu'à un camion-citerne. A Lagos, ils se servaient d'un tramway à vapeur qui traversait la ville en cahotant, laissant derrière lui une traînée fétide. Dans les demeures anciennes, les étables et les hangars à pousse-pousse furent remplacés par des porches ou des garages pour les voitures que les officiers et les fonctionnaires pouvaient maintenant se payer grâce à des prêts.

Les édifices publics étaient en général de style néo-classique. Quant aux maisons privées et aux magasins, ils avaient encore des éléments traditionnels, brésiliens ou autres, qui allaient s'altérer et se simplifier avec le temps. Les balustrades en bois ou en fer forgé des balcons du premier étage furent remplacées par des balustrades en béton armé, au dessin plus lourd mais non dépourvu d'imagination.

Après une épidémie de peste bubonique, Lagos fut doté, en 1929, d'un comité exécutif pour l'aménagement. Trente hectares d'habitat insalubre furent démolis pour une mise en valeur. Les habitants de Lagos furent priés de quitter l'île surpeuplée pour la terre ferme, mais les plus enracinés et les plus conservateurs s'y opposèrent farouchement.

La ligne de tramway qui reliait l'île à la ligne de chemin de fer de Ido fut mise hors d'usage en 1913 et fut remplacée deux ans plus tard par un service d'autobus qui ne fonctionna que trois ans. L'absence de moyens de transport fut un handicap majeur, jusqu'au jour où l'un des promoteurs de l'opération Yaba, un nommé Rasmussen, créa une ligne d'autobus pour accélérer la vente de logements. En 1929, un autre promoteur, J.N. Zarpas, en créa une autre, rivale, qui fut reprise par la municipalité et devint la première ligne du réseau public.

Entre les deux guerres mondiales, Neville Miller relate ce qu'il avait vu à Lagos : «Mis à part l'alignement de l'extrémité nord de la rue Victoria [aujourd'hui Nnamdi Azikiwe], en 1931, pour qu'elle soit dans l'axe du nouveau

pont Carter, rien de valable n'a été fait sur l'île de Lagos en matière de voirie. La partie de la ville nouvellement construite à côté de la marina est d'une ordonnance soignée, confortable et saine, alors que l'ancien *township* africain, au nord et nord-est de l'île, est tout sauf cela. De petites rues étroites qui serpentent, des «maisons» aux murs aveugles, serrées les unes contre les autres, des trous creusés dans la terre servant de décharges, pleins de déchets pourris, des puits dont l'eau est à peine plus pure que celle des égouts. [...] Cependant rien n'a été fait jusqu'ici pour remédier à cet état de choses. Non pas à cause de l'apathie des autorités, qui en sont bien conscientes, mais plutôt en raison du penchant anglais à protéger les faibles, à écouter les petites voix, à prêter attention à chaque doléance, à chaque nuance de l'opinion, jusqu'à ce qu'un projet s'enlise, disparaisse dans un fouillis de détails administratifs et meure étouffé par ses propres précautions. [...] A vrai dire, les gens d'ici avaient le génie de faire obstruction à tout ce avec quoi ils n'étaient pas d'accord ; aussi, pour entreprendre plus tard des travaux publics d'amélioration, il fallait une détermination dont peu d'administrateurs peuvent et veulent faire preuve.»

L'indépendance

Du chaos de la Première Guerre mondiale et de la crise économique surgit le mouvement moderne en architecture, inspiré par les recherches scientifiques sur les formes et les fonctions. Ce mouvement allait rejeter la décoration et l'éclectisme. Juste avant la Seconde Guerre mondiale, quelques architectes des plus audacieux bâtirent à Ikoyi des maisons dans ce nouveau style, en évitant toutefois, pour des raisons d'économie, les grandes surfaces vitrées, auxquelles ils préféraient les fenêtres standard à l'armature métallique qu'utilisaient les bâtisseurs britanniques les plus novateurs.

Le développement du Nigeria se trouva ralenti par la Seconde Guerre mondiale. Une fois de plus les Nigériens s'enrôlèrent dans l'armée mais, faute d'ennemi aux frontières, les soldats furent envoyés à l'étranger, jusqu'à Burma, où ils se distinguèrent. Le seul incident dramatique à se produire à Lagos fut l'explosion, dans les docks de Apapa, de trois dragueurs de mines armés. Les idées de liberté nourries au cours des années de guerre conduisirent d'abord à la création de trois régions autonomes, chacune avec un gouvernement élu, conformément à la

constitution de 1951, puis à l'indépendance, qui fut déclarée le 1^{er} octobre 1960. La politique de «nigerianisation» avait été menée d'abord dans l'administration civile, dès 1948. Jusqu'alors les Européens avaient occupé tous les postes importants dans l'administration et le commerce, branches techniques comprises. Les Nigerians, eux, avaient peu de raisons de suivre d'autres études que de droit et de médecine. Dans la perspective de l'indépendance, ils s'orientèrent vers d'autres domaines d'activité, dont l'ingénierie et l'architecture qui étaient enseignées au collège technique de Yaba et dans les années cinquante à Ibadan. Les deux collèges furent déménagés à Zaria et devinrent des facultés de l'Université Ahmadu Bello. Les premières années furent assombries par un accident de chemin de fer dans lequel un grand nombre d'étudiants en architecture trouvèrent la mort. Aux premiers jours de l'indépendance la plupart des jeunes architectes employés par le secteur public avaient été formés en Grande-Bretagne. Là, ils avaient fondé une société qui sera à l'origine de l'Institut nigerian d'architecture.

La majorité des travaux d'ingénierie et de construction entrepris après la guerre sont l'œuvre du département des travaux publics qui allait devenir le ministère des Travaux publics, organisme où les techniciens britanniques seront dominants, entourés de quelques rares Indiens et Polonais. En ce temps, le mouvement moderne avait réussi à s'imposer en Angleterre et, en 1951, le *Festival of Britain*, avec sa vitrine architecturale bien en vue sur la South Bank de Londres, lui apporta davantage de publicité. Au Nigeria, Ikoyi continuait à s'étendre, mais la majorité des maisons étaient encore de type traditionnel. Elles étaient destinées aux jeunes ménages de militaires britanniques qui s'y installaient avec leurs enfants car maintenant on jugeait le climat sain... et il existait de bonnes écoles primaires. En 1947, l'architecte en chef décida, après mûre réflexion, que le ministère des Travaux publics devait évoluer avec son temps et dessina l'extension du secrétariat dans ce qu'il croyait être le style moderne.

Avec la nouvelle constitution vint le besoin de constructions nouvelles. Chaque capitale régionale et fédérale voulait son assemblée et son secrétariat. A Lagos, le ministère des Travaux publics bâtit une salle de concert, dont il était aussi le maître d'œuvre, sur un champ de courses (actuellement Tafawa Balewa Square). L'édifice fut utilisé par le sénat en attendant que l'on construise le nouveau parlement. Le site choisi pour ce dernier (aujourd'hui Bonny Camp) se trouvait sur l'île Victoria et ac-

cueillit pendant les fêtes de l'indépendance la foire du commerce. Une délégation fut envoyée à l'étranger pour choisir l'architecte de cette opération de prestige. Le choix tomba sur le vétéran du mouvement moderne, Walter Gropius, dont l'agence aux Etats-Unis était la célèbre Architects Collaborative. Celle-ci opérait à l'étranger par le biais d'une agence suisse, Interplan, installée en Italie. Le parlement ne fut jamais construit mais Interplan conçut le plan-masse de l'université de Lagos et supervisa la première phase des travaux de construction. L'agence se scinda et McMillan & Associates, dirigée par l'un des fondateurs de la précédente agence, est l'auteur de la deuxième tranche de constructions en béton robuste et clair.

L'industrie de la construction était en plein essor, en Europe comme en Afrique occidentale où elle devait répondre aux besoins des nouveaux Etats indépendants. Le Nigeria avait vu augmenter ses revenus grâce à la hausse des prix du cacao et d'autres produits agricoles primaires, ainsi que du prix de l'étain, associé ici aux méthodes de conservation de l'administration coloniale. Les entrepreneurs étrangers, principalement des Italiens et des Anglais, faisaient venir l'équipement de pilotage, les grues à pylône, les bulldozers et autres engins modernes et la qualité du travail était égale, sinon supérieure, à celle du travail effectué en Europe et aux Etats-Unis. Les docks de Lagos et de Port Harcourt furent agrandis et l'on construisit de nouvelles routes, dont celle de Ikorodu qui permit de réduire considérablement la distance entre Lagos et Ibadan.

A Lagos l'édifice le plus important était la Independence House, bâtie par le ministère des Travaux publics. Jadis le palais des Oba avait dominé la ville et il était normal que la grande ruhe de la bureaucratie moderne s'élevât au-dessus des autres bâtiments. Ses concepteurs se trouvèrent à plusieurs reprises dans une situation embarrassante ne sachant pas quelle serait la hauteur de l'autre immeuble de prestige, la Western House. L'une des raisons pour lesquelles la déclaration de l'indépendance avait été fixée le 1^{er} octobre 1960 est que le Federal Palace Hotel ne pouvait être achevé avant. Il était l'œuvre d'un architecte chypriote, Michaelidis, qui se noya pendant sa construction. La Banque centrale, autre grand édifice public, fut conçue par l'architecte australien Paton, qui connut lui aussi une fin tragique, quelques années plus tard, dans un accident de voiture. La poste centrale, elle,

a été conçue et réalisée par le ministère des Travaux publics.

L'un des pionniers du mouvement moderne au Royaume-Uni, Maxwell Fry, fut nommé conseiller pour l'urbanisme en Afrique occidentale alors qu'il servait pendant la guerre dans l'armée britannique. Son équipe se composait de sa femme, l'architecte Jane Drew, qui avait les mêmes vues en matière d'architecture, de cinq autres Européens et d'un architecte africain. On demanda à Fry de faire tout son possible pour l'architecture et l'urbanisme des quatre colonies d'Afrique occidentale. Il s'installa au Ghana et envoya Drew et Harry Frod au Nigeria. Avec de maigres ressources, ils s'embarquèrent dans une opération «aménagement d'urgence», en mettant bout à bout divers plans qui avaient été proposés au District Commissioner et en essayant de mettre au point un programme «valable pour, disons cinquante ans, comprenant les espaces verts, les principales voies de transport, le chemin de fer, la localisation des industries, etc.»

Grâce aux contacts qu'ils avaient pu établir au cours de ce travail, quand ils ouvrirent à nouveau leur agence en Angleterre, Fry et Drew reçurent plusieurs commandes pour des équipements scolaires au Nigeria. Leur réalisation la plus connue est l'université d'Ibadan, un modèle du genre. A Lagos, ils prirent part au programme fédéral d'écoles primaires qui comprenait l'école de la Sainte Croix ainsi que plusieurs maisons à Ikoyi et Ikeja. Le bâtiment le plus important qu'ils ont réalisé au cours des années cinquante est l'immeuble en copropriété sur la marina. Robin Atkinson se joignit à eux à cette même époque et devint le troisième associé de l'agence Fry, Drew et Atkinson. En 1954, Max Fry fut nommé directeur du Département d'études tropicales de l'Architectural Association de Londres, qui est la première école à avoir formé des architectes qui voulaient travailler dans les régions tropicales.

Nickson & Partners, autre agence anglaise qui a beaucoup travaillé dans les colonies, reçut au début des années cinquante la commande de la cathédrale d'Onitsha et ouvrit un bureau à Lagos. Son délégué au Nigeria était l'architecte Z. Brorys, qui devint par la suite l'associé de Nickson. Les lignes fluides, audacieuses, des projets de Brorys eurent du mal à se matérialiser en raison du manque de matériaux appropriés et l'architecte dut attendre une vingtaine d'années avant de pouvoir réaliser ses idées, d'abord dans la Western House puis dans des édifices bâ-

tis dans diverses régions du pays. La Western House est le premier d'une nouvelle génération d'immeubles de bureaux bâtis en hauteur, équipés d'air conditionné et d'ascenseurs rapides. Quelques-unes des plus belles maisons de Ikoyi et de Ikeja portent sa griffe. L'une d'entre elles est l'ambassade de Suisse qui devait à l'origine être sa propre maison.

Architects' Co-Partnership, un groupe de jeunes architectes idéalistes formés par l'A.A. de Londres qui se sont réunis à la fin de la Seconde Guerre mondiale et firent parler d'eux en réalisant la fabrique de caoutchouc de Brynmawr, Wales, ensemble osé de dômes en béton et de voûtes en berceau, ouvrit lui aussi une agence à Lagos au début des années cinquante. Ils sont les auteurs, entre autres, d'un immeuble de bureaux pour l'administration portuaire nigérienne (NPA) à Port Harcourt, de maisons pour la même à Ikoyi et Apapa, du British Council de Yaba et de plusieurs écoles primaires à Lagos. Leurs projets les plus connus sont l'hôtel Bristol et la Investment House de Lagos. Les deux immeubles avaient à l'origine un système de ventilation naturelle qui fut remplacé en cours de construction par l'air conditionné.

John et Gill Godwin sont venus au Nigeria pour travailler avec Architects' Co-Partnership, mais en 1955 ils s'installèrent à leur compte et ouvrirent l'agence Godwin & Hopwood. Comme beaucoup d'architectes, leurs premières commandes furent des maisons privées qui se caractérisent par le soin apporté au détail. L'une de leurs réalisations les plus importantes dans le centre de Lagos est la Century House, à Tinubu Square, située à quelques centaines de mètres de l'école primaire qu'ils avaient bâtie pour le CMS. Ils bâtirent aussi leur propre agence, un immeuble à quatre étages situé entre les rues Boyle et Military qui dominait la cour de récréation de l'école voisine. Godwin et Hopwood participèrent eux aussi au programme fédéral d'écoles primaires et furent les maîtres d'œuvre de plusieurs écoles de police, à Ikeja et dans le nord du pays.

Watkins & Grey s'étaient présentés au concours pour l'université du Ibadan Teaching Hospital. Ils sont les auteurs du Mainland Hospital, aujourd'hui université du Lagos Teaching Hospital, ainsi que du siège de la NEPA et de la NPA, sur la marina de Lagos. L'agence changea son nom en Interstate Architects.

L'agence Associated Architects fut créée par Peter Buttershaw après qu'il eut quitté son poste au ministère des Travaux publics. Il s'associa avec l'architecte Monah

Punter et, ensemble, ils réalisèrent Bishop's Court, l'école primaire de Okesuna et l'école de formation d'enseignants qui devint le noyau de l'université de Lagos.

Design Group fut fondée par trois maîtres assistants de l'Institut technologique de Ibadan et reçut des commandes à Lagos et dans diverses régions de la fédération.

L'immeuble de la Shell (Shell National Petroleum), œuvre des architectes Walker, Harwood et Cranswick, aujourd'hui démolì, était l'un des premiers édifices modernes de Lagos à porter la marque du fameux Festival of Britain.

James Cubitt & Partners arrivèrent sur la scène à la fin des années cinquante, juste à temps pour prendre part au programme fédéral d'écoles primaires, auquel ils contribuèrent par une école à Iponri et une autre à Igboere Road, Lagos. Ils réalisèrent une bibliothèque à Port Harcourt qui survécut à la guerre civile et continue à bien fonctionner. Il faut ajouter à leur contribution au paysage urbain de Lagos les immeubles de la banque Barclay à Tinubu Square et Moloney Street. Leur propre maison, conçue par Bill Grant, a été démolie pour faire place à un bloc d'appartements.

Ronald Ward fut l'un des conscrits à se trouver sous la tente pendant la Seconde Guerre mondiale, non pas sur le front mais sur le champ de courses. Son épouse, fille du directeur de la British Bank of West Africa qui devint la First Bank of Nigeria, l'aïda sans doute à obtenir des commandes de cette banque, pour laquelle il réalisa plusieurs bâtiments en Afrique occidentale. Le bureau principal de Lagos, construit sur le front de mer dans les années cinquante, fut démolì en 1970 et remplacé par un autre dont il était également le concepteur. Son élégant immeuble de la Nigerian Royal Exchange Insurance domina longtemps la marina.

Mence, Moore et Mort, dont les réalisations les plus connues sont le stade national et les bâtiments des stations de radio Surelere et External Broadcasting, à Ikoyi, utilisèrent les matériaux de construction modernes d'une manière expressive dans la meilleure tradition corbuséenne.

Les métteurs jouaient un rôle important dans la pratique architecturale anglaise et cette branche d'activité connexe trouva naturellement sa place au Nigeria. Widnell et Trollope, dont le premier projet au Royaume-Uni avait été le parlement, furent suivis au Nigeria par Hanscombe & Partners et par Tilliard & Partners.

Parmi les ingénieurs, Coode & Partners ont eu longtemps leur filiale à Lagos, où Ove Arup & Partners devint l'une des entreprises les plus importantes et les plus actives.

À la fin des années cinquante, Oluwole Olumuyiwa, qui avait étudié l'architecture en Angleterre et en Suisse, revint à Lagos où il ouvrit sa propre agence. Sa première réalisation d'importance est la Cruiser House, Martin Street. Lui aussi participa au programme fédéral d'écoles primaires et bâtit une école à Surulere. Sa maison est l'un des immeubles les plus remarquables de Awolowo Road.

Alex Ekwueme arriva à Lagos peu de temps après Olumuyiwa et travailla un temps pour la compagnie pétrolière Esso. Ensuite il ouvrit une agence qui allait être la plus grande du Nigeria et qui, changeant de nom, devint la Integrated Architects.

Quand le Nigeria acquit son indépendance, nombre des architectes qui avaient travaillé pour le secteur public ouvrirent leur propre agence. Le chef Adedokun Adeyemi, puis Koffi McGregor et Edo Awani commencèrent leur carrière dans le secteur privé après avoir occupé le poste d'architecte en chef à la direction de l'urbanisme de Lagos. Plus tard, l'architecte en chef du ministère des Travaux publics, Augustine Ebor, suivit la même voie.

Les décrets-lois sur l'indigénisation obligeaient les ressortissants étrangers à prendre des partenaires nigériens et, avec le temps, la plupart des travaux furent effectués par les professionnels du Nigeria.

Au début, il y eut peu d'ingénieurs constructeurs et de métteurs indigènes. Obi Obembe, qui ouvrit son entreprise de construction à la fin des années cinquante, fut le pionnier dans le domaine de l'ingénierie. Owete, Osemenam et Nwosisi avaient, eux, décidé d'exercer la profession de métteurs dans leur pays alors qu'ils étaient encore étudiants en Grande-Bretagne. De retour au Nigeria, ils mirent leur projet en application, ouvrirent une agence et reçurent bientôt beaucoup de commandes.

La plupart des architectes de l'époque étaient des adeptes du mouvement moderne. Ils dessinaient avec des équerres en T et utilisaient de préférence des matériaux en plaques (verres, contre-plaqué) et linéaires (l'acier). Quelques-uns d'entre eux essayèrent de transposer des éléments traditionnels moulés en béton ou matériaux synthétiques. L'auteur lui-même fit quelques expériences en ce sens dans sa propre maison et dans deux autres résidences qui servirent de modèles à nombre d'étudiants. C'est Susan Wenger qui, à Oshogbo, réalisa les transposi-

tions les plus spectaculaires en béton de sculptures et de formes architecturales traditionnelles.

Bien qu'il fût beaucoup question de tradition, surtout dans le discours politique de l'époque, les clients, eux, demandaient les immeubles les plus modernes, à l'image de ce qu'ils avaient vu à l'étranger. L'air conditionné permettait de ne plus tenir compte comme auparavant de facteurs climatiques, du moins tant que l'électricité ne faisait pas défaut ; mais le générateur d'appoint allait bientôt faire partie de l'équipement courant. La technologie avait atteint son point de non retour dans les centres urbains.

Le Cameroun

par Jacques Soulillou

La période précoloniale

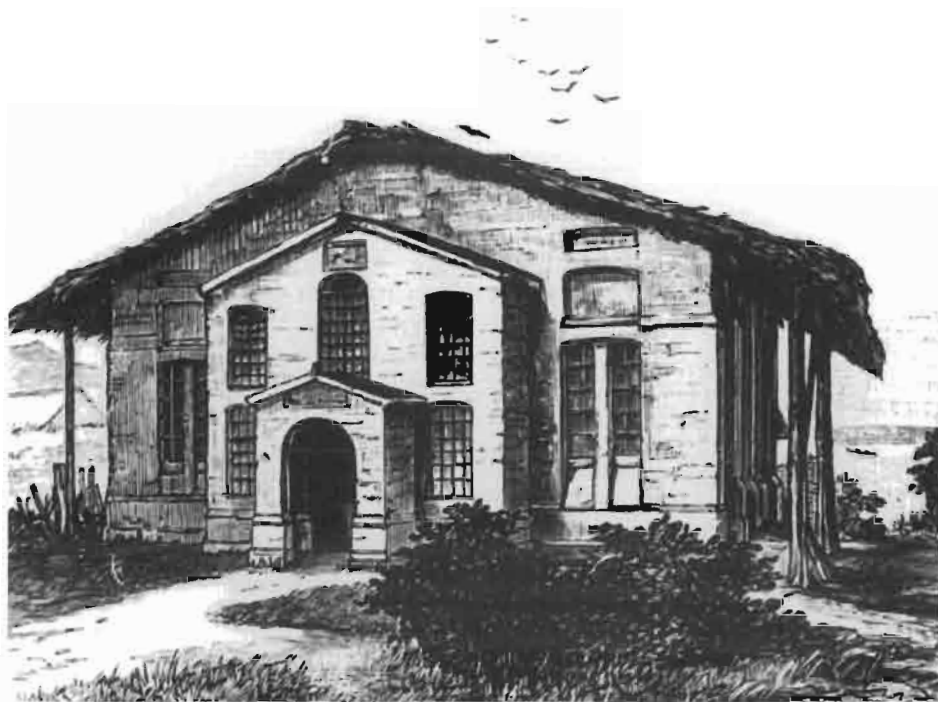
Parmi tous les secteurs de la côte d'Afrique de l'Ouest évoqués dans cet ouvrage, Douala est à la fois le plus méridional (2° latitude nord) et celui qui a subi le plus tardivement une empreinte européenne assez puissante pour que les effets en soient enregistrés de façon significative dans le paysage urbain.

Ce que l'on appelle depuis le xvi^e siècle «Rio dos Camerones» puis, avec l'influence grandissante des Anglais dans le golfe de Biafra, *Cameroons*, reste pendant longtemps à l'écart des grands circuits commerciaux en raison même de sa position excentrée par rapport aux côtes occidentales dites des «Graines», de «l'Or», ou des «Esclaves».

Les deux principaux produits qui attirent les navires portugais, anglais, hollandais, français et allemands sont l'ivoire, dont la qualité est très réputée, et les esclaves. *Cameroons* comptera parmi les dernières places de la côte d'où l'on exporte la «marchandise humaine» à destination de l'Amérique du Sud. L'huile de palme et le caoutchouc prendront le relais à partir de la première moitié du xix^e siècle.

La première description de *Cameroons* faisant sommairement état d'architecture et d'urbanisme est due à un chirurgien de la marine britannique, Richard Jackson qui, en 1826, note «l'ordre et la propreté d'Aqua (Akwa) Town, avec ses deux rues parallèles larges de 10 yards et longues de 250», et remarque la maison du *King* «parce qu'elle porte un étage rempli de mobilier de provenance anglaise¹». Le chirurgien anglais décrit même l'habitation d'un autre *King*, le *King Belle* ou «Bell», située sur une

1. Cité par le R. P. Bouchaud dans «Notes d'histoire du Cameroun», *Études camerounaises* (Paris), t. 1, sept.-déc. 1948, n° 23-24, p. 110 et sq.



Temple baptiste d'Alfred
Saker à Akwa (vers 1860).

2. *Ibid.*

3. Cité par J. R. Brutsch dans les
«*Traités camerounais*», *Etudes
camerounaises* (Paris),
mars-juin 1955, n° 47-48, p. 40.

colline voisine, «comme une vaste maison bâtie en bois dans le goût anglais, et qui n'est point sans style : elle a un étage et des fenêtres garnies de vitres²». L'influence et la pénétration anglaises s'expliquent à partir de leur base de Old Calabar et aussi, dès 1777, du fait de leur installation sur l'île de Fernando Po, située en face de l'estuaire du Rio dos Camerones.

On n'oubliera pas, enfin, que les Duala entretiennent avec les peuples de la baie de Biafra des contacts directs très anciens jusqu'à ceux de Old Calabar où ils purent vraisemblablement voir, dès le XVIII^e siècle, chez ces autres *Kings* de la côte, des maisons en bois à étages bâties dans le «goût anglais» et contenant du mobilier d'importation.

Comme ce fut bien souvent le cas, l'apparition de modèles architecturaux exogènes revêt une double signification, politique et symbolique, dans la mesure où elle apparaît comme une prérogative et un monopole des *Kings*, seuls interlocuteurs habilités à traiter non seulement avec les commerçants européens, mais aussi avec les tribus de l'intérieur pour le compte de ceux-là.

Lorsque, par exemple, le capitaine de frégate Godin signe en avril 1883 une convention avec le roi de Malimba (à l'embouchure de la rivière Sanaga, au Sud du Wouri), au nom du commandant en chef des forces françaises des côtes occidentales d'Afrique, la clause n° 6 stipule : «En considération de la résolution prise par le roi de Malimba, le gouvernement de la République française lui offre :

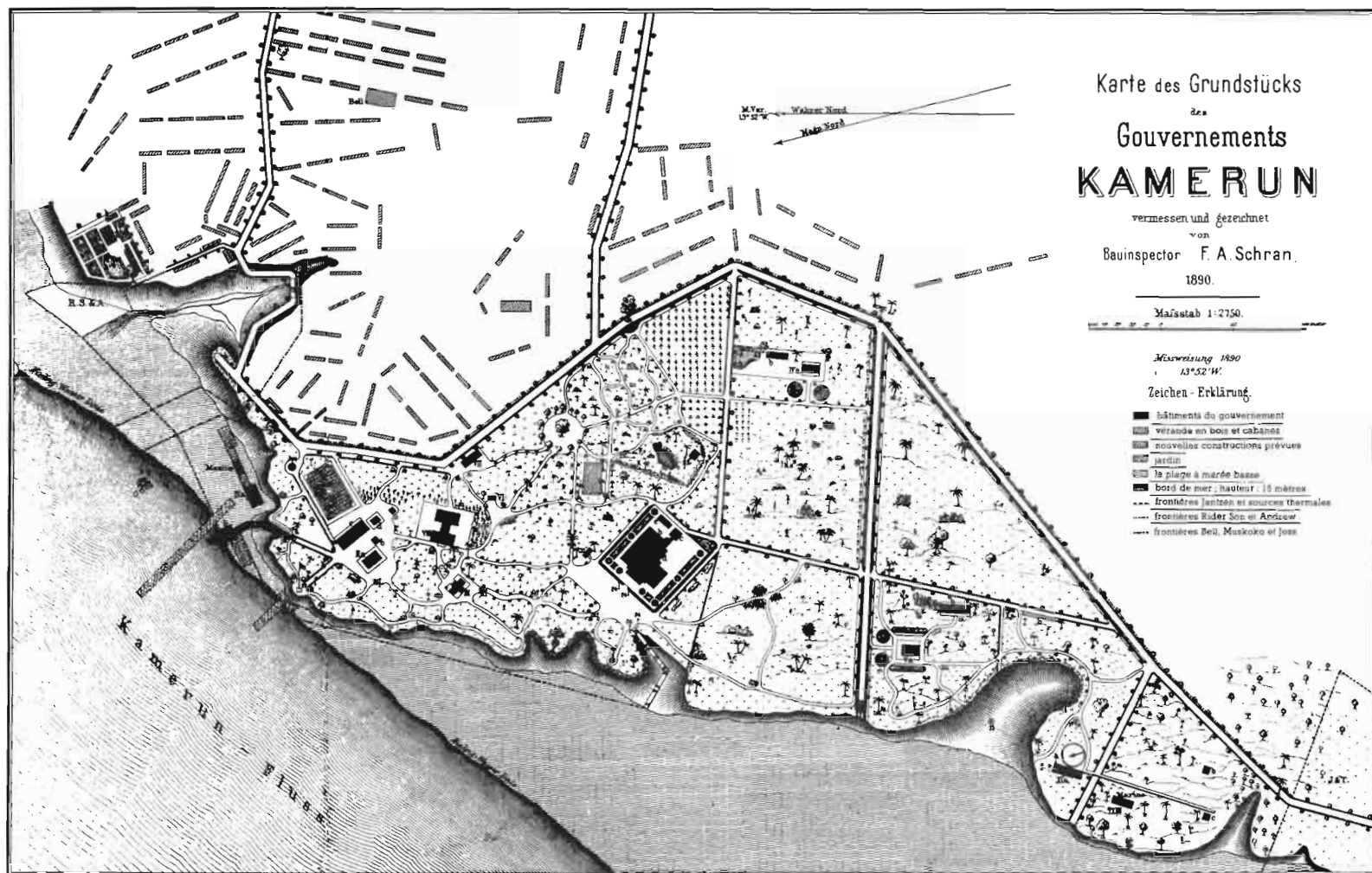
- une maison avec toiture et murs en zinc,
- un pavillon français avec le nom du roi écrit dans la partie blanche, destiné à être hissé sur sa maison³»

Le chirurgien anglais Jackson ne précise pas si ces maisons en bois à étages étaient importées préfabriquées, comme c'était le cas à Bonny ou Old Calabar, ou bien si elles étaient construites localement. On ne peut être certain de ce type d'implantation préfabriquée que dans la deuxième moitié du XIX^e siècle pour ce qui est de *Camerouns*.

Du fait même de la présence d'un étage, le bâtiment du *King* fait plus figure de monument que de maison d'habitation ; autrement dit, sa fonctionnalité est avant tout symbolique en ce qu'elle marque spatialement la présence et le prestige du pouvoir.

Si son intégration dans le paysage s'effectue verticalement comme une sorte d'élément rapporté, sa position dans l'espace n'en est pas moins soumise aux contraintes horizontales de l'organisation sociale. Le bâtiment apparaît comme la clé de voûte d'une structure qui comprend

Plan de Kamerunstadt de
1890.



deux séries matrimoniales ayant respectivement pour points d'attache la première épouse, appelée «la mère de la maison», et la seconde épouse, «celle qui garde les clés de la maison». Chacune d'elles, contrairement aux autres femmes, possède son propre foyer ⁴.

À l'intérieur même des villages Belle, Akwa, Dido, chaque «quartier», disposé perpendiculairement au fleuve Wouri, est séparé des autres par une haie de palmiers qui fait office de défense végétale en cas de guerre.

Les hommes libres habitent à proximité du fleuve sans être toutefois au bord même de la falaise, les esclaves vers l'intérieur des terres, près de la barrière végétale qui enserme et protège les villages du côté de la terre. Cette remarque topographique revêt une importance toute particulière pour comprendre pourquoi les Duala résisteront si farouchement aux projets d'aménagement allemands visant à repousser l'ensemble de cette structure sociale vers l'intérieur, brisant d'un coup la hiérarchie que démontre la disposition par rapport au fleuve.

Les habitations sont séparées les unes des autres et disposées en ligne. Elles ne comportent pas de fenêtres. La chambre du maître est située au milieu avec, de part et d'autre, deux petites chambres. Viennent ensuite les logements des femmes. Cette disposition traditionnelle sera conservée même dans le cadre d'une architecture apparemment calquée sur le modèle occidental. Avec sa disposition en enfilade, la «maisonnée» d'un chef pouvait atteindre une centaine de mètres. Là encore, lorsque l'on compare cet état de choses avec les projets d'urbanisme allemands consistant à disposer les habitations et les quartiers à l'intérieur de cercles centrés sur le marché... On voit combien le colonisateur prenait totalement à contre-sens les habitudes ancestrales d'aménagement de l'espace.

Jusqu'au milieu du XIX^e siècle, avant que l'autorisation de s'installer à terre de façon permanente ne soit accordée aux Européens, le seul spectacle que l'Europe offre de son «architecture» est constitué par ces espèces d'hybrides, les *hulks*, bateaux désarmés ancrés sur le fleuve face aux falaises des plateaux Joss et Akwa, sur lesquels s'élevait une maison avec toit en tôle ondulée à larges pans. C'est là que vivait l'agent de la compagnie occupé pendant plusieurs mois à remplir sa cale de produits qu'un «vapeur» venait vider à intervalles. La «factorerie», ce magasin situé en bordure du fleuve, ne sera que la transposition sur terre de ce modèle : un premier étage habité avec une terrasse couverte par l'avancée du toit et un es-

4. Cf. Jean-René Brutsch, «Les relations de parenté chez les Duala» dans *Études camerounaises* (Paris), t. 3, sept.-déc. 1950, n° 31-32, pp. 211-230.

calier central conduisant vers la plage. Au rez-de-chaussée, l'entrepôt pour barils d'huile de palme.

À cette «architecture» commerçante hyperfonctionnelle vient faire contrepoin l'architecture des missionnaires baptistes qui s'installent sur le plateau Akwa à partir de 1845. Utilisant d'abord le bois, le pasteur anglais Alfred Saker entreprend dès 1860 la fabrication de briques en terre cuite dont il parvient à produire jusqu'à deux mille par semaine. Un temple, une école et une maison d'habitation furent élevés grâce à ce nouveau matériau. Pour la couverture des toits, on s'en remet tout d'abord aux techniques locales utilisant des «tuiles» en tressage végétal parfaitement imperméable. Dénué de clocher et de toute ornementation, le temple baptiste de Saker apparaît comme une bâtisse trapue et sombre, dont la seule qualité architecturale tient, en définitive, au fait qu'elle fait exclusivement appel à des matériaux locaux, ce qui ne sera plus le cas dès l'instant où l'on utilisera la tôle ondulée pour la couverture.

La maison à étages destinée aux *Kings*, les quelques factoreries en bordure du fleuve, le temple et l'école en briques, forment autant d'implants qui affectent extrêmement peu le visage d'ensemble d'une ville qui se présente en fait sous forme d'une succession de gros villages situés sur trois plateaux pour la rive droite, un seul pour la rive gauche (Bonabéri).

Kamerunstadt

La rupture vraiment significative interviendra à la suite de la signature, en juillet 1884, d'un traité de protectorat germano-duala. Sur le plan topographique, le changement essentiel que provoque l'arrivée de l'administration impériale allemande, c'est l'occupation du rebord de la falaise, traditionnellement laissé libre par les Duala installés plus en retrait.

5. Cf. carte de 1890.

Au plan urbanistique, sur un espace assez restreint ⁵, c'est un surprenant déploiement, en l'espace de quelques années, de tout un ensemble de bâtiments visant à reconstituer l'appareil administratif, policier, militaire, médical, qui est celui d'un Etat industrialisé de l'époque.

Sur un plan de 1896 qui vient compléter celui de 1890 dressé par l'inspecteur F. A. Shran, on peut relever pêle-mêle et sans orientation géographique significative, à l'exception de celle de l'hôpital et de la résidence du gouverneur, tournés vers le fleuve qui apporte une légère

brise : les bâtiments de l'administration portuaire et des douanes, une caserne pour la police, une pour les troupes coloniales, deux hôpitaux (l'ancien et le nouveau), un tribunal, le palais du gouverneur, la chancellerie, la poste, l'école, l'église, le télégraphe, le terrain de tennis, un laboratoire d'ichtyologie, des hangars, des ateliers de réparation, une prison, des logements pour fonctionnaires, militaires, policiers africains et européens. Et encore F. A. Shran éprouve-t-il le besoin de s'excuser à la fin de son rapport en ajoutant : « Pour finir, je voudrais faire remarquer que certaines choses sont mentionnées sur la carte dont il n'est pas question ici *à cause du manque de place* ; par exemple, des maisons pour l'élevage des poulets, des colombiers, des passages, de petits ponts, des bornes, des monuments, des porches, etc. »⁶

A signaler dans le parc même de la résidence du gouverneur, un monument à la mémoire du baron Karl von Gravenreuth, surnommé le « lion de l'Afrique orientale », qui devait trouver la mort le 5 novembre 1891 au cours d'une campagne de « pacification » menée à Buéa. Naturellement, le monument en question portait un lion...

Cette surmodélisation de l'espace géré par l'administration coloniale est l'un des traits les plus originaux de l'architecture et de l'urbanisme allemands à Kamerunstadt à la fin du siècle dernier. Peut-être trahit-elle une espèce de frustration en l'absence de tout projet urbanistique d'ensemble qui permettrait un redéploiement des différents organes administratifs. La mise en scène du pouvoir est inséparable de l'aménagement du vide.

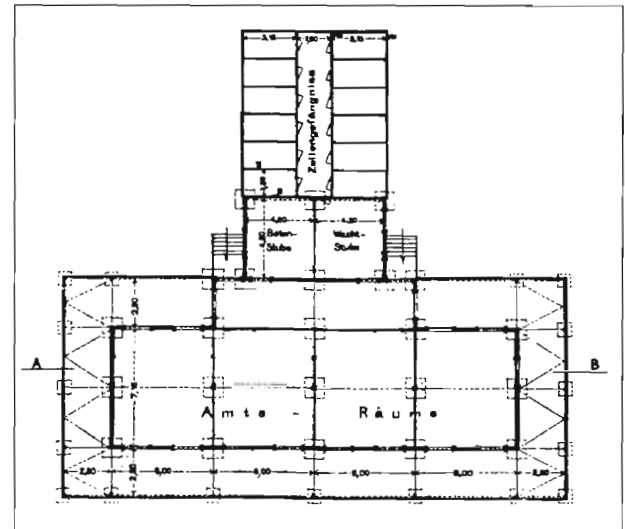
Très vite, à cause même de la proximité des cases et des bâtiments, on déboucha sur un véritable imbroglio architectural et de fait un blocage de cette partie de la ville formant une sorte de « front architectural ». L'administration ne trouva pas d'autres réponses qu'un projet de *Gross Duala* mettant en pratique son besoin d'espace qui se traduit par l'expulsion pure et simple des Duala sur plusieurs centaines d'hectares, au-delà d'une zone dite « libre », interdite à la construction, servant de tampon sanitaire entre la ville européenne en bordure du fleuve et la ville africaine reléguée à l'intérieur des terres.

Cette surdétermination des articulations au plan de l'aménagement urbain — Européens, zone libre, Africains — a son homologue dans l'organisation et l'orientation même du bâtiment colonial avec sa façade tournée vers le fleuve porteur des brises qui ventilent et chassent les



Siège de l'administration impériale devenu plus tard la poste. Le toit de ce bâtiment était à l'origine plat (vers 1886).

6. Cf. DKB, *Deutsches Kolonial Blatt*, Berlin, 1890.

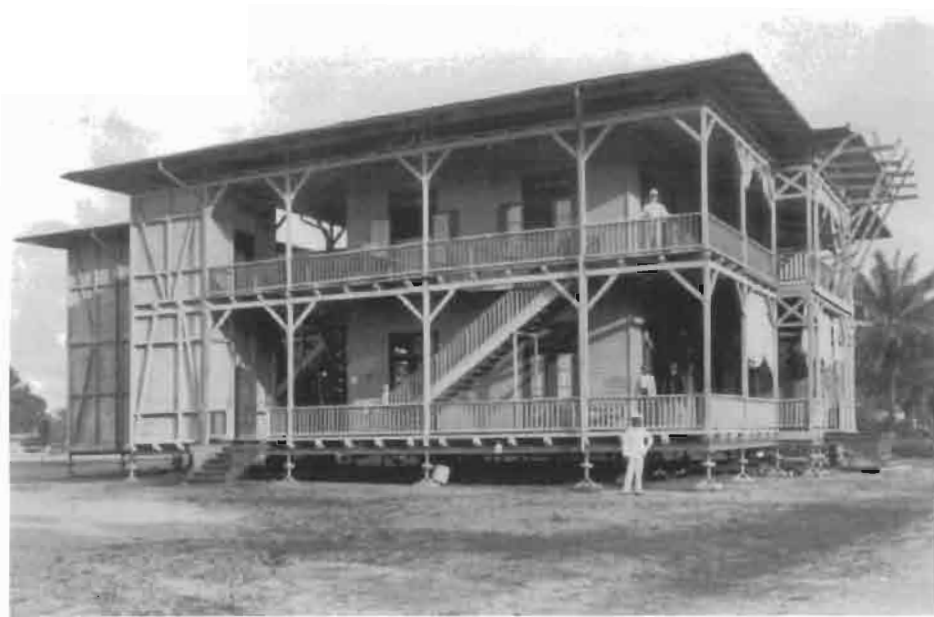


Plan du siège de l'administration impériale.

*Maison préfabriquée
présentée à l'exposition
coloniale de Berlin en 1896
et remontée à Kamerunstadt.*

Cette maison servit de «Maison des palabres» et de chancellerie. Elle se situait à proximité du palais du gouverneur.

7. Cf. Adjai Paulin Oloukpoma-Yinnon, *La révolte des esclaves mercenaires*, Douala, 1893; Bayreuth African Studies Series 10, 1987.



miasmes et son passage couvert surélevé qui conduit aux cuisines situées à l'arrière.

Pour ce qui concerne les matériaux et les techniques, l'administration coloniale va consacrer le règne de l'importation massive : bois (planches ou poutres), poutrelles en fer, tôle ondulée, carton bitumé, pierre et, jusqu'en 1888, les briques et les tuiles. Fournisseur exclusif : la maison F. H. Schmidt, basée à Altona, près de Hambourg. Origine non fortuite lorsque l'on sait que la colonisation du Cameroun s'est faite sur l'impulsion du puissant commerçant Alfred Woermann, originaire de Hambourg, chef de file des firmes coloniales hanséatiques et du «syndicat de Hambourg» pour la colonisation⁷. La main-d'œuvre africaine provenait elle-même de différents points de la côte d'Afrique de l'Ouest : Sierra Leone, Togo, Libéria (dont les célèbres «Krumen») et Dahomey.

Paradigme de cette architecture importée et assemblée sur place : le bâtiment préfabriqué. L'un des meilleurs exemples en fut la «Palaver Haus» ou «Maison des palabres», entièrement démontable, qui avait été présentée à l'exposition coloniale de Berlin en 1896 et réinstallée à Kamerunstadt peu de temps après. Elle repose sur des piliers métalliques de 75 cm de haut qui supportent une plate-forme sur laquelle s'élève, en retrait, de façon à créer un vide facilitant la ventilation, une structure en bois à deux étages.

Aucun détail n'est laissé à l'abandon : les marches des escaliers ne reposent pas directement sur le sol de façon à faciliter le nettoyage ; à mi-hauteur des piliers se trouvent des espèces d'assiettes destinées en théorie à arrêter les insectes et rongeurs mais, étant donné la pluviométrie importante, on s'aperçut qu'elles se remplissaient souvent d'eau et constituaient autant de réservoirs à moustiques.

Ce que l'on espérait gagner par la circulation de l'air autour et sous le bâtiment afin d'en chasser les «miasmes» était en partie annulé au pied même du bâtiment par ces assiettes «fonctionnelles». Dès 1902, cette maison affichait un état de délabrement avancé qui entraîna sa destruction.

Un bâtiment préfabriqué de ce type fut offert par l'administration allemande entre 1885 et 1890 au roi Ndambe Lobe, dit «King Bell», peut-être en remerciement de sa signature au bas du traité de 1884 et peut-être aussi pour le dédommager des torts qu'il subit à la suite de la révolte de décembre 1884 provoquée par le désaccord d'une partie des Duala avec ce traité. On sait que plusieurs bâtiments furent endommagés à Bonanjo. Ndambe Lobe aurait exi-

gé des Allemands une maison en fer qui ne puisse pas brûler.

Au total, cependant, grâce au double jeu de l'élévation que lui confèrent les fins piliers métalliques à empâtement et la structure en bois, il se dégage des bâtiments de ce type une certaine élégance que l'on retrouve difficilement dans des bâtisses plus tardives. Elle transparaît cependant encore dans ces bâtiments destinés à des fonctionnaires célibataires dont cinq exemplaires furent érigés à la fin du siècle. Ils reposent sur des piliers d'aspect plus massif, du fait de l'utilisation de la brique. Une couronne de pilotis sert de point d'appui au toit et à la plate-forme du premier étage où l'on accède par deux escaliers latéraux escamotés. La partie habitable de ces bâtiments consistait essentiellement en une chambre à coucher de haut plafond.

Du choix de tel ou tel matériau impliqué dans la structure de base de l'édifice semble résulter tel type de profil architectural. A cet égard, l'utilisation de poutrelles métalliques (importées) ou en bois (importées) servant de support à l'étage de la terrasse et courant tout autour du bâtiment confère à ce dernier une allure plus aérienne et plus ouverte qui disparaît lorsqu'intervient la brique, se prêtant mieux, par exemple, à l'édification d'arcades qui, si elles alourdissent l'allure générale du bâtiment, permettent néanmoins une resémantisation architecturale, liée à l'histoire de l'architecture européenne, absente des constructions préfabriquées.

Ainsi comparera-t-on les deux séries de bâtiments construits entre 1890 et 1910 avec, d'un côté, la «Palaverhaus», le dispensaire d'Akwa, la poste, la Mittelschule à Bonabéri, les cinq bâtiments pour fonctionnaires du plateau Joss et, de l'autre, l'hôpital pour Européens construit entre 1891 et 1896, le bâtiment pour fonctionnaires construit en 1900, voire la demeure du prince Manga Ndumbe sur laquelle nous reviendrons et, bien sûr, celle du commerçant duala Mandessi Bell.

De façon générale, on assiste durant la période 1884-1914 à un processus de massification architecturale qui peut être mis en regard de la confiance que l'administration accorde progressivement à son protectorat et aux projets de restructuration du type *Gross Douala*.

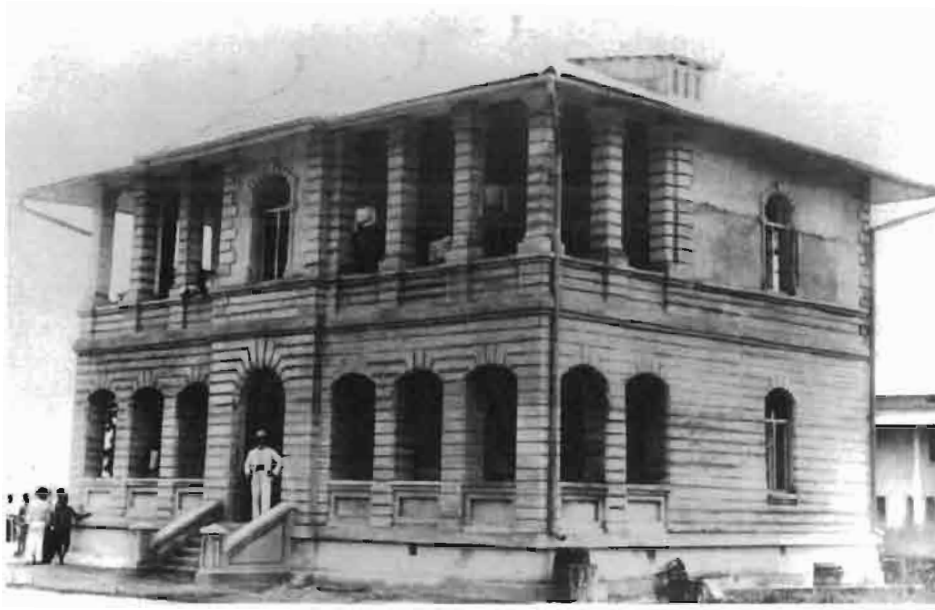
Du point de vue des matériaux intervenant dans la construction durant la période d'installation de l'administration allemande, on peut distinguer, du plus rudimentaire au plus complexe :



*Maison préfabriquée en bois
du prince douala Rudolf
Manga Bell, pendu en août
1914 par l'administration
impériale allemande.*

*Vue panoramique du
plateau Joss avec maisons de
fonctionnaires allemands
(vers 1900).*





*Maison pour fonctionnaire
construite en 1900.*

8. Théodore Seitz, *Vom Aufstieg und
Niederbach deutscher
Kolonialmacht*, Bd. 1, Aus dem
alten Kamerun, Karlsruhe, 1929.

9. *Ibid.*

— le hangar formé d'une dalle en ciment sur laquelle se dresse une structure en bois recouverte de tôle ondulée (parois et toit) ;

— la maison d'habitation reposant sur un socle de pierre d'un mètre de haut avec structure en fer recouverte de tôle ondulée à l'extérieur et tapissée de boiserie à l'intérieur, l'espace intermédiaire étant rempli de sable. Le toit peut être en tôle ondulée, mais bien souvent aussi recouvert de carton bitumé. C'est à Buéa, capitale du protectorat à partir de 1902, que l'on rencontre les meilleurs exemples de ce type de construction ;

— l'école (1888) : une structure portante constituée de piliers en fer surélevant le bâtiment de 0,75 m. La structure proprement dite : un cloisonnage de bois rempli de briques. Le plancher et le toit sont en carton bitumé et bois ;

— le palais du gouverneur : socle d'un mètre de haut, murs en briques, planchers en planches «Metlasch» importées. Les plafonds sont en tôle ondulée posée sur des solives métalliques et recouvertes d'une couche de ciment. Le toit enfin est en bois recouvert de carton bitumé.

Ces divers matériaux sont loin de faire l'unanimité et donnent lieu à des échecs retentissants ainsi qu'à des critiques acerbes de la part des administrateurs. Ainsi, un avent destiné au siège du gouvernement et construit en bois de hêtre traité s'effondrait à peine un an après sa construction. On a aussi vu ce qu'il advint de la «maison des palabres» préfabriquée.

Le carton bitumé s'avérait particulièrement inadapté aux pluies tropicales et, comme le rapporte avec amertume le gouverneur Théodore Seitz dans ses mémoires : «Les portes et les fenêtres ne fermaient pas, les stores, dans la mesure où ils existaient, étaient difficiles à manier, la peinture devenait gluante à cause de l'humidité ambiante et finissait par se décoller du bois⁸». Enfin, le sable intercalé entre la tôle ondulée et les boiserie finissait par s'infiltrer au-dehors. Au total, force lui est de constater que ces bâtiments ne pouvaient soutenir la comparaison avec les «maisons magnifiques et pratiques des Anglais à Old Calabar⁹».

Seule la brique va être produite localement à partir de 1888. Des échantillons d'argile seront expédiés préalablement à Berlin pour approbation. Le coût s'avérera de cinquante pour cent moins cher que la brique importée. Quant aux liants et mortiers, ils seront importés jusqu'en 1916.

Aux difficultés inhérentes aux matériaux eux-mêmes s'ajoutaient celles de leur mise en œuvre par une main-d'œuvre non encore rompue à des techniques de construction. Seitz évoque ainsi les déboires du maître d'œuvre H. Drees, architecte de l'hôpital : «Drees était un grand ami des indigènes ; il avait, néanmoins, beaucoup de problèmes avec ces artisans, surtout avec les maçons. Ces gens-là n'avaient absolument aucune conscience de la ligne droite. Dès que les contremaîtres tombaient malades, ce qui arrivait assez souvent, et M. Drees ne pouvait être partout à la fois, les Noirs y allaient à tout va. Cela donnait de merveilleux résultats, des constructions à lignes courbes "ornées" de parties saillantes, le tout extrêmement fantaisiste. Les indigènes ne comprenaient pas du tout pourquoi le maître d'œuvre était au désespoir en voyant leur chef-d'œuvre. Il fallait alors tout démolir, remettre en place le cordeau et la sonde et recommencer ¹⁰.»

Il est vrai que l'on pourrait précisément reprocher à cette architecture officielle son manque total de fantaisie : les seuls ornements (si tant est qu'ornementation puisse être assimilée à fantaisie) dont ces bâtiments tolèrent parfois la présence consiste en ornements faïtières en laiton, très en vogue au XIX^e siècle (girouette ou rose des vents, par exemple) en Europe.

Ces mêmes artisans, sur lesquels ironise Th. Seitz vont pourtant édifier, en 1910, la demeure de Mandessi Bell, l'une des plus belles réalisations architecturales de cette période. Le plan en est extrêmement simple : un quadrilatère rectangle sans saillie avec, au rez-de-chaussée, une série d'arcades aux courbures très fermées, qui contrastent avec l'ouverture octogonale des piliers du premier étage. Entre le socle et l'enfilade d'arcades, d'une part, puis celle-ci et les piliers de l'étage, d'autre part, deux frises à motifs en caissons font office de transition.

L'entrée est simplement soulignée au centre de la façade par la présence d'un escalier. Le toit à quatre pans présente la caractéristique surélévation faïtière pratiquée alors couramment pour faciliter la circulation de l'air. Si ce bâtiment accuse incontestablement l'influence de l'hôpital général allemand construit quinze ans auparavant, il apporte aux solutions architecturales de ce dernier un surcroît de synthèse et d'harmonisation des différentes strates grâce à la présence de ces deux bandes de motifs à caissons et par la simplicité de son plan dont est absente l'emphase de la forme octogonale qui fait office d'entrée principale de l'hôpital.

10. *Ibid.*

*Résidence du commerçant
douala David Mandessi Bell
(1910).*





L'hôpital allemand de Douala.

Le palais du prince Auguste Manga Ndumbe, baptisé «La Pagode» en raison de son architecture.

Sur la gauche on aperçoit la maison de son fils Rudolf (vers 1910).

11. Théodore Seitz, *op. cit.*

12. Louis-Ferdinand Céline, *Voyage au bout de la nuit*, Paris, Gallimard, 1952, p. 174.



Les Allemands tiraient une fierté certaine de ce dernier bâtiment construit par un maître d'œuvre ayant servi sous les ordres de Stanley au Congo et qui n'avait d'ailleurs jamais obtenu son diplôme d'Etat, mais, comme l'écrit, admiratif, Théodore Seitz, gouverneur de 1907 à 1910 : «Il savait construire, et le nouvel hôpital de Douala en est la preuve : pendant quelques décennies, il a servi de bâtiment modèle à toute la côte ouest ¹¹». En quelque sorte, la revanche allemande sur les bâtiments de Old Calabar. L'influence en est aisément identifiable sur plusieurs édifices privés ou publics, en particulier pour ce qui est de la présence d'un rez-de-chaussée avec galerie d'arcades surmontée d'un étage avec piliers.

L'insistance avec laquelle, dans le chapitre de son roman *Voyage au bout de la nuit* qui a pour cadre Douala («Fort Gono»), Louis-Ferdinand Céline décrit cet hôpital, suffirait à convaincre de son importance dans le cadre de cette ville. Céline qui séjourna à Douala en 1917, un an après le départ des Allemands, écrit par exemple : «Le plus grand bâtiment de Fort Gono après le palais du gouverneur, c'était l'hôpital. Je le retrouvais partout sur mon chemin [...], un seul endroit définitivement désirable : l'hôpital ¹².»

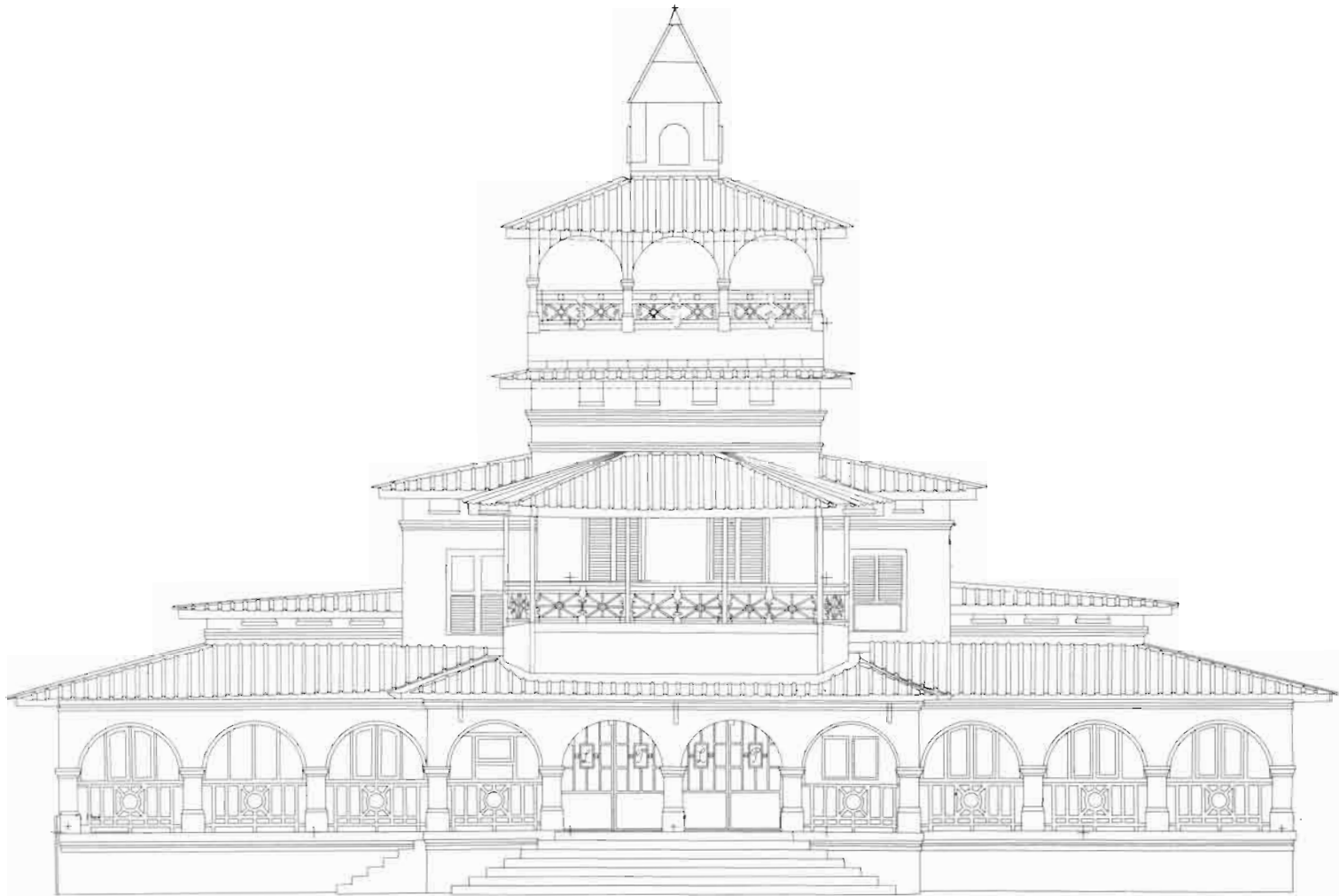
Dans sa première phase de construction, cet édifice mesurait 42 m et comprenait seize chambres disposées sur deux niveaux et entourées de galeries à arcades pour le rez-de-chaussée, à piliers pour le premier étage.

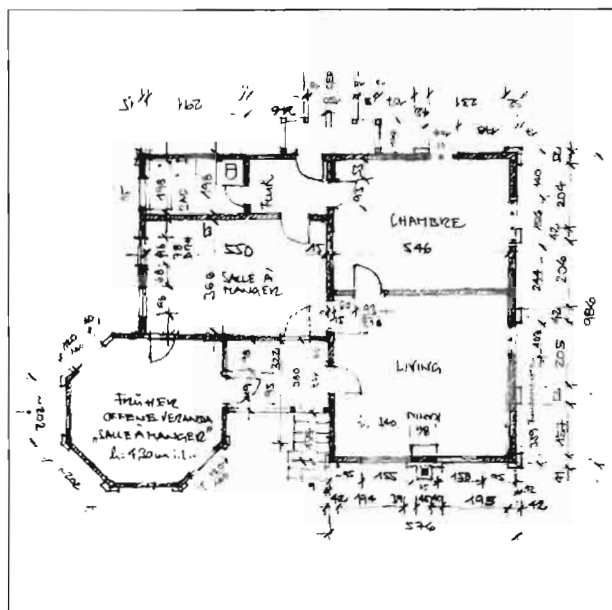
Un deuxième corps de bâtiment sera rajouté par la suite, relié au premier par une galerie couverte constituée de deux étages. Cette extension ne comportait pas d'entrée marquée par une tour hexagonale et ne possédait que douze chambres. Tel est l'édifice que Céline a connu. L'administration française donnera à cette bâtisse son allure actuelle en ajoutant aux deux corps précédents une extension calquée sur le plan du premier bâtiment, portant l'ensemble à 160 m avec cinquante chambres.

Les plans des bâtiments administratifs ne sont pas produits sur place — Drees lui-même n'est en fait qu'un conducteur de travaux —, mais à Berlin, à la Direction de la construction. Paraphrasant une formule célèbre, forgée pour désigner l'architecture des «colonisés», on pourrait dire de cette architecture «administrative» qu'elle est comme «une architecture sans architecte».

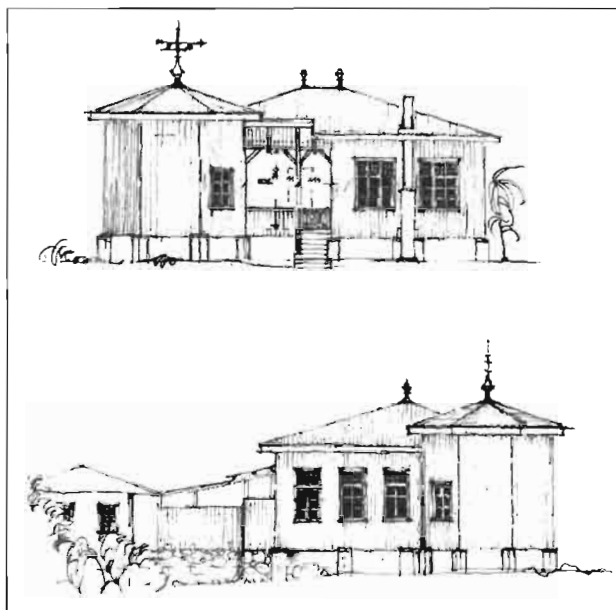
Parmi tous les édifices construits durant cette première période, c'est à coup sûr la demeure du roi Auguste Manga Ndumbe, père de Rudolf Duala Manga, qui offre la plus grande originalité et richesse sémantique avec sa

*Façade du palais de Manga
Ndumbe.*





*Maison d'un propriétaire de
plantation à Buea construite
vers 1903.
plan,
façades,
vue.*



cascade de cinq toitures qui lui valut l'appellation de «pagode». En surplomb, au-dessus de l'entrée principale dont les quatre arcades sont en décrochement par rapport à l'alignement de celles du corps principal, s'avance un balcon en bois de style hispanisant (Fernando Po n'est pas si loin) dont le toit ajoute à la redondance de l'ensemble. Un second balcon, situé à l'arrière, assure la symétrie.

Enfin, le socle d'un mètre confère un élan particulier à ce bâtiment composite où, si les arcades paraissent provenir de l'hôpital, la partie haute trahirait plutôt une influence du premier palais du gouverneur.

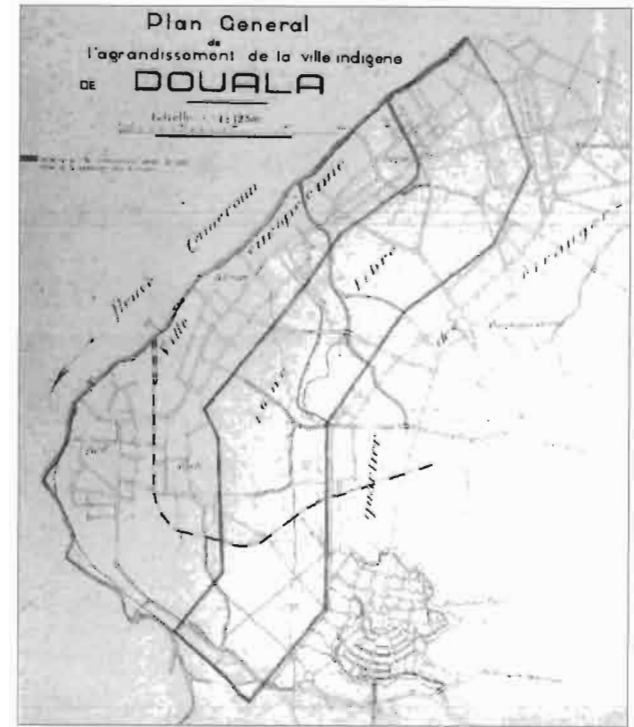
Pourtant, la succession des rebonds de la toiture qui occulte en partie l'articulation des étages, la présence du balcon qui fait figure d'élément plaqué en façade ainsi que le clocheton qui conclut la phrase interminable du bâtiment, rompent avec la rigueur des deux précédents modèles et font de ce palais une pièce unique dans l'histoire architecturale de la ville.

Toute sa composition vise à le créditer à la fois d'une dimension horizontale et d'une élévation tout à la mesure du personnage royal qu'il abrite, avec en façade la reprise des arcades de l'entrée au premier et au troisième étages de façon à accentuer la hauteur. Le caractère étrange de cette bâtisse provient du fait que deux bâtiments paraissent imbriqués l'un dans l'autre.

Le palais a une valeur monumentale au sens fort ; c'est lui que l'on aperçoit par exemple depuis le plateau d'Akwa, se détachant au-dessus des cases. Il est tout à la fois ouvrage architectural et symbole du pouvoir autochtone.

D'un point de vue historiographique, on constate que l'architecture de la période coloniale allemande à Douala semble se développer libre de toute influence que l'on puisse explicitement rattacher à ce qui se fait à la même époque en Europe, si ce n'est à puiser dans le répertoire de l'architecture vernaculaire (montagnarde ou «régionale» du type maison à colombage) ou d'un style ornemental qui dénote une nette prédilection pour les motifs «art nouveau», en particulier à Limbé et Buéa ; architecture de compromis entre des formes élaborées très loin de leur site d'implantation et des conditions climatiques et sociales qui contraignaient à une adaptation.

L'exception est sans doute la résidence du gouverneur à Buéa, le *Schloss*, construite sur les pentes du mont Cameroun, et qui semble avoir été transposée sans aucun réaménagement stylistique depuis la Bavière.



Plan d'aménagement allemand du «Gross Duala» (1913), avec sa caractéristique «zone libre» séparant la ville européenne et la ville indigène (nouveau Bell).

La diffusion des modèles architecturaux s'effectue dans un groupe très restreint de population : Européens, aristocratie ou notables duala, sans oublier les nombreuses congrégations religieuses qui font preuve d'une étonnante uniformité. L'immense majorité du peuple duala continue de bâtir comme le faisaient ses ancêtres, si ce n'est que çà et là apparaissent des toits recouverts de tôle ondulée et que de nouvelles contraintes liées aux plans d'aménagement urbain ont aussi fait leur apparition.

Le mandat français

Cette situation va sensiblement se modifier durant la période du mandat français qui commence officiellement en 1920. Pour la première fois vont apparaître dans le paysage urbain des formes architecturales dont le langage peut être explicitement relié à l'histoire de l'architecture moderne européenne. Néanmoins, cette manifestation se produira avec un décalage dans le temps d'une dizaine d'années ; effet d'hystérésis que l'on peut expliquer par la situation périphérique et par la lenteur des moyens de communication de l'époque.

Quant à l'influence de l'architecture européenne sur l'architecture vernaculaire, elle prend plus l'allure d'un mouvement d'amplification entamé durant la période précédente.

L'après-guerre va être marquée par une phase de relance dans l'aménagement et la construction qui ne fera réellement sentir ses effets que dans les dernières années 1920, avec d'abord l'extension du port qui se dote, à partir de 1927, d'un quai d'accostage à quatre postes et d'un boulevard maritime long de 1700 m qui va stimuler l'implantation des maisons de commerce. Pratiquement au même moment, l'administration mettait en chantier des constructions dans les différents domaines de la santé, de la justice, des transports et du commerce.

Ces bâtiments, surgis entre les années 1927-1931, se signalent par une certaine unité de langage qui autorise à parler d'un style 1930 dont l'articulation à l'architecture métropolitaine apparaît pour la première fois avec évidence sous le nom d'«art- déco».

Les principaux jalons de cette séquence ont pour noms : la chambre de commerce (1927), le bâtiment de la maison de commerce allemande Woermann Linie (1927), la nouvelle gare (1930), le palais de justice (1931), l'hôpi-

tal indigène (1931). Architecturalement, ces bâtiments consacrent la disparition du toit à quatre pans pour un toit en terrasse qui apparaît de prime abord irréaliste compte tenu des conditions pluviométriques que connaît la ville.

Quoique très timidement, un souci de composition, toujours rigoureusement organisé selon un plan de symétrie, s'affirme en particulier dans les façades avec cette mise en image «idéologique» du bâtiment. L'état civil s'affiche en larges lettres sur son fronton : «Chambre de Commerce», «Palais de Justice», «Hôpital indigène», etc. Cet effort didactique de marquage architectural n'est pas étranger à la mission d'éducation d'un pouvoir colonial qui a reçu mandat de la Société des Nations pour éduquer le peuple en vue de le mettre sur la voie de l'indépendance.

Seule la chambre de commerce, avec ses deux pilastres octogonaux disproportionnés et a-fonctionnels qui semblent tirer le bâtiment vers le haut, ses escaliers centraux qui rebroussement chemin, accentuant le recentrage ainsi que le couple de colonnes doubles, ses niches latérales et leurs vases ornementaux, traduit un certain maniérisme qui rompt avec le rythme monotone d'un fenestrage rectangulaire **constituant l'essentiel** du parti décoratif des autres édifices.

Le grand leitmotiv ornemental de style 1930 va être la balustrade à colonnettes carrées ou cylindriques que l'on va retrouver aux faîtes, aux fenêtres et le long des terrasses qui bordent la falaise.

Si l'on analyse le rapport que le bâtiment 1930 entretient vis-à-vis de l'extérieur par l'intermédiaire de son enveloppe, il marque une étape intermédiaire entre le type colonial «ouvert» essentiellement représenté par les bâtiments surélevés, entourés de piliers, et un type de construction qui va faire son apparition à la fin des années quarante et que va caractériser un mouvement de fermeture.

Le bâtiment 1930 conserve de l'époque précédente le système de larges ouvertures disposées tout autour du bâtiment, permettant une libre circulation de l'air. Néanmoins, une durcification de l'enveloppe extérieure est en cours, notamment par l'imposition en façade d'un module rectangulaire répétitif que viennent souligner les balustrades. Ces ouvertures ont la forme de fenêtres mais n'en sont pas encore. La fonction d'écran est beaucoup plus marquée qu'auparavant et, même s'il y a toujours opacité complète de l'intérieur, une certaine transparence de



*Chambre de commerce de
Douala.*



*Résidence des missionnaires
protestants à Akwa (vers
1927).*



Résidence du chef de la circonscription de Douala (vers 1930).



Hôtel Pochard à Bonandjo, Douala (vers 1930).

l'agencement interne demeure à partir de l'examen de la façade.

Deux constructions occupent une place particulière dans cette typologie 1930. C'est, d'une part, la résidence du chef de circonscription de Douala et, d'autre part, le bâtiment des douanes situé à l'entrée du port.

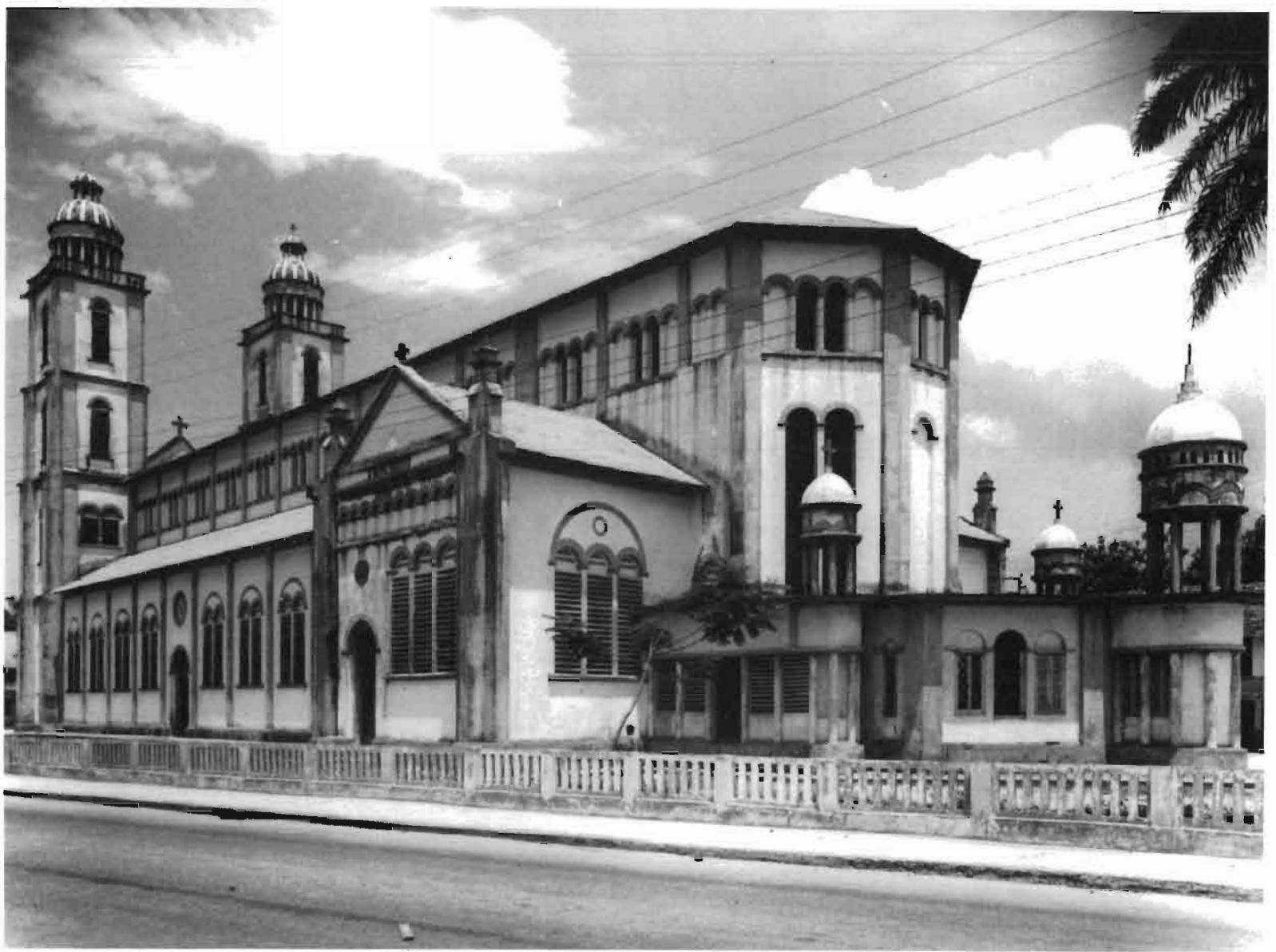
Le premier accuse la dette la plus nette par rapport à une certaine esthétique «art-déco» et son ornementation végétale géométrique qui apparaît au-dessus des ouvertures du rez-de-chaussée. Par ailleurs, il est un des rares bâtiments de cette époque à adopter un plan dissymétrique avec une tour d'angle carrée dont l'élancement est souligné par l'artifice des deux flèches latérales créées par le renforcement des arêtes. Signe encore d'une hésitation entre deux partis architectoniques : le toit à quatre pans pour la tour et à terrasse pour le corps principal du bâtiment.

Cas rarissime qui mérite d'être mentionné, cette demeure fera l'objet, juste avant-guerre, d'une réplique quasi exacte de la part d'un notable duala dans le quartier Bali ; seule la décoration art-déco n'aura pas été restituée. Formant l'autre extrémité de cette typologie du bâtiment 1930, le bureau des douanes dont les fenêtres d'angle et le toit-terrasse *stricto sensu* font figure d'application des principes d'architecture modernistes.

De la période du protectorat allemand aux années 1950, l'habitat des classes moyennes et de la petite bourgeoisie démontre une remarquable stabilité dans la construction d'un type de maison individuelle qui se définit selon un plan rectangle avec une avancée carrée semi-octogonale pouvant simplement faire office de seuil d'entrée ou de petit salon. Ce modèle connaît deux variantes principales avec tours octogonales de part et d'autre de l'entrée en renfoncement, ou bien une seule tour d'angle. Sur une période d'une cinquantaine d'années, cette inertie typologique s'est exprimée au travers de matériaux aussi divers que la brique, le parpaing, ou les «carabotes», planches disposées comme des tuiles sur des montants en bois.

La distribution intérieure comprend invariablement un vestibule situé dans l'avancée octogonale ou carrée, suivi d'un salon-salle à manger, généralement séparé de la première pièce par un muret. De part et d'autre de cet espace central, s'ouvrent des portes qui donnent accès aux chambres et à la salle de bains. La cuisine est reléguée à l'extérieur. Ce plan reprend, somme toute, la disposition

*Cathédrale à Akwa, Douala
(1936).*



traditionnelle, comme on l'a fait précédemment remarquer.

A la veille de la Seconde Guerre mondiale, la population de Douala atteint 40 000 habitants ; elle va décroître pendant la guerre, puis connaître une relance importante après 1947, époque où elle atteint 60 000 habitants. Sept ans plus tard, en 1954, elle franchit le cap des 100 000 avec 108 105 habitants. Elle a donc presque doublé en sept ans. Plus spectaculaire encore est la progression de la population d'origine européenne, qui double entre 1945 et 1947. Cette croissance significative est en raison directe de l'augmentation du volume des affaires et des grands chantiers au premier rang desquels se trouve celui du port financé par le Fonds d'investissements pour le développement économique et social. On s'est alors fixé pour but de porter à un million de tonnes pour 1960 la capacité du port de Douala qui a toujours joué le rôle d'un formidable attracteur démographique au cours de l'histoire de la ville. Et, pour la première fois en 1947, les directives d'un architecte-urbaniste, M. Calsat, font état, dans le programme d'aménagement, d'un zoning industriel situé sur le plateau Bassa. Mais il faudra attendre 1958 pour qu'un plan d'aménagement systématique éten- du à la totalité de l'espace urbain existant soit produit.

Cette poussée démographique va coïncider avec l'apparition de deux nouvelles entités architecturales significatives à la fois du point de vue formel et quant au contenu social : il s'agit d'une part des « cités » en particulier la cité des douanes à Akwa et la cité Chardy à Bassa, pour les cadres des chemins de fer, en 1951 qui consacrent l'émergence du modèle et de la série en même temps qu'une perte sensible de la qualité architecturale ; d'autre part, du logement social avec, en particulier, l'édification des premiers « grands ensembles » sur le bord de la falaise du plateau Joss.

Contrastant avec l'ouverture relative qui caractérisait la façade des édifices avant-guerre, le bâtiment des années cinquante se replie derrière le mur ajouré des claustra ou le lourd rideau des pare-soleil en béton qui jouent à la fois un rôle fonctionnel et décoratif. Cas extrême et caricatural de ce parti-pris de fermeture, l'exemple de ces « igloos » que l'on pourrait croire provenir tout droit de la terre Adélie et qui, sous couvert de recherche, cumulent tous les malentendus possibles qu'une architecture peut entretenir vis-à-vis de son milieu aussi bien humain que climatique.

Ce mouvement montre combien la sensibilité à la chaleur et à l'humidité ambiantes peut évoluer avec le temps. Ce que le pasteur allemand Ernst Dinckenhaller qui dirigea la Mittelschule de Bonabéri, au début du siècle, ressentait encore comme un état climatique parfaitement supportable en raison des brises marines qui pénétraient dans le bâtiment par les fenêtres laissées grandes ouvertes, apparaît quelques années plus tard insupportable à beaucoup, conduisant à ces morceaux d'architecture aberrants.

La dynamisation du volume architectural et de son insertion dans la scénographie urbaine est un des traits architectoniques les plus intéressants de cette période. Ce second aspect est mis en valeur en particulier dans l'architecture commerçante avec la caractéristique façade d'angle bien illustrée par l'immeuble Tsekenis à Akwa, avec sa tour en renfoncement de part et d'autre de laquelle fuit le regard, conférant un dynamisme à un ensemble par ailleurs dénué de réelle qualité architecturale.

Autre ressource stylistique contribuant à accélérer la ligne d'horizon du bâtiment : l'arrondi de la bordure du toit auquel fait écho celui de la terrasse. Le langage se libère de la pesante tutelle de la symétrie, en particulier dans l'architecture privée. Telle villa est exemplaire à cet égard avec ses deux pans de toits disjoints qui se recourent en porte-à-faux, le pare-soleil parabolique horizontal dont la courbe est reprise par la terrasse d'angle, la façade étant rythmée par la verticale des quatre pilotis, le jeu oblique de la grille du balcon et de l'escalier latéral. De tels cas de composition sont, il est vrai, fort rares, mais témoignent d'une certaine résistance à l'encontre de formules modernistes toutes faites et d'un effort à créer sur place une poétique architecturale originale.

Le programme d'aménagement dressé par l'architecte Jean Dorian, en 1958, constitue sans nul doute l'effort le plus systématique de codification de la réalité architecturale et urbaine de l'époque. Il comprend à la fois un plan directeur et un programme d'aménagement. Le premier définit « les emprises réservées pour la voirie, les espaces libres et les services publics » ; le second détermine « les règles et servitudes hygiéniques, historiques et esthétiques », justifiées par le caractère de la commune et les nécessités locales et les dispositions particulières aux zones affectées à un genre spécial d'occupation ¹³.

Le découpage urbain sur lequel se fonde ce projet comprend cinq zones. La zone A correspond à une zone d'habitation, commerce et résidence ; c'est essen-

13. « Programme d'aménagement de la ville de Douala » dressé par Jean Dorian, République du Cameroun, Ministère des Travaux publics, 1959.



*Immeuble commercial
Tsekenis à Akwa, Douala
(1952).*



*Intérieur de la résidence d'un
riche entrepreneur douala,
Bonandjo Douala (vers
1955).*



*Intérieur d'un appartement
destiné à un fonctionnaire de
l'administration coloniale
française (vers 1955).*

*Immeuble résidentiel à
Akwa (vers 1955).*



tiellement toute la partie de la ville située en bordure du fleuve à laquelle a été annexé le quartier Bali, mais dont est exclu le plateau Deido situé en amont. A peu de choses près, c'est le périmètre de la «ville européenne» déjà projeté par l'administration allemande auquel sont venus s'agglutiner le quartier Bali, bâti en 1929, et la partie du quartier Akwa, «déguerpie» en 1938, afin de favoriser une implantation commerciale, essentiellement européenne «en dur». Pour cette zone, et pour elle seulement, les servitudes spéciales d'architecture font état d'un souci de paysagisme certain dont on ne précise pourtant pas le contenu exact. C'est de cette période que date la mise en portiques systématique des artères commerçantes principales ; mais le mouvement avait été amorcé plusieurs années auparavant par l'initiative privée.

La zone B s'intitule : habitation, petit commun, artisanat. Elle nous éloigne de la «zone centrale» à la fois en direction du nord (Deido) vers l'intérieur des terres (New Bell) et de l'autre côté du fleuve (Bonabéri). L'article faisant état des «constructions autorisées» est on ne peut plus laconique : «Sont autorisées dans cette zone les habitations, le petit commun, l'artisanat»...

La zone C se définit comme «construction traditionnelle, plan masse». Elle ne porte mention d'aucun nom de quartier particulier. C'est, semble-t-il, l'extrême bordure de la zone centrale, à la limite entre la ville et la campagne, où «les règles de construction» devaient permettre la création de bâtiments qui, quoique édifiés suivant toutes les règles de l'art, répondaient à un souci particulier d'économie. Sur toute l'étendue de cette zone, les constructions, de quelque nature qu'elles soient, pouvaient s'inspirer des traditions locales : formes, couleurs, matériaux, etc. Cette dernière recommandation, qui traduit une certaine permissivité, contraste singulièrement avec les «règles générales s'appliquant à toutes les zones» qui stipulent trois interdits majeurs qui sont, dans l'ordre :

— «Le permis de construire peut être refusé pour des constructions ne présentant pas une simplicité de volume, une unité d'aspect et de matériau compatibles avec une bonne économie de la construction, la tenue générale des agglomérations et l'harmonie des paysages...».

— «Peut être interdit tout pastiche d'une architecture archaïque ou étrangère à la région...» Ce second interdit n'est pas le moins empreint de cynisme (tout involontaire sans doute lorsque l'on sait qu'il émane d'un architecte-



*Villas à Bonandjo, Douala
(1955-1960).*

urbaniste européen œuvrant dans le cadre d'une administration coloniale sur le point de «passer la main»).

Le dernier interdit, enfin, paraît tout droit sorti des *Sept lampes de vérité* de John Ruskin : «Peut être interdite toute imitation des matériaux tels que : faux moellons de pierre, fausses briques, faux pans de bois, faux marbres, ainsi que l'emploi en parement extérieur de matériaux fabriqués en vue d'être recouverts d'un parement ou d'un enduit tels que carreaux de plâtre, briques creuses, agglomérés».

Ces énoncés normatifs qui constituent une espèce de guerre au recouvrement pour la vérité nue du matériau, laissent transparaître à leur principe un souci de simplicité, de sobriété, tout empreint de méfiance à l'égard des dépenses somptuaires en particulier dans l'ornementation ; comme si l'on craignait des débordements incontrôlés de la part des usagers...

Les dernières zones que nous ne ferons que mentionner sont : la zone industrielle (Bassa, Bonabéri) et portuaire (Bonabéri et bordure des falaises de Bonanjo et Akwa).

Bibliographie sélective

- Ajayi, J.F.A., Crowder, M. (éd.), *History of West Africa*, Londres, Longman, vol. 1, 1971, vol. 2, 1974.
- Almeida-Topor, H. d', *Les amazones, une armée de femmes dans l'Afrique précoloniale*, Paris, Rochevignes, 1984.
- Barry, B., *Le royaume du Waalo, le Sénégal avant la conquête*, Paris, Maspéro, 1972.
- Barry, B., *La Sénégambie du XV^e au XIX^e siècles*, Traite négrière, islam et conquête coloniale, Paris, L'Harmattan, 1988.
- Boahen, A.A. (sous la direction de), *L'Afrique sous domination coloniale 1880-1935. Histoire générale de l'Afrique*, vol. VII, Paris, UNESCO/NEA, 1987.
- Brooks, G.E., «Peanuts and colonialism», in *Journal of African History* (Londres), 1975, XVI-1, pp. 29-54.
- Brooks, G.E., «The signares of Saint-Louis and Gorée : Women entrepreneurs in XVIII^e c. Senegal», in *Women in Africa : Studies in Social and Economical Change*, Hafkin, N.J., Bay, E.G. (éd.), Standford, 1976.
- Brunschwig, H., *Le partage de l'Afrique Noire*, Paris, Flammarion, 1971.
- Cahen, M. (sous la direction de), *Bourgs et villes en Afrique lusophone*, Paris, L'Harmattan, 1989.
- Copans, J., *Les marabouts de l'arachide*, Paris, Le Sycomore, 1980.
- Coquery-Vidrovitch, C., *La découverte de l'Afrique*, Paris, Gallimard, 1965.
- Coquery-Vidrovitch, C., «Gezo et les dernières grandes heures du royaume d'Abomey», in *Les Africains*, Paris, Editions Jeune Afrique, tome 1, 1977, pp. 143-168.
- Coquery-Vidrovitch, C., *Afrique Noire : permanences et ruptures*, Paris, Payot, 1986.
- Coquery-Vidrovitch, C. (sous la direction de), *Processus d'urbanisation en Afrique*, Paris, L'Harmattan, 1988, 2 tomes.
- Crowder, M., *West Africa under colonial rule*, Hutchinson University Library for Africa, 1968.
- Curtin, P.D., *The atlantic slave trade, A census*, Madison, 1969.
- Dulucq, S., Goerg, O. (sous la direction de), *Les investissements publics dans les villes africaines, 1930-1985 : habitat et transport*, Paris, L'Harmattan, 1989.
- Gayibor, N., «Les villes négrières de la côte des Esclaves au XVIII^e siècle», in *Processus d'urbanisation en Afrique*, Paris, L'Harmattan, 1988, tome 1, pp. 50-58.
- Girardet, R., *L'idée coloniale en France de 1871 à 1962*, Paris, La Table Ronde, 1972.
- Goerg, O., *Commerce et colonisation en Guinée, 1850-1913*, Paris, L'Harmattan, 1986.

- Goerg, O., «Deux modalités d'adaptation à l'abolition de la traite atlantique : le Rio Nunez et le Rio Pongo (actuelle Guinée)», in *De la traite à l'esclavage* (Actes du Colloque international sur la traite des Noirs, Nantes, 1985), Nantes, Société française d'Histoire d'Outre-Mer / Centre de Recherche sur l'histoire du monde atlantique, 1988, tome 2, pp 557-573.
- Ki-Zerbo, J., *Histoire de l'Afrique noire*, Paris, Hatier, 1972.
- Lawrence, A.W., *Trade castles and forts in West Africa*, Londres, 1963.
- Lopes, C., *Guinea Bissau from liberation struggle to independence statehood*, Londres, Zed Press, 1986.
- Manning, P., *Slavery, colonialism and economic growth, 1640-1960*, Cambridge, Cambridge University Press, 1982.
- Mauny, R., *Les siècles obscurs de l'Afrique noire*, Paris, Fayard, 1970.
- Medeiros, de, *L'Occident et L'Afrique, xiii^e-xv^e siècles*, Paris, Karthala / C.R.A., 1985.
- Mettas, J., *La Guinée portugaise au xix^e siècle*, Paris, A.C.T. / Académie des Sciences d'Outre-Mer, 1984.
- Pélissier, R., *Naissance de la Guinée, Portugais et Africains en Sénégambie, 1841-1936*, Montamets/Orgeval, éd. René Pélissier, 1989.
- Person, Y., «La traite clandestine et la côte des Rivières», in *Bulletin de liaison des professeurs d'histoire et de géographie d'Afrique et de Madagascar*, numéro spécial, 1974, pp. 49-71.
- Peterson, J., *Province of Freedom. A history of Sierra Leone, 1787-1870*, Londres, Faber & Faber, 1969.
- Pierson-Mathy, P., *La naissance de l'Etat par la guerre de libération : le cas de la Guinée Bissau*, Paris, UNESCO, 1980.
- Renault, I., Daget, S., *Les traites négrières en Afrique*, Paris, Karthala, 1985.
- Rivière, C., «Le long des côtes de Guinée avant la phase coloniale», in *Bulletin I.F.A.N.* (Paris), xxx-B, 1968, pp. 727-750.
- Rudeck, L., *Problème de pouvoir populaire et de développement, Transition difficile en Guinée Bissau*, Upsala, Scandinavian Institute of African Studies, 1982.
- Sane, O., *La vie économique et sociale des Goréens entre 1817 et 1848*, thèse, Dakar, 1978, multig.
- Schnapper, B., *La vie politique et le commerce français dans le golfe de Guinée de 1838 à 1871*, Paris, 1961.
- Van Dantzig, A., *Les Hollandais sur la côte de Guinée à l'époque de l'essor de l'Ashanti et du Dahomey (1740-1860)*, Paris, Société française d'Histoire d'Outre-Mer, 1981.
- Vilar, P., *Or et morinaie dans l'histoire*, Paris, Flammarion, 1974.

Le présent ouvrage
constitue le sixième volume
de la Collection
Architectures traditionnelles.

Il a été conçu,
composé en Times roman corps neuf,
et mis en pages
par l'Atelier Graphithèses.

Achevé d'imprimer
le 10 septembre 1993
sur les presses de
l'imprimerie France Quercy
à Cahors
pour le compte des
Editions Parenthèses
à Marseille.

Dépôt légal : octobre 1993

Première édition,
quatre mille exemplaires.



ISBN : 2-86364-056-9

340 F

Illustration de couverture :
Cosmographie universelle, G. Le Testu, 1555.
(© Giraudon / Ministère de la Défense, Service historique de l'Armée de terre.)